

LINE RENNWALD

PARTIS SOCIALISTES ET CLASSE OUVRIÈRE

RUPTURES ET CONTINUITÉS DU LIEN ÉLECTORAL EN SUISSE,
EN AUTRICHE, EN ALLEMAGNE, EN GRANDE-BRETAGNE ET EN FRANCE
(1970-2008)



+ au travail
pour construire
la Suisse nouvelle!

Votez socialiste

PARTIS SOCIALISTES ET CLASSE OUVRIÈRE

**RUPTURES ET CONTINUITÉS DU LIEN ÉLECTORAL
EN SUISSE, EN AUTRICHE, EN ALLEMAGNE,
EN GRANDE-BRETAGNE ET EN FRANCE**

(1970-2008)

LINE RENNWALD

PARTIS SOCIALISTES ET CLASSE OUVRIÈRE

**RUPTURES ET CONTINUITÉS DU LIEN ÉLECTORAL
EN SUISSE, EN AUTRICHE, EN ALLEMAGNE,
EN GRANDE-BRETAGNE ET EN FRANCE
(1970-2008)**

**COLLECTION POLITIQUE ET SOCIÉTÉ
ÉDITIONS ALPHIL-PRESSES UNIVERSITAIRES SUISSES**

© Éditions Alphil-Presses universitaires suisses, 2015
Case postale 5
2002 Neuchâtel 2
Suisse

www.aphil.ch

Alphil Diffusion
commande@aphil.ch

ISBN Papier : 978-2-88930-030-3
ISBN PDF : 978-2-88930-040-2
ISBN EPUB : 978-2-88930-041-9

DOI : 10.33055/ALPHIL.03034

Ce livre a été publié avec le soutien des institutions suivantes :

- Fonds national suisse de la recherche scientifique
- Faculté des sciences de la société de l'Université de Genève
- Syndicat Unia

Illustration de couverture :

« Votez socialiste – Au travail pour construire la Suisse nouvelle ! » Affiche du Parti socialiste suisse pour les élections fédérales de 1943, réalisée par Willi Trapp (Archives sociales suisses, Sozarch_F_Pe-0423).

Ce livre est sous licence :



Ce texte est sous licence Creative Commons : elle vous oblige, si vous utilisez cet écrit, à en citer l'auteur, la source et l'éditeur original, sans modification du texte ou de l'extrait et sans utilisation commerciale.

Responsable d'édition : Sandra Lena

REMERCIEMENTS

Le présent ouvrage, issu de ma thèse de doctorat en science politique, est le fruit d'un travail bien souvent solitaire, mais aussi le produit de nombreux échanges et rencontres qui font de la thèse une formidable expérience collective et humaine. J'aimerais remercier ici les personnes qui ont été associées, de près ou de loin, à la réalisation de ce projet et à la publication de cet ouvrage. Il va sans dire que les éventuelles erreurs restent les miennes.

Ma profonde gratitude va tout d'abord à mes deux codirecteurs, Pascal Sciarini et Simon Hug, pour l'encadrement de mon travail et leur soutien constant. Lors de l'élaboration du projet, puis de l'écriture des différents chapitres, ils m'ont prodigué beaucoup de conseils fort utiles, et m'ont toujours poussée à viser un haut niveau de qualité. Au début de mon engagement comme assistante à l'Université de Genève, j'ai eu l'opportunité de collaborer avec Daniel Oesch dans le cadre d'un livre sur les partis de gauche en Suisse, projet initié par Pascal Sciarini et Sarah Nicolet. J'ai énormément appris avec Daniel et je lui en suis très reconnaissante. Hanspeter Kriesi a joué un rôle charnière dans le lancement de mon étude. Il a montré un vif intérêt pour la thématique et m'a généreusement proposé d'utiliser les données récoltées dans le cadre de son projet «National political change in a globalizing world». Depuis son arrivée à Genève en 2011, j'ai eu l'occasion d'avoir des échanges très bénéfiques avec Jonas Pontusson, et de pouvoir compter sur sa grande connaissance de la social-démocratie européenne et des questions de syndicalisation. Je le remercie par ailleurs d'avoir accepté de présider le jury.

En 2012, j'ai eu la chance de réaliser un séjour de recherche à Nuffield College (Oxford) grâce au soutien de la fondation Ernest Boninchi et du Fonds national suisse de la recherche scientifique. Je suis très reconnaissante à Geoff Evans de m'avoir accueillie dans cette institution prestigieuse et d'avoir pris le temps de discuter de ma thèse. Mon projet a beaucoup mûri grâce aux échanges que nous avons eus tout au long de l'année. En outre, les rencontres riches et variées avec de nombreux chercheurs dans le cadre communautaire du collège ont aussi contribué à la progression de

ma recherche. Un salut particulier aux autres étudiantes d'échange, Marisa Coetzee, Nynke van Miltenburg, Nynke Niezink et Sarah Westphal, avec lesquelles il a été très agréable de partager le bureau et de réaliser des activités sociales.

Plusieurs chercheurs m'ont fourni de l'aide et des conseils précieux à divers stades de ma recherche. Au début de ma thèse, des chercheurs impliqués dans le projet de Hanspeter Kriesi m'ont fourni des renseignements sur les données : merci à Marc Helbling, Dominic Hoeglenger, Romain Lachat et Bruno Wüest. Tim Spier m'a donné des indications utiles pour les données allemandes. À différentes reprises, j'ai pu bénéficier de commentaires et d'échanges très fructueux avec Christoph Arndt.

À l'Université de Genève, j'aimerais remercier tous mes collègues du Département de science politique et relations internationales. Ma gratitude va aussi au personnel administratif, à Anne Gyger, Sylvia Dumons et Silvia David pour leur soutien logistique et humain. Au Département, j'ai bénéficié tout particulièrement de l'expérience et du soutien d'Anke Tresch et de Damian Raess, que ce soit sur les thématiques de ma recherche, ou plus généralement sur la vie académique. En vue de la publication, Andreas Goldberg m'a fourni des commentaires et conseils très utiles. Lors de nombreux repas de midi, j'ai eu l'occasion d'avoir des échanges très intéressants sur nos thèses respectives avec Jasmine Lorenzini. J'ai eu aussi le plaisir d'échanger avec les autres doctorants de l'époque dans le cadre du programme doctoral en science politique. Sarah Nicolet a été une enseignante qui m'a inspirée durant mes études, puis une collègue de bureau d'une aide précieuse. Heidrun Bohnet a joué un rôle décisif dans les activités sociales du Département, et son enthousiasme a souvent été contagieux. L'amitié de Karin Byland, rencontrée durant les études de DEA, a constitué la ressource la plus précieuse de toutes ces années de thèse. Mes « années genevoises » auraient indéniablement été différentes sans toutes les personnes avec lesquelles j'ai étudié, cohabité et joué au badminton.

Ma perception de la politique serait autre sans tous les contacts et échanges que j'ai avec des personnes engagées en politique à différents niveaux. Ce sont aussi de belles amitiés qui se sont développées au fil des années. Il faut également mentionner que mon propre travail pour le parti socialiste suisse dans le cadre de la campagne des élections fédérales de 2007 a beaucoup contribué à stimuler ma réflexion sur ces questions et a été certainement décisif dans la volonté d'entamer cette recherche. Pour l'aspect syndical, mes discussions avec Willy Tinguely, mécanicien de formation et militant syndical, ont constitué une source d'inspiration. Aujourd'hui décédé, il aurait lu ce travail avec grand intérêt.

Ma famille et mes amie-e-s m'ont soutenue sans relâche durant ces années. Merci à ma sœur Maude et à son ami Denis, à mes parents Chantal et Jean-Claude – sans lesquels mon intérêt pour ce thème n'aurait certainement pas existé –, pour leurs encouragements. Un grand merci à mon père qui a relu à plusieurs reprises le manuscrit et a insisté pour que je me consacre rapidement à la publication de cet ouvrage. Les parents de mon partenaire, Rolf et Vreni Zimmermann, m'ont aussi toujours soutenue et fait part de leur grande connaissance de la politique suisse. Il serait difficile de citer ici tous mes amis, mais ils doivent savoir combien leur amitié

a été importante pour moi durant ces années. Mon partenaire, Adrian Zimmermann, a joué un rôle décisif dans l'aboutissement de ce projet. Il a bien souvent été mon premier lecteur et m'a fait partager ses innombrables connaissances sur l'histoire du mouvement ouvrier. Mais surtout, ses encouragements et sa présence ont rendu ces années de thèse bien plus légères.

Enfin, concernant la publication à proprement parler, je tiens à remercier l'éditeur, Alain Cortat, d'avoir accepté de publier cet ouvrage, ainsi que la responsable de production, Sandra Lena, pour la lecture et la correction très attentives de mon manuscrit. À l'heure de boucler ces lignes, je tiens à remercier encore le Fonds national suisse de la recherche scientifique de m'avoir donné la possibilité de poursuivre mes recherches dans le cadre d'une bourse post-doctorale, ainsi que Brian Burgoon de m'avoir accueillie dans d'excellentes conditions et dans un cadre très stimulant à l'Université d'Amsterdam.

INTRODUCTION

Les partis socialistes se créent à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle comme bras politique du mouvement ouvrier. Étudiant les configurations des systèmes de partis en Europe occidentale, Lipset et Rokkan (1967) relie l'existence de cette famille de partis à la révolution industrielle qui a donné naissance à un conflit entre possédants et ouvriers, c'est-à-dire au clivage de classe qui s'est matérialisé sur la scène politique en Europe occidentale dans une opposition entre partis socialistes et partis libéraux et conservateurs.

Le secteur industriel a marqué particulièrement le continent européen. C'est en effet le seul continent où une majorité de la population active a travaillé dans ce secteur pendant une assez longue période historique. La plupart des sociétés extra-européennes sont passées directement d'une domination du secteur agricole à une domination du secteur tertiaire sur le marché du travail (Kaelble, 2008 ; Therborn, 1995). Cette configuration européenne unique a favorisé le développement d'une identité et d'une organisation de classe avec les syndicats ouvriers et patronaux et des partis fondés sur des oppositions entre classes sociales (Therborn, 1995 : 68).

Dans ce contexte, la base sociale des partis socialistes est claire : ce sont les ouvriers qui constituent leur base sociale et électorale et, au final, leur raison d'être. Ce sont d'ailleurs dans les villes et régions les plus industrielles que ces partis deviennent généralement les plus forts. Pourtant, les partis socialistes n'ont jamais été des partis purement ouvriers. Ils ont toujours compté parmi leurs militants des intellectuels et des membres de la classe moyenne. En y regardant de plus près, la question de leur relation avec la classe ouvrière et avec d'autres classes traverse toute leur histoire.

Du côté des ouvriers, l'existence de syndicats chrétiens et d'une stratégie interclassiste des partis démocrates-chrétiens a constitué une concurrence importante au vote pour les partis socialistes. Toutefois, même dans des pays avec un camp ouvrier catholique, l'existence des partis socialistes comme *partis ouvriers* n'a pendant longtemps pas été fondamentalement contestée. Il a généralement été attendu que les

partis socialistes soient majoritairement soutenus par les ouvriers, et que les ouvriers votent majoritairement pour les partis socialistes.

Depuis les années 1970, de profonds changements sociaux sont à l'œuvre. On assiste à un déclin du secteur industriel en Europe et à une expansion du secteur des services. Il en résulte un déclin numérique des personnes actives dans la production industrielle, et donc de la classe ouvrière. Que se passe-t-il dans la base de classe de ces partis quand le changement social est fort ? Que se passe-t-il quand le processus d'industrialisation qui avait donné naissance à ces partis se transforme dans un processus de désindustrialisation relative ? Lorsque la structure de l'emploi se tertiarise, il est légitime de s'interroger sur le devenir des partis qui sont le produit typique de la « *société industrielle de classe* », selon la terminologie de Therborn (1995 : 68).

L'évolution de la relation entre ouvriers et partis socialistes se situe au cœur de ce travail. Notre question de recherche est la suivante : comment a évolué le soutien électoral des ouvriers pour les partis socialistes entre les années 1970 et les années 2000 en Europe occidentale ? Ce travail se concentre sur l'évolution de l'alignement électoral entre ouvriers et partis socialistes. Plus précisément, il va porter sur les ouvriers de production (ou manuels). Ce sont des salariés qui travaillent dans une logique de production matérielle, exerçant un travail d'exécution essentiellement, par contraste avec des techniciens ou ingénieurs, responsables avant tout de la conception du travail et ayant de plus hauts niveaux de formation. Dans les années 1970, ils occupent une place centrale dans la structure sociale : un citoyen sur trois est un ouvrier de production. Avec le déclin du secteur industriel, ils vont perdre cette centralité dans la structure sociale, sans toutefois disparaître : un citoyen sur cinq est un ouvrier de production dans les années 2000. Ce sont donc eux qui vont être au centre de notre étude.

Toutefois, nous ne pouvons pas limiter l'analyse à une seule classe sociale. Il sera fondamental de montrer comment les ouvriers se distinguent d'autres classes sociales dans leur vote pour les partis socialistes. Dans la perspective du clivage de classe, il faudra observer comment le vote des ouvriers pour les partis socialistes diffère de celui des possédants. Mais il faudra aussi réfléchir en termes de coalitions, et pas seulement d'oppositions. Il sera ainsi pertinent d'observer dans quelle mesure les classes moyennes salariées – en pleine expansion – se rapprochent dans leurs choix partisans des ouvriers. Sur le marché du travail, elles partagent avec les ouvriers le fait d'être salariées, contrairement aux petits indépendants considérés pendant longtemps comme le cœur des classes moyennes. Il faudra donc être attentif au développement de nouvelles coalitions de classes entre ouvriers et des segments des classes moyennes salariées. Finalement, il sera central d'analyser le vote des ouvriers de production par rapport à ce qu'on pourrait appeler le nouveau « prolétariat des services ». Le développement du secteur tertiaire n'a en effet pas seulement stimulé l'expansion des classes moyennes salariées, mais aussi le développement d'emplois souvent peu qualifiés et précaires dans les secteurs de la vente, de la restauration, des livraisons, etc. Oesch (2006 : 219) parle ainsi de l'émergence d'une classe ouvrière « *bicéphale* » :

«It consists of mainly male routine operatives employed in production and mostly female workers in low-skilled sales and services activities. Routine operatives can look back to decades of industrial trade unionism and, on average, earn wages that permit some modest affluence. Nevertheless, their long-term prospects remain poor in terms of both promotion opportunities and future pension rights. In comparison, routine service workers share the long term adversities of operatives, but additionally have employment conditions characterized by often severe disadvantages such as low pay, atypical employment patterns and precarious job security.»

Ce travail traite donc de l'évolution de l'alignement électoral entre ouvriers et partis socialistes, mais pour en saisir tout le sens, il devra aussi s'interroger sur le vote pour les partis socialistes d'autres classes qui sont opposées ou potentiellement alliées. Il faudra systématiquement comparer le vote des ouvriers à celui d'autres classes sociales.

La recherche se concentre sur la famille des partis socialistes, car ceux-ci occupent après la Seconde Guerre mondiale une position de quasi-monopole au sein de la gauche traditionnelle dans de nombreux pays d'Europe occidentale. Cette étude se veut donc autant une contribution à la sociologie électorale qu'un apport à l'étude de cette famille de partis.

L'analyse va procéder d'une double comparaison : dans le temps et dans l'espace. La *dimension temporelle* est essentielle dans ce travail. Nous allons ainsi comparer les changements du vote ouvrier entre 1970 et 2008. Partir des années 1970 permet de prendre en compte une période où le secteur industriel est encore dominant, et donc de pouvoir observer l'impact des changements profonds de la structure socio-économique. La période de l'après-Seconde Guerre mondiale voit déjà se développer des tendances nouvelles : le plein-emploi conjugué à l'arrivée de la consommation de masse transforme en profondeur la vie des ouvriers : *«Selon les normes de leurs parents [...], ils n'étaient plus des pauvres»* ; les vieilles industries (textile, mine, sidérurgie) du XIX^e siècle qui symbolisaient le monde industriel déclinent fortement (Hobsbawn, 1999 : 399-403). Toutefois, *«les classes ouvrières industrielles, contrairement aux populations rurales et estudiantines, ne connaissent pas de séismes démographiques avant les années 1980»* (Hobsbawn, 1999 : 397).

La comparaison dans l'espace est aussi importante dans ce travail. L'analyse va porter sur cinq pays : la Suisse, l'Autriche, la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Le choix de ces cinq pays va permettre de prendre en compte des différences dans le système de partis. Ces pays diffèrent notamment par rapport à l'émergence de nouveaux compétiteurs, les partis Verts et de droite radicale, qui ont transformé les systèmes de partis en Europe ces dernières décennies. Par conséquent, cela va nous permettre de prendre en compte différents contextes de concurrence dans lesquels se trouvent les partis socialistes et qui sont donc susceptibles d'influencer leurs stratégies politiques et électorales.

Cette thèse s'inscrit dans les études qui s'intéressent aux déterminants sociologiques du vote. Ce sont les travaux de Lazarsfeld et de son équipe (1944) qui ont ouvert la voie à une telle approche. Étudiant l'impact de la campagne électorale sur

le choix de vote lors de l'élection présidentielle américaine de 1940, ils montrent que la campagne n'a en réalité pratiquement pas changé l'intention de vote exprimée par les électeurs avant le début de celle-ci. Leur vote (et intention de vote) se fait surtout en accord avec leurs prédispositions politiques :

« Un indice de prédisposition politique combinant le statut social, la religion et le lieu de résidence permet avec beaucoup de précision de prédire leurs choix électoraux. Chez les électeurs ruraux, protestants et aisés, trois voix sur quatre se sont portées sur le candidat républicain, et chez les électeurs urbains, catholiques et socialement défavorisés, elles sont allées dans la même proportion au candidat démocrate » (Mayer, 2006 : 42-43).

La célèbre citation de cette étude, *« a person thinks, politically, as he is, socially »* (Lazarsfeld *et al.*, 1944 : 27), a été vue ultérieurement comme particulièrement représentative du modèle sociologique du vote.

S'interroger sur la relation entre ouvriers et partis socialistes, c'est s'intéresser en termes théoriques à l'influence de la classe sociale sur le choix partisan. C'est aborder toute la littérature sur le vote (ou clivage) de classe. Depuis les travaux fondateurs de Lipset et Rokkan (1967), la littérature n'a cessé d'étudier l'influence des clivages sur le comportement électoral. Le rôle central des clivages de classe et de religion en Europe a été maintes fois souligné. Depuis une trentaine d'années, le débat sur l'impact des clivages a été particulièrement vif. La classe sociale comme déterminant du choix partisan a été fortement remise en cause. Différents travaux ont montré un déclin du vote de classe. Ce résultat a été vivement contesté : d'autres auteurs ont mis en évidence une stabilité du vote de classe dans le temps. D'autres contributions se sont en revanche davantage intéressées à la reconfiguration des liens entre classes sociales et vote.

Notre thèse s'inscrit dans ce débat sur la continuité du clivage de classe. L'alignement politique des ouvriers sur les partis de gauche a en effet souvent été discuté comme exemple de la stabilité du clivage de classe, tout comme l'alignement des catholiques sur les partis démocrates-chrétiens pour le clivage religieux. L'analyse des clivages sociaux s'est souvent basée sur le vote de groupes sociaux clés et leur attachement au parti né de ce clivage et le mobilisant. Comme le résumait bien Elff et Rossteutscher (2011 : 110) : *« The degree of "cleavage voting" has often been identified with the degree to which members of certain social groups vote for "their" party. »* C'est une telle approche qui est retenue dans ce travail. L'étude du vote des ouvriers pour les partis socialistes va donc nous permettre de tirer des conclusions plus larges sur l'évolution du clivage de classe.

Quels sont les principaux résultats de ce travail ? Notre recherche montre qu'il y a eu un relâchement des liens entre les ouvriers de production et les partis socialistes dans tous les pays étudiés entre les années 1970 et les années 2000, mais à des degrés divers. La baisse du vote ouvrier a été la plus prononcée en Suisse, mais est restée plus modérée en Autriche, en Grande-Bretagne et en Allemagne. En France, la baisse a été très faible, étant donné que le vote des ouvriers s'est essentiellement concentré du côté du parti communiste. Toutefois, cette baisse ne signifie pas la fin du clivage

de classe. Les oppositions de classe dans le vote socialiste ne se sont pas renversées : les ouvriers de production restent dans la plupart des pays la classe qui soutient le plus les partis socialistes, alors que les petits indépendants et la « bourgeoisie traditionnelle » restent les plus réticents à soutenir ce parti. Les classes moyennes salariées occupent généralement une position intermédiaire. Cette hiérarchie entre les classes dans le vote pour les partis socialistes ne se retrouve en revanche pas en Suisse et en France. Un segment spécifique des classes moyennes salariées, les spécialistes des domaines sociaux et culturels (« spécialistes socio-culturels ») ont remplacé les ouvriers comme premier soutien des partis socialistes.

Alors que la littérature dans ce domaine s'est souvent concentrée sur la description de l'évolution des clivages, notre recherche a aussi cherché à en explorer les mécanismes. Nous avons ainsi essayé de comprendre si le relâchement des liens entre ouvriers et partis socialistes est le résultat de « transformations » des ouvriers, de leurs attitudes politiques et de leur milieu social ou plutôt le résultat de transformations des partis politiques, de leurs positions et de leurs priorités. C'est du côté des partis politiques que nous avons observé les changements les plus importants. Nous avons pu montrer que deux voies sont susceptibles de mener à un changement de la base de classe des partis socialistes : la convergence de leurs positions économiques gauche-droite vers les partis bourgeois, de même que la concentration de leurs appels électoraux sur de nouvelles thématiques culturelles (comme l'écologie et les enjeux sociétaux). À l'inverse, nous avons pu montrer une stabilité des attitudes des ouvriers et des autres classes sociales en matière économique et culturelle. De même, le milieu social et la présence de syndicats continuent de mobiliser un vote des ouvriers pour les partis socialistes. Une approche « top-down » qui met l'accent sur le rôle des partis dans la mobilisation des classes semble donc la plus pertinente pour expliquer les changements du clivage de classe.

PLAN DU TRAVAIL

Le présent travail est organisé de la façon suivante. Après cette introduction, le chapitre 1 discute la littérature sur le vote de classe. Nous avons dit auparavant que le débat sur l'impact des clivages a été vif ces dernières années. Nous devons donc retracer ce débat dans les grandes lignes et identifier les pistes à suivre pour notre travail. Cela va nous permettre de préciser les objectifs de notre recherche.

Le chapitre 2 présente le cadre d'analyse. À cette occasion, nous développerons nos attentes théoriques concernant les explications du changement du vote ouvrier pour les partis socialistes. Des hypothèses liées d'un côté aux changements des attitudes politiques des ouvriers et de leur milieu social et de l'autre aux transformations de « l'offre » politique des partis socialistes ainsi que de leurs concurrents sont élaborées. À la suite de cette partie théorique, nous présentons dans le chapitre 3 le dessin de recherche adopté pour pouvoir tester ces hypothèses. La stratégie d'analyse, les données et le choix des pays sont discutés. Le schéma des classes utilisé pour nos analyses est présenté dans la dernière partie de ce chapitre, tout d'abord à un niveau conceptuel, puis concernant l'opérationnalisation effectuée à partir de nos données.

Le chapitre 4 a un caractère de transition entre la partie théorique et empirique. Il poursuit l'objectif de documenter l'ampleur du déclin du secteur industriel en Europe depuis les années 1970 ainsi que ses répercussions sur la structure des classes. Étant donné que le changement social occupe une place importante dans la discussion théorique, ce chapitre fournit l'occasion d'en définir plus précisément les contours pour les cinq pays étudiés dans ce travail. La présentation du changement de la structure des classes permet aussi au lecteur de se familiariser avec le schéma des classes de Daniel Oesch qui sera utilisé dans les analyses empiriques de tous les chapitres suivants.

La partie empirique de la recherche débute avec le chapitre 5 dont l'objectif est de déterminer l'évolution de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes ainsi que les différences entre pays dans cette évolution. Ce chapitre ne va pas tester d'hypothèses ; il constitue l'*explanandum* (ou phénomène à expliquer) de la recherche. De manière additionnelle, il va aussi effectuer une radiographie de la base de classe des partis socialistes et analyser les réalignements du vote ouvrier (vers la droite radicale et l'abstention).

Les hypothèses vont être évaluées dans les trois chapitres suivants. Le chapitre 6 analyse les changements du milieu social ouvrier et ses répercussions sur le vote. Nous chercherons dans ce chapitre à tenir compte du fait que les ouvriers, malgré la proximité de leurs conditions économiques, peuvent évoluer dans des environnements très différents, et que cela est susceptible d'avoir un impact sur leurs comportements politiques. Le chapitre 7 traite des transformations des attitudes des classes sociales en matière économique et culturelle. C'est donc l'élément « normatif » du clivage de classe – servant de lien entre la classe sociale et le vote – qui retiendra notre attention. Finalement, le chapitre 8 analyse « l'offre » des partis politiques. L'accent sera mis sur les partis socialistes, mais nous tiendrons aussi compte de la compétition partisane dans son ensemble. Les positions des partis politiques et la saillance des enjeux dans leurs appels électoraux seront toutes deux analysées.

CHAPITRE 1 :

LA CLASSE SOCIALE COMME DÉTERMINANT DU VOTE :

DE L'ABANDON AU RENOUVEAU

Ce chapitre introduit la littérature sur le vote de classe. En guise d'avant-propos, il est important de clarifier le concept de classe sociale et son utilisation dans le domaine de la sociologie électorale. Dans la deuxième section, nous retraçons dans les grandes lignes le débat sur l'évolution du vote de classe qui a été particulièrement vif ces dernières années. Il sera aussi important de s'arrêter sur la conceptualisation de la classe moyenne salariée qui joue un rôle non négligeable dans ce débat, ce que nous ferons dans la troisième section. Cette discussion de la littérature nous permet d'identifier deux pistes que nous allons suivre dans ce travail : le développement de la recherche comparée et la prise en compte de « l'offre » politique, que nous traitons dans les sections 1.4 et 1.5. Cela nous conduira à préciser les objectifs de notre recherche à la fin de ce chapitre.

1. AVANT-PROPOS : LA CLASSE SOCIALE EN SOCIOLOGIE ÉLECTORALE :

UNE UTILISATION PRAGMATIQUE

La conceptualisation de la classe sociale a été sujette à de grands débats dans la littérature. Les travaux de Marx et Weber ont considérablement influencé tous les travaux ultérieurs dans ce domaine. Il n'est donc pas inutile d'y revenir brièvement. L'approche marxiste envisage les classes comme étant structurées par des mécanismes de domination et d'exploitation dans lesquels les positions économiques accordent à des individus du pouvoir sur les vies et les activités d'autres individus (Wright, 2009 : 102). Marx ([1894] 1977), dans *Le Capital*, définit les classes sur la base de leur position par rapport aux moyens de production et distingue les trois classes de base des salariés, des capitalistes industriels et des propriétaires fonciers. Dans ses écrits historiques, comme *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*,

Marx ([1852] 1973) utilise aussi un concept plus pragmatique de la classe sociale qui comprend des groupes d'individus dans une situation matérielle similaire avec à chaque fois une formation, une orientation culturelle et politique typique.

Les classes sociales sont composées chez Weber de la classe ouvrière, de la petite bourgeoisie, des «*intellectuels et spécialistes sans bien*» (techniciens, employés et fonctionnaires) ainsi que des «*possédants et ceux qui sont privilégiés par leur éducation*» (Weber [1922] 1995 : 394). Weber effectue une distinction entre la situation de classe «*la chance typique qui, dans un régime économique donné, résulte du degré auquel et des modalités d'utilisation selon lesquelles un individu peut disposer (ou ne pas disposer) de biens ou de services afin de se procurer des rentes ou des revenus*», la classe «*tout groupe d'individus qui se trouvent dans la même situation de classe*» et la classe sociale comme «*l'ensemble de ces situations de classe à l'intérieur duquel un changement est aisément possible et se produit de manière typique, pour une personne donnée, dans la succession des générations*» ([1922] 1995 : 391).

Marx et Weber, malgré leurs différences, ont les deux profondément influencé la recherche en matière de classes sociales. En sociologie électorale, la recherche contemporaine s'est toutefois surtout concentrée sur la construction de schémas de classe qui permettent de saisir des divisions fondamentales sur le plan économique et qui soient utilisables dans des études empiriques. Malgré les controverses fondamentales sur le concept de classe lui-même, l'orientation de la recherche a été pragmatique (Oesch, 2006 : 13). Erikson et Goldthorpe (1992 : 35 ss.), qui ont développé l'un des schémas de classe les plus utilisés, considèrent par exemple leur schéma comme un «*instrument de travail*». Ils se basent à la fois sur des éléments de Marx et Weber pour le construire, leur permettant de reconnaître la centralité des relations d'emploi pour comprendre la structure des positions de classe dans les sociétés modernes. De plus, malgré les différences théoriques entre les approches, la profession constitue un indicateur central de la position de classe (Oesch, 2006 : 14).

Pour définir le concept de classe sociale, Kocka (1980) fait une distinction didactiquement intéressante entre trois dimensions de la classe : la classe économique, la classe sociale et la classe en action. Les individus qui ont une position économique commune (classe économique) partagent selon Kocka (1980 : 104) des «*présuppositions structurelles d'intérêts manifestes*» : ce sont à son sens des «*intérêts latents*». Pour qu'une classe se forme, il faut que ces intérêts latents soient mobilisés. Une classe économique se transforme en classe sociale, quand les individus partagent non seulement une position économique, mais aussi une identité collective comme membre de la classe. Sur cette base, ils peuvent développer la capacité à l'action collective (classe en action).

Dans les travaux sur le vote de classe, une conception de la classe au sens de «*classe économique*» est retenue dans la plupart des cas. Ce qui va changer fondamentalement d'une étude à l'autre, ce sont le nombre et les contours des classes définies, sur la base de critères théoriques plus ou moins poussés. Les travaux ont dans un premier temps souvent distingué les classes sociales de manière binaire

opposant la classe ouvrière à la classe moyenne. Dans une catégorisation plus complexe, c'est le schéma des classes d'Erikson et Goldthorpe (1992; voir aussi Erikson, Goldthorpe et Portocarero¹, 1979) qui a été utilisé dans bon nombre de travaux. La division centrale de ce schéma concerne les formes prises par la régulation des relations d'emploi. Au « contrat de travail » (« *Labour contract* ») typique de la classe ouvrière s'oppose la « relation de service » (« *Service relationship* ») caractéristique des employés moyens et supérieurs. Le contrat de travail régule un échange spécifique et sur le court terme, alors que la relation de service porte sur un échange de plus long terme, plus diffus et contient des éléments prospectifs, par exemple des perspectives de carrière (Goldthorpe, 1997; voir Oesch 2006: 20-24 pour une présentation du schéma).

2. CONTROVERSE SUR LE VOTE DE CLASSE : UN DÉCLIN, UNE STABILITÉ OU UNE TRANSFORMATION DU VOTE DE CLASSE ?

Dans son ouvrage classique des années 1960, Lipset accordait une place prépondérante au vote de classe et parlait des élections comme « *expression de la lutte des classes* » (1963: 243). Il identifiait des bases empiriques relativement fortes au vote des ouvriers pour la gauche. Jusqu'au début des années 1970, les déterminants sociologiques du vote tels que la classe et la religion, de manière combinée avec les déterminants psychopolitiques de l'*école de Michigan* (comme l'attachement partisan et le positionnement idéologique), constituent l'explication dominante du vote en Europe (Mayer, 2010: 100). Cela va changer drastiquement dans les années 1980. Un grand débat va alors s'ouvrir sur la pertinence de la classe pour expliquer les comportements électoraux².

Dans l'édition actualisée de son ouvrage en 1981, le même Lipset constate un déclin du vote de classe entre 1945 et 1980 en Suède, en Grande-Bretagne, en Allemagne et aux États-Unis. Ce débat sur le vote de classe ne constitue qu'une partie d'un débat plus large sur la relevance de la classe sociale pour analyser la société contemporaine. Mais dans ce travail, c'est bien la question de l'impact de la classe sur le comportement électoral qui nous intéresse. Discutons donc les travaux qui se sont concentrés sur le vote de classe. Les études qui constatent un déclin du vote de classe se situent dans la thèse générale du désalignement : les liens traditionnels entre classes et partis se sont dissous. C'est le cas de l'édition actualisée de l'ouvrage *Political Man* de Lipset (1981) mentionnée plus haut ou de l'article coécrit avec Clark « *Are social classes dying?* » (Clark et Lipset, 1991) dans lequel les deux auteurs constatent un déclin du vote de classe dans toutes les démocraties occidentales depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et généralement l'importance moindre de la classe pour la politique. Crewe et Denver (1985) identifient de manière large dans seize pays industrialisés un processus de désalignement partisan.

¹ C'est parfois l'abréviation EGP, du nom des trois auteurs, que l'on retrouve dans la littérature pour désigner ce schéma.

² Pour des présentations de ce débat, on pourra se référer aux très bonnes revues de la littérature de Manza *et al.* (1995), Evans (2000) et Mayer (2010).

Rose et McAllister (1986) observent une « *ouverture de l'électorat* » en contraste avec une détermination forte de la classe (« *closed-class system of electoral competition* »). Sur la base d'analyses multivariées portant sur seize pays, Franklin *et al.* (1992) concluent à un déclin du vote de classe et de l'impact des clivages sociaux sur le vote dans la plupart des pays. Ces études partagent l'idée que la classe a perdu son rôle dans l'explication du comportement électoral et que les électeurs sont devenus plus volatiles, plus sensibles à des considérations à court terme, aux enjeux, et qu'ils commencent de « *choisir* » pour reprendre les termes de Rose et McAllister (1986) par rapport au « *déterminisme* » de classe connu antérieurement.

En réaction à cette thèse du désalignement, différents auteurs ont proposé d'étudier de manière plus poussée l'évolution des relations entre classes sociales et vote, cela au moyen d'améliorations méthodologiques importantes. Les études contenues dans l'ouvrage collectif de Geoffrey Evans (1999 a) sont les plus représentatives de cette tendance. Les auteurs s'opposant à la thèse du désalignement ont critiqué l'utilisation de l'index d'Alford, sur la base duquel les conclusions sur le désalignement ont été tirées. La nécessité de mesurer la classe sociale de manière plus précise a été soulignée, car l'index d'Alford repose sur une simple distinction entre classe ouvrière et classe moyenne. D'autres travaux n'ont pas employé cet index, mais ont repris une telle dichotomie (Franklin *et al.*, 1992). Le schéma des classes d'Erikson et Goldthorpe (1992) qui propose une différenciation complexe entre classes sociales a ainsi été retenu. De même, l'utilisation de méthodes statistiques plus poussées reposant sur des régressions multivariées ou des modèles log-linéaires a supplanté l'index d'Alford. De telles améliorations ont été avancées, car l'index d'Alford est sensible aux changements dans les marges, et donc ne capture pas seulement le changement de la relation entre classe et vote, mais aussi le changement de popularité des partis (Evans, 1999 b: 13). Sur la base de ces améliorations méthodologiques, c'est à la conclusion inverse que les auteurs sont arrivés: il n'y a pas de phénomène de désalignement. Le vote de classe peut subir des fluctuations selon la période étudiée, mais aucune tendance claire au déclin ne se dégage. C'est bien davantage la stabilité qui caractérise le vote de classe. Ainsi, l'étude de Goldthorpe (1999 a) arrive à la conclusion qu'entre les années 1960 et 1990, l'association entre la classe et le vote en Grande-Bretagne ne s'est pas affaiblie progressivement: elle n'a connu en réalité que peu de changements. Evans (2000), faisant le bilan de nombreuses études empiriques, conclut que l'effet de la position de classe sur le vote reste puissant. Le seul déclin marqué du vote de classe des pays industrialisés étudiés peut être observé selon lui en Norvège, pays qui connaissait dans les années 1960 un fort vote de classe.

D'autres auteurs ont eux aussi contesté la thèse du désalignement, mais de manière différente. Dans le contexte américain, des chercheurs ont considéré plus largement les liens entre classes sociales et vote, au-delà de l'alignement entre ouvriers et partis de gauche et celui par opposition entre « cols blancs » et partis de droite (Hout *et al.*, 1995). Ils ont ainsi proposé de distinguer le vote de classe « traditionnel » du vote de classe « total » qui prend en compte toutes les relations possibles entre classes sociales et choix partisan. En ce qui concerne la mesure de la position

de classe, ils différencient aussi les managers (cadres, professions du management) des « professionnels » (par exemple : ingénieurs, professions intellectuelles), ceux-ci étant réunis dans une seule catégorie dans le schéma d'Erikson et Goldthorpe. Étudiant l'évolution du vote de classe « total » aux États-Unis entre 1948-1992, ils observent dès 1968 un réaligement des « professionnels » du parti conservateur vers le parti démocrate. Les ouvriers se sont, quant à eux, éloignés de leur soutien historique au parti démocrate, sans se rattacher clairement au parti républicain. Ils sont ainsi devenus plus volatiles (Hout *et al.*, 1995). Le déclin du vote de classe « traditionnel » n'engendre donc pas un déclin dans l'effet total de la classe sur le choix de vote (Hout *et al.*, 1995 : 825). Les relations entre classes sociales et partis ne se sont donc pas dissoutes, mais réalignées sur de nouvelles bases, comme en témoignent les transformations du vote des « professionnels ». C'est pour cette raison que l'on parle de thèse du réaligement, par opposition à celle du désalignement. Dans cette perspective, le vote de classe est ainsi conçu comme la présence de « *relations systématiques entre une classe donnée et un parti donné – peu importe la classe et le parti* » (Oesch et Rennwald, 2010 b).

Dans le contexte européen, d'autres auteurs estiment que les clivages traditionnels s'affaiblissent. Toutefois, ils reconnaissent l'importance des déterminants socio-structurels du comportement électoral, et l'importance des divisions sociales pour l'étude des conflits politiques et des systèmes de partis. C'est donc l'identification de nouveaux clivages ou la transformation de clivages anciens qui a retenu leur attention. Kriesi (1998 a, 1999, 2003) discute ainsi la formation de deux nouveaux clivages : d'une part entre les gagnants et les perdants du processus de modernisation et de globalisation ; d'autre part, parmi les gagnants, entre ceux qui gèrent les administrations des grandes organisations privées et publiques – les managers – et ceux qui font leur travail de professionnels à l'intérieur de ces organisations – les spécialistes socio-culturels, personnes qui travaillent dans des services sociaux, médicaux et culturels.

Une telle approche a été particulièrement vivace pour expliquer les transformations des systèmes de partis en Europe occidentale depuis les années 1980 et 1990. Particulièrement l'émergence des partis de droite radicale dans la vie politique de nombreux systèmes de partis en Europe occidentale a été pensée en termes de nouveaux clivages. Kriesi *et al.* (2008) ont ainsi analysé l'émergence d'un clivage intégration-démarcation qui sépare au niveau structurel les perdants et les gagnants du processus de mondialisation. Une telle division entre perdants et gagnants ne se superpose pas au clivage de classe. Au contraire, elle fragmente les « anciennes » oppositions de classes, selon l'idée d'un clivage transversal (« *cross-cutting cleavage* »). On retrouve du côté des perdants les ouvriers non qualifiés ainsi que les indépendants et employés des secteurs traditionnellement protégés face à la concurrence internationale, des segments de l'électorat qui se retrouvent surreprésentés dans l'électorat de la droite radicale.

Il faut s'arrêter un instant sur le concept de droite radicale. Dans la littérature, on retrouve de nombreux termes possibles pour désigner les partis – ou la famille de partis – situés tout à la droite de l'échiquier politique, mais qui présentent certaines

différences par rapport à l'extrême droite classique, ou qui cherchent, sur le plan rhétorique du moins, à s'en distancier pour acquérir une nouvelle légitimité. Dans ce travail, nous retenons le terme de droite radicale. Suivant la conception de Skenderovic (2009: 27ss.), la droite radicale désigne une famille politique, dont l'exclusionnisme constitue le cœur de l'idéologie, et un acteur politique composé de réseaux d'individus et d'organisations. Elle comprend trois membres principaux: les partis populistes de droite radicale, l'extrême droite et la nouvelle droite. Pour Skenderovic (2009: 16), le terme d'extrême droite est réservé aux organisations qui se caractérisent par «*la menace ou l'usage de la violence, le rejet des règles démocratiques et/ou des versions extrêmes d'une idéologie exclusionniste*». Dans le contexte de notre étude, le concept englobant de droite radicale permet de faire référence à des partis relativement divers selon les contextes nationaux, qui disposent de liens forts ou faibles avec les organisations et acteurs d'extrême droite.

L'émergence des Verts a été vue dans un premier temps comme une manifestation de la fin des clivages. C'est avant tout un conflit de valeurs – opposant par exemple des valeurs matérialistes et post-matérialistes (Inglehart, 1977, 1984) – qui serait à la base du soutien pour ces partis. L'élément décisif pour un clivage, à savoir l'existence d'une base socio-structurelle, ferait défaut (Dalton, 1988; Knutsen et Scarborough, 1995). Toutefois, des travaux ont mis en évidence par la suite l'ancrage de ces partis dans des segments spécifiques des classes moyennes salariées, parmi les spécialistes des domaines sociaux et culturels (Müller, 1999; Dolezal, 2010). Il est aussi possible de penser l'émergence des partis de droite radicale et des Verts comme les deux faces d'une même médaille (Ignazi, 1992, 1996; Bornschier, 2010 a, 2010 b). À la mobilisation des nouveaux mouvements sociaux de l'après-mai 1968 a correspondu la contre-réaction autoritaire et communautaire des partis de la droite radicale. Un conflit entre les valeurs libertaires-universalistes («*libertarian-universalistic*») de la «nouvelle gauche» et les valeurs traditionnelles-communautaires («*traditionalist-communitarian*») de la «nouvelle droite» peut donc être identifié (Bornschier, 2010 a, 2010 b). Les claires oppositions dans la base de classe de ces deux pôles – spécialistes socio-culturels pour les Verts, ouvriers et petits indépendants pour la droite radicale – plaident en faveur de la conceptualisation de l'opposition entre ces deux partis comme un clivage portant sur des enjeux culturels et identitaires (Oesch et Rennwald, 2010 a; Oesch, 2013; Amstutz, 2012; Brunner et Sciarini, 2002). À nouveau, même si elles se transforment, les oppositions de classe semblent toujours jouer un rôle décisif pour le choix partisan.

La thèse du désalignement a donc été fortement critiquée, d'une part par les chercheurs qui ont observé une fluctuation sans tendance claire, d'autre part par des auteurs qui se sont intéressés à de nouveaux liens entre classes sociales et vote. Finalement, il faut mentionner une dernière contribution à ce débat sur l'évolution du vote de classe. Des auteurs ont cherché à préciser la notion de désalignement, en faisant une distinction entre désalignement «structurel» et désalignement «comportemental». Le changement de la structure sociale s'inscrit en effet en toile de fond de ce débat, avec la réduction du poids de la classe ouvrière industrielle dans les sociétés contemporaines. Pour analyser l'évolution du clivage de classe, certains

auteurs ont proposé de distinguer les transformations qui relèvent de changements de la taille des groupes (désalignement « structurel ») et celles qui proviennent de changements des alignements partisans de groupes spécifiques (désalignement « comportemental ») (Lachat, 2007 ; dans une approche similaire, voir Manza et Brooks, 1999, chapitre 7 ; Best 2011). Dans cette perspective, le clivage de classe pourrait devenir plus faible, parce que les groupes qui s'opposaient sur cette ligne de clivage sont devenus numériquement plus faibles (désalignement « structurel »), mais pas parce que ces groupes ont changé de comportement politique (désalignement « comportemental »). Un déclin du clivage de classe ne rime donc pas forcément avec un changement de choix partisan dans cette logique.

Pourtant, comme relevé par Brooks *et al.* (2006 : 91), ce sont avant tout les changements de comportements qui ont retenu l'attention des chercheurs : « *It is the [...] changes, in the partisan alignments of specific groups comprising cleavages, that have been at the center of the vast majority of recent debates.* » Notre travail ne fait pas exception à cette tendance, puisqu'il porte spécifiquement sur l'alignement entre ouvriers et partis socialistes. Il est utile de clarifier dès à présent que la conclusion sur le clivage de classe que nous tirerons à partir de l'étude de cet alignement ne prendra pas en compte le changement de la taille des groupes. Si les ouvriers continuent de se distinguer des possédants dans leur vote pour les partis socialistes, cela plaidera pour la continuité du clivage de classe, même s'ils forment un plus petit groupe aujourd'hui que par le passé. Nous considérons en effet que la force d'un clivage n'est pas dépendante de la taille des groupes. Théoriquement, un groupe pourrait devenir plus faible numériquement, mais s'opposer encore davantage que par le passé à un autre groupe. Ainsi, même un conflit entre groupes plus petits pourrait être intense. Cette perspective centrée sur l'étude du désalignement « comportemental » ne nous empêchera toutefois pas d'observer les changements du poids des différentes classes (dans le chapitre 4) et leurs répercussions sur les stratégies des partis socialistes.

Bilan de la controverse sur l'évolution du vote de classe

Si dans les années 1990, la thèse du désalignement semblait l'avoir emporté et qu'il en était fini des modèles sociologiques du vote, on assiste depuis une dizaine d'années à un renouveau de l'étude du vote de classe. Nonna Mayer parle ainsi de « *mort et résurrection du vote de classe* » (Mayer, 2010 : 107). Les auteurs s'inscrivant dans la thèse de la stabilité et dans celle du réalignment ont fortement contribué à un tel renouveau, d'une part en utilisant des mesures plus complexes du vote de classe que l'index d'Alford et d'autre part en différenciant la position de classe des individus de manière plus sophistiquée que la simple dichotomie entre classe moyenne et classe ouvrière. Si ces deux groupes d'auteurs partagent l'idée que la classe ne fait sens pour l'étude du comportement électoral que si elle est mesurée de manière suffisamment complexe, ils s'opposent toutefois fondamentalement sur la conception de la classe moyenne salariée. Après avoir présenté la controverse générale sur l'évolution du vote de classe, nous devons en dire davantage sur ce point spécifique.

Bien que la recherche sur l'évolution du vote de classe ait beaucoup progressé ces dernières années, les résultats des multiples travaux restent aujourd'hui souvent difficilement comparables entre eux. Des schémas de classe (complexes) différents sont utilisés d'un travail à l'autre, de même que des conceptualisations différentes du vote de classe et des méthodes différentes pour analyser son évolution. Cela rend la comparaison entre pays très difficile. Dans un autre registre, il faut aussi signaler que les chercheurs se sont surtout concentrés sur les changements des classes sociales : si le vote de classe diminue, c'est parce que les classes sociales sont devenues moins distinctes. Bien peu de travaux ont cherché à montrer en quoi l'évolution du vote de classe était le résultat de transformations des partis politiques. Pour faire progresser la recherche, deux pistes sont donc prometteuses : le développement de la recherche comparée et le développement d'une approche explicative « top-down ». Nous revenons sur ces deux éléments après avoir discuté de la conception de la classe moyenne salariée.

3. LA MONTÉE DE LA CLASSE MOYENNE SALARIÉE ET LA PRISE EN COMPTE OU NON DE SON HÉTÉROGÉNÉITÉ

La notion de classe(s) moyenne(s) a fortement dépendu du contexte historique, comme mis en évidence par Bosc (2008 : 6-20) qui en retrace l'évolution. Si l'on suit le développement de l'auteur, elle est associée dans la première moitié du XIX^e siècle prioritairement à la bourgeoisie qui représente la nouvelle classe émergente dans des sociétés dominées par l'aristocratie. La bourgeoisie s'établissant comme classe dominante au fil du XIX^e siècle, c'est la petite bourgeoisie indépendante qui va devenir l'incarnation de la classe moyenne. C'est donc pour désigner avant tout les *catégories non salariées* que le terme va être utilisé pendant longtemps. L'expansion du salariat (et le déclin respectif du poids des indépendants) a donc représenté un défi majeur pour les sociologues. Comment faut-il conceptualiser ces travailleurs qui d'un côté ne possèdent pas les moyens de production, mais de l'autre se distinguent des ouvriers sous de nombreux aspects ? Faut-il parler de « *nouvelle petite bourgeoisie* » (Poulantzas, 1975) ou alors de « *nouvelle classe ouvrière* » (Mallet, 1963) ?

Déjà au début du XX^e siècle, les sociologues ont analysé le développement d'un salariat non manuel, composé d'employés et de fonctionnaires, ou ceux que l'on a appelés les « cols blancs », qui se distinguent des ouvriers (les cols bleus) dans « *la nature de leur travail (tâches immatérielles) et le cadre de leur activité (le bureau, le magasin), la proximité physique avec l'encadrement, le contrat de travail, le mode de rémunération* » (Bosc, 2008 : 16). Les contours de la classe moyenne vont donc s'élargir. Mais ce sont véritablement les transformations sociales de l'après-Deuxième Guerre mondiale qui vont accélérer l'expansion des « classes moyennes salariées » et la discussion sur la conception de la classe moyenne. Oesch (2006 : 39) identifie des changements marqués depuis les années 1970 et 1980 :

« *The processes of tertiarization, welfare state expansion and occupational upskilling have reduced the numerical strenght of manual workers and promoted the growth of*

managerial, semi-professional and skilled service jobs. The combined result is to tilt the stratificational order towards the middle class.»

Le terme de «nouvelles» classes moyennes a été parfois utilisé pour marquer le contraste par rapport à «l'ancienne» classe moyenne composée de la petite bourgeoisie indépendante. Avec le développement numérique de ces classes moyennes salariées, leur diversité est aussi devenue plus visible et a commencé à faire débat.

De nombreux travaux ont discuté l'hétérogénéité des classes moyennes salariées. Nous allons nous concentrer ici surtout sur les tentatives de redéfinir de nouveaux schémas des classes sociales. Les auteurs de la thèse du réaligement ont insisté sur l'hétérogénéité de la classe moyenne salariée et donc la nécessité de saisir des différences en son sein dans un schéma des classes. Cela va à l'encontre du schéma des classes d'Erikson et Goldthorpe dans lequel la classe des services («*service class*», qui réunit les employés de rang moyen et supérieur) est conçue comme une «*horizontally unitary class: the same defining element, the service relationship, applies to all occupations within it, however different they may be in other respects*» (Oesch, 2006 : 51).

Les travaux de Kriesi (1989, 1993, 1998 a) et de Müller (1999) ont mis en évidence l'existence d'un clivage au sein de la classe moyenne salariée entre spécialistes socio-culturels d'un côté et managers de l'autre, les spécialistes techniques étant dans une position intermédiaire. On peut considérer les managers comme le bras salarié des possédants et des employeurs, étant donné qu'ils gèrent les grandes organisations pour eux. Concernés avant tout par les besoins de leurs patients ou clients, les spécialistes socio-culturels sont ceux qui sont le plus susceptibles de s'opposer aux contraintes budgétaires fixées par les managers. Ainsi, on peut s'attendre à ce que les spécialistes socio-culturels développent des préférences de gauche et les managers des préférences de droite.

Quelle en a été l'influence sur les schémas des classes? Différents auteurs ont suggéré des modifications au schéma d'Erikson et Goldthorpe. Güveli (2006; Güveli *et al.*, 2007) propose d'ajuster ce schéma: les spécialistes socio-culturels sont sortis de la «*service class*» et s'opposent aux technocrates (le reste de la «*service class*»). L'entreprise de rénovation du schéma des classes d'Erikson et Goldthorpe la plus développée a été menée par Daniel Oesch (2006) qui propose un nouveau schéma des classes sociales pour la recherche empirique. L'objectif est de mieux prendre en compte les changements qui se sont produits sur le marché du travail avec le déclin du secteur industriel, l'augmentation de l'emploi salarié féminin et l'augmentation du niveau de formation. Le schéma d'Oesch reprend les distinctions faites par Kriesi (1989, 1993) et Müller (1999) au sein de la classe moyenne salariée entre les managers, spécialistes socio-culturels et techniques. Le schéma sera présenté en détail dans la section 3.3.

Les études empiriques qui séparent la classe moyenne salariée en différentes classes ont généralement montré la proximité des spécialistes socio-culturels avec les partis de gauche et la proximité des managers ou technocrates avec les partis de

droite (Oesch, 2006, 2008 ; Kriesi, 1998 a ; Güveli *et al.*, 2007 ; Müller, 1999). Si une partie spécifique de la classe moyenne salariée vote pour des partis de gauche, cela ne signifie pas qu'un phénomène de désalignement est à l'œuvre – la classe moyenne votant contre ses intérêts de classe dans la logique verticale du schéma d'Erikson et Goldthorpe –, mais bien plutôt qu'un phénomène de réaligement se produit : de nouveaux liens se créent entre une partie de la classe moyenne et les partis de gauche. Ainsi, à la place d'un rapprochement du choix de vote entre classe moyenne et classe ouvrière, c'est bien plus un phénomène de réaligement de fractions de la classe moyenne salariée qui peut être observé.

4. VERS UN DÉVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE COMPARÉE

Si la recherche a beaucoup progressé ces dernières années, on peut constater tout de même un manque d'études comparatives sur l'évolution du vote de classe. Comme l'affirme Knutsen, les études relatives à l'impact de la structure sociale sur le choix partisan sont souvent restées cantonnées à des études nationales : « *These studies often have a longitudinal component, but they seldom include comparison between countries* » (2004:1). Dans le même ordre d'idées, Cautrès et Mayer (2010 : 158) remarquent que l'on dispose de peu de travaux à l'échelon européen sur l'évolution récente du vote de classe. Cela provient, à notre avis, du fait que de fortes traditions nationales existent dans le développement des schémas de classe (sur ce point, voir Chauvel et Chenu, 2002 ; Pfeuffer et Schultheiss, 2002 ; Duriez *et al.*, 1991), ce qui rend les comparaisons difficiles, voire parfois impossibles. Ces traditions nationales ont des raisons d'être. Ainsi, les classifications utilisées en Allemagne se référant à la « *Berufliche Stellung* » (position professionnelle) font largement référence à des différences dans la protection sociale entre « cols blancs » et « cols bleus ». Pourtant, nous pensons que l'utilisation d'une même classification dans les sociétés européennes occidentales est possible. Ce n'est pas notre but de gommer des spécificités nationales, mais l'utilisation d'un même schéma doit justement permettre de les mettre en perspective.

Les études portant sur un seul pays ont été contrebalancées au niveau comparatif essentiellement par des études portant sur un très grand nombre de cas (Nieuwbeerta, 1996 ; Nieuwbeerta et Ultee, 1999 ; Nieuwbeerta et De Graaf, 1999 ; Van der Waal *et al.*, 2007 ; ou plus récemment Jansen *et al.*, 2012). Ces auteurs ont réussi à dépasser les problèmes des traditions nationales dans les schémas des classes, en développant une base de données « *the International Social Mobility and Politics File* » (Nieuwbeerta et Ganzeboom, 1996) qui contient le schéma d'Erikson et Goldthorpe pour de très nombreux pays.

Des études de ce type donnent des informations intéressantes pour avoir un panorama global de l'évolution du vote de classe. Cependant, elles ne permettent pas de prendre en compte de manière fine les différences dans le système de partis. Dans l'analyse empirique, les partis y sont généralement répartis selon une dichotomie gauche-droite, quel que soit le système de partis. Pourtant, la configuration du système de partis est importante pour le comportement de vote, voire même décisive.

Kitschelt (2010) note par exemple des différences entre votants dans leur choix de vote : « *Two voters with identical preference profiles located in two different party systems may therefore rationally end up choosing parties with rather different appeals and voter inducements, contingent upon the set of alternatives among which voters must choose* » (Kitschelt, 2010 : 668-669). La présence par exemple dans le système de partis d'un parti de droite radicale devrait avoir des implications différentes sur le comportement électoral.

Nous faisons donc face à la nécessité d'avoir des études comparatives avec un nombre de cas intermédiaires qui puissent prendre en compte de manière fine les spécificités de chaque pays, mais tout en mettant les cas nationaux en perspective. C'est dans ce sens que plaidait Goldthorpe (1999 b : 322) pour la recherche future :

« We should indeed seek to apply and test similar hypotheses from nation to nation, using similar modelling techniques, and also to use similar class categories – of I would hope, a relatively refined kind. But at the same time we should aim to do full justice to the very wide differences that exist in national party structures, rather than operating simply with left-right dichotomies. In this way, we can then hope to trace out the detail of the pattern of class-party affinities and aversions and changes therein. »

C'est donc exactement dans cette voie que nous avons choisi de travailler en sélectionnant cinq pays qui présentent des différences en termes de systèmes de partis. Nous souhaitons combiner dans notre étude la profondeur de l'analyse des différents cas nationaux et la mise en perspective au niveau comparatif. L'étude de cinq pays (Autriche, Suisse, France, Allemagne et Grande-Bretagne) permet donc de réaliser cet objectif.

Situation de la littérature sur le vote de classe dans les cinq pays étudiés

Il est utile ici de procéder à un bilan plus spécifique de la littérature sur le vote de classe dans les cinq pays que nous allons étudier. Jusqu'ici, nous avons surtout cherché à dégager les principaux tenants et aboutissants de la controverse sur l'évolution du vote de classe à un niveau général sans entrer dans les débats pour chaque pays isolément.

Tout d'abord, il faut dire que l'intérêt pour l'étude du vote de classe varie fortement d'un pays à l'autre. Si les recherches traitant de cette question pour la Grande-Bretagne se comptent par dizaines, elles se comptent sur les doigts d'une main pour la Suisse. C'est pourquoi il nous a aussi paru important d'inclure dans notre étude des pays comme la Suisse qui n'ont pas fait l'objet de beaucoup d'attention dans la littérature sur le vote de classe, que ce soit dans des études de cas, voire dans de grandes études comparatives. Le fait que le clivage de classe soit confronté à d'autres clivages en Suisse, un pays fragmenté religieusement et linguistiquement, explique en bonne partie de telles différences. Ainsi, le vote de classe a été étudié en Suisse jusqu'à présent surtout dans la perspective du poids respectif des différents clivages (Trechsel, 1995 ; Hug et Trechsel, 2002). L'étude classique de Lijphart (1979) a fortement influencé les travaux futurs : la classe ne formerait qu'un

élément résiduel quand d'autres identités religieuses et linguistiques sont présentes. Plus généralement, la vision de la Suisse comme un pays harmonieux qui dépasse les conflits (de classe ou autres) par la tendance incessante à trouver un consensus est largement répandue dans le discours public, mais a aussi eu une influence dans la recherche scientifique. Au début des années 1970, Sidjanski (1975: 6) parlait ainsi de la Suisse comme disposant «*d'un système politique qui a réussi dans une large mesure à éviter des conflits entre groupes linguistiques ou religieux, entre classes sociales ou entre gauche et droite*».

En Grande-Bretagne, la classe a été considérée pendant longtemps comme un facteur décisif du vote, et la controverse sur le déclin de son influence en a été d'autant plus vive. Comme l'écrivent Heath *et al.* (1991: 62): «*One of the most controversial topics in the discussion of contemporary British politics has been the role of social class.*» Dans les années 1960 et 1970, il est reconnu que la classe exerce une influence prépondérante sur le comportement électoral. Les travaux de Butler et Stokes (1969, 1974) ont été importants à cet égard. Ils établissent le rôle décisif de la classe sociale pour l'identification partisane: «*Le parti travailliste est le parti naturel des ouvriers et le parti conservateur celui des classes moyennes*» (Mayer, 2010: 97). Dès lors, la position dominante dans la recherche consiste à combiner la théorie de l'identification partisane avec celle des classes sociales (Heath *et al.*, 1991: 62). Cela va changer profondément dans les années 1980. Toute une série d'études conclut au déclin du vote de classe (Crewe et Denver, 1985; Dunleavy et Husbands, 1985; Franklin, 1985; Robertson, 1984; Rose et McAllister, 1986). La thèse du désalignement est toujours plus répandue.

Cependant, différents travaux vont remettre en question cette nouvelle orthodoxie. L'ouvrage de Heath *et al.* (1985) constitue une rupture. Les auteurs arrivent à la conclusion que la thèse du désalignement n'est pas justifiée; c'est bien plutôt une «*fluctuation sans tendance claire*» qui décrit l'association entre classe et vote entre 1964 et 1983. Cette conclusion a été confirmée en prolongeant la série aux élections de 1987 (Heath *et al.*, 1991; Evans *et al.*, 1991) et 1992 (Heath *et al.*, 1995; Goldthorpe, 1999 a; Evans *et al.*, 1996). Malgré des fluctuations, c'est globalement la stabilité qui caractérise l'association entre classe et vote entre les années 1960 et le début des années 1990. L'élection de 1997 va changer la donne. Evans *et al.* (1999) décrivent le vote de classe de la période entre 1964 et 1997 comme ayant eu à la fois une «*fluctuation sans tendance*» et un déclin. Cela provient du fait que le plus faible niveau du vote de classe depuis 1964 est atteint lors de l'élection de 1997, attestant ainsi une configuration de déclin. Evans et Tilley (2012) confirment cette évolution sur une période allant de 1959 à 2006 avec une nouvelle base de données: la majeure partie du déclin du vote de classe se concentre vers la fin de la période. Les différences entre classes dans le soutien au parti travailliste connaissent une nette baisse dans les années 1960, un léger déclin entre les années 1970 et le début des années 1990, puis un fort déclin au milieu des années 1990, suivi par un autre léger déclin jusqu'en 2006 (Evans et Tilley, 2012: 150). Tous ces travaux ont utilisé le schéma des classes d'Erikson et Goldthorpe.

En Suisse, les travaux sur le vote de classe sont bien moins développés, mais c'est peut-être pour cette raison que de nouveaux schémas de classe ont pu y trouver un ancrage plus facile. C'est ainsi que le schéma des classes développé par Daniel Oesch a trouvé sa place dans la recherche, et a par là même contribué au renouveau des travaux dans ce domaine. La progression électorale de l'Union démocratique du centre (UDC) dès 1995 a fortement retenu l'attention des chercheurs qui ont cherché à identifier la base de classe de son soutien. Ils ont montré lors de différentes élections que les ouvriers soutiennent plus que la moyenne ce parti et ne se différencient dans leur vote que peu des paysans et de l'ancienne classe moyenne, la base traditionnelle de ce parti (Kriesi *et al.*, 2005 ; Mazzoleni *et al.*, 2005 ; Rennwald, 2005). C'est un réalignement profond qui se cache derrière la transformation du système de partis suisse due à la progression électorale de l'UDC. Alors que le parti socialiste a perdu sa base ouvrière et est choisi avant tout par les classes moyennes salariées, l'UDC s'est substituée au parti socialiste comme premier parti parmi les ouvriers à la fin des années 1990 (Oesch et Rennwald, 2010 b ; sur la base du potentiel électoral, Sciarini, 2010). Les liens entre classes sociales et partis politiques n'ont donc pas disparu, mais ils se sont réalignés sur de nouvelles bases (Oesch et Rennwald, 2010 b ; Sciarini, 2010).

La plupart des études existantes se sont toutefois concentrées sur une période limitée, souvent dès 1995 jusqu'au milieu des années 2000. C'est en effet seulement dès 1995 que les études électorales suisses se sont institutionnalisées avec le lancement du projet *Selects (Swiss electoral studies)*. Dans l'étude la plus complète sur le plan longitudinal, Lachat (2007) prend en compte toutes les différences de classe dans le choix partisan. Il montre une relative stabilité du clivage de classe pour la période entre 1971 et 2003.

En Allemagne, il faut mentionner tout d'abord l'étude la plus complète (et avec un schéma des classes complexe) sur l'évolution du clivage de classe réalisée par Müller (1999). L'auteur identifie une stabilité de l'opposition entre ouvriers et possédants en Allemagne de l'Ouest entre 1976 et 1994 : « *The data argue for a quite astonishing constancy in the differences in party orientations among the antagonists of the classical class cleavage* » (Müller, 1999 : 177). Distinguant les cohortes nées avant la Seconde Guerre mondiale de celles nées après, Müller ne trouve pas de rapprochement entre la classe ouvrière d'une part et les petits indépendants et professions du management d'autre part dans le choix de vote entre le parti conservateur (CDU) et le parti social-démocrate (SPD). Des changements importants sont en revanche à noter du côté des classes moyennes salariées : des segments spécifiques de celles-ci (experts techniques et spécialistes des domaines sociaux et culturels) s'éloignent de la CDU avec le temps pour se rapprocher du SPD et des Verts. Ces résultats s'opposent à d'autres travaux qui ont identifié un affaiblissement plus net de l'impact de la classe sociale sur le vote (pour la période entre 1953 à 1994, voir Schnell et Kohler, 1995 ; sur cette controverse, on se reportera spécifiquement à Müller, 1997).

Pour mesurer la classe, la position professionnelle (« *Berufliche Stellung* ») est très souvent utilisée. Elle fait référence à des différences établies en Allemagne dans

la protection sociale de groupes professionnels définis. Dans sa version de base, elle distingue trois groupes : les ouvriers (*Arbeiter*), les employés et fonctionnaires (*Angestellte* et *Beamte*) et les indépendants (*Selbständige*). C'est généralement la seule information qui est disponible (parfois avec des sous-catégories) dans les enquêtes post-électorales allemandes quand on s'intéresse à la position des répondants sur le marché du travail.

L'érosion de la distinction entre ouvriers d'un côté et employés et fonctionnaires de l'autre dans le choix de vote en Allemagne a souvent été discutée. Pappi (1990 : 25, voir aussi Pappi, 2002) montre par exemple que les employés et fonctionnaires syndiqués (et aussi les non syndiqués) des générations d'après-guerre se rapprochent des ouvriers syndiqués dans leur vote pour le parti social-démocrate. Toutefois, Pappi (1990) constate que les différences entre les ouvriers et les classes dirigeantes et la petite bourgeoisie ne s'atténuent pas entre générations, ce qui lui fait dire que le clivage de classe reste présent, malgré son affaiblissement. L'utilisation de la position professionnelle pour étudier le clivage de classe est toutefois problématique. Elle cache des différences notables au sein des classes salariées non manuelles. Cela d'autant plus que les employés et fonctionnaires forment un groupe toujours plus conséquent de la population avec le temps (sur cette problématique, voir Müller, 1997 ; Pappi, 1990, 2002).

La littérature très récente a noté des ruptures dans le clivage de classe pour les dernières élections de 2005 et 2009. Les changements les plus importants sont à noter dans l'ex-Allemagne de l'Est. Le parti social-démocrate y a perdu beaucoup de soutien chez les ouvriers et se fait détrôner dès 2005 par le Linkspartei/PDS comme premier parti choisi par les ouvriers (Elff et Rossteutscher, 2011). Avec d'autres données et d'autres méthodes, Nachtwey et Spier (2007) identifient aussi une telle césure entre Est et Ouest lors des élections de 2005 : du côté Ouest, les ouvriers continuent d'avoir plus de chances de soutenir le SPD que la population entière, mais dans la partie Est, les ouvriers ont en 2005 moins de chances de voter pour le SPD par rapport à l'ensemble de la population. Plus généralement, la baisse du soutien des ouvriers pour le SPD semble avoir touché l'ensemble de l'Allemagne depuis l'élection de 1998, qui a vu le retour du SPD au pouvoir dans une coalition avec les Verts. Arndt (2011 : 106-107) indique une baisse continue du vote de la classe ouvrière pour le SPD entre 1998 et 2009, baisse particulièrement marquée lors des élections de 2002 et 2009. Une forte abstention de l'électorat ouvrier lors des élections de 2009 a aussi été notée (Arndt, 2011 ; Elff, 2010). Elff et Rossteutscher (2011) insistent sur la nécessité de séparer l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est dans les analyses. Nous sommes bien conscients d'une telle différence, mais étant donné que notre étude porte sur cinq pays, nous ne ferons pas de distinctions supplémentaires à l'intérieur des pays.

En Autriche, les chercheurs ont fortement mis l'accent sur la dimension de changement du vote de classe. Étant donné que les partis ont été ancrés historiquement dans des milieux sociaux et organisationnels bien définis – ce qui a été appelé communément les «*Lager*» dans le contexte autrichien –, le déclin des alignements entre groupes sociaux et partis politiques est peut-être apparu encore plus clairement

aux yeux des observateurs qu'ailleurs. Ce ne sont pas seulement les comportements politiques qui changent, mais aussi toute une sous-culture syndicale, associative, sportive, liée à des partis politiques, qui se transforme.

Malgré l'importance des variables « lourdes » pour le choix partisan en Autriche, la littérature existante n'a pas toujours fourni des réponses très précises sur l'évolution de leur impact. De nombreux travaux abordent les changements du vote de classe en Autriche (Müller et Ullram, 1995; Plasser et Ullram, 2000; Bischof et Plasser, 2008). Mais tous présentent deux inconvénients majeurs. Premièrement, ils évaluent les changements des clivages sociaux sur la base de l'évolution du pourcentage de vote d'un groupe social pour un parti politique. Une telle mesure « absolue » du vote de classe ne permet pas de contrôler les changements dans le temps de la popularité des partis politiques (Evans, 1999: 13-14; Heath *et al.*, 1991: 64-66). Deuxièmement, suivant la tradition allemande, les études existantes se basent toutes sur la position professionnelle (« *Berufliche Stellung* »). Dans des sociétés moins fortement marquées par l'industrie, des classifications qui se basent avant tout sur la distinction entre « cols blancs » et « cols bleus » ne permettent pas d'appréhender avec beaucoup de finesse les différences de position des individus sur le marché du travail. Le déclin du vote de classe qui a été mis en évidence dans plusieurs travaux doit donc être pris avec des pincettes. Dans une analyse portant sur six démocraties occidentales parmi lesquelles l'Autriche, et avec un schéma et des mesures plus complexes, Brooks *et al.* (2006) montrent une stabilité des différences de vote entre classes sociales dans ce pays pour une période allant de 1974 à 1995. Les auteurs analysent aussi spécifiquement l'évolution du soutien des ouvriers non qualifiés pour les partis de gauche. De ce côté-là, c'est aussi la stabilité qui prévaut selon leurs résultats.

En France, les deux « variables lourdes », la classe sociale et la religion – comme il est courant de les appeler dans ce pays – ont été au centre de l'attention des chercheurs dans le domaine de la sociologie électorale (Cautrès et Heath, 1996: 542; Michelat et Simon, 1977). La France est apparue à certains égards décalée par rapport aux autres pays en ce qui concerne les évolutions du vote de classe. C'est notamment l'avis de Mayer (2010: 104) qui situe la France à contre-courant des évolutions internationales: dans les autres grandes démocraties occidentales, l'impact de la classe sociale sur le choix partisan semble en profonde transformation dès les années 1970, alors qu'en France c'est seulement dès le milieu des années 1980 avec la montée du Front national et des Verts qu'un débat s'ouvre sur la pertinence du « modèle sociologique ». La longue période de domination de la droite et l'arrivée au pouvoir de la gauche en 1981 sur de claires bases de classe y sont pour beaucoup dans cette persistance du clivage gauche-droite et de son ancrage religieux et de classe (Mayer, 2010: 104).

Comparant l'évolution du vote de classe en France et en Grande-Bretagne, Cautrès et Heath (1996: 541) observent qu'il n'y a pas eu dans les deux pays de « *déclin lent, graduel et linéaire* du vote de classe » entre le milieu des années 1960 et le milieu des années 1990. En Grande-Bretagne, l'évolution du lien entre classes sociales et vote suit une fluctuation sans tendance claire sur l'ensemble de la période

selon les auteurs. En France, alors que c'est la stabilité qui caractérise le vote de classe sur la période de 1967 à 1988, une rupture intervient entre 1988 et 1995 : un déclin du vote de classe doit donc être observé pour la fin de la période étudiée. Concernant plus spécifiquement le vote des ouvriers, Martin (2000) conclut à la fin du « *vote de classe ouvrier* » : le vote des ouvriers pour la gauche se rapproche toujours plus de celui de la moyenne des Français sur une période allant de 1973 à 1997. Pareil déclin du « *vote de classe ouvrier* » a été identifié par Gougou (2012) pour la période de la fin des années 1960 à la fin des années 2000.

Ce rapide tour d'horizon de la littérature « nationale » sur le vote de classe a fait ressortir l'existence de traditions de recherche propres à chaque pays, qui se traduisent par l'utilisation de schémas des classes différents, par des conceptualisations différentes du vote de classe, et donc au final par des controverses différentes entre les chercheurs. Le vote de classe est conceptualisé parfois comme l'ensemble des liens entre classes sociales et vote, parfois c'est le vote à gauche des ouvriers qui retient l'attention comme dans le cas français avec le « *vote de classe ouvrier* », parfois encore ce sont les différences entre ouvriers et employés/fonctionnaires qui sont analysées comme dans le cas allemand. Sur cette base, il est donc extrêmement difficile de comparer les résultats des travaux entre eux. Cela nous a donc motivé à réaliser une recherche comparée en utilisant un même schéma des classes à travers les pays. Il faut dire dès à présent que les spécialistes de l'évolution du vote de classe dans un pays n'apprendront pas de choses fondamentalement nouvelles sur leur cas. C'est la comparaison qui devrait faire ressortir des éléments qui ne seraient peut-être pas apparus si clairement aux yeux des observateurs « nationaux ». Elle constitue donc la valeur ajoutée de notre travail.

5. LE RETOUR DES PARTIS POLITIQUES DANS L'ÉVOLUTION DU VOTE DE CLASSE

La littérature sur les clivages a été bien meilleure pour décrire l'évolution des clivages que pour l'expliquer (Evans et Tilley, 2012 : 137). Les explications sur l'évolution du vote de classe se sont focalisées avant tout sur les transformations sociologiques de l'emploi salarié ou de l'évolution des valeurs, dans une perspective que l'on qualifiera par la suite de « bottom-up ». Peu de travaux se sont intéressés à l'influence des stratégies des partis sur l'évolution du vote de classe. Spécifiquement pour les partis socialistes, d'importantes discussions programmatiques ont été menées ces dernières années en ce qui concerne leurs politiques économiques et sociales. Plusieurs partis socialistes européens se sont engagés dans un programme de « troisième voie » qui cherche un chemin intermédiaire entre politique social-démocrate traditionnelle et néolibéralisme. De tels changements de « l'offre » sont donc à considérer.

La littérature a récemment fait des progrès importants pour distinguer et tester de manière systématique des approches du vote de classe dans une perspective « bottom-up » ou « top-down » (Evans et Tilley, 2012 ; Evans et De Graaf, 2013). Dans la première perspective, les changements des clivages sociaux dérivent de

processus de modernisation qui affaiblissent les différences entre classes sociales. La désindustrialisation et l'amélioration du niveau de vie devraient logiquement déboucher sur des frontières entre classes sociales moins marquées et donc sur des préférences économiques moins distinctes que par le passé. Dans la seconde perspective, l'accent est mis sur « l'offre » politique qui est proposée aux différentes classes. Les élites politiques sont les forces motrices du changement. Les partis politiques façonnent l'évolution des clivages en fournissant aux votants des choix qui permettent aux différentes préférences des classes sociales d'être articulées. Le changement viendrait donc beaucoup moins de changements sociétaux que de changements politiques.

Même si une approche « top-down » n'a que peu retenu l'attention des chercheurs jusqu'à présent (Evans et De Graaf, 2013), elle n'est cependant pas nouvelle. Dans une position quelque peu extrême, Sartori discute déjà en 1969 l'idée que les partis ne sont pas simplement un reflet des conditions de classe, mais qu'ils jouent un rôle prépondérant pour créer la classe : « *The party is not a consequence of the class. Rather, and before, it is the class that receives the identity from the party* » (Sartori, 1969 : 84). L'importance de « l'offre » politique est aussi au cœur de l'étude de Przeworski et Sprague (1986). La stratégie des partis socialistes est décisive pour la mobilisation des classes sociales : si les partis socialistes ne mobilisent plus les votants sur une base de classe, alors leur capacité de rallier les ouvriers va s'affaiblir. Cela mène à un dilemme électoral selon les auteurs : pour être victorieux dans les urnes, les partis socialistes ne peuvent pas rester seulement des partis ouvriers – car les ouvriers ne constituent pas une majorité de l'électorat –, mais en élargissant leur appel, ils minent leur soutien chez les ouvriers.

Objectifs de la recherche

À partir de l'étude de la littérature existante et de ses enseignements pour notre recherche, nous pouvons définir les *objectifs* de notre recherche de la manière suivante. Il s'agit d'étudier l'évolution du vote ouvrier pour les partis socialistes de manière comparée, avec un nombre intermédiaire de pays afin de saisir la diversité des systèmes de partis. L'étude du vote ouvrier doit à la fois prendre en compte les changements sociaux et les changements politiques. Les approches « bottom-up » et « top-down » seront étudiées de manière compétitive : laquelle est la plus pertinente pour expliquer les changements du vote ouvrier ? Finalement, l'utilisation d'un schéma des classes détaillé est indispensable. Nous utiliserons dans ce but le schéma développé par Daniel Oesch qui permet de tenir compte du développement d'un nouveau « prolétariat des services » et de l'hétérogénéité de la classe moyenne salariée.

Étant donné que cette recherche porte aussi sur une famille de partis, les partis socialistes, nous allons concentrer notre analyse sur la logique du clivage de classe. L'étude de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes nous permettra de tirer des conclusions sur la stabilité ou le déclin du clivage de classe. Nous nous distinguons dans ce sens quelque peu des travaux de Kriesi *et al.* (2008) qui cherchent

à identifier l'émergence d'un nouveau clivage intégration-démarcation opposant au niveau structurel les perdants et les gagnants du processus de mondialisation. La différence majeure provient du fait que les travaux de Kriesi *et al.* (2008) ont cherché à comprendre la progression des *nouveaux* partis de droite radicale sur la scène politique dans de nombreux pays d'Europe occidentale. Nous concentrant sur une *vieille* famille de partis, il apparaît logique que le point de commencement soit différent, et que notre objectif premier soit de montrer l'évolution de la force du *vieux* clivage de classe.

CHAPITRE 2 :

UN CADRE D'ANALYSE POUR ÉTUDIER L'ÉVOLUTION DE L'ALIGNEMENT ENTRE OUVRIERS ET PARTIS SOCIALISTES

Dans ce chapitre, nous présentons le cadre d'analyse qui sera utilisé pour étudier l'évolution de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes. La première section offre un survol du cadre d'analyse. Elle revient sur la distinction entre changements sociaux («bottom-up») et politiques («top-down») pour expliquer les transformations de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes. Partant de cette distinction, les deux sections suivantes développent les hypothèses qui seront testées.

1. IDENTIFIER LA SOURCE DES TRANSFORMATIONS DU VOTE OUVRIER

Dans un premier temps, nous nous basons sur les travaux de Michelat et Simon (1977, 2004) sur le vote ouvrier en France. À partir d'entretiens non directifs réalisés en 1966 puis en 1978, ces auteurs ont identifié un modèle «gauche ouvrière» caractéristique d'une culture politico-idéologique originale ancrée dans le groupe ouvrier, dont ils vont chercher à observer la continuité dans le temps à partir d'enquêtes électorales (Michelat et Simon, 2004). Ce n'est pas seulement le fait d'être ouvrier ou d'appartenir au groupe ouvrier qui est constitutif de ce modèle, mais aussi le fait «*de développer une vision du monde social et du champ politique organisée à partir de la conscience de se situer eux-mêmes du côté ouvrier – ce qui induit un système de représentations organisé autour de l'appartenance et des oppositions de classe – et de se dire de gauche*» (Michelat et Simon, 2004: 122). L'injustice ressentie par rapport à sa condition personnelle, mais perçue comme affectant «*tous ceux qui partagent la même situation*», s'avère fortement structurante de ce système de représentations (2004: 122). Voter à gauche est donc vu comme un moyen d'atténuer de

telles injustices, et au final d'avoir une vie meilleure : « *Si on veut une vie meilleure pour soi et les autres, le choix politique est simple. Si on est ouvrier, on se situe à gauche* » (2004 : 26). Les auteurs relèvent que ce genre de prédispositions s'est traduit la plupart des cas par un vote pour le parti communiste, dans une moindre mesure pour le parti socialiste.

Ces éléments du modèle de « gauche ouvrière » peuvent être mis en relation avec la définition d'un clivage politique proposée par Bartolini et Mair (1990 : 215-216). Le fait d'être ouvrier (élément empirique) fait partager un ensemble de valeurs et croyances (élément normatif) qui débouche sur un comportement politique (élément organisationnel). L'élément normatif se traduit par un ensemble d'attitudes politiques gauche-droite. Le vote à gauche des ouvriers passe ainsi par des attitudes politiques en faveur de la redistribution des richesses (Evans et De Graaf, 2013). La position de classe a logiquement un impact sur les préférences économiques : les classes sociales les moins avantagées sont les plus en faveur de la redistribution des richesses, contrairement aux classes sociales les plus favorisées (Evans et De Graaf, 2013). Cela provient du fait que la position de classe permet de mesurer des positions sociales plus ou moins avantageuses entre individus en termes de revenus, de couverture sociale, de perspectives de carrière (Oesch, 2006). Des attitudes en matière économique font donc la transition entre la position de classe et le comportement de vote. Cela présuppose aussi d'avoir une « offre » politique correspondante : des partis de gauche défendant des positions politiques pour corriger ces inégalités provenant de la position de classe. Pour qu'un vote des ouvriers en faveur des partis socialistes se manifeste, nous avons donc besoin de deux éléments :

- des attitudes des ouvriers en faveur de la redistribution des richesses et de la régulation du marché ;
- des partis socialistes qui défendent un tel un programme.

Si des changements dans l'alignement entre ouvriers et partis socialistes se produisent, ils devraient ainsi avoir leur source dans l'un de ces deux éléments : soit les attitudes des ouvriers changent, soit « l'offre » des partis socialistes change. Il s'agit donc d'expliquer les changements du vote ouvrier – et pas seulement de les décrire comme nous l'avons discuté précédemment dans la revue de la littérature –, en identifiant leur source : sont-ils dus principalement à des changements de la « demande » (la « demande » des ouvriers en faveur de la redistribution des richesses baissant) ou alors des changements de « l'offre » politique (les partis socialistes ne proposant plus une telle « offre », ou une « offre » différente que par le passé) ? Il faut dire tout de suite ici que les partis socialistes n'évoluent pas en vase clos et que nous devons prendre en compte « l'offre » des partis politiques dans leur ensemble.

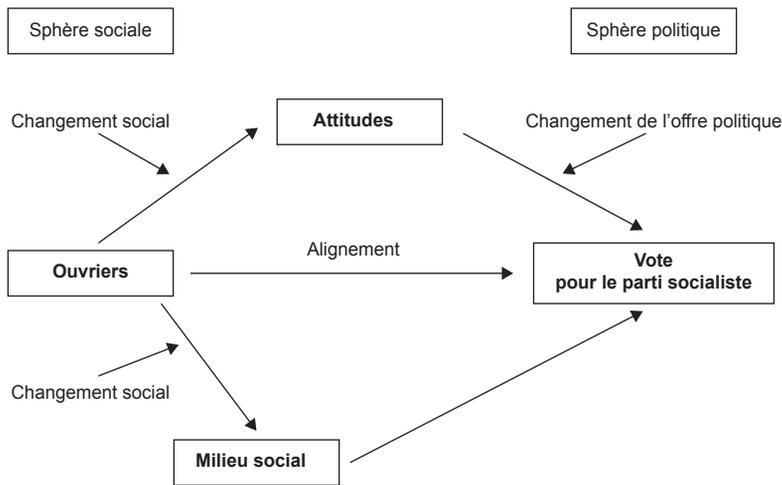
Il s'agit donc de contraster des changements provenant de l'électorat en raison du changement social (« bottom-up ») avec des changements provenant des partis politiques et des élites (« top-down »), de la même manière que ce qui a été fait dans la littérature récente sur le vote de classe (Evans et Tilley, 2012 ; Evans et De Graaf, 2013). Le changement social est à la source d'une perspective « bottom-up » :

avec le déclin du secteur industriel, les frontières entre classes sont toujours plus floues et la position de classe prédit toujours moins les préférences économiques gauche-droite (Evans et De Graaf, 2013). Dans une perspective «top-down», les partis politiques sont les acteurs décisifs : ce sont eux qui vont articuler sur le plan politique les différences entre classes sociales. Bien sûr, les partis politiques sont eux aussi influencés dans leurs stratégies et leur «offre» politique par le changement social (Evans et de Graaf, 2013). Pour les partis socialistes par exemple, la réduction du poids de la classe ouvrière dans l'électorat avec le déclin du secteur industriel les incite à recruter de nouveaux segments de l'électorat, et donc à adapter leur «offre» politique. C'est d'ailleurs une telle problématique que mettent en évidence Przeworski et Sprague (1986) dans leur histoire du socialisme électoral : la stratégie des partis socialistes n'est pas indépendante de la taille de la classe ouvrière. Mais cela n'enlève rien à l'utilité de distinguer ces deux perspectives pour l'étude du vote de classe. C'est donc autour de ces deux pôles que nous allons développer nos hypothèses. Avant de les présenter, il faut encore mettre en évidence un troisième élément dans le changement de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes.

Au-delà des attitudes, la littérature a mis en évidence l'importance de nombreuses variables qui servent de lien entre la position de classe et le vote. Le vote de classe ouvrier passe par un environnement social qui sert d'intermédiaire entre la position de classe et le vote (Butler et Stokes, 1974). Malgré la similarité de leurs conditions économiques, les ouvriers peuvent évoluer dans des environnements sociaux très différents (Butler et Stokes, 1974). Lipset (1963) voyait dans le vote des ouvriers de régions pauvres pour les conservateurs l'une des exceptions les plus remarquables au vote à gauche des ouvriers. En Grande-Bretagne, il a été montré que le fait de ne pas être syndiqué, d'être propriétaire de sa maison, d'être fidèle à son employeur et de s'identifier à la classe moyenne a traditionnellement eu comme effet de rendre les ouvriers plus favorables au parti conservateur (pour un panorama de la question, voir Seiler, 2012 ; Butler et Stokes, 1969, 1974 ; Nordlinger, 1967 ; Goldthorpe *et al.*, 1968). De manière complémentaire au changement des attitudes, nous allons aussi tenter de cerner l'impact du milieu social sur les transformations de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes. Il s'agit à nouveau d'une approche «bottom-up».

Le graphique 2.1 présente de manière schématique notre cadre d'analyse. Nous distinguons les changements qui proviennent de la sphère sociale et ceux provenant de la sphère politique. Les attitudes servent de lien dans l'alignement entre ouvriers et partis socialistes. Suivant Evans et De Graaf (2013), le changement social affecte l'impact de la classe sociale sur les attitudes. Les changements de «l'offre» politique ont, quant à eux, un impact sur la traduction des attitudes économiques gauche-droite dans un vote pour les partis socialistes. Le milieu social (ou environnement social) ouvrier sert aussi de lien possible dans cet alignement. Son influence sur le vote est susceptible de décroître en raison du déclin du secteur industriel qui affecte non seulement la taille de la classe ouvrière, mais aussi son organisation et sa vie quotidienne comme nous allons le discuter ci-après.

Graphique 2.1 : Représentation schématique du cadre d'analyse



Source : adapté d'Evans et De Graaf (2013).

2. DES CHANGEMENTS DE L'ENVIRONNEMENT SOCIAL ET DES ATTITUDES ? HYPOTHÈSES « BOTTOM-UP »

Des changements sociaux qui affectent la mobilisation des ouvriers

Il s'agit de prendre en compte ici les changements de l'environnement social des ouvriers. Le déclin du secteur industriel n'affecte pas seulement la taille de la classe ouvrière. L'environnement social qui avait contribué à articuler les intérêts de classe perd du terrain. Cela ouvre de nouveaux espaces pour une mobilisation par les partis de droite. Nous présentons tout d'abord un rapide survol historique qui permet de localiser les bastions ouvriers des partis de gauche. Les partis de gauche ont été historiquement particulièrement forts parmi les ouvriers vivant dans des villes et organisés au niveau syndical. Ensuite, il s'agit d'identifier les changements de cet environnement qui sont susceptibles de modifier la relation entre ouvriers et partis socialistes.

Historiquement, différents processus ont été importants pour l'organisation de la classe ouvrière. Comme souligné par Bartolini (2000 : 122ff.), l'industrialisation et l'urbanisation ont été des préconditions à la mobilisation politique de la classe ouvrière. La similarité des conditions de travail et de vie a encouragé le développement d'une conscience de classe. Cela est dû spécifiquement aux caractéristiques du travail industriel qui a rassemblé les gens à de grandes places de travail pour la production de biens matériels avec une claire division collective du travail (Therborn, 1995 : 71). Dans ce contexte, la taille de l'entreprise joue un rôle crucial.

Étudiant les conditions sociales qui ont un impact sur le vote des partis de gauche, Lipset (1963) a déjà argumenté que la taille des entreprises est déterminante pour l'organisation d'un groupe social. De grandes entreprises facilitent la possibilité d'échanger de l'information et les contacts personnels entre ouvriers. Selon Lipset, la facilité d'échange d'informations augmente la probabilité que des groupes de couches inférieures soutiennent les partis de gauche. En effet, les contacts personnels rendent attentifs aux problèmes d'intérêt commun et permettent d'envisager une action collective. De grandes entreprises permettent d'avoir davantage de contact avec des gens de même condition, alors que les relations avec les gens de statut supérieur y sont moins fréquentes. Au contraire, la proximité avec la direction affaiblit la possibilité d'organisation et rend plus difficile le développement d'une conscience de classe (Lipset, 1963: 272-273). Bartolini (2000: 158-159) confirme au niveau empirique l'impact crucial de la concentration de la classe ouvrière pour la mobilisation politique. Dans son étude sur le clivage de classe, il trouve que la taille de l'atelier est le prédicteur socio-économique le plus important de la force électorale de la gauche sur un siècle. L'importance de la taille de l'entreprise pour la mobilisation des partis de gauche est également démontrée par Pontusson (1995). Au niveau agrégé, il montre que la part de l'emploi dans les grandes usines est positivement corrélée avec la force électorale des partis sociaux-démocrates. Par analogie, la réorganisation industrielle, qui se caractérise par un déclin de la part des grandes fabriques au profit de plus petites unités de production, affecte la mobilisation des partis sociaux-démocrates. Pontusson (1995) montre que le changement de la taille moyenne des fabriques covarie avec le recul électoral des partis sociaux-démocrates selon les pays.

Les syndicats ont joué un rôle majeur dans la mobilisation politique des ouvriers. Ils organisent les ouvriers dans les entreprises et branches face aux employeurs, suivant une division du travail entre les syndicats et les partis, établie au temps de la création de ces organisations à la fin du XIX^e siècle, mais toujours valide aujourd'hui. De grandes industries et un environnement urbain permettent de meilleures possibilités d'organisation des ouvriers. La taille de l'entreprise est l'un des facteurs les plus souvent cités ayant un impact sur l'appartenance syndicale (Oesch, 2006: 172). Encore aujourd'hui, les différences dans le taux d'organisation entre petites et grandes entreprises dans le secteur privé sont toujours importantes (Ebbinghaus et Visser, 2000). Oesch (2006: 172) montre en Allemagne et en Grande-Bretagne qu'un ouvrier sur deux travaillant dans une grande entreprise est membre d'un syndicat, alors que le rapport est de un sur cinq dans une petite entreprise à la fin des années 1990. La force des syndicats permet d'avoir un lien entre la défense des ouvriers au niveau de l'entreprise (secteur) et dans la sphère politique, particulièrement dans les pays où les syndicats et les partis sociaux-démocrates ont des liens forts. L'adhésion individuelle à un syndicat, qui n'est d'ailleurs pas indépendante de la présence des syndicats dans l'entreprise (Visser, 2002), va influencer la perception en termes de classe, comme cela a été souligné en Grande-Bretagne par Butler et Stokes (1969: 151): «*The unionized worker who experiences class conflict in an industrial setting may be readier to see such conflict in a political setting, approving Labour's role as a champion of working class interests.*» Les syndicats sont donc un lien essentiel dans la mobilisation des intérêts de classe.

L'urbanisation a aussi eu un impact fort sur le développement d'une classe ouvrière organisée. Les ouvriers d'origine rurale ont été réunis dans des grandes villes où les usines étaient localisées. Cela a facilité le détachement des ouvriers des milieux sociaux plus traditionnels, basés sur les appartenances religieuses et régionales (pour un panorama des impacts sociaux de l'urbanisation, voir Bartolini, 2000 : 128-131). De plus, cela a poussé la concentration spatiale de la classe ouvrière dans des quartiers spécifiques et favorisé son organisation. La concentration des ouvriers augmente une fois de plus la possibilité d'avoir des contacts personnels et échanges avec des gens de même condition. Cet aspect lié à la résidence a aussi été mis en évidence par Lipset (1963). Des quartiers de villes ont vu le développement d'une configuration spatiale spécifique – les usines, les logements ouvriers et les bureaux des syndicats étant situés à proximité (pour une description de cette configuration, voir Cronin, 1980).

De grandes entreprises, la syndicalisation et le milieu urbain sont des éléments liés à l'environnement social et à l'organisation du milieu ouvrier qui ont rendu plus facile l'articulation politique de la position de classe. Ce type d'arrangement est toutefois en profonde transformation depuis les années 1980. Les mécanismes de mobilisation sont donc mis sous pression et rendent plus difficile l'articulation politique de la classe. Avec la tertiarisation de l'économie et l'augmentation de l'emploi féminin, la classe ouvrière devient « bicéphale » (Oesch, 2006), mais les changements n'épargnent pas non plus le cœur de la classe ouvrière industrielle. En effet, le déclin du secteur industriel depuis le milieu des années 1970 en Europe n'a pas seulement mené à une perte de places de travail, mais aussi à des changements importants de la production industrielle. De nouveaux modèles de production, dont la flexibilité en constitue le cœur, ont été promus face au modèle de la production de masse d'inspiration fordiste considéré comme en crise, car tenu pour responsable de la faible performance de l'économie dans les années 1980 (Piore et Sabel, 1984). Dans ce contexte, les petites et moyennes entreprises ont été perçues comme plus réactives et flexibles, – aussi car elles n'ont pas de tradition de syndicalisation (Holz *et al.*, 2002) –, voire comme la clé de la régénération économique (Loveman et Sengenberger, 1990 : 1). L'augmentation de la part de l'emploi dans les petites entreprises (définies comme ayant moins de cent employés) au détriment des grandes, observée dans un certain nombre de pays industrialisés depuis les années 1980 autant dans l'économie totale que dans le secteur industriel (Loveman et Sengenberger, 1990 : 8ss), a été interprétée comme un mouvement vers un modèle de production flexible (Barrett et Rainie, 2002 : 420-421).

Cependant, le changement est plus complexe. Holz *et al.* (2002 : chapitre 2) notent deux tendances dans la structure des entreprises industrielles depuis le milieu des années 1960. À l'augmentation des petites et moyennes entreprises s'ajoute un mouvement de concentration des grands groupes industriels au niveau mondial. Les entreprises de taille petite et moyenne sont dans la réalité souvent liées à des groupes plus grands qui se sont recentrés sur leurs activités principales et ont externalisé des parties de leur production. Certains auteurs parlent ainsi d'entreprises « dépendantes » où les relations de sous-traitance avec les grandes entreprises jouent un

rôle déterminant (Rainnie, 1989; Barrett et Rainnie, 2002). Suivant un modèle de «centre-périphérie», les petites entreprises sont donc contraintes dans leurs activités économiques par les diktats du marché, eux-mêmes déterminés par les agissements des grandes entreprises (Barrett et Rainie, 2002: 425).

En raison de cette croissance des petites entreprises, les ouvriers sont aujourd'hui moins rassemblés que par le passé dans des grandes usines. Oesch (2006: 110) notait que les ouvriers qualifiés avaient plus de chances d'être employés dans de petites entreprises que les ingénieurs, les techniciens et les ouvriers non qualifiés: «*This pattern is particularly visible for Germany and Switzerland, suggesting that the skilled trades are, to some extent, still rooted in a work setting that owes more to an artisan than an industrial logic*» (2006: 110). Comme expliqué plus haut, les petites entreprises offrent moins de marge pour l'organisation des ouvriers.

Après une période de croissance du taux d'organisation syndicale entre la fin des années 1960 et la fin des années 1970, la tendance s'inverse depuis les années 1980 en Europe: «*Union density fell from its postwar peak of 52.56 per cent in 1978 to 30.8 per cent in 1998, the lowest level since 1945*» (Visser, 2002: 404). Un tel déclin de la syndicalisation s'explique en bonne partie par des changements de la structure de l'emploi et du marché du travail, plutôt que par des changements d'attitudes par rapport aux syndicats (Visser, 2002; Gallie *et al.*, 1996).

Ces changements des structures des entreprises peuvent être illustrés avec le cas de la grande fabrique Saurer en Suisse. Produisant des machines pour les textiles ainsi que des camions, elle constituait l'un des fleurons de l'industrie suisse (Keller, 2001). En 1980, l'entreprise Saurer employait 3 500 personnes à Arbon, en 1994, seulement 350 (Keller, 2001: 187ff.). Durant les différentes vagues de restructuration, d'autres entreprises de la région ont connu une croissance et pu employer des salariés qui avaient perdu leur emploi chez Saurer. Mais de telles entreprises n'avaient pas de tradition de syndicalisation – le taux d'organisation ne dépassait pas 15 % –, contrairement à Saurer où le taux d'organisation atteignait 75-80 % (Keller, 2001). Dans ce cas, l'emploi industriel ne disparaît pas, mais l'environnement de travail est très différent.

Si l'urbanisation avait favorisé le développement de la mobilisation politique des ouvriers, des tendances inverses peuvent être observées aujourd'hui à un niveau spatial. La localisation des usines a connu des changements importants. Les usines ont quitté les centres-villes pour de nouvelles localisations en périphérie des villes avec des terrains meilleur marché et plus grands à disposition (Holz *et al.*, 2002: 240ff.). Les auteurs situent ces changements dans les années 1980. Lors de la modernisation de l'infrastructure et avec l'introduction de nouvelles méthodes de production, il était souvent plus facile de construire de nouvelles usines plutôt que d'améliorer les usines anciennes (Holz *et al.*, 2002: 241). Les territoires ruraux ont aussi connu un regain d'intérêt, alors que les pôles industriels majeurs étaient fortement touchés par la récession de 1975 (Holz *et al.*, 2002: 230ff.). Outre l'amélioration de l'accessibilité et de nouvelles possibilités de communication, les entreprises ont aussi souvent trouvé une main-d'œuvre meilleur marché à la campagne.

Dans le domaine de la géographie sociale et de la sociologie urbaine, deux phénomènes interdépendants ont été observés : un processus de « gentrification » des quartiers ouvriers des centres-villes et un phénomène de marginalisation des quartiers ouvriers situés à la périphérie des villes. Le concept de « gentrification » a été utilisé pour la première fois par Ruth Glass (1964). Il décrit une augmentation rapide de la proportion des classes moyennes et supérieures dans les anciens quartiers ouvriers des centres-villes. Ce processus s'accompagne d'une modernisation des appartements à disposition ; ce qui conduit aussi à des loyers plus élevés. Un processus inverse de marginalisation des quartiers ouvriers périphériques peut être observé. En Suisse, la géographe sociale Maya Ziegler (2002) observe dans les quartiers ouvriers périphériques une augmentation de la population étrangère et un vieillissement des habitants suisses, de même qu'une augmentation du chômage et de l'aide sociale. En France, Christophe Guilly (2010, 2011) a mis en évidence la diminution de la part des ouvriers vivant dans les grandes villes et la présence accrue des ouvriers dans des aires péri-urbaines et rurales, dans une « France périphérique », loin des centres-villes devenus trop chers à cause des phénomènes de gentrification discutés plus haut. Cela mène à des changements importants : « *Contrairement à ce qui prévalait avant les années 1970, les ouvriers doivent vivre loin des lieux où le pouvoir économique, politique et culturel est concentré* » (Guilly, 2011 : 50). Selon Guilly, les ouvriers d'immigration récente vivent souvent dans les quartiers marginalisés des grandes villes, comme constaté aussi pour la Suisse par Maya Ziegler (2002). Les ouvriers d'origine française ou d'immigration plus ancienne tendent à éviter toujours plus ces quartiers, ainsi les contacts au sein de la classe ouvrière deviennent bien plus rares (Guilly, 2011). L'environnement urbain qui avait à l'origine facilité l'organisation de la classe ouvrière semble donc dans un état de profonde désintégration en raison de ces différents processus.

Le déclin du secteur industriel n'affecte pas seulement la taille de la classe ouvrière. L'environnement social qui avait contribué à articuler les intérêts de classe perd du terrain. Lipset (1963) avait déjà mis en évidence le fait que les ouvriers vivant à la campagne et dans des milieux traditionnels ne soutenaient pas les partis de gauche. Mais les processus décrits ci-dessus devraient donner un plus grand potentiel pour le développement d'un milieu ouvrier conservateur. Nous partons de l'hypothèse de travail suivante, qui sera développée dans le chapitre correspondant :

H1 : La baisse du vote ouvrier pour les partis socialistes est due à l'existence d'un environnement social moins favorable pour l'articulation des intérêts de classe (affaiblissement de l'organisation syndicale, déclin des grandes entreprises industrielles, habitat moins urbain).

Des changements des attitudes politiques

Il s'agit de prendre en compte ici les changements de l'élément « normatif », c'est-à-dire envisager les changements dans le temps des attitudes politiques des ouvriers, et plus généralement des différentes classes sociales. Les attitudes politiques sont importantes à étudier, car elles constituent le lien décisif entre la position de classe

et le vote. Les classes sociales les moins avantagées vont être les plus favorables à la redistribution des richesses, et donc voter pour des partis de gauche qui défendent de telles politiques, contrairement aux classes les plus favorisées (Evans et De Graaf, 2013). Dans ce sens, on s'attend à ce que les ouvriers aient des préférences économiques de gauche.

Différents auteurs ont discuté d'un changement des attitudes des ouvriers en matière économique. Kitschelt (1994 a) a par exemple défendu l'idée que les ouvriers qualifiés des secteurs privés tournés vers l'exportation sont devenus plus libéraux sur le plan économique, car ils ont intérêt à ce que leurs entreprises disposent de bonnes conditions-cadres pour pouvoir être compétitives sur un marché international. Il y aurait ainsi une divergence d'intérêts croissante entre les ouvriers du secteur public et ceux du secteur privé. Un tel changement de préférences des votants expliquerait ainsi l'émergence d'une coalition surprenante entre petits indépendants et ouvriers dans le vote pour la droite radicale. Testant l'hypothèse de Kitschelt au niveau empirique, Ivarsflaten (2005) ne trouve pas de confirmation d'attitudes libérales sur le plan économique des ouvriers en France en 1997 et au Danemark en 1998. Même en incluant le secteur d'emploi (public ou privé), les ouvriers ne sont pas proches des préférences économiques des petits indépendants (Ivarsflaten, 2005: 480). Finalement, Kitschelt (2013) a réfuté lui-même son hypothèse relative à l'émergence d'un « *market-liberal worker* ».

Dans une étude longitudinale sur la France, Michelat et Simon (2004) trouvent que les ouvriers ne sont pas devenus plus favorables au libéralisme économique entre 1978 et 2002. L'hostilité du groupe ouvrier au libéralisme économique demeure au fil du temps, voire s'amplifie et prend une dimension davantage contestataire à partir du début des années 1990 (2004: 344). Ayant étudié particulièrement l'évolution de l'appartenance de classe, les auteurs mettent en évidence un paradoxe ou ce qu'ils qualifient de « double mouvement »: au niveau subjectif un recul du sentiment d'appartenance de classe, mais au niveau des attitudes un « antilibéralisme confirmé » (2004: 344). Il s'agit donc d'apporter une évidence empirique supplémentaire dans ce débat sur un changement des attitudes économiques des ouvriers, et surtout d'évaluer l'impact de ces attitudes sur les changements du vote de classe dans les différents pays étudiés. L'hypothèse suivante sera testée :

H2 a: Plus les attitudes économiques des ouvriers deviennent libérales, plus la baisse du vote ouvrier pour les partis socialistes est forte.

Cette hypothèse considère de manière isolée les préférences des ouvriers. Mais dans quelle mesure les préférences des ouvriers diffèrent-elles encore de celles des autres classes? Dans quelle mesure la classe sociale est-elle encore pertinente pour saisir des différences dans les préférences économiques des individus? Dans une version extrême, différents auteurs ont mis en évidence des processus d'individualisation des sociétés qui affectent les formes traditionnelles d'identité sociale, comme la famille ou la classe sociale (Beck et Beck-Gersheim, 1994). Dans cette perspective, les identités des individus deviennent tellement multiples que l'idée même d'une structure des catégories sociales devient superflue (Evans et De Graaf,

2013: 5-6 pour une critique de cette approche). C'est dans une telle approche de «dissolution structurelle» ou «d'hétérogénéité sociale croissante» (dans une version plus modérée) qu'une explication «bottom-up» du déclin du vote de classe trouve ses sources : les frontières sociales seraient moins prononcées que par le passé et les catégories sociales plus hétérogènes (Evans et De Graaf, 2013: 5-6). Au final, cela devrait avoir une répercussion sur les attitudes politiques: «*This weakening of the distinctiveness of class groups should result in a blurring of differences in attitudes between them*» (Evans et De Graaf, 2013: 10). Dans une telle perspective, la baisse du vote de classe s'expliquerait par une diminution de l'impact de la classe sur les attitudes économiques gauche-droite (Evans et De Graaf, 2013). Si les classes se différencient toujours moins dans leurs préférences économiques, alors elles vont logiquement moins se différencier dans leur choix de vote. Une faible polarisation des classes dans leurs attitudes va mener à une faible polarisation des classes dans le vote. De manière complémentaire à l'hypothèse précédente, nous allons donc tester dans quelle mesure les classes sociales se différencient encore dans leurs attitudes économiques. Si les ouvriers se distinguent moins d'autres classes dans leurs attitudes, alors leur comportement de vote spécifique pour les partis socialistes devrait aussi s'éroder. L'hypothèse suivante est testée :

H2 b: Plus les attitudes économiques des ouvriers deviennent proches de celles des classes moyennes et de la bourgeoisie, plus la baisse du vote ouvrier pour les partis socialistes est forte.

3. QUEL EST LE CONTENU EXACT DU CHANGEMENT DE «L'OFFRE» DES PARTIS SOCIALISTES ? HYPOTHÈSES «TOP-DOWN»

Convergence des positions économiques

Evans et De Graaf (2013) argumentent que la force du vote de classe dépend de «l'offre» présentée aux électeurs par les partis politiques en matière de choix gauche-droite. Les partis ont besoin de s'opposer sur des enjeux d'importance pour qu'il y ait des différences de classe dans les préférences partisans. Si les positions des partis convergent, alors cela affaiblit la force du signal envoyé aux votants, et réduit donc la motivation de baser son vote sur sa position de classe (Evans et De Graaf, 2013: 7). À l'inverse, la polarisation sur des enjeux pertinents pour les intérêts de classe augmente l'association entre la position sociale et le choix partisan.

La position des partis sur les enjeux économiques et sociaux est ici centrale. Les différences entre classes dans la préférence partisane gauche-droite proviennent de différences entre classes dans le soutien et l'opposition à la redistribution des richesses et au libre marché (Evans et De Graaf, 2013: 19). La position de classe donne une mesure synthétique de la position des individus sur le marché du travail, donc de la sphère économique. Dans une logique hiérarchique, les classes situées en bas de l'échelle sociale vont être les plus vulnérables économiquement, les classes situées dans le haut de la hiérarchie les plus avantagées. Evans et De Graaf (2013: 19) résument ces différences de classe de la manière suivante: «*People in different*

classes have different sets of resources, opportunities and vulnerabilities: in short, life-chances.» Ainsi, les classes les plus défavorisées vont être davantage favorables à des partis qui souhaitent réduire leur vulnérabilité sur le marché du travail et réduire les inégalités sociales, historiquement les partis de gauche, alors que les classes les plus favorisées vont préférer le *statu quo* ou davantage de compétition dans la sphère économique, historiquement les partis de centre-droit et de droite. C'est la supposition de base qui a été faite pour expliquer les différences entre classes dans le vote (Lipset, 1963).

Si les positions des partis convergent au niveau économique, alors les préférences politiques des classes sociales sont moins articulées, et donc les différences entre classes dans le vote sont logiquement moins importantes. Un parti de gauche avec une position économique modérée et proche de son rival de droite sera en mesure d'être attractif pour des classes dont les intérêts économiques ont été traditionnellement opposés, et vice-versa pour les partis de droite. Si les partis politiques brouillent les lignes de clivages traditionnelles en présentant des « offres » qui se rapprochent en matière économique et sociale, alors il est fort probable que les classes répondent avec des configurations de vote différentes que d'habitude.

Réagissant au déclin de la classe ouvrière, les partis socialistes ont souvent perçu leur salut dans la rénovation de leurs positions économiques. Être attractif pour des électeurs de la classe moyenne, dont les préférences économiques sont généralement différentes de la classe ouvrière, passe logiquement par une modération des positions économiques. Parallèlement à ces tentatives de rénovation, le néolibéralisme est devenu un paradigme économique dominant depuis les années 1980 (Martin, 2007). La force de ce nouveau paradigme a été telle que les partis socialistes ont commencé d'y inscrire leurs positions politiques. Le programme de changement des politiques socialistes dans les années 2000 regroupé dans le concept de « troisième voie » – qui consiste à trouver une voie médiane entre social-démocratie traditionnelle et néolibéralisme – s'inscrit particulièrement dans une telle modération économique.

Dans ce contexte, si les partis socialistes modèrent leurs positions économiques et sociales, il est probable qu'ils obtiennent un soutien de classe différent que par le passé. Les ouvriers ne recevront plus de signaux que les partis socialistes défendent leur position de classe moins avantageée. L'hypothèse suivante est testée :

H3: Plus les positions des partis socialistes convergent vers celles de leur principal concurrent de droite sur les enjeux économiques et sociaux, plus la baisse du vote ouvrier pour ces partis est forte.

Positionnement sur la dimension culturelle

Les positions économiques des partis sont importantes à étudier, car elles représentent la traduction directe des intérêts de classe, mais elles ne constituent qu'une dimension de l'espace politique souvent conceptualisé comme bidimensionnel : aux positions économiques caractéristiques de l'opposition gauche-droite s'ajoutent des positions culturelles. Ce constat est loin d'être nouveau. Lipset et Rokkan (1967)

faisaient déjà la différence entre les clivages liés à des intérêts économiques et les clivages liés à des oppositions idéologiques. Le clivage de classe entre possédants et travailleurs et celui entre les intérêts des paysans et des aristocrates face à la bourgeoisie montante portent sur un conflit d'allocation des ressources, de produits et de bénéfices dans l'économie. Le clivage entre l'Église et l'État porte, quant à lui, sur des conceptions de la morale, des interprétations de l'histoire et de la destinée humaine, où l'identification avec la communauté est importante (Lipset et Rokkan, 1967).

Plusieurs auteurs ont soutenu que la dimension culturelle prend toujours plus d'importance pour la compétition partisane et qu'elle est susceptible de changer de signification (Kitschelt, 1994 a; Kriesi *et al.*, 2006). Kitschelt (1994 a) argumente qu'en raison de l'avancement du capitalisme, les partis politiques se différencient toujours moins en termes de politique économique et de redistribution des richesses. Par conséquent, c'est surtout sur une dimension culturelle «libertaire-autoritaire» que les partis vont offrir une «offre» distincte aux électeurs. Kriesi et ses collègues (2006, 2008) ont poussé plus loin la recherche sur la bidimensionnalité de l'espace politique. Leurs résultats confirment le caractère bidimensionnel de l'espace politique composé à la fois d'une dimension économique et d'une dimension culturelle. Il arrive que ces dimensions se recoupent partiellement, mais elles ne coïncident jamais (Kriesi *et al.*, 2006 : 949). Les auteurs montrent que ces dimensions sont déjà constitutives de l'espace politique dans les années 1970. En revanche, leurs résultats indiquent une importance croissante de la dimension culturelle dans le temps : les enjeux culturels sont devenus plus saillants par rapport aux enjeux économiques. De plus, les auteurs montrent une transformation de cette dimension culturelle : dans les années 1970, elle portait principalement sur le libéralisme culturel et l'armée. Depuis les années 1990, le conflit culturel a intégré de nouveaux enjeux, surtout celui de l'immigration qui est devenu majeur et polarisant pour la compétition partisane, et, dans une moindre mesure, l'intégration européenne (Kriesi *et al.*, 2006).

Il est donc nécessaire de prendre en compte non seulement le positionnement des partis sur les enjeux économiques, mais aussi sur les enjeux culturels. Toutefois, la position des partis sur la dimension culturelle crée potentiellement des alliances de classes différentes que sur la dimension économique. Kitschelt (1994 a) suggère l'existence de préférences opposées des classes sociales sur cette dimension culturelle : les classes moyennes, de par leur niveau de formation élevé, favorisent des attitudes «libertaires» (ou libérales sur le plan culturel) et ouvertes au monde. En leur sein, les spécialistes socio-culturels – par leur cadre de travail autonome et interactif où l'entraide et l'échange sont cruciaux – ont des préférences particulièrement «libertaires», alors que celles-ci sont moins marquées chez les spécialistes techniques et, surtout, chez les managers. Selon Kitschelt (1994 a : 23), cette expansion des valeurs «libertaires» dans ces catégories de la population provoque un développement des valeurs autoritaires et une position restrictive sur les questions d'immigration chez les travailleurs manuels. Sur cette base, l'auteur met en évidence un dilemme fondamental pour les partis socialistes. Ceux-ci ne vont pas avoir d'autre choix que d'adopter une position «libertaire» sur l'axe culturel, alors qu'à l'autre

bout, les partis de droite radicale défendent des positions autoritaires. Ainsi, plus un parti socialiste adopte des positions « libertaires » sur l'axe culturel, plus un ouvrier dont les préférences favorisent la tradition choisira un parti de droite radicale. Compte tenu de l'importance croissante de cette dimension culturelle, le dilemme des partis socialistes par rapport à leur base ouvrière est susceptible de s'accroître. Il s'agira donc dans ce travail de tester l'hypothèse de Kitschelt :

H4: Plus les partis socialistes deviennent libéraux sur le plan culturel, plus la baisse du vote ouvrier pour ces partis est forte.

Priorités des partis socialistes et saillance des enjeux : une mobilisation de l'identité de classe ?

Les hypothèses précédentes font référence aux positions des partis politiques. Des apports récents avec la théorie de la compétition sur les enjeux (« issue competition ») mettent en évidence l'importance du contenu de l'agenda politique (Green-Pedersen, 2007). À la suite des travaux de Petrocik (1996), l'idée est que les partis « possèdent » une compétence reconnue par les électeurs sur certains enjeux (« issue-ownership »). Le défi pour eux est donc d'arriver à focaliser l'agenda politique sur les enjeux qui leur sont favorables et d'obliger les autres partis à prendre position sur ceux qui leur sont défavorables (Blomqvist et Green-Pedersen, 2004).

Dans ce contexte, un défi majeur pour les partis socialistes concerne la priorité donnée aux différents enjeux. Ainsi, le changement fondamental ne proviendrait pas (ou pas seulement) de leurs positions, mais du changement de priorités. Prenons comme exemple la dimension culturelle : l'impact décisif ne serait pas tant le fait que les partis socialistes changent leurs positions sur des questions non économiques, mais que ces questions occupent toujours plus de place dans leurs appels électoraux. Les partis socialistes ont très souvent occupé le camp progressiste des systèmes de partis face aux partis défenseurs de l'influence de l'Église. Ainsi, sur des questions culturelles, ils ont de tout temps prôné des politiques plus libérales que les partis conservateurs. Le changement proviendrait donc plutôt de la priorité donnée aux enjeux par les partis socialistes eux-mêmes. En effet, quand les partis socialistes ont prôné une influence moins grande de l'Église sur l'État, leur mobilisation principale s'est faite dans le cadre du clivage dans lequel ils sont nés, c'est-à-dire du clivage de classe. Mais un changement est susceptible de se produire : leur mobilisation se ferait alors davantage dans le cadre des clivages culturels.

Dans le but de tenir compte du fait qu'un même parti se positionne sur les pôles de plusieurs clivages, Frogner (2007) propose la distinction utile entre la position « originelle » d'un parti lorsqu'elle concerne le clivage qui a donné naissance à ce parti et la position « stratégique » lorsqu'un parti occupe l'un des pôles d'un clivage dont il n'est pas issu. Un cas de « reconversion partisane » se produit quand le lien avec l'ancienne position originelle est complètement rompu. Si un cas clair de reconversion partisane n'est pas très probable, on peut tout de même s'attendre à ce que la position « stratégique » gagne en importance au fil du temps par rapport à la position « originelle », donc par rapport à des questions de classe pour les partis socialistes.

Le premier et principal défi pour les partis de gauche concerne la révolution culturelle de 1968 et les nouveaux mouvements sociaux qui s'en sont suivis. Un impact majeur de ces mouvements a été la diversification des priorités des partis socialistes. Les partis socialistes ont progressivement intégré dans leur agenda les revendications de ces mouvements. On peut supposer que cela n'a pas eu seulement un impact sur leur positionnement, mais aussi sur leurs priorités politiques. Cette intégration des revendications de la nouvelle gauche conduit-elle à un changement de priorités ? Est-ce que l'on retrouve principalement des revendications économiques ou culturelles dans leurs appels électoraux ?

Cette évolution a des conséquences en matière de soutien de classe. On peut partir de l'idée que les ouvriers se sont alignés sur les partis socialistes pour la défense de leurs conditions socio-économiques, à une période où ce genre d'enjeux était relativement prioritaire pour les partis socialistes. Si d'autres priorités viennent s'ajouter, alors cela est susceptible de brouiller les clivages originaux et donc d'envoyer un signal moins clair aux ouvriers. Il en va différemment des électeurs de la classe moyenne. Premièrement, le fait qu'ils bénéficient de davantage de ressources rend les enjeux économiques moins fondamentaux à leurs yeux. Deuxièmement, la mobilisation des nouveaux mouvements sociaux a eu une dimension de classe très marquée : une partie de la classe moyenne salariée, les spécialistes socio-culturels, y ont été très actifs (Kriesi, 1989, 1993). Mettre la priorité sur les enjeux culturels de ces mouvements consiste donc à mobiliser indirectement ce groupe spécifique de la classe moyenne salariée. Les deux hypothèses suivantes seront testées :

H5 a : Moins les enjeux économiques deviennent saillants dans les appels des partis socialistes, plus la baisse du vote ouvrier pour ces partis est forte.

H5 b : Plus les nouveaux enjeux culturels deviennent saillants dans les appels des partis socialistes, plus la baisse du vote ouvrier pour ces partis est forte.

Jusqu'à maintenant, nous avons discuté du fait que les partis socialistes peuvent choisir quels enjeux ils souhaitent défendre en priorité, et que cela a des conséquences dans le soutien des classes. Cependant, la marge de manœuvre des partis au niveau individuel est restreinte, car ils ne contrôlent pas l'ensemble de l'agenda politique. La prise en compte de la compétition partisane dans son ensemble est donc un élément décisif de ce puzzle.

Blomqvist et Green-Pedersen (2004) argumentent pour les pays scandinaves que les partis sociaux-démocrates sont fortement associés à l'expansion de l'État social. Ils ont donc une compétence reconnue sur des enjeux « traditionnels » (comme l'emploi ou la redistribution des richesses), mais pas sur les « nouveaux » enjeux liés à l'immigration ou l'environnement par exemple. Une des menaces potentielles pour les partis sociaux-démocrates est que ces nouveaux enjeux dominent l'agenda politique et les désavantagent. Lipset (1963 : 333) donne l'exemple suivant pour les conservateurs de manière un peu polémique : « *Les électeurs les plus pauvres bénéficiant de la loi du nombre, les Conservateurs tentent toujours de détourner leur attention des problèmes où s'accusent la différence de condition des classes. De tels problèmes, amenant le peuple à prendre conscience de sa condition propre,*

avantagent toujours les partis de gauche. Aussi les Républicains se sont-ils efforcés sans cesse de mettre l'accent sur des questions qui laissent dans l'ombre ces différences : la défense, la politique étrangère, la moralité publique, et ainsi de suite.»

Blomqvist et Green-Pedersen (2004) ne font pas de distinctions entre les composantes de l'électorat socialiste quant à l'impact du contenu de l'agenda politique. Les partis sociaux-démocrates réalisent dans l'ensemble de meilleurs résultats électoraux quand les enjeux traditionnels dominent l'agenda politique selon leur argumentation. Nous nous attendons toutefois à ce que cette compétence reconnue sur les enjeux « traditionnels » soit particulièrement forte pour l'électorat traditionnel des partis socialistes, à savoir les ouvriers, dont le vote a été associé historiquement à ce type d'enjeux.

L'importance de ces nouveaux enjeux va dépendre fortement de la présence des partis qui les « possèdent », à savoir les Verts en ce qui concerne l'environnement et les partis de droite radicale en ce qui concerne l'immigration. Une dynamique partisane propre va se développer si des partis s'établissent durablement dans le système de partis. Nous reviendrons sur cette question de la compétition partisane au début du chapitre empirique correspondant. Deux hypothèses vont être testées :

H6 a : Moins la compétition partisane devient centrée sur des enjeux économiques, plus la baisse du vote ouvrier pour les partis socialistes est forte.

H6 b : Plus la compétition partisane devient centrée sur de nouveaux enjeux culturels, plus la baisse du vote ouvrier pour les partis socialistes est forte.

CHAPITRE 3 :

LE DESSIN DE LA RECHERCHE

Après avoir présenté nos hypothèses, ce chapitre aborde la façon dont nous allons les tester empiriquement. La première section traite de la stratégie d'analyse et du choix des données. Dans la deuxième section, nous revenons sur les considérations qui ont guidé la sélection des pays. Les deux dernières sections présentent le schéma des classes utilisé, tout d'abord sur le plan conceptuel (section 3.3), puis au niveau de son opérationnalisation (section 3.4).

1. STRATÉGIE D'ANALYSE ET CHOIX DES DONNÉES

La stratégie d'analyse s'organise autour de la volonté d'identifier la source du changement de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes. Il s'agit d'examiner si les changements de cet alignement proviennent avant tout de la sphère sociale ou de la sphère politique. Si les attitudes économiques et/ou l'environnement social des ouvriers changent (hypothèses 1 et 2), mais que ce n'est pas le cas de «l'offre» politique, l'approche «bottom-up» apparaîtra comme la plus pertinente. Si au contraire «l'offre» des partis socialistes et de ses compétiteurs change (hypothèses 3 à 5), mais que les attitudes économiques des ouvriers ainsi que l'environnement social restent stables dans le temps, l'approche «top-down» apparaîtra comme la plus pertinente. Il n'est pas certain que nos résultats pourront indiquer une opposition si claire entre les deux. Mais nous devrions être en mesure de dire si des changements peuvent être identifiés surtout dans la sphère sociale ou dans la sphère politique.

Les hypothèses présentent différentes explications («bottom-up» ou «top-down») du changement de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes. Nous chercherons au fur et à mesure de la recherche à évaluer la pertinence de ces explications. L'analyse va porter sur cinq pays. Étant donné que le nombre de pays est relativement faible, les hypothèses ne seront pas testées de manière statistique. Nous chercherons

à voir s'il existe dans chaque pays une correspondance entre les changements du vote ouvrier et les changements des attitudes politiques (respectivement de l'environnement social et de « l'offre » politique). Au final, la stratégie d'analyse choisie va nécessiter de rassembler et d'évaluer différentes évidences empiriques, pour traiter (et éliminer) au fur et à mesure de la recherche diverses pistes explicatives.

Points dans le temps et données

La dimension temporelle est extrêmement importante dans ce travail, étant donné que nous voulons saisir l'évolution de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes sur une période allant de 1970 à 2008. Toutefois, elle est aussi très difficile à mettre en œuvre en ce qui concerne les données, particulièrement quand on travaille sur cinq pays. Nous ne disposons pas toujours de données d'enquêtes électorales pertinentes pour mesurer la classe d'une façon appropriée. En outre, les données sur « l'offre » que nous utilisons ne couvrent pas les années 1980. Notre stratégie de base est donc de concentrer l'analyse sur deux points éloignés dans le temps, le premier dans les années 1970 et le second dans les années 2000. À partir de là, nous procédons à un effort constant dans chaque chapitre pour recueillir des informations sur un maximum d'élections sur toute la période. Mais cela va dépendre des objectifs de chaque chapitre et des données que nous pouvons trouver pour répondre au mieux aux questions spécifiques qui y sont posées. Par conséquent, les élections étudiées ne seront pas toujours exactement les mêmes d'un chapitre à l'autre. Nous sommes bien conscients de ce manque de précision, mais nous pensons tout de même pouvoir dégager de cette manière les grandes tendances dans l'évolution du vote ouvrier et de ses explications, tout en assurant la cohésion de chaque chapitre.

Pour étudier l'évolution de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes (dans le chapitre 5), nous avons souhaité utiliser avant tout des données provenant d'enquêtes post-électorales. Ce procédé nous renseigne sur le vote effectif lors d'une élection, et donc sur les bases sociales réelles du vote socialiste. Les sondages comparatifs (par exemple le sondage social européen, « *European social survey* ») posent aussi des questions sur le vote lors des dernières élections nationales. Toutefois, il y a souvent un décalage important entre les élections et le moment où est menée l'enquête, si bien que la variable du vote porte davantage sur la sympathie partisane du moment que sur le comportement lors de l'élection passée. La nécessité d'avoir des enquêtes post-électorales est d'autant plus importante que nous questionnons le côté de « l'offre » politique au moyen de données provenant des campagnes électorales. C'est donc bien le vote et le message lors d'une élection précise qui nous intéressent. Cependant, en raison de l'inexistence de données ou de l'impossibilité de construire le schéma des classes retenu, nous devons parfois nous contenter des données de sondages comparatifs. C'est notamment le cas pour l'Autriche, pays qui ne dispose pas d'une tradition dans la réalisation d'enquêtes post-électorales (autres que les sondages de type « sortie des urnes »).

Dans les chapitres suivants, comme ce n'est plus le vote qui nous intéresse de manière spécifique, d'autres données sont exploitées pour répondre au mieux aux objectifs fixés. Dans le chapitre 6 sur l'environnement social des ouvriers, nous travaillons pour les années 2000 à partir du sondage social européen. Ce sondage est le plus adéquat par rapport à l'objectif du chapitre d'étudier l'environnement social des ouvriers. Les enquêtes post-électorales ne contiennent souvent pas les variables dont nous avons besoin pour ces analyses. Dans le chapitre 7 sur les attitudes, c'est aussi ce sondage qui est retenu, car les mêmes questions peuvent être utilisées pour construire les attitudes dans les différents pays, alors qu'elles varient toujours d'une enquête électorale à l'autre. Dans le chapitre 8 sur « l'offre » des partis, les données d'Hanspeter Kriesi et de son équipe, collectées dans le cadre du projet « National political change in a globalizing world », sont utilisées (Kriesi *et al.*, 2006; Kriesi *et al.*, 2008; Kriesi *et al.*, 2012)³. Elles portent sur les positions des partis telles que reflétées par la presse écrite durant des campagnes électorales. Nous allons revenir sur la présentation de ces différentes données dans les chapitres respectifs.

2. CHOIX DES PAYS

Les pays sont choisis dans le but d'avoir des différences dans le contexte de concurrence partisane dans lequel se trouvent les partis socialistes. Celui-ci est en mesure d'influencer le positionnement et l'appel des partis socialistes, de même que le type d'enjeux qui dominent la compétition partisane. Au final, cela devrait nous permettre d'avoir de la variation entre pays dans « l'offre » des partis politiques. Théoriquement, il serait aussi possible d'imaginer des variations qui concernent les variables indépendantes des attitudes politiques ou de l'environnement social. Mais cela demanderait une analyse préliminaire importante. Il est donc avantageux de partir de différences dans le contexte de concurrence, en d'autres termes dans le système de partis.

Comme variation du système de partis, nous retenons la présence ou non de partis de la droite radicale et des Verts. Étant donné que ces deux familles de partis se sont mobilisées avant tout sur une dimension culturelle de l'espace politique, cela nous permet d'avoir potentiellement des différences dans la saillance des enjeux économiques par rapport aux nouveaux enjeux culturels. Dans les pays où des partis de droite radicale et Verts sont présents, la compétition partisane pourrait être davantage concentrée sur des enjeux de type « culturel » que dans les pays où ces partis n'ont pas réussi à s'enraciner de manière durable. Ces deux nouveaux concurrents auront tout intérêt à mettre en avant des enjeux qu'ils « possèdent », comme l'écologie ou l'immigration, qui diffèrent des questions économiques gauche-droite classiques. Dans le même ordre d'idées, la présence de partis Verts pourrait inciter les partis socialistes à concentrer davantage leur appel électoral sur des enjeux de

³ Source des données : Kriesi, Hanspeter, Edgar Grande, Romain Lachat, Martin Dolezal, Marc Helbling, Simon Bornschie, Timotheos Frey, Dominic Hoeglinger, Swen Hutter and Bruno Wueest. 2010. *National political change in a globalizing world. Supply side data on national election campaigns*. University of Zurich and Ludwig-Maximilians-University of Munich.

type «culturel», pour être concurrentiels face aux écologistes dans des segments des classes moyennes salariées⁴.

Nous sélectionnons donc cinq pays en fonction de la présence ou non de la droite radicale et des partis Verts. La condition est que ces partis se soient établis de manière durable comme nouveaux concurrents dans le système de partis au niveau national. Deux pays présentent une concurrence maximale de ces partis, à savoir la Suisse et l'Autriche, alors qu'aucune concurrence n'est présente en Grande-Bretagne. L'Allemagne et la France sont des cas intermédiaires avec comme nouvelle concurrence soit la droite radicale (en France), soit les Verts (en Allemagne). Le tableau 3.1 résume le choix des pays en fonction de cette double concurrence. Le système électoral constitue un élément important pour l'implantation de nouveaux concurrents dans un système de partis : la représentation proportionnelle va faciliter une telle implantation, alors que les modes de scrutin majoritaires vont la rendre plus difficile. Ce n'est donc pas un hasard si la Grande-Bretagne, qui applique un mode de scrutin uninominal à un tour, ne présente aucune concurrence de nouveaux partis.

Tableau 3.1 : Configuration de la concurrence pour les partis socialistes

	CONCURRENCE IMPORTANTE DES VERTS	PAS DE CONCURRENCE IMPORTANTE DES VERTS
CONCURRENCE IMPORTANTE DE LA DROITE RADICALE	Suisse, Autriche	France
PAS DE CONCURRENCE IMPORTANTE DE LA DROITE RADICALE	Allemagne	Grande-Bretagne

En Suisse, en Autriche et en France, des partis de droite radicale ont fortement progressé depuis les années 1980-1990 et se sont installés durablement dans le système de partis. Ces partis présentent parfois des visages assez divers, notamment en ce qui concerne leur origine et leur filiation avec l'extrême droite. C'est pour cette raison que le concept de droite radicale, relativement englobant (Skenderovic, 2009), est utilisé pour désigner cette famille politique, comme discuté plus haut (section 1.2). En France, le Front national s'inscrit clairement dans la tradition de l'extrême droite. Il est créé en 1972 comme un rassemblement de différents groupuscules d'extrême droite, plus particulièrement du mouvement nationaliste-révolutionnaire «Ordre nouveau» et de groupuscules issus de la lutte pour l'Algérie française (Agrikolianski, 2000 : 90). Il diffère ainsi fortement de l'Union démocratique du centre, parti agrarien à l'origine qui a effectué une mue idéologique et organisationnelle dans les années 1980 et 1990. Par ailleurs, le positionnement et la rhétorique de ces partis, notamment sur les enjeux socio-économiques, peuvent connaître des variations importantes. Toutefois, il faut aussi mettre en évidence les éléments qui les rassemblent. Résumant la littérature sur la question, Bornschier (2010 a : 35) identifie

⁴ Nous reviendrons plus en détail sur ces questions au début du chapitre 8 sur les changements de «l'offre» politique.

trois éléments communs à cette famille de partis : positionnement à l'extrême sur un axe idéologique culturel dans le pôle «traditionnel-communautaire», discours populiste anti-établissement, structure interne hiérarchique.

En France, le Front national réunit depuis 1995 environ 15 % des suffrages en moyenne lors des échéances électorales (Ivaldi, 2005 : 15ss) – il a même atteint 17,9 % des voix lors des dernières présidentielles de 2012. Cette relative force en termes de voix contraste avec le très faible nombre de sièges détenus par ce parti à l'Assemblée nationale⁵. Le scrutin uninominal à deux tours qui prévaut lors des élections législatives françaises repose sur la nécessité pour les petits partis de constituer des alliances avec les plus grands en vue du second tour. Toutefois, le nombre de sièges dans un législatif n'apparaît pas comme un critère décisif pour peser dans la vie politique. Sartori ([1976] 1990), qui cherchait à développer des critères pour recenser le nombre de partis qui ont du poids, mettait en évidence l'importance du potentiel d'intimidation d'un parti et son influence sur la tactique de la compétition partisane.

En Suisse, alors que l'UDC, parti agrarien par excellence recueillait depuis l'après-Seconde Guerre environ 11-12 % des voix, sa progression électorale est fulgurante dans les années 1990 suite à d'importants changements programmatiques. L'UDC devient le premier parti de Suisse dès 2003 avec 26,7 % des voix, puis 28,9 % des voix aux élections fédérales de 2007. En Autriche, la progression du parti de la liberté autrichien (FPÖ) a été spectaculaire dès 1986 pour atteindre 26,9 % des voix en 1999.

Contrairement à la Suisse, à l'Autriche et à la France, un parti de droite radicale n'a pas émergé comme nouvelle concurrence importante dans le système de partis allemand. Les partis d'extrême droite (les principaux étant le «*Nationaldemokratischen Partei Deutschlands*» (NPD), le «*Deutsche Volksunion*» (DVU) et «*Die Republikaner*») obtiennent périodiquement des succès électoraux lors d'élections européennes ou au niveau des *Länder*, notamment dans ceux d'ex-Allemagne de l'Est depuis le milieu des années 1990 (Stöss, 2005 : 88). Auparavant, ces partis réalisaient de meilleurs résultats dans l'Allemagne de l'Ouest. Cependant, au niveau fédéral, le score de ces partis reste relativement faible. Les meilleurs scores de l'extrême droite dans son ensemble lors des élections législatives fédérales de l'après-guerre atteignent 5,7 % en 1949, 4,3 % en 1969 et 3,3 % en 1998 (Stöss, 2005 : 76). Le NPD et le DVU relèvent encore de partis de tradition ouvertement fasciste qui n'ont pas transformé leur programme idéologique (Bornschiefer, 2010 a : 171-173). Plusieurs hypothèses ont été avancées pour expliquer l'échec des partis de droite radicale à s'implanter durablement au niveau national en Allemagne : l'héritage du nazisme, le seuil de 5 % à atteindre pour obtenir des sièges au *Bundestag*, le discours et la capacité organisationnelle des partis en question, ainsi que le rôle

⁵ Il a obtenu un siège en 1988, 1993 et 1997, aucun siège en 2002 et 2007, deux sièges en 2012. Le Front national a obtenu trente-cinq sièges à l'Assemblée nationale en 1986, seule élection législative de la 5^e République qui s'est déroulée au système proportionnel.

et la stratégie des partis établis dans le traitement de la question de l'immigration en particulier (Bornschier, 2010 a: 166ss).

La Grande-Bretagne n'a pas connu de percée importante d'un parti de droite radicale, même si nous discutons ci-après quelques développements récents. Comme l'ont noté généralement les observateurs: «*The extreme right in Britain is typically viewed as a case of failure*» (Goodwin, 2010: 169). Le «*British National Party*» (BNP), successeur du «*National Front*», ne connaît qu'un succès électoral limité (Goodwin, 2010). Le mode de scrutin majoritaire rend plus difficile une percée que dans d'autres pays. Cependant, même lors des élections européennes qui laissent davantage de place à la représentation proportionnelle, le score du BNP a été bien plus faible que celui d'autres partis britanniques mineurs (Goodwin, 2010: 170). Le BNP occupe donc sur la scène politique britannique un rôle marginal. C'est avant tout la difficulté du parti lui-même à mobiliser un potentiel électoral existant qui a été avancée pour expliquer sa faiblesse dans les urnes, notamment le fait que le BNP ait conservé pendant longtemps un programme idéologique de tradition fasciste – même si dès 1999 le BNP s'est engagé dans une stratégie de modernisation (Goodwin, 2010). Le fait que le parti conservateur ait adopté une position dans l'espace partisan comparable à celle de la droite radicale «modernisée» des autres pays européens (Kriesi et Frey, 2008: 206) laisse aussi moins de place pour l'émergence d'un nouveau concurrent dans le système de partis.

Cela dépasse la période étudiée dans ce travail, mais il faut noter certains développements récents en Grande-Bretagne et en Allemagne, qui sont susceptibles, à moyen terme, de transformer la configuration de concurrence décrite ici. En Grande-Bretagne, à la droite du parti conservateur, ce sont les succès électoraux du parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP), notamment aux élections européennes de 2014 et à quelques élections partielles, qui ont attiré l'attention. Le discours anti-européen de ce parti, de même que la volonté affichée de se démarquer de l'extrême droite, notamment en refusant de former un groupe parlementaire avec le Front national suite aux élections européennes de 2014, rappelle sous plusieurs aspects le positionnement et la rhétorique de l'UDC en Suisse. En Allemagne, la création en 2013 de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), avec un profil similaire, pourrait provoquer une nouvelle concurrence à la droite du parti conservateur.

Concernant les Verts, on peut affirmer que leur présence est importante en Suisse, en Autriche et en Allemagne. Les Verts en Suisse connaissent une progression quasiment continue depuis leur apparition en 1979 et recueillent en 2007 presque 10 % des voix. En Allemagne, les Verts s'implantent dans les années 1980 et obtiennent 8,3 % des voix en 1987 déjà. En 2009, ils dépassent la barre des 10 %, avec 10,7 %. En Autriche, les Verts ont des représentants au Parlement dès 1986 et obtiennent dès le début des années 2000 environ 10 % des voix. Dans le cas de la France, il est possible de débattre s'il faut considérer la concurrence des Verts comme importante ou pas. En comparaison des trois pays cités ci-dessus, le parti écologiste français semble se distinguer par le fait que ses victoires apparaissent non seulement tardives, mais aussi plus fragiles. C'est seulement en 1997 que les Verts obtiennent pour la première fois des sièges à l'Assemblée nationale, avec sept

élus (Rihoux, 2001 : 164). Comme le remarque Villalba (2005 : 170) sur le bilan des résultats électoraux des Verts français depuis leur création en 1974, « *ils ne disposent régulièrement que d'un capital d'environ 5 % des suffrages exprimés et sont dépendants des résultats de leur principal allié, le PS* ». Relativement aux autres pays, nous avons donc décidé de classer la France comme n'ayant pas de concurrence importante des Verts. Cela prend aussi tout son sens quand la concurrence des Verts est mise en perspective avec celle du parti communiste. Au Royaume-Uni, les résultats des Verts sont extrêmement marginaux (1 % des voix en 2005 et 2010). Le mode de scrutin majoritaire à un tour y est pour beaucoup. Cependant, on verra plus tard que le parti libéral dans ce pays peut constituer, sur certains aspects spécifiques, notamment en ce qui concerne sa base de classe, une sorte d'équivalent aux partis Verts.

La sélection des cas met l'accent sur la « nouvelle » concurrence à laquelle les partis socialistes font face avec l'émergence des Verts et de la droite radicale dès les années 1980-1990. Additionnellement, il faut noter une variation importante dans le contexte de concurrence des années 1970. La France se distingue de tous les autres pays en raison de la présence d'une concurrence sur la gauche avec le parti communiste. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le parti communiste devient un acteur majeur du système de partis français : il est le premier parti français aux élections législatives de 1946 et, sous la v^e République, il devance systématiquement le parti socialiste lors des élections législatives, cela jusqu'en 1978. Dès les années 1980, le parti communiste français va entamer un long déclin électoral. Lors de l'élection présidentielle de 1981, il recueille encore environ 15 % des suffrages, en 2007 moins de 2 %.

Cela dépasse la période analysée dans ce travail, mais il faut noter que lors des dernières élections présidentielles françaises de 2012, le parti communiste s'est présenté avec le parti de Gauche – parti fondé en 2009 par d'anciens membres de l'aile gauche du PS – et d'autres petits partis sous la bannière du Front de gauche. La création du Front de gauche s'inspire de celle de « *Die Linke* » en Allemagne. Ce nouveau parti allemand fondé en 2007 – qui se présente en 2005 déjà sous la forme d'une alliance électorale – est issu de la fusion du « *Partei des Demokratischen Sozialismus* » (PDS) et de la « *Wahlalternative Arbeit und soziale Gerechtigkeit* » (WASG). Le PDS est le successeur du parti d'État de la République démocratique allemande (RDA), le « *Sozialistische Einheitspartei Deutschlands* » (SED)⁶. La WASG a été formée en 2005 par d'anciens membres du SPD et de syndicalistes opposés aux réformes du chancelier social-démocrate Gerhard Schröder. En France comme en Allemagne, l'objectif est d'établir une nouvelle force politique à gauche du parti socialiste ou social-démocrate. La différence majeure réside dans le fait que le parti communiste était un acteur majeur du système de partis français, contrairement au cas de l'Allemagne, de la partie ouest tout du moins.

⁶ Suite à la disparition de la RDA, le SED s'est renommé PDS en 1990. Lors des élections de 2005, le PDS a pris le nom de *Linkspartei*.

3. UN SCHEMA DES CLASSES APPROPRIÉ POUR ÉTUDIER L'ÉVOLUTION DU VOTE OUVRIER

C'est une conception de la classe «économique» (Kocka, 1980) qui est retenue dans ce travail, suivant Oesch (2006: 13). Nous pouvons définir la classe comme une «*catégorie d'individus qui, en évoluant dans un cadre professionnel semblable, partagent une position sur le marché du travail et une situation économique similaire*» (Oesch et Rennwald, 2010 b: 223; Oesch, 2006). Mais combien de classes peuvent être distinguées et quels en sont les contours? Nous présentons dans cette section le schéma des classes retenu.

Quel schéma des classes utiliser?

Le schéma des classes utilisé dans cette recherche est celui de Daniel Oesch (2006) qui propose des améliorations importantes par rapport au schéma d'Erikson et Goldthorpe (EGP par la suite), le plus souvent employé dans la recherche empirique quantitative.

Le schéma d'Oesch comprend non seulement une dimension verticale, mais aussi – et c'est ce qui en fait la nouveauté par rapport au schéma EGP – une dimension horizontale. La dimension verticale distingue des relations d'emploi plus ou moins favorables (Oesch, 2008 a). Elle permet ainsi de prendre en compte des différences de position de classe basées sur le revenu, la couverture sociale et les perspectives de mobilité.

La dimension horizontale différencie trois logiques de travail pour les salariés et une quatrième pour les employeurs et les indépendants. La première logique est «interpersonnelle»: les salariés sont en interaction quotidiennement avec des patients ou des clients. Cela a des implications en termes de loyauté envers l'employeur: «*Loyalty towards the organization is blurred by the direct attendance to clients', patients' or petitioners' demands*» (Oesch, 2006: 63-64). C'est typiquement le cas de salariés dans le domaine du social, de la santé ou de l'éducation. Au niveau supérieur, on retrouve les spécialistes socio-culturels et au niveau inférieur les travailleurs des services. La seconde logique de travail est «technique»: le processus de travail y est déterminé par des paramètres techniques (Oesch, 2006: 64). Dans cette logique, au niveau inférieur, on retrouve les ouvriers, et au niveau supérieur les techniciens et ingénieurs (spécialistes techniques). La troisième logique est «organisationnelle»: le travail quotidien implique la coordination et le contrôle au niveau supérieur des qualifications et l'exercice de tâches administratives au niveau inférieur (Oesch, 2006: 62). Dans cette logique, on trouve au niveau supérieur les professions du management (par exemple les cadres et spécialistes financiers), au niveau inférieur les employés de bureau.

Ce schéma présente deux avantages principaux. Premièrement, il permet de saisir des différences d'orientation politique à l'intérieur de la classe moyenne salariée. Comme nous l'avons vu dans la revue de la littérature, différents auteurs ont mis en évidence l'existence d'un nouveau clivage au sein de la classe moyenne salariée.

La prise en compte de l'hétérogénéité de cette classe constitue une différence cruciale par rapport au schéma EGP qui réunit les professionnels et les managers dans la « *service class* » (employés moyens et supérieurs).

Le deuxième avantage de ce schéma réside dans la claire délimitation du nouveau « prolétariat des services ». Il permet de séparer la classe ouvrière traditionnelle (ouvriers de production dans le schéma) de la « nouvelle » classe ouvrière dans le domaine des services (travailleurs des services, par exemple des vendeurs, employés de la restauration rapide, nettoyeurs, etc.). Sur le plan horizontal, la logique de travail les distingue : les ouvriers de production sont actifs dans une logique de travail technique, alors que les travailleurs des services évoluent dans une logique interpersonnelle où ils font face à des clients ou des patients. Ce qui est surtout intéressant, c'est que le schéma place au même niveau hiérarchique ces deux groupes. Dans le schéma EGP, les professions de vente et de bureau, essentiellement féminines, sont concentrées dans la classe des « *routine non manual employees* » (classe III), qui se situe dans une position intermédiaire entre la classe ouvrière et les employés moyens et supérieurs (« *service class* »). Cette classe III se différencie de la classe ouvrière par le caractère non manuel du travail effectué, et c'est pour cette raison qu'elle occupe un niveau hiérarchique différent. Mais elle regroupe des professions relativement bien qualifiées (classe III a) – une partie des « cols blancs » traditionnels – et des professions semi ou non qualifiées (classe III b) – un prolétariat non manuel en pleine expansion avec la tertiarisation de l'économie. Oesch considère la classe des « *routine non manual employees* » comme une boîte noire (2006 : 44). Par rapport à notre problématique, il sera particulièrement intéressant de considérer les différences et les similitudes des préférences partisans des ouvriers de production et des travailleurs des services.

Nous utilisons dans cette recherche la version réduite à huit classes du schéma d'Oesch (2006 : 124-125), – la version complète distingue dix-sept classes. La version à huit classes est présentée dans le tableau 3.2 qui montre des professions typiques pour chaque classe.

Tableau 3.2 : Schéma des classes de Daniel Oesch, huit classes⁷

Logique de travail interpersonnelle	Logique de travail technique	Logique de travail organisationnelle	Logique de travail indépendante
Spécialistes socio-culturels	Spécialistes techniques	Managers et administrateurs	Professions libérales et grands employeurs
Médecins (salariés) Enseignants Travailleurs sociaux	Ingénieurs Informaticiens Pilotes d'avion	Managers Conseillers bancaires Comptables	Avocats Dentistes Chefs d'entreprise
Travailleurs des services	Travailleurs de production	Employés de bureau	Petits indépendants
Aides-soignants Serveurs Vendeurs	Mécaniciens Maçons Manœuvres	Secrétaires Réceptionnistes Téléphonistes	Petits commerçants Artisans indépendants Paysans

⁷ Les noms des professions s'entendent autant au masculin qu'au féminin.

Une telle version à huit classes est la plus adaptée pour une étude comparée dans le temps et dans l'espace. En effet, il est plus facile de trouver des informations sur la profession et le statut de l'emploi qui soient similaires d'une enquête à l'autre pour un nombre de catégories restreint. De même, les informations ne sont pas toujours disponibles à un niveau suffisamment détaillé pour construire le schéma plus sophistiqué à dix-sept classes. Le schéma à huit classes est donc plus approprié d'un point de vue pratique. Mais surtout, il préserve les principales divisions théoriques qui sont à la base de la construction du schéma. Les quatre logiques de travail sont gardées intactes dans le schéma à huit classes. Par rapport à notre problématique, cela permet d'analyser les différences horizontales au sein de la classe moyenne salariée et au sein de la classe ouvrière (au sens large). C'est au niveau vertical que le schéma à huit classes est davantage simplifié : il distingue uniquement deux niveaux hiérarchiques. Pour les salariés, il regroupe d'un côté les professions supérieures et intermédiaires (ou spécialistes et semi-spécialistes), de l'autre les ouvriers et employés qualifiés, semi-qualifiés et non qualifiés. Si on prend l'exemple de la logique de travail technique, les ingénieurs sont groupés avec les techniciens dans la catégorie des spécialistes techniques, alors que les ouvriers qualifiés sont groupés avec les non (ou semi) qualifiés parmi les ouvriers de production. C'est donc l'obtention d'une formation supérieure qui distingue les classes du haut du schéma par rapport au bas. Dans nos analyses empiriques qui vont porter une attention particulière aux ouvriers de production, ce sont donc à la fois les ouvriers qualifiés, semi-qualifiés et non qualifiés que nous observerons. Ils exercent un travail d'exécution essentiellement, et se distinguent en ce sens des spécialistes techniques, responsables avant tout de la conception du travail et au bénéfice de plus hauts niveaux de formation.

Dans le cadre de ce travail, nous parlerons de *classe(s) moyenne(s) salariée(s)* pour les catégories salariées du haut du schéma, et de classe ouvrière au sens large (ou classes populaires) pour les salariés du bas du schéma. Le périmètre des classes moyennes salariées est donc relativement large dans ce travail. Il ne saurait être confondu avec celui qui prévaut dans d'autres études. Il n'est ainsi pas rare de limiter les classes moyennes salariées aux seules professions intermédiaires (pour la France, voir Goux et Maurin, 2012) et d'intégrer les professions supérieures (spécialistes) dans les classes supérieures, ou comme chez Bourdieu (1979) dans la classe dominante – qui se compose d'une fraction dominée et d'une fraction dominante. Le schéma à huit classes que l'on utilise dans ce travail aplatit donc quelque peu les différences verticales, mais présente l'avantage de conserver les différences horizontales et de pouvoir être utilisé dans nos analyses de manière relativement comparable à travers le temps et l'espace.

Pour la logique de travail indépendante, suivant Oesch, la catégorie des petits indépendants regroupe des employeurs ayant de 0 à 9 salariés. On parle de grands employeurs quand des personnes avec un statut de travail indépendant emploient au minimum 10 salariés. Les professions libérales sont regroupées avec les grands employeurs dans une catégorie qui s'approche de ce qui peut être nommé la « bourgeoisie traditionnelle » (Oesch, 2006 : 125). Si l'on reprend les analyses de

Bourdieu (1979: 128-144), les professions libérales partagent une position dans l'espace social proche de celle des grands patrons, car les deux possèdent un fort volume global de capital. Elles disposent toutefois d'un volume de capital culturel (relativement au capital économique) plus important que les grands patrons, mais moins important que les professions intellectuelles (par exemple les professeurs d'université). Leur statut d'indépendant et la nécessité d'investir du capital pour démarrer leur activité professionnelle les séparent aussi clairement des classes moyennes salariées. Le critère du statut d'emploi indépendant ou salarié est d'ailleurs le premier critère pour attribuer une position de classe aux individus dans le schéma de Daniel Oesch (2006: 66-67)⁸. Le regroupement des grands employeurs et des professions libérales fait donc sens à de nombreux égards. Il faut finalement relever que ces deux groupes sont numériquement faibles. Selon l'analyse de Daniel Oesch (2006: 88-89) portant sur quatre pays européens, les grands employeurs forment entre 0,5 % et 1,2 % de la population exerçant une activité lucrative, et les professions libérales entre 1,6 et 2,8 %.

Cette catégorie de la « bourgeoisie traditionnelle » est la meilleure au niveau théorique pour penser l'opposition du clivage de classe entre ouvriers et possédants, mais sa faiblesse numérique va nous poser quelques problèmes pratiques pour nos analyses. Comme nous le verrons dans le chapitre 5, nous préférons opposer le vote des ouvriers à celui des petits indépendants. Cette option est moins pertinente au niveau théorique, étant donné que les petits indépendants possèdent moins de ressources économiques que la « bourgeoisie traditionnelle », mais elle assure des résultats plus robustes. Les petits indépendants se rapprochent d'ailleurs assez souvent de la « bourgeoisie traditionnelle » dans leur choix partisan.

4. OPÉRATIONNALISATION DU SCHÉMA DES CLASSES DE DANIEL OESCH

Deux variables sont utilisées pour opérationnaliser la version réduite à huit classes du schéma d'Oesch : la profession exercée et le statut d'emploi (employé ou employeur/indépendant). La variable sur le statut de l'emploi est relativement claire et ne présente pas de grandes variations entre les sondages. Il n'en va pas de même pour la profession. Nous devons donc en dire plus sur cette variable.

Pour la profession, l'opérationnalisation du schéma repose sur la « Classification internationale type de professions » de 1988 (CITP-88, ou ISCO-88 en anglais) de l'Organisation internationale du travail qui distingue de manière très détaillée les différentes professions existantes. C'est le niveau le plus détaillé de la classification qui est utilisé (4 chiffres). Toutefois, cette classification des professions n'est pas toujours disponible dans les enquêtes. Il s'agit donc de trouver des équivalents acceptables.

⁸ Si un avocat est salarié, il ne sera pas placé dans la logique de travail indépendante, mais dans la logique de travail organisationnel. Sur cette dominance du statut d'emploi, Oesch (2006: 67) explique: « *In our view, the work logic of architects, physiotherapists or carpenters alters quite substantially depending on whether they are employees or self-employed.* »

Des informations sur les professions qui varient selon les pays

Les classifications des professions disponibles dans les sondages reflètent des traditions de recherche nationales et des contextes politiques et sociaux. Pfeuffer et Schultheiss (2002: 29) soutiennent que les catégories socioprofessionnelles sont «*l'enjeu d'une construction collective dont les logiques et les formes varient d'une époque et d'un contexte culturel à l'autre de façon considérable*». En Allemagne, les données disponibles dans les études électorales se rapportent presque toutes à la «*Berufliche Stellung*» (position professionnelle) qui distingue les ouvriers, les employés, les fonctionnaires et les indépendants. Cette nomenclature est le reflet d'une représentation de la société divisée en ordres ou états: «*Elle est l'héritage des processus d'inclusion et d'exclusion dans le droit du travail et le droit social au siècle dernier au moment de la création de la Sécurité sociale par Bismarck*» (Pfeuffer et Schultheiss, 2002: 27). Le même phénomène peut être observé pour l'Autriche.

En raison de l'impossibilité de construire le schéma des classes d'Oesch à partir de ces informations, nous avons dû trouver des données pour ces deux pays qui offraient des informations plus détaillées. Le choix des données a donc été effectué en relation étroite avec la construction du schéma des classes. Ce sont des données provenant d'enquêtes internationales qui ont été retenues. Dans le cas de l'Allemagne, son intégration dans le programme des études comparées des systèmes électoraux (Comparative Study of Electoral Systems, CSES) en 2002 permet de disposer de la classification ISCO-88⁹. En Autriche, nous avons déjà dit qu'il n'existe pas de véritable tradition d'enquêtes post-électorales et nous devons donc de toute façon nous replier sur l'utilisation de sondages comparatifs (notamment le sondage social européen qui utilise ISCO-88 pour classer les professions).

En France, les catégories socio-professionnelles disponibles dans les enquêtes électorales – à un niveau de détail qui laisse parfois quelque peu à désirer – permettent une bonne correspondance avec le schéma des classes sociales utilisé dans ce travail. Elles combinent plusieurs critères qui sont proches de ceux à la base du schéma d'Oesch: la profession, le statut, la qualification, la position hiérarchique (Bosc, 2008: 58-61). En Grande-Bretagne, les classifications socio-économiques disposent d'une longue tradition dans la recherche. La «*National Statistics Socio-economic Classification*» (NS-SEC) a été établie dès 2001 comme classification nationale officielle (*Office for National Statistics*, 2005), et on la retrouve dans les sondages post-électorales. Se basant fondamentalement sur le schéma d'Erikson et Goldthorpe, elle ne nous permet pas de construire le schéma des classes de Daniel Oesch. Nous devons donc trouver l'information la plus brute possible sur les professions. Dans le sondage post-électoral de 2001, nous pouvons disposer de la classification nationale des professions «*Standard Occupational Classification*

⁹ La liste des professions au niveau le plus détaillé (4 chiffres) est disponible. Normalement, les données CSES contiennent seulement les codes à un niveau moins détaillé (3 chiffres seulement), ce qui ne permet pas de construire avec beaucoup de précision le schéma des classes de Daniel Oesch.

2000» (SOC2000). Une correspondance entre SOC2000 et ISCO-88 est proposée par l'Office national de la statistique¹⁰. La principale différence qui subsiste est que la classification britannique ne fait pas de différence entre grands employeurs et petits indépendants, mais une variable supplémentaire sur le nombre d'employés permet de résoudre ce problème. Malheureusement, une telle classification n'est que rarement disponible dans les sondages post-électorales britanniques. On retrouve généralement le schéma des classes d'Erikson et Goldthorpe ou des classifications qui s'en inspirent.

Au final, quelles informations ont été retenues pour la profession dans les différents sondages utilisés ? Dans le tableau 3.3, nous présentons ces informations pour les analyses effectuées au début du chapitre 5 qui comparent une élection dans les années 1970 à une élection dans les années 2000.

Tableau 3.3 : *Classifications des professions disponibles dans les sondages électoraux aux deux périodes étudiées*

SUISSE	AUTRICHE	ALLEMAGNE	GRANDE-BRETAGNE	FRANCE
1975	1971	1972	1970	1978
ISCO-68, 3 digit	ISCO-68, 3 digit	ISCO-68, 3 digit	ISCO-68, 3 digit	Catégories socio-professionnelles (CSP), 1954
2007	2006 (ESS)	2002 (CSES)	2001	2002
ISCO-88, 4 digit	ISCO-88, 4 digit	ISCO-88, 4 digit	Standard Occupational Classification 2000 (SOC2000)	Catégories socio-professionnelles (CSP), 1982

Pour les élections des années 1970, nous disposons de la classification ISCO-68, qui est la version antérieure à ISCO-88. Leur construction respective est assez proche. Toutefois, comme ces deux classifications reflètent la structure des professions à un intervalle de vingt ans, une transposition à 100 % n'est pas imaginable, simplement parce que certaines nouvelles professions apparaissent tandis que d'autres disparaissent. Une correspondance des codes est proposée par l'Organisation internationale du travail. Dans de nombreux cas, la profession codée dans ISCO-68 trouve un équivalent direct dans ISCO-88. Sur les 286 groupes de base des professions, 157 restent inchangés¹¹. Plus rarement, les groupes de base ont été scindés dans différents nouveaux groupes. Il est alors difficile de trouver un équivalent direct. La tâche se complique dans notre cas, parce que les informations disponibles dans

¹⁰ Office for National Statistics UK, Classifications and Harmonisation Unit: Mapping of Standard Occupational Classification 2000 (SOC2000) to International Standard Classification of Occupations European Community Version (ISCO-88 COM Unit Group).

¹¹ Organisation internationale du travail. *Classification internationale type de professions. Comparaisons avec la CITEP-68*, <http://www.ilo.org/public/french/bureau/stat/isco/isco88/index3.htm> (consulté le 10 novembre 2010).

les sondages des années 1970 ne vont pas jusqu'au niveau le plus détaillé possible (code des professions à 4 chiffres), mais s'arrêtent au niveau du « groupe de base » (code à 3 chiffres). Lorsque le groupe de base d'ISCO-68 a été scindé et qu'une traduction directe dans ISCO-88 n'est pas possible, nous avons décidé de son attribution dans ISCO-88 sur la base des professions les plus courantes dans ce groupe.

Dans le chapitre 5, nous développons les analyses concernant trois pays (Suisse, Autriche et France) pour un maximum d'élections entre 1970 et 2008. Les informations existantes sur la profession ne varient que peu par rapport au tableau 3.3. *En France*, pour les élections de 1988, 1995 et 2007, nous disposons d'informations sur les professions à partir des catégories socio-professionnelles dans leur version de 1982. La construction est donc semblable à celle pour l'élection de 2002. *En Suisse*, nous pouvons nous servir d'ISCO-88 pour les élections de 1995 à 2003, de manière similaire à l'élection de 2007. Pour l'élection de 1971, les informations se basent cette fois sur la classification française des catégories socio-professionnelles, disponible au niveau 2. Le recodage est donc le même que celui effectué pour la France en 1978, sauf que la classification de départ est davantage détaillée. *En Autriche*, comme pour 1971, on retrouve ISCO-68 dans les données relatives aux sondages de 1983 et 1990. En 2002 et 2008, comme pour 2006, c'est ISCO-88 qui est présent. Finalement, dans les chapitres 6 et 7, nous utilisons à plusieurs reprises le sondage social européen (*European social survey*) qui contient ISCO-88. Il est donc possible de construire facilement le schéma des classes de Daniel Oesch. L'annexe B présente en détail l'attribution des codes des différentes classifications des professions dans les huit classes du schéma.

Construire la position de classe : à partir du répondant, du partenaire ou du chef de ménage ?

La question de savoir si l'unité d'analyse pour la classe doit reposer sur l'individu ou le ménage/famille a été vivement débattue dans la littérature (pour une présentation de ce débat, voir Oesch, 2006 : 40-43). En raison de l'entrée marquée des femmes sur le marché du travail au cours des dernières décennies, il devient nécessaire d'attribuer les positions de classe sur une base individuelle, à partir de l'emploi du répondant, et non plus à partir de l'emploi du chef de ménage (en principe masculin). La stratégie adoptée pour notre recherche va donc dans ce sens et détermine la position de classe au niveau individuel en principe. C'est l'emploi *actuel* du répondant qui sert de base. Si le répondant n'est pas actif sur le marché du travail au moment de l'enquête, car il est au chômage, en retraite, au foyer, etc., c'est le *dernier* emploi exercé qui est utilisé – une information qui est en général disponible dans les enquêtes. En revanche, si le répondant n'a jamais été actif auparavant sur le marché du travail (par exemple il a été homme/femme au foyer jusqu'à présent), nous déterminons sa position de classe à partir de l'emploi du partenaire, ou du chef de ménage si cette variable est disponible. C'est donc seulement dans un deuxième temps que nous utilisons des informations qui ne se basent pas sur le niveau individuel. En résumé, la position de classe est déterminée de la manière suivante :

Emploi actuel du répondant > Dernier emploi du répondant (si la personne est actuellement retraitée, au chômage, au foyer, etc.) > Emploi actuel du partenaire > Dernier emploi du partenaire (si la personne est actuellement retraitée, au chômage, au foyer, etc.) > Emploi actuel du chef de ménage > Dernier emploi du chef de ménage (si la personne est actuellement retraitée, au chômage, au foyer, etc.).

Le tableau 3.4 présente à titre illustratif pour l'analyse comparant deux élections quelles informations ont été utilisées pour déterminer la position de classe du répondant. La position de classe est déterminée dans 88 % à 99 % des cas au niveau individuel. En Grande-Bretagne en 1970, la position de classe est déterminée sur la base de la profession ou de l'ancienne profession du répondant, pour la simple raison qu'aucune information pour le partenaire ou chef de ménage n'est disponible.

Tableau 3.4 : Part de la position de classe qui est déterminée à partir du répondant, du partenaire et du chef de ménage aux deux périodes étudiées

FRANCE	AUTRICHE	SUISSE	GRANDE-BRETAGNE	ALLEMAGNE
1978	1971	1975	1970	1972
Profession actuelle du répondant (ou dernière profession) (93 %) > profession actuelle du partenaire (ou dernière profession) (7 %)	Profession actuelle du répondant (ou dernière profession) (88 %) > profession actuelle du chef de ménage (ou dernière profession) (12 %)	Profession actuelle du répondant (ou dernière profession) (72 %) > profession actuelle du chef de ménage (ou dernière profession) (28 %)	Profession actuelle du répondant (ou dernière profession) (100 %)	Profession actuelle du répondant (ou dernière profession) (86 %) > profession actuelle du chef de ménage (ou dernière profession) (14 %)
2002	2006	2007	2001	2002
Profession actuelle du répondant (ou dernière profession) (93 %) > profession actuelle du chef de ménage (ou dernière profession) (7 %)	Profession actuelle du répondant (ou dernière profession) (99 %) > profession actuelle du partenaire (ou dernière profession) (1 %)	Profession actuelle du répondant (59 %) > dernière profession du répondant (35 %) > profession actuelle du partenaire (2 %) > dernière profession du partenaire (1 %) > Profession actuelle du chef de ménage (3 %) > dernière profession du chef de ménage (0 %)	Profession actuelle du répondant (ou dernière profession) (95 %) > profession actuelle du partenaire (ou dernière profession) (5 %)	Profession actuelle du répondant (ou dernière profession) (98 %) > profession actuelle du partenaire (ou dernière profession) (2 %)

Malgré la combinaison de ces différentes informations, il est parfois impossible d'attribuer une position de classe à certains individus. Dans le cas d'étudiants qui n'ont pas exercé jusqu'alors d'activité professionnelle, la détermination d'une position de classe peut s'avérer difficile si aucune information sur le chef de ménage n'est disponible. Pareille situation vaut également pour des personnes en incapacité de travail ou des personnes au foyer qui n'ont pas de partenaire. Pour remédier à ce problème de trajectoires atypiques ou d'exclusion du marché du travail, la situation professionnelle du répondant (en emploi, à la retraite, en études, au chômage, au foyer, etc.) va être intégrée de manière complémentaire dans un certain nombre d'analyses. Cela va permettre de voir si des mécanismes spécifiques sont à l'œuvre au-delà de la position de classe.

CHAPITRE 4 :

LE DÉCLIN DU SECTEUR INDUSTRIEL

ET LA PERTE DE CENTRALITÉ DES OUVRIERS

Ce chapitre a pour objectif de renseigner le lecteur sur l'ampleur du changement social qui touche les sociétés européennes depuis les années 1970 en matière de secteurs économiques et de poids des classes sociales. Il est important de documenter ces transformations, tant elles sont centrales pour notre problématique. Nous allons tout d'abord rendre compte du déclin du secteur industriel en Europe, pour ensuite montrer le changement de la structure des classes. Le déclin du secteur industriel est un phénomène très connu en général, mais ses contours précis restent souvent flous. De plus, même si la désindustrialisation concerne tous les pays en Europe, elle les touche à des degrés différents.

1. L'ÉVOLUTION DES SECTEURS D'EMPLOI EN EUROPE

Le déclin du secteur industriel au profit du tertiaire a constitué l'un des changements économiques les plus importants des dernières décennies. Pour prendre la mesure de ce changement, nous devons tout d'abord dire quelques mots sur l'industrialisation en Europe.

L'industrialisation en Europe

La longue durée du processus d'industrialisation en Europe constitue une caractéristique marquante par rapport aux autres continents (Kaelble, 1997: 8). L'industrialisation a commencé très tôt dans certains pays et continue son expansion après la Seconde Guerre mondiale. Le secteur industriel n'y devient le plus grand secteur d'emploi que dans les années 1950 et 1960 (Kaelble, 2007; Therborn, 1995). Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe est encore marquée par

l'agriculture, même si l'emploi industriel est en augmentation depuis longtemps. Après avoir dépassé le secteur agricole, le secteur industriel atteint son apogée en Europe vers 1970 (Therborn, 1995 : 71), puis est dépassé à son tour par le secteur tertiaire.

Le secteur industriel revêt une dimension toute particulière en Europe, puisque c'est la seule partie du monde à être passée d'une société agricole à une société industrielle au sens d'une domination relative de l'emploi industriel (Kaelble, 2008 ; Therborn, 1995). Ce n'est pas le cas dans les sociétés extra-européennes. Aux États-Unis, par exemple, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, l'industrie et les services se partagent à parts égales l'emploi non agricole, puis dès 1910 le secteur des services devient le secteur le plus important (Therborn, 1995 : 70). Toutefois, il faut noter des exceptions à cette trajectoire européenne typique : en Grèce, en Islande, en Norvège, en Irlande, aux Pays-Bas, en Espagne, le secteur secondaire n'a jamais été le plus grand des trois secteurs (Hradil, 2006 : 186).

Pour les cinq pays de cette recherche, nous pouvons maintenant regarder durant quelle période le secteur industriel y a été le plus important des trois en termes de pourcentage d'emplois. Dans ce but, nous nous basons sur les chiffres de la prépondérance relative du secteur industriel présentés par Therborn (1995 : 69), que nous montrons pour nos cinq pays dans le tableau 4.1. Les cinq pays peuvent être divisés en deux catégories. Nous avons deux «vieux» pays industriels : la Grande-Bretagne, la nation qui a vu naître la révolution industrielle, et la Suisse. Avec la Belgique, ce sont les deux pays qui s'industrialisent le plus tôt en Europe. C'est donc déjà au XIX^e siècle que le secteur industriel dépasse le secteur agricole en termes de part d'emplois : en 1821 en Grande-Bretagne, 1880 en Belgique et 1888 en Suisse. L'Allemagne suit ces pays, avec la domination du secteur industriel sur le secteur agricole en 1907. L'unification tardive de l'Allemagne en 1871 est souvent invoquée pour expliquer ce décalage (Geissler, 2006 : 23 ; Hradil, 2006). L'industrialisation démarre plus tardivement en Allemagne, mais est ensuite extrêmement rapide, comparée à la lente industrialisation de la Suisse (Bartolini, 2000 : 134-135).

Tableau 4.1 : Période industrielle (relative prépondérance de l'emploi industriel sur l'emploi agricole et tertiaire)

GB	CH	DE (RFA)	AT	FR
1821-1959	1888-1970	1907-1975	1951-1966	1954-1959

Source : Therborn (1995 : 69)

À l'opposé des «vieux» pays industriels, la France et l'Autriche connaissent une industrialisation plus tardive. La France constitue en fait un cas particulier, puisque l'industrialisation y démarre tôt, mais va ensuite stagner (Bartolini, 2000 : 135). Le secteur agricole y reste longtemps important. C'est seulement en 1951 en Autriche et en 1954 en France que le secteur industriel dépasse le secteur agricole en termes de pourcentage d'emplois. La «période industrielle» définie dans ce sens y

est tardive et courte: elle s'étend de 1951 à 1966 en Autriche et de 1954 à 1959 en France. Le secteur tertiaire prend donc rapidement le dessus. Cette industrialisation tardive a aussi pour corollaire que le secteur industriel y reste plus faible que dans les «vieux» pays industriels.

À l'inverse, les pays qui se sont industrialisés tôt sont aussi ceux qui ont connu les plus longues «périodes industrielles» (1821-1959 en Grande-Bretagne, 1888-1970 en Suisse, 1907-1975 en Allemagne) et où le secteur industriel est devenu le plus fort. Le déclin du secteur agricole y a été précoce: au début du xx^e siècle, le secteur agricole ne représente plus qu'environ 10 % de l'emploi en Grande-Bretagne, 25 % en Suisse, 35 % en Allemagne, mais encore 40 % en France et 60 % en Autriche (Kaelble, 2007: 10; pour l'Autriche, voir Bartolini, 2000: 133).

La Grande-Bretagne s'est industrialisée très tôt, mais c'est aussi le premier pays à voir le secteur tertiaire prendre le dessus en 1959. C'est le cas en Suisse en 1970 et en Allemagne en 1975. La France (1959) et l'Autriche (1966) font jeu égal avec la Grande-Bretagne, à la différence près que leur secteur industriel n'était jamais si fort. Il ne faut pas oublier que le secteur tertiaire était en augmentation partout depuis longtemps, mais restait toujours derrière le secteur industriel en termes de part d'emplois.

Le déclin du secteur industriel en Europe au tournant des années 1970

La crise des années 1970 met un terme définitif à la domination du secteur industriel en Europe:

«The economic crisis of the 1970s constitutes a watershed in industrial history. The crisis definitely ended the extension of industrialism over the OECD area and opened an era of relative de-industrialization.» (Therborn, 1995: 71)

Cette «relative désindustrialisation» s'est traduite par la fermeture de branches pionnières de l'industrialisation, à commencer dans les années 1950 par les mines de charbon, suivies par l'industrie textile, la construction navale et l'acier en plusieurs vagues, puis l'industrie automobile en Grande-Bretagne dans les années 1970 (Therborn, 1995: 71).

Sur la base des statistiques de l'OCDE, nous montrons dans le tableau 4.2 le recul du secteur industriel entre 1970 et 2008. La Grande-Bretagne a connu le plus important déclin (variation relative de -52 %), suivie par la Suisse (-49 %) et la France (-47 %). L'Allemagne et l'Autriche (-39 % dans les deux cas) se tiennent à distance des autres pays. Ainsi, les deux «vieux» pays industriels, la Grande-Bretagne et la Suisse, sont aussi les deux pays qui connaissent la baisse relativement la plus importante du secteur industriel. L'Allemagne qui s'est industrialisée aussi fortement présente un autre profil: la baisse de l'industrie y est beaucoup plus faible. En termes absolus, l'Allemagne est le pays le plus industriel des cinq en 1970 et le reste en 2008 avec presque 30 % de l'emploi dans ce secteur. En 2008, c'est la Grande-Bretagne (avec 21,3 %) et la France (20,6 %) qui ont la plus faible part d'emplois dans ce secteur.

Tableau 4.2 : Le déclin industriel

	% INDUSTRIE EN 1970	% INDUSTRIE EN 2008	VARIATION RELATIVE 1970-2008
Grande-Bretagne	44.8	21.3	-52.4 %
Suisse	46.2	23.3	-49.5 %
France	39.2	20.6	-47.4 %
Allemagne	49.3	29.9	-39.4 %
Autriche	42.5	26.1	-38.7 %

Source : Statistique de l'OCDE

Nous avons dès maintenant un bon panorama de la situation de l'évolution de l'industrie en Europe. Toutefois, avec les secteurs d'emploi, c'est l'entreprise qui constitue l'unité d'analyse. Si l'on reprend la distinction classique entre « cols blancs » et « cols bleus », les deux catégories de travailleurs seront classées dans le secteur industriel si l'entreprise dans son ensemble transforme des matières premières. À l'inverse, des travailleurs effectuant des tâches de manutention dans une entreprise de transport de marchandises seront classés dans le secteur des services – les transports sont rattachés aux services –, malgré le caractère manuel de leur emploi. Ce procédé ne permet donc pas de prendre en compte des différences importantes au niveau de la profession exercée, des hiérarchies et des lignes de conflit dans l'entreprise et sur le marché du travail. Nous passons donc maintenant à un niveau d'analyse individuel pour saisir le changement en termes de classes sociales.

2. LE CHANGEMENT DE LA STRUCTURE DES CLASSES

Nous analysons le changement de la part des classes sociales dans la population en droit de voter à partir du schéma de Daniel Oesch retenu dans cette recherche. Nous montrons dans le tableau 4.3 la structure des classes dans les années 1970 et les années 2000. Pour les années 1970, nous avons utilisé une enquête post-électorale par pays (pour le détail des données, voir le tableau A.5.1 en annexe) et pour les années 2000 les quatre premières vagues (2002-2008) du sondage social européen (« *European social survey* »)¹². Nos résultats de la répartition des classes dans les années 2000 sont relativement proches de ceux d'autres études (Oesch, 2006 pour la Suisse, l'Allemagne et la Grande-Bretagne; Vester, 2009 pour l'Allemagne; Chauvel, 2006 pour la France avec un schéma des classes quelque peu différent). Nous discutons les changements tout d'abord par rapport à la dimension verticale du schéma, puis par rapport à la dimension horizontale.

¹² Seules trois vagues sont utilisées pour l'Autriche et la France.

Tableau 4.3 : L'évolution du poids des différentes classes sociales entre les années 1970 et les années 2000

	Logique de travail interpersonnelle 19 % → 32 %	Logique de travail technique 37 % → 26 %	Logique de travail organisationnelle 26 % → 29 %	Logique de travail indépendante 17 % → 13 %
Qualification supérieure et intermédiaire	Spécialistes socio-culturels 7 % → 12 %	Spécialistes techniques 4 % → 7 %	Managers et administrateurs 11 % → 14 %	Professions lib. et grands employeurs 3 % → 3 %
Salariés uniquement : 22 % → 33 %	GB: 7 → 11 AT: 5 → 13 DE: 6 → 12 FR: 10 → 13 CH: 6 → 14	GB: 3 → 5 AT: 2 → 6 DE: 6 → 8 FR: 4 → 8 CH: 7 → 8	GB: 9 → 15 AT: 11 → 10 DE: 12 → 14 FR: 12 → 16 CH: 14 → 17	GB: 2 → 3 AT: 1 → 2 DE: 1 → 3 FR: 3 → 2 CH: 5 → 3
Qualification (semi-) profession- nelle, ou sans qualification	Travailleurs des services 12 % → 20 %	Ouvriers de production 33 % → 19 %	Employés de bureau 15 % → 15 %	Petits indépendants 14 % → 10 %
Salariés uniquement : 60 % → 54 %	GB: 14 → 25 AT: 13 → 21 DE: 13 → 16 FR: 12 → 19 CH: 9 → 18	GB: 39 → 18 AT: 36 → 17 DE: 31 → 26 FR: 27 → 20 CH: 32 → 16	GB: 18 → 14 AT: 13 → 21 DE: 18 → 13 FR: 15 → 14 CH: 12 → 12	GB: 7 → 9 AT: 19 → 11 DE: 12 → 9 FR: 18 → 9 CH: 15 → 12

Note: Nombre d'observations: GB 1970 = 1 010; GB années 2000 (4 vagues) = 8 255; AT 1971 = 1 471; AT années 2000 (3 vagues) = 6 092; DE 1972 = 2 074; DE années 2000 (4 vagues) = 10 265; FR 1978 = 4 318; FR années 2000 (3 vagues) = 5 114; CH 1975 = 1 299; CH années 2000 (4 vagues) = 7 333.

Sur le plan vertical tout d'abord, nous pouvons observer que les citoyens des cinq pays étudiés exercent des emplois plus qualifiés dans les années 2000 que dans les années 1970. Les salariés avec des qualifications supérieures et intermédiaires forment dans les années 2000 un tiers de la population, contre environ 20 % dans les années 1970. À l'inverse, les salariés qui disposent de qualifications (semi-)professionnelles ou qui sont non qualifiés ne sont plus que 54 % dans les années 2000 contre 60 % auparavant.

Ce déplacement «vertical» doit être mis en lien avec l'augmentation du niveau de formation en Europe. Quatre évolutions principales peuvent être distinguées (Kaelble, 2007: chap. 13): l'élimination définitive de l'analphabétisme en Europe qui persistait encore en 1950 surtout dans le Sud et l'Est de l'Europe, le développement de l'école maternelle, l'expansion des écoles secondaires, le développement des hautes écoles et universités. L'augmentation du nombre d'étudiants dans la deuxième moitié du xx^e siècle représente une transformation sociale majeure (Kaelble, 2007). Si elle commence déjà à la fin du xix^e siècle, elle ne concernait alors qu'un cercle très restreint de la population (Kaelble, 2007: 391). Selon les chiffres de l'auteur (Kaelble, 2007: 391-392), seuls 4 % des jeunes Européens étudiaient dans une haute école en 1950, puis 8 % en 1960, 14 % en 1970, 22 % en 1980, 30 % en 1990 et 42 % en 1995 (48 % en Europe occidentale). Plusieurs raisons à cette expansion peuvent être évoquées: le boom économique des années 1950 et 1960 qui permet grâce aux revenus croissants des parents et aux bourses étatiques de financer plus facilement les études, la demande croissante de main-d'œuvre très qualifiée dans

l'économie (notamment dans l'administration publique, la science et l'éducation), mais aussi la peur d'un déclin de l'Ouest par rapport à la hausse d'étudiants dans l'Europe communiste, le défi posé par les États-Unis qui ont toujours un nombre plus élevé d'étudiants, le débat sur l'égalité des chances (Kaelble, 2007 : 393).

Le poids croissant des salariés avec des formations supérieures n'a toutefois pas provoqué un complet renversement de la structure de classe : les salariés du « bas » du schéma des classes restent numériquement plus importants que ceux du « haut » (54 % contre 33 %). Avec 59 % et 57 % de salariés dans le « bas » du schéma, c'est en Autriche et en Grande-Bretagne que la structure de classe est restée la plus « prolétaire » dans les années 2000, alors que c'est en Suisse qu'elle l'est le moins (46 %). La France (53 %) et l'Allemagne (55 %) se situent à un niveau intermédiaire. Dans une étude comparée portant sur quatre pays, Oesch (2006 : 86-87) avait déjà observé à partir de données pour 1999 que la Suisse avait la distribution de classe la plus avantageuse sur le plan hiérarchique, alors que la Grande-Bretagne gardait une structure de classe davantage « prolétaire ».

Le fait que la Suisse soit le seul pays où les classes populaires (travailleurs des services, ouvriers de production et employés de bureau) n'atteignent pas une majorité absolue de l'électorat n'est pas le produit du hasard. C'est le résultat de l'exclusion de la citoyenneté politique de larges segments de la classe ouvrière. À la fin des années 1990, un quart des ouvriers qualifiés et 40 % des ouvriers non qualifiés sont des étrangers et ne possèdent pas le droit de vote au niveau national en Suisse (Oesch, 2006 : 182). Dans tous les pays, une distorsion de classe dans la composition de l'électorat peut être identifiée, puisque les travailleurs étrangers ne disposant pas de la citoyenneté se concentrent en général dans le bas de la hiérarchie des classes (Oesch, 2006 : 180-182). Cela est nettement amplifié en Suisse en raison du fort pourcentage de la population étrangère, – il s'élève à 21,7 % en 2009¹³ (OCDE, 2011 : 41) –, qui est aussi en partie le résultat de conditions restrictives posées à la naturalisation. Le développement économique de la Suisse a reposé relativement tôt sur l'apport d'une main-d'œuvre étrangère. Dès la fin du XIX^e siècle, la construction des grands axes ferroviaires transalpins suisses (tunnel du Saint-Gothard, 1872-1881 ; tunnel du Simplon, 1898-1906) est largement le fait d'ouvriers étrangers, italiens surtout¹⁴. En 1910, la proportion d'étrangers dans la population suisse se monte à presque 15 %, le taux le plus élevé d'Europe à l'exception du Luxembourg (Arlettaz et Arlettaz, 2004 : 22). La présence d'une main-d'œuvre étrangère ne disposant pas de la citoyenneté politique apparaît donc comme

¹³ La proportion est de 10,7 % en Autriche, 8,2 % en Allemagne, 7,1 % en Grande-Bretagne et 6 % en France (pour la France, il s'agit de la proportion pour l'année 2007).

¹⁴ Dans le contexte du canton du Valais avec le tunnel du Simplon, Reynard (2013) montre bien les enjeux de la présence d'une main-d'œuvre étrangère pour l'organisation du mouvement ouvrier. Les grèves qui éclatent dans le cadre du percement du tunnel du Simplon, où les ouvriers italiens sont fortement majoritaires, vont favoriser le développement d'une prise de conscience syndicale et socialiste chez un certain nombre d'ouvriers valaisans. Toutefois, elles se heurtent aussi à l'hostilité d'une grande partie de la population, d'autant plus que les élites politiques valaisannes n'hésitent pas à brandir la menace d'agitateurs extérieurs venant troubler la situation paisible du canton (sur la récurrence du lien effectué entre contestation sociale et « éléments étrangers », voir Heimberg, 1997).

une constante de la Suisse moderne. Dans les années 1970 et 1980, le concept de « sous-stratification » (*Unterschichtung*) a été souvent utilisé pour décrire la formation par les travailleurs immigrés, saisonniers notamment, d'une nouvelle strate sociale en dessous de la hiérarchie sociale existante (Hoffmann-Nowotny, 1973 ; Castelnovo-Frigessi, 1978)¹⁵. Plus généralement, la présence importante d'immigrés dans le bas de l'échelle sociale a été décrite comme l'un des traits marquants de la structure sociale suisse (Levy *et al.*, 1997 : 547-549 ; Levy, 2009). Revenons maintenant à la discussion sur l'évolution de la structure de classe européenne.

Sur le plan horizontal ensuite, nous pouvons constater que la logique de travail indépendante perd du poids par rapport aux logiques de travail salarié. Cela reflète la tendance lourde au développement du salariat sur tout le xx^e siècle. Ce sont surtout les petits indépendants qui perdent en importance, alors que le poids des professions libérales et des grands employeurs reste stable, mais à un bas niveau (3 %). C'est la logique de travail interpersonnelle qui connaît l'augmentation la plus importante de 19 % à 32 %. Cette augmentation se fait autant dans les professions les plus qualifiées que dans celles les moins qualifiées. La logique de travail organisationnelle ne progresse que peu dans le temps. En revanche, la logique de travail technique perd du terrain. Cela s'explique avant tout par le net recul des ouvriers de production, alors que les spécialistes techniques continuent de croître.

Les spécialistes socio-culturels et les travailleurs des services – classes de la logique de travail interpersonnelle – sont donc les grands gagnants en terme numérique du déclin des ouvriers de production et des petits indépendants. Nous allons nous arrêter maintenant plus en détail sur les ouvriers de production.

La perte de centralité des ouvriers de production

Les ouvriers de production perdent la place de premier plan qui était la leur dans la structure de l'emploi. Dans les années 1970, un tiers de la population fait partie de ce groupe, contre moins d'un cinquième dans les années 2000. Cela correspond à une baisse de plus de 40 % de sa force. Avec un tiers de la population dans les années 1970, c'est non seulement la classe la plus importante, mais elle devance aussi de loin toutes les autres. Elle est presque trois fois plus grande que celle des travailleurs des services, deux fois plus grande que celle des petits indépendants, ou encore trois fois plus grande que celle des managers. Ces rapports montrent bien son importance centrale dans la structure des classes.

Dans les années 2000, malgré le fait qu'elle ait subi la baisse la plus forte – plus de 40 % pour les ouvriers contre 29 % pour les petits indépendants –, elle est encore la deuxième classe la plus importante (19 %), juste derrière les travailleurs des services (20 %). Mais il en est fini de sa domination numérique. Elle ne devance plus que légèrement les employés de bureau (15 %), les managers (14 %) et les spécialistes

¹⁵ Pour Ganguillet et Kriesi (1983), l'effet d'ascension sociale pour les ouvriers nationaux qui s'en est suivi a contribué dans les années 1960 à la « *dépolarisation des conflits sociaux* » en Suisse.

socio-culturels (12 %). Il y a donc dans le temps une égalisation du poids des différentes classes. Aucune autre classe n'a repris le rôle de premier plan exercé par les ouvriers de production dans les années 1970.

En ce qui concerne les pays pris individuellement, le déclin numérique de la classe des ouvriers de production y est le plus fort en Grande-Bretagne (-54 %), en Autriche (-53 %) et en Suisse (-50 %). En France, le déclin y est plus modéré (-26 %), mais c'est en Allemagne qu'il y est le plus faible (-16 %). La hiérarchie des pays que nous avons mise en évidence pour le déclin du secteur industriel dans le tableau 4.2 de la section précédente se retrouve ici. Seule l'Autriche ne se conforme pas à ce schéma, puisqu'elle rejoint le peloton de tête du recul des ouvriers, mais pas celui du secteur industriel.

Si l'on conçoit maintenant la classe ouvrière de manière large en réunissant les travailleurs des services et les ouvriers de production, son déclin a été faible. Comprise dans ce sens, elle regroupe 45 % de la population dans les années 1970 contre 39 % dans les années 2000. La baisse de la classe ouvrière n'atteint donc que 13 % contre plus de 40 % auparavant. Le déclin numérique des ouvriers de production est donc compensé en bonne partie par la progression des travailleurs des services. La classe ouvrière au sens large se tertiarise.

Un aperçu des professions les plus courantes dans les différentes classes

Avant de passer aux analyses sur le vote dans le chapitre 5, nous regardons finalement quelles professions sont importantes dans ces classes et si un changement se dessine au fil du temps. Cela va permettre d'illustrer quelque peu l'opérationnalisation du schéma des classes en montrant les professions qui forment l'ossature des différentes classes. Dans ce but, nous avons analysé pour les années 1970 et les années 2000 les trois professions qui sont les plus souvent exercées dans chaque classe. Une courte synthèse pour l'ensemble des pays est présentée ici. Les noms des professions mentionnés ici s'entendent autant au masculin qu'au féminin.

Spécialistes socio-culturels

Les professions les plus souvent exercées dans cette classe n'évoluent que peu avec le temps et il y a une forte homogénéité entre pays. Les trois mêmes professions reviennent dans tous les pays : les enseignants primaires, secondaires et les infirmiers. Elles forment à elles seules environ la moitié des professions de cette classe, que ce soit dans les années 1970 ou les années 2000.

Travailleurs des services

La profession la plus souvent exercée que ce soit dans les années 1970 ou les années 2000 est celle des vendeurs en magasin. Viennent ensuite dans les années 1970 les femmes/hommes de ménage, les nettoyeurs et les employés de maison. Ces professions forment à elles seules 60 % de la classe. Dans les années 2000, les employés de maison n'apparaissent plus parmi les trois professions

les plus courantes, mais celle des nettoyeurs reste importante. Les aides-soignants et assistants médicaux font leur apparition dans le trio de tête des professions. Cette évolution reflète le développement du système de santé et la prise en charge externe croissante des personnes âgées.

Spécialistes techniques

Les professions sont particulièrement variées, que ce soit dans les années 1970 ou les années 2000. Ce sont essentiellement des ingénieurs et techniciens dont les spécialisations diffèrent entre les pays. Le grand changement qui se dessine est l'apparition des professions liées à l'informatique dans les années 2000.

Ouvriers de production

Il faut surtout souligner la forte diversité entre pays des professions de ce groupe. Les trois premières professions représentent d'ailleurs en moyenne seulement un quart de toute la classe dans les années 1970, et un cinquième dans les années 2000. Cela correspond au plus petit pourcentage de toutes les classes. On retrouve de manière récurrente dans plusieurs pays les professions de mécaniciens et de manœuvres de l'industrie.

Managers

Dans les années 1970, on retrouve dans plusieurs pays les agents de l'administration publique, les cadres et les agents de maîtrise¹⁶ dans cette classe. Dans les années 2000, ce sont surtout des professions intermédiaires de la vente et de la finance qui dominent.

Employés de bureau

C'est une catégorie très homogène. Dans tous les pays, les trois professions les plus courantes forment entre deux tiers et trois quarts du groupe dans les années 1970, et 60 % du groupe dans les années 2000. Aux deux périodes, on retrouve principalement les employés de bureau et les secrétaires (sténographes, dactylographes et télétypistes dans les années 1970) et aussi les employés de comptabilité et les employés de banque.

Professions libérales et grands employeurs

Un changement se dessine dans le temps. Les grands employeurs perdent en importance au sein de ce groupe. Dans les années 2000, ils ne forment plus qu'entre 10 % et 20 %, alors qu'ils composaient entre un bon tiers et la moitié de cette classe dans les années 1970. Les professions libérales ont donc vu leur poids relatif

¹⁶ Dans la classification ISCO-68, les agents de maîtrise sont classés dans une catégorie propre quand ils exercent un travail différent des ouvriers sous leurs ordres. Les fonctions de coordination et de gestion définissent leurs activités dans ISCO-68. La logique de travail organisationnelle prime ainsi sur la logique de travail technique. C'est pour cette raison qu'ils ont été classés parmi les managers.

augmenter. Dans les trois professions les plus fréquentes, on retrouve donc davantage les professions libérales (médecins, avocats, pharmaciens) dans les années 2000 par rapport aux années 1970. Cette diminution de l'importance des grands employeurs est certainement le reflet de la concentration du capital ainsi que de la dissociation croissante entre propriété du capital et direction de l'entreprise.

Petits indépendants

Les professions les plus courantes sont très similaires entre pays. Dans les années 2000, les trois professions les plus souvent exercées ne forment plus qu'en moyenne 28 % de toute la classe, contre presque 50 % dans les années 1970. À cette époque-là, on y retrouve les agriculteurs, les propriétaires-gérants de commerces, d'hôtels, de cafés ou de restaurants. Dans les années 2000, les agriculteurs restent la profession la plus exercée seulement en Autriche et en Suisse. Les patrons de petites entreprises dans le commerce, dans la restauration ou la construction figurent toujours parmi les professions les plus souvent exercées.

CHAPITRE 5 :

L'ÉVOLUTION DE L'ALIGNEMENT ENTRE OUVRIERS ET PARTIS SOCIALISTES

L'objectif de ce chapitre est d'établir l'évolution de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes ainsi que les différences entre pays dans cette évolution. Ce chapitre ne va donc pas tester des hypothèses, mais présenter l'*explanandum* de la recherche. Dans l'idéal, nous devrions pouvoir décrire pour chaque pays l'évolution de cet alignement sur toutes les élections de la période entre 1970 et 2008. Toutefois, il n'est pas possible de mener à bien une telle entreprise dans chaque pays, étant donné que les informations contenues dans les enquêtes post-électorales ne permettent pas toujours de construire le schéma des classes de Daniel Oesch que nous avons retenu. Notre stratégie consiste donc à présenter pour les cinq pays de notre étude le vote ouvrier pour les partis socialistes à deux points éloignés dans le temps, le premier dans les années 1970 et le second dans les années 2000. De manière complémentaire, nous limitons dans un second temps notre analyse à trois pays (Suisse, Autriche et France) pour lesquels nous disposons de données à même de pouvoir couvrir l'ensemble de la période. Cela nous permet d'analyser plus finement les élections décisives dans les changements de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes, tout en rendant nos résultats plus robustes.

Comment mesurer l'évolution de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes ? L'évolution du vote de classe a souvent été étudiée en regardant l'évolution du pourcentage de vote des ouvriers pour les partis socialistes (ou partis de gauche), ou en utilisant l'index d'Alford (1962, 1967) qui calcule la différence entre le pourcentage d'ouvriers manuels votant pour les partis de gauche et le pourcentage des non-ouvriers votant pour ces partis. Cette façon de faire ne permet pas de mesurer réellement l'évolution de l'association entre la classe sociale et le vote, puisque de telles mesures sont sensibles aux changements de la popularité générale des partis et de la structure des classes (Evans, 1999 b: 13). La nécessité de recourir à des mesures *relatives* du vote de classe a donc été soulignée (Evans, 1999 b: 13-14; Heath *et al.*, 1991 : 64-66).

Deux méthodes sont retenues dans ce chapitre. La première consiste à comparer l'évolution du vote des ouvriers par rapport aux classes dont les intérêts sont opposés en utilisant les coefficients d'analyses multivariées (régressions logistiques dans le cas présent). C'est la solution qui a été choisie le plus fréquemment dans la littérature. Elff et Rossteutscher (2011: 110) expriment cette idée dans ces termes: «*The political relevance of social cleavages does not so much hinge on the degree to which specific groups support specific parties but on the degree to which they differ from other groups in that regard.*» Dans le contexte britannique, il est courant de comparer le vote de la classe ouvrière à celui de la classe des services (Heath *et al.*, 1991: 71ss). Nous retiendrons ici comme classes antagonistes la petite bourgeoisie (petits indépendants) et la «bourgeoisie traditionnelle» (professions libérales et grands employeurs).

La seconde solution consiste à analyser la spécificité du vote ouvrier par rapport à la moyenne de l'électorat. Une telle approche a été proposée par Martin (2000: 37) qui met en évidence l'avantage de comparer le vote ouvrier à une catégorie sociologiquement neutre, à savoir la moyenne de l'électorat¹⁷. Cela peut être réalisé avec des analyses statistiques descriptives. Pour cette raison, nous commencerons par utiliser l'approche proposée par Martin. Nous passerons ensuite aux régressions logistiques. Au final, nous combinerons ces deux critères (évolution par rapport aux classes antagonistes et par rapport à la moyenne de l'électorat) pour déterminer dans quels pays le déclin du vote ouvrier pour les partis socialistes a été le plus prononcé.

L'alignement entre ouvriers et partis socialistes constitue le thème principal de ce chapitre. Deux autres éléments vont toutefois retenir notre attention. Premièrement, puisque ce travail porte sur la famille des partis socialistes, ce chapitre aura aussi pour but de réaliser une radiographie de son électorat en termes de classes sociales. Dans cette perspective, le vote socialiste de deux autres groupes sociaux nous intéressera particulièrement: celui du nouveau «prolétariat des services» (travailleurs des services) et celui des classes moyennes salariées, deux groupes en pleine expansion. Le potentiel déclin du vote ouvrier pour les partis socialistes (désalignement) est très étroitement lié au développement de nouvelles alliances entre des classes spécifiques et cette famille de partis (réalignement). La question de la composition de classe de l'électorat socialiste retiendra aussi notre attention. Deuxièmement, nous étudierons également de manière plus large le vote des ouvriers, en prenant en compte le possible réalignement des ouvriers vers la droite radicale, ainsi que leur abstention croissante. Si le lien entre ouvrier et partis socialistes s'affaiblit, nous sommes intéressés à en savoir plus sur les possibles reconfigurations du vote ouvrier. Ces *autres* comportements électoraux (que le vote socialiste) des ouvriers vont être fortement dépendants de l'implantation durable au niveau national d'un nouveau concurrent de la droite radicale. Dans les systèmes de partis qui n'ont pas permis une telle implantation, il est probable que le déclin du vote de classe ouvrier s'exprime surtout par l'augmentation de l'abstention électorale.

¹⁷ Ces deux stratégies d'analyse sont aussi proposées par Pappi (2002: 37).

Le chapitre est structuré de la manière suivante. La première section (5.1) présente le vote ouvrier pour les partis socialistes dans les années 1970 et au début des années 2000. La section 5.2 couvre l'ensemble de la période pour la Suisse, l'Autriche et la France. La troisième section s'interroge sur de possibles réalignements du vote ouvrier en faveur des partis de droite radicale. La dernière section (5.4) traite d'une autre reconfiguration possible du vote ouvrier, à savoir une augmentation de l'abstention.

1. UNE VUE GLOBALE DE L'ÉVOLUTION DE L'ALIGNEMENT ENTRE OUVRIERS ET PARTIS SOCIALISTES : COMPARAISON ENTRE LES ANNÉES 1970 ET LES ANNÉES 2000

Cette section analyse pour les cinq pays le vote ouvrier pour les partis socialistes lors d'une élection dans les années 1970 et d'une élection dans les années 2000. Le tableau A.5.1 en annexe présente les données utilisées. La question principale qui traverse cette section est de savoir si les ouvriers demeurent fidèles au parti socialiste au fil du temps. L'alignement politique entre ouvriers et partis socialistes, typique du clivage de classe, continue-t-il d'être important dans les années 2000 ? Cette section a comme objectif complémentaire de déterminer si de nouveaux alignements politiques se forment entre le parti socialiste et d'autres classes sociales, par exemple avec les classes moyennes salariées.

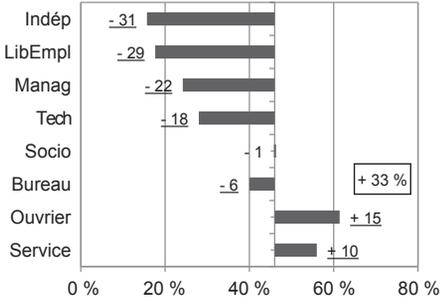
Nous présentons tout d'abord le vote des ouvriers pour le parti socialiste par rapport à la moyenne de l'électorat au moyen de statistiques descriptives. Ensuite, nous décrivons au moyen de régressions logistiques l'évolution du vote ouvrier pour le parti socialiste par rapport à des classes antagonistes. Entre ces deux analyses, une parenthèse sera ouverte pour étudier la composition de classe de l'électorat socialiste afin de mener à terme la radiographie de l'électorat socialiste qui nous occupe de manière complémentaire.

L'évolution du vote ouvrier par rapport à la moyenne de l'électorat

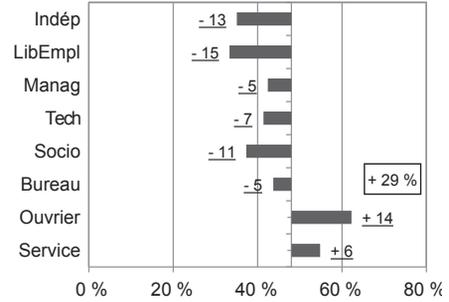
Comment le vote ouvrier pour les partis socialistes a-t-il évolué ? Le graphique 5.1 montre le soutien pour les partis socialistes dans chaque classe lors de deux élections. Le résultat d'ensemble du parti socialiste est représenté avec l'axe vertical. Les barres sur la gauche ou sur la droite indiquent la différence en points de pourcentage du vote de chaque classe par rapport à la moyenne de l'électorat. Quand la différence est soulignée, cela signifie qu'elle est significative par rapport à la moyenne, à un niveau de 0,01 sur la base d'un t-test. Cette façon de procéder permet de déterminer la spécificité du vote ouvrier par rapport à la moyenne de l'électorat. Toutefois, la popularité d'ensemble du parti socialiste varie fortement entre les pays et dans le temps. Afin de tenir compte de ces variations, nous présentons la différence en termes relatifs du vote des ouvriers par rapport à la moyenne de l'électorat (en calculant le *pourcentage* de surreprésentation, et non plus en points de pourcentage). Nous pouvons ainsi comparer entre les différentes élections la surreprésentation du parti socialiste chez les ouvriers.

Graphique 5.1 : Vote pour les partis socialistes selon la classe sociale dans les années 1970 et 2000 en Grande-Bretagne, en Autriche (SPÖ), en Allemagne (SPD), en Suisse (PSS) et en France (PS français et PC), présenté en termes de différence par rapport à la moyenne

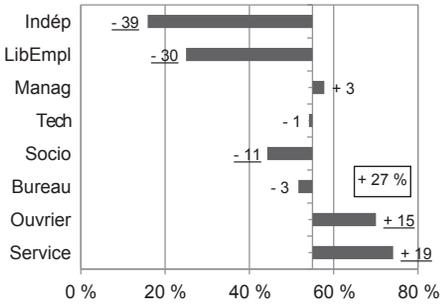
Labour 1970 (moyenne 46 %) N = 682



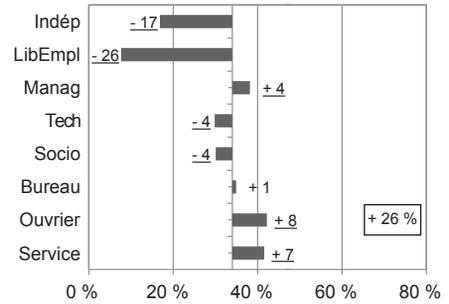
Labour 2001 (moyenne 48 %) N = 1 950



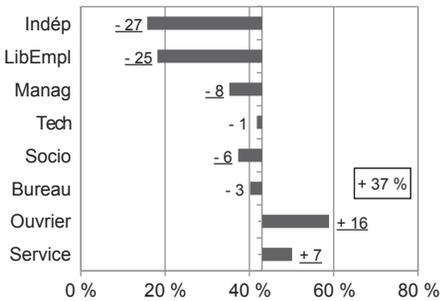
SPÖ 1971 (moyenne 55 %) N = 1 168



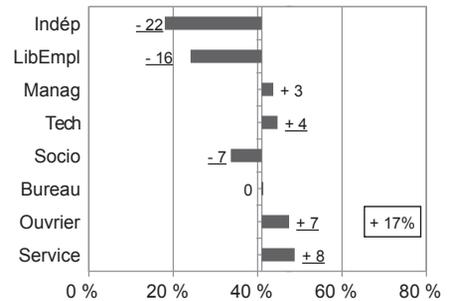
SPÖ 2006 (moyenne 34 %) N = 1 242



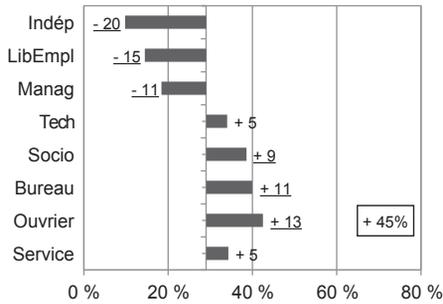
SPD 1972 (moyenne 43 %) N = 1 667



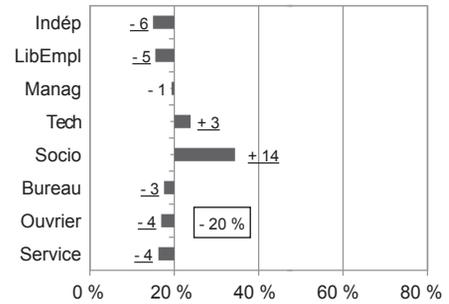
SPD 2002 (moyenne 41 %) N = 1 679



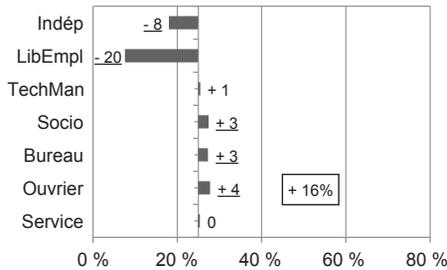
PSS 1975 (moyenne 29 %) N = 585



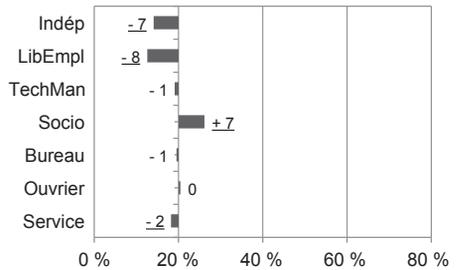
PSS 2007 (moyenne 20 %) N = 2 698



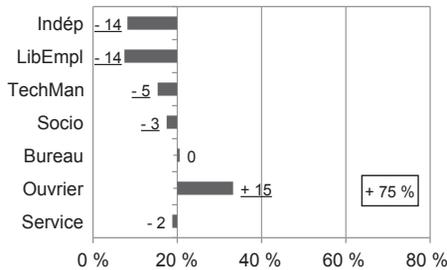
PS français 1978 (moyenne 25 %) N = 3 710



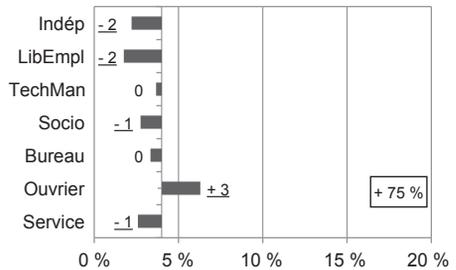
PS français 2002 (moyenne 20 %) N = 3 029



PC 1978 (moyenne 20 %) N = 3 710



PC 2002 (moyenne 4 %) N = 3 029



Données : voir le tableau A.5.1 en annexe. Les données ont été pondérées pour la Suisse en 2007 pour corriger la sous- et surreprésentation cantonale et la taille du ménage; pour l'Allemagne 2002 pour corriger la surreprésentation de l'ex-Allemagne de l'Est; pour l'Autriche 2006 pour corriger la taille du ménage.

Légende pour les classes : Indép : Petits indépendants ; LibEmpl : Professions libérales et grands employeurs ; Manag : Managers ; Tech : Spécialistes techniques (France : TechMan : Spécialistes techniques et managers) ; Socio : Spécialistes socio-culturels ; Bureau : Employés de bureau ; Ouvrier : Ouvriers de production ; Service : Travailleurs des services.

Une spécificité du vote ouvrier pour les partis socialistes dans les années 1970

Dans tous les pays, les ouvriers de production votent plus que la moyenne de l'électorat pour les partis socialistes. C'est en Suisse que la différence par rapport à la moyenne atteint en termes relatifs le plus haut niveau (+45 %), suivie par l'Allemagne (+37 %) et la Grande-Bretagne (+33 %). C'est aussi dans ces trois pays que les ouvriers de production forment la classe qui soutient le plus cette famille de partis. En Autriche, les travailleurs des services devançant légèrement les ouvriers de production dans leur appui au parti social-démocrate autrichien (SPÖ). Il ne s'agit pas d'une particularité autrichienne : les travailleurs des services votent aussi plus que la moyenne pour le parti travailliste (Labour) et le parti social-démocrate allemand (SPD), et pour le parti socialiste suisse (PSS) de manière non significative. Cela signifie que dans les années 1970 déjà, les partis socialistes ne sont pas des partis représentant uniquement la classe ouvrière industrielle. La catégorie des travailleurs des services est essentiellement féminine. Selon nos données, elle compte entre 70 % et 90 % de femmes, alors que celle des ouvriers de production entre 60 % et 70 % d'hommes.

Si l'on prend en compte à la fois les ouvriers de production et les travailleurs des services, on peut dire que dans les années 1970, sur les cinq pays, le Labour, le SPD et le SPÖ correspondent le plus à un parti de la classe ouvrière avec un vote supérieur à la moyenne de ces deux classes uniquement. Ce n'est pas le cas en Suisse : non seulement les deux catégories des ouvriers de production et de service votent davantage que la moyenne pour le parti socialiste dans les années 1970, mais c'est aussi le cas des catégories de la classe moyenne salariée (spécialistes techniques avec une différence de +5 et socio-culturels +9), ainsi que des employés de bureau (+11). Le PSS récolte donc dès 1975 un soutien plus diversifié selon la classe sociale que dans les autres pays. Toutefois, même en Allemagne et en Autriche, il faut noter que plusieurs classes présentent un niveau de soutien moyen pour les partis socialistes, comme les employés de bureau, les spécialistes techniques dans les deux pays ainsi que les managers en Autriche. Il ne s'agit donc pas d'une situation complètement polarisée entre l'électorat de la classe ouvrière et l'électorat de la classe moyenne salariée. La situation est davantage polarisée en Grande-Bretagne, où les managers, les techniciens et aussi les employés de bureau sont nettement opposés à ce parti. Dans les cinq pays, on observe en revanche une nette polarisation entre la classe ouvrière et les possédants : les petits indépendants et les professions libérales/grands employeurs votent très clairement moins que la moyenne pour les partis socialistes. On retrouve ici l'expression du clivage de classe traditionnel.

En France, le PS dans les années 1970 est à bien des égards différent des autres partis socialistes. Il présente un profil fortement interclassiste. Tout d'abord, c'est en France que le parti socialiste est le plus faiblement surreprésenté chez les ouvriers (+16 %), alors que dans les autres pays un minimum de 25 % de surreprésentation est atteint. Comme en Suisse, un soutien plus fort que la moyenne ne se retrouve pas seulement dans le prolétariat : les spécialistes socio-culturels ainsi que les employés

de bureau votent davantage que la moyenne pour le parti socialiste. Toutefois, la différence importante à noter avec la Suisse est que les classes en général ne se distinguent que peu de la moyenne de l'électorat dans leur vote socialiste en France. En Suisse, le soutien ou l'aversion des différentes classes pour le parti socialiste est beaucoup plus net. C'est en Suisse que les ouvriers se distinguent le plus de la moyenne en termes relatifs, et c'est en France qu'ils s'en distinguent le moins. L'électorat du parti socialiste français est donc clairement interclassiste. Seuls les petits indépendants et les professions libérales/grands employeurs votent clairement moins que la moyenne pour ce parti.

Cette configuration interclassiste n'est pas particulièrement surprenante. Elle a souvent été discutée dans la littérature. La compétition avec le parti communiste joue certainement un rôle important – un facteur sur lequel nous reviendrons. Mais historiquement, cette caractéristique interclassiste date d'avant la scission du congrès de Tours de 1920. Elle s'explique par la configuration de compétition entre syndicats et partis qui caractérisait la structure du mouvement ouvrier à ses débuts, contrairement à une complémentarité dans le modèle social-démocrate d'organisation (Rey, 2004 : 20). Au début du xx^e siècle, la Confédération générale du travail (CGT), dominée par des membres anarcho-syndicalistes hostiles aux élections¹⁸, refuse toute forme de coopération ou de subordination à la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) lors de la création de celle-ci en 1905 (Lefebvre et Sawicki, 2006 : 43). L'absence de liens organiques avec les syndicats et l'interclassisme du parti dès les origines sont des traits typiques du modèle socialiste dans un sens strict (Bergounioux et Manin, 1989 : 15), par contraste avec les modèles d'organisation social-démocrate et travailliste. Le modèle socialiste se trouve essentiellement en France et dans le sud de l'Europe.

Des développements contrastés dans les années 2000

Dans les années 2000, la spécificité du vote ouvrier pour les partis socialistes perdure dans trois pays sur cinq, mais elle est parfois moins prononcée que par le passé. En Grande-Bretagne, le parti travailliste est surreprésenté chez les ouvriers de production dans des proportions à peu près similaires à 1970 (+33 % en 1970 et +29 % en 2001). C'est aussi le cas en Autriche (+27 % en 1971 et +26 % en 2006). Malgré la forte baisse de popularité d'ensemble du parti social-démocrate autrichien, les ouvriers continuent de se différencier de la moyenne de l'électorat de manière semblable à 1971. En Allemagne, les électeurs sociaux-démocrates sont moins clairement surreprésentés chez les ouvriers en 2002 (+17 %) qu'ils ne l'étaient en 1972 (+37 %). Mais c'est en Suisse que le changement est le plus marqué. La configuration en 2007 est complètement inversée par rapport à 1975. Les ouvriers de production votent maintenant moins que la moyenne pour le parti socialiste (-20 %), alors qu'en 1975, c'est dans ce pays qu'ils présentaient le plus haut niveau de spécificité du vote socialiste. En France, la spécificité du vote ouvrier était déjà faible en

¹⁸ Après la Seconde Guerre mondiale, la CGT sera fortement liée au parti communiste.

1978. Cela n'a pas changé avec le temps, puisqu'en 2002 les ouvriers ne votent pas davantage que la moyenne pour le parti socialiste français.

En ce qui concerne les travailleurs des services, leur spécificité de voter socialiste persiste en Grande-Bretagne, en Autriche et en Allemagne. En Grande-Bretagne et en Autriche, la baisse a été toutefois un peu plus prononcée que pour les ouvriers de production. En Allemagne, c'est le contraire qui se produit, étant donné que le parti social-démocrate a amélioré son soutien relatif dans cette classe. En Suisse, le mouvement que l'on a constaté pour les ouvriers de production se retrouve pour les travailleurs des services. Pareil constat peut aussi être fait pour les employés de bureau. Les trois catégories les plus populaires votent en 2007 moins que la moyenne pour le parti socialiste suisse. En France, pareil recul s'observe pour les travailleurs des services.

La fin de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes bouleverse la hiérarchie du vote socialiste en Suisse. Alors qu'en 1975, les ouvriers de production étaient la classe qui soutenait le plus le parti socialiste, cette position est occupée en 2007 par les spécialistes socio-culturels. Ils sont désormais, avec les spécialistes techniques, les seuls à voter plus que la moyenne pour le parti socialiste. La surreprésentation du parti socialiste chez cette catégorie de la classe moyenne salariée n'est pas nouvelle – les spécialistes socio-culturels votaient déjà plus pour le parti socialiste que la moyenne en 1975 –, mais elle a encore progressé avec le temps (de +31 % en 1975 à +70 % en 2007). Une transformation importante est donc à l'œuvre pour la Suisse d'un parti à dominance ouvrière dans les années 1970 à un parti de la classe moyenne salariée dans les années 2000 (pour la période récente, voir les résultats de Sciarini, 2010 et Oesch et Rennwald, 2010 b).

En France, la hiérarchie du vote socialiste n'est pas bouleversée de la même manière, car les spécialistes socio-culturels talonnaient déjà plus clairement les ouvriers dans leur vote socialiste en 1978, ouvriers qui n'étaient d'ailleurs que faiblement distincts de la moyenne. Toutefois, comme en Suisse, la surreprésentation du parti socialiste chez les spécialistes socio-culturels a progressé. De ce fait, le parti socialiste français tend à perdre son caractère interclassiste pour devenir un parti d'un segment spécifique de la classe moyenne salariée.

En Suisse et en France, le parti socialiste est davantage surreprésenté chez les spécialistes socio-culturels dans les années 2000 que dans les années 1970. Un tel mouvement ne peut par contre pas être observé dans les autres pays. En Grande-Bretagne, en Autriche et en Allemagne, les spécialistes socio-culturels votent moins que la moyenne pour les partis socialistes dans les années 1970, et cela continue d'être le cas dans les années 2000. Le constat ne change pas si l'on raisonne en termes relatifs. C'est seulement en Autriche que la sous-représentation devient légèrement moins prononcée au fil du temps.

Finalement, pour la France, ne pas parler du parti communiste signifierait laisser de côté des résultats importants. Seuls les ouvriers de production votent plus que la moyenne pour le parti communiste en 1978, ce qui permet de caractériser ce parti comme un parti de la classe ouvrière. Le parti communiste ne reçoit pas de soutien

spécifique des travailleurs des services, contrairement au Labour, au SPÖ et au SPD dans les années 1970. En 2002, le parti communiste continue d'être surreprésenté uniquement chez les ouvriers, alors que son résultat électoral a été divisé par cinq¹⁹. Le parti n'a pas réussi à rallier des voix parmi les classes moyennes ou les travailleurs des services.

La composition de classe de l'électorat socialiste

Une classe sociale peut voter nettement plus que la moyenne pour un parti, mais ne pas fournir une contribution importante au résultat électoral de celui-ci si elle ne représente qu'une faible part de l'électorat. Avant de passer à l'analyse multivariée, nous faisons ainsi un détour par la composition de classe de l'électorat socialiste. Cela permet d'ajouter un élément important pour la radiographie de cet électorat qui nous occupe de manière complémentaire dans ce chapitre. Nous cherchons ainsi à évaluer dans quelle mesure les partis socialistes restent davantage ouvriers que l'ensemble de l'électorat.

En outre, cette analyse sur la composition est intéressante par rapport à notre problématique en raison de la baisse du poids de la classe ouvrière industrielle dans le temps. Dans la revue de la littérature, nous avons mentionné la différence qui est parfois faite entre désalignement « structurel » et « comportemental ». Nous avons alors précisé qu'à notre sens un clivage n'est pas dépendant de la taille des groupes. Même un conflit entre groupes sociaux plus petits pourrait devenir plus intense. Toutefois, dans une analyse portant spécifiquement sur l'évolution de la composition de classe d'un électorat, il nous semble utile de réutiliser une telle distinction entre changement « structurel » et « comportemental ». Dans ce sens, nous analysons si le déclin des ouvriers dans l'électorat socialiste a suivi (changement « structurel ») ou est allé plus vite (« changement comportemental ») que dans l'ensemble de l'électorat.

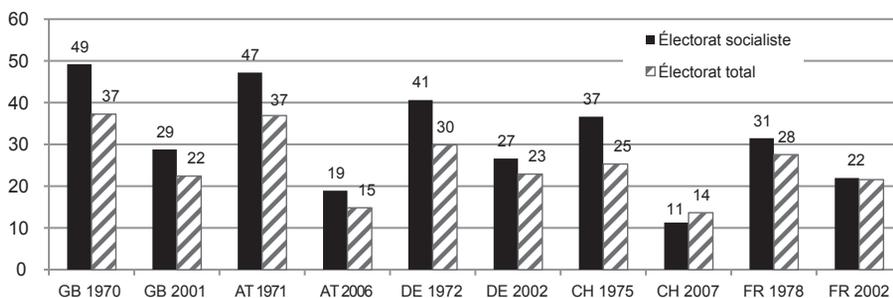
Le graphique 5.2 compare la part des ouvriers de production dans l'électorat socialiste avec leur part dans l'ensemble de l'électorat²⁰ dans les années 1970 et les années 2000. Les résultats se lisent cette fois dans une perspective compositionnelle : dans l'électorat socialiste ou dans l'électorat total (100 %), on trouve x % d'ouvriers.

Dans les années 1970, l'électorat socialiste est composé entre 31 % et 49 % d'ouvriers de production, alors qu'ils ne représentent que 25 % à 37 % des électeurs. La contribution des ouvriers au score socialiste est la plus forte en Grande-Bretagne avec 49 % des voix, suivie de l'Autriche avec 47 % des voix et la plus faible en France avec 28 % des voix, ce qui confirme les résultats précédents du profil interclassiste du PS en France.

¹⁹ Comme le score électoral du parti communiste est très faible en 2002, le pourcentage de surreprésentation du parti communiste chez les ouvriers (+75 %) indiqué dans le graphique 5.1 ne fait pas grand sens sur le plan statistique. Cela ne change toutefois rien au fait que c'est seulement auprès des ouvriers de production que le parti communiste obtient un soutien plus élevé que la moyenne.

²⁰ Quand on parle de l'électorat dans ces analyses, il s'agit uniquement des personnes qui ont pris part aux élections. Les scores sont donc différents de ceux du chapitre 4 (tableau 4.3) qui montrent la part des classes dans la population en droit de voter.

Graphique 5.2 : Part des ouvriers de production (%) dans l'électorat socialiste en comparaison avec leur part dans l'électorat dans les années 1970 et 2000 en Grande-Bretagne, en Autriche, en Allemagne, en Suisse et en France



Note : Voir le graphique 5.1 pour le nombre de cas.

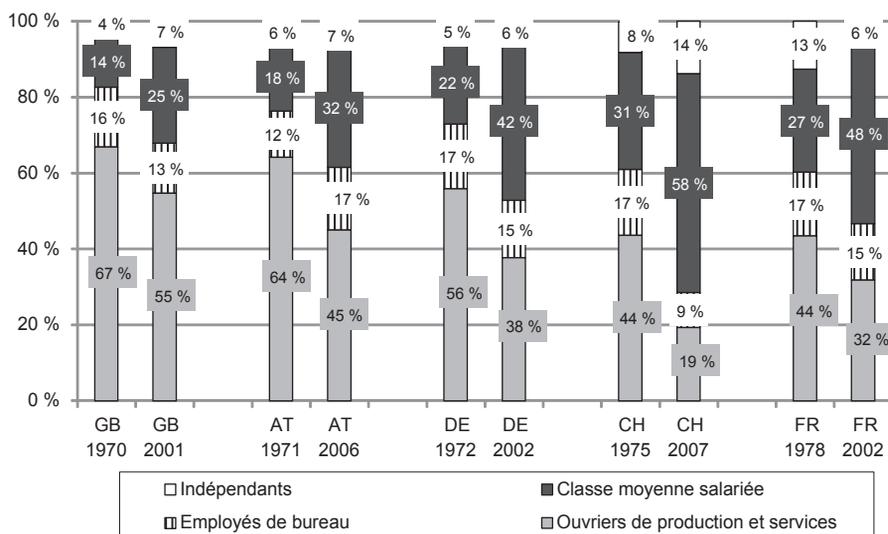
Dans les années 2000, la contribution des ouvriers de production est nettement plus faible que dans les années 1970 et varie entre 11 % pour la Suisse et 29 % pour la Grande-Bretagne. Cependant, dans tous les pays à l'exception de la Suisse, la part des ouvriers de production au sein de l'électorat socialiste est toujours plus forte que dans l'électorat total. Est-ce que le plus faible apport de voix des ouvriers de production au parti socialiste peut être expliqué par un changement structurel ? Cela serait le cas si la diminution des ouvriers dans l'électorat socialiste était similaire à leur diminution dans l'ensemble de l'électorat. Le plus faible apport de voix des ouvriers de production serait dû dans ce cas à la baisse structurelle des ouvriers de production dans l'ensemble de l'électorat à cause de la tertiarisation de l'économie.

En Grande-Bretagne et en Autriche, l'hypothèse du changement structurel est confirmée. La part des ouvriers de production dans l'ensemble de l'électorat a été divisée par 1,7 en Grande-Bretagne et 2,5 en Autriche et ce rapport est le même pour les ouvriers dans l'électorat socialiste. En Allemagne, en Suisse et en France, la diminution des ouvriers de production dans l'électorat socialiste est plus forte que dans l'électorat total. Il y a donc dans ces trois pays non seulement un changement structurel mais aussi comportemental. Certes les différences sont faibles pour l'Allemagne (1,3 dans l'électorat total contre 1,5 dans l'électorat socialiste) et la France (1,3 contre 1,4). En Suisse en revanche, la part des ouvriers a presque été divisée par deux dans l'électorat total, mais par trois dans l'électorat socialiste.

Dans tous les cas, l'électorat socialiste est plus faiblement composé d'ouvriers de production dans les années 2000 que dans les années 1970. Pourtant, ces partis n'ont pas disparu du paysage politique. Quelles classes compensent donc dans les années 2000 cette diminution structurelle ou comportementale de l'électorat traditionnel ? Pour répondre à cette question, nous avons regroupé quatre catégories : l'électorat ouvrier au sens large (ouvriers de production et de service qui présentent les deux de forts taux de soutien aux partis socialistes), la nouvelle classe moyenne salariée (spécialistes socio-culturels et techniques, managers), les indépendants au sens large (petits indépendants, professions libérales et grands employeurs). Les

employés de bureau ont été laissés seuls dans une quatrième catégorie. Malgré leur proximité structurelle avec les ouvriers de production et de service, nous avons vu auparavant qu'ils ne présentent pas de sympathies particulières pour les partis socialistes. L'opposition traditionnelle entre « cols blancs » et « cols bleus » n'est certainement pas étrangère à ce phénomène. Concernant la classe moyenne salariée, malgré les différences en son sein, ce regroupement se justifie par la nécessité d'analyser les tendances lourdes dans le rapport entre la contribution de l'électorat ouvrier et de la nouvelle classe moyenne. Le graphique 5.3 présente ainsi la composition de classe de l'électorat socialiste dans les années 1970 et les années 2000.

Graphique 5.3: Composition de classe de l'électorat socialiste dans les années 1970 et 2000 en Grande-Bretagne, en Autriche, en Allemagne, en France et en Suisse – quatre classes



Note : Voir le graphique 5.1 pour le nombre de cas.

Dans les cinq pays, la contribution de la nouvelle classe moyenne au vote socialiste augmente avec le temps. Dans les années 1970, la classe ouvrière au sens large (ouvriers de production et travailleurs des services) apporte deux tiers des voix socialistes en Grande-Bretagne et en Autriche, plus de la moitié en Allemagne et moins de la moitié en Suisse et en France. Mais dans les années 2000, en Suisse, en France et en Allemagne, la contribution de la nouvelle classe moyenne dépasse celle des ouvriers de production et de service (58 % contre 19 % en Suisse, 48 % contre 32 % en France, 42 % contre 38 % en Allemagne). L'électorat ouvrier apporte toujours la plus grande contribution de voix en Grande-Bretagne et en Autriche avec 55 % et 45 % respectivement.

Ce changement ne s'explique pas de la même manière selon les pays. En comparant la part de la classe moyenne salariée dans l'électorat socialiste à sa part dans

l'électorat total dans les années 2000 (graphique A.5.1 en annexe), on observe pour l'Allemagne et pour l'Autriche qu'elle n'est pas plus importante dans l'électorat socialiste que dans l'électorat total. Dans ces deux pays, cette classe apporte plus de voix aux partis socialistes dans les années 2000, simplement car elle est en augmentation dans l'électorat total. En Grande-Bretagne, la part de la classe moyenne salariée dans l'électorat socialiste (25 %) est même plus faible que dans l'électorat total (31 %). En Suisse et en France, la situation est différente. La part de la classe moyenne salariée dans l'électorat socialiste y est plus élevée que dans l'électorat total (58 % contre 48 % en Suisse, 47 % contre 43 % en France). Dans ces deux pays, la différence est due essentiellement à la forte contribution des spécialistes socio-culturels (selon une analyse complémentaire non montrée dans un graphique).

L'évolution du vote ouvrier par rapport aux classes antagonistes au moyen d'analyses multivariées

Après avoir fait un détour par la composition de classe de l'électorat socialiste, nous revenons maintenant au but principal de cette section, à savoir l'évolution de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes. Nous passons maintenant au deuxième critère d'évaluation. Au moyen d'analyses multivariées, nous comparons l'évolution du vote des ouvriers par rapport aux classes dont les intérêts sont opposés. La classe des petits indépendants est choisie pour contraster l'évolution du vote ouvrier. La comparaison avec les professions libérales et grands employeurs (« bourgeoisie traditionnelle ») serait la meilleure d'un point de vue théorique, mais elle n'apparaît pas pertinente d'un point de vue statistique. En effet, cette classe a des effectifs très petits dans la population – 3 % dans les cinq pays en moyenne – et cet état de fait n'apparaît pas judicieux pour procéder à une comparaison. On a pu voir dans les analyses descriptives que les petits indépendants et la « bourgeoisie traditionnelle » occupaient une position relativement proche. Cela ne devrait donc pas trop affecter nos résultats d'un point de vue substantiel, tout en rendant nos résultats davantage solides. En outre, le choix de la petite bourgeoisie n'est pas dénué de sens, vu que le conservatisme de cette classe a souvent été souligné. En Grande-Bretagne, Heath *et al.* (1991 : 66-67) observent par exemple que cette classe est celle qui supporte le plus le parti conservateur, malgré le fait que son revenu moyen n'est de loin pas le plus élevé de toutes les classes sociales.

L'utilisation d'analyses multivariées présente deux avantages par rapport aux analyses descriptives qui ont été réalisées auparavant. Premièrement, elles permettent de contrôler l'effet d'autres variables. Deuxièmement, elles permettent de systématiser les effets du temps. Grâce à l'utilisation d'une base de données fusionnée pour chaque pays, nous pouvons intégrer les effets du temps avec des termes d'interaction (pour une présentation de cette méthode d'analyse, voir Kam et Franzese, 2007). L'avantage par rapport à des régressions séparées est de pouvoir déterminer si le changement dans le temps est significatif. Les coefficients des termes d'interaction indiquent directement le changement des relations entre la variable dépendante et indépendante entre l'élection des années 1970 et celle des années 2000.

Les deux mêmes élections que précédemment sont donc choisies pour ces analyses et fusionnées pour chaque pays dans une seule base de données. Les mesures sont les mêmes pour tous les pays à une exception près : en France, les spécialistes techniques et managers doivent être réunis dans une seule catégorie. Des régressions logistiques binaires avec comme variable dépendante le vote pour le parti socialiste (oui ou non) sont effectuées pour chaque pays séparément. Comme variables indépendantes, en plus de la classe, nous intégrons dans notre modèle les variables socio-démographiques du genre et de la situation professionnelle (en emploi, en retraite, au chômage, etc.). Il est important de contrôler l'effet de cette dernière variable, car une position de classe est attribuée aussi aux répondants qui ne sont actuellement pas en emploi, sur la base de leur dernière profession ou de celle de leur conjoint (voir l'opérationnalisation dans le chapitre 3)²¹. Le temps (élection des années 2000 par rapport à celle des années 1970) est introduit comme variable *dummy*. Finalement, un terme d'interaction entre le temps et les autres variables indépendantes est introduit. À préciser encore que les ouvriers de production sont retenus comme catégorie de référence dans les analyses. Cela permet de montrer comment la spécificité du vote ouvrier pour les partis socialistes par rapport aux autres classes sociales évolue, tout particulièrement par rapport à la classe antagoniste des petits indépendants comme mentionné plus haut. Les résultats des analyses sont présentés dans le tableau 5.1.

Commençons par discuter le vote socialiste dans les années 1970, comme nous l'avons fait pour les analyses descriptives précédemment. Étant donné qu'un terme d'interaction pour l'effet du temps a été introduit, les coefficients pour la classe dans le haut du tableau indiquent l'effet de la classe sociale sur le vote socialiste lors de l'élection des années 1970. La première observation qu'on peut faire est, qu'à deux exceptions près, les coefficients de toutes les classes présentent un signe négatif dans les cinq pays. Cela signifie que toutes les classes ont moins de chances que les ouvriers de production de voter pour les partis socialistes dans l'élection retenue des années 1970, même si ce n'est pas toujours significatif. Ce résultat est remarquable et confirme que les ouvriers forment le premier soutien des partis socialistes dans les années 1970, après avoir pris en compte des variables de contrôle, ce qui n'était pas le cas dans les analyses descriptives. En prenant maintenant en compte la significativité, ce sont les classes des managers, des professions libérales/grands employeurs et des petits indépendants qui ont significativement moins de chances de voter socialiste que les ouvriers de production dans les années 1970 dans tous les pays. Ces trois classes sont celles qui sont les plus proches du capital, car elles possèdent elles-mêmes le capital, ou le gèrent en tant que salariés comme dans le cas des managers. À l'opposition de ces trois classes, il faut ajouter principalement en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Autriche, l'opposition significative au parti socialiste des employés de bureau et des spécialistes techniques.

²¹ Pour la Grande-Bretagne, l'analyse se base uniquement sur les répondants en emploi. La situation professionnelle n'est donc pas intégrée dans les analyses.

Tableau 5.1 : Vote pour le parti socialiste en Suisse, en Autriche, en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne : comparaison entre les années 1970 et les années 2000

	SUISSE		AUTRICHE		ALLEMAGNE		FRANCE		GRANDE-BRETAGNE		
	Beta	E. S	Beta	E. S	Beta	E. S	Beta	E. S	Beta	E. S	
Sexe											
Hommes (référence)	R		R		R		R		R		
Femmes	.114	.272	0.1	0.169	-.203	.139	-.102	.095	-.177	.191	
Spécialistes socio-culturels	-.215	.364	-1.022	0.285	***	.218	***	-.032	.140	-.544	.331
Travailleurs des services	-.419	.405	0.181	0.228		.172		-.082	.136	-.126	.261
Spécialistes techniques	-.414	.345	-0.635	0.426		.233	***	missing		-1.426	.464
Ouvriers de production (référence)	R		R		R		R		R		
Managers et administrateurs	-1.211	.307	***	0.212	**	.170	***	missing		-1.607	.323
Employés de bureau	-.194	.302	-0.746	0.2	***	.152	***	0.10	.121	-.812	.232
Prof libérales et gds employeurs	-1.420	.516	***	0.681	***	.505	***	-2.050	.465	***	.649
Petits indépendants	-2.062	.408	***	0.221	***	.218	***	-6.59	.127	***	.407
(Spéc. techniques et managers FR)								-.137	.119		
Situation professionnelle											
En emploi (référence)	R		R		R		R		R		
À la retraite	-.721	.366	**	0.548	0.214	***	-.162	.152	-.278	.106	***
Chômage/Incapacité travail	.060	.941	0.05	0.854		.637		.044	.178		
Au foyer	-.471	.332	-0.137	0.179		.150		-.267	.117	**	
En formation	-.809	1.123	-21.372	22997	.854	.509	-.499	.787			
Années 2000											
Années 2000	-1.483	.241	***	-1.125	0.213	***	-.619	.158	***	-.704	.139
											.035
											.168

	SUESE		AUTRICHE		ALLEMAGNE		FRANCE		GRANDE-BRETAGNE				
	Beta	E. S	Beta	E. S	Beta	E. S	Beta	E. S	Beta	E. S			
Femmes*2000	.025	.292	0.077	0.22	.310	.182	*	.064	.139	.067	.218		
Spécialistes socio-culturels*2000	1.142	.407	***	0.368	.208	.288		4.13	.202	**	-.427	.372	
Travailleurs des services*2000	.397	.463		0.309	.221	.269		.000	.226		-.123	.300	
Spécialistes techniques*2000	.893	.400	**	-0.036	.604	.301	**	missing	missing		.569	.522	
Managers*2000	1.419	.353	***	0.308	.793	.232	***	missing	missing		.821	.361	**
Employés de bureau*2000	.305	.370		0.384	.390	.230	*	-.053	.200		.109	.283	
Prof lib. et gds employeurs*2000	1.281	.582	**	0.811	.861	.618		1.241	.608	**	.815	.763	
Petits indépendants*2000	1.921	.457	***	1.195	.618	.325	*	.003	.264		1.017	.451	**
(Spéc. techniques et managers*2000)								-.014	.179				
À la retraite*2000	.528	.385		-0.119	.239	.192		.823	.147	***			
Chômage/Incapacité travail*2000	-.084	.982		-0.203	-.290	.673		-.001	.267				
Au foyer*2000	-.138	.405		-0.111	.132	.285		-.526	.324				
En formation*2000	1.333	1.139		20.542	22997	-.1.248	.588	**	.698	.816			
Constante	-.147	.187		0.762	.470	.110		-.785	.081		.495	.133	
Pseudo R2 (Nagelkerke)	.075		.201		.079		.038			.075			
N	3104		2412		3358		6733			2632			

Note: *** Significatif au niveau 0,01 ; ** Significatif au niveau 0,05 ; * Significatif au niveau 0,1. Les coefficients sont basés sur des régressions logistiques binomiales avec une base de données fusionnée.

Les travailleurs des services sont une classe alliée à celle des ouvriers de production dans tous les pays : leurs chances négatives de voter socialiste (par rapport aux ouvriers) ne sont pas significatives. Additionnellement, en Suisse et en France, les spécialistes socio-culturels, les employés de bureau et aussi les spécialistes techniques en Suisse, présentent une proximité dans le vote socialiste avec les ouvriers de production. Voilà qui ne diffère donc pas des observations que nous avons faites sur la base des analyses descriptives.

Nous avons donc dans les cinq pays dans les années 1970 une opposition fondamentale concernant le vote socialiste entre les managers, les professions libérales/grands employeurs, les petits indépendants d'une part, et les ouvriers de production et de service d'autre part. Les autres classes varient dans cette opposition selon les pays : dans certains cas, elles apportent un soutien aux détenteurs et gérants du capital, dans d'autres aux ouvriers.

Passons maintenant au changement dans la durée. Nous observons spécifiquement l'évolution de l'opposition entre ouvriers et petits indépendants. Les termes d'interaction pour les petits indépendants nous renseignent sur la *différence* dans le temps du fait d'être un petit indépendant (par rapport à un ouvrier) sur le vote socialiste²². Dans tous les pays à l'exception de la France, les termes d'interaction pour les petits indépendants sont positifs et significatifs. Cela signifie que le vote de cette classe par rapport aux ouvriers de production a changé significativement au cours du temps : leur opposition dans le vote socialiste s'est réduite. Des différences entre pays sont à observer quant à l'ampleur de ce changement. Le terme d'interaction est le plus fort en Suisse (1,921), suivi de l'Autriche (1,195) et de la Grande-Bretagne (1,017), puis de l'Allemagne (0,618). Le changement est donc le plus important en Suisse. Cela d'autant plus que les coefficients du vote des petits indépendants dans les années 1970 (indiquées dans le haut du tableau) atteignent un niveau similaire en Suisse, en Allemagne et en Grande-Bretagne.

Comment votent les petits indépendants dans les années 2000 ? En Suisse, si l'on additionne le terme principal pour les petits indépendants (-2,062) et le terme d'interaction pour les petits indépendants (1,921), on parvient à un résultat proche de zéro (-0,141). Cela signifie que les petits indépendants ne se distinguent presque plus des ouvriers dans le vote socialiste lors de l'élection des années 2000. En Autriche, en Allemagne et en Grande-Bretagne, si l'on procède à la même addition, nous obtenons des coefficients entre -1,1 et -1,4 pour l'élection des années 2000. Transformés en rapport de chances, ces coefficients indiquent que les petits indépendants ont encore trois à quatre fois moins de chances que les ouvriers de voter socialiste. L'opposition entre ouvriers et petits indépendants, même si elle s'est significativement réduite, demeure cependant fondamentale pour comprendre le vote socialiste dans les années 2000. En France, une telle opposition entre ouvriers et petits indépendants ne s'est pas réduite, mais elle est déjà la plus

²² Cela ne nous dit encore rien sur l'effet (positif ou négatif) d'être un petit indépendant (par rapport à un ouvrier) sur le vote socialiste dans les années 2000. Pour traiter ce point, il faut additionner le terme principal et le terme d'interaction, ce que nous faisons dans le paragraphe suivant (Macdonald, 2011).

faible de tous les pays dans les années 1970. Dans ce pays, les petits indépendants ont donc toujours environ deux fois moins de chances de voter socialiste dans les années 2000.

Comme pour le calcul par rapport à la moyenne de l'électorat, c'est donc en Suisse que le changement a été le plus fort. Pour l'Autriche et la Grande-Bretagne, nous avons observé auparavant que la spécificité du vote des ouvriers de production restait stable dans le temps. Calculé par rapport à la classe antagoniste des petits indépendants, l'alignement entre ouvriers et partis socialistes a cette fois-ci décliné dans ces deux pays. Le vote de classe perd donc de sa force avant tout parce que les petits indépendants se rapprochent du parti socialiste, et non parce que les ouvriers s'en éloignent.

Qu'en est-il pour les autres classes sociales? En Suisse et en France, il y a eu aussi un changement significatif au cours du temps pour les spécialistes socio-culturels. Cela confirme les résultats des analyses descriptives. Dans les années 1970, cette classe présentait encore moins de chances de voter socialiste que les ouvriers de production; dans les années 2000, ses chances de voter socialiste sont plus élevées que celles des ouvriers de production (si l'on additionne le terme principal et le terme d'interaction). Cette classe est donc la nouvelle figure de proue des partis socialistes dans ces deux pays. En Autriche, en Allemagne et en Grande-Bretagne, le rôle de premier plan des ouvriers de production reste. En additionnant les termes principaux et les termes d'interaction, on observe que les autres classes ont toujours moins de chances par rapport aux ouvriers de voter socialiste dans les années 2000. Mais l'opposition avec les ouvriers de production n'en est pas restée stable pour autant. Tout comme pour les petits indépendants, nous pouvons observer que l'opposition entre managers et ouvriers dans le vote socialiste s'est réduite significativement en Allemagne et en Grande-Bretagne. Pareil constat peut être tiré pour les spécialistes techniques et employés de bureau en Allemagne. Finalement, il faut aussi relever le changement significatif pour les professions libérales et grands employeurs en Suisse et en France. Comme pour le changement décrit plus en détail relatif aux petits indépendants, les classes qui étaient opposées au parti socialiste dans les années 1970 le sont un peu moins dans les années 2000.

Le bilan est donc contrasté. D'un côté, c'est une image de stabilité qui ressort de ces analyses: l'opposition entre ouvriers et possédants, gérants du capital, reste structurante du vote socialiste. Mais d'un autre côté, c'est une image de changement qui se dégage: cette opposition fondamentale s'est atténuée dans tous les pays. En outre, dans deux pays (Suisse et France), la hiérarchie du vote socialiste entre ouvriers de production et spécialistes socio-culturels s'est inversée au fil des années.

Finalement, nous pouvons dire quelques mots sur les variables de contrôle du sexe et de la situation professionnelle. Le vote socialiste semble à première vue davantage masculin dans les années 1970 en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne, mais les différences ne sont pas significatives. Qu'en est-il de l'évolution

dans le temps? Un changement est à noter dans le cas allemand: le caractère masculin du parti social-démocrate s'est atténué entre les années 1970 et les années 2000. En ce qui concerne la situation professionnelle, ce sont surtout des différences entre les retraités et les actifs qu'on peut observer. Dans les années 1970, le fait d'être à la retraite diminue significativement le vote pour le parti socialiste en Suisse et en France par rapport au fait d'être en emploi. Les termes d'interaction positifs indiquent que la disposition négative des retraités à voter socialiste s'affaiblit avec le temps. Le changement est significatif en France: le fait d'être à la retraite augmente dans les années 2000 le vote socialiste, alors que c'était le contraire auparavant. Le relatif vieillissement de l'électorat socialiste n'est toutefois pas quelque chose de nouveau. En Autriche, nous pouvons observer que le fait d'être retraité augmente déjà de manière significative le vote socialiste dans les années 1970.

Bilan de l'évolution de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes

Dans quels pays le déclin de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes a-t-il été le plus fort et le plus faible? En guise de bilan, nous combinons les deux critères utilisés précédemment, à savoir l'évolution du vote ouvrier par rapport à la moyenne de l'électorat et par rapport aux classes antagonistes. Nous pouvons résumer les différences entre les pays dans le tableau 5.2.

Tableau 5.2: Bilan de l'évolution de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes

	CRITÈRE 1: PAR RAPPORT À LA MOYENNE DE L'ÉLECTORAT	CRITÈRE 2: PAR RAPPORT AUX CLASSES ANTAGONISTES
Suisse	Fort déclin	Fort déclin
Autriche	Stabilité	Déclin
Grande-Bretagne	Stabilité	Déclin
Allemagne	Déclin	Déclin
France	Déclin (à un faible niveau)	Stabilité

La Suisse se distingue des autres pays. Mesuré par rapport à la moyenne de l'électorat ou par rapport aux petits indépendants, le déclin du vote ouvrier pour le parti socialiste a été fort. En Autriche, en Grande-Bretagne et en Allemagne, un déclin du vote ouvrier peut aussi être constaté, mais il est nettement plus faible. En Autriche et en Grande-Bretagne, il y a eu un déclin du vote ouvrier principalement par rapport au vote des petits indépendants. Mesuré par rapport à la moyenne, c'est plutôt la stabilité qui a dominé. Le déclin est un peu plus prononcé en Allemagne. Toutefois, il est difficile de séparer clairement ce pays de l'Autriche et de la Grande-Bretagne, étant donné que la baisse du vote ouvrier par rapport aux petits indépendants est moins prononcée en Allemagne que dans ces deux autres pays. C'est donc principalement une opposition entre la Suisse et les autres pays qui ressort de notre analyse.

La France constitue un cas à part. Comme dans les autres pays, il y a une baisse du vote ouvrier socialiste par rapport à la moyenne de l'électorat, mais il est vrai avec un niveau de départ bas, puisque la spécificité du vote ouvrier y est la plus faible de tous les pays lors de l'élection des années 1970. En considérant le vote des ouvriers par rapport aux petits indépendants, c'est en revanche la stabilité qui domine. Dans l'analyse descriptive, nous avons aussi considéré le parti communiste et vu combien la spécificité du vote ouvrier pour ce parti est importante. En raison de la présence du parti communiste, il est donc difficile de comparer la France avec les autres pays en ce qui concerne l'évolution de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes. La section suivante va couvrir pour la France l'ensemble de la période entre 1978 et 2007. Cela va nous permettre d'évaluer plus en détail l'évolution du vote ouvrier dans ce pays.

2. QUELLES RUPTURES ? UNE VUE DÉTAILLÉE DES DIVISIONS DE CLASSES DANS LE VOTE SOCIALISTE

Après avoir présenté une première vue d'ensemble sur l'évolution du vote, cette section de même que les suivantes vont se concentrer sur trois pays, la Suisse, l'Autriche et la France. L'objectif est d'approfondir l'évolution du vote de classe sur toute la période 1970-2008 et de déterminer les périodes décisives pour les changements de la base de classe des partis socialistes. Les données ont été recueillies et compilées par nos soins dans une seule base de données pour chaque pays. Il s'agit essentiellement de données d'enquêtes post-électorales (pour la Suisse et la France) ou de données de sondages sociaux qui contiennent des questions sur le choix de vote dans le cas de l'Autriche. Sur la période 1970-2008, nos données nous permettent de couvrir six élections en Suisse et en Autriche et cinq en France (pour le détail des données utilisées, voir les tableaux A.5.2 à A.5.4 en annexe). Il n'est pas possible de couvrir l'entier des élections sur la période, soit en raison de l'absence même d'enquêtes électorales, soit en raison de l'impossibilité de construire une mesure suffisamment acceptable de la position de classe.

Des analyses multivariées identiques à celles de la section précédente sont effectuées sur ces données fusionnées. Le vote pour le parti socialiste (oui ou non)²³ fait office de variable dépendante dans des régressions logistiques binomiales. En plus de la classe comme variable indépendante, l'année d'élection ainsi qu'une interaction entre la classe et l'année d'élection sont entrées dans le modèle. Des variables de contrôle pour le sexe et l'âge sont aussi intégrées, et donc aussi des interactions entre ces variables et l'année d'élection. Dans le corps du texte, nous présentons les résultats sous la forme de probabilités prédites du vote pour le parti socialiste selon

²³ C'est le vote lors de la dernière élection nationale qui est considéré. Nous ne disposons pas d'une telle question pour l'Autriche en 1990. C'est donc la préférence partisane qui est utilisée comme proxy pour cette élection, à défaut de disposer d'une meilleure information.

la classe sociale pour un homme d'âge moyen (35-64 ans)²⁴. Les analyses de régression sont disponibles en annexe, dans les tableaux A.5.5 à A.5.9²⁵.

À nouveau, nous comparons le vote des ouvriers à la classe antagoniste des petits indépendants. Cela nous permet d'évaluer de manière *relative* l'évolution du vote de classe ouvrier, en distinguant les changements du vote socialiste qui revêtent une véritable dimension de classe – la baisse ou l'augmentation du vote socialiste réduit les oppositions de classe – des changements qui affectent toutes les classes sociales de manière à peu près égale. Nous observons ainsi lors de quelles périodes et élections l'écart entre les probabilités des ouvriers et des petits indépendants de voter socialiste diminue ou au contraire s'agrandit.

Suisse : un désalignement qui se produit dès la fin des années 1980

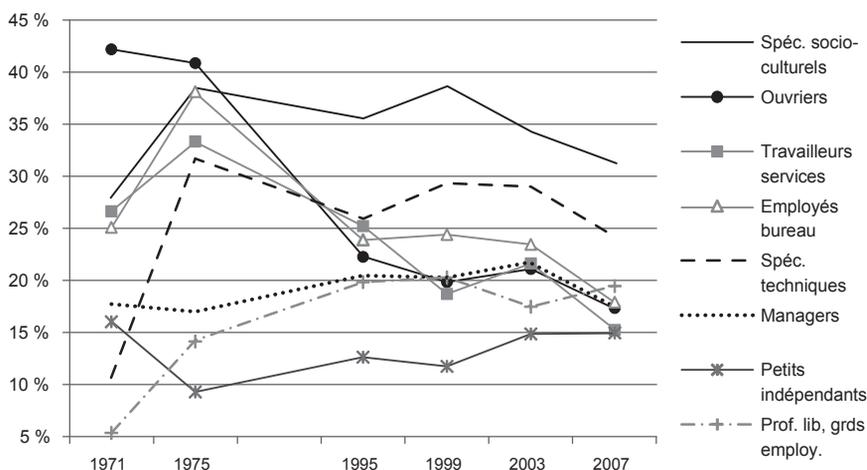
La Suisse présente un changement de configuration important du vote des ouvriers. Le graphique 5.4 montre les probabilités prédites de voter pour le parti socialiste selon la classe sociale entre 1971 et 2007 pour un homme d'âge moyen.

Dans les années 1970, les ouvriers ont la plus forte probabilité de toutes les classes sociales de voter socialiste. À la fin des années 2000, les ouvriers de production ne diffèrent pratiquement plus des petits indépendants ainsi que des professions libérales et grands employeurs dans leur probabilité de voter socialiste. Les opposants de classe des années 1970 ne sont donc plus les mêmes dans les années 2000. Mais ce constat ne signifie pas la fin du vote de classe compris au sens large comme des liens entre classes sociales et partis politiques. Les spécialistes socio-culturels présentent une forte probabilité de voter pour le parti socialiste et continuent de différer des petits indépendants et employeurs. La classe sociale reste donc structurante du vote socialiste, mais plus dans un sens «traditionnel» : une nouvelle opposition s'est formée. Lachat (2007) était arrivé à une conclusion similaire sur l'évolution du clivage de classe en Suisse : en considérant les différences entre classes dans le vote quel que soit les partis en question, il montrait que le clivage de classe était resté stable dans le temps.

²⁴ Dans les graphiques, nous ne montrons pas les intervalles de confiance. Une telle procédure nous obligerait à présenter un nombre restreint de classes sociales pour en assurer la lisibilité. Nous préférons au contraire représenter l'ensemble des huit classes. Cependant, ce choix ne doit pas nous faire perdre de vue que les estimations sont toujours comprises dans un intervalle de confiance, et que la «vraie» valeur se situe dans cet intervalle avec un certain pourcentage de chances (95 % par exemple). Des analyses complémentaires réalisées (non montrées) indiquent que les intervalles de confiance de plusieurs classes se chevauchent parfois, et donc que les différences ne sont pas toujours significatives. Cela n'est pas surprenant : les analyses précédentes ont montré que le vote socialiste oppose avant tout les possédants et gérants du capital (professions libérales/grands employeurs, petits indépendants, managers) aux ouvriers de production et travailleurs des services. Les autres classes varient dans cette opposition : dans certains pays, elles apportent un soutien aux détenteurs et gérants du capital, dans d'autres aux ouvriers. Si l'on observe les deux classes antagonistes des ouvriers et des petits indépendants, leurs intervalles de confiance ne se chevauchent pas dans les cas français et autrichiens, même à la fin de la période. Dans le cas suisse, leurs intervalles de confiance se chevauchent dès 1999, ce qui paraît logique étant donné le désalignement ouvrier.

²⁵ Pour des raisons de place, les termes d'interaction pour le sexe et l'âge ne sont pas toujours présentés.

Graphique 5.4: Probabilités prédites de voter socialiste selon la classe sociale en Suisse 1971-2007 (pour un homme d'âge moyen)



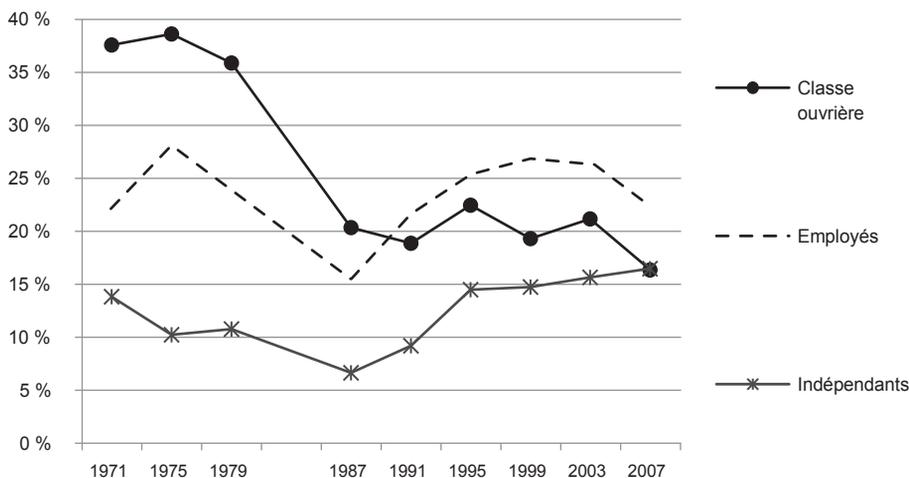
L'écart dans le vote socialiste entre les ouvriers de production et les petits indépendants est déjà faible lors de l'élection de 1995, correspondant au premier succès électoral de l'UDC, qui atteint alors 14,9 % des suffrages. Entre 1995 et 2003, l'écart ne se réduit que peu. Cela confirme le résultat de Selb et Lachat (2004) qui montrent que le parti socialiste n'a pas changé de profil de classe entre 1995 et 2003, même si l'élection de 2007 a accéléré le déclin du soutien des ouvriers (Oesch et Rennwald, 2010 b). Les résultats de Sciarini (2010), sur la base d'une analyse du potentiel électoral, indiquent aussi que le parti socialiste n'a pas connu un recul particulier de son potentiel chez les travailleurs entre 1995 et 2007. Une bonne partie du désalignement semble donc se produire avant 1995.

Il s'agit donc de trouver lors de quelles élections pour la période comprise après 1975 et avant 1995 le déclin du vote ouvrier se produit. Trois élections supplémentaires peuvent être analysées (1979, 1987 et 1991)²⁶, mais seulement en utilisant un schéma des classes réduit. En effet, les informations précises sur la profession et le statut d'emploi dont on disposait dans les enquêtes électorales de 1971 et 1975 ne se retrouvent plus dans les trois enquêtes suivantes. Finalement, il faut souligner que l'enquête de 1979 porte uniquement sur la Suisse alémanique.

Sur la base de ces élections supplémentaires, le graphique 5.5 montre les probabilités prédites de voter socialiste avec un schéma des classes réduit à trois grandes catégories: la classe ouvrière (ouvriers de production et employés/fonctionnaires de rang inférieur), les indépendants au sens large (petits indépendants, professions libérales et grands employeurs), ainsi qu'une catégorie résiduelle des employés/fonctionnaires de rang moyen et supérieur.

²⁶ Seule l'élection de 1983 manque dans cette série. Une enquête post-électorale avait été réalisée, mais les données ont malheureusement été perdues par la suite.

Graphique 5.5: Probabilités prédites de voter pour le parti socialiste selon la classe sociale en Suisse 1971-2007 (pour un homme d'âge moyen), version réduite à trois classes

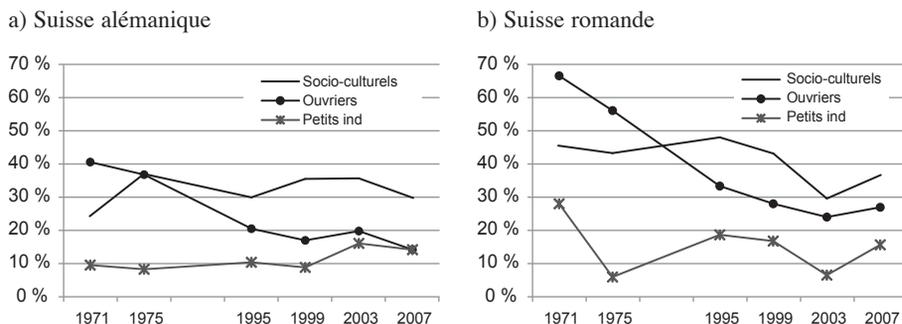


Pour l'élection de 1979, le vote des ouvriers se situe à un niveau relativement similaire à celui de 1971 et 1975. Il en va de même du vote des indépendants. Le grand changement du vote ouvrier se produit donc après 1979²⁷. Le vote des ouvriers est en chute libre lors des élections de 1987 et 1991. Le PS est généralement à la peine lors de l'élection de 1987, comme le montre aussi la baisse de soutien parmi les indépendants. Cependant, le déclin du vote ouvrier est plus marqué (-43 %) que celui des indépendants (-38 %), réduisant ainsi les différences entre classes. En 1975, par rapport aux petits indépendants, les ouvriers avaient une probabilité 3,8 fois supérieure de voter socialiste. En 1987, elle est trois fois supérieure, et en 1991, deux fois supérieure. Les élections de 1987 et 1991 sont donc importantes dans le début du désalignement ouvrier, qui va encore se renforcer dès 1995. Nos résultats vont dans le sens de ceux de Hug et Trechsel (2002) et Trechsel (1995) qui montraient un déclin du clivage de classe à la fin des années 1980 avec d'autres méthodes.

Finalement, dans le cas suisse, il est intéressant de s'interroger sur de possibles variations entre les régions linguistiques dans l'évolution de la base de classe du parti socialiste. Nous montrons ainsi dans le graphique 5.6 les probabilités prédites de voter socialiste de manière séparée pour les deux grandes régions linguistiques

²⁷ Étant donné que le sondage de 1979 porte uniquement sur la Suisse alémanique, il vaut vérifier que cette constatation est également pertinente quand on limite l'analyse pour les élections de 1971 et 1975 aux seuls répondants Suisses alémaniques. La probabilité de voter socialiste pour un ouvrier suisse alémanique se monte à 41 % en 1971, à 37 % en 1975 et à 36 % en 1979. Il n'y a donc pas de signe d'un déclin marqué du vote ouvrier socialiste dans les années 1970 en Suisse alémanique. C'est donc surtout après 1979 que les changements se produisent.

Graphique 5.6: Probabilités prédites de voter pour le parti socialiste selon la classe sociale dans les deux plus grandes régions linguistiques en Suisse 1971-2007 (pour un homme d'âge moyen)



du pays, à savoir la Suisse alémanique et la Suisse romande²⁸. Pour des raisons de lisibilité, nous présentons uniquement trois classes. Les effectifs devenant petits pour la Suisse romande, il faut être prudent sur les conclusions à tirer.

Le principal enseignement de cette analyse est que le vote socialiste à la fin de la période reste davantage structuré par une configuration traditionnelle des classes sociales en Suisse romande qu'en Suisse alémanique. Premièrement, l'opposition entre ouvriers et petits indépendants n'a pas complètement disparu en Suisse romande dans les années 2000 comme c'est le cas en Suisse alémanique. Elle est toutefois relativement faible, puisque c'est seulement en 2003 que les différences dans les probabilités prédites des ouvriers et petits indépendants sont significatives en Suisse romande (selon une analyse complémentaire non montrée). Deuxièmement, c'est surtout en Suisse alémanique que les spécialistes socio-culturels sont devenus la classe sociale qui soutient le plus le parti socialiste. La différence entre ouvriers et spécialistes socio-culturels dans le vote socialiste est plus importante en Suisse alémanique qu'en Suisse romande (et elle est significative par ailleurs). En Suisse alémanique, le changement de la base de classe du parti socialiste est donc allé plus loin qu'en Suisse romande. Dans la partie francophone, c'est davantage une coalition entre ouvriers et spécialistes socio-culturels que l'on retrouve dans le vote socialiste à la fin de la période. C'est l'existence d'une telle coalition que nous avons mise en évidence pour l'élection de 1975 en Suisse dans la section précédente.

Pour les années 1970, le graphique montre un niveau de soutien des ouvriers pour le parti socialiste particulièrement fort en Suisse romande. Toutefois, le parti socialiste est généralement plus fort dans toutes les classes en comparaison avec la Suisse

²⁸ Nous décidons de ne pas présenter les résultats pour les élections de 1979, 1987 et 1991, car le nombre de répondants est plus limité que dans les autres enquêtes. Les effectifs deviennent faibles pour la Suisse romande.

alémanique. En termes relatifs, l'écart entre ouvriers et petits indépendants n'est donc pas plus prononcé en Suisse romande, particulièrement pour 1971 où le soutien des indépendants est aussi élevé. Toutefois, ces résultats doivent être pris avec précaution. Le faible nombre de cas pour la Suisse romande a pour conséquence que les intervalles de confiance sont particulièrement grands (non montrés). Par conséquent, on ne peut être sûr qu'il existe de véritables différences dans les probabilités prédites que l'on observe. Des recherches supplémentaires mériteraient d'être menées sur cette période, mais elles s'exposeront au manque de données disponibles.

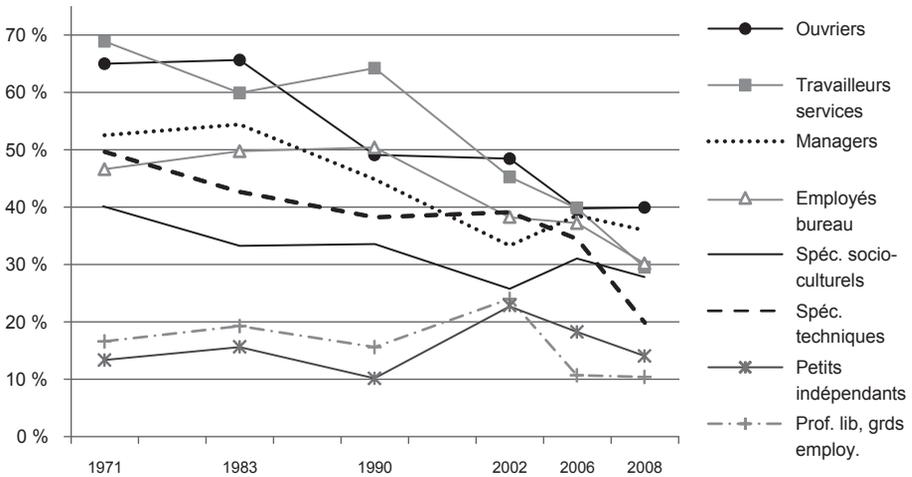
Autriche : un déclin du vote de classe dans les années 1990

En Autriche, la littérature traite généralement de l'évolution du vote de classe en présentant le pourcentage du vote des ouvriers pour le parti social-démocrate (SPÖ) (Müller et Ulram, 1995 ; Plasser et Ulram, 2000 ; Bischof et Plasser, 2008). Nous avons déjà noté à plusieurs reprises la nécessité d'utiliser des mesures *relatives* du vote ouvrier. Cela est d'autant plus important dans le cas autrichien que le déclin électoral du parti socialiste y est le plus marqué et le plus continu depuis les années 1970. Le SPÖ a perdu environ 30 % de son poids entre les années 1970 et les années 2000. Le retour au pouvoir des partis socialistes à la fin des années 1990 dans de nombreux pays européens s'est accompagné généralement d'un sursaut de leur force électoral. Ce n'est pas le cas en Autriche. Le graphique 5.7 présente les probabilités prédites de voter pour le parti socialiste selon la classe sociale entre 1971 et 2008 pour un homme d'âge moyen.

En 1971, on observe un fort vote de classe : la probabilité d'un ouvrier d'âge moyen de voter socialiste est de 65 % contre 13 % pour un petit indépendant. Douze ans après, en 1983, on retrouve la même configuration. Une première phase de déclin s'ouvre en 1990. Le vote des ouvriers y est en chute libre. Toutefois, l'écart entre ouvriers et indépendants reste relativement stable, étant donné que les petits indépendants accordent également moins de soutien au parti socialiste. Une deuxième phase s'ouvre en 2002. La différence dans les probabilités de vote de ces deux classes s'affaiblit nettement lors de cette élection. Alors que le vote ouvrier reste stable entre 1990 et 2002, le soutien des petits indépendants pour le parti socialiste augmente. Lors des élections de 2006 et 2008, l'écart entre ouvriers et petits indépendants se situe dans un même ordre de grandeur par rapport à 2002. Nous manquons de données sur la longue période entre 1990 et 2002, mais il est possible d'identifier les années 1990 comme décisives dans le déclin du vote de classe ouvrier.

Le soutien pour le parti socialiste en Autriche reste fortement déterminé par une configuration traditionnelle. Comme le montre bien le graphique 5.7 ci-dessous, l'ordre des différentes classes dans le vote socialiste reste le même au fil du temps : la classe ouvrière soutient le plus le parti socialiste, suivie des classes moyennes salariées, puis des petits indépendants et des professions libérales et grands employeurs. Contrairement à la Suisse, les spécialistes socio-culturels ne présentent pas un haut niveau de soutien pour le parti socialiste. Au sein de la classe moyenne salariée, ce sont davantage les managers qui montrent le plus haut niveau de soutien pour le

Graphique 5.7: Probabilités prédites de voter pour le parti socialiste selon la classe sociale en Autriche 1971-2008 (pour un homme d'âge moyen)



SPÖ. L'importance historique des industries nationalisées et la domination des deux grands partis (parti socialiste et parti démocrate-chrétien) sur le recrutement des hauts fonctionnaires – une caractéristique des fonctions particulièrement développées des partis en Autriche (Pelinka, 2005 : 29-30 ; Müller, 1993) – pourraient ne pas être étrangères à un tel phénomène. Toutefois, il nous est difficile de tester empiriquement une telle proposition, faute de données sur le secteur de travail public ou privé par exemple.

France : un déclin du vote de classe à chercher du côté du parti communiste

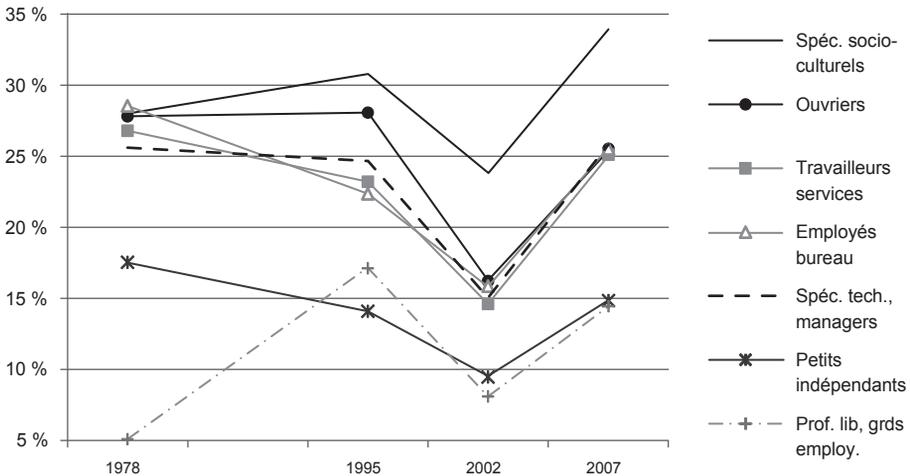
Pour la France, nous utilisons un schéma réduit à sept classes, les spécialistes techniques et managers étant réunis dans une seule catégorie. Cela permet de traiter quatre élections (1978, 1995, 2002 et 2007). De manière complémentaire, un schéma à quatre classes est utilisé afin d'inclure dans notre série le premier tour de l'élection présidentielle de 1988. Dans les deux cas, l'élection législative de 1978 sert de point de départ, alors que les analyses suivantes portent toujours sur le premier tour des élections présidentielles. Il y a bien entendu des différences dans la nature de ces élections, mais celles-ci ne devraient affecter que de manière secondaire les différences de classe dans le vote, intérêt de notre recherche. Les travaux qui ont systématiquement analysé l'évolution du vote de classe en France sur la base de différents types d'élections n'ont pas trouvé de variations significatives dans les résultats²⁹. Par rapport à la recherche

²⁹ Par exemple, Gougou (2012 : 147) arrive aux mêmes résultats concernant l'évolution du vote de classe en analysant les élections présidentielles, législatives ou européennes. Le vote de classe ouvrier aux élections législatives de 1978 est sensiblement proche de celui pour les élections présidentielles de 1974. De même,

existante, le schéma à sept classes considéré ici permet de prendre en compte la spécificité du vote des spécialistes socio-culturels, classe qui n'est normalement pas distinguée. Un schéma des classes avec une logique similaire à celui d'Erikson et Goldthorpe est habituellement utilisé dans la littérature sur le cas français (Gougou et Mayer, 2013 ; Cautrès et Mayer, 2004 ; Mayer, 2007) ou une version beaucoup plus sommaire qui distingue uniquement trois grandes catégories (Nadeau *et al.*, 2012).

Le graphique 5.8 présente les probabilités prédites de voter pour le parti socialiste selon la classe sociale entre 1978 et 2007 pour un homme d'âge moyen. Comme précédemment, nous comparons l'évolution du vote ouvrier à celui des petits indépendants. La catégorie des professions libérales et grands employeurs présente des fluctuations majeures qui pourraient être dues au petit nombre de cas de cette catégorie.

Graphique 5.8: Probabilités prédites de voter pour le parti socialiste selon la classe sociale en France 1978-2007 (pour un homme d'âge moyen), schéma à sept classes



Après être restée à un niveau similaire en 1995 par rapport à 1978, la probabilité des ouvriers de voter socialiste chute nettement lors de l'élection de 2002. Elle remonte ensuite lors de l'élection de 2007. Toutefois, cette évolution n'est pas propre aux ouvriers. Toutes les classes voient leur probabilité de voter socialiste baisser en 2002, puis remonter en 2007. Entre 1978 et 2007, l'écart entre ouvriers et petits indépendants reste relativement stable. La probabilité des ouvriers de voter socialiste est 1,6 fois supérieure à celle des petits indépendants en 1978. Dans les années 2000, elle est 1,7 fois supérieure. En 1995, l'écart entre ces deux

les différences entre l'élection présidentielle et l'élection législative de 1981 sont extrêmement faibles selon ses résultats (Gougou, 2012: 162-163). À défaut d'autres données disponibles, l'élection législative de 1978 constitue une bonne première élection.

classes antagonistes est même plus important. La différence entre ouvriers et petits indépendants reste donc structurante du vote socialiste sur l'ensemble de la période analysée.

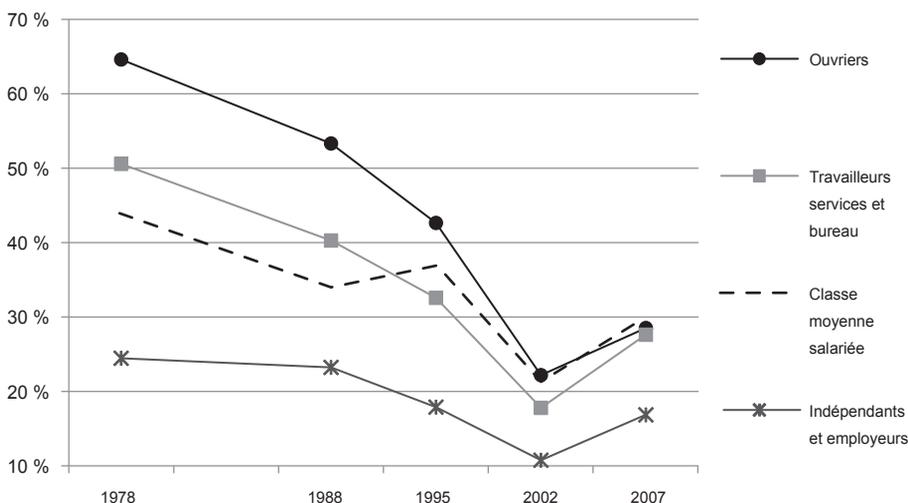
Le changement important à observer dans le graphique 5.8 concerne les spécialistes socio-culturels. Alors qu'en 1978, la probabilité des ouvriers (ainsi que celle des travailleurs des services et employés de bureau) de voter socialiste est pratiquement égale à celle des spécialistes socio-culturels, l'écart entre ces deux catégories va se creuser par la suite. L'élection de 2002 constitue une rupture. Entre 1995 et 2002, le parti socialiste voit son soutien électoral baisser dans toutes les classes sociales, mais cette baisse est parmi la plus forte chez les ouvriers (-42 %), alors qu'elle est la plus faible chez les spécialistes socio-culturels (-23 %). Le PS se maintient donc relativement mieux chez les spécialistes socio-culturels lors de cette élection, ce qui crée un écart avec les ouvriers. Si l'on considérait le vote de classe comme la différence entre spécialistes socio-culturels et indépendants – dans le but de saisir de nouvelles oppositions entre classes sociales –, alors il serait plus important à la fin de la période analysée, en 2007, qu'en 1978.

Une analyse complémentaire est menée avec un schéma réduit à quatre classes, dans le but d'inclure une élection présidentielle supplémentaire, celle de 1988. C'est la seule élection de notre série avec François Mitterrand comme candidat du parti socialiste. Les résultats sont présentés dans le graphique A.5.2 en annexe. Il est intéressant d'observer que l'écart entre ouvriers de production et indépendants/employeurs est davantage marqué en 1988 qu'en 1978. Le parti socialiste est généralement plus fort dans toutes les classes lors de l'élection de 1988, mais l'augmentation du soutien des ouvriers est particulièrement nette. Cela indique donc que le vote de classe socialiste ne subit pas un déclin linéaire dans le temps : bien au contraire, il y est plus important à la fin des années 1980 qu'à la fin des années 1970. Ce résultat va dans le sens de l'analyse pour l'élection de 1988 de Boy et Mayer (1993 : 175) qui montraient que le vote pour Mitterrand était positivement corrélé avec le fait d'être ouvrier, alors qu'il était négativement corrélé avec le fait d'être indépendant.

Qu'en est-il maintenant de l'évolution du vote de classe si l'on considère ensemble les deux principaux partis de gauche, parti socialiste et parti communiste ? Nous avons vu dans la section précédente que c'est surtout le parti communiste qui est surreprésenté chez les ouvriers. Le graphique 5.9 présente les probabilités prédites de voter pour le parti socialiste et le parti communiste.

En considérant les deux partis de gauche, le vote de classe atteint dans les années 1970 des niveaux similaires aux autres pays. La probabilité des ouvriers (homme et d'âge moyen) de voter socialiste ou communiste en 1978 se monte à 65 % contre 24 % pour les indépendants et employeurs. En Autriche, nous avons vu plus haut que la probabilité des ouvriers de voter socialiste en 1971 s'élevait également à 65 %, contre 13 % pour les petits indépendants. Cette force du vote de classe en France en 1978 est due avant tout au parti communiste. Une analyse

Graphique 5.9: Probabilités prédites de voter pour le parti socialiste et le parti communiste selon la classe sociale en France 1978-2007 (pour un homme d'âge moyen), schéma réduit à quatre classes



complémentaire portant uniquement sur le vote communiste indique que la probabilité d'un ouvrier de voter communiste en 1978 est presque cinq fois plus élevée que celle d'un indépendant. Dans le cas du vote socialiste, elle est environ une fois et demie plus élevée en 1978.

Qu'en est-il de l'évolution au cours du temps? L'écart des probabilités de voter à gauche entre ouvriers et indépendants/employeurs diminue. Deux phases principales peuvent être identifiées. Le premier recul du vote de classe se produit lors des élections de 1988, et reste en 1995 dans un ordre de grandeur comparable. La deuxième phase de déclin s'ouvre avec les élections de 2002, pour se prolonger avec celles de 2007. Toutefois, déclin ne signifie pas disparition du vote de classe. En 2007, les ouvriers se distinguent toujours des petits indépendants/employeurs quant à leur probabilité de voter à gauche: elle se monte à 29 % contre 17 % chez les indépendants et employeurs. Nous avons mis en évidence auparavant que le vote ouvrier pour le parti socialiste était plus important en 1988 qu'en 1978. Ce n'est pas le cas ici quand on considère ensemble les partis socialiste et communiste. Le fort vote ouvrier socialiste en 1988 ne permet pas de compenser le recul du vote ouvrier communiste.

Le déclin du vote de classe observé ici confirme les résultats de Gougou (2012) sur la base de calculs comparant le vote des ouvriers à celui de la moyenne de l'électorat. Il montre que «*le déclin du vote de classe ouvrier pour les partis de gauche est un processus continu et progressif, qui débute dès la fin des années 1970*» (2012: 147). Selon ses résultats, l'élection présidentielle de 1981 ne serait pas marquée par une augmentation du vote de classe pour les partis de gauche comme

cela a été discuté parfois dans la littérature. Le vote de classe ouvrier serait déjà plus faible lors de la présidentielle de 1981 que lors de la présidentielle de 1974 ou des législatives de 1978. Les différences sont toutefois relativement faibles.

Pour la période de 1988 à 2007, le déclin du vote de classe a aussi été mis en évidence par Nadeau *et al.* (2012) qui, à partir de régressions multivariées, montrent un affaiblissement du vote ouvrier pour la gauche. De manière intéressante, les auteurs présentent le paradoxe suivant: la droite a conservé ses assises électorales parmi sa clientèle traditionnelle de cadres supérieurs, de professions libérales et d'entrepreneurs, alors que la gauche a perdu le soutien de sa clientèle électorale ouvrière au fil du temps.

Nous avons noté auparavant que la division entre ouvriers et indépendants dans le vote socialiste reste relativement stable entre 1978 et 2007. Ce n'est pas le cas quand on considère le vote pour la gauche dans son ensemble. Ainsi, les raisons du déclin du vote de classe ne sont pas à chercher du côté socialiste, mais bien plutôt du côté du parti communiste. C'est le vote pour le parti communiste qui permettait d'obtenir des différences importantes entre classes dans le vote à gauche. L'écart entre ouvriers et petits indépendants dans le vote à gauche en 2007 correspond à peu de chose près à celui pour le parti socialiste – la probabilité des ouvriers de voter à gauche est 1,7 fois supérieure à celle des indépendants et employeurs. Le déclin du vote de classe en France provient donc principalement du déclin électoral du parti communiste.

La littérature française a insisté ces dernières années sur la persistance d'un clivage entre indépendants et salariés (Cautrès, 2004; Cautrès et Mayer, 2010; Cautrès et Mayer, 2004: 154-155; Mayer, 2003, 2007). Dans les analyses précédentes, nous avons vu que les indépendants restent relativement hostiles à voter pour le parti socialiste ou pour l'ensemble de la gauche. Ils continuent ainsi de se différencier toujours nettement des salariés, attestant donc de l'existence de ce clivage. Toutefois, à y regarder de plus près, le comportement des salariés est loin d'être homogène. Certes, le déclin du vote de classe ouvrier provoque un rapprochement dans le choix de vote des salariés, comme on peut le voir dans le graphique 5.9 pour le vote en faveur de la gauche. Toutefois, si l'on refait la même analyse avec le schéma détaillé à sept classes qui intègre les spécialistes socio-culturels (graphique A.5.3 en annexe), on constate que ce sont les spécialistes socio-culturels qui se détachent particulièrement dans le soutien apporté à la gauche. Les autres classes moyennes salariées (spécialistes techniques et managers) et les catégories populaires (ouvriers, travailleurs des services, employés de bureau) occupent une position intermédiaire entre les spécialistes socio-culturels et les indépendants et employeurs. Comme nous l'avons noté auparavant pour le PS, cela suggère l'existence d'un clivage entre une catégorie spécifique des salariés d'un côté – les spécialistes socio-culturels – et les indépendants/employeurs de l'autre.

3. UN RÉALIGNEMENT DES OUVRIERS VERS LA DROITE RADICALE ?

Dans quelle mesure le déclin du vote de classe ouvrier s'est-il traduit par un réalignement des ouvriers vers la droite radicale et quand un tel réalignement se produit-il ? C'est l'objectif de cette section d'établir l'ampleur de ce phénomène. Si un réalignement du vote des ouvriers vers la droite radicale se produit, nous devrions observer une augmentation du soutien des ouvriers pour ces partis avec le temps. Étant donné que ces partis ont connu généralement une progression électorale, il sera important de saisir dans quelle mesure une telle progression recoupe une dimension de classe spécifique. Leur progression devrait être ainsi particulièrement concentrée parmi les ouvriers.

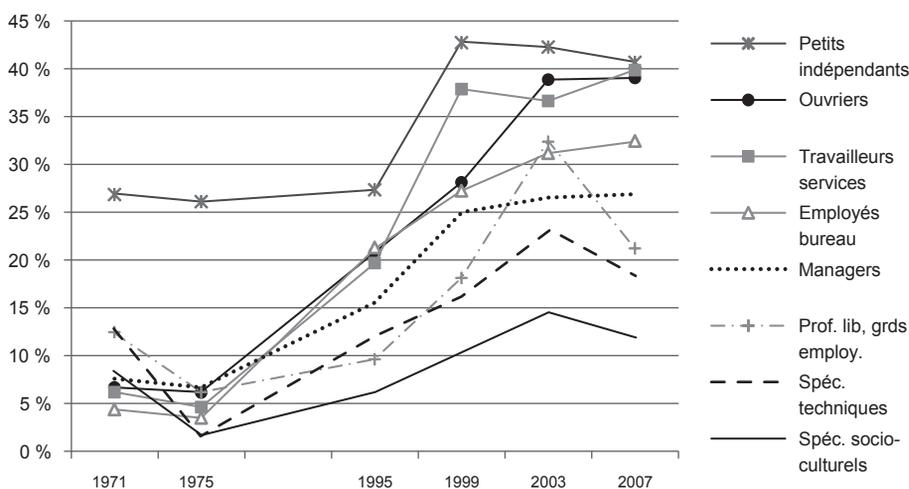
Le phénomène de réalignement du vote des ouvriers vers la droite radicale ou encore la prolétarianisation de l'électorat de la droite radicale ont souvent été discutés dans la littérature (pour des comparaisons sur plusieurs pays européens dans les années 2000, voir Norris, 2005 : chapitre 6 ; Oesch, 2008 ; Spier, 2010). Toutefois, comme le remarquait Arzheimer (2013 : 82), nous manquons d'évidence empirique portant sur des comparaisons dans le temps et dans l'espace. Partant de ce manque, cette section poursuit donc un double but longitudinal et comparatif. Les trois pays Suisse, Autriche et France que nous étudions ici sont très intéressants pour une étude comparative. En effet, l'UDC et le FPÖ ont été considérés comme des exemples de transformation réussie de partis existants, alors que le Front national a constitué une source d'inspiration pour les partis de droite radicale en Europe. Pourtant, si l'on veut s'interroger sur l'évolution de leur soutien électoral en termes de classes sociales, il faut remarquer que ces partis ont des bases électorales différentes au départ. L'UDC est historiquement un parti de paysans et de petits artisans. Le FPÖ est un parti issu du camp nationaliste allemand (troisième «*Lager*» autrichien), partisan de la constitution d'une grande Allemagne et lié par la suite aux nazis. Sa base sociale a été identifiée généralement comme celle des paysans, petits indépendants et professions libérales, proche ainsi de celle du parti conservateur (ÖVP), mais à la différence que ses éléments défendent des positions nationalistes et anticléricales (Pelinka, 2005 : 23-24 ; Plasser et Ulram, 2000 : 230-231). Il faut aussi relever l'ancrage du FPÖ dans des milieux très spécifiques comme les corporations étudiantes et les organisations sportives nationalistes allemandes (Pelinka, 2005 : 23). Il est toutefois difficile de déterminer avec précision la base sociale du FPÖ selon les époques, car dans les années 1980, il poursuit une stratégie de modernisation vers un parti de droite libérale (Meret, 2009 : 186).

L'étude de la prolétarianisation de l'électorat de ces partis n'implique donc pas toujours les mêmes changements. Par conséquent, il faudra considérer l'évolution du vote ouvrier par rapport à leur base sociale historique. Les mêmes analyses que dans la section précédente sont effectuées, mais cette fois avec le vote pour la droite radicale (oui/non) comme variable dépendante. À nouveau, les résultats sont présentés sous forme de probabilités prédites du vote pour la droite radicale selon la classe sociale pour un homme d'âge moyen (35-64 ans). Les analyses de régression sont disponibles en annexe dans les tableaux A.5.10 à A.5.12.

Suisse : un réalignement marqué du vote ouvrier vers la droite radicale

Le cas suisse indique un réalignement des ouvriers vers l'UDC. Le graphique 5.10 présente les probabilités prédites de voter pour la droite radicale. Une différence marquée entre les deux élections des années 1970, et celles des années 1990 et 2000 peut être observée. En 1971 et en 1975, ce sont les petits indépendants qui soutiennent le plus l'UDC, loin devant toutes les autres classes. Dès 1995, les probabilités des trois catégories populaires (ouvriers de production, travailleurs des services et employés de bureau) augmentent fortement, et ce mouvement se poursuit jusqu'en 2007. Les ouvriers de production se rapprochent du comportement de vote des petits indépendants : en 1971, il y avait un net écart dans les probabilités prédites de ces deux catégories de voter UDC, mais en 2003 et en 2007, elles sont extrêmement proches. Le réalignement ne concerne pas seulement les ouvriers de production, mais bien toutes les catégories populaires, donc aussi les travailleurs des services et les employés de bureau.

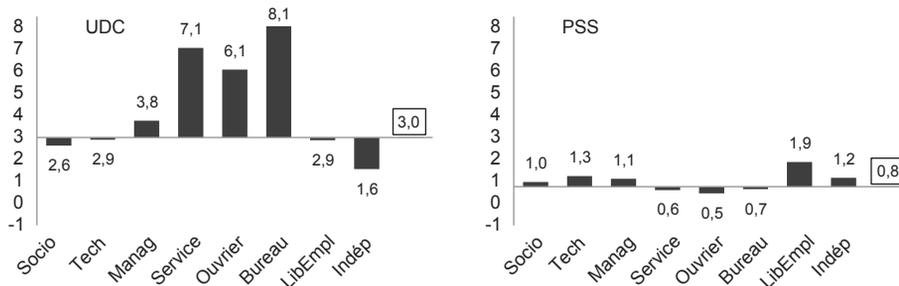
Graphique 5.10 : Probabilités prédites de voter pour l'UDC selon la classe sociale en Suisse 1971-2007 (pour un homme d'âge moyen)



On assiste donc bien à une prolétarianisation de l'électorat de l'UDC. Certes, l'UDC augmente aussi son soutien parmi les managers, mais la progression y est bien plus limitée que dans le cas des ouvriers. On passe donc d'un parti essentiellement soutenu par les agriculteurs et les petits indépendants, à un parti soutenu à la fois par ce dernier groupe et la classe ouvrière au sens large (pour une conclusion similaire sur la période entre 1995 et 2003, voir Kriesi *et al.*, 2005).

En guise de synthèse, le graphique 5.11 présente une comparaison de la progression électorale de l'UDC et du PS selon la classe sociale. Sur la base des probabilités prédites montrées précédemment (donc toujours pour un homme d'âge moyen), nous divisons la probabilité de voter UDC dans les années 2000 (moyenne de 2003

Graphique 5.11 : Évolution du soutien pour l'Union démocratique du centre (UDC) et le parti socialiste (PS) selon la classe, comparaison entre 1971/1975 et 2003/2007, montrée par un facteur de multiplication



Légende pour les classes : Socio : Spécialistes socio-culturels ; Tech : Spécialistes techniques ; Manag : Managers ; Service : Travailleurs des services ; Ouvrier : Ouvriers de production ; Bureau : Employés de bureau ; LibEmpl : Professions libérales et grands employeurs ; Indép : Petits indépendants.

L'axe vertical montre l'augmentation moyenne de l'UDC ou du PS. L'UDC a multiplié son score électoral par 3 en moyenne entre les années 1970 et les années 2000, mais par 1,6 chez les petits indépendants et par 6 chez les ouvriers. Les résultats portent toujours sur la catégorie des hommes d'âge moyen.

et 2007) par la probabilité de voter UDC dans les années 1970 (moyenne de 1971 et 1975). Nous pouvons ainsi montrer la progression électorale de ce parti dans les différentes classes sociales au moyen d'un facteur de multiplication. Le même exercice est refait pour le parti socialiste.

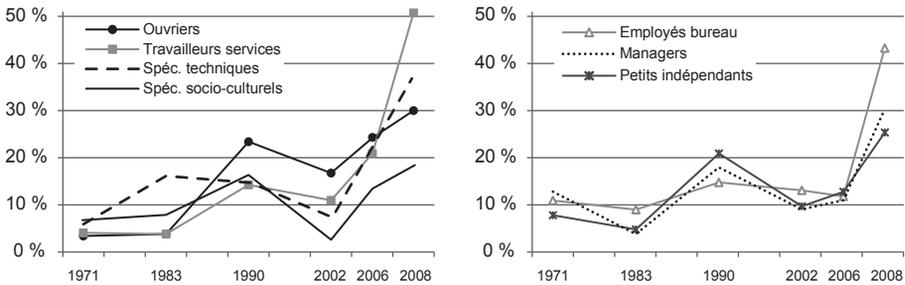
Alors que l'UDC a multiplié son score électoral par trois en moyenne, elle l'a multiplié par six chez les ouvriers de production, par sept chez les travailleurs des services et par huit chez les employés de bureau. La progression de l'UDC a donc un net aspect de classe. L'évolution électorale du PS montre que celui-ci a connu un déclin plus fort qu'en moyenne dans la classe ouvrière au sens large (travailleurs des services, ouvriers de production et employés de bureau) – division par deux ou presque de sa force électorale –, alors qu'il s'est maintenu ou a progressé dans la classe moyenne salariée et parmi les indépendants et employeurs. L'évolution électorale du PS peut être qualifiée de déprolétarisation et l'évolution électorale de l'UDC de prolétarisation. Il y a un effet miroir de leur évolution en termes de classe.

Autriche : des employés aux ouvriers dans la base de classe de la droite radicale

Le graphique 5.12 présente les probabilités prédites de voter pour la droite radicale en Autriche selon la classe sociale³⁰. À gauche se trouvent les probabilités prédites de deux classes populaires (ouvriers de production et travailleurs des services) et

³⁰ Contrairement aux autres analyses, nous choisissons de présenter la probabilité de voter pour la droite radicale dans deux graphiques différents, cela pour des questions de lisibilité.

Graphique 5.12 : Probabilités prédites de voter pour le FPÖ/BZÖ selon la classe sociale en Autriche 1971-2008 (pour un homme d'âge moyen)



de deux segments des classes moyennes salariées (spécialistes socio-culturels et techniques). À droite sont représentées les probabilités prédites des employés de bureau, managers et petits indépendants. Dès 2006, le vote pour le parti de la liberté est montré ensemble avec le vote pour l'Alliance pour l'avenir de l'Autriche (BZÖ) – parti issu en 2005 d'une dissidence du FPÖ.

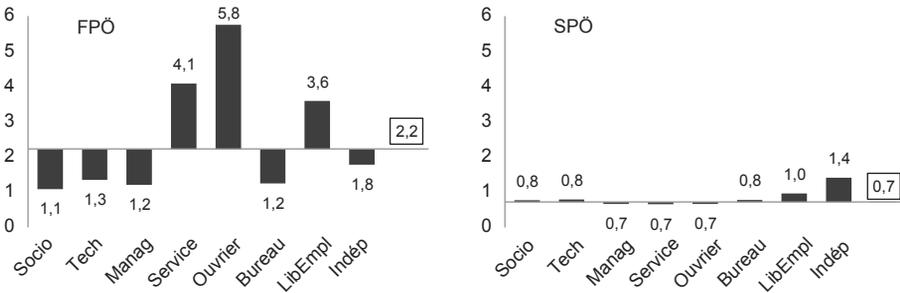
Avant 1990, le FPÖ est un parti qui a surtout les faveurs des employés, ou de ceux que l'on aurait typiquement appelés les « cols blancs ». Le graphique de droite montre que ce sont les employés de bureau et managers qui le soutiennent le plus en 1971, les employés de bureau et spécialistes techniques en 1983. Quant aux petits indépendants, contrairement au cas de l'UDC en Suisse, ils ne soutiennent pas particulièrement le FPÖ en 1971 et 1983³¹. Le graphique de gauche indique que les ouvriers de production et travailleurs des services soutiennent le moins le FPÖ au début de la période. Dès 1990, la transformation de la base sociale de l'électorat de la droite radicale autrichienne se dessine : ce sont les ouvriers qui remplacent les « cols blancs » comme la classe soutenant le plus le FPÖ. Cette analyse confirme le résultat de Plasser et Ulram (2000 : 230-231) qui identifient, sur la base d'une autre catégorisation, une transformation de l'électorat du FPÖ au début des années 1990 : alors qu'en 1986, celui-ci est encore essentiellement dominé par des classes moyennes d'employés urbains, une augmentation de la part des ouvriers au détriment des employés bien formés peut être constatée dès les élections de 1990 et 1994.

En 2006, les ouvriers sont rejoints par les travailleurs des services. En 2008, les ouvriers sont devancés par les travailleurs des services, employés de bureau et spécialistes techniques. Toutefois, il faut rester prudent sur les conclusions à tirer concernant l'élection de 2008 : les informations à disposition pour construire la position de classe des répondants diffèrent des années précédentes et le nombre de cas est plus faible.

³¹ Les professions libérales et grands employeurs ne sont pas représentés dans le graphique en raison du faible nombre de cas.

Si l'on compare dans le graphique 5.13 les probabilités prédites des élections des années 1970-1980 (moyenne de 1971 et 1983) et des années 2000 (moyenne de 2002 et 2006), on voit encore une fois clairement que la progression électorale du FPÖ a été concentrée parmi les ouvriers de production et les travailleurs des services. La progression a aussi été plus importante que la moyenne chez les professions libérales et grands employeurs, mais il faut être prudent avec ce résultat étant donné le faible nombre de cas pour cette catégorie.

Graphique 5.13: Évolution du soutien pour le parti de la liberté autrichien (FPÖ) et le parti socialiste autrichien (SPÖ) selon la classe, comparaison entre 1971/1983 et 2002/2006, montrée par un facteur de multiplication



Note: L'axe vertical montre l'augmentation moyenne du FPÖ et du SPÖ. Le FPÖ a multiplié par deux son score électoral en moyenne entre les années 1970-1980 et les années 2000, mais par presque six parmi les ouvriers. Les résultats portent toujours sur la catégorie des hommes d'âge moyen. Pour 2006, il s'agit du vote pour le FPÖ et le BZÖ.

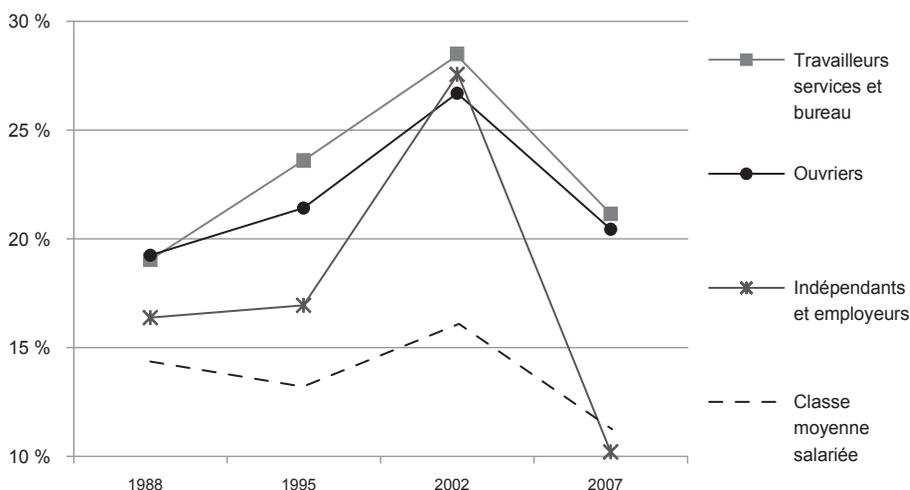
Légende: voir la note en dessous du graphique 5.11.

Dans le cas de l'évolution électorale du SPÖ, on ne peut pas parler de déprolétarianisation de son électorat comme dans le cas du parti socialiste en Suisse. La baisse du score électoral du parti social-démocrate n'a pas été plus prononcée chez les ouvriers de production et travailleurs des services que dans la moyenne de l'électorat: elle a été divisée dans les deux cas par 1,4 (multiplication par 0,7). Le parti social-démocrate souffre donc d'un déclin général de popularité qui ne touche pas particulièrement la classe ouvrière. De toutes les classes, ce sont seulement les petits indépendants et professions libérales/grands employeurs qui se différencient véritablement: le SPÖ a maintenu son assise – à un faible niveau – voire a progressé dans ces deux classes. En Suisse, nous avons noté auparavant davantage de variations par rapport à la moyenne: la baisse du vote socialiste y est plus prononcée qu'en moyenne chez les ouvriers de production et elle y est moins forte qu'en moyenne chez les classes moyennes salariées. Le changement de la base électorale de la droite radicale et du parti socialiste en Autriche ne reflète donc pas la situation de miroir que nous avons observée pour la Suisse.

France : une prolétarianisation de l'électorat du Front national

L'élection présidentielle de 1988 sert de point de départ pour notre analyse. C'est dans les années 1980 que le Front national décolle électoralement, avec les élections européennes de 1984 comme tournant (Camus, 1997). Le graphique 5.14 présente les probabilités prédites de voter pour le Front national avec un schéma réduit à quatre classes qui permet de couvrir tous les premiers tours des élections présidentielles de 1988 à 2007.

Graphique 5.14: Probabilités prédites de voter pour le Front national selon la classe sociale en France 1988-2007 (pour un homme d'âge moyen)



Une hiérarchie dans le soutien des classes sociales peut être mise en évidence sur l'ensemble de la période : les catégories populaires (ouvriers de production, travailleurs des services et employés de bureau) présentent les plus fortes probabilités de voter pour le Front national ; la classe moyenne salariée (spécialistes socio-culturels et techniques, managers) les probabilités les plus faibles. Les indépendants et employeurs oscillent entre ces deux pôles. Parmi les classes populaires, ce sont avant tout les travailleurs des services qui présentent le niveau de soutien le plus élevé – une analyse complémentaire indique que le soutien des employés de bureau est plus proche de celui des ouvriers de production.

En 1988, l'écart entre les catégories populaires et la classe moyenne salariée dans le soutien au Front national existe déjà, mais il va encore se creuser par la suite. Alors que le FN stagne dans la classe moyenne salariée en 1995 et 2002, il augmente nettement son score auprès des catégories populaires. En 1988, la probabilité des ouvriers de voter FN est 1,3 fois plus élevée que celle de la classe moyenne salariée. En 1995 et 2002, elle est 1,6 et 1,7 fois plus élevée, puis elle est de 1,8 en 2007. La progression électorale du FN ne se fait donc pas de manière uniforme dans toutes les classes sociales.

Les petits indépendants et employeurs apportent périodiquement un soutien important au Front national. C'est le cas lors de l'élection présidentielle de 2002, lors de laquelle Jean-Marie Le Pen s'est qualifié pour le second tour: le Front national y est autant choisi par les ouvriers que par les petits indépendants et employeurs. La progression du Front national entre 1995 et 2002 est particulièrement marquée parmi cette classe sociale. Une telle configuration pour les élections de 2002 confirme les résultats de Cautrès (2004) et Mayer (2003, 2007). Le succès électoral du Front national en 2002 provient donc moins de sa capacité à obtenir du soutien ouvrier, que de sa capacité à rassembler une coalition composée d'électeurs provenant de différentes classes, coalition qu'on peut associer à l'idée de « formule gagnante » de Kitschelt et McGann (1995). Cet appui périodique des petits indépendants et employeurs constitue une différence par rapport à la Suisse où le soutien des petits indépendants pour l'UDC est très stable.

4. DES DIFFÉRENCES DE CLASSE PLUS MARQUÉES DANS L'ABSTENTION ?

Après avoir analysé le réaligement (partiel) des ouvriers vers les partis de droite radicale, nous devons maintenant prendre en compte la possible abstention croissante des ouvriers. Si le lien entre ouvriers et partis socialistes s'affaiblit généralement, alors il n'est pas à exclure que des différences de classe plus marquées dans l'abstention puissent être observées. Cette section adopte une perspective quelque peu différente des précédentes. Jusqu'à présent, nous nous sommes concentrés uniquement sur les ouvriers qui participent aux élections.

Un biais de classe a généralement été identifié dans la participation électorale (Lipset, 1963 ; Verba *et al.* 1978, Korpi, 1983) : les classes supérieures sont davantage conscientes de leurs propres intérêts et mieux informées que les classes ouvrières, et vont de fait avoir tendance à utiliser de manière plus systématique leur droit de vote que les classes inférieures. Pacek et Radcliff (1995 : 138) considèrent que « *higher-status citizens are "core" voters – they turn out with a high and roughly constant probability. Lower-status individuals, conversely, are "peripheral" voters – the chance that they will vote is less, and it varies from election to election* ». Pour la période de la fin des années 1990, Oesch (2006 : 184-185) montre par exemple pour la Suède et la Suisse une telle dimension hiérarchique de la participation : les classes les moins avantagées ont une plus faible probabilité de voter que les classes les plus avantagées. Surtout, il montre pour la Suisse que l'impact de la classe sociale sur la participation persiste même sous contrôle de l'intérêt politique, une variable fortement liée à la motivation de voter (Oesch, 2006 : 189-190). La classe s'avère donc un déterminant important de la participation.

Toutefois, une telle distorsion de classe est susceptible de connaître des variations importantes entre pays, car l'influence de ressources collectives peut fortement varier. Verba *et al.* (1978) expliquent l'importance de l'institutionnalisation des clivages via des organisations collectives qui diminuent les différences de classe : « *Where there is explicit contestation among social groups and where that contestation is reflected in the institutional structure of politics, the implicit class*

bias in political activity can be diminished» (Verba *et al.*, 1978: 307). Korpi (1983: 57ss.) met en évidence l'importance de ressources collectives sous la forme d'organisations du mouvement ouvrier. Il montre une corrélation entre la participation électorale et le taux d'organisation syndicale. C'est en Suède et en Autriche, deux pays où ce taux est très important, que les différences de classe dans la participation sont aussi les moins fortes. Cette importance du taux d'organisation syndicale pour saisir les différences entre pays a été confirmée par la suite dans d'autres études (Radcliff et Davis, 2000 ; Gray et Caul, 2000 ; Freitag, 1996).

Si la relation entre ouvriers et partis socialistes s'affaiblit, il se pourrait qu'on observe une augmentation dans le temps des différences de classe dans la participation. Les distorsions de classe dans la décision de voter sont une conséquence logique de disparités de ressources socio-économiques. Seule l'existence de partis (et d'organisations syndicales) mobilisant des intérêts de classe permet de contre-carrer de telles tendances. Une moindre mobilisation des ouvriers par les partis socialistes pourrait ainsi mener logiquement à une augmentation des différences de classe dans la participation. Loin de perdre son impact pour expliquer des comportements politiques, la classe pourrait ainsi devenir plus importante dans la décision de se rendre aux urnes que dans le choix du parti. Il a d'ailleurs été postulé dans la littérature, sur la base de l'étude des États-Unis, que ces deux phénomènes sont liés : à la faiblesse du vote de classe correspondent de fortes différences de classe dans la participation électorale (Verba *et al.*, 1978). Analysant les changements du vote de classe entre les années 1930 et les années 1990, Weakliem et Heath (1999) confirment une telle corrélation pour les États-Unis, mais montrent pour la France et la Grande-Bretagne que les votants du parti communiste et du parti travailliste ont un profil davantage ouvrier que les abstentionnistes.

Les changements du vote de classe ouvrier s'effectuent aussi dans un contexte marqué par une augmentation de l'abstention électorale. Le déclin de la participation électorale est toutefois relativement récent (Blais, 2007 ; Wattenberg, 2000). Les années 1990 sont décisives à cet égard. Blais (2007 : 624) montre que dans les années 1970 et 1980, la participation aux élections législatives nationales dans une trentaine de démocraties se monte en moyenne à plus de 80 %, alors qu'elle descend à 78,4 % dans les années 1990 et à 73,9 % pour la première moitié des années 2000. Wattenberg (2000) indique pour les pays de l'OCDE que le déclin de la participation n'est pas linéaire depuis la Seconde Guerre mondiale, mais se concentre depuis la fin des années 1980. Il en conclut en 2000 que *«turnout decline as a general feature of advanced industrialized societies is mostly a phenomenon of the last dozen years»* (Wattenberg, 2000 : 74). Dans un tel contexte, on peut se demander si le déclin de la participation a une dimension de classe marquée ou bien s'il touche de manière égale les différentes classes sociales.

Comme dans les sections précédentes, nous effectuons des régressions logistiques binomiales avec une base de données fusionnées pour toutes les élections disponibles, avec la participation aux dernières élections nationales (oui/non) comme variable dépendante. Les sondages post-électorales contiennent toujours une question de ce type, alors que les sondages sociaux utilisés (*«Sozialer Survey»* et *«European Social*

Survey») contiennent toujours une question sur la participation à la dernière élection nationale³². La classe est utilisée comme variable indépendante, de même que l'âge et le sexe comme variables de contrôle. L'année d'élection est entrée dans le modèle, de même qu'un terme d'interaction entre l'année d'élection et la classe. Les résultats sont présentés à nouveau sous la forme de probabilités prédites. Les résultats détaillés des régressions sont disponibles dans les tableaux A.5.13 à A.5.15 en annexe.

Les enquêtes post-électorales tendent généralement à surestimer la participation aux élections. Cela s'explique par le fait que les votants vont avoir tendance à davantage participer au sondage (surreprésentation des votants dans l'échantillon) et que les non-votants, pour différentes raisons, vont avoir tendance à rendre compte de manière inexacte de leur participation réelle, en indiquant qu'ils ont participé à l'élection en question («*overreporting*») (Sciarini *et al.*, 2012). Dans le cas suisse particulièrement, on observe d'importantes différences entre le taux de participation effectif et celui provenant des sondages dans les années 1990 et 2000. Alors que la surestimation de la participation dans les sondages n'atteignait que quelques points dans les années 1970, elle s'élève à presque vingt points dans les années 1990 et 2000³³. En réalité, la participation aux élections fédérales a baissé en Suisse depuis les années 1970 – malgré un rebond dans les années 2000 –, mais les enquêtes électorales indiquent plutôt une stabilité. Sur la base du cas suisse, nous avons donc choisi de pondérer les données par le taux de participation effectif aux dernières élections. Cela a pour but premier de représenter de manière plus réaliste l'évolution de la participation électorale en Suisse, étant donné que la configuration de changement de la participation n'est pas reflétée par le sondage. Toutefois, ce constat ne change rien pour notre principal point d'intérêt, à savoir l'évolution du différentiel de classe. Les analyses ont été répliquées sans la pondération pour tous les pays, et les résultats n'indiquent pas de variations significatives.

Suisse : des différences de classe déjà importantes dans les années 1970

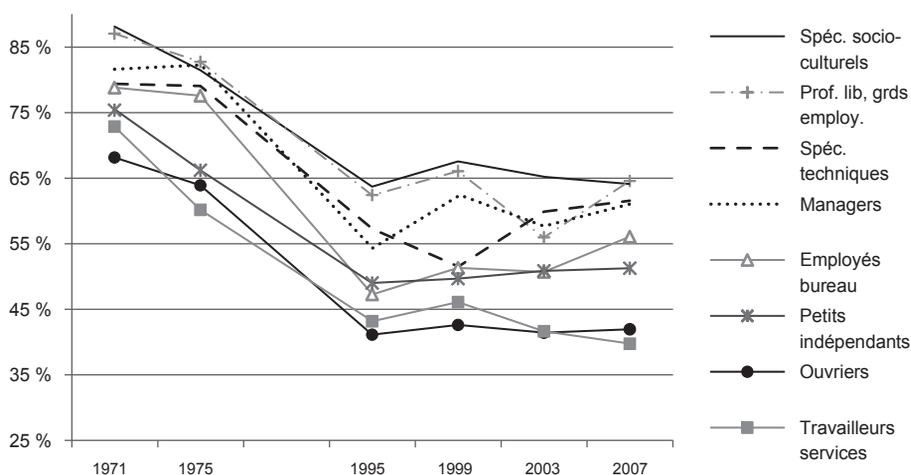
La Suisse a connu depuis la période de l'après-guerre un taux d'abstention marqué. Cela peut s'expliquer pour plusieurs raisons : les élections parlementaires n'ont pas eu d'incidence sur la composition partisane du gouvernement depuis l'établissement de la formule magique en 1959 et les électeurs peuvent en raison de la démocratie directe s'exprimer régulièrement sur des sujets d'importance dans les urnes (Kriesi, 1998 b ; Sciarini, 2011). Malgré le niveau généralement bas, il y a eu une légère hausse de la participation électorale dans les années 2000, qui correspond à une période de polarisation de la politique suisse et à une remise en question de la formule magique, notamment lors de l'élection de 2003 avec l'attribution d'un deuxième siège pour l'UDC au détriment du PDC (Sciarini, 2011 ; Giugni et Sciarini, 2008).

³² La seule exception concerne l'élection autrichienne de 1990 où l'absence de sympathie partisane est utilisée comme proxy pour l'abstention. Cela n'est de loin pas idéal, mais à défaut d'autres données pour l'Autriche du milieu des années 1980 au début des années 2000, nous préférons présenter ce résultat. Dans tous les cas, les analyses qui suivent montrent des différences dans la participation des classes sociales entre les élections de 1971 et 1983 d'une part, et les élections de 2002 et 2006 d'autre part.

³³ En France et en Autriche, la différence maximale tourne autour des dix points.

Le graphique 5.15 présente les probabilités prédites de participer selon la classe sociale pour un homme d'âge moyen. Une claire structure hiérarchique se dessine sur l'ensemble de la période: les spécialistes socio-culturels et les professions libérales/grands employeurs votent le plus, alors que les ouvriers de production et les travailleurs des services votent le moins. La différence est d'environ vingt points entre ces deux groupes. Les employés de bureau et les petits indépendants occupent une position intermédiaire. La forte participation des spécialistes socio-culturels, aux côtés de la «bourgeoisie traditionnelle», confirme les résultats d'Oesch (2006: 187) qui décrivait les spécialistes socio-culturels comme des «*votants particulièrement consciencieux*».

Graphique 5.15: Probabilités prédites de voter selon la classe sociale en Suisse 1971-2007 (pour un homme d'âge moyen)

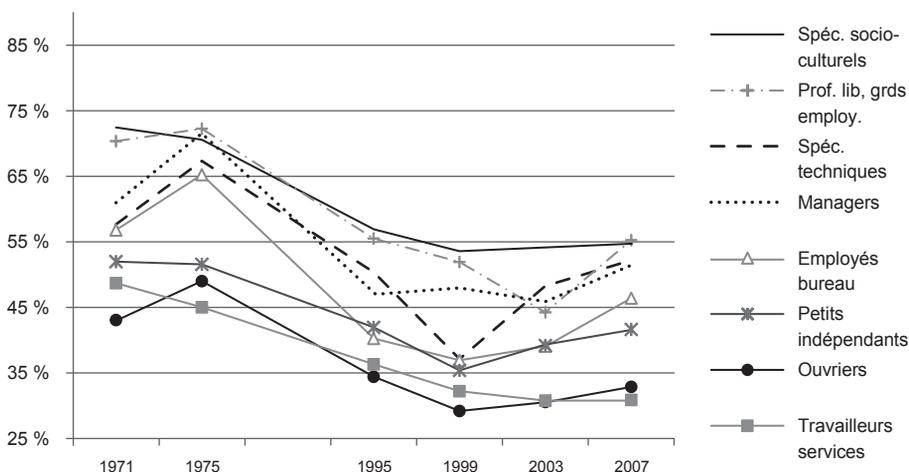


La participation électorale a chuté dans toutes les classes: les spécialistes socio-culturels comme les ouvriers votent moins dans les années 2000 que dans les années 1970. Cependant, entre 1971 et 2007, le déclin de la participation est davantage marqué pour les ouvriers (-38 %) que pour les spécialistes socio-culturels (-27 %). Dans les années 1970, les spécialistes socio-culturels ont une probabilité de voter environ 1,3 fois supérieure à celle des ouvriers, dès 1995 elle est d'environ 1,5 fois supérieure.

Nous avons montré ici uniquement les probabilités prédites pour un homme d'âge moyen. Mais qu'en est-il des femmes? La Suisse a ceci de spécifique que le droit de vote a été accordé aux femmes de manière très tardive en comparaison internationale. C'est lors des élections fédérales de 1971 que les femmes ont pu participer pour la première fois sur le plan national. La participation électorale des femmes a été décrite comme plus faible que celle des hommes en Suisse, alors que c'est souvent le contraire dans d'autres pays (Oesch, 2006). On peut ainsi se demander si l'attribution tardive du droit de vote a aussi des répercussions sur les différences de

classe. Comme pour les hommes, le graphique 5.16 montre les probabilités prédites des femmes de participer aux élections fédérales. Généralement, le niveau de participation des femmes est plus faible que celui des hommes, mais les différences entre classes sont plus prononcées. En ce qui concerne l'évolution, le différentiel de classe reste relativement stable : en 2007 comme en 1971, les spécialistes socio-culturels ont une probabilité 1,7 supérieure de voter que les ouvrières.

Graphique 5.16 : Probabilités prédites de voter selon la classe sociale en Suisse 1971-2007 (pour une femme d'âge moyen)



Il est instructif de comparer la Suisse au cas des États-Unis. Les chercheurs ont généralement noté que les différences de classe dans le choix des partis politiques sont plus faibles aux États-Unis que dans les autres démocraties capitalistes occidentales, mais que les différences de classe dans la décision de participer y sont plus fortes (Verba *et al.*, 1978; Weakliem et Heath, 1999; Manza et Brooks, 1999: 27; Kerbo et Gonzales, 2003). En ce qui concerne le changement dans le temps, les observateurs n'ont pas noté d'augmentation de différences de classe que ce soit entre 1964 et 1988 avec une mesure des revenus (Leighley et Nagler, 1992), ou entre 1960 et 1992 en termes de classes sociales (Manza et Brooks, 1999: 186, 298), cela à une période où la participation a généralement reculé. Dans le cas suisse, nous avons vu que les différences de classe dans la participation sont déjà élevées dans les années 1970. Ces différences ont tendance à augmenter quelque peu pour les hommes, et à rester stables pour les femmes. Il n'y a pas de tendance générale à une augmentation du différentiel de classe. Cette constatation semble indiquer que là où les différences entre classes sociales sont déjà importantes, comme aux États-Unis, c'est plutôt une configuration de stabilité qui prévaut.

Les ouvriers sont moins nombreux à voter par rapport aux classes plus aisées, mais la situation n'a pas changé fondamentalement. Gottraux et Péchu (2011) ont raison de mettre en évidence l'importante abstention des ouvriers en Suisse, mais le

changement le plus important du vote ouvrier en Suisse concerne davantage le réalignement vers l'UDC que l'abstention croissante. À cette dimension déjà fortement hiérarchique de la participation des classes sociales en Suisse viennent s'ajouter des différences de classe en termes d'obtention des droits politiques. Dans les pays européens, il existe généralement un biais de classe dans la composition de l'électorat : les travailleurs étrangers, qui ne disposent pas de droits politiques, se situent plus souvent dans le bas de la hiérarchie de classe que dans le haut (Oesch, 2006 : 181). Ce biais est encore amplifié en Suisse par la part élevée de population étrangère (Oesch, 2006 : 180-182). Ainsi, un quart des ouvriers de production qualifiés et 40 % des ouvriers de production non qualifiés sont des étrangers et ne possèdent pas le droit de vote au niveau national (Oesch, 2006 : 182). La représentation des intérêts de classe en Suisse est donc profondément inégalitaire : les classes ouvrières ont beaucoup moins de probabilités d'avoir le droit de vote que les classes supérieures, et quand elles disposent de ce droit, elles se mobilisent beaucoup moins que les classes supérieures.

Autriche : un différentiel de classe dans la participation qui devient important

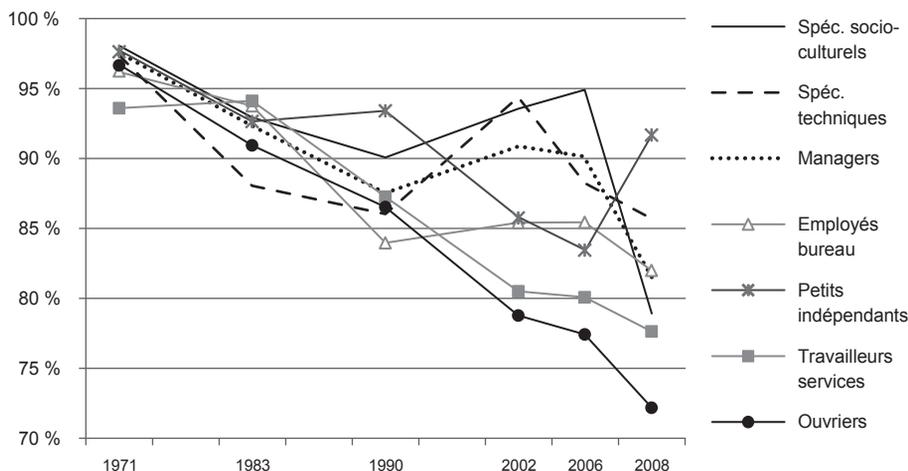
En Autriche, une tendance au déclin linéaire de la participation électorale depuis 1945 peut être observée (Haerpfer, 1997). Dans les premières années d'après-guerre, la participation aux élections législatives nationales était en moyenne de 96 %, elle passe sous le seuil des 90 % lors des élections de 1990 (86,1 %), puis sous la barre des 80 % lors des élections de 2006 avec 78,5 % de participation (Haerpfer, 1997).

Le graphique 5.17 présente les probabilités prédites pour l'Autriche³⁴. Le cas de l'Autriche confirme l'analyse de Korpi (1983) pour le début de la période analysée. Lors des élections de 1971 et 1983, le différentiel de classe dans la participation politique est pratiquement inexistant. Les probabilités des différentes classes sont extrêmement proches. Ce résultat contraste fortement avec celui de la Suisse, où il existe déjà en 1971 des différences notables entre la participation d'un ouvrier et celle d'un spécialiste socio-culturel.

Le graphique montre que les probabilités s'éloignent les unes des autres au fil du temps. Des différences entre classes commencent à apparaître en 1990, pour s'accroître fortement en 2002 et 2006. Alors que le vote des classes moyennes salariées (par exemple des spécialistes socio-culturels et techniques) reste dans le même ordre de grandeur dans les années 2000 par rapport à 1983 et 1990, la participation des ouvriers et des travailleurs des services chute dans les années 2000, créant ainsi d'importants différentiels de classe. Ainsi, la baisse de la participation électorale a une forte dimension de classe en Autriche : elle a été particulièrement marquée au sein des catégories populaires.

³⁴ Pour des raisons de lisibilité, les probabilités prédites pour les grands employeurs/professions libérales et employés de bureau ne sont pas représentées. Pour observer le comportement des classes qui participent le plus, on se reportera aux spécialistes socio-culturels. Nous avons vu dans le cas suisse que c'était la classe qui participait le plus, aux côtés de la « bourgeoisie traditionnelle ».

Graphique 5.17 : Probabilités prédites de voter selon la classe sociale en Autriche 1971-2008 (pour un homme d'âge moyen)



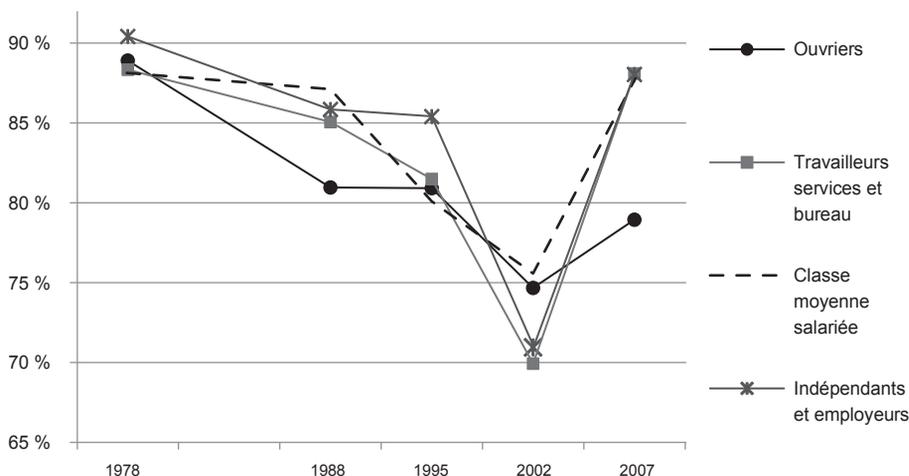
La dernière élection de 2008 laisse une impression contrastée. Les deux catégories des classes moyennes salariées présentent une baisse très nette de leur participation lors de cette élection. Il en résulte une différence avec les ouvriers moins marquée qu'en 2002 et 2006. Toutefois, il faut être prudent sur ce changement. Nous avons déjà noté plus haut le nombre de cas plus faible pour l'élection de 2008 et les informations différentes à disposition concernant la position de classe. Des analyses pour les élections autrichiennes futures diront si l'élection de 2008 constitue véritablement un tournant.

France : l'émergence de différences entre classes

Le graphique 5.18 montre les probabilités prédites pour la France. Un schéma réduit à quatre classes est utilisé afin de couvrir un maximum d'élections possibles.

Lors de l'élection législative de 1978, les probabilités de participer sont très proches entre les différentes classes sociales. En 1988, un décrochage se fait pour les ouvriers de production. Il y a une baisse de la participation de toutes les classes sociales, mais elle est particulièrement marquée pour les ouvriers de production. En 1995, les autres classes semblent rejoindre la plus faible participation des ouvriers (à l'exception des indépendants et employeurs), si bien que les différences de classe y sont moins nettes. En 2002, la participation de toutes les classes chute. Le taux de participation lors du premier tour de l'élection présidentielle est d'ailleurs le plus faible de toute l'histoire de la ^ve République. Toutefois, la chute est très forte pour les travailleurs des services et employés de bureau, ainsi que les indépendants et employeurs. La participation remonte fortement en 2007, mais ce n'est pas le cas pour les ouvriers. En 2007, comme en 1988, les ouvriers se

Graphique 5.18 : Probabilités prédites de voter selon la classe sociale en France 1978-2007 (pour un homme d'âge moyen)



distinguent nettement de toutes les autres classes par une plus faible probabilité de participer.

Il y a donc des différences de classe importantes qui apparaissent depuis 1988 dans la participation en France. Certes, ces différences sont davantage fluctuantes que dans le cas autrichien, mais elles indiquent de manière répétée un décrochage de la participation de la classe ouvrière au sens large, que ce soit en 1988 et 2007 pour les ouvriers de production ou en 2002 pour les travailleurs des services et employés de bureau.

À cette analyse de la participation électorale, il faut ajouter les fortes inégalités sociales qui persistent en France dans l'inscription sur les listes électorales. Nos données ne permettent pas de saisir ce phénomène, étant donné que les enquêtes électorales françaises portent sur un échantillon représentatif des électeurs inscrits. Il se pourrait que les différences de classe soient bien plus importantes que ce que nous avons montré ici. En effet, pour exercer son droit de vote en France, un citoyen doit s'inscrire sur les listes électorales. L'inscription relève d'une « démarche individuelle et volontaire des citoyens, contrairement à ce qui se pratique dans de nombreux pays européens » (Verrier, 2007 : 63). Depuis 2001, les jeunes ayant dix-huit ans doivent être inscrits automatiquement sur les listes électorales par les mairies, mais en cas de déménagement par exemple il est nécessaire de se réinscrire (Verrier, 2007 ; Pan Ke Shon, 2004). Il est évalué que seule 90 % de la population totale en âge et en droit de voter est inscrite sur les listes électorales, un taux qui reste stable depuis les années 1980 (Verrier : 63). L'inscription sur les listes électorales est fortement structurée socialement : elle est moins probable chez les revenus modestes, les chômeurs, ainsi que les personnes à faible capital scolaire (Pan Ke Shon, 2004). Braconnier et

Dormagen (2007) montrent que l'exclusion de la possibilité d'exercer son droit de vote peut atteindre jusqu'à 50 % dans les quartiers populaires, en raison de la non-inscription et aussi de la « mal-inscription » des citoyens. Braconnier et Dormagen sont ainsi bien moins optimistes que Verrier sur la stabilité du taux d'inscription. Depuis les années 1980, ils notent un déclin de l'inscription sur les listes électorales dans les quartiers populaires. Le nombre d'inscrits sur les listes électorales dans certains quartiers populaires a été divisé par deux depuis les années 1970. Dans la cité des Cosmonautes dans la banlieue nord de Paris où ces chercheurs ont effectué une vaste enquête de terrain, ils évaluent qu'en tenant compte des non-inscrits, il y a deux à trois fois moins de votants dans les années 2000 que dans les années 1970 (Braconnier et Dormagen, 2007). Les auteurs en concluent que le non-vote est devenu un comportement électoral majoritaire dans certains quartiers populaires. Ces résultats attestent donc, de manière plus poussée que les nôtres, d'une augmentation des différences de classe dans la participation électorale.

5. CONCLUSION

Ce chapitre avait pour objectif d'examiner l'évolution de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes. Sur la base de deux critères, nous avons pu observer des différences entre pays. C'est en Suisse que le déclin du vote ouvrier pour le parti socialiste a été le plus fort. En Autriche, en Grande-Bretagne et en Allemagne, un déclin a aussi pu être constaté mais d'ampleur plus faible. En France, un déclin s'est également produit, mais à un faible niveau, étant donné le fort caractère interclassiste du parti socialiste français.

Après avoir étudié deux élections uniquement dans la section 5.1, nous avons pu couvrir l'ensemble de la période en Suisse, en Autriche et en France. Les résultats ne changent pas les conclusions que nous avons tirées. En Suisse, l'élection de 1975 est représentative de la période des années 1970 avec un alignement important des ouvriers sur le parti socialiste. L'élection de 2007 représente le plus faible niveau du vote ouvrier des années 1990 et 2000. Toutefois, même en considérant l'élection de 2003, cela ne remettrait pas en cause notre conclusion d'un plus fort déclin du vote ouvrier en Suisse. En Autriche, nous avons pu constater que le vote ouvrier est resté stable lors des élections de 1971 et 1983. Le vote ouvrier dans les années 2000 se situe lors des trois élections dans un même ordre de grandeur. En France, les élections de 2002 et 2007 ne se distinguent pas fondamentalement en ce qui concerne le vote ouvrier. Les résultats de la première section s'avèrent donc solides, en tout cas pour ces trois pays.

Ces analyses détaillées pour ces trois pays nous ont surtout permis d'améliorer notre connaissance des périodes de déclin du vote ouvrier. En Suisse, la baisse du vote ouvrier s'est produite dès la fin des années 1980, pour ensuite s'amplifier dans les années 1990. En Autriche, le déclin du vote ouvrier démarre en 1990 pour se prolonger en 2002. Nous n'avons pas pu observer l'ensemble des élections, mais les années 1990 apparaissent importantes pour les changements du vote ouvrier. En France, nous avons pu établir que la force du vote de classe provient essentiellement

du vote ouvrier pour le parti communiste. Deux phases de déclin ont pu être repérées : le premier recul du vote de classe se produit en 1988, puis lors de l'élection de 2002. Dans un travail qui se concentre sur la famille des partis socialistes, il est donc extrêmement difficile de saisir le cas français de manière comparée. Le déclin du vote ouvrier pour les partis de gauche apparaît autant prononcé que dans les autres pays, alors que le déclin du vote ouvrier pour les partis socialistes y apparaît de manière plus faible que dans les autres pays.

Deux autres éléments ont été étudiés de manière complémentaire dans ce chapitre. Nous nous sommes intéressés aux conséquences de ce désalignement entre ouvriers et partis socialistes. Premièrement, le développement de nouveaux alignements entre des classes sociales et les partis socialistes a retenu notre attention. Deuxièmement, les possibles reconfigurations du vote ouvrier ont aussi été étudiées. Nous avons ainsi observé l'évolution du vote des ouvriers pour la droite radicale, ainsi que l'évolution de l'abstention des ouvriers. En résumé, tant le devenir des partis socialistes que le devenir du vote des ouvriers ont été analysés.

En ce qui concerne tout d'abord les partis socialistes, nous avons pu montrer la forte proximité dans le vote socialiste entre les ouvriers de production et les travailleurs des services dans les années 1970. Le déclin de l'alignement entre ouvriers de production et partis socialistes a souvent été accompagné par celui des travailleurs des services. Nous n'avons donc pas discerné de différences majeures dans le vote de ces deux groupes, malgré le fait qu'ils connaissent des expériences fort différentes dans les structures sociales européennes (le déclin numérique pour les ouvriers de production contre l'expansion pour les travailleurs des services). Du côté des partis socialistes, on peut aussi dire que ceux-ci n'ont pas pu véritablement profiter de l'expansion du « prolétariat des services » : le désalignement des ouvriers de production n'a pas été compensé par une stabilité de l'alignement des travailleurs des services. Comme les ouvriers de production, ils se sont montrés moins fidèles aux partis socialistes.

De nouveaux alignements se sont-ils formés du côté des classes moyennes salariées ? C'est surtout en Suisse et en France que nous avons pu noter le lien entre un segment spécifique des classes moyennes salariées, les spécialistes socio-culturels, et le parti socialiste. Bien que cet alignement ait déjà été remarqué lors de l'élection des années 1970 dans les deux pays, nous avons tout de même pu constater son renforcement au fil du temps. En Autriche, en Grande-Bretagne et en Allemagne, nous n'avons pu identifier de vote spécifique des spécialistes socio-culturels pour les partis socialistes. D'autres travaux montrent que les spécialistes du domaine social et culturel forment dans ces pays la base sociale des Verts ou du parti libéral dans le cas britannique (pour l'Allemagne et la Grande-Bretagne, voir Oesch, 2008 a ; pour une comparaison de douze pays européens, voir Dolezal, 2010). La gauche « traditionnelle » n'a donc pas bénéficié particulièrement de leur soutien, contrairement à la « nouvelle » gauche. Arndt (2014) montre à ce sujet que les spécialistes socio-culturels vont préférer soutenir les partis de « gauche libertaire » par rapport aux partis sociaux-démocrates, surtout dans les pays avec un système électoral fortement proportionnel qui permet à la « gauche libertaire » d'être la plus compétitive

électorale. Cette conclusion ne se vérifie toutefois pas dans le cas suisse où l'existence d'un système proportionnel facilite la concurrence des Verts. Des variations liées aux régions linguistiques (et à des différences dans la compétition partisane) pourraient constituer une piste explicative intéressante dans le cas suisse, à creuser dans de futures recherches. Nos analyses ont montré que c'est surtout en Suisse alémanique que les spécialistes socio-culturels soutiennent le plus clairement le parti socialiste dans les années 1990 et 2000.

L'analyse de la composition de classe de l'électorat socialiste a aussi mis en évidence d'une autre manière ces différences dans le soutien des spécialistes socio-culturels. C'est seulement en Suisse et en France que la part de la classe moyenne salariée dans l'électorat socialiste est plus élevée que dans l'électorat total. Cela s'explique essentiellement par la forte contribution en termes de voix des spécialistes socio-culturels. Le déclin du vote ouvrier socialiste en Autriche, en Grande-Bretagne et en Allemagne n'a donc pas été compensé par de nouveaux alignements du côté des classes moyennes salariées.

Passons pour terminer aux reconfigurations du vote ouvrier. En Suisse, en Autriche et en France, nous avons pu observer qu'un nouvel alignement entre ouvriers et partis de droite radicale s'est formé. En Suisse, la croissance de l'UDC a été particulièrement marquée non seulement chez les ouvriers de production, mais aussi chez les travailleurs des services et les employés de bureau. Dans leur vote pour l'UDC, ces trois catégories populaires se rapprochent toujours plus des petits indépendants, qui forment la base traditionnelle de ce parti. En Autriche, c'est aussi une prolétarianisation du vote pour le FPÖ qui peut être observée : les ouvriers se rapprochent et dépassent même la base traditionnelle des managers dans leur soutien à ce parti. En France, les trois catégories populaires (ouvriers de production, travailleurs des services et employés de bureau) présentent sur toute la période le niveau de soutien le plus important pour le Front national. Le caractère populaire du vote pour ce parti se renforce aussi au fil du temps, puisqu'un écart croissant avec le vote des classes moyennes salariées peut être observé. Dans les trois pays, il est intéressant de constater que le nouvel alignement ne se limite en aucun cas aux seuls ouvriers de production, mais s'étend aux trois catégories populaires. Il n'est pas rare que le soutien des travailleurs des services pour la droite radicale soit même plus fort que celui des ouvriers de production.

Nos résultats indiquent que la progression des partis de la droite radicale ne s'est pas faite de manière égale dans toutes les classes sociales : c'est au sein des catégories populaires qu'elle a été la plus importante. Malgré les différences d'origine et d'idéologie des trois partis analysés ici, la dimension de classe de leur progression constitue un élément commun. Toutefois, cela ne veut pas dire que cette famille de partis n'a pas gagné des voix dans des classes sociales opposées, chez les détenteurs et gérants du capital. En Suisse par exemple, l'UDC a progressé légèrement plus que la moyenne parmi les managers. En Autriche, le FPÖ a aussi progressé plus qu'en moyenne chez les professions libérales et grands employeurs, même s'il faut être prudent avec ce résultat étant donné le faible nombre de cas de la catégorie. En France, la progression du Front national entre 1995 et 2002 a été particulièrement

importante parmi les indépendants et employeurs. Ces gains sont aussi à souligner, mais ils sont restés en deçà de ceux obtenus chez les ouvriers ou travailleurs des services ou, dans le cas français, portent sur une période limitée. Dans le cas suisse, le changement à noter dans la base de classe de l'UDC concerne le soutien accru des ouvriers, mais il ne faut pas perdre de vue le soutien continu que l'UDC trouve auprès des petits indépendants. En France, les travailleurs des services et ouvriers sont parfois rejoints par les indépendants et employeurs dans leur soutien au Front national.

La reconfiguration du vote ouvrier ne se limite en aucun cas au vote pour la droite radicale. On peut aussi imaginer que les ouvriers participent moins que par le passé aux élections. À l'exception de la Suisse où les différences de classe sont depuis longtemps importantes, on a pu observer une augmentation des différences de classe en Autriche et en France (de manière plus fluctuante) depuis le milieu des années 1980 et le tournant des années 1990. Dans ces deux pays, le déclin de l'alignement entre ouvriers et parti socialiste s'est traduit non seulement par une augmentation du soutien des ouvriers pour la droite radicale, mais aussi par une augmentation des différences de classe dans l'abstention. Le fait d'avoir une concurrence de la droite radicale dans le système de partis n'empêche donc pas une augmentation de l'abstention des ouvriers.

Cependant, on peut imaginer qu'une telle abstention est encore plus forte dans les pays où aucun compétiteur n'a émergé dans le système de partis. La comparaison instructive réalisée par Arndt (2011 : 140-142) montre que c'est en Grande-Bretagne que l'augmentation de l'abstention des ouvriers a été la plus importante, alors qu'elle est plus modérée en Allemagne – sans être toutefois négligeable – en raison de la présence du Linkspartei/PDS qui a vu un réalignement partiel du vote ouvrier. Dans le cas du Danemark, Arndt observe en revanche que le déclin du vote ouvrier pour le parti social-démocrate s'est traduit uniquement par un réalignement vers la droite radicale (parti du peuple danois), et non par une augmentation de l'abstention des ouvriers. Nos résultats pour l'Autriche et la France ne confirment pas cette analyse du cas danois.

CHAPITRE 6 :

CHANGEMENTS DE L'ENVIRONNEMENT SOCIAL

Ce chapitre a pour objectif d'étudier les changements d'un certain environnement (ou milieu) social ouvrier. Malgré la proximité de leurs conditions économiques, les ouvriers de production peuvent évoluer dans des contextes sociaux très différents, ce qui a une influence au final sur leur rapport à la politique et leur choix partisan. C'est ainsi par exemple qu'ont argumenté Butler et Stokes (1974 : 106) :

«Two individuals of identical occupational grade and income may experience differences of social milieu that are of great importance for their political outlooks. Some of these differences lie in the realm of occupation itself. The world of the skilled worker in one of the large and heavily unionized car-manufacturing plants is very different indeed from the world of the skilled craftsman employed in a small shop in a market town.»

Ce chapitre tente de «recréer» en quelque sorte cet environnement social et d'étudier son impact sur l'alignement entre ouvriers et partis socialistes. Partant d'une définition de la classe avant tout «économique» (section 3.3), l'analyse a pour objectif de mettre en évidence des individus qui partagent non seulement une position économique, mais aussi un certain nombre de caractéristiques sociales qui en font un groupe plus cohérent. Nous essaierons ainsi de nous rapprocher de définitions davantage restrictives de la classe, à l'instar de la conception de l'historien anglais Thompson (1979 : 12) : «*We cannot understand class unless we see it as a social and cultural formation.*»

L'étude de l'environnement social est particulièrement importante, car de nombreux changements ont été discutés dans le chapitre théorique. Alors que la gauche disposait souvent de bastions ouvriers dans les grandes industries avec un fort taux de syndicalisation, c'est précisément ce type d'arrangement industriel

qui a subi les transformations les plus importantes depuis les années 1980 avec le déclin du secteur industriel. La mise en évidence de cet environnement social doit donc permettre de dégager d'éventuels facteurs explicatifs au processus de désalignement entre ouvriers et partis socialistes constaté dans le chapitre précédent. Afin de tracer les contours d'une explication relative à l'environnement social, l'hypothèse 1 a servi de point de départ. Pour rappel, elle est la suivante : *La baisse du vote ouvrier pour les partis socialistes est due à l'existence d'un environnement social moins favorable pour l'articulation des intérêts de classe (affaiblissement de l'organisation syndicale, déclin des grandes entreprises industrielles, habitat moins urbain).*

Sur la base de cette hypothèse de travail, ce sont deux types de changements qui vont nous intéresser plus précisément dans ce chapitre. Dans ce but, deux sous-hypothèses sont développées. Premièrement, il s'agira de déterminer si les caractéristiques typiques de l'environnement social gardent leur capacité de mobilisation pour les ouvriers au cours du temps. Le fait d'être syndiqué, de travailler dans des grandes industries et d'habiter en ville a-t-il toujours pour effet d'inciter les ouvriers à voter socialiste ? Concernant l'appartenance syndicale, on peut s'attendre suivant Müller (1999 : 139) à une plus faible capacité des organisations intermédiaires à influencer le choix partisan. L'hypothèse suivante sera testée :

H1 a : Le fait d'être inséré dans un environnement social industriel, urbain et syndical a moins d'impact sur le vote des ouvriers pour le parti socialiste dans les années 2000 que dans les années 1970.

Deuxièmement, nous allons considérer de manière plus systématique le rôle de cet environnement social quant au lien entre classe sociale et vote. Nous souhaitons savoir si le vote des ouvriers pour les partis socialistes est avant tout le résultat de leur position de classe ou le résultat de leur insertion dans un environnement social qui mobilise particulièrement un tel comportement de vote. Il est nécessaire de clarifier l'importance de l'environnement social pour pouvoir mieux saisir les implications de ses changements. Si le soutien des ouvriers s'explique avant tout par leur présence dans un certain environnement, alors les changements de cet environnement (par exemple affaiblissement de l'organisation syndicale, déclin des grandes entreprises industrielles, habitat moins urbain) devraient affecter particulièrement l'alignement entre ouvriers et partis socialistes. Si le vote des ouvriers pour les partis socialistes s'explique davantage par leur position de classe, alors les changements de l'environnement social seront moins susceptibles d'affecter l'alignement politique entre ouvriers et partis socialistes. C'est donc un effet de médiation qui va nous intéresser ici, à savoir dans quelle mesure l'effet de la classe passe par des variables relatives à l'environnement social. Nous postulons l'hypothèse suivante :

H1 b : Le vote des ouvriers pour le parti socialiste s'explique par leur insertion dans un environnement social industriel, urbain et syndical.

Des éléments de l'environnement qui activent un lien entre la classe sociale et le parti peuvent être identifiés sur la place de travail, mais aussi plus largement

dans la famille, les cercles d'amis et l'environnement résidentiel (Butler et Stokes, 1974: 106). Trois variables sont retenues pour notre analyse : l'appartenance syndicale, la taille de l'entreprise et le lieu de résidence. Elles permettent de reconstruire (partiellement en tout cas) l'environnement dans lequel ont évolué les ouvriers de production. De telles variables ne sont pas toujours disponibles dans les enquêtes électorales. Quand elles le sont, les catégorisations sont parfois très différentes d'une enquête à l'autre, ce qui rend la comparaison dans le temps impossible. En raison de ces problèmes pratiques, l'analyse se concentre sur la Suisse et l'Autriche, pays pour lesquels nous disposons de variables qui peuvent être comparées dans le temps.

Le chapitre est structuré de la manière suivante. La première section analyse les mécanismes qui ont traditionnellement lié la position de classe des ouvriers à une orientation de gauche. Elle se concentre ainsi sur les ouvriers de production et vise à tester l'hypothèse 1 a. Dans un deuxième temps, nous analyserons de manière plus large les liens entre classes sociales, environnement social et vote. Nous chercherons à savoir dans quelle mesure l'effet de la classe sur le vote est « médiatisé » par l'environnement social (hypothèse 1 b).

Avant de passer à l'analyse, il n'est pas inutile de rappeler comment nous avons défini les ouvriers de production. Ce sont des salariés, par opposition aux petits indépendants, qui travaillent dans une logique de production (industrielle ou artisanale), exerçant un travail d'exécution essentiellement, par contraste avec les techniciens ou ingénieurs responsables avant tout de la conception du travail et ayant de plus hauts niveaux de formation. Les ouvriers de production ne représentent qu'une composante de la classe ouvrière comprise dans un sens large. Comme l'analyse contient des comparaisons avec les années 1970, la limitation à cette composante est particulièrement utile. Dans les années 1970, environ un citoyen sur trois est un ouvrier de production, alors que les travailleurs des services ne représentent qu'un citoyen sur dix. Les ouvriers de production ont aussi formé la composante la plus importante pour les partis de gauche. De même, les syndicats ont organisé en priorité les ouvriers (masculins), même si on peut y ajouter au fil du temps les employés du secteur public, par exemple les enseignants, fonctionnaires, employés municipaux (Visser, 2002: 405). Depuis les années 1970, les ouvriers de production baissent en nombre et perdent leur centralité dans la structure sociale (chapitre 4). À un niveau symbolique et culturel, ils sont aussi devenus « invisibles » dans les sociétés contemporaines, devenant des figures intéressantes pour les masses médias seulement dans le cas de fermeture d'usines (Beaux et Pialoux, 1999). L'autre composante de la classe ouvrière formée des travailleurs des services ne connaît pas un tel processus de centralité et puis de déclin. Au contraire, avec la croissance du secteur des services, ce groupe est en pleine expansion. Par conséquent, dans une analyse qui porte sur les changements de l'environnement social, il fait sens de se concentrer uniquement sur les ouvriers de production dans la première section de ce chapitre.

1. DES CHANGEMENTS DE L'IMPACT DE L'ENVIRONNEMENT SOCIAL ?

Nous nous concentrons dans cette section comme dans la suivante sur deux pays, la Suisse et l'Autriche. Afin de saisir si les mécanismes de l'environnement social sont restés stables ou non, l'analyse compare deux points dans le temps, le premier dans les années 1970 ou 1980 et le second dans les années 2000. Dans les analyses descriptives, nous profitons de présenter le vote des ouvriers pour les principaux partis politiques. Dans les analyses multivariées, nous nous concentrons en revanche sur le vote pour le parti socialiste (par rapport à tous les autres partis), puisque c'est l'alignement entre ouvriers et partis socialistes qui figure au centre de notre recherche.

Ce sont les mêmes données qui sont utilisées dans cette section et la suivante. Pour la Suisse, l'enquête électorale de 1975 est employée. Pour l'Autriche, il s'agit du sondage social de 1986 (pour les références complètes des sondages, voir les tableaux A.5.2 et A.5.3). Pour les années 2000, c'est le sondage social européen («*European social survey*») ³⁵ qui est utilisé, plus précisément les quatre premières vagues de 2002-2008 pour la Suisse et les trois premières vagues de 2002-2006 pour l'Autriche. Les données du sondage social européen sont retenues, car elles contiennent des variables intéressantes pour étudier l'environnement social et de travail des répondants, ce qui n'est pas toujours le cas des enquêtes électorales. Logiquement, nous avons un nombre de cas plus important dans les années 2000, étant donné que nous utilisons entre trois et quatre vagues du sondage social européen, contre une seule enquête dans les années 1970-1980.

Les syndicats comme agence essentielle d'organisation de classe

Le premier élément à prendre en compte tient à l'action des syndicats. Ils jouent un rôle déterminant dans le lien entre position de classe et choix de vote. Ce sont en effet les syndicats qui organisent les ouvriers sur leur lieu de travail et s'occupent de la défense directe de leurs conditions de travail, suivant une division du travail entre syndicats et partis, établie lors de la fondation de ces organisations à la fin du XIX^e siècle, mais qui perdure aujourd'hui. La division du travail entre parti et syndicats est typique du modèle social-démocrate d'organisation, que l'on retrouve en Suisse et en Autriche. Le mouvement ouvrier y fonde ses organisations à une période proche, à quelques années d'intervalle selon les pays, et ce sont souvent les mêmes acteurs qui sont à la base de la création du syndicat et du parti, les deux bras du mouvement ouvrier.

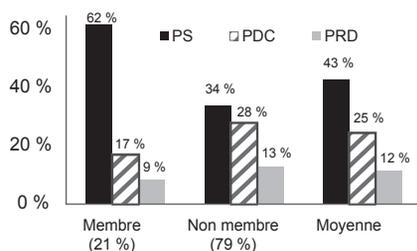
L'impact du rôle des syndicats va pouvoir être testé au niveau individuel avec nos données qui contiennent des informations sur l'appartenance syndicale ³⁶. Nous nous

³⁵ European Social Survey Cumulative File, ESS 1-4 (2011). Data file edition 1.0. Norwegian Social Science Data Services, Norway – Data Archive and distributor of ESS data.

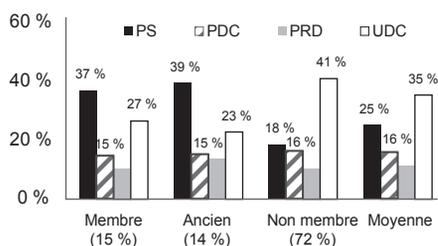
³⁶ Les données ESS pour les années 2000 contiennent une catégorie spécifique pour les personnes qui ont été membres d'un syndicat par le passé. Dans les analyses descriptives, nous saisissons l'opportunité de présenter les résultats pour cette catégorie. Dans les régressions logistiques de la section suivante, les anciens membres sont regroupés avec les non-membres.

Graphique 6.1: Vote des ouvriers selon l'appartenance syndicale (%) en Suisse et Autriche dans les années 1970-1980 et les années 2000

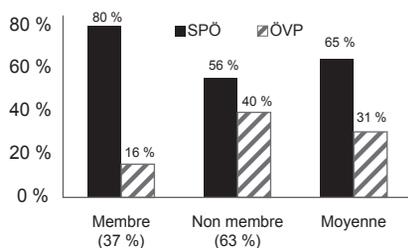
CH 1975



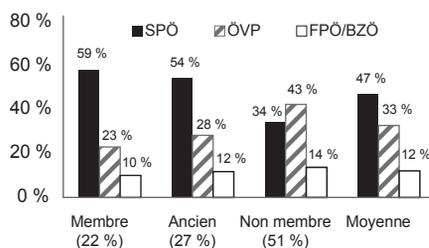
CH 2002-2008



AT 1983



AT 2002-2006



Note: Nombre d'observations: CH 1975 = 147; CH 2002-2008 = 391; AT 1983 = 461; AT 2002-2006 = 511.

attendons à ce que les ouvriers syndiqués soutiennent davantage les partis de gauche que les ouvriers non syndiqués. Un des enjeux importants consistera à voir si l'impact de l'appartenance syndicale reste toujours le même. Le graphique 6.1 présente le vote des ouvriers de production pour les principaux partis³⁷ selon l'appartenance syndicale dans les années 1970-1980 et dans les années 2000 en Suisse et en Autriche.

Dans les deux pays, il faut tout d'abord remarquer un déclin de la syndicalisation des ouvriers au fil du temps. Seuls 15 % des ouvriers se déclarent syndiqués en Suisse dans les années 2000, contre 21 % en 1975. En Autriche, 22 % des ouvriers sont syndiqués dans la période récente, contre 37 % en 1983. Pour ce qui est du vote, en Suisse, en 1975, les ouvriers membres d'un syndicat votent beaucoup plus que la moyenne pour le parti socialiste (62 % contre 43 %), alors que le fait d'être non syndiqué a pour effet de diminuer le soutien au parti socialiste. L'effet n'est pas le même pour le parti démocrate-chrétien, malgré la présence de syndicats

³⁷ Le vote des ouvriers pour l'UDC et le FPÖ dans les années 1970-1980 n'est pas représenté dans ce graphique (ainsi que dans les suivants) en raison du faible score électoral de ces partis à cette époque, ce qui mène à un trop faible nombre de cas.

chrétiens en Suisse. Dans les années 2000, le niveau général du soutien pour le parti socialiste chez les ouvriers de production a baissé. Cependant, le parti socialiste est toujours le premier parti des ouvriers syndiqués (avec 37 % des voix). Le vote des ouvriers syndiqués pour l'UDC n'est pas inexistant (27 %), mais en dessous de la moyenne. Le premier parti chez les ouvriers non syndiqués est clairement l'UDC (avec 41 % des voix). Il est intéressant de constater que les anciens syndiqués présentent un choix de vote identique aux personnes actuellement membres. Avoir été membre d'un syndicat semble avoir un effet sur le long terme.

En Autriche, en 1983, les ouvriers syndiqués votent beaucoup plus pour le parti socialiste (SPÖ) que la moyenne (80 % contre 65 %) et beaucoup moins pour le parti conservateur (ÖVP) (16 % contre 31 %). La relation inverse se vérifie pour les ouvriers non syndiqués, mais il faut noter que le SPÖ reste quand même le premier parti chez les non syndiqués. Dans les années 2000, le fait d'être syndiqué a toujours pour effet de renforcer le vote socialiste (59 % des voix contre 47 % en moyenne), alors que le parti démocrate-chrétien reste toujours fort chez les ouvriers non syndiqués: il y devient même le premier parti. Comme pour l'UDC en Suisse, le soutien pour la droite radicale (FPÖ, avec le BZÖ en 2006) augmente chez les ouvriers non syndiqués (14 %), mais diminue chez les ouvriers syndiqués (10 %).

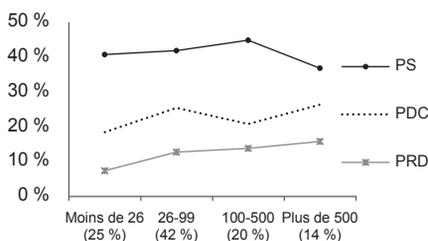
Dans les deux pays, le fait d'être syndiqué augmente le soutien pour les partis socialistes, aussi bien dans les années 1970-1980 que dans les années 2000. Le fait d'être non syndiqué bénéficie aux partis de droite modérée, et aussi aux partis de droite radicale dans les années 2000. Ces derniers reçoivent un soutien plus faible que la moyenne parmi les ouvriers syndiqués. Ainsi, la droite radicale ne s'est pas implantée au cœur de la classe ouvrière organisée. Être membre d'un syndicat semble donc prévenir le vote des ouvriers pour la droite radicale. Ce résultat contredit celui de Bornschier et Kriesi (2013) qui montrent un effet beaucoup plus limité de l'appartenance syndicale: seuls les ouvriers syndiqués *qualifiés* ont moins de chances de voter pour la droite radicale selon leur analyse. Le fait que les auteurs se concentrent sur une seule vague du sondage social européen (2008) contre trois à quatre vagues dans notre cas pourrait expliquer une telle différence.

La grande industrie comme lieu de mobilisation

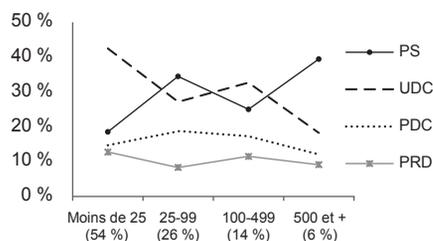
Hormis l'organisation syndicale, l'environnement sur la place de travail s'avère aussi décisif pour la mobilisation d'une classe sociale. Les grandes industries ont été considérées comme importantes pour l'organisation de la classe ouvrière, en raison de la similarité des conditions de travail et du relatif éloignement par rapport à la direction (Lipset, 1963). Bien que reconnue comme un élément déterminant, la taille des entreprises n'a toutefois pas souvent été intégrée dans des études empiriques, notamment au niveau individuel (Pontusson, 1995). Il s'agit donc ici de tester l'impact de la grandeur de l'entreprise sur le comportement de vote du travailleur concerné. Les grandes entreprises constituent-elles aujourd'hui encore un bastion de la classe ouvrière organisée et stimulent-elles toujours un fort vote de classe ouvrier ?

Graphique 6.2: Vote des ouvriers selon la taille de l'entreprise (%) en Suisse et Autriche dans les années 1970-1980 et les années 2000

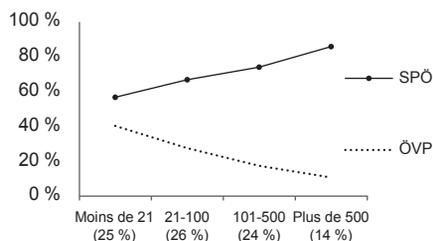
CH 1975



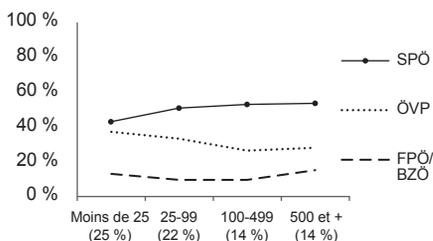
CH 2002-2008



AT 1983



AT 2002-2006



Note: Nombre d'observations: CH 1975 = 130; CH 2002-2008 = 386; AT 1983: 192, AT 2002-2006: 488.

La deuxième variable de cette section est donc la taille de l'entreprise, qui comprend quatre catégories³⁸. Les résultats sont présentés dans le graphique 6.2.

Tout d'abord, il faut noter une diminution de la part des ouvriers actifs dans de grandes fabriques, conformément à ce que nous avons discuté dans le chapitre théorique. En Suisse en 1975, plus d'un tiers des ouvriers travaillent dans des entreprises de plus de 100 salariés, alors que c'est seulement le cas pour 20 % d'entre eux dans les années 2000. En Autriche en 1983, 37 % des ouvriers sont salariés de grandes entreprises, contre 24 % dans les années 2000.

En Suisse, la configuration «traditionnelle» ne se vérifie pas pour 1975: le choix partisan des ouvriers ne varie que peu selon la taille de l'entreprise. Le parti socialiste ne trouve pas un soutien particulier dans les grandes entreprises. Dans les années 2000, le choix partisan des ouvriers est davantage lié à la taille des ateliers: le vote socialiste est le plus fort dans des entreprises de plus de 500 salariés, et le plus faible dans des entreprises de moins de 25 collaborateurs. Le contraire est valable pour le vote UDC. Toutefois, la relation n'est pas complètement linéaire: une rupture

³⁸ Il existe quelques différences dans le découpage des catégories entre les années 1970-1980 et les années 2000. Toutefois, les catégories restent relativement comparables dans le temps.

se produit pour les entreprises de 100 à 499 salariés. En termes d'apports de voix, la bonne position de l'UDC dans les petites entreprises est davantage bénéfique que celle du PS dans les grandes entreprises. En effet, la moitié des ouvriers travaille dans des structures de moins de 25 salariés – une part qui a doublé avec le temps – contre 6 % seulement dans les très grandes entreprises.

En Autriche, en 1983, le choix des ouvriers est fortement lié à la taille de l'entreprise: le vote socialiste augmente dans les grandes entreprises, alors que le vote démocrate-chrétien diminue. Nous ne retrouvons plus une telle relation dans les années 2000. Le choix partisan ne varie que très faiblement en fonction de la taille de l'entreprise. Contrairement à l'UDC en Suisse, le vote pour le FPÖ n'est pas influencé par la taille de l'entreprise.

La ville comme stimulateur de l'organisation de classe

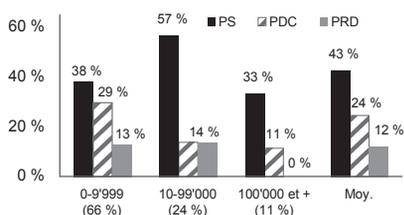
La troisième variable concerne le lieu de résidence (graphique 6.3). Les données disponibles permettent de donner un premier aperçu sur cette thématique. La catégorisation n'est en effet pas directement comparable dans le temps, car la question posée dans le sondage social européen dans les années 2000 porte sur la propre perception du répondant. La définition d'une petite ou grande ville dans les années 2000 est susceptible de varier entre les personnes interrogées, et ne peut donc pas être directement comparée à une catégorisation objective basée sur le nombre d'habitants de la commune du répondant que l'on retrouve dans les données de 1975 et 1983.

En Suisse, en 1975, c'est dans les villes de taille moyenne (10-99 999 habitants) que le parti socialiste obtient ses meilleurs scores auprès des ouvriers (57 % contre 43 % en moyenne) et devance nettement les autres partis. Le parti démocrate-chrétien recueille surtout des voix chez les ouvriers vivant dans des petites communes (29 %) et reste faible en milieu urbain. Dans les années 2000, le parti socialiste obtient ses meilleurs scores auprès des ouvriers vivant dans des grandes villes (40 % contre 25 % en moyenne). À l'inverse, le score de l'UDC y est particulièrement faible (13 % contre 35 % en moyenne). Cette bonne tenue du parti socialiste auprès des ouvriers dans les grandes villes en Suisse avait déjà été mise en évidence par Oesch et Rennwald (2010 b) sur la base de l'enquête électorale de 2007. À nouveau, en termes d'apports de voix, la structure de résidence des ouvriers n'est pas favorable au parti socialiste, étant donné que seule une faible proportion des ouvriers habite dans les grandes villes (6 %).

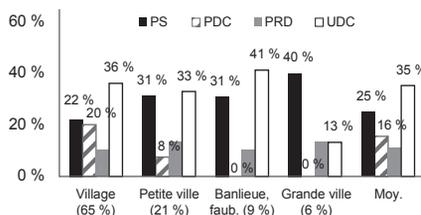
En Autriche, en 1983, le vote des ouvriers présente des variations selon le lieu de résidence. Le parti socialiste obtient le plus de voix (85 %) parmi les ouvriers habitant à Vienne – seule ville de plus d'un million d'habitants en Autriche – et le moins de voix (60 %) chez les ouvriers résidant dans des petites localités (moins de 10 000 habitants). Le contraire est valable pour le parti démocrate-chrétien qui obtient 36 % des voix des ouvriers dans les petites communes contre 10 % à Vienne. Dans les années 2000, c'est surtout dans les banlieues et faubourgs des grandes villes que le parti socialiste obtient le plus de soutien chez les ouvriers (60 %), et un peu moins dans les grandes villes (52 %). Son score reste en revanche toujours

Graphique 6.3: Vote des ouvriers selon le lieu de résidence (%) en Suisse et Autriche dans les années 1970-1980 et les années 2000

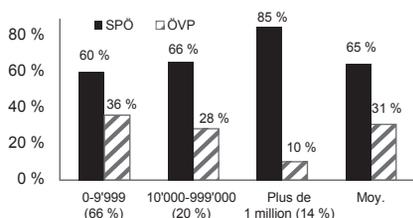
CH 1975



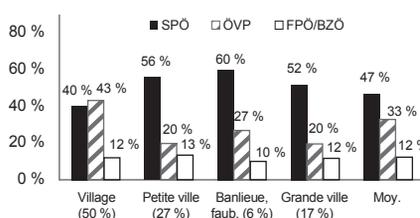
CH 2002-2008



AT 1983



AT 2002-2006



Note: Nombre d'observations: CH 1975 = 148; CH 2002-2008 = 391; AT 1983: 465; AT 2002-2006: 515.

le plus faible dans les villages (40 %). À l'inverse, c'est toujours dans les villages que le parti démocrate-chrétien réalise ses meilleurs score auprès des ouvriers: avec 43 % des voix, il y devance même très légèrement le parti socialiste. Le vote pour la droite radicale varie, quant à lui, peu selon le lieu de résidence.

L'impact de l'environnement social dans un contexte multivarié

Les analyses descriptives précédentes ont montré l'impact des variables de l'environnement social sur le vote des ouvriers, mais elles ne nous renseignent pas sur leur effet simultané et respectif. Nous systématisons l'effet de ces trois variables en utilisant des régressions logistiques. Les tableaux 6.1 à 6.4 présentent les résultats des régressions logistiques en Suisse et en Autriche, sur la base des mêmes données que dans la section précédente. La variable dépendante est le vote pour le parti socialiste par rapport à tous les autres partis. Les trois variables d'intérêt sont entrées séparément dans les régressions (régressions 1 à 3), et de manière simultanée dans le dernier modèle afin d'évaluer leur impact respectif. Les variables de contrôle du sexe et de la formation sont introduites. La formation distingue les personnes qualifiées des non qualifiées, sur la base de l'achèvement d'une formation professionnelle ou d'une formation générale (niveau de formation secondaire II). Dans ces deux pays qui possèdent un système de formation duale, cette variable distingue principalement les ouvriers qui ont achevé un apprentissage de ceux qui n'en ont pas.

Tableau 6.1 : Vote des ouvriers pour le parti socialiste en Suisse en 1975

	M1:SYNDICAT		M2: ENTREPRISE		M3: LIEU DE RÉSIDENCE		M4: Tous	
	Beta	E. S	Beta	E. S	Beta	E. S	Beta	E. S
Femme	0.368	0.417	-0.158	0.404	-0.253	0.371	0.218	0.458
Qualifié	0.018	0.356	-0.128	0.381	-0.053	0.347	-0.088	0.391
Non qualifié (Réf.)								
Syndiqué	1.233	0.415	***				0.838	0.464 *
0-25 empl. (Réf.)			-0.041	0.486				
26-99 empl.			0.122	0.548			-0.188	0.503
100-500 empl.			-0.273	0.628			-0.058	0.568
Plus de 500							-0.621	0.659
0-9 999 habitants (Réf.)								
10 000-99 999					0.764	0.393 *	0.423	0.438
Plus de 100 000					-0.215	0.738	-0.337	0.753
Constante	-0.817	0.374	-0.187	0.482	-0.366	0.315	-0.509	0.534
R2	.064		.006		.041		.064	
N	144		127		145		126	

Note : *** Significatif au niveau 0,01 ; ** Significatif au niveau 0,05 ; * Significatif au niveau 0,1. Les coefficients sont basés sur des régressions logistiques binomiales.

Tableau 6.2 : Vote des ouvriers pour le parti socialiste en Suisse 2002-2008

	M1: SYNDICAT		M2: ENTREPRISE		M3: LIEU DE RÉSIDENCE		M4: Tous	
	Beta	E. S	Beta	E. S	Beta	E. S	Beta	E. S
Femme	0.018	0.294	0.093	0.298	-0.07	0.29	0.226	0.307
Qualifié	-0.228	0.277	-0.029	0.285	-0.165	0.276	-0.075	0.291
Non qualifié (Réf.)								
Syndiqué	0.731	0.293	**				0.687	0.303 **
0-24 empl. (Réf.)								
25-99 empl.			0.84	0.286	***		0.917	0.295 ***
100-499 empl.			0.393	0.37			0.383	0.378
500 et plus			1.053	0.4	***		0.972	0.409 **
Village (Réf.)								
Petite ville					0.468	0.3	0.387	0.312
Banlieue/faubourg grande ville					0.482	0.429	0.457	0.451
Grande ville					0.846	0.548	0.939	0.563 *
Constante			-1.485	0.318	-1.121	0.269	-1.783	0.343
R2	.024		0.047		.019		.084	
N	391		386		391		386	

Note : *** Significatif au niveau 0,01 ; ** Significatif au niveau 0,05 ; * Significatif au niveau 0,1. Les coefficients sont basés sur des régressions logistiques binomiales.

Les analyses de régression confirment en bonne partie les effets discutés plus haut. En Suisse (tableaux 6.1 et 6.2), l'effet de l'appartenance syndicale est confirmé aux deux périodes : les ouvriers syndiqués ont une probabilité plus forte de voter socialiste que les ouvriers non syndiqués, même en tenant compte des autres variables. En 1975, le vote socialiste n'augmente pas avec la taille de l'entreprise. Dans les années 2000, un impact significatif de la taille des entreprises persiste même sous contrôle des autres variables (régression 4). Il y a donc un effet net de la taille des entreprises qui ne s'explique pas par un potentiel plus haut niveau de syndicalisation dans ces grandes entreprises. L'effet de la taille des entreprises semble curvilinéaire : le vote socialiste augmente surtout chez les ouvriers de très grandes entreprises (plus de 500) et ceux de moyennes entreprises (25-99 employés), mais l'effet est plus faible pour les entreprises employant de 100 à 499 collaborateurs.

En ce qui concerne le lieu de résidence, nous avons vu pour 1975 dans les analyses descriptives que le PS était surtout fort parmi les ouvriers résidant dans des villes de taille moyenne (10 000-99 999 habitants). Un tel effet significatif ne persiste pas quand on introduit la syndicalisation dans le modèle (régression 4). La force du PS dans ces villes est donc due à un fort taux de syndicalisation de ces ouvriers plutôt qu'à un effet net du lieu de résidence. Dans les années 2000, le fait de résider dans une grande ville a moins d'impact qu'attendu : l'effet est seulement significatif dans le dernier modèle quand toutes les variables sont introduites.

En Autriche (tableaux 6.3 et 6.4), l'influence de l'appartenance syndicale est confirmée comme pour la Suisse aux deux périodes. Les analyses descriptives montraient un effet fort de la taille de l'entreprise en 1983 en Autriche. Les coefficients pour les moyennes et grandes entreprises sont réduits et perdent leur significativité dans la quatrième régression, quand on contrôle les variables de la syndicalisation et du lieu de résidence. La force du parti socialiste dans les grandes entreprises en 1983 – presque 90 % des ouvriers dans les entreprises de plus de 500 salariés votent pour le parti socialiste en Autriche – s'explique davantage par le haut niveau de syndicalisation que par un effet net du lieu de travail. Par contre, le lieu de résidence reste significatif même sous contrôle de la syndicalisation : habiter à Vienne augmente significativement la probabilité des ouvriers de voter socialiste. Dans les années 2000, c'est non seulement le fait d'habiter dans une grande ville (par rapport à un village) qui augmente la probabilité des ouvriers de voter socialiste, mais aussi d'habiter dans des petites villes et dans les banlieues et faubourgs de grandes villes. Finalement, il faut noter que ni en Suisse, ni en Autriche, le niveau de formation n'a un impact significatif sur la probabilité des ouvriers de voter socialiste.

L'utilisation d'une base de données fusionnée pour les années 1970-1980 et les années 2000 permet maintenant d'analyser avec plus de précision les changements qui se produisent, en intégrant une variable pour le temps et des effets d'interaction entre les variables originales et le temps. Une régression logistique binomiale est effectuée pour chaque pays, avec comme variable dépendante le vote pour le parti socialiste (oui/non) et comme variables indépendantes l'appartenance syndicale

Tableau 6.3 : Vote des ouvriers pour le parti socialiste en Autriche en 1983

	M1 : SYNDICAT		M2 : ENTREPRISE		M3 : LIEU DE RÉSIDENCE		M4 : TOUS				
	Beta	E. S	Beta	E. S	Beta	E. S	Beta	E. S			
Femme	0.485	0.246	**	-0.242	0.425	-0.113	0.217	-0.065	0.473		
Qualifié	0.315	0.222		0.403	0.374	0.225	0.22	0.362	0.399		
Non qualifié (Réf.)											
Syndiqué	1.311	0.255	***					1.183	0.39	***	
0-20 empl. (Réf.)											
21-100 empl.				0.376	0.391			-0.002	0.433		
101-500 empl.				0.763	0.422	*		0.377	0.477		
Plus de 500				1.525	0.6	**		1.011	0.65		
0-9 999 habitants (Réf.)											
10 000-999 999						0.219	0.246	0.394	0.436		
Plus de 1 mio						1.275	0.385	***	1.901	0.678	***
Constante	-0.24	0.25		0.062	0.406	0.381	0.213	-0.703	0.484		
R2	.097			.082		.052		.197			
N	461			192		465		190			

Note : *** Significatif au niveau 0,01 ; ** Significatif au niveau 0,05 ; * Significatif au niveau 0,1
Les coefficients sont basés sur des régressions logistiques binomiales.

Tableau 6.4 : Vote des ouvriers pour le parti socialiste en Autriche 2002-2006

	M1 : SYNDICAT		M2 : ENTREPRISE		M3 : LIEU DE RÉSIDENCE		M4 : TOUS					
	Beta	E. S	Beta	E. S	Beta	E. S	Beta	E. S				
Femme	0.433	0.202	**	0.389	0.205	*	0.33	0.199	*	0.486	0.213	**
Qualifié	-0.203	0.187		-0.055	0.189		-0.169	0.186		-0.215	0.198	
Non qualifié (Réf.)												
Syndiqué	0.739	0.214	***							0.74	0.223	***
0-24 empl. (Réf.)												
25-99 empl.				0.295	0.231					0.302	0.237	
100-499 empl.				0.409	0.263					0.362	0.272	
500 et plus				0.45	0.321					0.263	0.333	
Village (Réf.)												
Petite ville						0.652	0.218	***	0.614	0.228	***	
Banlieue/faubourg						0.851	0.395	**	0.814	0.407	**	
Grande ville						0.496	0.26	*	0.527	0.275	*	
Constante	-0.314	0.168		-0.376	0.187	-0.406	0.176		-0.756	0.213		
R2	.040			.022		.041			.078			
N	511			488		515			484			

Note : *** Significatif au niveau 0,01 ; ** Significatif au niveau 0,05 ; * Significatif au niveau 0,1.
Les coefficients sont basés sur des régressions logistiques binomiales.

et la taille des entreprises³⁹, ainsi que les mêmes variables de contrôle que précédemment. Les résultats sont présentés dans le tableau A.6.1 en annexe. En Suisse et en Autriche, l'effet d'être membre d'un syndicat est un peu moins fort dans les années 2000 qu'en 1975 ou 1983, mais il n'y a pas de changement significatif. La montée des partis de la droite radicale dans les deux pays n'a donc pas renversé le mécanisme traditionnel de l'organisation syndicale; cela continue de favoriser un vote à gauche des ouvriers. C'est donc bien la stabilité qui domine cette caractéristique. Toutefois, il faut signaler certains changements. En Suisse, la taille des entreprises est devenue avec le temps une variable davantage discriminante du vote socialiste. En Autriche, c'est le contraire que l'on peut observer: les grandes entreprises ne constituent plus un fief du parti socialiste. On pouvait noter une interaction forte entre trois éléments en Autriche: syndicat, grande entreprise et résidence à Vienne. Il y a au fil du temps une décomposition de ces trois éléments, mais tant l'appartenance syndicale que le milieu urbain continuent dans les années 2000 de favoriser le vote à gauche des ouvriers.

En Suisse, il faut aussi être prudent avec ce que nous appelons le milieu ouvrier socialiste traditionnel. Cela est plus compliqué qu'il n'y paraît au premier abord. En 1975, le soutien pour le parti socialiste n'augmente pas avec la taille de l'entreprise. Le parti socialiste pouvait donc aussi trouver du soutien chez les ouvriers qui sont actifs dans des entreprises où la relation avec le patron est potentiellement plus proche. En 1975, ce ne sont pas non plus les grandes villes qui mobilisent particulièrement les ouvriers, mais les villes de taille moyenne. Ces deux éléments ne sont pas très surprenants. Dans les villes de taille moyenne, on trouve des villes «rouges» typiques pour la Suisse, avec un secteur industriel important et une gauche forte au niveau communal, par exemple La Chaux-de-Fonds, Bienne ou Winterthur, villes qui ont toutes moins de 100 000 habitants. De plus, l'industrialisation s'est développée en Suisse sous une forme décentralisée avant tout (Gruner, 1988: 41-54, 61-71; Bergier, 1974; Bodmer, 1960; Veyrassat, 2005; Koller, 2008). En raison de l'absence de charbon, l'eau constituait l'énergie la plus importante, et les usines se sont localisées au bord des rivières. La concentration de la production est restée plus limitée en Suisse et l'urbanisation a atteint un niveau plus bas que dans les autres pays. Cependant, il ne faut pas forcer le trait sur la faible concentration des usines; la situation va changer à la fin du XIX^e siècle (Gruner, 1988: 138-143). Des données collectées par Bartolini (2000: 159) depuis 1890 montrent que la Suisse se situe dans la moyenne européenne pour la concentration de la production.

³⁹ À cause des différences de catégorisation dans la durée, la variable du lieu de résidence n'est pas intégrée dans cette analyse. Pour la taille des entreprises, on fusionne les catégories entre les années 1970-1980 et les années 2000, malgré l'existence de légères différences. Dans le tableau, on montre la catégorisation des années 2000.

2. UN RÔLE MÉDIATEUR DE L'ENVIRONNEMENT SOCIAL ?

Les analyses se sont concentrées jusqu'à présent uniquement sur les ouvriers de production. Nous souhaitons dans cette deuxième section saisir de manière plus large les liens entre classe, environnement social et vote. Nous élargissons ainsi l'analyse à toutes les classes sociales. Deux préoccupations guident cette section. La première concerne le rôle de *médiation* (ou composition) joué par l'environnement social. La littérature a souvent évoqué le rôle de variables intermédiaires dans la relation entre classe sociale et vote. Nous devons mieux saisir l'effet des variables de l'environnement social : médatisent-elles beaucoup ou peu la relation entre classe sociale et vote ? Si l'effet de médiation est fort, l'effet de la classe sociale sur le vote socialiste devrait s'annuler une fois que l'on contrôle les variables de l'environnement social. Le vote des ouvriers pour les partis socialistes s'expliquerait ainsi par le fait qu'ils sont insérés dans un certain environnement social, plutôt que par leur position sociale en tant que telle. Les ouvriers de production sont par exemple beaucoup plus syndiqués et habitent moins souvent à la campagne que les petits indépendants.

Nous avons évoqué dans le chapitre théorique de nombreux changements qui touchent cet environnement, comme l'affaiblissement de l'organisation syndicale, le déclin des grandes entreprises industrielles, la relégation des ouvriers hors des centres-villes. De telles évolutions sont susceptibles d'affecter le soutien des ouvriers pour les partis socialistes surtout dans les cas où l'environnement social médiatise fortement la relation entre ouvriers et partis socialistes. Si le vote des ouvriers pour le parti socialiste s'explique avant tout par leur insertion dans un certain environnement social, alors les changements de cet environnement devraient chambouler une telle relation.

De manière additionnelle, la deuxième préoccupation a trait à un effet de *modération* de l'environnement social sur le vote (sur cette différence entre médiation et modération, voir Baron et Kenny, 1986). Nous souhaitons savoir si des variables de l'environnement social ont un effet différent selon les classes sociales. C'est donc un effet conditionnel qui nous intéresse, et des termes d'interaction vont être utilisés.

Cette section reprend les variables de l'appartenance syndicale et du lieu de résidence discutées dans la section précédente. La taille de l'entreprise n'est cette fois plus retenue, car elle ne fait pas sens pour les petits indépendants : ceux-ci évoluent par définition toujours dans une entreprise de petite taille. Des régressions logistiques binomiales sont effectuées, avec le vote socialiste comme variable dépendante (oui/non). Dans un premier modèle, la classe ainsi que le sexe sont entrés comme variables indépendantes. Dans un deuxième modèle, les variables de l'environnement social (appartenance syndicale et lieu de résidence) sont prises en compte, de manière additionnelle à la classe. Le but est d'évaluer dans quelle mesure ces variables médatisent l'effet de la classe sur le vote. Le troisième modèle calcule des interactions avec la classe sociale, de manière à observer si l'effet de l'environnement social varie selon la classe sociale. Dans ces différents modèles,

Tableau 6.5 : Vote pour le parti socialiste en Suisse en 1975

	CLASSE		+ ENVIR. SOCIAL			INTERACTIONS			
	Beta	E.S.	Beta	E.S.	Beta	E.S.			
Femmes	-0.102	0.199	0.359	0.226	0.278	0.416			
Spéc socio-culturels	-0.137	0.355	-0.071	0.37	0.226	0.708			
Trav services	-0.333	0.395	-0.298	0.414	0.256	0.795			
Spéc techniques	-0.369	0.342	-0.155	0.362	-0.621	0.696			
Ouvriers production (réf.)	R		R		R				
Managers	-1.204	0.304	***	-1.113	0.315	***	-1.618	0.629	**
Employés bureau	-0.091	0.29		-0.205	0.306		0.26	0.651	
Prof lib/grds employ	-1.483	0.511	**	-1.226	0.521	*	-1.232	0.98	
Petits indépendants	-1.938	0.388	***	-1.611	0.4	***	-2.042	0.736	**
Syndiqué			1.292	0.251	***	1.208	0.418	**	
0-9 999 hab (référence)			R		R				
10 000-99 999 hab			0.249	0.231		0.571	0.408		
Plus de 100 000 hab			0.025	0.292		-0.324	0.761		
Syndiqué*trav services						-0.301	1.13		
Syndiqué*socio-culturel						-0.446	1.045		
Syndiqué*manager						0.497	0.772		
Syndiqué*petit indépendant						-19.753	19869.9		
10 000-99 999 hab*trav services						-2.389	1.312	+	
10 000-99 999 hab*socio-culturel						-1.979	1.033	+	
10 000-99 999 hab*manager						0.411	0.739		
10 000-99 999 hab*petit indépendant						-19.027	16261.4		
Plus de 100 000*trav services						0.78	1.125		
Plus de 100 000*socio-culturel						0.624	1.089		
Plus de 100 000*manager						0.998	1.048		
Plus de 100 000*petit indépendant						2.359	1.173	+	
Constante	-0.266	0.179		-0.898	0.228	***	-0.905	0.305	**
R2 (Nagelkerke)	.120			.184			.261		
N	585			583			583		

Note : *** Significatif au niveau 0,001 ; ** Significatif au niveau 0,01 ; * Significatif au niveau 0,05 ; + significatif au niveau 0,1. Les coefficients sont basés sur des régressions logistiques binomiales. Dans le modèle 3, seuls les termes d'interaction pour quatre classes sociales sont présentés : travailleurs des services, spécialistes socio-culturels, managers et petits indépendants.

les ouvriers de production forment la catégorie de référence. Nous présentons tout d'abord les résultats pour la Suisse dans les tableaux 6.5 et 6.6, puis pour l'Autriche dans les tableaux 6.7 et 6.8. Concernant les termes d'interaction, par souci de ne pas charger la présentation des résultats, nous montrons les résultats pour deux segments des classes moyennes salariées (spécialistes socio-culturels et managers), pour les petits indépendants et pour les travailleurs des services.

Tableau 6.6 : Vote pour le parti socialiste en Suisse 2002-2008

	CLASSE		+ENVIR. SOCIAL				INTERACTIONS		
	Beta	E.S.	Beta	E.S.	Beta	E.S.	Beta	E.S.	
Femme	0.123	0.088	0.209	0.09	*	0.091	0.284		
Spéc socio-culturels	0.431	0.151	**	0.228	0.155	0.603	0.264	*	
Trav services	-0.084	0.171	-0.085	0.173		0.473	0.331		
Ouvriers production (réf.) R			R			R			
Spéc techniques	0.27	0.17	0.213	0.172		0.127	0.264		
Managers	0.012	0.147	-0.072	0.15		-0.178	0.236		
Employés bureau	-0.013	0.168	-0.07	0.17		-0.412	0.352		
Prof lib/grds employ	0.187	0.209	0.099	0.214		0.382	0.366		
Petits indépendants	-0.697	0.175	***	-0.655	0.176	***	-0.89	0.28	***
Syndiqué			0.684	0.103	***	0.653	0.295	*	
Village (référence)			R			R			
Petite ville			0.371	0.098	***	0.444	0.303		
Banlieue/faubourg			0.298	0.121	*	0.334	0.435		
Grande ville			0.529	0.143	***	0.791	0.553		
Syndiqué*trav services						-0.754	0.546		
Syndiqué*socio-culturel						-0.15	0.353		
Syndiqué*manager						0.234	0.369		
Syndiqué*petit indépendant						-0.153	0.509		
Petite ville*trav service						0.409	0.413		
Petite ville*socio-culturel						-0.458	0.373		
Petite ville*manager						-0.315	0.379		
Petite ville*petit indépendant						0.433	0.445		
Banlieue*trav services						0.118	0.576		
Banlieue*socio-culturel						-0.382	0.507		
Banlieue*manager						0.051	0.508		
Banlieue*petit indépendant						0.828	0.601		
Grande ville*trav services						-0.541	0.727		
Grande ville*socio-culturel						-0.65	0.621		
Grande ville*manager						0.06	0.623		
Grande ville*petit indépendant						0.192	0.747		
Constante	-1.126	0.119	***	-1.395	0.126	***	-1.39	0.175	***
R2 (Nagelkerke)	.028			.057			.079		
N	3 410			3 407			3 407		

Note : *** Significatif au niveau 0,001 ; ** Significatif au niveau 0,01 ; * Significatif au niveau 0,05 ; + significatif au niveau 0,1. Les coefficients sont basés sur des régressions logistiques binomiales. Dans le modèle 3, seuls les termes d'interaction pour quatre classes sociales sont présentés : travailleurs des services, spécialistes socio-culturels, managers et petits indépendants.

Tableau 6.7: Vote pour le parti socialiste en Autriche en 1983

	CLASSE		+ENVIR. SOCIAL		INTERACTIONS				
	Beta	E.S.	Beta	E.S.	Beta	E.S.			
Femme	-0.028	0.119	0.442	0.139	***	0.447	0.242	+	
Spéc socio-culturels	-1.231	0.257	***	-1.704	0.28	***	-0.595	0.669	
Trav services	-0.237	0.204		-0.249	0.214		-0.268	0.427	
Spéc techniques	-0.764	0.344	*	-0.875	0.357	*	-0.025	0.758	
Ouvriers production (référence)	R			R			R		
Managers	-0.445	0.182	*	-0.545	0.192	**	0.151	0.443	
Employés bureau	-0.576	0.175	***	-0.821	0.187	***	-0.878	0.446	*
Prof lib/grds employ	-2.075	0.505	***	-2.329	0.531	***	-21.838	12648.39	
Petits indépendants	-2.314	0.21	***	-2.081	0.216	***	-2.327	0.448	***
Syndiqué			1.219	0.149	***	1.387	0.264	***	
0-9 999 hab (référence)			R			R			
10 000-999 999 hab			0.231	0.151		0.224	0.255		
Plus de 1 million			0.679	0.17	***	1.378	0.391	***	
Syndiqué*trav services						0.1	0.537		
Syndiqué*socio-culturel						-0.944	0.56	+	
Syndiqué*manager						-0.49	0.497		
Syndiqué*petit indépendant						-0.015	0.59		
10 000-999 999 hab*trav services						0.265	0.499		
10 000-999 999 hab*socio-culturel						-0.362	0.643		
10 000-999 999 hab*manager						-1.03	0.472	*	
10 000-999 999 hab*petit indépendant						1.36	0.527	**	
Plus de 1 million*trav services						-0.229	0.71		
Plus de 1 million*socio-culturel						-0.864	0.721		
Plus de 1 million*manager						-1.747	0.544	***	
Plus de 1 million*petit indépendant						0.026	0.726		
Constante	0.613	0.117	***	-0.175	0.151		-0.289	0.23	
R2 (Nagelkerke)	.172			.252			.283		
N	1 318			1 311			1 311		

Note : *** Significatif au niveau 0,001 ; ** Significatif au niveau 0,01 ; * Significatif au niveau 0,05 ; + significatif au niveau 0,1. Les coefficients sont basés sur des régressions logistiques binomiales. Dans le modèle 3, seuls les termes d'interaction pour quatre classes sociales sont présentés : travailleurs des services, spécialistes socio-culturels, managers et petits indépendants.

Tableau 6.8 : Vote pour le parti socialiste en Autriche 2002-2006

	CLASSE		+ENVIR. SOCIAL			INTERACTIONS			
	Beta	E.S.	Beta	E.S.	Beta	E.S.			
Femme	0.104	0.078	0.217	0.081	**	0.487	0.203	*	
Spéc socio-culturels	-0.942	0.137	***	-1.188	0.143	***	-0.423	0.29	
Trav services	-0.157	0.125		-0.184	0.128		-0.216	0.262	
Ouvriers production (référence)	R			R			R		
Spéc techniques	-0.555	0.169	***	-0.68	0.174	***	-0.245	0.314	
Managers	-0.433	0.135	***	-0.61	0.14	***	-0.224	0.263	
Employés bureau	-0.409	0.12	***	-0.517	0.123	***	-0.557	0.246	*
Prof lib/grds employ	-1.721	0.312	***	-1.809	0.326	***	-0.427	0.705	
Petits indépendants	-1.238	0.154	***	-1.173	0.157	***	-0.97	0.3	***
Syndiqué			0.797	0.086	***	0.745	0.215	***	
Village (référence)			R			R			
Petite ville			0.413	0.091	***	0.662	0.221	**	
Banlieue/faubourg			0.318	0.137	*	0.815	0.402	*	
Grande ville			0.415	0.099	***	0.563	0.265	*	
Syndiqué*trav services						0.293	0.317		
Syndiqué*socio-culturel						-0.53	0.3	+	
Syndiqué*manager						0.155	0.305		
Syndiqué*petit indépendant						-1.536	0.664	*	
Petite ville*trav service						-0.26	0.3		
Petite ville*socio-culturel						-0.496	0.333		
Petite ville*manager						-0.606	0.338	+	
Petite ville*petit indépendant						-0.219	0.387		
Banlieue*trav services						-0.386	0.512		
Banlieue*socio-culturel						-0.26	0.558		
Banlieue*manager						-1.117	0.534	*	
Banlieue*petit indépendant						-0.995	0.704		
Grande ville*trav services						-0.145	0.35		
Grande ville*socio-culturel						-0.587	0.375		
Grande ville*manager						-0.593	0.396		
Grande ville*petit indépendant						0.119	0.414		
Constante	-0.151	0.091	+	-0.564	0.103	***	-0.746	0.157	***
R2 (Nagelkerke)	.052			.095			.117		
N	3 485			3 443			3 443		

Note : *** Significatif au niveau 0,001 ; ** Significatif au niveau 0,01 ; * Significatif au niveau 0,05 ; + significatif au niveau 0,1. Les coefficients sont basés sur des régressions logistiques binomiales. Dans le modèle 3, seuls les termes d'interaction pour quatre classes sociales sont présentés : travailleurs des services, spécialistes socio-culturels, managers et petits indépendants.

Commençons par discuter les résultats pour la Suisse, tout d'abord pour 1975 (tableau 6.5). Dans quelle mesure l'environnement social médiatise-t-il l'effet de la classe sociale? Nous pouvons voir qu'en 1975, une partie de l'effet de la classe sociale passe par les variables de l'appartenance syndicale et du lieu de résidence. Une fois que l'on tient compte de ces variables dans le modèle 2, les différences entre classes sociales dans le vote socialiste – par exemple entre les ouvriers et les petits indépendants – sont un peu plus faibles. Toutefois, l'environnement social ne médiatise qu'une petite partie de l'effet de la classe. Les différences entre petits indépendants et ouvriers restent importantes pour une syndicalisation et un lieu de résidence similaires. Le modèle 2 montre qu'être membre d'un syndicat augmente généralement les chances de voter pour le parti socialiste. Le fait d'habiter dans une grande ville par rapport à un village n'a en revanche pas d'impact significatif sur le vote socialiste.

Les termes d'interaction nous renseignent plus précisément sur l'impact différencié de la syndicalisation et du lieu de résidence selon la classe sociale. Une fois que l'on entre des interactions pour la classe sociale, le coefficient «syndiqué» indique l'impact de la syndicalisation pour les ouvriers uniquement, étant donné qu'ils forment la catégorie de référence de la variable de la classe sociale. Les termes d'interaction, qui donnent des informations sur la différence d'impact, ne sont pas significatifs. On peut néanmoins observer des signes négatifs pour trois classes, ce qui semble indiquer que l'effet de la syndicalisation est moins fort pour ces classes que pour les ouvriers (mais l'effet de la syndicalisation pour ces classes n'en devient pas négatif pour autant). Pour les villes de taille moyenne (10 000-99 999 habitants), des termes d'interaction significatifs sont à observer pour les travailleurs des services et les spécialistes socio-culturels. Contrairement aux ouvriers de production, ces deux classes ont moins de chances de soutenir le parti socialiste quand elles habitent dans des villes de cette taille par rapport à des villages (quand on additionne les termes principaux et les termes d'interaction). Dans la section précédente, nous avons vu que les ouvriers habitant dans ces villes votaient beaucoup plus que la moyenne pour le parti socialiste. L'effet d'habiter dans des villes de taille moyenne, parmi lesquelles se trouvent typiquement les villes «rouges» de Suisse, n'est donc pas le même pour toutes les classes sociales.

Passons à la Suisse dans les années 2000 dont les résultats sont présentés dans le tableau 6.6. À nouveau, on voit que l'intégration des variables de l'environnement social dans le modèle 2 réduit quelque peu l'effet de la classe sur le vote. Le changement est particulièrement intéressant pour les spécialistes socio-culturels: une fois que l'on contrôle l'effet de l'environnement social, ceux-ci ne se distinguent plus significativement des ouvriers de production dans leur vote socialiste. C'est surtout la variable du lieu de résidence qui fait disparaître la significativité (selon une analyse complémentaire non montrée ici). À lieu de résidence égal, les ouvriers n'ont donc pas moins de chances de voter socialiste que les spécialistes socio-culturels, qui eux habitent beaucoup plus souvent dans les grandes villes.

À nouveau, la syndicalisation a un effet généralement positif sur le vote socialiste. Cela confirme les résultats de Bochsler et Sciarini (2010) qui montraient pour la Suisse en 2003 et 2007 que les votants potentiels de gauche choisissaient plus souvent le parti socialiste (par rapport aux Verts et plus généralement aux autres partis) s'ils étaient membres d'un syndicat. Le lieu de résidence a un effet sur le vote socialiste. Le fait d'habiter dans un environnement urbain (que ce soit dans les grandes villes, banlieues et faubourgs ou les petites villes) dans les années 2000 augmente significativement les chances de voter socialiste par rapport au fait d'habiter dans un village. Ce résultat rejoint celui d'Oesch et Rennwald (2010 b) qui montrait sur la base de l'enquête électorale Selects 2007 que le parti socialiste est le plus populaire auprès de l'électorat urbain, alors qu'il est à la traîne dans les petites communes.

Peut-on identifier un impact différencié de ces variables selon la classe sociale? Concernant le lieu de résidence, les termes d'interaction ne sont pas significatifs, et aucune configuration claire ne se dégage de l'observation des signes positifs et négatifs. Le fait d'habiter dans un environnement urbain n'a donc pas un effet particulièrement marqué pour les ouvriers de production. Concernant la syndicalisation, les termes d'interaction ne sont pas significatifs, mais une tendance se dégage: les signes négatifs pour trois classes indiquent que l'effet d'être membre d'un syndicat sur le vote socialiste y est généralement plus faible pour ces classes que pour les ouvriers (mais ne devient négatif que pour les travailleurs des services).

Pour l'Autriche, en 1983 (tableau 6.7), nous pouvons observer qu'une petite partie du différentiel de classe dans le vote passe par les variables de l'environnement social. C'est le cas surtout pour la différence entre ouvriers de production et petits indépendants. Par ailleurs, la syndicalisation et le lieu de résidence conservent un effet indépendant sur le vote socialiste. Le fait d'être syndiqué augmente significativement le vote pour le parti socialiste. Le fait d'habiter à Vienne (seule ville de plus d'un million d'habitants) par rapport au fait d'habiter dans un village augmente aussi significativement le vote socialiste.

La syndicalisation et le lieu de résidence ont-ils un impact différencié selon la classe sociale? La syndicalisation présente un effet un peu plus marqué pour les ouvriers de production. Les termes d'interaction négatifs indiquent un effet moins fort de la syndicalisation pour trois classes, et de manière significative en ce qui concerne les spécialistes socio-culturels (mais l'effet de la syndicalisation reste néanmoins positif pour ces trois classes). Habiter dans des villes de taille moyenne a aussi un impact différencié selon la classe sociale: l'influence sur le vote socialiste y est significativement moins forte pour les managers que pour les ouvriers de production (et devient négatif quand on additionne le terme principal et le terme d'interaction). En revanche, l'effet y est significativement plus fort pour les petits indépendants. Finalement, c'est aussi le fait d'habiter à Vienne qui mobilise particulièrement les ouvriers. L'effet de Vienne est significativement plus faible pour les managers par rapport aux ouvriers de production (et devient négatif). Il est aussi plus faible pour les travailleurs des services et les spécialistes socio-culturels, mais reste néanmoins positif comme pour les ouvriers.

Dans les années 2000 (tableau 6.8), on constate comme dans les cas précédents que seule une petite partie de l'effet de la classe passe par l'environnement social. À nouveau, les variables de cet environnement social ont un effet indépendant sur le vote socialiste : être membre d'un syndicat augmente généralement le vote pour le parti socialiste. Le lieu de résidence a un impact sur le vote socialiste : le fait d'habiter dans un milieu urbain augmente le vote socialiste par rapport au fait d'habiter dans un village. Le même constat avait été dressé auparavant pour la Suisse.

Ces variables ont-elles un effet différent selon la classe sociale ? Les termes d'interaction indiquent que l'effet de l'appartenance syndicale est significativement plus faible pour les spécialistes socio-culturels et les petits indépendants que pour les ouvriers (et devient négatif pour les petits indépendants). Être membre d'un syndicat incite donc un peu plus les ouvriers à voter socialiste, mais il faut remarquer tout de même que les termes d'interaction ne sont pas négatifs pour toutes les classes sociales. Concernant le lieu de résidence, pratiquement tous les coefficients présentent un signe négatif. Cela indique donc une tendance – on utilise ce terme à défaut d'avoir des termes d'interaction toujours significatifs – à un plus faible impact du lieu de résidence pour les autres classes sociales en comparaison des ouvriers. Habiter dans un milieu urbain (dans une grande ville, en banlieue, dans une petite ville) pousse donc un peu plus les ouvriers que les autres classes sociales à glisser un vote socialiste dans les urnes, mais conserve néanmoins dans plusieurs cas un effet positif. Les termes d'interaction sont significatifs pour les managers : l'effet d'habiter en banlieue ou dans une petite ville sur le vote socialiste est donc significativement moins fort pour les managers que pour les ouvriers (et devient négatif en banlieue).

Le secteur public sous la loupe

Jusqu'à présent, nous avons laissé de côté une variable qui est souvent discutée en lien avec la place de travail, à savoir le secteur d'emploi public ou privé. Étant donné que cette section s'interroge sur le rôle de variables en mesure de médiatiser la relation entre classe sociale et vote, il est pertinent de s'arrêter sur cette distinction avant de passer à la conclusion. La littérature a mis en évidence dans plusieurs pays que les employés du secteur public soutiennent davantage les partis de gauche (Knutsen, 2001, 2005 ; Tepe, 2011). Il est en général argumenté que les salariés de ce secteur ont un intérêt à ce que le secteur public soit bien développé et vont soutenir des partis de gauche qui sont favorables à davantage d'intervention étatique. À l'inverse, les employés du secteur privé vont favoriser une intervention étatique moins importante qui allège fiscalement les activités économiques de leur entreprise, revendication que l'on retrouve généralement parmi les partis de droite.

En outre, le schéma des classes que nous utilisons recoupe en partie des différences dans le secteur d'emploi. Environ trois quarts des spécialistes socio-culturels sont actifs dans le secteur public, alors que toutes les autres classes de salariés travaillent majoritairement dans le secteur privé (dans deux tiers à trois quarts des cas). Particulièrement dans le cas de la Suisse où nous avons observé un fort soutien des spécialistes socio-culturels pour le parti socialiste, il vaut la peine d'intégrer une variable sur le

secteur d'emploi dans nos analyses. Comme il n'est pas possible de le faire pour les élections de 1975 et 1983, nos analyses se concentrent sur la fin des années 2000.

Une question sur le secteur d'emploi est disponible uniquement depuis la quatrième vague du sondage social européen (2008). Pour la Suisse, nous utilisons les enquêtes de 2008 et 2010 que nous fusionnons pour augmenter le nombre de cas. Dans les deux enquêtes, la question sur le vote se rapporte aux élections fédérales de 2007. Les mêmes régressions logistiques binomiales que présentées ci-dessus, avec le vote socialiste comme variable dépendante, sont effectuées. Pour le secteur d'emploi, une variable dichotomique est introduite, avec le secteur privé comme catégorie de référence. Sont classés dans le secteur public les salariés qui travaillent pour le gouvernement central ou local, pour d'autres parties du secteur public (comme l'éducation et la santé) et pour une entreprise appartenant à l'État. Étant donné que la question du secteur d'emploi n'est pas pertinente pour les petits indépendants et les professions libérales et grands employeurs – les classes de la logique de travail indépendante sont par définition actives dans le secteur privé –, les analyses portent seulement sur les salariés. Cette limitation nous permet de réintégrer la variable de la taille de l'entreprise que nous avons utilisée dans la première section du chapitre. En raison du plus faible nombre de cas, nous distinguons seulement trois catégories: 0 à 24, 25 à 99 employés, 100 employés et plus. Les résultats sont présentés dans le tableau A.6.2 en annexe. Pour la discussion des résultats, nous nous concentrons sur la question du secteur d'emploi et de son effet sur la classe.

Quand on introduit le secteur d'emploi, le coefficient pour les spécialistes socio-culturels diminue quelque peu, mais reste important et significatif. L'inclination des spécialistes socio-culturels pour le parti socialiste en Suisse ne s'explique donc pas simplement par leur forte présence dans le secteur public. La comparaison avec les managers, les gestionnaires des grandes organisations, est instructive. Si ces derniers sont employés dans les administrations publiques, ils restent moins favorables au parti socialiste que des enseignants ou des infirmiers employés dans le secteur public. C'est donc davantage la logique de travail, à la base de la conceptualisation du schéma des classes utilisé, qui est décisive pour le vote socialiste des spécialistes socio-culturels que le secteur d'emploi. Cela rejoint les conclusions d'analyses menées précédemment (Oesch, 2006: 120-121; Oesch et Rennwald, 2010 b).

Dans notre analyse, le secteur d'emploi ne conserve pas un effet indépendant sur le vote socialiste. Le coefficient est certes positif, mais non significatif. C'est seulement dans un modèle (non montré) qui n'intègre pas la classe que le secteur d'emploi a un effet significatif. Venons-en aux termes d'interaction. Le secteur d'emploi a-t-il un effet différencié selon la classe sociale? Comme les ouvriers actifs dans le secteur public ont été historiquement bien organisés sur le plan syndical et souvent considérés comme les premiers soutiens aux partis de gauche, nous pourrions nous attendre à ce que l'effet du secteur public soit particulièrement mobilisateur pour les ouvriers de production. Ce n'est pas le cas. Les ouvriers de production ont même tendance à moins voter socialiste quand ils sont actifs dans le public. L'effet du secteur d'emploi est significativement différent pour les travailleurs des services et les spécialistes techniques: ceux-ci ont davantage de chances

de voter socialiste quand ils travaillent dans le public. Cet effet pour les travailleurs des services pourrait s'expliquer par le soutien qu'ont apporté traditionnellement les employés des entreprises publiques de poste et de chemin de fer aux partis socialistes.

Finalement, il est intéressant de s'arrêter sur la variable de la taille de l'entreprise que nous n'avions pas pu intégrer dans le modèle précédent. Le fait de travailler dans une entreprise de taille moyenne (de 25-99 employés) a généralement un impact positif sur le vote socialiste et mobilise particulièrement le vote des ouvriers (par rapport à des petites entreprises). Les termes d'interaction indiquent que cet effet des entreprises de taille moyenne est significativement plus faible pour presque toutes les autres classes, mais conserve néanmoins un effet positif sur le vote socialiste.

En Autriche, la discussion sur le lien entre classe et secteur public est moins décisive, étant donné que les spécialistes socio-culturels ne votent pas massivement pour le parti socialiste. Toutefois, il est intéressant d'intégrer cette variable. Les mêmes analyses que pour la Suisse sont réalisées et présentées dans le tableau A.6.3 en annexe. Elles se basent uniquement sur le sondage social européen 2008⁴⁰, car l'Autriche ne fait pas partie de l'enquête de 2010.

Les résultats indiquent que le secteur d'emploi n'a pas un impact significatif sur le vote socialiste. Travailler dans le secteur public ne mobilise pas particulièrement les salariés à voter socialiste. Des résultats similaires pour l'Allemagne et la Grande-Bretagne avaient déjà été présentés par Oesch (2006: 120-122). Finalement, nous pouvons jeter un coup d'œil à la taille de l'entreprise. Elle n'a pas d'effet significatif sur le vote socialiste en Autriche. En ce qui concerne les termes d'interaction, nous pouvons toutefois observer un effet davantage mobilisateur des entreprises de taille moyenne (25-99 employés) sur les ouvriers de production. L'effet de travailler dans des entreprises de cette taille a tendance à être moins fort pour les autres classes, de manière significative pour les travailleurs des services (l'effet devient d'ailleurs négatif dans ce cas).

3. CONCLUSION

Dans ce chapitre, nous nous sommes quelque peu éloignés de la forte attention portée à la seule classe sociale, pour prendre en compte des variables supplémentaires susceptibles d'influencer l'alignement entre ouvriers et partis socialistes. On peut supposer en effet que c'est non seulement la position de classe des ouvriers qui compte pour le choix partisan, mais aussi leur insertion dans un certain environnement social, de travail et leur organisation par les syndicats. Il n'est donc pas exclu de penser que le déclin de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes soit avant tout le résultat de changements de cet environnement. Alors que la gauche disposait souvent de bastions ouvriers dans les grandes industries avec un fort taux de syndicalisation, c'est précisément ce type de structures qui a subi les changements les plus importants depuis les années 1980 avec le déclin du secteur industriel.

⁴⁰ L'Autriche a rejoint l'enquête de 2008 beaucoup plus tard que les autres pays. La période de terrain y est donc plus tardive (fin 2010-début 2011 contre fin 2008-début 2009).

Les mécanismes de mobilisation sont donc mis sous pression et rendent plus difficile l'articulation politique de la classe.

Dans un premier temps, nous nous sommes intéressés à la stabilité dans le temps de ces mécanismes. Habiter dans un milieu urbain, être membre d'un syndicat et travailler dans une grande entreprise sont-ils des éléments qui facilitent la mobilisation des ouvriers dans les années 2000 comme dans les années 1970 ? La réponse est affirmative. Un recul général de l'influence des facteurs de l'environnement social sur le vote des ouvriers n'a pas été identifié. Les ouvriers syndiqués continuent de soutenir les partis socialistes, tout comme les ouvriers résidant en milieu urbain, que ce soit en Suisse ou en Autriche. En ce qui concerne la taille des entreprises, la donne est un peu plus complexe. En Suisse, les ouvriers travaillant dans de grandes entreprises ne soutenaient pas davantage le parti socialiste que ceux travaillant dans de petites entreprises en 1975. Dans les années 2000, cette variable influence davantage le choix partisan des ouvriers : le vote socialiste est fort chez les ouvriers travaillant dans de grandes entreprises, mais faible dans de petites entreprises. C'est le contraire qui se produit en Autriche, puisque le vote des ouvriers pour le parti socialiste y est moins dépendant de la taille des entreprises dans les années 2000 qu'en 1983. Le parti social-démocrate autrichien semble donc avoir perdu son bastion dans les grandes entreprises. C'est le seul changement de ces mécanismes que l'on peut relever au cours du temps.

Dans un deuxième temps, nous nous sommes intéressés plus généralement aux liens entre classes sociales, environnement social et vote. Nous avons donc élargi la perspective à toutes les classes, et non plus aux seuls ouvriers de production. Le rôle de l'environnement social a retenu notre attention. Dans quelle mesure médiate-t-il la relation entre classe et vote ? Les analyses ont montré que les différences de classe dans le vote ne sont que faiblement médiatisées par les variables de l'environnement social. Quand on intègre des variables relatives à la syndicalisation et au lieu de résidence, les différences entre classes dans le vote restent marquées, cela même dans les années 1970-1980. Une médiation forte aurait eu pour conséquence d'amoinrir beaucoup plus l'effet de la classe sur le vote. L'alignement des ouvriers envers les partis socialistes (et leur opposition dans le vote aux classes antagonistes) ne peut donc pas être expliqué simplement par leur insertion dans un certain environnement de travail et de résidence. La position de classe garde un impact décisif : il y a des effets sur le vote qui sont dus à des positions plus ou moins avantageuses dans la structure sociale. Certes, nous n'avons intégré qu'un nombre de variables limitées dans nos modèles, mais ces variables ont eu un rôle important dans le processus de formation d'une classe ouvrière relativement homogène.

Un effet de médiation (ou compositionnel) important a été identifié dans un seul cas. Pour l'analyse de la Suisse dans les années 2000, les différences dans le vote socialiste entre spécialistes socio-culturels et ouvriers se réduisent nettement quand on tient compte du lieu de résidence. Par conséquent, si les ouvriers résidaient davantage dans un environnement urbain, alors ils voteraient davantage socialiste. Toutefois, cet effet de médiation important ne s'est pas retrouvé dans les autres analyses menées dans ce chapitre. Ce résultat ne remet donc pas en cause

la conclusion que nous avons tirée ci-dessus sur l'impact décisif de la classe. En outre, ce résultat n'a pas été confirmé dans l'analyse complémentaire que nous avons menée pour le secteur d'emploi sur la base des enquêtes 2008 et 2010 du sondage social européen. Il faudrait donc continuer à analyser plus spécifiquement les liens entre les classes et la configuration spatiale pour pouvoir tirer des conclusions définitives.

Les variables de la syndicalisation et du lieu de résidence ne modifient globalement que peu la relation entre classe sociale et vote, mais conservent un effet propre sur le vote socialiste. Dans les analyses effectuées, être syndiqué et habiter dans un environnement urbain augmentent généralement le soutien pour le parti socialiste et augmentent le pouvoir explicatif du modèle. Ces variables ne permettent donc pas d'*expliquer* l'alignement entre ouvriers et partis socialistes, mais améliorent notre compréhension du vote en faveur de cette famille de partis. Par conséquent, au niveau agrégé, si des changements concernant ces variables se produisent, comme la baisse du taux de syndicalisation, cela désavantage les partis socialistes sur le plan électoral. Ces éléments qui ont facilité l'organisation de la classe ouvrière à ses débuts ne concernent donc pas seulement les ouvriers, mais bien toutes les classes sociales. Pourtant, quelques «restes» de ce milieu ouvrier persistent. L'intégration de termes d'interaction a montré certaines différences selon les classes sociales sur l'impact de ces variables. Même si les termes d'interaction n'ont pas toujours été significatifs, certaines tendances ont pu être dégagées des analyses : être syndiqué semble avoir un peu plus d'impact pour les ouvriers de production que pour les autres classes sociales. Le fait de résider dans un milieu urbain semble être un peu plus mobilisateur pour les ouvriers que pour les autres classes sociales. L'environnement social a donc un certain effet *modérateur* (ou conditionnel) sur le vote des ouvriers.

Dans quelle mesure les changements de l'environnement social étudiés dans ce chapitre constituent une explication pertinente au déclin de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes ? C'est un bilan nuancé qu'il faut tirer. D'un côté, plusieurs éléments nous font dire que ce n'est pas l'environnement social qui permet de comprendre le désalignement ouvrier. Nous avons pu montrer que l'impact du milieu social est resté globalement le même au fil du temps. Le fait d'être syndiqué et de résider dans un milieu urbain continue d'inciter les ouvriers à voter pour les partis socialistes dans les années 2000. En outre, nous avons vu que l'effet médiateur de l'environnement social sur la relation entre classe sociale et vote est limité. La position de classe des ouvriers dans leur soutien aux partis socialistes est décisive, et non leur insertion dans un certain milieu. Nous avons soutenu que c'est surtout dans le cas d'un effet de médiation fort que les changements de l'environnement social (comme la baisse du taux de syndicalisation) vont avoir un impact sur le déclin du vote ouvrier pour les partis socialistes. Cet effet de médiation (ou composition) étant limité, le déclin du milieu social ouvrier traditionnel ne permet pas d'expliquer les changements dans le temps du vote ouvrier.

Cependant, nos résultats sur la base des termes d'interaction ont aussi indiqué une tendance : les éléments de l'environnement social sont plus mobilisateurs pour les ouvriers que pour d'autres classes sociales. Ainsi, le fait d'être membre d'un

syndicat, d'habiter dans un milieu urbain ou encore de travailler dans une entreprise de taille moyenne (uniquement montré pour 2008 et 2010) facilite particulièrement le vote des ouvriers en faveur des partis socialistes. On peut donc y voir une sorte de raccourci entre la position de classe et le vote. Le déclin des organisations intermédiaires et d'un arrangement industriel typique affecte donc aussi les capacités des partis socialistes à obtenir du soutien parmi les ouvriers. Dans la section 6.1, nous avons vu de nombreux changements de l'environnement de travail et résidentiel des ouvriers : ceux-ci sont moins syndiqués dans les années 2000 que dans les années 1970-1980, travaillent moins souvent dans de grandes usines et habitent en majorité dans des villages dans les années 2000. La position de classe des ouvriers reste déterminante pour le soutien qu'ils apportent aux partis socialistes, mais le raccourci qui assure le lien avec le vote va pouvoir être moins utilisé que par le passé. Du point de vue des partis, cela signifie que davantage d'efforts devront être fournis pour obtenir des voix ouvrières qui étaient facilement assurées auparavant.

Les changements de composition de la classe ouvrière sont donc importants. Le parti socialiste conserve un ancrage fort chez les ouvriers syndiqués, habitant dans les grandes villes et travaillant dans de grandes entreprises – nous avons montré la stabilité générale de ces mécanismes dans la durée. Mais ce milieu, dans lequel le parti socialiste est en quelque sorte « assuré » d'obtenir des voix, constitue un segment de l'électorat beaucoup plus petit que par le passé. En termes d'apports de voix, la structure de travail et de résidence des ouvriers est défavorable au parti socialiste. L'affaiblissement du milieu social ouvrier traditionnel constitue donc une incitation importante pour les partis socialistes à chercher du soutien dans d'autres classes sociales, et donc à renouveler leur « offre » idéologique.

CHAPITRE 7 :

CHANGEMENTS DES ATTITUDES

Ce chapitre a pour objectif d'étudier les changements de l'élément « normatif » du clivage de classe. Il s'agit d'analyser les possibles transformations des attitudes politiques des ouvriers, et plus généralement des différentes classes sociales. Les attitudes sont importantes à étudier, car elles constituent le lien décisif entre la position de classe et le vote. Dans une logique hiérarchique, les classes situées en bas de l'échelle sociale vont être les plus vulnérables économiquement, les classes situées dans le haut les plus avantagées. Ainsi, il devrait ressortir de la position de classe des préférences économiques différentes : les classes sociales les moins avantagées devraient être les plus favorables à la redistribution des richesses et à l'intervention de l'État pour corriger les inégalités sociales, alors que les classes sociales les plus favorisées devraient y être opposées.

Nous souhaitons étudier comment ces oppositions entre classes évoluent avec le temps. Les changements dans le vote ouvrier que nous avons observés (dans le chapitre 5) peuvent-ils s'expliquer par une transformation des attitudes ? Si les attitudes des classes sociales changent et qu'il y a une correspondance avec le vote ouvrier, alors une explication relative aux attitudes devra être retenue. Si les attitudes des classes restent similaires dans le temps, alors nous pourrions exclure cette explication. Ainsi, les deux hypothèses que nous avons présentées dans la partie théorique seront testées :

H2 a : Plus les attitudes économiques des ouvriers deviennent libérales, plus la baisse du vote ouvrier pour les partis socialistes est forte.

H2 b : Plus les attitudes économiques des ouvriers deviennent proches de celles des classes moyennes et de la bourgeoisie, plus la baisse du vote ouvrier pour les partis socialistes est forte.

La première se concentre sur les attitudes des ouvriers et la seconde sur la différence avec celles des classes moyennes et de la bourgeoisie. Les hypothèses portent sur les attitudes *économiques* des classes. L'élément normatif du clivage de classe concerne en effet les enjeux liés à la redistribution des richesses. Lipset et Rokkan ([1967] 1990: 96) envisageaient le clivage de classe dans la catégorie des conflits économiques concernant «*l'attribution à court ou long terme de ressources, de produits et de bénéfices dans l'économie*». De même, la classe sociale, en différenciant des positions plus ou moins avantageuses sur le marché du travail, détermine avant tout des préférences économiques. Un changement dans l'alignement typique du clivage de classe entre ouvriers et partis socialistes devrait donc concerner avant tout les attitudes économiques.

Toutefois, nous allons aussi étudier de manière complémentaire les attitudes liées à la dimension culturelle de l'espace politique. Comme discuté dans le chapitre théorique, différents auteurs ont mis en évidence l'importance croissante de cette dimension pour la compétition politique. Les attitudes culturelles pourraient donc jouer un rôle croissant dans les motivations du vote et entrer potentiellement en conflit avec les attitudes économiques. Par conséquent, il faudra examiner si l'évolution du vote ouvrier ne résulte pas aussi de possibles transformations des attitudes en matière culturelle. Quels sont les contours de cette dimension culturelle? Bornschieer (2010 a, 2010 b) a défini cette dimension comme un conflit culturel opposant des valeurs libertaires-universalistes («*libertarian-universalistic*») à des valeurs traditionnelles-communautaires («*traditionalist-communitarian*»). Les premières ont été mises en avant par les mobilisations des nouveaux mouvements sociaux de l'après-mai 1968 et ont provoqué de manière décalée dans le temps le développement des secondes par une contre-offensive de la droite radicale. Il faudra donc opérationnaliser cette dimension avec des thèmes typiques de la «nouvelle gauche» d'une part et de la «nouvelle droite» (ou droite radicale) d'autre part.

Finalement, ce chapitre sert aussi d'analyse préliminaire en vue de l'examen de «l'offre» des partis politiques dans le chapitre suivant. Dans la partie théorique de ce travail, nous avons développé plusieurs hypothèses sur le changement de «l'offre» de partis politiques, hypothèses qui reposent en effet sur des préférences économiques et culturelles distinctes des classes. Par exemple, suivant les travaux de Kitschelt (1994 a), nous avons avancé l'hypothèse d'une baisse du vote ouvrier pour les partis socialistes en raison des positions culturellement libérales de ces partis. Il faudra donc examiner ici dans quelle mesure les ouvriers ont des positions relativement plus conservatrices que les autres classes.

Comment étudier le changement des attitudes? La tâche n'est pas aisée. Nous sommes confrontés au niveau méthodologique à la difficulté de trouver des questions comparables dans le temps, et à titre subsidiaire dans l'espace. Afin de surmonter ces difficultés, notre analyse se compose de deux volets. Dans un premier temps, l'analyse des attitudes économiques et culturelles se concentre sur un point vers la fin de la période étudiée, en 2002 plus précisément. Si un changement s'est produit, alors nous devrions pouvoir observer vers la fin de la période

étudiée (1970-2008) son aboutissement: les ouvriers devraient alors avoir des préférences économiques libérales et les différences entre classes devraient être faibles. Si l'on observe à l'inverse en 2002 que les ouvriers se positionnent toujours relativement à gauche en matière économique et que des différences entre classes persistent, alors il est probable qu'aucun changement ne se soit produit ou qu'il soit relativement faible.

Le sondage social européen est retenu pour effectuer ces analyses. L'avantage est que les mêmes questions sont posées dans chaque pays. Les attitudes des classes peuvent donc aussi être comparées entre les pays, même si le focus principal de ce chapitre (et des hypothèses à tester) réside dans les changements au cours du temps. C'est la première vague du sondage social européen de 2002-2003 qui est retenue, car les cinq pays de notre recherche font tous partie de cette vague d'enquête, et celle-ci contient suffisamment de questions sur les attitudes économiques, ce qui n'est pas toujours le cas.

Dans un second temps, nous cherchons à examiner l'évolution. En raison de l'absence de questions (ou de mesures) semblables sur l'ensemble de la période, nous sélectionnons des questions qui font référence à la même problématique politique à travers le temps. Cela permet d'assurer une certaine continuité et donc une certaine comparabilité. La problématique politique est choisie pour être particulièrement représentative des deux dimensions économique et culturelle de l'espace politique. Pour la dimension économique, il s'agit de la redistribution des richesses et pour la dimension culturelle de l'immigration. Nous ne pourrions pas montrer exactement comment les attitudes des classes évoluent, mais nous pourrions montrer comment la configuration d'ensemble évolue. L'analyse va porter sur un maximum d'élections entre 1970 et 2008. Elle va donc se limiter aux trois pays pour lesquels nous disposons d'une variable de classe détaillée sur toute la période, à savoir la Suisse, l'Autriche et la France.

Ces deux volets d'analyse du changement des attitudes correspondent aux sections 7.1 et 7.2. Étant donné que ce chapitre est le dernier à étudier la «demande» électorale avant de passer à «l'offre», nous profitons de l'occasion pour offrir dans la section 7.3 une synthèse de ses changements, en analysant l'impact des attitudes sur le vote socialiste.

1. CLASSES ET ATTITUDES : UN BILAN EN FIN DE PÉRIODE

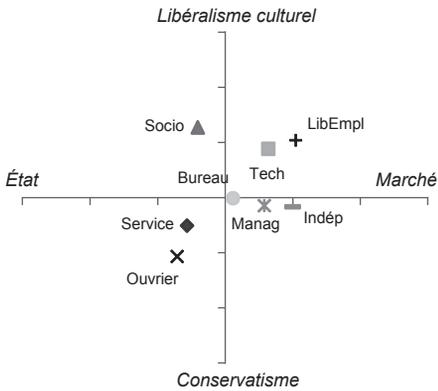
Nous commençons par étudier les attitudes économiques et culturelles des classes vers la fin de la période. Tout d'abord, nous montrerons la position des classes sur les dimensions économique et culturelle au moyen d'une représentation graphique à but essentiellement descriptif. Ensuite, nous effectuerons des analyses multivariées afin d'évaluer plus systématiquement l'effet de la classe sur les attitudes.

Deux variables relatives aux préférences économiques («le gouvernement devrait réduire les différences entre revenus» et «les employés ont besoin de syndicats forts pour protéger leurs conditions de travail et leurs salaires») et deux

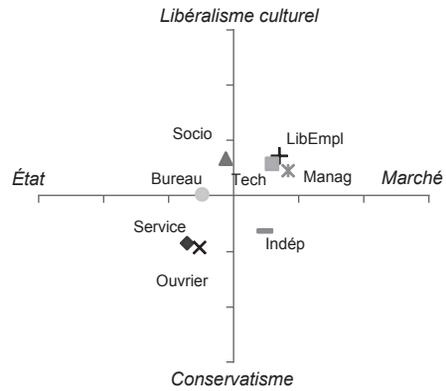
variables relatives aux préférences culturelles («les homosexuels devraient être libres de vivre leur vie comme ils le souhaitent» et «les immigrés font du pays une meilleure place pour vivre») sont sélectionnées (de 1 à 5 catégories ou sur une échelle de 0 à 10, ensuite recodées de 1 à 5 pour avoir la même catégorisation). Pour les préférences culturelles, la question sur l'homosexualité est en lien avec le libéralisme culturel et permet de faire référence aux mobilisations des nouveaux mouvements sociaux en faveur des droits des minorités et de l'autonomie individuelle. La question sur l'immigration touche l'un des thèmes cruciaux de la contre-mobilisation de la droite radicale. À partir de ces quatre variables, nous effectuons une analyse factorielle qui confirme la structure bidimensionnelle de ces attitudes. Le tableau A.7.1 en annexe indique les poids des variables sur chaque facteur. Deux dimensions sont extraites de l'analyse factorielle. La première concerne un axe économique et la seconde un axe culturel. La position moyenne des classes sur ces deux dimensions extraites est calculée. Les résultats sont présentés dans le graphique 7.1⁴¹.

Graphique 7.1 : Position des classes dans un espace à deux dimensions en 2002 (Sondage social européen)

Autriche

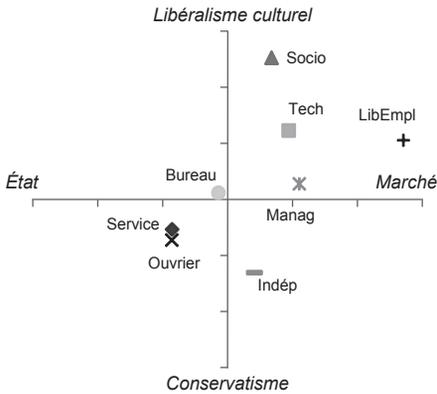


Suisse

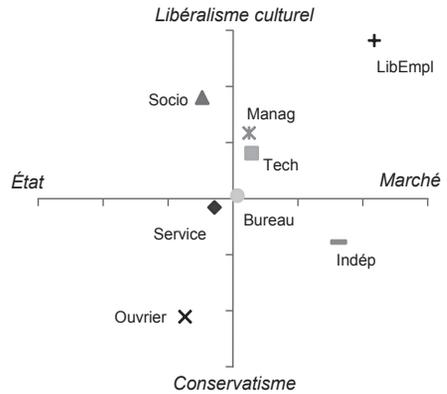


⁴¹ La configuration des classes qui est présentée dans le graphique ne changerait dans l'ensemble que peu si l'on retenait une seule variable par dimension. Deux différences doivent toutefois être mentionnées. On peut relever que les travailleurs des services (mais pas les ouvriers de production) sont dans tous les pays à l'exception de la Suisse, relativement moins conservateurs en matière d'homosexualité qu'en matière migratoire. Sur la dimension économique, il faut relever que les spécialistes socio-culturels sont en Suisse, en Autriche et en Grande-Bretagne davantage à gauche quand il s'agit de l'importance des syndicats, mais moins en ce qui concerne la responsabilité du gouvernement pour diminuer les différences de revenus. Nous reviendrons sur ces variations au sein de la dimension économique pour les spécialistes socio-culturels dans la section suivante.

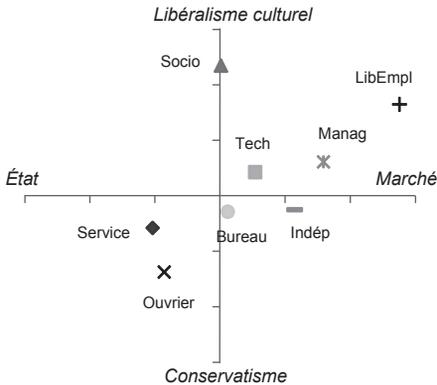
France



Allemagne



Grande-Bretagne



Nombre de cas : Autriche 1 666 ; Suisse 1 563 ; France 1 284 ; Allemagne 2 342 ; Grande-Bretagne 1 855.

Légende pour les classes : Indép : Petits indépendants ; LibEmpl : Professions libérales et grands employeurs ; Manag : Managers ; Tech : Spécialistes techniques ; Socio : Spécialistes socio-culturels ; Bureau : Employés de bureau ; Ouvrier : Ouvriers de production ; Service : Travailleurs des services.

Il existe des ressemblances importantes entre pays dans les positions des classes. Concernant l'axe économique tout d'abord, dans tous les pays, les ouvriers de production se positionnent relativement le plus à gauche. Les travailleurs des services occupent une position très proche de celle des ouvriers de production. Les ouvriers n'occupent donc pas une position économique relativement libérale vers la fin de notre période d'étude. Cette évidence plaide donc pour le rejet de l'hypothèse selon laquelle les ouvriers se seraient détournés des partis socialistes, parce qu'ils auraient changé leurs préférences. À l'opposé des ouvriers sur l'axe économique se trouvent les professions libérales et grands employeurs, uniquement devancés

en Suisse par les managers et rejoints en Autriche et en Allemagne par les petits indépendants. La différence entre ouvriers et bourgeoisie concernant les préférences économiques n'a donc pas disparu. Il y a toujours une opposition entre classes qui correspond à celle du clivage de classe. Également, cette évidence empirique plaide pour le rejet de la seconde hypothèse qui supposait les attitudes des ouvriers proches de celles des classes moyennes et de la bourgeoisie.

Toutefois, il convient d'apporter deux nuances à ce constat. Premièrement, une partie de la classe moyenne salariée, les spécialistes socio-culturels, occupe une position plus proche des ouvriers et des travailleurs des services que de celle des professions libérales et des grands employeurs sur la dimension économique, cela dans tous les pays à l'exception de la France. Les deux autres fractions des classes moyennes salariées, les spécialistes techniques et managers, sont plus éloignés de la position économique des ouvriers et des travailleurs des services et se rapprochent de celle des professions libérales et grands employeurs. On notera au passage que la différence entre les spécialistes techniques et les managers est relativement faible. Deuxièmement, la situation sur l'axe économique paraît moins polarisée en Suisse et en Autriche que dans les autres pays. Sur ce deuxième point, nous avons toutefois besoin d'analyses complémentaires multivariées.

En ce qui concerne les positions des classes sur l'axe culturel, là aussi les similarités entre pays sont fortes. Ce sont les ouvriers de production qui se positionnent le plus près du pôle conservateur. Ils y sont rejoints dans la plupart des pays par les travailleurs des services. Ces deux classes populaires ne détiennent toutefois pas le monopole d'une position relativement conservatrice: les petits indépendants sont aussi davantage conservateurs que les autres classes. C'est ce qui les distingue d'ailleurs clairement des professions libérales et grands employeurs. Les spécialistes socio-culturels sont ceux qui occupent la position relativement la plus libérale dans tous les pays à l'exception de l'Allemagne. Alors que les classes populaires et les spécialistes socio-culturels étaient proches sur l'axe économique, l'axe culturel les éloigne. En effet, les seconds sont nettement plus libéraux en matière culturelle que les premiers. Les catégories restantes ont une position intermédiaire sur cet axe culturel.

En guise de synthèse de l'observation du positionnement des classes sur ces deux axes, on peut noter qu'une classe domine par quadrant dans la majorité des pays: les spécialistes socio-culturels (penchant relatif pour la combinaison État et libéralisme culturel), les ouvriers de production (État et conservatisme), les petits indépendants (marché et conservatisme), les professions libérales et grands employeurs (marché et libéralisme culturel).

Nos résultats confirment pour d'autres pays et avec d'autres mesures la configuration des classes (sur la base du schéma de Daniel Oesch) mise en évidence dans la littérature (Oesch, 2013; Amstutz, 2012; Oesch et Rennwald, 2010 a, 2010 b; Häusermann et Kriesi, 2011). La forte ressemblance de cette configuration entre les pays que nous avons observée ici était aussi soulignée par Oesch (2013). L'auteur remarquait ainsi qu'il était difficile d'attribuer ces similitudes entre pays à une

explication autre que l'existence de conflits politiques ancrés dans la structure sociale, à savoir les clivages (Oesch, 2013 : 47).

Concernant spécifiquement les spécialistes socio-culturels, nous avons montré la relative proximité de leurs attitudes économiques avec celles des ouvriers dans quatre pays sur cinq. Des divergences sont parfois apparues dans la littérature sur les attitudes économiques des spécialistes socio-culturels. Amstutz (2012) montre une certaine ambiguïté dans leur positionnement économique : dans deux pays étudiés sur trois, les spécialistes socio-culturels ont une position médiane sur l'axe économique selon ses résultats. Étudiant les préférences politiques de groupes socio-économiques au milieu des années 1990, Kitschelt et Rehm (2005) observent une position clairement médiane des spécialistes socio-culturels, entre les ouvriers de production et des services positionnés à gauche économiquement et les « *accumulateurs de capital* » et « *cols blancs* » situés à droite économiquement. Sur la base du sondage social européen de 2008, Kitschelt (2012 : 29) observe en revanche une position économique similaire à celle des ouvriers : « *All low-authority employees, across the different work logics, are more on the redistributive left (with the exception of socio-cultural (semi-) professionals, which are as left !)*. » La comparaison dans le temps qui sera effectuée à la section suivante va nous permettre d'approfondir cette question du positionnement économique des spécialistes socio-culturels.

Finalement, il faut remarquer que des alliances différentes entre classes sont susceptibles de se développer selon la dimension considérée. Les ouvriers de production et les travailleurs des services sont proches des spécialistes socio-culturels sur l'axe économique, mais s'opposent sur l'axe culturel. Les professions libérales et grands employeurs partagent des positions économiques proches de celles des petits indépendants, mais s'opposent sur l'axe culturel. Si ce dernier prédomine, des alliances qui apparaissent contre-nature sur le plan économique peuvent donc se former entre ouvriers et petits indépendants d'un côté et entre spécialistes socio-culturels, professions libérales et grands employeurs de l'autre.

Cette représentation graphique fournit des informations importantes. Par rapport à nos hypothèses, elle a montré que les ouvriers, relativement aux autres classes, se positionnent économiquement sur la gauche et que des différences existent entre les classes quant à leurs préférences économiques. Nous souhaitons maintenant confirmer ces résultats avant tout descriptifs au moyen d'analyses supplémentaires. Deux questions restent ouvertes à ce stade.

Premièrement, il faut se demander si les différences entre classes persistent une fois que l'on contrôle l'effet d'autres variables. Les préférences pourraient être avant tout déterminées par d'autres variables qui traversent les intérêts de classe. Dans la littérature sur les attitudes et le soutien à l'État social, il a été avancé que d'autres conflits comme le genre, la situation par rapport au marché du travail, le secteur d'emploi public ou privé deviennent centraux pour comprendre les différences d'attitudes, cela au détriment de la classe (pour une discussion de cette

problématique, voir Svallfors, 1991). On retrouve dans le même ordre d'idées la thèse d'une « hétérogénéité sociale croissante » qui postule que les différences entre classes se sont affaiblies, remettant ainsi en cause l'intérêt du concept de classe sociale pour l'analyse des sociétés contemporaines. Un tel affaiblissement devrait donc logiquement aboutir à des différences d'attitudes plus ténues (Evans et De Graaf, 2013 : 10). Ainsi, les différences entre classes concernant les attitudes économiques (et culturelles) devraient être faibles, une fois que l'on contrôle l'effet d'autres variables. Si au contraire les différences persistent, cela constitue un signe de la persistance d'intérêts de classe différents, et donc au final de la pertinence du concept de classe.

Deuxièmement, il faut aussi examiner dans quelle mesure la polarisation entre classes est plus forte dans certains pays que dans d'autres. Bien que le focus principal de ce chapitre réside dans l'étude des changements dans le temps, cette démarche pourrait donner des informations utiles pour comprendre les différences entre pays constatées dans le chapitre 5 relatives au déclin du vote ouvrier pour les partis socialistes. La recherche comparative a montré que les différences d'attitudes entre classes sont plus importantes dans certains contextes nationaux (Kumlin et Svallfors, 2004 : 19).

Afin de clarifier ces questions ouvertes, des régressions OLS sont effectuées pour chaque pays concernant les préférences économiques et culturelles. Les deux dimensions, économique et culturelle, extraites lors de l'analyse factorielle sont utilisées comme variables dépendantes. La classe est introduite comme variable indépendante. La catégorie de référence pour la classe est choisie afin de représenter au mieux la polarisation de chaque dimension. Pour les préférences économiques, l'analyse descriptive a montré que la classe la plus opposée aux ouvriers de production est celle des professions libérales et grands employeurs. Comme cette classe est numériquement faible, elle a été fusionnée avec celle des petits indépendants pour les besoins de cette analyse. Les indépendants compris dans un sens large forment donc la catégorie de référence. Pour les préférences culturelles, les spécialistes socio-culturels servent de catégorie de référence. Ceux-ci forment en effet la classe la plus libérale en matière culturelle dans la plupart des cas.

Deux modèles sont construits. Le premier introduit comme variables indépendantes la classe ainsi que des variables de contrôle de type socio-structurel qui ont potentiellement un impact sur les attitudes. Le second ajoute une variable de type politique, l'auto-positionnement sur une échelle entre la droite et la gauche. Une telle variable n'est pas intégrée dans le premier modèle, car elle est par définition beaucoup plus proche de la variable dépendante (les attitudes politiques) que ne le sont les variables socio-structurelles (pour une discussion sur ce point, voir Evans, 2000). Avec cette variable de type politique, nous souhaitons éliminer une explication concurrente: les attitudes en matière économique et culturelle sont avant tout fonction du positionnement idéologique, excluant de ce fait l'influence de forces sociales comme la classe. Au final, cette procédure permettra d'évaluer la persistance de différences de classe, à la fois par rapport à des variables socio-structurelles et politiques.

Tableau 7.1 : Impact de la classe et autres variables sur les préférences économiques en Autriche et en Suisse (2002)

		AUTRICHE						SUISSE					
		Modèle 1 : classe et variables structurelles			Modèle 2 : + échelle droite-gauche			Modèle 1 : classe et variables structurelles			Modèle 2 : + échelle droite-gauche		
		B	E. S		B	E. S		B	E. S		B	E. S	
Classe	Ouvriers production	0.482	0.093	***	0.48	0.099	***	0.302	0.092	***	0.196	0.091	*
	Travailleurs services	0.431	0.093	***	0.438	0.098	***	0.274	0.093	**	0.264	0.093	**
	Employés de bureau	0.221	0.086	**	0.264	0.091	**	0.207	0.093	*	0.19	0.091	*
	Spéc. socio-culturels	0.318	0.095	***	0.35	0.099	***	0.003	0.094		-0.083	0.093	
	Spéc. Techniques	0.091	0.125		0.107	0.128		0.033	0.103		-0.07	0.101	
	Managers	0.08	0.097		0.124	0.101		-0.135	0.086		-0.132	0.083	
	Indép. employeurs, prof. lib (référence)												
Sexe	Femmes	0.122	0.055	*	0.095	0.058		0.288	0.059	***	0.199	0.058	***
	Hommes (référence)												
Syndicat	Syndiqué	0.218	0.051	***	0.184	0.054	***	0.418	0.058	***	0.352	0.057	***
	Non syndiqué (référence)												
Situation professionnelle	En retraite	-0.11	0.061		-0.064	0.064		-0.077	0.068		0.017	0.067	
	Au chômage	-0.21	0.148		-0.151	0.158		0.309	0.239		0.145	0.261	
	Au foyer	0.015	0.097		0.01	0.103		-0.114	0.076		-0.086	0.075	
	En formation	0.038	0.161		0.038	0.165		0.022	0.15		-0.027	0.149	
	Incapacité de travail	-0.122	0.333		-0.125	0.352		0.379	0.226		0.432	0.217	*
	Autre situation	0.108	0.226		0.175	0.244		0.469	0.283		0.528	0.298	
	Grande ville	-0.174	0.064	**	-0.187	0.067	**	0.135	0.105		-0.028	0.103	
Lieu de résidence	Banlieue/faubourg	-0.118	0.083		-0.093	0.085		-0.009	0.074		-0.091	0.073	
	Petite ville	-0.106	0.064		-0.097	0.068		0.042	0.066		-0.027	0.064	
	Village (référence)												
Échelle droite-gauche					0.087	0.014	***				0.167	0.014	***
Constante		-0.314	0.08	***	-0.794	0.112	***	-0.367	0.07	***	-1.11	0.092	***
R2		0.053			0.069			0.08			0.165		
R2 ajusté		0.043			0.058			0.07			0.155		
N		1 626			1 471			1 514			1 436		

Note : *** Significatif au niveau 0,001 ; ** Significatif au niveau 0,01 ; * Significatif au niveau 0,05. Coefficients non standardisés de l'analyse de régression OLS.

Dans un premier modèle, ce sont des variables de contrôle socio-structurelles qui pourraient avoir un impact sur les préférences qui sont introduites : le sexe, la situation professionnelle (en emploi, en retraite, au chômage, etc.), l'appartenance syndicale et le lieu de résidence (grande ville, banlieue et faubourg d'une grande ville, petite ville et village)⁴². Pour les préférences culturelles, la pratique religieuse est également introduite de manière additionnelle. La religion a eu traditionnellement une influence décisive sur les questions de libéralisme culturel (Nicolet et Tresch, 2010: 35). La variable

⁴² Il n'est pas possible de prendre en compte le secteur d'emploi public ou privé qui est souvent intégré dans les études des déterminants des attitudes économiques.

Tableau 7.2 : Impact de la classe et autres variables sur les préférences économiques en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne (2002)

	FRANCE			ALLEMAGNE			GRANDE-BRETAGNE											
	Modèle 1 : classe et variables structurelles			Modèle 1 : classe et variables structurelles			Modèle 1 : classe et variables structurelles											
	B	E.S	B	E.S	B	E.S	B	E.S	B	E.S								
Classe																		
Ouvriers production	0.544	0.101	***	0.421	0.097	***	0.657	0.074	***	0.656	0.075	***	0.675	0.079	***	0.618	0.082	***
Travailleurs services	0.504	0.107	***	0.371	0.104	***	0.476	0.08	***	0.451	0.081	***	0.643	0.081	***	0.609	0.083	***
Employés de bureau	0.246	0.108	*	0.129	0.104		0.373	0.083	***	0.372	0.083	***	0.29	0.09	***	0.305	0.092	***
Spéc. socio-culturels	-0.019	0.118		-0.119	0.113		0.547	0.085	***	0.468	0.085	***	0.26	0.096	**	0.249	0.097	**
Spéc. Techniques	-0.006	0.127		-0.088	0.121		0.415	0.093	***	0.374	0.094	***	0.274	0.115	*	0.281	0.116	*
Managers	-0.108	0.108		-0.16	0.103		0.362	0.081	***	0.341	0.081	***	-0.032	0.086		-0.013	0.087	
Indép. employeurs, prof. lib (référence)																		
Femmes	0.137	0.063	*	0.151	0.061	*	0.248	0.047	***	0.228	0.047	***	0.29	0.051	***	0.256	0.052	***
Syndiqué	0.22	0.067	***	0.148	0.064	*	0.33	0.042	***	0.267	0.042	***	0.274	0.046	***	0.247	0.047	***
En emploi (référence)																		
En retraite	0.102	0.067	**	0.19	0.065	**	0.13	0.049	**	0.165	0.05	***	-0.103	0.054		-0.043	0.055	
Au chômage	0.175	0.123		0.149	0.121		0.403	0.078	***	0.395	0.079	***	0.363	0.125	**	0.338	0.125	**
Au foyer	0.017	0.11		0.066	0.107		-0.096	0.07		-0.061	0.07		0.007	0.078		0.007	0.081	
En formation	-0.116	0.117		-0.155	0.113		0.305	0.141	*	0.224	0.139		0.001	0.138		-0.04	0.145	
Incapacité de travail	0.287	0.185		0.325	0.181		0.245	0.181		0.215	0.18		0.175	0.11		0.154	0.115	
Autre situation	-0.847	0.285	**	-0.834	0.293	**	0.074	0.19		0.046	0.189		0.474	0.253		0.361	0.259	
Grande ville	0.052	0.073		-0.021	0.071		0.032	0.06		-0.002	0.06		0.211	0.106	*	0.117	0.112	
Banlieue/faubourg	0.067	0.099		0.05	0.095		-0.113	0.067		-0.142	0.067	*	0.013	0.062		-0.028	0.064	
Petite ville	-0.08	0.069		-0.059	0.066		-0.023	0.049		-0.035	0.049		0.03	0.053		-0.019	0.055	
Village (référence)																		
Échelle droite-gauche				0.144	0.011	***				0.106	0.011	***				0.131	0.013	***
Constante	-0.39	0.096	***	-1.054	0.104	***	-0.764	0.072	***	-1.264	0.088	***	-0.697	0.075	***	-1.281	0.096	***
R2	0.086			0.194			0.102			0.139			0.137			0.182		
R2 ajusté	0.074			0.182			0.096			0.132			0.129			0.173		
N	1 282			1 217			2 337			2 223			1 853			1 707		

Note : *** Significatif au niveau 0,001 ; ** Significatif au niveau 0,01 ; * Significatif au niveau 0,05. Coefficients non standardisés de l'analyse de régression OLS.

de la pratique religieuse se compose de quatre catégories: pratiquant régulier (défini comme pratiquant au moins une fois par mois), pratiquant occasionnel (moins d'une fois par mois), non pratiquant et sans religion⁴³. Dans un second modèle, une variable de contrôle de type politique, l'auto-positionnement sur une échelle droite-gauche 0-10 (le score 10 indiquant la position la plus à gauche), est introduite. Les résultats sont présentés dans les tableaux 7.1 et 7.2 pour les préférences économiques, puis dans les tableaux 7.3 et 7.4 pour celles en matière culturelle. Nous montrons et discutons tout d'abord les résultats pour les préférences économiques (tableaux 7.1 et 7.2).

Préférences économiques

Les résultats du premier modèle confirment le constat fait précédemment que les ouvriers se situent à l'opposé des professions libérales et des grands employeurs, réunis ici avec les petits indépendants. Dans les cinq pays, le fait d'appartenir à l'une des trois classes populaires (ouvriers de production, travailleurs des services et employés de bureau) augmente significativement le fait d'être relativement à gauche par rapport aux indépendants compris ici dans un sens large. Il existe des différences entre pays en ce qui concerne les classes moyennes salariées. Les managers sont la fraction de la classe moyenne salariée la plus souvent alliée aux indépendants. C'est seulement en Allemagne que le fait d'être un manager (par rapport à un indépendant) augmente significativement le positionnement à gauche sur l'axe économique. À l'opposé, les spécialistes socio-culturels se distinguent le plus souvent des indépendants au sens large. De manière étonnante, ce sont en Suisse et en France, deux pays où les spécialistes socio-culturels forment le premier soutien au parti socialiste, que les différences avec les indépendants ne sont pas significatives. Même en prenant les managers comme catégorie de référence, le coefficient pour les spécialistes socio-culturels ne devient pas significatif⁴⁴.

Les différences entre classes sont-elles davantage polarisées dans certains pays? Des comparaisons directes ne sont pas possibles sur la base d'analyses séparées, mais on se permettra de relever quand même que les coefficients pour les ouvriers de production sont les plus élevés en Grande-Bretagne (0,675) et en Allemagne (0,657), et les plus faibles en Autriche (0,482) et en Suisse (0,302), la France occupant une position intermédiaire (0,544). C'est aussi en Grande-Bretagne et en Allemagne que le pourcentage de variance expliqué par le modèle est le plus fort. Il y a donc des différences plus marquées dans certains pays quant aux préférences économiques des classes. La très nette polarisation en Grande-Bretagne, par rapport à la Suisse et à l'Autriche, est aussi confirmée si l'on compare les ouvriers de production aux managers. La polarisation entre ouvriers et managers est en revanche plus faible en Allemagne, où l'on constate un écart plus important entre managers d'un côté et professions libérales et grands employeurs de l'autre.

⁴³ Ces différentes variables étant catégorielles, ce sont des *dummies* qui sont introduits dans les analyses.

⁴⁴ Une analyse complémentaire indique que ce n'est pas l'introduction de la syndicalisation qui est responsable de cette absence de significativité (compte tenu du fait que cette classe sociale présente un haut niveau de syndicalisation). Nous allons revenir plus en détail dans la section suivante sur le positionnement des spécialistes socio-culturels en matière économique.

Une telle différence entre la Suisse et l'Autriche d'un côté et la Grande-Bretagne de l'autre se retrouve dans une comparaison européenne sur quinze pays menée par Kumlin et Svallfors (2007) à partir des mêmes données du sondage social européen de 2002, mais avec le schéma des classes d'Erikson et Goldthorpe. Avec la Belgique et la Finlande, la Grande-Bretagne se place dans le peloton de tête des pays avec des différences de classe les plus importantes dans les attitudes économiques, alors que l'Autriche, la Suisse et l'Allemagne se positionnent entre le milieu et la queue du peloton⁴⁵. Dans une autre étude comparative portant sur la Suède, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les États-Unis à partir de données de l'*International Social Survey Programme* (ISSP) de 1996, Svallfors (2004) montre aussi qu'il y a des différences de classe plus grandes dans les attitudes économiques en Grande-Bretagne (après la Suède) par rapport à l'Allemagne. Cette polarisation des classes plus forte en Grande-Bretagne est intéressante à prendre en compte. Toutefois, elle ne saurait expliquer à elle seule les différences constatées entre pays dans le déclin de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes (chapitre 5). L'Autriche suit de près la Grande-Bretagne concernant ce déclin ; pourtant la polarisation entre classes y est clairement moins forte.

Que se passe-t-il dans le modèle 2 quand on introduit de manière additionnelle l'auto-positionnement droite-gauche ? Sans grande surprise, le fait de se positionner plus à gauche augmente le soutien pour la redistribution des richesses et la protection des conditions de travail par les syndicats. Les différences entre classes restent toutefois importantes quand on introduit ce contrôle de type politique. Les coefficients pour les ouvriers de production diminuent légèrement ou pas du tout. C'est seulement en Suisse que la diminution est plus marquée, et que le niveau de significativité se réduit. Une partie de l'effet de classe en Suisse est donc attribuable au fait que ces classes se situent différemment sur une échelle droite-gauche. Mais même en Suisse, les ouvriers continuent de se distinguer significativement des indépendants au sens large.

Que signifie cette persistance des différences de classe ? Un ouvrier et un indépendant, pour un même auto-positionnement droite-gauche, continuent d'avoir des préférences économiques distinctes. Par conséquent, même si le pourcentage explicatif du modèle augmente fortement dans tous les pays quand on introduit cette variable politique, il n'en demeure pas moins que les classes gardent leur importance pour déterminer les préférences économiques. Si un ouvrier et un indépendant ont un même auto-positionnement droite-gauche, alors c'est un effet de classe pur qui continue de les distinguer. Cela nous renvoie à la conception et à la mesure même de la classe, à savoir des ressources économiques différentes entre les individus. La classe a donc encore un sens important pour prédire des attitudes politiques, même par rapport à des facteurs politiques.

⁴⁵ La France n'est pas incluse dans cette étude.

Tableau 7.3 : Impact de la classe et autres variables sur les préférences culturelles en Autriche et en Suisse (2002)

		AUTRICHE						SUISSE					
		Modèle 1 : classe et variables structurelles			Modèle 2 : + échelle droite-gauche			Modèle 1 : classe et variables structurelles			Modèle 2 : + échelle droite-gauche		
		B	E. S		B	E. S		B	E. S		B	E. S	
Classe	Ouvriers de production	-0.528	0.089	***	-0.456	0.091	***	-0.419	0.099	***	-0.41	0.1	***
	Travailleurs des services	-0.524	0.086	***	-0.536	0.087	***	-0.379	0.094	***	-0.334	0.096	***
	Employés de bureau	-0.385	0.08	***	-0.384	0.08	***	-0.221	0.094	*	-0.196	0.094	*
	Spécialistes socio-culturels (référence)												
	Spécialistes techniques	-0.112	0.118		-0.153	0.117		-0.027	0.11		-0.046	0.11	
	Managers	-0.324	0.091	***	-0.292	0.091	***	-0.058	0.091		0.002	0.092	
	Prof lib/gds empl	-0.16	0.16		-0.257	0.159		-0.008	0.14		-0.021	0.139	
	Petits indépendants	-0.329	0.096	***	-0.317	0.097	***	-0.306	0.1	**	-0.22	0.1	*
Sexe	Femmes	0.171	0.052	***	0.13	0.053	*	0.062	0.058		0.004	0.058	
Syndicat	Syndiqué	0.039	0.049		-0.002	0.05		0.145	0.057	*	0.08	0.057	
	En emploi (référence)												
Situation Professionnelle	En retraite	-0.388	0.058	***	-0.327	0.059	***	-0.277	0.068	***	-0.243	0.068	***
	Au chômage	-0.011	0.141		-0.054	0.146		0.384	0.233		0.394	0.26	
	Au foyer	0.006	0.092		0.085	0.095		-0.182	0.075	*	-0.191	0.075	*
	En formation	0.357	0.151	*	0.288	0.151		0.148	0.148		0.049	0.15	
	Incapacité de travail	0.301	0.313		0.402	0.322		-0.144	0.233		-0.147	0.228	
	Autre situation	-0.055	0.212		0.027	0.223		-0.51	0.277		-0.355	0.296	
	Grande ville	0.364	0.063	***	0.351	0.064	***	0.189	0.105		0.075	0.105	
	Lieu de résidence	Banlieue/faubourg	0.112	0.08		0.083	0.08		0.153	0.074	*	0.129	0.074
	Petite ville	0.2	0.062	***	0.196	0.063	**	0.115	0.065		0.066	0.064	
	Village (référence)												
	Pratiquant régulier	-0.194	0.062	**	-0.108	0.063		-0.374	0.068	***	-0.297	0.07	***
Pratique religieuse	Pratiquant occasionnel	-0.106	0.063		-0.062	0.064		-0.163	0.059	**	-0.139	0.059	*
	Non pratiquant	-0.05	0.09		0.003	0.092		-0.083	0.096		-0.088	0.097	
	Sans religion (référence)												
Échelle droite-gauche					0.101	0.013	***				0.114	0.014	***
Constante		0.247	0.095	*	-0.286	0.121	*	0.25	0.094	**	-0.316	0.121	**
R2		0.123			0.154			0.091			0.131		
R2 ajusté		0.112			0.141			0.079			0.117		
N		1 595			1 450			1 499			1 422		

Note : *** Significatif au niveau 0,001 ; ** Significatif au niveau 0,01 ; * Significatif au niveau 0,05. Coefficients non standardisés de l'analyse de régression OLS.

Tableau 7.4 : Impact de la classe et autres variables sur les préférences culturelles en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne (2002)

	FRANCE						ALLEMAGNE						GRANDE-BRETAGNE					
	Modèle 1 : classe et variables structurelles			Modèle 2 : + échelle droite-gauche			Modèle 1 : classe et variables structurelles			Modèle 2 : + échelle droite-gauche			Modèle 1 : classe et variables structurelles			Modèle 2 : + échelle droite-gauche		
	B	E. S	B	E. S	B	E. S	B	E. S	B	E. S	B	E. S	B	E. S	B	E. S	B	E. S
Classe																		
Ouvriers de production	-0.484	0.102	***	-0.467	0.101	***	-0.71	0.071	***	-0.657	0.071	***	-0.669	0.089	***	-0.683	0.092	***
Travailleurs des services	-0.581	0.101	***	-0.51	0.1	***	-0.328	0.072	***	-0.261	0.072	***	-0.579	0.085	***	-0.61	0.088	***
Employés de bureau	-0.38	0.103	***	-0.386	0.1	***	-0.362	0.076	***	-0.301	0.075	***	-0.508	0.093	***	-0.482	0.096	***
Spécialistes socio-culturels (référence)																		
Spécialistes techniques	-0.15	0.125		-0.098	0.121		-0.204	0.089	*	-0.184	0.088	*	-0.373	0.122	**	-0.387	0.124	**
Managers	-0.306	0.105	**	-0.268	0.103	**	-0.135	0.075		-0.097	0.074		-0.322	0.095	***	-0.327	0.096	***
Prof lib/gds empl	-0.122	0.207		-0.079	0.199		0.106	0.121		0.165	0.12		-0.161	0.141		-0.175	0.141	
Petits indépendants	-0.503	0.117	***	-0.388	0.115	***	-0.527	0.088	***	-0.433	0.089	***	-0.474	0.107	***	-0.49	0.11	***
Femmes	0.154	0.06	**	0.163	0.059	**	-0.022	0.045		-0.06	0.045		0.092	0.053		0.059	0.054	
Syndicat	0.043	0.064		-0.019	0.062		0.06	0.04		0.011	0.04		0.028	0.047		0.023	0.049	
En emploi (référence)																		
En retraite	-0.572	0.066	***	-0.547	0.065	***	-0.522	0.047	***	-0.483	0.047	***	-0.351	0.056	***	-0.338	0.058	***
Au chômage	-0.147	0.117		-0.204	0.118		-0.576	0.075	***	-0.586	0.075	***	0.033	0.128		-0.018	0.13	
Au foyer	-0.224	0.105	*	-0.215	0.104	*	-0.125	0.067		-0.097	0.067		-0.166	0.08		-0.149	0.084	
En formation	0.412	0.112	***	0.353	0.11	***	0.354	0.133	**	0.292	0.132	*	0.454	0.142	**	0.45	0.15	**
Incapacité de travail	-0.233	0.179		-0.25	0.178		-0.182	0.171		-0.214	0.17		-0.353	0.113	**	-0.361	0.119	**
Autre situation	-0.172	0.27		0.059	0.284		0.089	0.18		0.103	0.18		0.211	0.26		0.08	0.268	
Lieu de résidence																		
Grande ville	0.305	0.07	***	0.293	0.069	***	0.215	0.057	***	0.175	0.057	**	0.386	0.109	***	0.353	0.116	**
Banlieue/faubourgs	0.151	0.094		0.16	0.092		0.196	0.064	**	0.171	0.063	**	0.034	0.064		0.017	0.066	
Petite ville	0.137	0.065	*	0.177	0.064	**	0.01	0.047		-0.019	0.047		-0.054	0.055		-0.079	0.057	
Village (référence)																		

	FRANCE						ALLEMAGNE						GRANDE-BRETAGNE					
	Modèle 1 : classe et variables structurelles			Modèle 2 : + échelle droite-gauche			Modèle 1 : classe et variables structurelles			Modèle 2 : + échelle droite-gauche			Modèle 1 : classe et variables structurelles			Modèle 2 : + échelle droite-gauche		
	B	E. S		B	E. S		B	E. S		B	E. S		B	E. S		B	E. S	
Pratique religieuse	-0.108	0.085		0.01	0.085		-0.177	0.056	***	-0.113	0.056	*	-0.063	0.065		-0.047	0.068	
Non pratiquant	-0.078	0.066		0.033	0.067		0.04	0.045		0.087	0.046		-0.19	0.061	**	-0.161	0.063	*
Sans religion (référence)	-0.183	0.083	*	-0.165	0.081	*	0.026	0.077		0.047	0.078		-0.077	0.071		-0.077	0.073	
Échelle droite-gauche				0.105	0.011	***				0.098	0.011	***				0.08	0.014	***
Constante	0.369	0.105	***	-0.248	0.121	*	0.45	0.078	***	-0.095	0.099		0.536	0.097	***	0.194	0.118	
R2	0.155			0.222			0.167			0.202			0.101			0.122		
R2 ajusté	0.141			0.208			0.16			0.194			0.09			0.111		
N	1 273			1 208			2 325			2 216			1 851			1 705		

Note : *** Significatif au niveau 0,001 ; ** Significatif au niveau 0,01 ; * Significatif au niveau 0,05. Coefficients non standardisés de l'analyse de régression OLS.

Préférences culturelles

Les régressions avec les préférences culturelles comme variable dépendante (tableaux 7.3 et 7.4) confirment l'opposition mise en évidence au niveau descriptif entre classes populaires et indépendants d'un côté – rejoints dans la plupart des cas par les managers – et entre spécialistes socio-culturels et professions libérales et grands employeurs de l'autre. Ces différences entre classes persistent, même sous contrôle d'autres variables socio-structurelles. On peut noter à ce propos des effets significatifs sur les préférences culturelles entre le fait d'être en retraite, d'habiter dans une grande ville ou d'être pratiquant religieux. Quand on introduit dans le modèle 2 l'auto-positionnement droite-gauche, les différences entre classes persistent, comme c'était le cas auparavant pour les préférences économiques.

2. UN CHANGEMENT DES ATTITUDES DES CLASSES AU FIL DU TEMPS ?

Les analyses précédentes ont montré des différences entre classes concernant les préférences économiques mais aussi culturelles. Elles ont également permis de montrer que les ouvriers se situent relativement le plus à gauche sur le plan économique. Nous souhaitons maintenant vérifier si la structure des attitudes mise en évidence pour 2002 se retrouve sur l'ensemble de la période.

Il est beaucoup plus difficile de procéder à cette analyse longitudinale, car les questions posées aux répondants diffèrent d'une enquête à l'autre, et le choix n'est pas pléthorique non plus. Il n'est donc pas possible de comparer de manière directe et systématique l'évolution des attitudes des classes. Cependant, on peut trouver des questions qui font référence à des problématiques politiques similaires à travers le temps, et donc mettre en évidence l'évolution de la configuration des classes.

Dans la section précédente, nous avons pu dégager une configuration des classes relativement claire. Sur les questions économiques, il s'agit d'une opposition entre d'un côté les ouvriers de production, travailleurs des services, spécialistes socio-culturels, et de l'autre les professions libérales et grands employeurs, petits indépendants et managers. Sur les questions culturelles, il s'agit principalement d'une opposition entre ouvriers et petits indépendants d'un côté et professions libérales, grands employeurs et spécialistes socio-culturels de l'autre. Une telle structure d'oppositions se retrouve-t-elle généralement sur toute la période ? Si une telle structure peut être identifiée lors de différentes élections, alors cela devrait constituer un indicateur de la stabilité des attitudes des classes. Dans le cas contraire, notre attention devrait se porter sur de possibles changements. Cette section a donc pour objectif de mettre en évidence la continuité d'oppositions et d'alliances entre classes, à défaut de pouvoir analyser précisément l'évolution des attitudes des classes.

L'analyse va se concentrer à nouveau sur trois pays, la Suisse, l'Autriche et la France, où nous disposons de données de sondages avec une variable de classe détaillée sur toute la période. Les mêmes données que dans le chapitre 5 sur le vote sont utilisées ; on se reportera aux tableaux A.5.2 à A.5.4 (annexe A) pour plus d'informations les concernant. Cela nous permet de couvrir un maximum d'élections

pour ces trois pays. Étant donné que les questions diffèrent fortement d'une enquête à l'autre, nous préférons multiplier les points dans le temps pour un pays, afin de voir si la même structure d'oppositions entre classes se retrouve systématiquement, malgré les variations des questions utilisées. Nous privilégions ainsi une analyse approfondie portant sur trois pays. En outre, il est judicieux de retenir la Suisse et l'Autriche, pays pour lesquels nous pouvons couvrir toute la période en ce qui concerne la problématique de l'immigration comme on va le voir ci-dessous.

Nous choisissons dans chaque enquête une variable qui fait référence à la problématique de la redistribution des richesses et pour les attitudes culturelles une variable qui fait référence à la problématique de l'immigration. La redistribution des richesses est fondamentale pour tous les débats qui concernent la dimension économique gauche-droite. C'est aussi le seul enjeu économique que l'on retrouve de manière systématique dans chaque enquête électorale. L'immigration est devenue au fil du temps un enjeu saillant et important pour la dimension culturelle (Kriesi *et al.*, 2006). C'est aussi un enjeu que l'on retrouve dans pratiquement chaque enquête électorale pour les trois pays retenus ici. Nous avons souligné dans l'introduction de ce chapitre la nécessité d'opérationnaliser la dimension culturelle avec des enjeux typiques de la « nouvelle gauche » d'une part et de la « nouvelle droite » d'autre part, en suivant la conceptualisation de Bornschieer (2010 a, 2010 b). La variable de l'immigration retenue ici fait clairement référence aux thèmes de la « nouvelle droite ». Dans l'idéal, il serait opportun de pouvoir montrer aussi l'évolution de la configuration des classes sur des enjeux liés à la mobilisation de la « nouvelle gauche » (par exemple sur le libéralisme culturel ou l'écologie). Toutefois, la présence de questions sur de tels enjeux ainsi que leur formulation est fortement variable d'une enquête à l'autre. Il est donc plus judicieux de nous concentrer sur un seul « pôle » de ce conflit culturel, pour lequel nous disposons de questions pour pratiquement chaque élection dans les trois pays étudiés.

Dans la perspective longitudinale adoptée ici, ce qui est intéressant, c'est que les enjeux d'immigration ont touché relativement tôt le débat public, en Suisse particulièrement. Dans les années 1970, les initiatives contre la surpopulation étrangère lancées par des petits partis de droite radicale ont fait l'objet de très vifs débats dans ce pays. La première et la plus controversée initiative contre la surpopulation étrangère – nommée aussi « initiative Schwarzenbach » du nom du leader de l'Action nationale James Schwarzenbach – n'a été rejetée en juin 1970 qu'à une courte majorité des votants (54 %). Elle demandait la réduction du nombre d'étrangers résidants en Suisse (Skenderovic, 2009: 65ss.). Ce cas unique nous permet donc de comparer sur une longue période la configuration des classes sur le thème de l'immigration.

L'Autriche n'a pas été confrontée à de telles initiatives contre la surpopulation étrangère dans les années 1970, mais la politique migratoire était relativement semblable à celle de la Suisse avec le système des « *Gastarbeiter* » (travailleurs étrangers). C'est donc pour cette raison que les enquêtes autrichiennes contiennent aussi des questions relatives aux « *Gastarbeiter* ». En France, la situation est différente, si bien que l'on ne dispose d'aucune question liée à l'immigration dans

l'enquête électorale de 1978 qui constitue la première élection utilisée dans ce travail. Toutefois, dès 1988, on dispose d'une question sur l'immigration qui reste la même ensuite dans chaque enquête électorale.

Avec la sélection de deux thématiques (redistribution et immigration), nous ne prétendons pas couvrir tout le spectre de l'espace politique bidimensionnel. Dans la section précédente, nous avons par exemple retenu deux variables pour construire chaque dimension. Cependant, dans la perspective longitudinale de cette section, nous préférons retenir une seule variable qui fait référence au fil des enquêtes à une thématique similaire et donc permet de conserver une certaine unité de contenu. Nous présentons en détail dans l'annexe du chapitre 7 les variables retenues. En la parcourant, le lecteur notera certainement la grande diversité des questions. L'analyse ne s'attachera pas à comparer de manière étroite ces différentes questions dans le temps, mais elle cherchera à identifier la continuité (ou non) de la structure générale des classes.

Pour pouvoir comparer ces différentes variables, nous choisissons de les présenter dans la même échelle entre 0 et +1. Pour y parvenir, nous reprenons la méthode adoptée par Svallfors (2004). Les variables (qui sont de type dichotomique ou ordinal) sont toutes codées à partir de 0 (vers des valeurs positives), puis elles sont divisées par leur valeur maximale. Ensuite, des valeurs qui vont de 0 à +1 sont attribuées à chaque catégorie. Les variables dichotomiques ne peuvent avoir que deux valeurs (0 et 1), alors que les variables ordinales comprennent un nombre plus important de valeurs (par exemple 0 ; 0,25 ; 0,5 ; 0,75 ; 1 ou encore 0 ; 0,33 ; 0,66 ; 1). Pour les variables sur la redistribution des richesses, la valeur 0 signifie une attitude opposée à la redistribution des richesses, la valeur 1 une attitude favorable à la redistribution. Pour les variables sur l'immigration, la valeur 0 signifie une attitude restrictive sur l'immigration, la valeur 1 une attitude ouverte (et donc une opposition aux initiatives contre la surpopulation étrangère des années 1970). Dans les graphiques, le titre de l'axe horizontal (qui va de 0 à 1) reprend l'intitulé original des différentes questions.

Pour chaque classe sociale, on calcule la moyenne des positions sur ces deux attitudes⁴⁶. La présentation des résultats s'attache à montrer comment la position moyenne de chaque classe diffère par rapport à celle de l'échantillon. Dans les graphiques, la ligne verticale représente la moyenne de l'échantillon. Les barres sur la droite du graphique représentent les classes qui ont une position davantage en faveur de la redistribution/ou d'une politique migratoire plus ouverte que la moyenne; les barres sur la gauche, les classes qui ont une position moins en faveur de la redistribution/ou d'une politique migratoire moins ouverte que la moyenne. Un t-test est effectué pour déterminer si la moyenne de chaque classe diffère significativement par rapport à la moyenne de l'échantillon, à un niveau de 0,05. Quand la différence est significative, les signes positifs (+) ou négatifs (-) sont placés sur chaque barre. Les différences de taille des échantillons auxquels nous faisons face

⁴⁶ Pour calculer la moyenne, on associe les échelles ordinales (et dichotomiques) à des échelles métriques.

d'une enquête à l'autre rendent toutefois difficile la comparaison en termes de significativité, étant donné que le nombre de cas entre en compte dans le calcul du t-test. Cet élément de la significativité servira donc avant tout à illustrer les différences par rapport à la moyenne à un point donné.

Les différences présentes dans la nature même des variables retenues (dichotomique ou ordinale, échelle paire ou impaire avec une réponse médiane) et donc dans leur distribution ne sont pas sans incidence sur le calcul de la moyenne. Toutefois, ce problème potentiel pour la comparaison est limité par le but principal de cette analyse qui consiste à mettre en évidence avant tout les différences entre classes et non la moyenne de l'échantillon en tant que telle.

Les graphiques 7.2 à 7.4 présentent les résultats pour la Suisse, l'Autriche et la France. Pour des raisons de place, les résultats de 1999 et 2003 pour la Suisse (qui contiennent les mêmes questions que pour 1995 et 2007) ne sont pas montrés, mais nous y référons si nécessaire. Cela vaut également pour l'élection de 2002 en Autriche (mêmes questions que pour 2006). Pour la France, nous ne montrons pas de résultats pour 2002, puisqu'il n'y a pas de question adéquate sur la redistribution des richesses.

Dans la mesure du possible, nous avons essayé de présenter les graphiques avec la même échelle pour chaque attitude aux différentes élections – par exemple les attitudes sur l'immigration en Suisse sont indiquées dans une même échelle entre 0,4 et 0,8 –, afin de pouvoir comparer les résultats dans le temps pour une même attitude. Pour des raisons de lisibilité de nos résultats, certains ajustements ont dû néanmoins être effectués. Pour les variables sur la redistribution, en Suisse, l'échelle est décalée de +0,2 en 1995 et 2007, par rapport à 1971 et 1975. Pour l'Autriche, l'attitude sur l'immigration en 1990 contient une échelle décalée de -0,15 par rapport aux autres élections. Pour la France, l'attitude sur la redistribution de 2007 est présentée dans une échelle décalée de -0,25 par rapport aux élections précédentes.

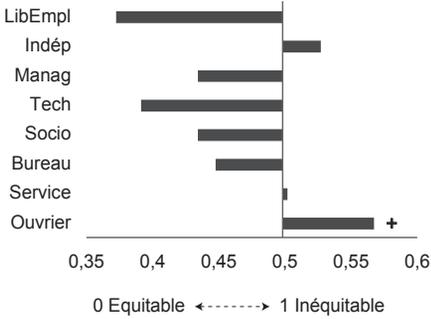
Quels sont les résultats de ces analyses? La structure d'oppositions que nous avons mise en évidence dans la section précédente se retrouve-t-elle au fil du temps? Nous discutons tout d'abord les résultats pour la Suisse (graphique 7.2), puis pour l'Autriche (graphique 7.3) et finalement pour la France (graphique 7.4).

*En Suisse, la comparaison dans le temps sur les questions de redistribution des richesses*⁴⁷ montre que les ouvriers sont à chaque élection davantage en faveur de la redistribution des richesses que la moyenne, cela de manière significative, sauf en 2007 (et en 1999, non montré). Les professions libérales et grands employeurs sont sur toute la période le moins en faveur de la redistribution des richesses. L'opposition entre professions libérales et grands employeurs d'un côté et ouvriers de l'autre ne connaît donc pas de modification majeure au cours du temps. À côté des professions libérales et grands employeurs, les managers sont également moins en faveur de la redistribution des richesses que la moyenne, cela à chaque élection.

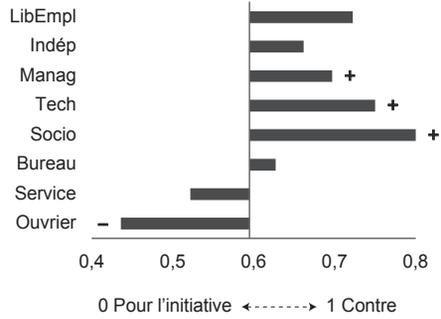
⁴⁷ Le nombre de cas est plus élevé en 1995 en raison du suréchantillonnage pour dix cantons effectué lors de cette enquête électorale. Nous avons pondéré les données pour corriger la surreprésentation et sous-représentation cantonale (voir la note en dessous du tableau A.3.2 en annexe).

Graphique 7.2: Position moyenne des classes sur la redistribution des richesses et l'immigration en Suisse (représentées par rapport à la moyenne de l'échantillon)

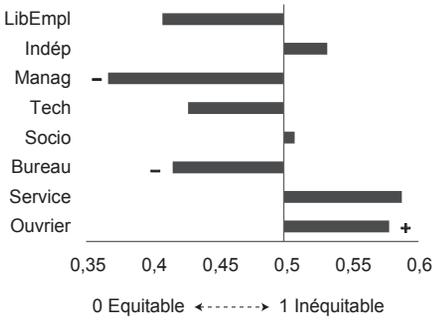
Redistribution – CH 1971 (N = 1 505)



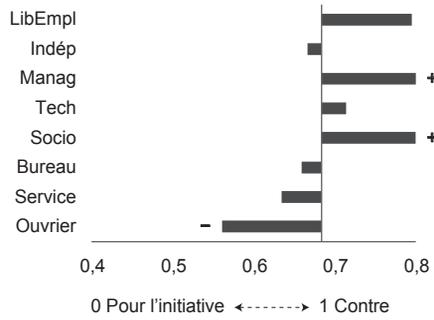
Immigration – CH 1971 (N = 659)



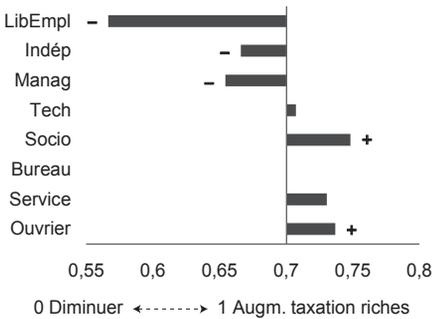
Redistribution – CH 1975 (N = 1 159)



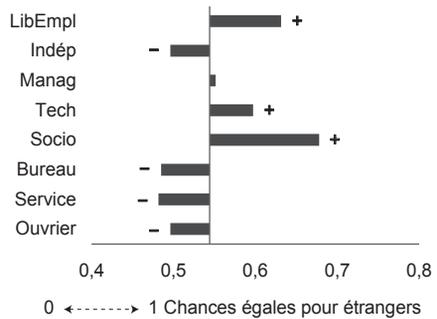
Immigration – CH 1975 (N = 763)



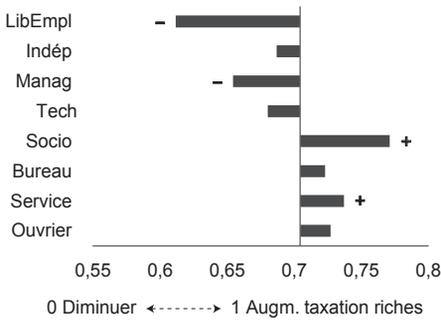
Redistribution – CH 1995 (N = 6 965)



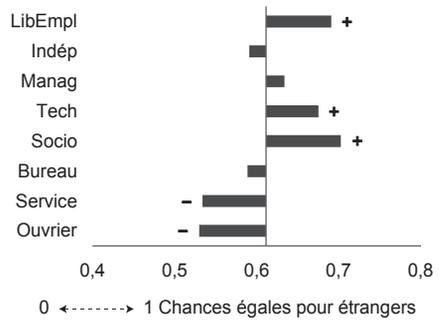
Immigration – CH 1995 (N = 6 973)



Redistribution – CH 2007 (N = 3 751)



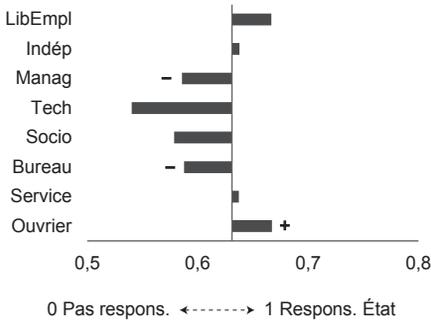
Immigration – CH 2007 (N = 3 737)



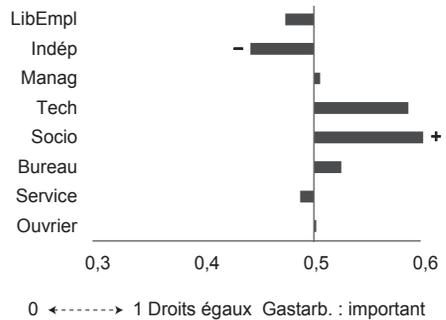
Légende pour les classes : Indép : Petits indépendants ; LibEmpl : Professions libérales et grands employeurs ; Manag : Managers ; Tech : Spécialistes techniques ; Socio : Spécialistes socio-culturels ; Bureau : Employés de bureau ; Ouvrier : Ouvriers de production ; Service : Travailleurs des services.

Graphique 7.3 : Position moyenne des classes sur la redistribution des richesses et l'immigration en Autriche (représentées par rapport à la moyenne de l'échantillon)

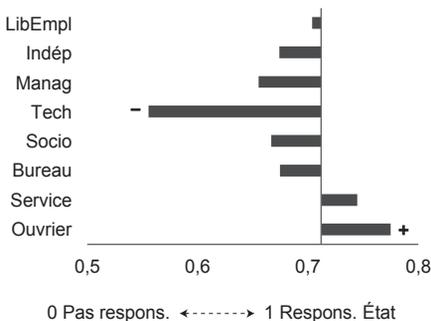
Redistribution – AT 1971 (N = 1 417)



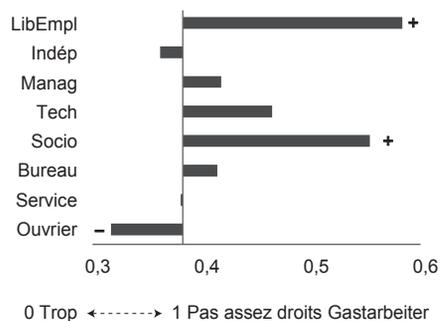
Immigration – AT 1971 (N = 1 421)



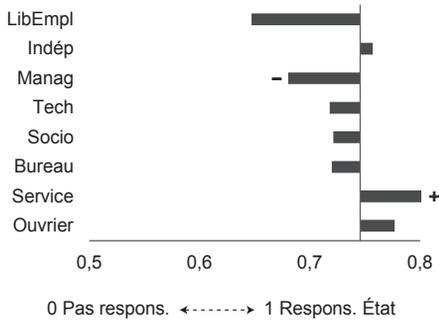
Redistribution – AT 1983 (N = 793)



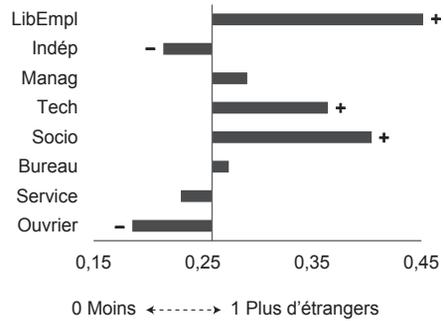
Immigration – AT 1983 (N = 1 438)



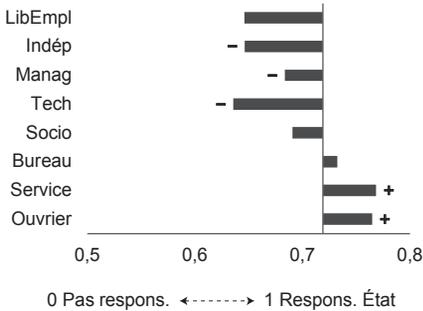
Redistribution – AT 1990 (N = 749)



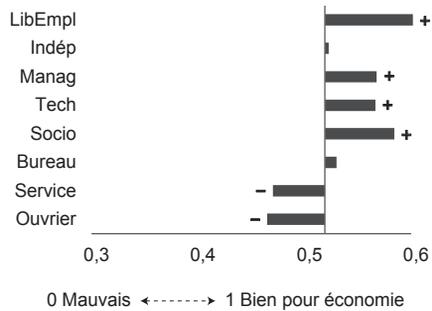
Immigration – AT 1990 (N = 1 636)



Redistribution – AT 2006 (N = 1 935)



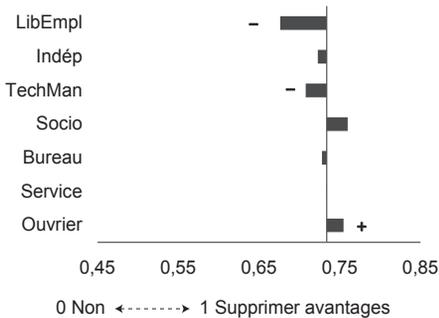
Immigration – AT 2006 (N = 1 894)



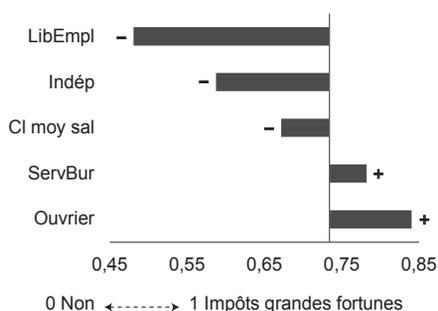
Légende des classes : voir le graphique 7.2.

Graphique 7.4 : Position moyenne des classes sur la redistribution des richesses et l'immigration en France (représentées par rapport à la moyenne de l'échantillon)

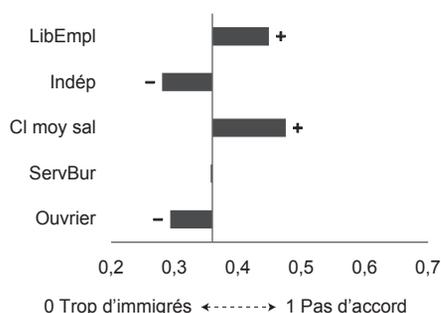
Redistribution – FR 1978 (N = 4 022)



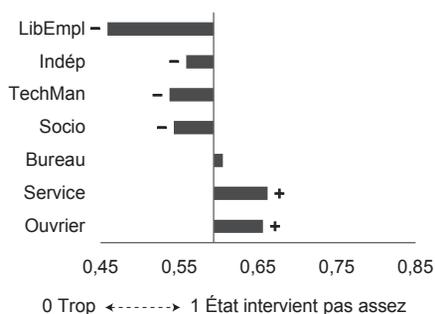
Redistribution – FR 1988 (N = 3 632)



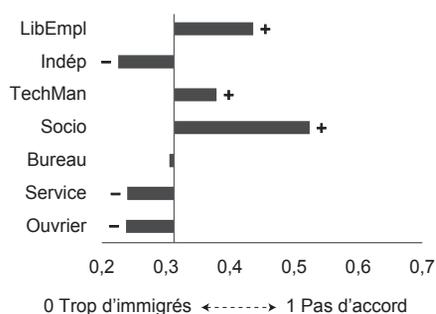
Immigration – FR 1988 (N = 3 718)



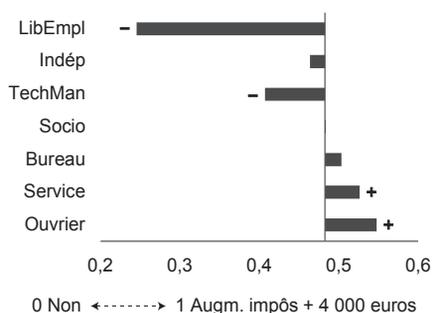
Redistribution – FR 1995 (N = 3 932)



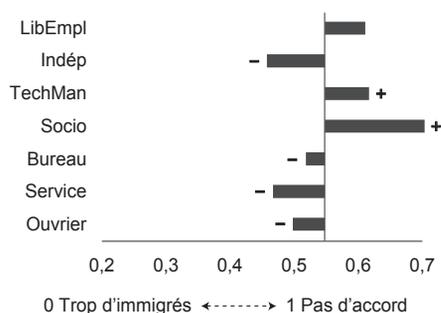
Immigration – FR 1995 (N = 3 907)



Redistribution – FR 2007 (N = 3 802)



Immigration – FR 2007 (N = 3 792)



Légende des classes: voir le graphique 7.2.

Sur le constat d'une stabilité des oppositions, deux incertitudes pèsent. Premièrement, les spécialistes socio-culturels qui sont dans les années 1990 et 2000 clairement davantage en faveur de la redistribution des richesses que la moyenne – de manière plus nette que ce que l'on a pu observer dans la section précédente sur la base du sondage social européen –, présentent une position différente en 1971 et 1975. Ils sont moins que la moyenne en 1971 et dans la moyenne en 1975, à juger

que la répartition des revenus est inéquitable. Il est difficile de savoir si ces résultats reflètent de réels changements ou s'ils sont la conséquence de fortes variations dans les mesures. Les questions de 1971 et 1975 portent sur l'évaluation de la répartition des revenus du pays à partir de la situation personnelle du répondant, contrairement aux questions des années 1990 et 2000 qui portent sur la taxation des hauts revenus. Il est donc possible que les spécialistes socio-culturels n'aient pas changé leur position, bien que la mesure trop différente laisse penser le contraire. Pareil constat vaut pour les petits indépendants. En 1971 et 1975, ceux-ci sont un peu plus que la moyenne à penser que la répartition des revenus est inéquitable, alors que dans les années 1990 et 2000, ils sont systématiquement davantage opposés à la redistribution des richesses que la moyenne. Avant de tirer une conclusion définitive, l'étude des autres pays devrait nous éclairer sur cette question.

Par rapport à l'immigration en Suisse, ce sont les classes moyennes salariées (particulièrement les spécialistes socio-culturels en 1971 et les managers en 1975) ainsi que les professions libérales et grands employeurs (de manière non significative) qui ont porté l'opposition aux initiatives Schwarzenbach. Parmi les catégories davantage en faveur de l'initiative que la moyenne, on retrouve les ouvriers de production principalement et les travailleurs des services (de manière non significative). En 1995 et 2007, ce sont à nouveau les ouvriers de production et travailleurs des services qui sont moins en faveur que la moyenne de donner des chances égales aux étrangers. À l'opposé, on trouve les spécialistes socio-culturels et techniques ainsi que les professions libérales et grands employeurs. La configuration des classes est donc restée relativement stable : aux classes populaires s'opposent des segments des classes moyennes salariées et les professions libérales/grands employeurs. Néanmoins, on pourra observer qu'au sein des classes moyennes salariées, les managers avaient en 1971 et en 1975 une position plus ouverte que la moyenne par rapport à l'immigration, alors qu'ils ne se différencient pratiquement plus de la moyenne dans les années 1990 et 2000. L'ouverture des spécialistes socio-culturels par rapport à l'immigration n'est pas nouvelle, comme en atteste le fait qu'ils ont le plus fortement rejeté l'initiative Schwarzenbach de 1970.

En Autriche, sur les questions de redistribution, on trouve une opposition à chaque élection étudiée entre d'une part des segments spécifiques de la classe moyenne salariée (managers et spécialistes techniques) et d'autre part les ouvriers de production auxquels s'ajoutent à plusieurs reprises les travailleurs des services. Sur toute la période, les spécialistes socio-culturels ne rejoignent pas la classe ouvrière : ils tendent à être moins en faveur de la redistribution des richesses que la moyenne. On se demandait plus haut dans le cas de la Suisse s'il y avait eu un changement au fil du temps des positions des spécialistes socio-culturels. En Autriche, on peut clairement rejeter l'hypothèse d'une telle évolution. Ce sont les ouvriers de production et travailleurs des services qui occupent seuls les positions les plus favorables à la redistribution sur toute la période. Les spécialistes socio-culturels ne les ont pas rejoints, contrairement à ce que l'on observait pour la Suisse dès 1995.

Comment peut-on alors expliquer la différence avec le résultat de la section précédente où les spécialistes socio-culturels avaient en Autriche une position

similaire à celle des ouvriers sur la dimension économique de l'espace politique (graphique 7.1)? Si la question de la redistribution des richesses éloigne les spécialistes socio-culturels des ouvriers, ce n'est pas le cas de la question sur l'importance des syndicats pour protéger les employés qui les rapproche. Voilà qui explique qu'au final ces deux classes ont une position proche sur la dimension économique dans le graphique 7.1. Selon les questions posées, les différences sont plus ou moins grandes entre ces deux classes sur cette dimension. Cela explique aussi peut-être pourquoi nous avons trouvé des différences dans le positionnement des spécialistes socio-culturels en Suisse.

En Autriche, concernant l'immigration, lors des élections de 1983, 1990 et 2006 (et aussi de 2002, non montré), on retrouve une opposition entre d'une part les professions libérales, grands employeurs et les spécialistes socio-culturels (auxquels il faut ajouter les spécialistes techniques et les managers selon les cas) et d'autre part les ouvriers de production (accompagnés parfois des travailleurs des services) et les petits indépendants dans une moindre mesure. Seule l'élection de 1971 fait exception à cette configuration: on y retrouve uniquement une opposition entre spécialistes socio-culturels d'un côté et petits indépendants de l'autre. Les ouvriers de production ne se distinguent pas de la moyenne dans l'importance qu'ils donnent à l'attribution de droits égaux pour les travailleurs étrangers («*Gastarbeiter*») lors de cette élection. Pareil constat s'applique aussi aux professions libérales et grands employeurs. Comme les questions de 1971 et 1983 portent sur la thématique des droits des travailleurs étrangers, on pourrait y voir le signe d'un durcissement du positionnement des ouvriers de production. Toutefois, comme relevé dans la présentation des variables en annexe, la question de 1971 porte moins sur la position au sens strict que sur l'importance du problème. Il se pourrait donc que la position des ouvriers de production n'ait pas bougé avec le temps: ce serait ainsi l'importance du problème qui est reconnue en 1971 plutôt qu'un véritable positionnement sur l'attribution de droits égaux pour les travailleurs étrangers. Dans tous les cas, on peut observer dès 1983 une stabilité dans la configuration des attitudes par rapport à l'immigration, à une date relativement précoce si l'on considère la période étudiée qui s'étend de 1971 à 2006.

Passons maintenant à la *France*. *Concernant la redistribution des richesses*, une configuration des classes similaire entre les différentes élections se retrouve. D'un côté, on trouve les professions libérales et grands employeurs, les spécialistes techniques et les managers, ainsi que de manière plus variable les petits indépendants. Ces classes sont significativement moins favorables à la redistribution des richesses (et à l'intervention de l'État) que la moyenne lors des différentes élections. De l'autre, on trouve les ouvriers de production ainsi que les travailleurs des services qui sont significativement davantage en faveur de la redistribution des richesses que la moyenne. Qu'en est-il des spécialistes socio-culturels? Ils oscillent entre une position proche de la moyenne (comme en 1978 et en 2007) ou une position moins en faveur de la redistribution des richesses en 1995 (pour être précis, ils sont moins que la moyenne à partager l'affirmation que l'État n'intervient pas assez). De manière similaire à l'Autriche, les spécialistes socio-culturels n'occupent pas

la même position que les ouvriers de production sur ces enjeux de redistribution des richesses, contrairement à ce que nous avons observé pour la fin de période en Suisse. Finalement, on notera, dans le cas français, que l'opposition de classe est moins polarisée en 1978 par rapport aux élections suivantes. Si l'on doit y voir une tendance, c'est donc bien celle d'un renforcement des oppositions de classe dans le temps et non leur diminution.

En France, concernant l'immigration, la même configuration d'oppositions se retrouve pour toutes les élections étudiées (et aussi pour 2002 où le résultat n'est pas montré). Les professions libérales, grands employeurs et les classes moyennes salariées (spécialistes techniques et managers, spécialistes socio-culturels) sont significativement plus que la moyenne à refuser l'affirmation qu'il y a trop d'immigrés en France. Ce sont les spécialistes socio-culturels qui s'y opposent le plus. À l'opposé, ce sont systématiquement les mêmes classes qui sont plus que la moyenne en accord avec l'affirmation qu'il y a trop d'immigrés en France : les petits indépendants et les ouvriers de production auxquels s'ajoutent les travailleurs des services et les employés de bureau. Il n'y a donc pas eu de changement entre 1988 et 2007 dans cette configuration.

Bilan : pas de changement majeur de la configuration des classes

La comparaison des attitudes des classes sur la durée n'a pas été une tâche aisée, en raison des différences de questions et de mesures entre les élections. Notre analyse n'a pas pu comparer de manière directe et systématique l'évolution des attitudes des classes. Nous avons cherché avant tout à identifier si des configurations similaires d'oppositions et d'alliances entre classes se retrouvent au fil du temps.

Quels sont les principaux enseignements de ces analyses ? Dans les trois pays étudiés, sur la dimension économique, nous avons pu identifier que les ouvriers sont presque toujours la classe qui est le plus en faveur de la redistribution des richesses, cela sur toute la période. La conclusion que nous avons tirée dans la section précédente sur l'analyse des attitudes à un point dans le temps (en 2002) semble donc être valable pour l'ensemble de la période (1970-2008). Les ouvriers sont aussi régulièrement rejoints par les travailleurs des services et dans une moindre mesure par les employés de bureau. En Suisse, ils sont rejoints, voire même dépassés par les spécialistes socio-culturels dans les années 1990 et 2000. Ce sont les mêmes classes que nous avons identifiées comme relativement les plus à gauche en 2002.

En outre, les ouvriers s'opposent au fil du temps aux mêmes classes sociales. Nous avons observé que les professions libérales et grands employeurs sont les moins favorables à la redistribution sur toute la période (en Suisse et France). En Autriche, ce sont davantage les managers et les spécialistes techniques qui s'opposent à la redistribution des richesses. C'est donc le même contraste entre ouvriers d'une part, classes moyennes salariées et bourgeoisie d'autre part que l'on retrouve sur toute la période. Même si nous ne pouvons pas déterminer de manière précise l'évolution de la force de cette opposition, nous n'avons pas détecté de tendance à un changement majeur de cette configuration.

C'est surtout par rapport à l'opposition entre un segment spécifique des classes moyennes salariées, les spécialistes socio-culturels et les ouvriers de production, qu'il vaut la peine de s'interroger plus longuement. Dans le cas de l'Autriche et de la France, il n'y a pas eu de changement : les spécialistes socio-culturels sont sur toute la période moins en faveur de la redistribution des richesses que les ouvriers de production. C'est seulement en Suisse qu'il y a un léger doute quant à un éventuel changement. La mise en perspective des résultats suisses grâce au cas autrichien nous fait plutôt rejeter l'hypothèse d'un changement des attitudes des spécialistes socio-culturels. Nous avons en effet observé dans le cas autrichien des différences fines : une question portant uniquement sur l'inégalité des revenus place les spécialistes socio-culturels légèrement moins à gauche que les ouvriers. Nous pensons donc que les différences dans le temps pour la Suisse sont dues avant tout aux différences de mesures : une question sur l'évaluation de la situation personnelle dans les années 1970 place logiquement les spécialistes socio-culturels moins à gauche que les ouvriers, de par leur position plus élevée dans la hiérarchie sociale (et place également les petits indépendants moins à droite que les grands employeurs ou managers).

Ces différences dans les questions pour la Suisse ne remettent toutefois pas en cause l'ensemble des résultats pour ce pays. En effet, nous observons une relative persistance de l'opposition entre d'une part les ouvriers et d'autre part les professions libérales, grands employeurs et managers, opposition qui ne peut pas être le pur produit du hasard. Ce sont en réalité surtout les classes dont la position sur la dimension économique est intermédiaire qui sont susceptibles de présenter des différences selon le type de questions posées. Il faudrait pouvoir approfondir l'analyse en utilisant davantage de variables concernant la dimension économique de l'espace politique. Le plus important à retenir ici, c'est que les spécialistes socio-culturels, même quand ils ne sont pas autant en faveur de la redistribution des richesses que les ouvriers, forment le segment des classes moyennes salariées relativement le plus à gauche. Les managers et spécialistes techniques occupent en général une position plus éloignée de celle des ouvriers.

Concernant les enjeux d'immigration, nous avons là aussi noté une relative similarité de la structure des classes au fil du temps. Particulièrement en Suisse, la disponibilité de questions sur l'immigration en raison du débat virulent sur les initiatives Schwarzenbach montre combien l'opposition entre ouvriers de production et spécialistes socio-culturels n'est pas nouvelle.

Malgré les limites de notre analyse, c'est plutôt une configuration de stabilité qui ressort de cette section. Nous avons pu montrer que la structure des attitudes des classes n'était pas complètement chamboulée d'une élection à l'autre, mais qu'elle restait au contraire relativement stable. Cela plaide donc en faveur du rejet de nos hypothèses sur un changement des attitudes des ouvriers et d'un rapprochement avec les classes opposées sur la dimension économique. Les attitudes semblent refléter des différences profondes entre classes qui ne changent pas fondamentalement lors des diverses élections et selon les pays.

3. DES ATTITUDES AU VOTE : IMPACT DES ATTITUDES SUR LE VOTE SOCIALISTE

Avant de passer à l'analyse de « l'offre » des partis politiques dans le chapitre suivant, nous souhaitons en guise de synthèse de l'analyse de la « demande » électorale examiner les déterminants attitudinaux du vote socialiste dans les années 2000 : le vote socialiste est-il motivé avant tout par des considérations économiques ou des considérations culturelles ?

Nous avons vu d'une part que la base sociale des partis socialistes s'est transformée (chapitre 5), d'autre part que les classes sociales diffèrent dans leurs préférences économiques et culturelles (sections 7.1 et 7.2). Par conséquent, il n'est pas exclu de penser que les motivations du vote socialiste se transforment, parallèlement à sa base sociale. Cette dernière section se propose de faire le point sur cette question, en évaluant l'impact des attitudes sur le vote socialiste.

Tableau 7.5 : Impact des deux dimensions sur le vote socialiste en 2002

		Pour plus d'État/redistri- bution richesses	Pour libéralisme culturel et politique migratoire ouverte	Constante	R2 (Nagelkerke)	N
AUTRICHE	Odds ratio	1.777	1.002	0.431	0.136	1 217
	E. S	0.069	0.066	0.108		
		***		***		
SUISSE	Odds ratio	2.174	1.77	0.398	0.226	838
	E. S	0.093	0.093	0.129		
		***	***	***		
ALLEMAGNE	Odds ratio	1.33	1.235	0.549	0.041	1 923
	E. S	0.479	0.05	0.052		
		***	***	***		
GRANDE- BRETAGNE	Odds ratio	2.112	1.286	0.942	0.161	1 269
	E. S	0.069	0.062	0.104		
		***	***			
FRANCE – SOCIALISTE	Odds ratio	1.789	1.262	0.326	0.092	868
	E. S	0.098	0.088	0.14		
		***	**	***		
FRANCE – COMMUNISTE	Odds ratio	2.594	1.181	0.019	0.086	868
	E. S	0.356	0.237	0.428		
		**		***		

Note : *** Significatif au niveau 0,001 ; ** Significatif au niveau 0,01 ; * Significatif au niveau 0,05. Les odds ratio de régressions logistiques binomiales sont présentés. Les coefficients pour les variables de contrôle ne sont pas montrés.

Nous utilisons à nouveau les données du sondage social européen pour 2002, comme dans la section 7.1. Des régressions logistiques binomiales avec le vote pour le parti socialiste comme variable dépendante (oui/non) sont effectuées. Pour la France, une analyse complémentaire avec le vote pour le parti communiste (oui/non) est réalisée. Les deux dimensions économique et culturelle que nous avons extraites de l'analyse factorielle de la section 7.1 sont utilisées comme variables indépendantes. Pour rappel, la dimension économique se base sur deux questions relatives aux différences de revenus et à l'importance des syndicats, alors que la dimension culturelle se base sur deux questions concernant l'apport de l'immigration et la liberté des homosexuels. Deux variables sociodémographiques, le sexe et la situation professionnelle (en emploi, en retraite, au chômage, etc.), sont introduites comme variables de contrôle. Le tableau 7.5 présente les résultats sous forme simplifiée: seul l'impact des préférences économiques et culturelles est montré.

Quels sont les enseignements à tirer de ce tableau? Les attitudes économiques sont importantes pour le vote socialiste. Être en faveur de la redistribution des richesses augmente significativement les chances de voter socialiste dans tous les pays. Mais la dimension économique n'est pas, dans la majorité des pays, la seule dimension déterminante pour le vote socialiste: être libéral en matière culturelle augmente également significativement les chances de voter socialiste en Suisse, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France. Dans ces quatre pays, ce sont donc les préférences des votants sur les deux dimensions de l'espace politique qui comptent. L'Autriche fait figure d'exception: être libéral culturellement n'augmente pas significativement les chances de voter socialiste. C'est aussi le cas du vote pour le parti communiste en France, où seule la dimension économique est significative. Nous n'avons pas introduit la classe sociale dans ces modèles. Toutefois, nos conclusions seraient identiques si on le faisait, comme en atteste une analyse complémentaire (non montrée).

Dans un second temps, afin de pouvoir comparer le poids des considérations économiques et culturelles dans le vote socialiste, nous utilisons des probabilités prédites. À partir des régressions logistiques binomiales précédentes, nous calculons le changement dans les probabilités prédites de voter socialiste quand la dimension économique (ou culturelle) varie du minimum au maximum. En matière économique, cela signifie que l'on compare les probabilités prédites de voter socialiste pour une personne très opposée à l'intervention étatique et à la redistribution des richesses à une personne très en faveur. Les autres variables sont tenues constantes à des valeurs spécifiques: homme, en emploi, avec une position moyenne sur la dimension culturelle (ou économique quand c'est la dimension culturelle qui varie). Les résultats sont présentés dans le tableau 7.6.

L'analyse indique que les considérations économiques ont un plus grand poids dans le vote socialiste que les considérations culturelles. Passer d'une position opposée à l'intervention étatique à une position très en faveur de l'intervention étatique provoque un changement plus important des probabilités prédites de voter socialiste que le fait de passer d'une position minimale à maximale sur la dimension culturelle. C'est en Autriche que le poids des considérations économiques est le plus

Tableau 7.6 : *Changement dans les probabilités prédites de voter pour le parti socialiste quand on passe d'une valeur minimale à maximale sur la dimension économique (ou la dimension culturelle)*

	AUTRICHE	SUISSE	ALLEMAGNE	GRANDE-BRETAGNE	FRANCE – PS	FRANCE – PC
Dimension économique						
Min → Max intervention étatique/redistribution richesses	6.1 % → 53.2 %	2.7 % → 63.0 %	18.3 % → 48.7 %	7.6 % → 81.3 %	3.6 % → 39.5 %	0.1 % → 5.7 %
Différence	47.1	60.3	30.5	73.7	35.9	5.6
Dimension culturelle						
Min → Max libéralisme culturel et politique migratoire ouverte	30.1 % → 30.3 %	4.8 % → 56.7 %	21.4 % → 47.2 %	30.7 % → 62.0 %	14.2 % → 34.5 %	1.1 % → 2.6 %
Différence	0.2	51.8	25.8	31.3	20.3	1.4

Note: Les autres variables sont tenues constantes aux valeurs spécifiques suivantes: homme, en emploi, avec une position moyenne sur la dimension culturelle (quand la dimension économique varie) et une position moyenne sur la dimension économique (quand la dimension culturelle varie).

important: passer à une valeur maximale sur la dimension culturelle n'augmente que très peu la probabilité de voter socialiste. En Grande-Bretagne aussi, la dimension économique a un plus grand poids que la dimension culturelle. C'est en Suisse et en Allemagne que la dimension culturelle tend le plus à concurrencer la dimension économique: le changement dans les probabilités prédites pour la dimension économique n'y est que faiblement supérieur à celui pour la dimension culturelle. En France, les considérations culturelles ne sont pas négligeables dans le vote socialiste, mais plus faibles que celles économiques. Enfin, dans le cas du parti communiste, la dimension économique domine. Même si le changement des probabilités prédites reste minime en raison du faible score électoral du parti communiste à cette période, c'est surtout la variation de la dimension économique qui compte.

Dans une analyse des déterminants du vote de gauche en France, Michelat et Simon (2004) sont arrivés à la conclusion que les enjeux économiques et sociaux continuent de peser fortement sur les choix électoraux :

« Quel que soit le degré d'appartenance ouvrière, on vote d'autant plus souvent à gauche qu'on est plus nettement opposé à la thématique du libéralisme économique et qu'on est plus attaché aux acquis sociaux. L'hypothèse d'un vote de gauche non ouvrier "moderne", devenu peu sensible aux enjeux socio-économiques traditionnels, ne correspond, jusqu'à 2002 inclus, à aucune réalité observable. » (2004: 345)

Nous pouvons tirer pareille conclusion à partir de notre analyse. Les considérations économiques n'ont pas cédé la place aux considérations culturelles pour expliquer le vote en faveur des partis socialistes. Les premières ont toujours un poids plus important que les secondes. S'interrogeant sur la relative importance des préférences économiques et culturelles dans le vote pour les différentes familles de partis en

Europe sur la base du sondage social européen 2008, Häusermann et Kriesi (2011 : 36, 45) observent aussi que les préférences économiques ont surtout un impact sur le vote pour les partis de gauche radicale et modérée (partis sociaux-démocrates) d'un côté et pour les partis de droite modérée de l'autre.

Même en Suisse, la « déprolétarianisation » de la base sociale du parti socialiste n'a pas altéré les motivations économiques du vote socialiste. Cela provient en partie du fait que les spécialistes socio-culturels ont un positionnement relativement à gauche sur la dimension économique. Malgré certaines différences selon les données utilisées (comme on l'a vu entre la section 7.1 et 7.2), ils sont dans tous les cas le segment des classes moyennes salariées le plus proche de la base traditionnelle ouvrière de ce parti. Cependant, nous avons observé des différences non négligeables entre les pays concernant le poids des dimensions économique et culturelle. En Suisse, nous avons vu que les préférences économiques ne devançant que peu les préférences culturelles dans les raisons de voter socialiste. À l'inverse, les pays dans lesquels le vote socialiste reste fortement déterminé par la structure verticale des classes sociales (et où le parti socialiste a la plus forte composante ouvrière) sont aussi ceux où la dimension économique a beaucoup plus de poids que la dimension culturelle (Autriche, Grande-Bretagne). Pareil constat s'applique aussi pour le parti communiste en France. Dans le chapitre 5, nous avons noté que le parti communiste n'avait pas réussi à gagner le soutien d'autres classes en dehors des ouvriers de production.

Mais y a-t-il un changement dans le temps quant aux poids respectifs de ces deux dimensions ? Les considérations culturelles jouent-elles déjà un rôle dans le vote socialiste dans les années 1970 ? Nous montrons des résultats pour 1971, à savoir le tout début de la période étudiée. Comparer deux points éloignés dans le temps constitue une stratégie possible. Nous concentrons l'analyse sur deux pays, la Suisse et l'Autriche, qui ont des résultats divergents en 2002 : en Suisse, à la fois les attitudes économiques et culturelles ont un fort impact sur le vote socialiste, alors qu'en Autriche, seules les attitudes économiques comptent. Pour analyser les élections de 1971, nous reprenons les variables sur la redistribution des richesses et l'immigration⁴⁸ utilisées dans la section 7.2.

Pour les deux pays, des régressions logistiques binomiales sont à nouveau effectuées avec le vote pour le parti socialiste comme variable dépendante (oui/non). Pour la Suisse en 1971, nous utilisons pour la dimension économique une question sur la redistribution des richesses et pour la dimension culturelle une question relative au vote sur l'initiative Schwarzenbach de 1970 (on se référera à la section 7.2 pour la présentation détaillée de ces questions). Ces deux variables sont dichotomiques. Pour l'Autriche en 1971, nous utilisons pour la dimension économique une question liée à la redistribution des richesses et pour la dimension culturelle une question sur

⁴⁸ Il faut préciser ici que l'impact des attitudes en matière culturelle sur le vote socialiste en Suisse et en Autriche en 2002 (montré dans le tableau 7.5) reste le même si l'on refait l'analyse en prenant uniquement la variable relative à l'immigration (et non un facteur combinant immigration et homosexualité). Cela assure donc la comparaison dans le temps, puisque seule une variable liée à l'immigration est utilisée dans les analyses qui suivent.

les droits des travailleurs étrangers. Ces variables qui comportent chacune quatre catégories ont été dichotomisées dans cette analyse⁴⁹, afin d'avoir le même type de variables que dans le cas suisse. Les variables du sexe et de l'âge sont introduites comme contrôles dans le cas autrichien, tandis que seule celle de l'âge est intégrée dans le cas suisse⁵⁰. Les tableaux présentent uniquement l'impact des attitudes sur le vote socialiste, cœur de la problématique de cette section.

Pour la Suisse, les résultats présentés dans le tableau 7.7 montrent que le fait de s'être opposé à l'initiative Schwarzenbach en 1970 diminue significativement les chances de voter socialiste en 1971. Une attitude (ou plutôt un comportement dans le cas précis) libérale en matière culturelle diminue donc les chances de voter socialiste. C'est exactement l'inverse de ce que nous avons observé plus haut pour 2002 où le fait d'être libéral culturellement augmentait les chances de voter socialiste en Suisse.

Tableau 7.7 : Impact des attitudes sur le vote pour le parti socialiste en Suisse en 1971

	ODDS RATIO	E.S.	
Répartition des revenus inéquitable	2.205	0.273	**
Contre l'initiative « Schwarzenbach » anti-immigration	0.638	0.265	+
Constante	0.279	0.353	***
R2 (Nagelkerke)	.099		
N	396		

Note : *** Significatif au niveau 0,001 ; ** Significatif au niveau 0,01 ; * Significatif au niveau 0,05 ; significatif au niveau 0,1. L'analyse porte uniquement sur les électeurs masculins. Les odds ratio pour l'âge ne sont pas montrés.

Au passage, il faut remarquer que ce résultat constitue aussi un paradoxe dans le sens que le parti socialiste s'est opposé à l'initiative Schwarzenbach⁵¹. Concernant la dimension économique, le résultat est similaire à celui de 2002 : le fait d'être en faveur de la redistribution des richesses augmente les chances de voter socialiste.

⁴⁹ Pour les deux variables, les quatre catégories ont été scindées au milieu : les deux catégories du bas de l'échelle (et respectivement du haut) ont été regroupées. Pour la question des droits des travailleurs étrangers, la variable recodée prend la valeur 0 pour les personnes qui pensent que l'attribution de droits égaux pour les travailleurs étrangers est un problème pas du tout important ou pas très important, et 1 pour celles qui pensent que c'est un problème important ou très important. Pour la question de la redistribution des richesses, la variable recodée prend la valeur 0 quand les individus estiment que l'État n'a pas de responsabilité ou une responsabilité limitée pour réduire les différences de revenus, et 1 quand ils pensent que l'État a une responsabilité importante ou essentielle dans ce domaine. Il s'agit donc moins de savoir si l'État doit intervenir ou pas, mais plutôt à quel degré cette intervention doit se jouer. Seuls 4 % des personnes interrogées estiment d'ailleurs que l'État n'a pas de responsabilité dans les différences de revenus.

⁵⁰ L'analyse suisse porte uniquement sur les électeurs masculins, car le droit de vote des femmes au niveau fédéral a été accepté en votation populaire en février 1971, alors que la votation populaire sur la première initiative « Schwarzenbach » s'est déroulée en juin 1970.

⁵¹ Toutefois, malgré l'opposition à l'initiative, le parti socialiste demandait en même temps une politique d'immigration plus restrictive et davantage d'intégration pour les immigrants.

L'effet de l'immigration observé dans le tableau 7.7 s'explique avant tout par le fait que la base ouvrière du parti socialiste a soutenu l'initiative Schwarzenbach. Si on inclut de manière additionnelle la classe sociale dans le modèle (analyse non montrée), cela fait disparaître l'effet significatif de l'initiative anti-immigration. Dans tous les cas, que l'on contrôle ou pas l'effet de la variable de la classe sociale, un changement de l'impact de la dimension culturelle sur le vote socialiste en Suisse doit être observé. Le fait d'être libéral en matière culturelle a un impact (significativement) négatif sur le vote socialiste dans les années 1970, alors que cela a un impact significativement positif dans les années 2000. En même temps que se transformait la base sociale de l'électorat socialiste en Suisse (phénomène mis en évidence dans le chapitre 5), les raisons du vote ont elles aussi évolué : la dimension culturelle a gagné en importance. Les changements de la base sociale et des déterminants attitudeux du vote sont donc étroitement liés.

En Autriche, le résultat présenté dans le tableau 7.8 est semblable à celui relatif à 2002. La dimension culturelle n'a pas un impact significatif sur le vote pour le parti socialiste⁵². Seule compte la dimension économique. La variance expliquée par le modèle est faible (2,2 %). Ce ne sont donc pas les attitudes qui contribuent beaucoup en 1971 à expliquer les raisons du vote socialiste en Autriche. L'élément structurel du clivage de classe semble bien plus décisif que l'élément normatif en 1971. Un modèle qui intègre la classe sociale atteint 23 % de variance expliquée (non montré).

Tableau 7.8 : Impact des attitudes sur le vote pour le parti socialiste en Autriche en 1971

	ODDS RATIO	E.S.	
Responsabilité de l'État importante pour diminuer les différences de richesses	1.346	0.128	*
Importance d'accorder des droits égaux pour les travailleurs étrangers	1.137	0.12	
Constante	0.693	0.177	*
R2 (Nagelkerke)	.022		
N	1 165		

Note: *** Significatif au niveau 0,001; ** Significatif au niveau 0,01; * Significatif au niveau 0,05; significatif au niveau 0,1. Les odds ratio pour le sexe et l'âge ne sont pas montrés.

⁵² Dans la section précédente, nous avons relevé le fait que la question sur l'immigration en 1971 porte moins sur la position que sur l'importance du problème. Nous avons donc répliqué l'analyse pour les deux élections suivantes. En 1983, la variable sur les droits des travailleurs étrangers n'a à nouveau pas d'impact significatif sur la probabilité de voter pour le parti social-démocrate. En 1990, le fait de vouloir attribuer des autorisations de séjour à davantage d'étrangers diminue même significativement les chances de voter social-démocrate.

4. CONCLUSION

Ce chapitre a analysé les attitudes économiques et culturelles des classes sociales. L'objectif était d'étudier les possibles changements de l'élément «normatif» du clivage de classe. Nous nous sommes ainsi demandés si la baisse du vote des ouvriers pour les partis socialistes pouvait s'expliquer par des transformations de leurs attitudes économiques. Il s'agissait d'évaluer si les ouvriers sont devenus plus libéraux économiquement et s'ils se rapprochent des classes moyennes et de la bourgeoisie. Nos analyses ont eu tendance à montrer que ce n'était pas le cas. L'alignement entre ouvriers et partis socialistes a changé, mais cette évolution n'est pas allée de pair avec des modifications de l'élément normatif dudit clivage.

À la fois dans les analyses à la fin de la période étudiée et les analyses longitudinales, nous avons pu montrer que les ouvriers de production (avec les travailleurs des services) se positionnent relativement le plus à gauche sur l'axe économique et continuent de s'opposer aux classes moyennes et à la bourgeoisie. Malgré les difficultés rencontrées pour comparer les attitudes dans le temps, l'opposition sur les questions économiques entre ouvriers d'une part et professions libérales, grands employeurs et managers d'autre part s'est retrouvée de manière répétée. C'est donc une relative stabilité de la configuration des attitudes des classes qui est ressortie de l'analyse longitudinale. De plus, les classes continuent d'avoir des préférences économiques différentes, même sous contrôle d'autres déterminants socio-structuraux ou politiques. Cela suggère que les classes continuent d'avoir des intérêts économiques distincts, ce qui atteste la pertinence du concept de classe pour l'analyse des sociétés contemporaines.

L'opposition entre ouvriers et classes moyennes est toutefois plus complexe que ne le laisse supposer notre hypothèse. En effet, les préférences économiques ne reflètent pas complètement une logique hiérarchique avec des classes supérieures qui seraient opposées aux classes inférieures. Les spécialistes socio-culturels, malgré leur positionnement plus élevé dans la hiérarchie sociale que les ouvriers de production (et travailleurs des services), occupent une position relativement plus à gauche par rapport aux autres segments des classes moyennes salariées (managers et spécialistes techniques) et à la «bourgeoisie traditionnelle» (professions libérales et grands employeurs). Ils se rapprochent ainsi des ouvriers. Cette analyse des attitudes confirme l'hétérogénéité de la classe moyenne salariée. Étant donné que l'analyse longitudinale a porté uniquement sur des questions liées à la répartition des richesses, elle a eu tendance à montrer une position davantage médiane des spécialistes socio-culturels que l'analyse sur la fin de la période (pour 2002). Il y a donc parfois des écarts qui apparaissent sur l'axe économique entre ouvriers et spécialistes socio-culturels selon les variables utilisées. Mais même en tenant compte de cet élément, les spécialistes socio-culturels se positionnent toujours relativement plus à gauche que les autres catégories des classes moyennes salariées et que les employeurs.

De manière complémentaire, nous avons aussi étudié les attitudes liées à la dimension culturelle de l'espace politique. Des transformations de l'alignement

entre ouvriers et partis socialistes (et du réalignement partiel vers les partis de droite radicale) pourraient aussi provenir de changements des attitudes des ouvriers sur cette seconde dimension de l'espace politique. Nos résultats montrent que ce n'est pas le cas. Comme pour la dimension économique, la configuration des classes sur la dimension culturelle présente une relative stabilité. La présence de questions sur l'immigration en Suisse et en Autriche dans les années 1970 montre que les ouvriers de production (et les travailleurs des services) sont déjà à cette période moins en faveur d'une politique migratoire ouverte que divers segments des classes moyennes salariées et que la bourgeoisie. Ce sont souvent les spécialistes socio-culturels qui sont le plus en faveur d'une politique migratoire ouverte, et donc les plus éloignés des ouvriers concernant cet aspect, alors qu'ils s'en rapprochent le plus sur la dimension économique de l'espace politique. Comme l'illustre très bien le vote sur l'initiative Schwarzenbach en 1970 en Suisse, l'opposition entre ouvriers et spécialistes socio-culturels sur les questions culturelles n'est pas nouvelle. Nous ne pouvons donc pas expliquer les changements du vote des ouvriers par une modification de leurs préférences culturelles.

C'est donc au final une image de relative stabilité qui ressort de ces analyses. Si les changements du vote ouvrier ne trouvent pas leur source dans des transformations des attitudes, nous devons nous tourner vers les transformations de «l'offre» politique. C'est le contenu du chapitre suivant.

CHAPITRE 8 :

CHANGEMENTS DE « L'OFFRE » POLITIQUE

Les deux chapitres précédents ont montré que les changements du milieu social et des attitudes politiques ne permettaient pas d'expliquer l'évolution du vote ouvrier. Le but de ce chapitre est d'étudier dans quelle mesure les changements de « l'offre » des partis politiques ont un impact sur les transformations du vote ouvrier. Les positions économiques et culturelles des partis seront analysées en premier lieu (sections 8.3 et 8.4). Nous évaluerons dans quelle mesure un changement de « l'offre » politique des partis socialistes se dessine, d'une part si une convergence de la position en matière économique du parti socialiste vers son principal concurrent bourgeois peut être observée, d'autre part si la position du parti socialiste devient plus libérale sur le plan culturel. Au-delà des positions, c'est aussi la saillance des enjeux économiques et culturels qui sera analysée, tout d'abord dans l'appel électoral des partis socialistes (section 8.5), puis dans la compétition partisane (section 8.6). Nous évaluerons si les partis socialistes portent davantage d'attention au fil du temps à des enjeux de type culturel, au détriment d'enjeux économiques, et si de manière plus générale les campagnes électorales portent toujours plus sur des enjeux culturels et moins économiques.

La saillance fait référence ici à l'importance d'un enjeu dans les déclarations de partis précis (en l'occurrence les partis socialistes) ou dans celles de tous les partis confondus. Il ne s'agit donc pas d'analyser le positionnement politique d'un parti, mais le nombre de fois qu'il aborde un thème, quelle que soit sa position. Cela nous permet d'évaluer quels enjeux figurent au centre d'une part des campagnes des partis socialistes – et donc d'avoir des informations sur leurs priorités politiques – et d'autre part de la campagne électorale dans son ensemble.

Quelle est notre stratégie d'analyse ? Il s'agira d'examiner si les changements de « l'offre » politique entre les années 1970 et 2000 vont de pair avec ceux du vote ouvrier pendant cette même période. Étant donné que nous étudions un petit nombre

de pays, les hypothèses ne seront pas testées de manière statistique. Nous montrerons tout d'abord les changements de «l'offre» politique, puis nous évaluerons de manière qualitative s'ils peuvent être mis en lien avec les transformations de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes analysées dans le chapitre 5.

La France occupera une place à part dans ce chapitre. Il y a en effet un décalage qui touche particulièrement ce pays : les hypothèses sur «l'offre» sont centrées en général sur les partis socialistes, mais c'est le parti communiste qui est la source des changements du vote ouvrier en France. L'analyse complète du changement de «l'offre» du parti communiste serait intéressante à réaliser, mais dépasserait le cadre de cette étude centrée sur la famille des partis socialistes. Pour cette raison, le cas français bénéficiera ici de moins d'attention que les autres pays.

Avant de passer à l'analyse proprement dite, nous discutons dans la première section les déterminants de «l'offre» politique des partis socialistes, puis nous présentons dans la deuxième section les données utilisées.

1. QU'EST-CE QUI INFLUENCE «L'OFFRE» POLITIQUE DES PARTIS SOCIALISTES ? UNE BRÈVE REVUE DES FACTEURS EXPLICATIFS

Cette section propose une brève revue des facteurs explicatifs du positionnement des partis. Nous faisons la différence entre des facteurs relatifs au *contexte politico-économique et social* dans lequel évoluent les partis politiques, des facteurs liés à leur *organisation interne*, ainsi que des facteurs liés à la *situation de concurrence* sur lesquels nous allons nous pencher plus en détail.

Le *contexte politico-économique* définit un cadre général dans lequel les partis politiques vont inscrire leurs positions. Il est particulièrement important de relever l'existence de paradigmes dominants en matière économique. Durant les Trente Glorieuses, le keynésianisme constitue la théorie dominante de la politique économique (Palley, 2005 : 20). Même si des politiques keynésiennes au sens strict ne sont pas appliquées partout, ce qu'on a appelé un «compromis keynésien» se met en place. Il se caractérise par la présence des éléments suivants : «*Large growth rates, sustained technological change, an increase in purchasing power and the development of a welfare system (concerning, in particular, health and retirement) and low unemployment rates*» (Duménil et Lévy, 2005 : 9). Dès la crise économique du milieu des années 1970, un tel compromis va être peu à peu remis en question. Le néolibéralisme, qui place en son cœur la toute-puissance des marchés, s'impose comme nouveau paradigme dominant dès les années 1980 (Palley, 2005 ; Duménil et Lévy, 2005 ; Harley, 2005), si bien que d'aucuns parlent des trois dernières décennies comme de «l'ère néolibérale» (Hall et Lamont, 2013). Dès lors, un tel changement de paradigmes est susceptible d'avoir un impact sur les propositions formulées par les partis politiques en matière économique.

Les positions des partis émergent aussi dans un certain *contexte social*. C'est la structure des classes sociales qui retient notre attention ici. Le poids des différentes classes joue un grand rôle pour les stratégies des partis politiques. Si la classe ouvrière

constitue un groupe de taille importante dans une société donnée, alors les préoccupations de cette classe vont influencer les partis politiques. Cela vaut particulièrement pour les partis socialistes dont la classe ouvrière, historiquement, constitue la base sociale. Dans la recherche de soutien électoral, le développement d'une « offre » politique qui réponde à certaines attentes au sein de cette classe sociale va revêtir une dimension décisive. En effet, si la classe ouvrière est numériquement conséquente, l'obtention d'une bonne partie de ses voix constitue un gage de succès indéniable pour les partis socialistes. Dans une société où la classe ouvrière ne constitue qu'une petite part de l'électorat, la recherche de soutien dans d'autres classes sociales devient cette fois nécessaire pour le succès électoral des partis socialistes. Przeworski et Sprague (1986) mettent en évidence l'influence de la structure de classe sur les stratégies électorales des partis socialistes : le fait que les ouvriers ne forment pas la majorité des votants oblige les partis socialistes à chercher des voix dans des segments non ouvriers de l'électorat, ce qui risque au final d'affaiblir le soutien des ouvriers.

Si la classe ouvrière devient plus faible numériquement, elle est moins en mesure d'influencer le positionnement des partis politiques, car elle devient moins intéressante sur le plan électoral. C'est un tel changement de la structure des classes qui caractérise les sociétés européennes avec une diminution du poids des ouvriers de production (chapitre 4). Ainsi, on peut s'attendre à ce que les positions des partis socialistes soient moins influencées par les préoccupations de leur « clientèle » de base de la classe ouvrière. En vue de s'assurer un soutien électoral suffisamment important, les partis socialistes vont se tourner vers les préoccupations d'autres classes sociales. Différents auteurs ont mis en évidence de tels mécanismes. Evans et De Graaf (2013) soulignent l'importance de la structure de classe dans les transformations de « l'offre » des partis politiques : les changements de position des partis politiques constituent une réponse à la diminution de la taille de leur électorat de base. Dans son étude sur la social-démocratie européenne, Kitschelt (1994) insiste sur l'importance du repositionnement stratégique des partis socialistes pour leurs réussites électorales futures dans un contexte de diminution de la classe ouvrière industrielle. Dans le cadre britannique, Heath *et al.* (2001 : chapitre 2) montrent aussi l'importance du changement de la taille de la classe ouvrière dans les stratégies de modernisation du parti travailliste.

En outre, ce n'est pas seulement la structure des classes qui change, mais également la représentation des intérêts de classe à travers les organisations intermédiaires qui évolue. Un déclin général du taux d'organisation syndicale peut être observé dans la plupart des pays de l'OCDE (Pontusson, 2013). Les syndicats devenant plus faibles, c'est aussi leur capacité d'influencer le processus de décision et de peser sur le positionnement politique des partis politiques qui décline. Au niveau du vote, nous avons déjà vu dans le chapitre 6 sur l'environnement social que la baisse de la syndicalisation pèse sur les capacités des partis socialistes à obtenir du soutien auprès des ouvriers. Cet affaiblissement des syndicats n'est pas indépendant des changements du contexte politico-économique dont nous avons discuté plus haut. D'un côté, l'affaiblissement des syndicats favorise l'avènement du néolibéralisme comme paradigme économique dominant, étant donné que ces derniers ne peuvent plus peser autant que

par le passé dans le rapport de forces entre capital et travail. Cela d'autant plus à une période marquée par une forte expansion du pouvoir des associations patronales et organisations d'entrepreneurs, mise en évidence dans le cas des États-Unis par Hacker et Pierson (2010). D'un autre côté, la mise en œuvre de politiques néolibérales a signifié un affaiblissement de l'influence des syndicats, comme en attestent les politiques antisyndicales menées en Grande-Bretagne et aux États-Unis dans les années 1980 sous l'égide de Thatcher et de Reagan (pour la Grande-Bretagne, voir Towers, 1989 : 167-173). Le déclin de l'organisation syndicale est donc aussi le résultat d'un processus politique (Hacker et Pierson, 2010 : 187-189).

La littérature en science politique a aussi souligné l'importance de *l'organisation interne* des partis. Cherchant à expliquer les variations dans les performances électorales des partis socialistes dans les années 1970 et 1980, Kitschelt (1994 a) montre par exemple le caractère décisif de ce facteur. Ni les changements de la structure sociale et de la politique économique ni la compétition partisane ne permettent d'expliquer aussi bien les variations entre les pays concernant les performances électorales des partis socialistes. À l'inverse, l'organisation interne des partis influence la capacité de ceux-ci à se repositionner de manière stratégique pour répondre aux nouvelles demandes de la « gauche libertaire » et au défi posé par le libéralisme économique. Kitschelt (1994 a : 207-208) argumente que les partis socialistes ont hérité de structures organisationnelles qui ne permettent pas de disposer de la flexibilité stratégique suffisante face aux repositionnements politiques à entreprendre. L'auteur énonce essentiellement les éléments caractéristiques du modèle du parti de masse – un nombre de membres important, une articulation forte des éléments de base du parti, des procédures internes formalisées et démocratiques, des liens avec le bras économique du mouvement ouvrier (Duverger, 1976) – sur lequel les partis socialistes se sont construits. Par contraste, des organisations partisanes, qui permettent à la direction de jouir d'une forte autonomie dans ses décisions et activités, notamment par rapport aux syndicats, et qui rendent possible l'innovation par l'arrivée de nouveaux activistes (« *innovation from below* »), sont en mesure d'assurer la flexibilité stratégique nécessaire (Kitschelt, 1994 a : 212-225).

S'inscrivant dans le prolongement de Kitschelt (1994 a), plusieurs travaux insistent sur l'importance de l'organisation interne et la balance du pouvoir entre les différentes composantes d'un parti. Considérant l'effet du poids des activistes sur le positionnement politique d'un parti, Schumacher (2012) montre que les partis socialistes qui sont dominés par les activistes vont être plus réticents à adopter des positions en faveur de la réduction de l'État social. Élargissant la perspective à toutes les familles de partis, Schumacher *et al.* (2013) montrent aussi que l'organisation interne conditionne l'impact des motivations qualifiées d'environnementales (économiques par exemple) sur les changements de position des partis politiques : les partis dominés par les activistes vont être davantage sensibles à d'éventuels changements des préférences de leurs votants, alors que les partis dominés par les leaders vont davantage considérer les préférences de l'électeur médian.

En ce qui concerne la *situation de concurrence*, on retrouve de manière récurrente l'idée que le positionnement d'un parti n'est pas complètement indépendant

de celui de ses concurrents. Tant la présence que la nature d'une telle concurrence sont susceptibles de jouer un rôle. Une telle logique est présente dans les modèles spatiaux des élections qui sont souvent utilisés dans l'analyse de « l'offre » des partis politiques. Les partis vont non seulement ajuster leurs programmes aux changements de l'opinion publique, mais aussi au positionnement de leurs concurrents : « *Parties' policy strategies are shaped in part by the policy positions of the other parties in the party system* » (Adams et Somer-Topcu, 2009 : 826). Il s'agit donc de trouver un positionnement stratégique dans le système de partis qui permette de maximiser le soutien électoral.

En raison de différences dans le système de partis, les partis socialistes font face à des concurrents dissemblables, et donc à des choix stratégiques divers dans le positionnement à adopter dans l'espace politique. « L'offre » politique des partis socialistes est donc susceptible de varier entre les pays en fonction de ce paramètre. La nouvelle concurrence des Verts et de la droite radicale présente un intérêt particulier pour notre recherche. C'est le critère qui a présidé au choix des pays (section 3.2). Ces deux nouvelles familles de partis ont fortement bousculé les systèmes partisans d'Europe occidentale ces dernières décennies. En outre, ils articulent des conflits de type culturel qui s'opposent au conflit redistributif gauche-droite classique dans lequel s'inscrivent traditionnellement les partis socialistes. La présence de nouveaux concurrents dans le système de partis constitue une incitation importante pour les partis socialistes à ajuster leur « l'offre » politique.

Nous allons donc maintenant nous pencher plus attentivement sur les effets de la concurrence partisane des Verts et de la droite radicale sur les partis socialistes, tout d'abord en ce qui concerne le positionnement sur l'axe culturel, puis en ce qui concerne la saillance des enjeux. Finalement, nous discuterons l'effet de la compétition partisane sur le positionnement économique des partis socialistes.

Positionnement des partis socialistes en matière culturelle et concurrence des Verts

La littérature tend à indiquer que les partis vont être davantage influencés dans leur positionnement par les concurrents du même camp politique. Par exemple, Adams et Somer-Topcu (2009) montrent que les partis sont particulièrement réactifs aux changements de position des partis de la même famille idéologique. Dans une analyse portant sur l'enjeu environnemental, Spoon *et al.* (2014) montrent que ce sont surtout les partis de gauche qui incorporent dans leurs programmes des positions en faveur de la protection de l'environnement, positions mobilisées par les partis Verts. Il faut donc avant tout considérer l'influence de la nouvelle présence des Verts sur le positionnement des partis socialistes.

L'émergence des Verts dans un système de partis atteste de l'existence d'une certaine demande des votants pour des positions de « gauche libertaire » (Kitschelt, 1994 a), insuffisamment représentées par les partis existants. Généralement, l'émergence des Verts dans les systèmes de partis constitue une menace électorale pour les partis socialistes. Premièrement, elle remet en question la position

de «quasi-monopole» qu'occupent les partis socialistes dans le segment gauche de l'échiquier politique (Moschonas, 1994: 97), à l'exception des pays qui ont eu une gauche divisée depuis les années 1920, comme c'est le cas en France. Deuxièmement, elle est menaçante en raison de son ancrage dans les segments des classes moyennes salariées de l'électorat. Dans une période de déclin numérique des ouvriers de production, cœur de l'électorat des partis socialistes, l'existence d'une nouvelle concurrence à gauche limite le potentiel de développement des partis socialistes parmi les classes moyennes salariées.

Face à cette nouvelle concurrence, il est donc probable que les partis socialistes ne vont pas rester indifférents. Ainsi, on peut supposer que les partis socialistes vont chercher à se rapprocher de la position des Verts sur la dimension culturelle et donc adopter une position davantage libérale sur cet axe de la compétition partisane. Par conséquent, on peut imaginer que, dans les pays où la concurrence des Verts a émergé dans le système de partis, la position des partis socialistes évolue au fil du temps vers une position plus libérale. Si l'on suit le cadre analytique de Kitschelt (1994 a), les partis socialistes vont chercher un nouveau positionnement sur le nouvel axe central de la compétition partisane qui va du pôle de la «gauche-libertaire» à la «droite-autoritaire». En revanche, dans les pays où les Verts ne se sont pas implantés dans le système de partis, les partis socialistes vont avoir moins d'incitations à se repositionner dans la dimension culturelle de l'espace politique.

C'est en Suisse, en Autriche et en Allemagne que nous avons identifié une concurrence des Verts importante dans le système de partis. Nous n'avons pas inscrit la France dans ce groupe de pays, étant donné que les succès électoraux des Verts y sont plus modestes et plus fluctuants, en raison du système électoral majoritaire. En Grande-Bretagne, les Verts ne constituent pas une concurrence qui compte sur la scène politique britannique, en raison du système électoral fortement majoritaire qui rend très difficile l'entrée de nouveaux partis.

La littérature s'est aussi intéressée à la question de la réaction des partis socialistes, et plus généralement des partis établis, face à l'émergence des partis de la droite radicale. Cette nouvelle concurrence amène-t-elle les partis socialistes à durcir leur positionnement en matière culturelle, de manière à «coller» le plus possible au positionnement du nouveau concurrent? Ou au contraire, tendent-ils à adopter une position plus libérale qui leur permette de marquer leur différence par rapport à cette nouvelle concurrence? Dans le premier cas de figure, un retour de balancier par rapport à l'influence culturellement libérale des Verts devrait être observé. Dans une analyse portant spécifiquement sur l'enjeu de l'immigration dans quatre pays européens, Bale *et al.* (2010) montrent que les partis socialistes tendent dans un premier temps surtout à adopter un positionnement contraire à la droite radicale et à réaffirmer leur ancrage en faveur d'une politique migratoire ouverte. Malgré des variations entre les pays, c'est en général seulement vers la fin de la période étudiée, dans les années 2000, qu'un certain durcissement du positionnement des partis socialistes en matière migratoire peut être constaté. Concernant les changements sur le long terme, c'est donc principalement l'influence des Verts pour une position plus libérale en matière culturelle qui devrait être observée.

Retour sur la saillance

Qu'en est-il maintenant de l'impact de la compétition partisane sur l'attention portée aux enjeux ? Les théories de la saillance et de la « possession » des enjeux (« *issue ownership* ») avancent que les partis ne s'affrontent pas sur les mêmes enjeux durant les campagnes électorales, mais qu'ils s'opposent en mettant l'accent de manière sélective sur des enjeux pour lesquels ils ont une réputation et qui sont en mesure de leur fournir un avantage électoral (Budge and Farlie, 1983 ; Petrocick, 1996). Il s'agit pour les partis de mettre en avant les enjeux qu'ils « possèdent » et d'amener leurs compétiteurs à parler de ces enjeux sur lesquels ils ne disposent eux-mêmes d'aucune compétence aux yeux des électeurs. Dans ce contexte, les partis vont éviter un maximum de devoir parler des enjeux qui ne leur sont pas favorables. Il est ainsi juste de dire que « *issue competition is characterized by avoidance rather than engagement* » (Spoon *et al.*, 2014 : 1).

Cependant, comme la littérature récente tend à le montrer, les partis ne peuvent pas ignorer des enjeux de premier plan (mais défavorables) sur l'agenda politique. Ils vont donc aussi devoir réagir à de nouveaux enjeux et s'engager sur des thèmes qu'ils ne « possèdent » pas (Green-Pedersen and Mortensen, 2010 ; Spoon *et al.* 2014). Les partis vont être constamment pris en tenaille entre la mise en avant de leurs thématiques et la nécessaire réaction à de nouvelles problématiques.

La concurrence des partis Verts et de droite radicale représente à ce titre un défi important pour les partis socialistes. Avec l'émergence de ces partis, ce sont aussi de nouvelles thématiques qui vont prendre une place dans l'agenda politique, par exemple l'environnement pour les Verts et l'immigration pour la droite radicale. La littérature a conceptualisé récemment les partis Verts et de la droite radicale comme des partis de « niche » dont l'une des caractéristiques est la politisation de thèmes qui ne se réfèrent pas à l'opposition gauche-droite classique dont les questions économiques (et « l'orientation de classe ») constituent le cœur (Meguid, 2005). Les partis de « niche » sont ainsi distingués des partis « *mainstream* » (principalement les partis de centre-gauche et de centre-droit) qui politisent des enjeux relatifs à l'opposition gauche-droite.

Dans les pays où ces deux partis ont émergé sur la scène politique, les enjeux culturels – liés à la mobilisation des nouveaux mouvements sociaux de l'après-mai 1968 et de la contre-réaction de la droite radicale (Bornschier, 2010 a) – devraient être plus présents dans la compétition partisane. Partant du principe que les partis cherchent à mettre en avant les enjeux qu'ils « possèdent », la simple présence des Verts et de la droite radicale devrait renforcer l'importance des enjeux culturels, au détriment des enjeux économiques. Bien sûr, il n'est pas impossible que des thèmes culturels trouvent une certaine résonance dans l'agenda politique en l'absence des nouveaux compétiteurs de la droite radicale et des Verts. Toutefois, on peut argumenter qu'en l'absence de concurrence électorale, les partis établis auront moins d'incitation à empoigner ces problématiques émergentes. Ils auront davantage intérêt à mettre en avant des enjeux qu'ils « possèdent » déjà, et non pas à « s'aventurer » dans la politisation d'enjeux sur lesquels ils ne disposent pas d'une reconnaissance auprès des

électeurs. C'est surtout le cas dans les systèmes électoraux majoritaires qui limitent l'émergence de nouveaux concurrents.

Quelles sont les conséquences de la présence de nouveaux compétiteurs sur les appels électoraux des partis socialistes? Comme souligné auparavant, les partis politiques doivent aussi s'engager sur des thématiques qui ne leur sont pas favorables. Meguid (2005) a cherché à concilier l'impact du positionnement et de la saillance des enjeux sur la réaction des partis «*mainstream*». Les partis «*mainstream*» ont la possibilité de répondre aux partis «*niche*» de trois manières⁵³. Premièrement, ils peuvent converger vers la position du parti «*niche*» («*accomodative strategy*»). Deuxièmement, ils peuvent s'y opposer («*adversarial strategy*»). Troisièmement, ils peuvent chercher à relativiser l'importance de l'enjeu et éviter de réagir («*dismissive strategy*»). C'est uniquement dans ce dernier cas que la saillance de l'enjeu en question ne devrait pas augmenter. Dans les deux premiers cas, la position de convergence ou d'opposition va contribuer à augmenter l'attention portée à la thématique.

La stratégie qui consiste à relativiser un enjeu, voire à l'ignorer («*dismissive strategy*») est plus difficile à tenir, étant donné que les partis vont aussi devoir réagir à l'arrivée de nouveaux thèmes. Bale *et al.* (2010) soulignent aussi la difficulté d'une telle position sur le long terme. Par conséquent, quand les nouveaux concurrents «*culturels*» sont présents dans le système de partis, nous émettons l'idée que les partis socialistes vont accorder plus d'attention à ces nouveaux enjeux (que ce soit en convergeant ou en s'y opposant au niveau du positionnement). Quand ces concurrents ne sont pas présents, les partis socialistes ont davantage de marge de manœuvre pour mettre l'accent sur des enjeux qu'ils «*possèdent*» traditionnellement. Ils auront moins d'incitations à empoigner de nouveaux thèmes sur lesquels ils ne disposent pas d'une compétence reconnue aux yeux des électeurs.

C'est en Suisse et en Autriche que les partis socialistes font face à la double concurrence de la droite radicale et des Verts. Nous devrions donc nous attendre à ce que dans ces pays les partis socialistes accordent plus d'attention aux enjeux culturels, et à ce que la compétition partisane soit davantage orientée vers des enjeux de ce type. Une telle attention de la part des partis socialistes (et des autres compétiteurs) pour les enjeux culturels devrait être plus faible en Grande-Bretagne où le parti travailliste n'est opposé à aucun de ces nouveaux compétiteurs, alors qu'en Allemagne et en France, où les partis socialistes font face à un seul concurrent de type culturel, une configuration intermédiaire devrait ressortir.

Positionnement des partis socialistes en matière économique et compétition partisane

En ce qui concerne le positionnement en matière économique, l'influence des nouveaux compétiteurs sur la dimension culturelle de l'espace politique (Verts et droite radicale) apparaît moins décisive. C'est davantage la présence de partis

⁵³ Ces trois cas de figure se retrouvent de manière assez similaire chez Bale *et al.* (2010).

mobilisés à l'origine dans le cadre du clivage de classe qui influence la situation stratégique dans laquelle se trouvent les partis socialistes.

C'est tout d'abord la présence de concurrents sur la gauche des partis socialistes qu'il faut considérer. Dans ce cas de figure, on peut s'attendre, selon la logique exposée par Kitschelt (2001), à ce que les partis socialistes soient moins enclins à réviser leurs positions en matière économique. En effet, si le parti socialiste adopte des positions davantage libérales économiquement, alors le concurrent de gauche a la possibilité de rallier les voix des déçus de la politique du parti socialiste. Il y a donc toujours le risque que le parti socialiste soit puni électoralement. S'il n'a pas du tout de concurrents sur sa gauche (par exemple dans le cas britannique), alors il ne risque pas d'être puni électoralement en cas de mouvement sur l'axe gauche-droite. La présence d'un concurrent à gauche devrait donc avoir pour effet de garder les partis socialistes davantage à gauche.

C'est surtout dans le cas d'une gauche divisée en raison de la présence d'un parti communiste que l'on retrouve une telle configuration. Dans notre recherche, seule la France présente un tel cas de figure. Toutefois, il faut aussi tenir compte du fait que le parti communiste est devenu beaucoup plus faible électoralement et donc qu'il est susceptible de perdre au fil du temps le poids qui était le sien dans la compétition partisane française. En Allemagne, ce n'est que vers la fin de la période étudiée, depuis l'élection législative de 2005, qu'une concurrence électorale de gauche est présente avec « *Die Linke* » – il s'agit tout d'abord d'une alliance électorale qui débouchera sur la création de ce nouveau parti en 2007.

Kitschelt (2001) considère que la présence de concurrents de « gauche libertaire » (comme les Verts) peut avoir le même impact que les partis de gauche traditionnelle. Merkel *et al.* (2006) doutent que l'effet soit similaire pour les Verts, puisque leur positionnement sur un axe économique gauche-droite est plus incertain que dans le cas de partis de la gauche traditionnelle.

Au niveau empirique, différentes études montrent que la concurrence de partis sur la gauche n'a pas toujours l'effet escompté. Schumacher (2011, chapitre 6) arrive à la conclusion que les partis socialistes vont avoir des positions plus modérées quand ils font face à la concurrence d'un parti de gauche radicale. Pontusson et Rueda (2010) montrent aussi que la présence d'une concurrence sur la gauche va avoir pour effet de déplacer le principal parti de gauche vers la droite dans un système de partis.

Hormis l'adversaire sur la gauche des partis sociaux-démocrates, c'est aussi la situation de concurrence à droite qui a un impact sur la marge de manœuvre des partis socialistes (Kitschelt, 2001 ; Merkel *et al.*, 2006). L'existence d'un parti de droite avec un clair positionnement en faveur de politiques économiques libérales a pour effet de placer la thématique de la réduction de l'État social sur l'agenda et de forcer les adversaires politiques à prendre position (Kitschelt, 2001 : 274). En présence d'un concurrent de droite puissant, l'incitation sera également plus forte pour les partis socialistes à s'engager dans un processus de réduction de la politique sociale : ils pourront toujours être perçus aux yeux des citoyens comme

le « moindre mal » face au concurrent de droite (Kitschelt, 2001 : 275). La situation stratégique est quelque peu différente si le principal concurrent de droite est un parti démocrate-chrétien (ou un parti centriste) qui comprend traditionnellement une aile (syndicale) en faveur d'un État social fort. Dans ce cas-là, la marge de manœuvre du parti socialiste est davantage limitée : s'il se déplace trop vers le centre de l'échiquier politique, il risque de se faire concurrencer par le parti centriste qui se proclamera le véritable défenseur de l'État social (Kitschelt, 2001 ; Merkel *et al.*, 2006).

Concernant les pays étudiés dans cette recherche, c'est le cas britannique qui offre la plus grande propension pour un parti socialiste (travailliste dans le cas présent) à adopter une position économique plus libérale. Le parti travailliste n'a pas de concurrents sur sa gauche, et en raison de la difficulté pour un petit parti d'émerger dans le système de partis, il n'a que peu à craindre de l'émergence d'un parti regroupant des contestataires et des déçus de sa politique. Sur la droite, il fait face à un grand parti conservateur qui constitue une force d'attraction importante pour des politiques économiques libérales, d'autant plus que le parti conservateur a mené sous l'égide de la première ministre Margaret Thatcher (1979-1990) une politique d'inspiration néolibérale. Même si le parti travailliste se déplace sur la droite, il peut toujours se distinguer du parti conservateur et soutenir que sa politique est celle du « moindre mal » (Kitschelt, 2001).

La France représente le cas de figure inverse : la concurrence d'un parti communiste est susceptible de maintenir solidement le parti socialiste à gauche. En outre, la présence d'un parti gaulliste, qui dispose d'une tradition d'intervention étatique, limite la marge de manœuvre du parti socialiste vers le centre. Toutefois, il faut ajouter que l'héritage gaulliste a été passablement revisité. Le Rassemblement pour la République (dont l'Union pour un Mouvement populaire, UMP, sera le successeur dès 2002) va opérer dans les années 1980 un net virage en adoptant une position libérale sur le plan économique (Derville, 2005). L'Autriche et l'Allemagne se rapprochent du cas français en ce qui concerne la situation de concurrence sur la droite. Dans les deux pays, le parti social-démocrate fait face à un grand parti de tradition démocrate-chrétienne au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Ces partis disposent d'une aile syndicale et sociale non négligeable, en mesure de dissuader les partis sociaux-démocrates d'engager des processus de réformes de l'État social trop importants. Toutefois, il faut mentionner le fait que ces partis ont aussi évolué vers la droite sur le plan économique. Se définissant comme un parti de centre-gauche (« *Links Mitte* ») au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le parti démocrate-chrétien autrichien ou conservateur (ÖVP) s'ouvre vers la droite dès les années 1950 (Müller, 1997). Pareil constat peut être fait pour le parti démocrate-chrétien allemand (CDU). La CDU adopte dès les années 1950 sous les chanceliers Konrad Adenauer, puis Ludwig Erhard des positions économiques libérales qui l'amènent à rompre « avec l'interventionnisme socio-économique caractéristique de la démocratie-chrétienne » (Seiler, 1996 : 44).

Enfin, la Suisse présente une configuration différente, proche de celle des Pays-Bas discutée par Kitschelt (2001) et Merkel *et al.* (2006) dont nous allons

nous inspirer. La droite y est davantage divisée que dans les autres pays, ce qui fait qu'il n'existe pas un grand parti de droite dominant ses concurrents. Le parti socialiste fait face à une concurrence à la fois du parti démocrate-chrétien et du parti radical-libéral, les trois forces se partageant des parts de l'électorat relativement proches (entre 20-27 % des voix pendant une longue période qui s'étend de la fin de la Seconde Guerre mondiale à la fin des années 1980). À ces deux concurrents de droite, il faut ajouter la présence d'un parti agrarien, l'Union démocratique du centre (UDC), qui se transforme dès les années 1980, en parti de droite radicale. Suivant la démonstration faite pour les Pays-Bas, on peut défendre l'idée que le parti socialiste n'a que peu d'incitation à modérer sa position en matière économique, étant donné que plusieurs partis de droite occupent déjà le centre-droite et la droite de l'échiquier politique. En même temps, il n'est pas impossible que le parti socialiste cherche à se rapprocher du parti démocrate-chrétien – le plus modéré des trois partis de droite en raison de la présence d'une aile syndicale et sociale –, en vue de former des majorités d'orientation de centre-gauche au Parlement.

2. DES DONNÉES ISSUES DE LA COUVERTURE MÉDIATIQUE DES CAMPAGNES ÉLECTORALES

Les données d'Hanspeter Kriesi et de son équipe, collectées dans le cadre du projet «*National political change in a globalizing world*» (Kriesi *et al.*, 2006 ; Kriesi *et al.* 2008 ; Kriesi *et al.*, 2012), sont utilisées dans ce chapitre⁵⁴. Elles portent sur les positions des partis telles que reflétées par la presse écrite durant des campagnes électorales. Ce n'est pas l'effet en tant que tel des campagnes qui nous intéresse dans ce travail, mais nous considérons les campagnes comme un moment privilégié pour observer la vie politique d'un pays, les thèmes qui y sont discutés et les positions que les partis défendent. L'analyse de la couverture médiatique des campagnes a été privilégiée par Hanspeter Kriesi et son équipe notamment en raison du fait que les citoyens obtiennent des informations sur les partis politiques essentiellement via les médias (Dolezal, 2008 a : 67). De telles données sont donc particulièrement pertinentes quand on cherche à étudier des liens entre partis et votants (Helbling et Tresch, 2011 : 181).

Comment ces données ont-elles été recueillies ? On se réfère ici à la présentation des données réalisée par Dolezal (2008 a : 67ss). Pour chaque pays, un journal de qualité et un journal de boulevard ont été sélectionnés⁵⁵. Pendant les deux mois précédant le jour de l'élection, tous les articles concernant l'élection ou la politique

⁵⁴ Source des données : Kriesi, Hanspeter, Edgar Grande, Romain Lachat, Martin Dolezal, Marc Helbling, Simon Bornschier, Timotheos Frey, Dominic Hoeglinger, Swen Hutter and Bruno Wueest. 2010. National political change in a globalizing world. Supply side data on national election campaigns. University of Zurich and Ludwig-Maximilians-University of Munich.

⁵⁵ Il s'agit des journaux suivants : Autriche : *Die Presse* (qualité, Q) et *Kronenzeitung* (boulevard, B) ; Suisse : *Neue Zürcher Zeitung* (Q) et *Blick* (B) ; France : *Le Monde* (Q) et *Le Parisien* (B) ; Allemagne : *Süddeutsche Zeitung* (Q) et *Bild* (B) ; Grande-Bretagne : *The Times* (Q) et *The Sun* (B). Ils ont été choisis en raison de leur distribution la plus importante (pour les deux types de journaux) sur toute la période dans un pays.

en général ont été retenus⁵⁶. Les articles (titre, chapeau et premier paragraphe uniquement) ont ensuite été codés phrase par phrase selon une méthode d'analyse de contenu relationnelle. L'unité d'analyse est constituée par la phrase qui est réduite à sa structure la plus simple (« *core sentence* »).

«The basic idea of CSA (core sentence approach) comes in the notion that the content of every written document can be described as a network of relationships between objects. To analyze party positions, for example, every relationship between “political objects” (i.e., between a political actor and a political issue) that appears in the text is coded.» (Helbling et Tresch, 2011 : 177)

Dans cette logique, les articles ont été codés selon le sujet (quel acteur politique, dans le cas présent quel parti politique), l'objet (quel enjeu) et la direction de la relation entre les deux. Une échelle allant de -1 à +1 (avec -0,5; 0 et +0,5 comme positions intermédiaires) est utilisée pour la direction de la relation, +1 signifiant qu'un acteur politique exprime une position claire en faveur d'un enjeu. Si la relation est plus faible ou uniquement potentielle, la position intermédiaire +0,5 (respectivement -0,5) est utilisée. Si la relation est neutre, alors elle prend la valeur 0. Quant aux enjeux, ils ont été codés initialement en plus de deux cents catégories.

Étant donné que notre analyse porte une attention particulière à la saillance des enjeux, ces données présentent un avantage indéniable. Une claire distinction y est faite entre les positions des partis et la saillance des enjeux, contrairement à d'autres données fréquemment utilisées, comme celles du projet Manifestos qui recueille des informations sur les plates-formes électorales des partis politiques. Les données du projet d'Hanspeter Kriesi contiennent des informations d'une part sur la position prise par un parti sur un enjeu, et d'autre part sur le nombre de fois qu'il prend position sur cet enjeu (saillance).

Ces données sont donc les plus appropriées à notre questionnement. Toutefois, la récolte d'informations sur les partis politiques via la couverture médiatique des campagnes ne va pas sans soulever certaines questions. Les médias ne sont pas le simple miroir des positions des partis et des enjeux discutés. Ils jouent un rôle dans le choix des enjeux discutés et dans la façon de représenter le positionnement des partis, contribuant ainsi à façonner l'agenda politique. Nous devons être conscients de l'existence d'un tel biais médiatique dans les résultats que nous présentons. Mais cela constitue en même temps un avantage, car c'est de cette façon principalement que les électeurs vont *percevoir* les partis politiques. Même si elle est biaisée, c'est cette information-là dont disposeront bien souvent les citoyennes et citoyens pour forger leur opinion sur la politique.

L'étude d'Helbling et Tresch (2011) nous renseigne sur les implications liées au choix des données. À partir d'une analyse sur la question européenne, les deux auteurs montrent qu'il n'y a toutefois que peu de différences dans la position des

⁵⁶ Cela a été fait sur une base quotidienne pour les journaux de boulevard, alors que pour les journaux de qualité l'analyse s'est limitée à trois éditions par semaine.

partis politiques, qu'elle soit mesurée avec des données provenant de la couverture médiatique des campagnes, des plates-formes électorales des partis, ou encore des sondages réalisés auprès d'experts. C'est davantage en matière de saillance que des variations interviennent suivant les données utilisées. Les auteurs n'excluent ainsi pas l'existence d'un biais médiatique dans la sélection des thèmes discutés (Helbling et Tresch, 2011: 180).

Quelles mesures et quelle catégorisation des enjeux utilisons-nous dans ce chapitre ? La mesure de la *position* d'un parti sur un enjeu est le score moyen de toutes les mentions positives et négatives faites par ce parti sur cet enjeu⁵⁷. La *saillance* d'un enjeu est la proportion des déclarations électorales se référant à cet enjeu par rapport à l'ensemble des déclarations.

Concernant les enjeux, la catégorisation utilisée poursuit le but de distinguer les enjeux redistributifs gauche-droite des « nouveaux » enjeux culturels, conformément à nos hypothèses. Les « nouveaux » enjeux culturels sont issus de deux vagues de mobilisation selon Bornschier (2010 a, 2010 b) : la première concerne les nouveaux mouvements sociaux de l'après-mai 1968 (mouvement écologiste, anti-nucléaire, féministe, mouvement de paix, solidarité avec le tiers-monde, etc.). Le qualificatif de « nouvelle gauche » a souvent été utilisé pour distinguer les revendications des nouveaux mouvements sociaux par rapport à celles redistributives de la gauche traditionnelle, renommée parfois « vieille gauche » par opposition⁵⁸. La seconde concerne la mobilisation de la droite radicale qui peut être comprise comme une contre-réaction décalée dans le temps aux valeurs universalistes et individuelles promues par ces mouvements. Ces deux vagues de mobilisation ont donc articulé un conflit culturel opposant des valeurs libertaires-universalistes (« *libertarian-universalistic* ») à des valeurs traditionnelles-communautaires (« *traditionalist-communitarian* ») (Bornschier, 2010 a, 2010 b).

Il nous paraît important d'un point de vue théorique d'intégrer la problématique écologique dans les « nouveaux » enjeux culturels. Sa mise à l'agenda par les nouveaux mouvements sociaux a constitué une forte remise en cause du compromis de classe keynésien de l'après-Seconde Guerre mondiale, auquel les partis socialistes ont participé. Cela a donc provoqué des tensions fondamentales entre ces mouvements et les directions de ces partis (Sassoon, 1996: 647-690). Même si ces enjeux ont parfois été intégrés par la suite à la dimension économique gauche-droite classique (Kriesi *et al.*, 2006: 234; Sciarini et Finger, 1991), il est

⁵⁷ La position d'un parti n'est pas montrée quand le nombre de mentions sur un enjeu est inférieur à 5.

⁵⁸ Le terme de « nouvelle gauche » tel qu'il est utilisé ici ne doit pas être pris pour synonyme de la nouvelle gauche de la fin des années 1950, dont le but était avant tout d'échapper au conflit bipolaire de la guerre froide. Dans le contexte français, on a souvent parlé de nouvelle gauche pour désigner le courant du parti socialiste français organisé autour de Michel Rocard (« Deuxième gauche »). Dans le contexte anglais, la nouvelle gauche a aussi désigné le groupe autour d'Edward P. Thompson qui est sorti du parti communiste britannique après l'intervention soviétique en Hongrie en 1956 (Sassoon, 1996: 385; 401-404). Nous utilisons le terme de nouvelle gauche de manière plus large dans ce chapitre.

nécessaire pour notre questionnement du vote ouvrier de revenir à cette opposition fondamentale.

Cinq grandes catégories sont utilisées. La première (« Économie ») regroupe tous les enjeux économiques et sociaux qui sont liés à la division gauche-droite traditionnelle : État social, redistribution des richesses, marché du travail, emploi, régulation économique, service public, finances et impôts. La deuxième catégorie (« Écologie, genre et société ») recense les enjeux relatifs aux mobilisations des nouveaux mouvements sociaux : écologie, nucléaire, égalité entre hommes et femmes, avortement, désarmement et paix, solidarité internationale, droits des minorités et reconnaissance des styles de vie alternatifs, questions liées à la morale et aux traditions. La troisième (« Immigration et crime ») a trait aux enjeux mis à l'agenda par la droite radicale. On trouve dans cette catégorie avant tout les enjeux d'immigration, mais aussi de criminalité. La quatrième catégorie (« Europe ») concerne l'enjeu européen. Bien qu'il soit fortement lié dans certains pays à la mobilisation de la droite radicale (pour la Suisse, voir Bornschier, 2010 b), il ne constitue pas toujours un enjeu polarisant de la dimension culturelle de l'espace politique (Kriesi *et al.*, 2006). La cinquième catégorie est résiduelle et regroupe tous les enjeux qui ne peuvent être clairement rattachés ni aux enjeux économiques et sociaux gauche-droite, ni aux « nouveaux » enjeux culturels. Nous sommes conscients de la forte hétérogénéité d'une telle catégorie, mais nos hypothèses se concentrent sur la distinction entre enjeux économiques et « nouveaux » enjeux culturels par rapport aux changements du vote ouvrier. Nous considérons cette catégorie d'enjeux comme neutre d'un point de vue de la mobilisation des classes.

3. POSITIONS ÉCONOMIQUES DES PARTIS SOCIALISTES

Nous analysons tout d'abord les positions des partis socialistes en matière économique, qui occupent une place centrale pour le vote ouvrier. En effet, on peut s'attendre à ce que les classes les plus défavorisées soutiennent des partis de gauche qui réduisent leur vulnérabilité sur le marché du travail et luttent contre les inégalités sociales. Les partis socialistes sont-ils devenus davantage libéraux au fil du temps et se sont-ils rapprochés toujours plus de leurs adversaires de droite ? Et quels en sont les effets sur le vote ouvrier ? C'est à ces questions qu'essaiera de répondre cette section. L'hypothèse suivante sera testée :

H3 : Plus les positions des partis socialistes convergent vers celles de leur principal concurrent de droite sur les enjeux économiques et sociaux, plus la baisse du vote ouvrier pour ces partis est forte.

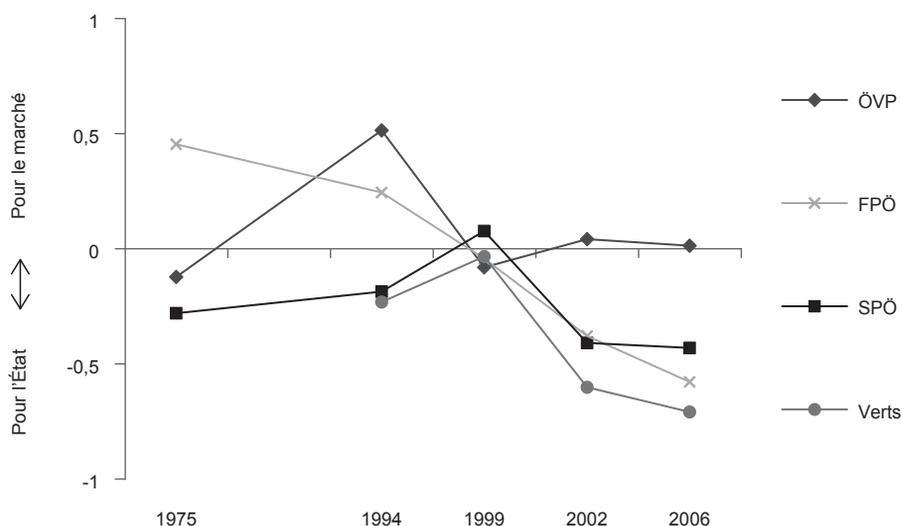
Nous montrons les résultats des positions économiques des principaux partis dans chaque pays dans les graphiques 8.1 à 8.5. La position 1 indique une position économique en faveur du libre marché et la position -1 une position en faveur de l'intervention de l'État et de la régulation du marché.

Autriche : de la convergence du parti social-démocrate à la « re-social-démocratisation »

En Autriche, on peut observer dans le graphique 8.1 une tendance à la convergence jusqu'en 1999 entre le parti social-démocrate autrichien (SPÖ) et son principal concurrent de droite, le parti conservateur (ÖVP), puis une tendance à une plus forte divergence entre ces deux partis dans les années 2000. La différence est particulièrement faible lors de l'élection de 1999 qui correspond à la fin du gouvernement de grande coalition entre le parti social-démocrate et le parti démocrate-chrétien (1987-2000).

La grande coalition est généralement reconnue comme une période de changements importants pour le parti social-démocrate⁵⁹. En effet, c'est durant ce laps de temps que les sociaux-démocrates autrichiens ont rompu avec la politique économique « austro-keynésienne » développée essentiellement sous la direction du chancelier social-démocrate Kreisky (1970-1983). Le changement de nom du parti en 1991 de « Sozialistische Partei » à « Sozial-demokratische Partei » est emblématique de cette période de modération des positions en matière économique.

Graphique 8.1 : Positions économiques des partis en Autriche



Nombre de cas : ÖVP 1975: 168; 1994: 134; 1999: 218; 2002: 244; 2006: 181. SPÖ 1975: 214; 1994: 118; 1999: 170; 2002: 237; 2006: 131. FPÖ 1975: 44; 1994: 39; 1998: 114; 2002: 116; 2006 (avec BZÖ): 114. Verts 1994: 13; 1999: 30; 2002: 54; 2006: 55.

⁵⁹ Bischof *et al.* (1999: 1) résument bien les changements de la période de coalition avec le chancelier social-démocrate Vranitzky (1986-1997): « Vranitzky and the years of his chancellorship can be interpreted as the period of adapting "Austro-Keynesianism" to the neo-liberal imperatives of his decade. He headed the coalition government which oversaw the new agenda of privatization – especially of state-owned industries and nationalized banks. He was a social democratic chancellor who presided over the abandonment of some of Austria's most traditional social democratic policies. »

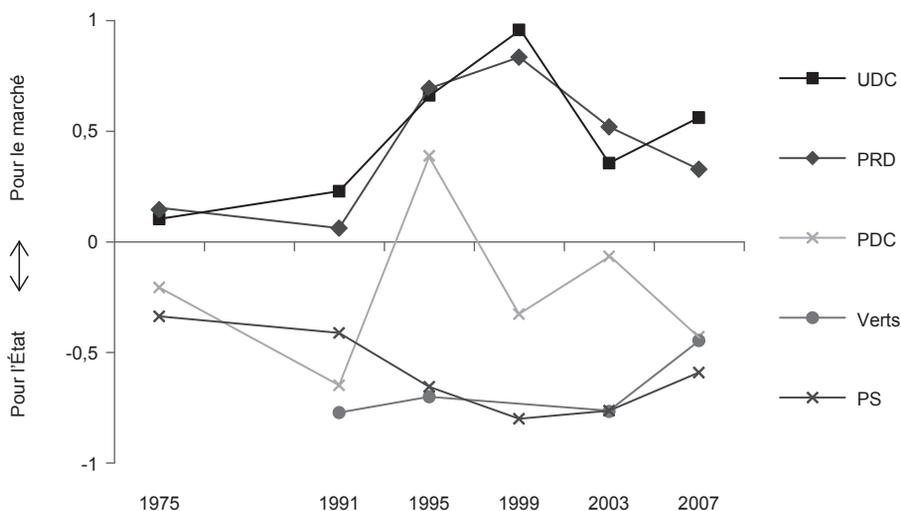
Néanmoins, il n'y a pas dans l'ensemble de tendance à la convergence du parti social-démocrate vers son principal concurrent de droite. En effet, les deux élections des années 2000 coïncident avec une nouvelle divergence des deux grands partis concernant leurs positions économiques, une tendance déjà observée par Dolezal (2008 b, 2005). Corroborant nos résultats, Seeleib-Kaiser *et al.* (2008) ont noté à propos du positionnement social-démocrate :

«Since 1999 [...], the Social democrats have undergone a process of “re-Social-democratisation”, i.e. emphasised positions, which are more in tune with elements of the ideal Social democratic approach to welfare. Subsequently, we have once again witnessed significant differences between the parties» (Seeleib-Kaiser *et al.*, 2008 : 121)

Suisse : une polarisation économique croissante

En Suisse, nous observons une tendance à une polarisation croissante. Durant les années 1990, le parti socialiste se déplace davantage à gauche sur les questions économiques. Le principal parti de droite, le parti radical (PRD), se tourne quant à lui davantage vers la droite. C'est aussi un mouvement vers la droite qui caractérise l'Union démocratique du centre (UDC). Contrairement au parti de la liberté autrichien (FPÖ), l'UDC occupe une position clairement à droite en matière économique.

Graphique 8.2 : Positions économiques des partis en Suisse



Nombre de cas : UDC 1975 : 29 ; 1991 : 83 ; 1995 : 99 ; 1999 : 193 ; 2003 : 87 ; 2007 : 141. PRD 1975 : 124 ; 1991 : 201 ; 1995 : 187 ; 1999 : 190 ; 2003 : 125 ; 2007 : 182. PDC 1975 : 29 ; 1991 : 57 ; 1995 : 18 ; 1999 : 55 ; 2003 : 108 ; 2007 : 105. Verts 1991 : 22 ; 1995 : 20 ; 1999 : 2 ; 2003 : 43 ; 2007 : 38. PS 1975 : 46 ; 1991 : 97 ; 1995 : 168 ; 1999 : 45 ; 2003 : 125 ; 2007 : 170.

Le parti socialiste n'a donc pas convergé vers son principal adversaire de droite, le parti radical, sur les positions économiques. La position clairement à gauche qu'il occupe sur les questions économiques peut être expliquée par le fait que le parti socialiste n'a pas directement soutenu un programme de « troisième voie » qui était à la mode au sein de la famille des partis socialistes en Europe. Néanmoins, les débats entre l'aile syndicale et l'aile sociale-libérale ont été importants dans les années 1990 et 2000, comme dans d'autres pays européens⁶⁰.

L'intégration des années 1980 ne changerait pas les conclusions que nous pouvons tirer sur la position à gauche du parti socialiste. Une analyse portant sur l'intégration des idées néolibérales dans les programmatiques des partis socialistes au moyen des données Manifestos de 1970 à 1999 montre que la position du parti socialiste suisse en matière économique reste remarquablement stable sur toute la période (Fagerholm, 2013).

Cette polarisation en matière économique est aussi symptomatique du phénomène de polarisation du système de partis qui a été observé en Suisse dans les années 1990. Cette période a en effet été marquée par une progression électorale de l'UDC et une légère progression des partis de gauche, alors que les deux partis du centre droit, le parti radical et le parti démocrate-chrétien, ont subi des pertes électorales importantes (Nicolet et Sciarini, 2010 b: 15-16).

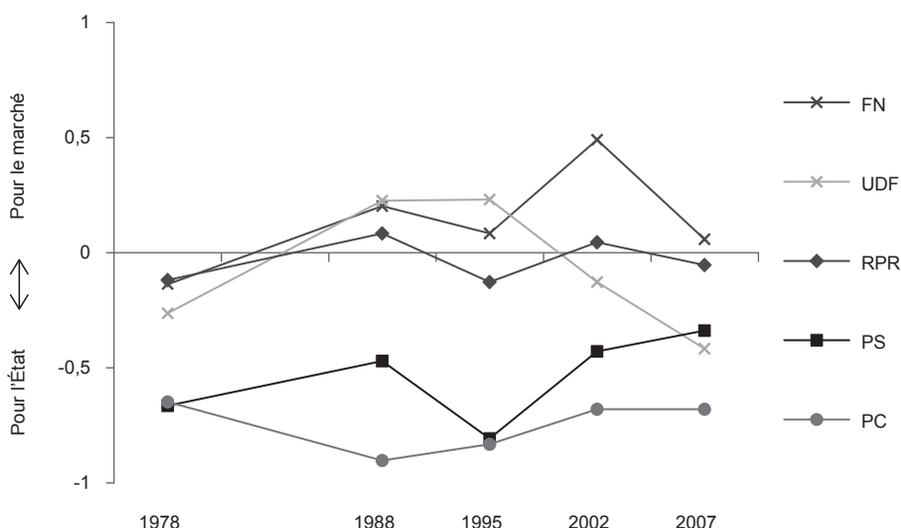
France : une relative stabilité de la position économique du parti socialiste

En France, nous n'observons pas de tendance à une nette convergence ou au contraire à une polarisation croissante. C'est davantage la stabilité qui caractérise la position économique du parti socialiste français relativement à ses adversaires de la droite modérée. La même conclusion peut être tirée pour le parti communiste. Le seul changement qui peut être observé concerne l'Union pour la démocratie française (UDF) qui se déplace vers la gauche en 2002, puis encore en 2007. Mais cela s'explique surtout par une réorganisation des partis de la droite modérée. La création de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) en 2002 va vider l'UDF d'une bonne partie de ses forces politiques⁶¹. Ainsi, si l'on considère la position du parti socialiste relativement à celle du Rassemblement pour la République (RPR) – ancêtre de l'UMP –, on constate seulement une distance plus grande lors de l'élection de 1995, et une distance plus faible lors de l'élection de 2007.

⁶⁰ En 2001, quatre membres du parti socialiste ont appelé le parti dans le « manifeste du Gurten » à mener une politique proche d'un programme de « troisième voie ». Une plus grande ouverture envers le marché, moins de dépendance par rapport à l'État, le développement d'un État social actif et une réduction générale des impôts étaient quelques-uns des éléments revendiqués dans ce manifeste (Huber *et al.*, 2001).

⁶¹ Wikipedia, *Mouvement démocrate (France)*, http://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement_d%C3%A9mocrate_%28France%29 (consulté le 22 mars 2013).

Graphique 8.3: Positions économiques des partis en France



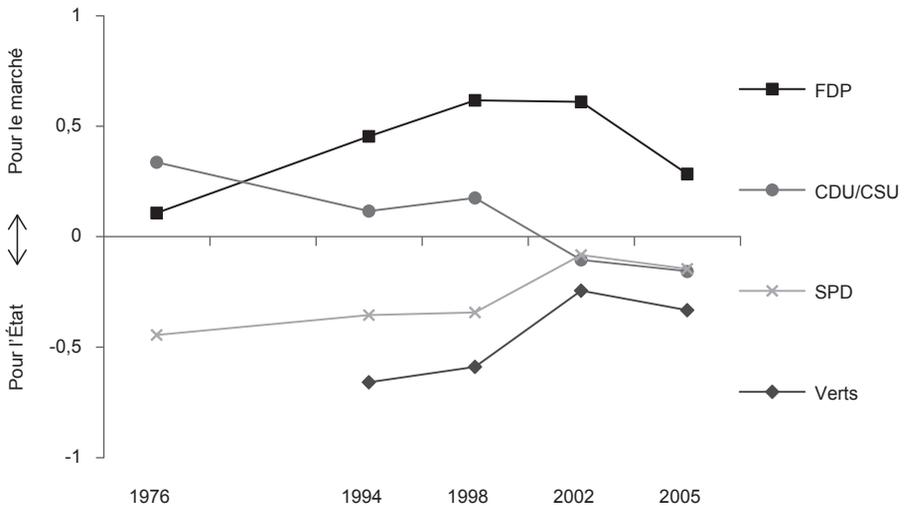
Nombre de cas : PS 1978 : 218 ; 1988 : 328 ; 1995 : 334 ; 2002 : 203 ; 2007 : 142. PC 1978 : 155 ; 1988 : 98 ; 1995 : 60 ; 2002 : 69 ; 2007 : 25. UDF 1978 : 251 ; 1988 : 168 ; 1995 : 13 ; 2002 : 67 ; 2007 : 48. RPR 1978 : 118 ; 1988 : 204 ; 1995 : 417 ; 2002 : 169 ; 2007 : 84. FN 1978 : 11 ; 1988 : 37 ; 1995 : 36 ; 2002 : 52 ; 2007 : 34.

Allemagne : une convergence du parti social-démocrate vers le centre dans les années 2000

Jusqu'en 1998, nous avons une relative stabilité des positions des deux principaux partis, le parti social-démocrate (SPD) et le parti conservateur (CDU) par rapport à l'élection de 1976. En 2002, le parti social-démocrate procède à un mouvement vers le centre de l'échiquier politique, mouvement qui sera confirmé lors de l'élection de 2005. Ce résultat concorde avec la littérature qui a mis en évidence que l'opposition aux réformes économiques du gouvernement Kohl a représenté un élément important de la campagne victorieuse du SPD en 1998 (Arndt, 2011 : 93-94, 97). Les réformes de l'État social marquées par les principes de la « troisième voie » ou « *Neue Mitte* » dans le contexte allemand (dont la controversée révision de l'assurance chômage ou *Hartz IV*) ont surtout été menées durant la deuxième période du gouvernement rouge-vert de 2002-2005 (pour une analyse de ces réformes, voir Arndt, 2011 : 96-102). Le repositionnement au centre du SPD que l'on constate pour l'élection de 2002 va donc dans ce sens.

Cependant, le parti social-démocrate n'est pas le seul à modifier sa position. Le parti conservateur se déplace lui aussi vers une position plus centriste en 2002 et 2005. En raison de ce double mouvement, il n'y a presque plus de différences dans les positions économiques du SPD et de la CDU en 2002 et 2005. Il y a donc bien un phénomène de convergence du parti social-démocrate vers son principal adversaire de droite, mais il s'explique seulement à moitié par son propre mouvement.

Graphique 8.4 : Positions économiques des partis en Allemagne



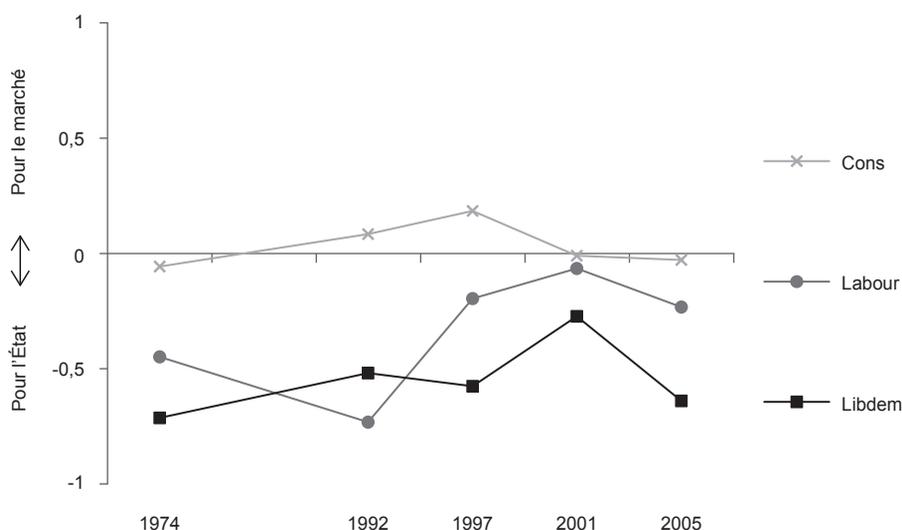
Nombre de cas : FDP 1976 : 93 ; 1994 : 64 ; 1998 : 82 ; 2002 : 77 ; 2005 : 81. CDU/CSU 1976 : 146 ; 1994 : 191 ; 1998 : 180 ; 2002 : 217 ; 2005 : 250. SPD 1976 : 121 ; 1994 : 97 ; 1998 : 150 ; 2002 : 335 ; 2005 : 180. Verts 1994 : 25 ; 1998 : 50 ; 2002 : 53 ; 2005 : 60.

Le parti social-démocrate n'est toutefois pas le seul parti de gauche à converger vers le centre. Les Verts, leur partenaire de coalition à cette période, connaissent un mouvement similaire en 2002 et 2005. Ce constat n'est pas surprenant, dans la mesure où les Verts ont été largement impliqués au sein de la coalition gouvernementale dans les réformes du marché du travail dans le cadre de l'Agenda 2010 (Arndt, 2011 : 104). On peut aussi penser que le mouvement de symétrie de la CDU s'explique en partie par sa position d'opposant au gouvernement rouge-vert de Schröder.

Grande-Bretagne : une convergence du parti travailliste vers le centre

Nous observons dans le cas britannique un mouvement de convergence du parti travailliste vers le centre dans les années 1990. Alors que lors de l'élection de 1992, il se situe nettement à gauche sur les questions économiques, cela va beaucoup changer lors des élections de 1997. En 1997, 2001 et 2005, le parti travailliste occupe une position clairement centriste dans le système politique britannique, et de ce fait ne se différencie pratiquement plus du parti conservateur. Un tel mouvement reflète bien la volonté du parti travailliste dans les années 1990 de rompre avec une politique social-démocrate traditionnelle et d'adopter les principes de la « troisième voie ». Cette marche vers le centre a été notée dans de très nombreuses études portant sur les réformes en matière d'État social (Arndt, 2011). Une analyse sur la base des plates-formes électorales des partis politiques (*party manifestos*) confirme nos observations (Evans et Tilley, 2012 : 154).

Graphique 8.5: Positions économiques des partis en Grande-Bretagne



Nombre de cas : Cons 1974: 150; 1992: 173; 1997: 171; 2001: 51; 2005: 105. Labour 1974: 120; 1992: 159; 1997: 203; 2001: 169; 2005: 341. Libdem 1974: 28; 1992: 25; 1997: 46; 2001: 11; 2005: 25.

Cette convergence vers le parti conservateur doit être attribuée entièrement au parti travailliste. En effet, la position du parti conservateur ne change pratiquement pas entre les différentes élections que nous avons analysées. Il s'agit d'une différence par rapport à l'Allemagne où nous avons vu que la CDU avait adopté des positions économiques plus modérées, qui se rapprochaient de celles du SPD. Nous devons toutefois relativiser le caractère de stabilité qui ressort de l'analyse relative aux conservateurs. Nous ne disposons pas de données pour les années 1980 lors desquelles des politiques néolibérales ont été mises en œuvre par le gouvernement Thatcher, et qui devraient montrer une évolution du parti plus prononcée vers la droite.

Bilan de l'impact des positions économiques sur le vote ouvrier

En Allemagne et en Grande-Bretagne, une tendance à la convergence des partis socialistes vers leur principal concurrent de droite entre les années 1970 et les années 2000 a été observée. Dans ces deux pays, nous avons noté une baisse du vote ouvrier pour les partis socialistes durant cette même période. La convergence mentionnée est donc associée à une baisse du vote ouvrier. Cela concorde avec notre hypothèse sur l'impact du changement de positionnement économique sur le vote ouvrier.

En Autriche, une tendance à la convergence a aussi été observée, mais seulement jusqu'en 1999. L'analyse approfondie du cas autrichien dans le chapitre 5 a montré que la baisse du vote ouvrier se concentre dans les années 1990. On trouve ainsi un lien entre la convergence économique du parti social-démocrate et la baisse du

vote ouvrier dans les années 1990. Cela va donc à nouveau dans le sens de notre hypothèse. Enfin, il est intéressant de noter qu'en Autriche la période de repositionnement du parti social-démocrate par rapport à son principal adversaire de droite dans les années 2000 n'est pas allée de pair avec une augmentation du vote ouvrier.

Nous avons donc dans trois pays un clair mouvement de convergence économique des partis socialistes vers leur principal adversaire de droite. Ce mouvement semble aller au-delà des différences dans la compétition partisane. Il n'est pas seulement constaté en Grande-Bretagne où le parti travailliste n'a pas de concurrents sur sa gauche et fait face à un grand parti de droite favorable à des positions économiquement. Malgré des conditions moins favorables, un déplacement similaire des partis socialistes en Autriche et en Allemagne peut être observé. Le contexte politico-économique dont nous avons discuté avec la transformation des paradigmes en matière économique pourrait ainsi s'avérer décisif. En France, nos données tendent plutôt à montrer une relative stabilité du positionnement économique du parti socialiste. Il n'est donc pas impossible que cela soit le résultat d'une situation stratégique différente, avec la concurrence d'un parti communiste et d'un grand parti centriste. Toutefois, l'absence de données portant sur les années 1980 est quelque peu problématique, puisqu'un net changement de cap en matière économique s'est produit en mars 1983 avec le « tournant de la rigueur » (Sassoon, 1996 : 557ss.; Rey, 2004 : chapitre 5).

L'hypothèse concernant l'impact de la convergence économique sur le déclin du vote ouvrier semble donc fonctionner dans trois cas. En revanche, l'analyse du cas suisse ne va pas dans le sens de notre hypothèse. Le parti socialiste n'a pas convergé en Suisse vers son principal concurrent de la droite modérée, alors que la baisse du soutien ouvrier a été particulièrement prononcée. En Suisse, les transformations du clivage de classe sont donc allées de pair avec une polarisation des partis en matière économique.

4. POSITIONS CULTURELLES DES PARTIS SOCIALISTES

Les positions économiques sont fondamentales pour l'étude du vote de classe. Toutefois, nous devons aussi prendre en compte les positions des partis sur la dimension culturelle de l'espace politique, comme nous l'avons fait dans le chapitre précédent sur les attitudes. Nous avons montré que les ouvriers avaient des positions relativement conservatrices par rapport aux autres classes en matière culturelle, à l'exception de la petite bourgeoisie. Kitschelt (1994 a) a mis en évidence les possibles tensions entre les positions libérales des partis socialistes et les attitudes davantage conservatrices de son électorat ouvrier. L'hypothèse suivante va être testée :

H4 : Plus les partis socialistes deviennent libéraux sur le plan culturel, plus la baisse du vote ouvrier pour ces partis est forte.

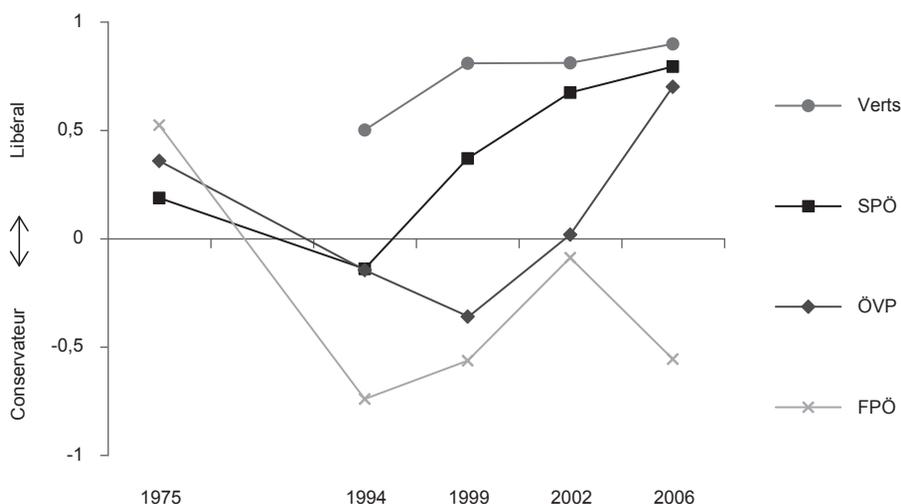
La dimension culturelle est mesurée en utilisant tous les enjeux relatifs à la nouvelle gauche (écologie, égalité, enjeux sociétaux) et tous les enjeux relatifs à l'immigration et au crime (enjeux mis à l'agenda par la droite radicale), les deux

catégories d'enjeux étant représentatives d'un nouveau conflit culturel en Europe occidentale (Bornschiefer, 2010 a; Kriesi *et al.*, 2006). Un score de +1 indique une position culturelle libérale (en faveur des enjeux de la nouvelle gauche et pour une politique migratoire ouverte), alors que le score de -1 indique une position opposée aux enjeux de la nouvelle gauche et une position restrictive sur l'immigration. Les résultats sont présentés dans les graphiques 8.6 à 8.10.

Autriche : d'une position conservatrice du parti social-démocrate à une position libérale

Les Verts et le FPÖ sont les partis qui s'opposent dans l'ensemble le plus sur la dimension culturelle. Notre mesure paraît donc appropriée pour saisir le nouveau conflit culturel entre la nouvelle gauche et la droite radicale. Seule l'élection de 1975 constitue une exception, puisque le parti de la liberté traverse à cette période une phase libérale dans une tentative de modernisation du parti. Les Verts occupent le pôle libéral de l'axe culturel dès la première observation de 1994 dont nous disposons pour cette famille de partis. Il n'en va pas de même pour le parti social-démocrate. À deux reprises (1975 et 1994), le parti social-démocrate occupe une position proche du parti conservateur (ÖVP). C'est seulement dans la deuxième partie des années 1990 que le fossé entre le parti social-démocrate et le parti conservateur va se creuser. Lors des élections de 2002 et 2006, le parti social-démocrate se rapproche dès lors de la position culturelle libérale des Verts. On remarquera que c'est aussi le cas du parti conservateur en 2006. L'élection de 2006 oppose donc le FPÖ aux trois autres partis.

Graphique 8.6: Positions culturelles des partis en Autriche

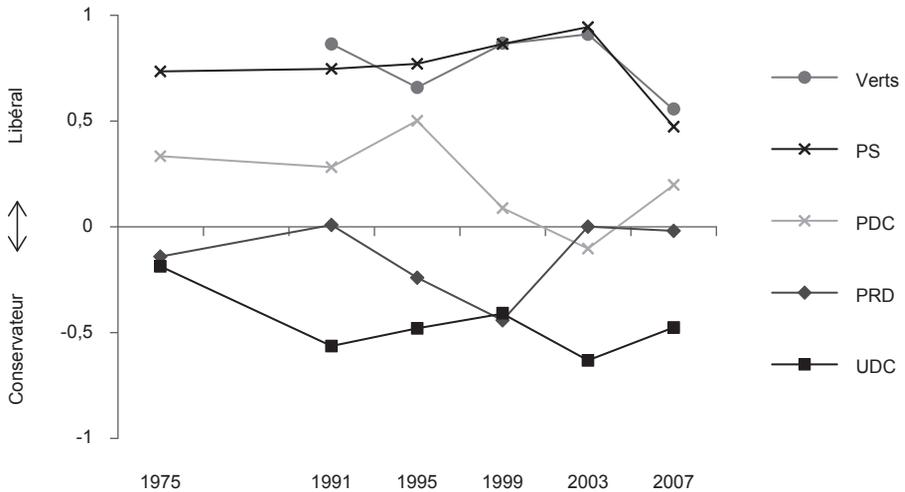


Nombre de cas : Verts 1994: 32; 1999: 26; 2002: 127; 2006: 39. SPÖ 1975: 43; 1994: 136; 1999: 135; 2002: 95; 2006: 29. ÖVP 1975: 14; 1994: 82; 1999: 47; 2002: 147; 2006: 110. FPÖ 1975: 21; 1994: 27; 1999: 47; 2002: 79; 2006 (avec BZÖ): 141.

Suisse : une stabilité de l'ancrage culturel libéral du parti socialiste

Comme dans le cas autrichien, ce sont à nouveau les Verts et l'UDC qui occupent les deux extrémités de cet axe culturel. La différence avec l'Autriche est que le parti socialiste occupe en Suisse une position beaucoup plus proche des Verts. Sur toute la période, le parti socialiste adopte donc une position culturelle libérale. Les différences entre partis quant à leurs positions culturelles sont déjà importantes en 1975, mais elles vont encore s'affirmer dans les années 1990 avec la position plus conservatrice de l'UDC.

Graphique 8.7 : Positions culturelles des partis en Suisse

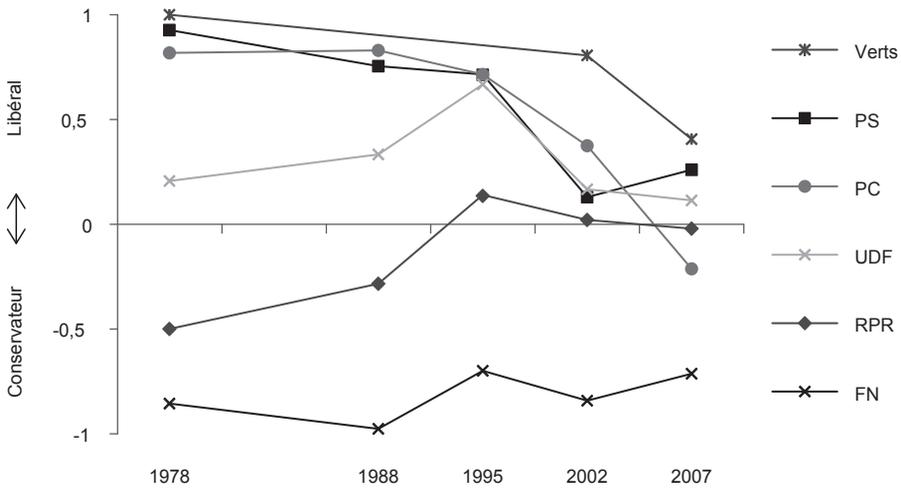


Nombre de cas : Verts 1991 : 73 ; 1995 : 41 ; 1999 : 15 ; 2003 : 22 ; 2007 : 54. PS 1975 : 30 ; 1991 : 110 ; 1995 : 91 ; 1999 : 33 ; 2003 : 35 ; 2007 : 194. PDC 1975 : 24 ; 1991 : 107 ; 1995 : 62 ; 1999 : 46 ; 2003 : 48 ; 2007 : 104. PRD 1975 : 49 ; 1991 : 205 ; 1995 : 62 ; 1999 : 107 ; 2003 : 48 ; 2007 : 73. UDC 1975 : 40 ; 1991 : 107 ; 1995 : 91 ; 1999 : 222 ; 2003 : 64 ; 2007 : 167.

France : une stabilité de la position libérale du parti socialiste français sur le plan culturel

À nouveau, les deux pôles sont représentés par les Verts et le Front national en France. Le parti socialiste a une position clairement libérale en matière culturelle. Sa position est en règle générale très proche de celle des Verts. Seule l'élection de 2002 l'éloigne de cette configuration. Le parti socialiste glisse au centre et se rapproche ainsi de la position conservatrice défendue par ses deux adversaires de la droite modérée, RPR et UDF. En 2007, le parti socialiste adopte à nouveau une position plus libérale, mais les Verts prennent eux aussi un virage conservateur. À l'exception du Front national, les partis ont généralement en 2007 un positionnement plus proche que lors des élections précédentes. Mais étant donné que c'est la dernière élection de notre série, il est difficile de savoir si un tel rapprochement est temporaire ou durable.

Graphique 8.8: Positions culturelles des partis en France



Nombre de cas: Verts 1978: 5; 2002: 62; 2007: 37. PS 1978: 27; 1998: 144; 1995: 99; 2002: 82; 2007: 77. PC 1978: 22; 1988: 35; 1995: 14; 2002: 16; 2007: 14. UDF 1978: 114; 1988: 30; 1995: 6; 2002: 27; 2007: 44. RPR 1978: 33; 1988: 125; 1995: 74; 2002: 106; 2007: 89. FN 1978: 14; 1988: 92; 1995: 45; 2002: 64; 2007: 65.

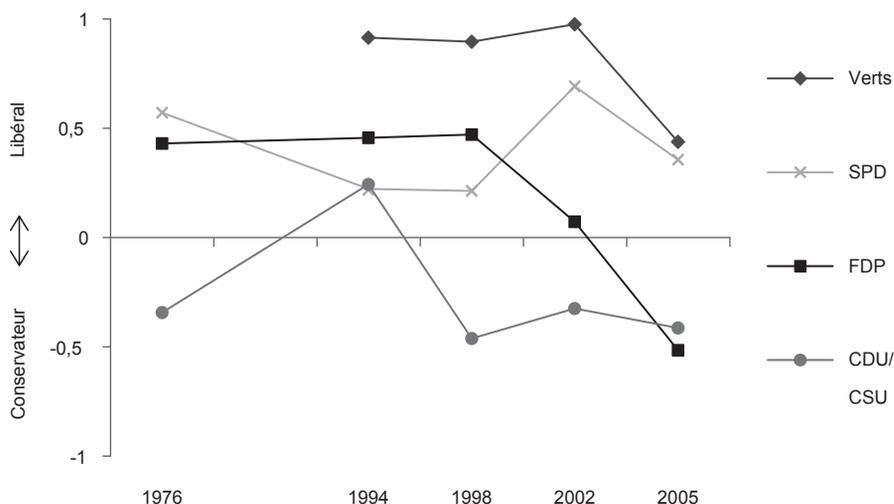
Allemagne : une position du parti social-démocrate loin du pôle libéral

En Allemagne, ce sont les Verts qui occupent le pôle libéral concernant les questions culturelles, alors que la CDU y occupe le pôle conservateur. Comme en Autriche, une distance entre les Verts et le parti social-démocrate peut être identifiée sur le plan culturel, particulièrement en 1994 et 1998. Le parti libéral (FDP) occupe d'ailleurs lors de ces deux élections une position plus libérale que le SPD. C'est seulement en 2002, puis surtout en 2005 que l'écart entre les Verts et le parti social-démocrate se réduit. En 2002, cela s'explique par un mouvement vers le pôle culturel du parti social-démocrate, alors qu'en 2005 cela s'explique surtout par un éloignement du pôle libéral de la part des Verts. Mais on ne distingue pas de tendance confirmée sur le long terme de l'évolution de la position culturelle du SPD.

Grande-Bretagne : une position relativement conservatrice du parti travailliste

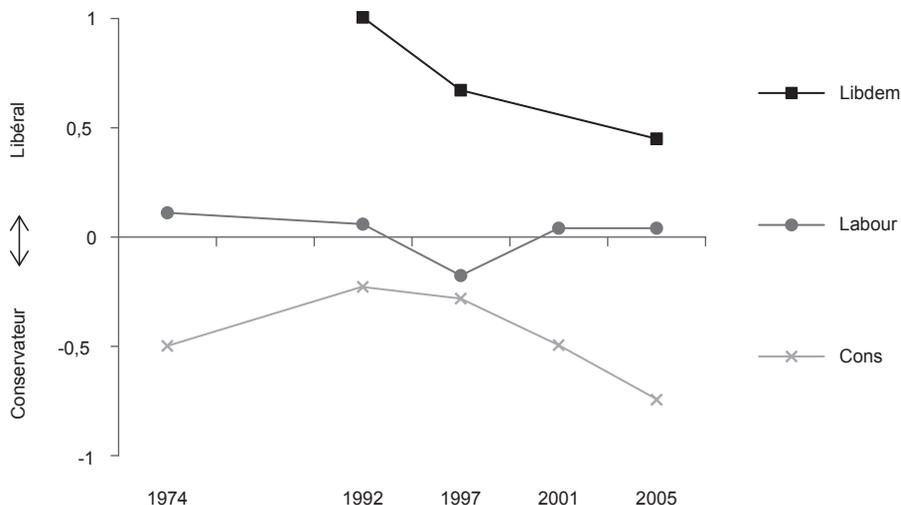
En Grande-Bretagne, le parti libéral et le parti conservateur occupent les deux extrémités de l'axe culturel. Le parti travailliste est loin du pôle libéral. Lors des différentes élections analysées, il est en règle générale plus proche du parti conservateur que du parti libéral. C'est seulement lors de la dernière élection analysée de 2005 que le mouvement du parti conservateur rapproche de fait le parti travailliste du parti libéral. Il est aussi intéressant de noter que le changement de majorité en 1997 – l'arrivée au pouvoir des travaillistes – coïncide avec leur position culturelle la plus conservatrice et aussi la plus proche de celle des conservateurs.

Graphique 8.9: Positions culturelles des partis en Allemagne



Nombre de cas: Verts 1994: 46; 1998: 85; 2002: 79; 2005: 71. SPD 1976: 79; 1994: 71; 1998: 87; 2002: 97; 2005: 86. FDP 1976: 42; 1994: 33; 1998: 49; 2002: 14; 2005: 30. CDU/CSU 1976: 32; 1994: 145; 1998: 206; 2002: 147; 2005: 113.

Graphique 8.10: Positions culturelles des partis en Grande-Bretagne



Nombre de cas: Libdem 1992: 5; 1997: 59; 2005: 19. Labour 1974: 9; 1992: 17; 1997: 132; 2001: 97; 2005: 200. Cons 1974: 96; 1992: 73; 1997: 125; 2001: 59; 2005: 129.

Bilan : deux cas de figure par rapport à la position libérale sur le plan culturel

Ces analyses ont mis en évidence que la position culturelle des partis socialistes ne change que peu. Contrairement aux positions économiques, c'est la stabilité qui prédomine en matière de positionnement culturel. Les partis socialistes qui sont les plus libéraux dans les années 1970 le restent au fil du temps, alors que les partis socialistes qui sont les plus conservateurs dans les années 1970 le restent. Cette explication n'apparaît donc pas pertinente pour expliquer les modifications du vote ouvrier. La baisse du vote ouvrier pour les partis socialistes n'a pas été associée à un changement de positionnement culturel de ces partis.

C'est seulement en Autriche que nous avons identifié un mouvement vers une position plus libérale sur le plan culturel. Si ce mouvement s'amorce dès 1999, c'est surtout en 2002 et 2006 que le parti social-démocrate s'ancre clairement dans le pôle libéral. Étant donné que le déclin du vote ouvrier pour le parti social-démocrate se concentre dans les années 1990, ce repositionnement n'apparaît que peu pertinent pour expliquer les changements du vote ouvrier. Le « virage » libéral dans les années 2000 n'a que peu d'impact sur le vote ouvrier. En outre, nous avons observé qu'un positionnement fortement libéral n'est pas limité au parti social-démocrate en 2006. Le parti démocrate-chrétien est presque autant libéral que le parti social-démocrate à cette occasion. Il s'agit donc davantage d'un déplacement plus général du centre de gravité de la politique autrichienne sur cet axe lors de cette élection.

Dans la discussion précédente sur l'impact de la situation de concurrence, nous avons attendu que l'implantation des Verts dans un système de partis incite les partis socialistes à adopter au fil du temps une position davantage libérale sur l'axe culturel. Dans le cas suisse, le parti socialiste occupe déjà une position culturelle libérale pour le premier point d'observation de l'élection de 1975 dont nous disposons. Même si les premiers partis écologistes se forment dès le début des années 1970 dans plusieurs cantons de Suisse romande (Seitz, 2009), la position du parti socialiste sur l'axe culturel semble plutôt précéder l'implantation des Verts dans le système de partis. Seul dans le cas autrichien, nous avons identifié une évolution vers une position plus à gauche du parti socialiste en matière culturelle. L'évolution de la position du parti socialiste apparaît toutefois très tardive par rapport à la nouvelle concurrence des Verts qui obtiennent dès 1986 des sièges au Parlement national. En Allemagne, où les Verts s'implantent dans le système de partis dès les années 1980, nos résultats n'indiquent pas de tendance à une position plus libérale sur l'axe culturel du parti social-démocrate. La littérature souligne généralement que le parti social-démocrate, face à la concurrence des Verts, est devenu progressivement plus ouvert aux revendications des nouveaux mouvements sociaux, après s'y être longtemps opposé (Koopmans, 1992). Un tel mouvement ne se retrouve pas dans notre analyse, mais le caractère fluctuant de la stratégie du parti social-démocrate face au défi de la « gauche libertaire » dans les années 1980 a aussi été noté (Kitschelt, 1994 a: 164-167). Au final, nous n'avons pas observé d'évolution des partis socialistes vers une position plus libérale sur le plan culturel dans les pays où

les Verts se sont profondément implantés dans le système de partis. Nos résultats semblent indiquer une relative indépendance de la position du parti socialiste par rapport à la pression des Verts.

Si nous laissons de côté un instant la dimension longitudinale, notre analyse a montré des différences intéressantes entre les pays. Deux groupes peuvent être dégagés de l'analyse des positions des partis socialistes sur l'axe culturel :

1. En Suisse et en France, le parti socialiste occupe sur toute la période une position clairement libérale sur l'axe culturel, pratiquement similaire à celle des Verts. C'est seulement l'élection de 2002 en France qui tend à brouiller les cartes, puisque le parti socialiste s'éloigne du pôle libéral et de la position des Verts, mais cela ne remet pas en question la conclusion générale tirée pour toute la période.

2. En Autriche, en Allemagne et en Grande-Bretagne, le parti socialiste n'occupe pas une position culturelle libérale. Il se situe en général à mi-distance entre une position libérale incarnée par les Verts (en Autriche et en Allemagne) ou par le parti libéral (en Grande-Bretagne) et une position conservatrice défendue par les partis démocrates-chrétiens et conservateurs dans les trois pays (et par le parti de la liberté en Autriche).

Ce bilan comparé doit attirer notre attention sur le fait que l'opposition entre les pays, quant à la position culturelle des partis socialistes, correspond exactement à l'opposition que nous avons faite en ce qui concerne le soutien des spécialistes socio-culturels pour les partis socialistes. C'est seulement en Suisse et en France que les partis socialistes ont un ancrage fort parmi les spécialistes socio-culturels. Plus que le changement au cours du temps, la position initiale des partis socialistes dans les années 1970 semble être décisive dans le ralliement des spécialistes socio-culturels. Cette affirmation est aussi renforcée par l'étude de l'Autriche où la position plus libérale du parti social-démocrate n'a pas correspondu à une augmentation du soutien des spécialistes socio-culturels.

Cela nous éclaire sur la compétition entre le parti socialiste et les Verts pour obtenir les suffrages des spécialistes socio-culturels. La capacité du parti socialiste à obtenir des voix parmi les spécialistes socio-culturels, une classe en pleine expansion, va dépendre de sa position sur l'axe culturel au moment de l'émergence des Verts sur la scène politique. Le timing s'avère crucial. Si le parti socialiste présente une position relativement conservatrice sur l'axe culturel quand les Verts s'organisent sur la scène politique, les spécialistes socio-culturels vont se tourner vers les Verts et il sera difficile pour le parti socialiste de bousculer un tel alignement par la suite. Si le parti socialiste présente une position relativement libérale sur l'axe culturel, alors il sera en mesure d'être aussi attractif pour les voix des spécialistes socio-culturels face à la nouvelle concurrence écologiste. C'est le cas en Suisse, où les spécialistes socio-culturels constituent la base sociale des deux partis de gauche (Oesch et Rennwald, 2010 b; Sciarini, 2010). Cette observation suggère l'existence pour les partis socialistes d'une certaine « *path dependency* » (que l'on peut essayer de traduire par « dépendance du chemin ») qui influence sur le long terme leur capacité à obtenir le soutien de segments spécifiques des classes moyennes salariées.

Cela constitue un complément intéressant à une explication centrée sur le système électoral (Arndt, 2014). Le cas suisse montre que l'existence d'un système proportionnel, qui facilite la concurrence électorale des Verts, ne limite pas forcément la capacité des sociaux-démocrates à rallier les voix des spécialistes socio-culturels.

Enfin, si l'on en revient maintenant au vote ouvrier, nous avons noté que le déclin du vote ouvrier pour les partis socialistes n'allait pas de pair avec un changement de la position des partis socialistes sur l'axe culturel. On peut toutefois se poser la question si, dans le cas suisse, la position constamment libérale du parti socialiste en matière culturelle ne crée pas des conditions favorables au déclin de sa base ouvrière. C'est l'élection de 1975 qui nous fournit des éléments de réponse. À cette date, le parti socialiste suisse bénéficie d'un soutien ouvrier important et défend une position libérale sur le plan culturel. Dans les années 1970, le parti socialiste peut donc conserver un soutien ouvrier important, *malgré* une position culturelle libérale, étant donné que les ouvriers sont relativement conservateurs sur cette dimension de l'espace politique. La position du parti socialiste en matière culturelle ne le prérécuse donc pas dans sa capacité à obtenir le soutien ouvrier à cette époque. Il faut donc se tourner vers d'autres éléments explicatifs.

5. APPELS ÉLECTORAUX ÉCONOMIQUES ET CULTURELS DES PARTIS SOCIALISTES

Après avoir analysé les positions des partis politiques, les deux sections qui suivent vont traiter de la saillance des enjeux économiques et culturels, tout d'abord dans les appels électoraux des partis socialistes, puis dans ceux de tous les partis politiques confondus. Comme notre travail porte sur l'évolution de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes, il est logique de se pencher en premier lieu sur les enjeux mis en avant par cette famille de partis. Dans un deuxième temps, la perspective est élargie à l'ensemble des partis politiques (section 8.6).

Non seulement le positionnement des partis socialistes mais aussi l'accent qu'ils mettent sur certains thèmes plutôt que d'autres sont susceptibles d'avoir un impact sur le vote ouvrier. Les partis socialistes abordent-ils durant les campagnes électorales des enjeux surtout économiques ou culturels ? Nous nous attendons à ce que les enjeux économiques activent l'identité de classe et augmentent le vote des ouvriers pour les partis socialistes, contrairement aux enjeux culturels. Nous souhaitons dans cette section mettre en lien les changements du vote ouvrier avec ceux de l'appel électoral des partis socialistes. Deux hypothèses sont testées à cet effet :

H5 a : Moins les enjeux économiques deviennent saillants dans les appels des partis socialistes, plus la baisse du vote ouvrier pour ces partis est forte.

H5 b : Plus les nouveaux enjeux culturels deviennent saillants dans les appels des partis socialistes, plus la baisse du vote ouvrier pour ces partis est forte.

Deux hypothèses séparées sont testées, car le déclin de la saillance des thèmes économiques ne signifie pas forcément une augmentation de la saillance des thèmes

culturels dans les appels électoraux des partis socialistes. Le déclin des enjeux économiques peut avoir pour corollaire l'augmentation d'enjeux que l'on considère comme neutres sur le plan de la mobilisation des classes. Ces thèmes sont regroupés dans une catégorie résiduelle et ne sont pas montrés dans l'analyse.

Quand on parle de saillance, il s'agit de l'attention que le parti socialiste porte à certains types d'enjeux. Elle ne tient pas compte de la position prise par le parti sur une catégorie d'enjeux, mais seulement du nombre de fois qu'il en fait mention. Nous souhaitons montrer dans ces analyses quels enjeux figurent au centre des campagnes des partis socialistes. Cela doit nous permettre *in fine* de saisir leurs priorités politiques. La saillance est mesurée ici par la proportion des déclarations des partis socialistes se référant à une catégorie d'enjeux par rapport à l'ensemble de leurs déclarations. Cette mesure a un inconvénient : elle porte uniquement sur les déclarations des partis socialistes. Elle ne permet donc pas de mettre en évidence la spécificité de leurs appels électoraux par rapport à ceux des autres partis. Nous allons donc utiliser à titre complémentaire une seconde mesure de la saillance que l'on qualifiera de *relative*, car elle permet de comparer l'appel des partis socialistes à celui des autres partis. Elle représente la différence entre la proportion d'une catégorie d'enjeux dans l'appel électoral des partis socialistes par rapport à leur proportion dans les appels électoraux de tous les partis politiques confondus.

Nous discutons tout d'abord l'évolution de la saillance des enjeux économiques, puis celle des enjeux culturels, les deux fois sur la base du graphique 8.11 (qui présente la première mesure) et du tableau 8.1 (seconde mesure que l'on qualifiera de saillance *relative*). La section se termine par une discussion au sujet de la stratégie du parti socialiste en Suisse et en Autriche face à la concurrence des Verts.

Un déclin de l'attention portée aux enjeux économiques par les partis socialistes ?

En Autriche, on ne peut pas distinguer une tendance à la baisse de la saillance des enjeux économiques dans l'appel du parti social-démocrate. Ce sont surtout les années 1990 qui sortent du lot. En 1994, les enjeux économiques sont très faiblement présents dans l'appel électoral du parti social-démocrate (32 %). En matière de saillance *relative*, c'est en 1999 que le parti social-démocrate aborde les enjeux économiques nettement moins que la moyenne des partis. À l'inverse, dans les années 2000, le parti social-démocrate porte plus d'attention que la moyenne à ce type d'enjeux.

En Suisse, les enjeux économiques ne perdent pas de leur importance dans les appels électoraux du parti socialiste. C'est plutôt une fluctuation sans tendance claire que l'on observe, avec des pics en 1995 et 2003. En termes relatifs, on ne discerne pas non plus de tendance claire. C'est seulement lors des élections de 1991 et 1995 que cette catégorie est beaucoup plus thématiquée que la moyenne par le parti socialiste.

En France, on constate une tendance au déclin de l'attention portée aux enjeux économiques. En 1978, les enjeux économiques formaient presque deux tiers de l'appel électoral du parti socialiste. Un tel niveau ne sera plus jamais atteint. En termes relatifs, le parti socialiste aborde ce type d'enjeux seulement légèrement plus que la moyenne des partis en 1988, 1995 et 2002, alors qu'il les thématiseait nettement plus que la moyenne en 1978.

En Allemagne, on ne distingue pas de tendance à la baisse de l'attention portée aux enjeux économiques dans l'appel du parti social-démocrate. L'élection de 1998 représente une élection à part avec la thématique économique qui figure au centre de l'appel social-démocrate (49 %). En matière de saillance *relative*, le parti social-démocrate thématise moins que la moyenne les enjeux économiques lors de l'élection de 1976, ainsi que dans les années 2000. C'est seulement dans les années 1990 qu'il aborde ce type d'enjeux plus que la moyenne.

En Grande-Bretagne, les enjeux économiques occupent au fil du temps une place moins importante dans l'appel du parti travailliste. En 1974, 68 % des enjeux discutés par le parti travailliste durant la campagne électorale portait sur de tels enjeux. Comme en France, ce niveau record ne sera plus jamais atteint. Le plus bas niveau (36 %) est atteint lors de la victoire du parti travailliste en 1997, et l'élection de 2001 est très similaire (37 %). L'analyse en termes relatifs confirme aussi cette tendance à la baisse. Lors des élections de 1974 et 1992, le parti travailliste a thématisé les enjeux économiques nettement plus que la moyenne des partis. En 1997, 2001, 2005, la différence est clairement plus faible que par le passé.

Bilan de la saillance des enjeux économiques dans l'appel des partis socialistes

En France et en Grande-Bretagne, nous avons vu une nette tendance à la diminution de la saillance des enjeux économiques dans les appels des partis socialistes. Une telle tendance n'a en revanche pas été observée en Suisse et en Allemagne. En Autriche, c'est surtout dans les années 1990 qu'il y a un déclin de l'attention portée aux enjeux économiques, mais aucune tendance ne se dégage sur toute la période.

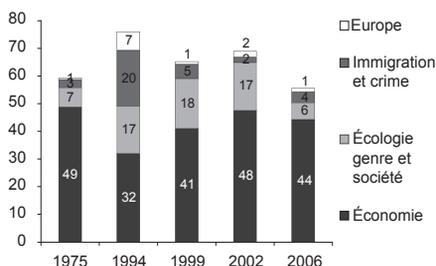
L'explication en termes d'appels économiques fait sens dans plusieurs cas. En Grande-Bretagne, on a pu observer sur toute la période à la fois un déclin du vote ouvrier et un déclin de l'importance des enjeux économiques. En Autriche, nous avons noté la plus faible saillance des enjeux économiques dans les années 1990, qui est aussi la période dans laquelle se concentre le déclin du vote ouvrier. Ces éléments vont donc dans le sens de notre hypothèse. À l'inverse, le cas suisse la contredit à nouveau : la baisse du vote ouvrier y a été particulièrement forte, mais la présence des enjeux économiques dans l'appel du parti socialiste fluctue durant la période étudiée.

Un élément intéressant est aussi ressorti de cette analyse : les partis socialistes ne thématisent pas systématiquement plus que la moyenne les enjeux économiques. Sur l'ensemble des pays, il y a pratiquement autant d'élections lors desquelles les enjeux

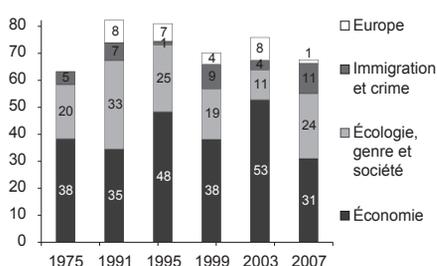
économiques sont sous-représentés que surreprésentés dans l'appel des partis socialistes. Pour mobiliser son électorat ouvrier sur une base de classe, cette famille de partis est donc aussi dépendante de la mise à l'agenda de thématiques économiques par les autres partis.

Graphique 8.11 : Proportion des différentes catégories d'enjeu (en %) dans les appels électoraux des partis socialistes

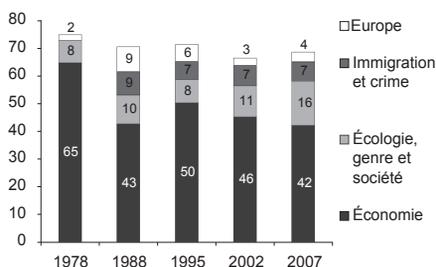
a) Autriche



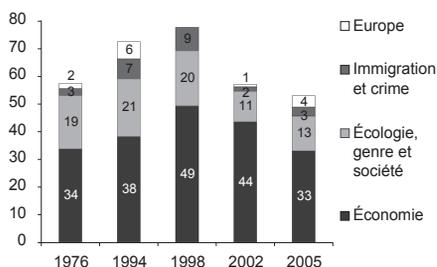
b) Suisse



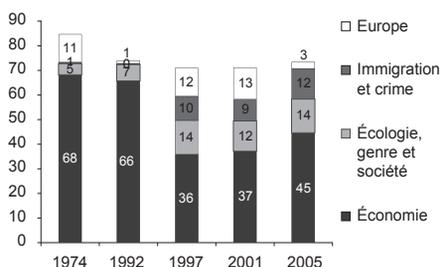
c) France



d) Allemagne



e) Grande-Bretagne



Nombre de cas : voir la note en dessous du tableau 8.1.

Tableau 8.1 : Appels électoraux des partis socialistes présentés en termes de différences (en points de pourcentage) par rapport aux appels électoraux de tous les partis confondus (saillance relative)

Autriche						
	1975	1994	1999	2002	2006	
Économie	-3.2	-2.6	-6.7	+8	+8.5	
Écologie, genre et société	0	+2.4	+5	-2.3	-3.4	
Immigration et crime	+0.3	+3.2	-0.4	-4.5	-9.4	
Europe	-0.2	+1.5	-1.9	-5.1	-2.5	
Suisse						
	1975	1991	1995	1999	2003	2007
Économie	+0.4	+6	+12	-0.4	+1.9	-3.1
Écologie, genre et société	+1.7	+5.2	+5.9	+3.8	-3.1	+8.6
Immigration et crime	-2.5	-5.3	-5.2	-10.7	-4.7	-3.5
Europe	-0.1	-4.3	-11.5	-1	+2	-0.2
France						
	1978	1988	1995	2002	2007	
Économie	+11.2	+0.2	+1.6	+2	+10.4	
Écologie, genre et société	-5	+1.8	+0.8	-2	-2.4	
Immigration et crime	-1.9	-4.1	+0.3	-3.2	-4.8	
Europe	-0.9	+2.5	-2.2	+0.6	-3.6	
Allemagne						
	1976	1994	1998	2002	2005	
Économie	-8.7	+3.5	+10.6	-0.5	-4.1	
Écologie, genre et société	+3.8	+1.2	-1.5	-4.2	-2.9	
Immigration et crime	0	-0.5	-4.3	-4.6	-1.4	
Europe	+0.6	-1.1	-2	-0.4	-1.4	
Grande-Bretagne						
	1974	1992	1997	2001	2005	
Économie	+15.5	+13.7	+4	+2.7	+4	
Écologie, genre et société	-9.7	-2.4	-1.7	-0.2	-1.4	
Immigration et crime	-4	-4.4	+1	-2.2	-4	
Europe	+5.6	-1.3	-2.4	-3.4	+0.3	

Note : Les signes positifs (négatifs) indiquent que le thème est plus saillant (ou moins saillant) dans l'appel électoral du parti socialiste que dans la compétition partisane générale. Ils sont surlignés en gris quand la différence dépasse +3 points de pourcentage. Ils sont encadrés quand elle dépasse -3 points de pourcentage.

Nombre de cas : Autriche 1975 = 438 ; 1994 = 366 ; 1999 = 412 ; 2002 = 496 ; 2006 = 295. Suisse 1975 = 120 ; 1991 = 287 ; 1995 = 348 ; 1999 = 118 ; 2003 = 237 ; 2007 = 549. France 1978 = 336 ; 1988 = 767 ; 1995 = 663 ; 2002 = 446 ; 2007 = 336. Allemagne 1976 = 362 ; 1994 : 254 ; 1998 : 305 ; 2002 : 771 ; 2005 : 546. Grande-Bretagne 1974 = 176 ; 1992 = 242 ; 1997 = 564 ; 2001 = 456 ; 2005 = 764.

Une augmentation de l'attention portée aux enjeux culturels par les partis socialistes ?

Tout d'abord, l'observation des enjeux culturels liés à l'immigration et à l'Europe (graphique 8.11 et tableau 8.1 ci-dessus) indique que ceux-ci sont relativement peu importants dans les appels électoraux des partis socialistes. L'immigration et la criminalité ne dépassent en règle générale pas 10 % des déclarations des partis socialistes, et l'Europe forme encore une plus petite part. Certes, dans l'ensemble, ces thèmes occupent une plus grande place dans les appels électoraux des partis socialistes dans les années 1990 et 2000 que lors de l'élection des années 1970, mais là aussi la tendance n'est pas claire. En termes de saillance *relative*, c'est la sous-représentation de ces deux catégories d'enjeux qui domine dans tous les pays. Les partis socialistes abordent donc moins les questions d'immigration et d'Europe que la moyenne des partis. Il faut relever l'exception de l'élection autrichienne de 1994. Avec 20 % de ses déclarations qui portent sur l'immigration, le parti social-démocrate thématise cet enjeu plus que la moyenne.

Comme nous l'avons discuté dans la partie théorique, ce sont les enjeux relatifs aux mobilisations des nouveaux mouvements sociaux des années 1970 et 1980 qui sont le plus susceptibles de transformer les priorités des partis socialistes. Nous allons donc discuter maintenant plus en détail la catégorie « Écologie, genre et société » qui concerne ces mobilisations.

En Autriche, les enjeux d'écologie, de genre et de société gagnent en importance dans l'appel du parti social-démocrate. Seule la dernière élection étudiée semble briser cette tendance. En termes relatifs, l'évidence présentée est mixte, puisque les thèmes de la nouvelle gauche sont seulement mis en avant plus que la moyenne par le parti social-démocrate lors des élections de 1994 et 1999. À nouveau, les élections des années 1990 sortent du lot.

En Suisse, on observe une tendance à une attention plus forte portée aux enjeux de la nouvelle gauche dans le temps, particulièrement lors des élections de 1991, 1995 et 2007. Seule l'élection de 2003 (et dans une moindre mesure de 1999) indique une tendance opposée. L'analyse de la saillance *relative* indique aussi une tendance à la hausse. Alors qu'en 1975 le parti socialiste ne thématise que légèrement plus que la moyenne les enjeux de la nouvelle gauche, il les aborde nettement plus que la moyenne dans toutes les élections des années 1990 et 2000 (à la seule exception de l'élection de 2003).

En France, l'attention portée par le parti socialiste aux enjeux d'écologie, de genre et de société reste stable, et cela à un niveau assez bas. Seule la dernière élection de la période analysée semble indiquer une évolution, puisque 16 % des déclarations du parti socialiste concernent les enjeux liés à la nouvelle gauche. En termes relatifs, on constate une certaine évolution : alors que ces enjeux étaient nettement moins thématisés par le parti socialiste en 1978, ils le sont autant que la moyenne dès 1988.

En Allemagne, les enjeux de la nouvelle gauche ne sont pas devenus plus saillants dans l'agenda du parti social-démocrate. En 1976, ils forment déjà une

proportion non négligeable de l'appel social-démocrate (19 %). En 2002 et 2005, l'importance de ces enjeux a même tendance à décliner. En termes relatifs, c'est seulement en 1976 que le parti social-démocrate thématise plus que la moyenne ce type d'enjeux.

En Grande-Bretagne, les enjeux liés aux thématiques de la nouvelle gauche deviennent plus présents au cours du temps. De 5 % en 1974, ils atteignent entre 12 et 14 % de l'appel travailliste en 1997, 2001 et 2005. Si l'on observe la saillance *relative*, une évolution se dégage aussi. En 1974, les enjeux de nouvelle gauche sont beaucoup moins thématisés par le parti travailliste que la moyenne. C'est nettement moins le cas par la suite. Toutefois, il n'y a aucune élection lors de laquelle ce parti discute ces enjeux plus que la moyenne.

Bilan de la saillance des enjeux culturels dans l'appel des partis socialistes

Une tendance à l'augmentation de la saillance des enjeux d'écologie, de genre et de société a pu être observée en Suisse, en Grande-Bretagne et en Autriche dans les années 1990. Cette attention croissante portée à ce type d'enjeux coïncide dans ces pays avec un déclin du vote ouvrier. Cela va donc dans le sens de notre hypothèse. Auparavant, nous avons mentionné la nécessité de trouver des explications alternatives dans le cas suisse, puisque dans ce pays aucune modération économique du parti socialiste n'a pu être observée. La Suisse se distingue ici par plusieurs aspects. En termes relatifs, c'est uniquement dans ce pays que la surreprésentation des enjeux liés à la nouvelle gauche est aussi constante dans les appels du parti socialiste dans les années 1990 et 2000. En Autriche, nous avons vu que l'évidence était mixte, alors qu'en Grande-Bretagne le parti travailliste ne thématise jamais ces enjeux plus que la moyenne. En termes absolus, les enjeux d'écologie, de genre et de société ont la présence la plus forte de tous les pays dans «l'offre» du parti socialiste en Suisse. La saillance des enjeux culturels offre donc une explication convaincante au déclin du vote ouvrier qui a été particulièrement marqué en Suisse.

Dans la section précédente, nous avons mis en évidence le fait que ce n'est pas la position du parti socialiste sur l'axe culturel qui permettait d'expliquer les changements du vote ouvrier pour le parti socialiste en Suisse. L'élection de 1975 le montrait bien : le parti socialiste suisse y recueillait un soutien ouvrier important, tout en ayant une position libérale sur le plan culturel. L'élément décisif pour expliquer les changements du vote ouvrier en Suisse ne réside donc pas dans le positionnement en matière culturelle, mais bien dans l'attention portée à ce type d'enjeux par le parti socialiste. Le fait d'avoir mobilisé autant d'enjeux non économiques qui ne sont pas relatifs à une position de classe a donc eu tendance à démobiliser l'électorat ouvrier en Suisse. L'accent mis par le parti socialiste sur les enjeux de la nouvelle gauche semble surtout avoir mobilisé la classe qui a été très active dans les nouveaux mouvements sociaux, à savoir les spécialistes socio-culturels.

Au début de ce chapitre, nous avons soutenu que les partis socialistes qui font face à la double concurrence des Verts et de la droite radicale, comme c'est le cas en

Suisse et en Autriche, vont accorder plus d'attention aux enjeux de type culturel. En Grande-Bretagne, où le parti travailliste n'est opposé à aucun de ces partis-là, nous nous attendions à ce que l'importance donnée aux enjeux culturels soit plus faible. Les résultats ne correspondent pas entièrement à nos suppositions. Tout d'abord, nous avons pu généralement observer que les partis socialistes se concentrent sur les enjeux d'écologie, de genre et de société, et beaucoup moins sur les enjeux d'immigration et d'Europe. Cela suggère que les partis socialistes ont réagi davantage à des thématiques mises à l'agenda par les Verts que par la droite radicale. Ensuite, pour ce qui est des différences entre les pays, en Grande-Bretagne, malgré l'absence de concurrents de type culturel, le parti travailliste a accordé une place croissante aux enjeux d'écologie, de genre et de société, alors que l'accent mis sur des enjeux de type économique a diminué. La Suisse est allée dans le sens de nos attentes : les enjeux de la nouvelle gauche occupent une grande place dans les appels électoraux du parti socialiste dans ce pays. En Autriche, où le parti social-démocrate fait aussi face à cette nouvelle concurrence, nous n'avons pas noté le même comportement du parti social-démocrate. Certes, une augmentation de la saillance des enjeux de la nouvelle gauche dans les années 1990 a pu être constatée. Mais nous avons aussi souligné que ces enjeux n'étaient pas thématiques systématiquement plus que la moyenne par le parti social-démocrate, comme c'est le cas en Suisse. Cette comparaison entre la Suisse et l'Autriche est instructive : face à une même situation de concurrence, le comportement des deux partis socialistes est différent. Nous souhaitons donc discuter plus en détail les différences entre la Suisse et l'Autriche, car elles peuvent nous éclairer sur les choix stratégiques de la social-démocratie dans un contexte de compétition partisane similaire.

Le parti socialiste face à la concurrence des Verts en Suisse et en Autriche

En Suisse, nos résultats indiquent que le parti socialiste redessine au fil du temps ses priorités politiques. Par la forte importance donnée aux thématiques de la nouvelle gauche, il tente de concurrencer les Verts sur des enjeux que ce parti « possède » naturellement. Une telle contestation de la « possession » d'enjeux (« *issue ownership* ») des Verts ne se retrouve pas en Autriche. Qu'est-ce qui explique cette réaction différente par rapport à la concurrence des Verts dans les deux pays ? Il vaut la peine de revenir sur les facteurs que nous avons évoqués dans la première section de ce chapitre qui influencent les stratégies des partis politiques.

Premièrement, il faut revenir sur la *situation de concurrence*. Même si les partis socialistes font face dans les deux pays à la nouvelle concurrence des Verts, la nature de la concurrence est susceptible de varier. Suivant la logique de Spoon *et al.* (2014), on peut argumenter que la perception de la menace électorale posée par un nouveau concurrent est dépendante de la taille relative des partis. Dans le cas suisse, le parti socialiste ne rassemble que très rarement plus du quart des votants au cours de son histoire. En Autriche, dans un système à tendance bipartite, le score électoral du parti social-démocrate oscille autour de 40 % et va même jusqu'à dépasser 50 % dans les années 1970. Comme les Verts obtiennent dans les deux

pays des parts assez semblables de l'électorat, la perception de la menace électorale posée par les Verts est relativement plus forte pour le parti socialiste suisse que pour son homologue autrichien. Le parti socialiste suisse aura donc davantage d'incitation à intégrer les enjeux de la nouvelle gauche, qui sont à l'origine « possédés » par les Verts. Toutefois, il n'est pas uniquement question de réaction à une menace électorale. Les plus petits partis vont aussi plus souvent saisir l'opportunité électorale d'intégrer de nouveaux enjeux. Spoon *et al.* (2014) montrent à ce propos que l'intégration des enjeux environnementaux dans les programmes de partis non écologistes est plus probable dans le cas de petits partis de gauche que dans celui de grands partis de gauche.

En outre, le timing de la concurrence présente également des variations. Une analyse plus approfondie suggère que la concurrence des Verts et plus généralement de partis de nouvelle gauche est précoce en Suisse. La comparaison n'est pas aisée, tant les tentatives d'organisations et les percées électorales de ces nouveaux partis se déroulent souvent sur un plan très local. En Suisse, les premiers partis écologistes voient le jour dans les années 1970 et connaissent alors quelques succès électoraux, notamment dans les cantons de Neuchâtel et de Vaud (Seitz, 2009: 20-21). C'est d'ailleurs un ressortissant vaudois, Daniel Brélaz, qui en accédant au Conseil national en 1979, sera le premier écologiste à siéger dans un Parlement national en Europe. En Autriche, c'est seulement en 1983 que des partis écologistes présentent pour la première fois des candidats aux élections nationales et en 1986 qu'ils décrochent des sièges (Dachs, 1997). Toutefois, des succès électoraux sur le plan local sont aussi à noter en Autriche dans les années 1970, notamment à Salzbourg avec la « *Bürgerliste* ». Les différences entre la Suisse et l'Autriche ne sont donc pas flagrantes, d'autant plus que les partis Verts des deux pays traverseront, dans les années 1980, une période difficile concernant la collaboration et le regroupement de leurs différentes composantes (Dolezal, 2009: 144; Dachs, 1997).

Mais c'est surtout par l'existence d'un parti de la nouvelle gauche que la Suisse se distingue. Dès le début des années 1970, le parti socialiste suisse est confronté à une nouvelle concurrence avec les Organisations progressistes suisses (POCH). Issu de la mouvance soixante-huitarde, ce parti est initialement actif dans le canton de Bâle (fondation en 1970), puis va s'implanter dans d'autres cantons de Suisse alémanique, sans jamais réussir toutefois à percer en Suisse romande (Seitz, 2009; Giugni, 1995: 99-100; Blum, 1986)⁶². Ses scores électoraux (moyenne nationale de plus de 2 % des voix et jusqu'à 10 % dans certains cantons comme Bâle-Ville) lui confèrent selon Seitz (2009: 21) « *le statut de leader des partis de la nouvelle gauche* ». Avant le véritable décollage électorale des Verts en Suisse dans la deuxième partie des années 1980, c'est le POCH qui constitue dès les années 1970 le plus grand défi en termes électoraux pour le parti socialiste (pour une comparaison des

⁶² Ce n'est pas une surprise si les premiers partis écologistes s'implantent en Suisse romande tout d'abord, puis plus tardivement en Suisse alémanique. Le terrain occupé par le POCH en Suisse alémanique laisse moins de place au développement de partis Verts (Seitz, 2009: 21). À cela s'ajoutent des différences dans l'orientation du parti socialiste davantage ouvert aux revendications des nouveaux mouvements en Suisse alémanique (Kriesi *et al.*, 1995: 66).

résultats, voir Schneider, 2009 : 164). Au final, si l'on considère la concurrence de la nouvelle gauche au sens large, elle est déjà bien présente en Suisse sur le plan national dès les années 1970, alors qu'en Autriche, c'est seulement le cas dès les années 1980.

Deuxièmement, en ce qui concerne la *contexte social*, il faut noter des différences dans la structure des classes sociales de l'électorat entre les deux pays. Comme nous l'avons mentionné dans la section 4.2, en Suisse, la structure sociale de l'électorat est la moins prolétaire de tous les pays : les classes moyennes salariées constituent une plus grande part de l'électorat relativement aux classes populaires. Cette situation provient du fait qu'une partie importante des classes populaires ne dispose pas de la citoyenneté et donc du droit de vote en Suisse. Cela incite donc le parti socialiste suisse à orienter davantage ses positions et ses priorités vers les demandes des classes moyennes salariées, dans le cas présent vers les spécialistes socio-culturels mobilisés dans les nouveaux mouvements sociaux. À l'inverse, c'est en Autriche que la structure de classe de l'électorat est la plus prolétaire, fournissant ainsi des incitations différentes au parti social-démocrate.

Troisièmement, des différences relatives à l'*organisation interne* des partis socialistes dans les deux pays doivent être soulignées, particulièrement concernant la base du parti. L'arrivée dans le parti socialiste d'une nouvelle génération d'activistes venant des nouveaux mouvements sociaux peut être observée en Suisse dans les années 1980 (Kriesi, 1986 : 338 ; Degen, 2012). Cela peut contribuer à expliquer pourquoi le parti socialiste a accordé toujours plus d'attention aux enjeux soulevés à l'origine par les nouveaux mouvements sociaux. Si la base sociale des activistes change, alors les politiques du parti vont aussi changer. Un tel phénomène ne se retrouve pas en Autriche. Kitschelt (1994 a, 1994 b) a décrit le parti social-démocrate autrichien des années 1980 comme un parti de masse très traditionnel avec un haut niveau « d'inflexibilité stratégique ». Le ratio particulièrement élevé entre membres et votants, caractéristique du parti social-démocrate autrichien, rend assez improbable l'éventualité qu'un petit groupe de nouveaux activistes puisse changer la politique du parti (Kitschelt, 1994 b : 18).

Quatrièmement, il faut mettre en évidence des différences dans le *contexte institutionnel*. En Suisse, l'existence de la démocratie directe facilite l'émergence de nouveaux enjeux sur l'agenda politique. Le lancement d'une initiative populaire par un groupe de citoyens oblige les acteurs institutionnels, dont les partis politiques, à se prononcer sur des enjeux qui auraient eu sans cela plus de difficulté à attirer l'attention politique et médiatique. Dans le cas qui nous intéresse, la littérature a montré que les nouveaux mouvements sociaux ont eu largement recours aux instruments de la démocratie directe en Suisse (Kriesi *et al.*, 1992 ; Giugni et Passy, 1997). Cela a pour conséquence que les partis établis seront davantage contraints à prendre position sur de nouveaux thèmes.

Des différences institutionnelles concernant le poids des groupes d'intérêts sont aussi à noter. Dans les deux pays, il existe une tradition d'intégration des associations d'intérêt économique dans le processus de décision, ce qu'on qualifie

généralement par le terme de « corporatisme ». Toutefois, l'Autriche a été décrite comme la variante du « corporatisme social », avec une forte influence des organisations syndicales par rapport aux organisations patronales, alors que la Suisse a été décrite comme la variante du « corporatisme libéral » avec une balance du pouvoir qui penche davantage en faveur des organisations patronales (Katzenstein, 1984 ; Afonso et Mach, 2011). Cette différence est susceptible de peser sur les thèmes abordés par les partis socialistes. Ainsi, le fort accent donné aux enjeux de la nouvelle gauche remet en question le cadre traditionnel des enjeux économiques dans lequel les syndicats exercent leurs activités. Des syndicats plus puissants en Autriche limitent donc un processus de rénovation du parti socialiste prenant davantage en compte les thèmes de la nouvelle gauche. Cependant, ce pouvoir plus important des syndicats en Autriche n'a pas empêché une perte de la saillance des enjeux économiques dans les appels électoraux du parti social-démocrate dans les années 1990, ni une modération de son positionnement économique.

Ces quelques éléments permettent donc de comprendre pourquoi le parti socialiste en Suisse a porté une attention soutenue aux enjeux de la nouvelle gauche. Il a reçu davantage d'incitation à prendre une voie que l'on pourrait qualifier de « post-matérialiste » dans un processus de rénovation de son « offre » politique. La voie empruntée par le parti socialiste en Suisse se rapproche de la stratégie « accommodative » décrite par Meguid (2005). En mettant l'accent sur des enjeux de la nouvelle gauche et en défendant une position libérale sur le plan culturel, le parti socialiste a cherché en quelque sorte à contester la « possession » d'enjeux du nouveau concurrent et à les faire siens, dans le but d'éloigner les votants d'un nouveau parti menaçant sur le plan électoral (Meguid, 2005 : 348-349). Face à une pression électorale certaine, le parti socialiste est donc allé concurrencer les Verts sur leur propre terrain. Une divergence par rapport à la stratégie décrite par Meguid peut toutefois être identifiée. Au niveau positionnel, nos résultats suggèrent que la position libérale du parti socialiste sur le plan culturel semble plutôt précéder l'implantation des Verts dans le système de partis.

Enfin, les différences que nous avons observées entre la Suisse et l'Autriche dans l'attention portée par les partis socialistes aux enjeux de la nouvelle gauche vont dans le sens des conclusions de la littérature secondaire sur les relations entre la social-démocratie et les nouveaux mouvements sociaux des années 1970 et 1980 (par exemple mouvement anti-nucléaire, écologiste, féministe, pacifiste, etc.).

En Suisse, la littérature secondaire indique que le parti socialiste a été particulièrement ouvert aux enjeux des nouveaux mouvements sociaux durant les années 1970 et 1980 (Kriesi, 1986 ; Zimmermann, 2007 ; Degen, 2012 ; Finger et Sciarini, 1991 ; Finger et Rey, 1987). Le parti socialiste suisse a par exemple soutenu très tôt les revendications du mouvement anti-nucléaire. En 1975, il a soutenu officiellement la manifestation contre la construction de la centrale nucléaire de Kaiseraugst (Guigny et Passy, 1997 ; *Journal de Genève*, 1975). Par conséquent, le parti s'est retrouvé opposé à son représentant au Conseil fédéral, Willy Ritschard, qui était un défenseur de l'énergie nucléaire.

La situation est différente en Autriche, comme le soulignait l'un des auteurs du manuel du système politique autrichien dans les années 1990 à propos de la relation entre social-démocratie et nouveaux mouvements sociaux :

« Auch zu den neuen sozialen Bewegungen konnte die SPÖ in den beginnenden 80er Jahren nach einem Jahrzehnt Regierungsarbeit keine ausreichende Gesprächsbasis finden. Es gelang nicht, die Ökologiebewegung, die Friedensbewegung, die Frauenbewegung in einem stärkeren Ausmass zu integrieren. Die Sozialdemokratie wurde geradezu zum Angriffsziel vor allem der Ökologiebewegung, da ihre Beschäftigungspolitik an einem ungebremsten ökonomischen Wachstum orientiert war. » (Ucakar, 1991 : 225)

Les enjeux nucléaires et écologiques ont opposé le parti social-démocrate autrichien aux nouveaux mouvements sociaux. La période de mobilisation des nouveaux mouvements sociaux a lieu en Autriche sous le gouvernement social-démocrate dirigé par le chancelier Kreisky (1970-1983), suivie par un gouvernement de coalition avec le parti de la liberté (FPÖ) de 1983 à 1986. Le mouvement anti-nucléaire s'est mobilisé contre la mise en service de la centrale nucléaire de Zwentendorf, l'une des trois planifiées jusqu'en 1985 (Gottweis, 1991 : 314). Le parti social-démocrate défendait à ce moment-là une position en faveur de l'énergie atomique (Gottweis, 1991 : 315). Sous la pression du mouvement anti-nucléaire, le chancelier Kreisky a organisé un référendum sur la mise en service de Zwentendorf, qui a été refusée par 50,5 % des votants en 1978 (Pelinka, 1983). Après cette votation populaire, le Parlement autrichien a voté une loi pour interdire l'utilisation de l'énergie nucléaire (« *Atomsperrgesetz* »), ce qui a quasiment fait disparaître l'enjeu nucléaire de l'agenda politique. Toutefois, d'autres conflits relatifs aux enjeux écologiques ont émergé.

Le projet de construire une centrale hydro-électrique dans la plaine de Hainburg le long du Danube a déclenché une forte opposition du mouvement écologiste au milieu des années 1980 (Gottweis, 1991 : 320). Après un conflit très intense, le gouvernement s'est vu contraint de retirer son projet. La relation entre le mouvement écologiste et le parti social-démocrate au pouvoir a été caractérisée par la confrontation. Les visions de la « vieille gauche » et de la « nouvelle gauche » étaient ici directement en conflit. Pour les premiers, ces projets énergétiques constituaient la base de la politique industrielle et de la promotion de l'emploi dans ce secteur, alors que pour les seconds ces projets menaçaient les ressources naturelles⁶³.

⁶³ Sur ces différences entre la Suisse et l'Autriche, il est accessoirement intéressant de mentionner le personnage de Günter Nenning. Ce membre du parti social-démocrate autrichien (SPÖ) était l'un des leaders du mouvement de protestation contre le projet de construction de la centrale hydro-électrique à Hainburg en 1984. Après avoir critiqué les parlementaires sociaux-démocrates sur des questions d'écologie et pris part aux préparatifs pour la création du parti Vert autrichien, il s'est fait expulser du SPÖ en 1985. Un mois plus tard, il a rejoint le parti socialiste suisse (Wikipedia, *Günther Nenning*, http://de.wikipedia.org/wiki/G%C3%BCnther_Nenning, consulté le 7 août 2012).

6. SAILLANCE DES ENJEUX DANS LA COMPÉTITION PARTISANE

Cette section a pour objectif de développer l'analyse des thèmes discutés dans la campagne électorale dans son ensemble. Les partis socialistes ont une certaine marge de manœuvre pour thématiser des enjeux spécifiques, mais elle est limitée. Dans la mobilisation du vote ouvrier, les socialistes sont directement dépendants des thèmes mis à l'agenda par les autres partis politiques. Ainsi, si les enjeux culturels sont au centre de l'agenda, cela ne va pas mobiliser le vote des ouvriers à gauche. Si des enjeux économiques figurent au centre de l'agenda, alors l'identité de classe des ouvriers va être mobilisée prioritairement, ce qui renforce le vote à gauche des ouvriers. Deux hypothèses sont examinées dans cette section :

H6 a : Moins la compétition partisane devient centrée sur des enjeux économiques, plus la baisse du vote ouvrier pour les partis socialistes est forte.

H6 b : Plus la compétition partisane devient centrée sur de nouveaux enjeux culturels, plus la baisse du vote ouvrier pour les partis socialistes est forte.

La saillance mesure dans cette section la proportion que forment les enjeux économiques (ou culturels) dans l'appel électoral de tous les partis politiques confondus. Comme dans la section précédente, elle est indépendante des positions adoptées.

Les enjeux économiques deviennent-ils moins importants dans la compétition partisane ?

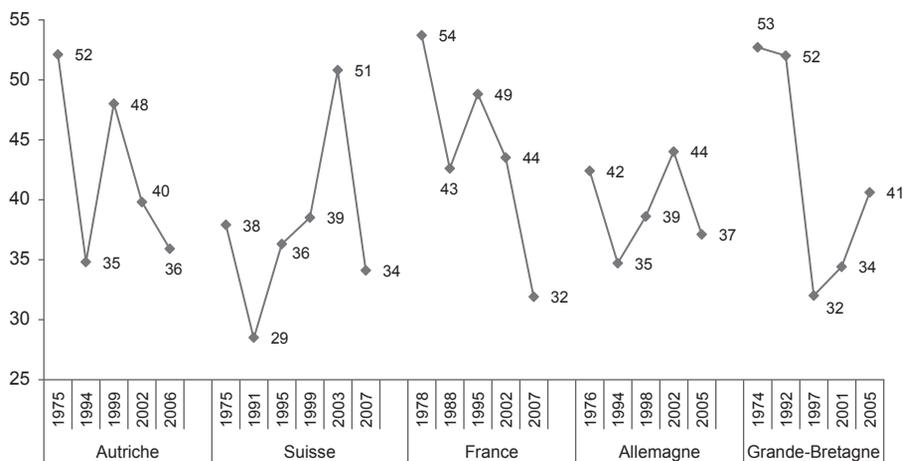
Le graphique 8.12 montre l'évolution de la saillance des enjeux économiques dans la compétition partisane. Quelles observations peut-on faire pour les différents pays ?

En Autriche, on constate un déclin de la présence des enjeux économiques dans la compétition partisane. Les enjeux économiques n'atteignent plus dans les années 1990 et 2000 le niveau de 1975 (52 %). Malgré un rebond lors de l'élection de 1999 (48 %), la barre des 50 % n'est plus jamais dépassée.

En Suisse, un déclin de la saillance des enjeux économiques ne peut pas être observé. Lors de l'élection de 1975, cette catégorie d'enjeux forme un peu moins de 40 % des thèmes discutés par tous les partis politiques. Ce même ordre de grandeur peut être noté lors des élections de 1995, 1999 et 2007. Lors de l'élection de 1991, les enjeux économiques sont moins au centre de l'agenda, alors qu'en 2003 ils le sont davantage. Le bilan est donc neutre.

En France, les enjeux économiques sont devenus moins présents dans les campagnes électorales au fil du temps. Comme dans le cas autrichien, la barre des 50 % n'est plus dépassée après l'élection de 1978. Seul un léger sursaut peut être constaté en 1995. En Allemagne, il n'y a pas de tendance au déclin des enjeux économiques. Sur toute la période analysée, les enjeux économiques forment entre 35 et 45 % des déclarations de tous les partis confondus.

Graphique 8.12 : Saillance des enjeux économiques dans la compétition partisane (en %)



Nombre de cas pour les graphiques 8.12-8.13: Autriche 1975 = 818; 1994 = 928; 1999 = 1 228; 2002 = 1 744; 2006 = 1 466. Suisse 1975 = 684; 1991 = 1 861; 1995 = 1 715; 1999 = 1 396; 2003 = 1 208; 2007 = 2 933. France N 1978 = 1 559; 1988 = 2 037; 1995 = 1 815; 2002 = 1 599; 2007 = 1 160. Allemagne N 1976 = 851; 1994 = 1 086; 1998 = 1 286; 2002 = 1 596; 2005 = 1 767. Grande-Bretagne N 1974 = 565; 1992 = 687; 1997 = 1 313; 2001 = 671; 2005 = 1 184

En Grande-Bretagne, on assiste à un recul de l'attention portée aux enjeux économiques. Contrairement à l'Autriche et à la France, il n'y a pas de rupture entre l'élection des années 1970 et celles des années 1990 et 2000. La rupture intervient au milieu des années 1990. En 1992, les enjeux économiques sont autant discutés qu'en 1974 (52 % et 53 %). En 1997, 2001 et 2005, ils atteignent un niveau beaucoup plus bas que par le passé, entre 32 et 41 %.

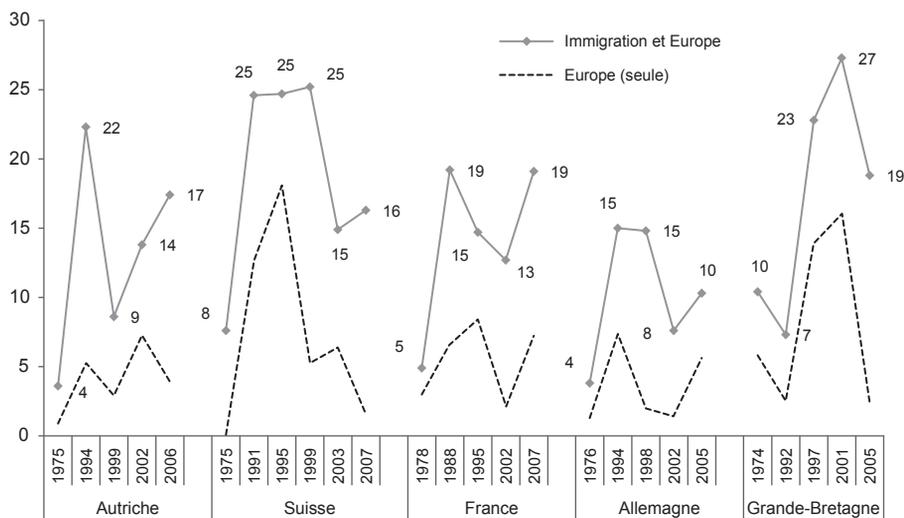
En guise de bilan, il faut relever que l'Autriche, la France et la Grande-Bretagne se caractérisent par un déclin de la saillance des enjeux économiques, alors qu'une telle tendance ne se dégage pas en Suisse ni en Allemagne. Si l'on prend les pays individuellement, notre hypothèse d'un impact du déclin des enjeux économiques semble confirmée pour l'Autriche et la Grande-Bretagne. Dans ces deux pays, on observe un déclin de l'importance des enjeux économiques qui correspond à une baisse du vote ouvrier pour les partis socialistes.

Les enjeux culturels deviennent-ils plus importants dans la compétition partisane ?

Dans l'analyse des appels culturels des partis socialistes (section 8.5), nous nous sommes concentrés sur les thématiques liées à la nouvelle gauche (écologie, genre et société). La raison était que les autres enjeux culturels liés à l'immigration et à l'Europe ne sont que peu abordés par les partis socialistes. Nous souhaitons dans cette partie d'analyse observer ces enjeux plus attentivement, qui sont susceptibles

d'être mobilisés par des partis concurrents. Nous commençons donc par présenter dans le graphique 8.13 la saillance des enjeux d'immigration et d'Europe uniquement. C'est seulement dans un second temps que nous ajouterons les enjeux d'écologie, de genre et de société.

Graphique 8.13: Saillance des enjeux d'immigration et d'Europe dans la compétition partisane (en %)



Nombre de cas : voir la note en dessous du graphique 8.12.

Premier constat que l'on peut faire sur la base du graphique 8.13 : nous observons une augmentation marquée des thématiques d'immigration et d'Europe dans les cinq pays étudiés. Cela rejoint clairement les résultats de Kriesi *et al.* (2006), à savoir que ces enjeux sont devenus saillants et qu'ils redéfinissent de ce fait la dimension culturelle de la compétition politique. Lors de l'élection des années 1970, ils ne sont presque pas débattus sur la scène politique. Ils ne forment qu'à peine 5 % des déclarations de tous les partis en Autriche, en Allemagne et en France. Ils sont un peu plus souvent mentionnés en Suisse (8 %) – ce qui s'explique par la précocité des débats liés à l'immigration avec les initiatives contre la surpopulation étrangère dans les années 1970 – ainsi qu'en Grande-Bretagne avec 10 %. Dans les années 1990 et 2000, ces thèmes occupent désormais une place conséquente sur la scène politique dans tous les pays. Malgré une certaine fluctuation dans les années 1990 et 2000, jamais la saillance ne redescend à son niveau de l'élection des années 1970. L'élection britannique de 1992 constitue une exception : les enjeux culturels y sont encore peu présents – ce qui fait écho à l'importance des thèmes économiques lors de cette élection (voir *supra*) –, et ce n'est qu'en 1997 qu'ils gagnent en considération dans l'agenda des partis.

L'augmentation de l'attention portée aux thématiques d'immigration et d'Europe va dans le sens de notre hypothèse. Le déclin du vote ouvrier s'est accompagné

d'une augmentation de l'importance de ces enjeux dans la compétition partisane. La Suisse se distingue des autres pays à plus d'un titre. La saillance de ces deux catégories d'enjeux est la plus forte dans ce pays, surtout lors des trois élections des années 1990 avec un quart de toutes les déclarations électorales. C'est seulement en 2001 en Grande-Bretagne que les enjeux d'immigration et d'Europe trouvent davantage de résonance avec 27 % de toutes les déclarations politiques. Ce qui frappe surtout en Suisse, c'est le fait que ces deux catégories d'enjeux sont présentes avec la même intensité dans toutes les élections des années 1990. On ne retrouve pas une telle importance dans les autres pays. En Grande-Bretagne, seules deux élections ont une telle préoccupation (1997 et 2001). En Autriche, l'élection de 1994 affiche un profil similaire. Les enjeux d'immigration et d'Europe sont devenus plus saillants dans l'agenda politique dans tous les pays, mais c'est en Suisse qu'ils ont acquis une place prépondérante sur une période aussi longue.

Si l'enjeu de l'immigration est présent dans tous les pays, celui de l'Europe se retrouve dans le débat public avec une certaine force uniquement en Suisse lors des élections de 1991 et 1995 et en Grande-Bretagne lors des élections de 1997 et 2001. Cela rejoint à nouveau les conclusions de Kriesi *et al.* (2006) qui montrent que l'Europe est devenue un élément déterminant de la dimension culturelle seulement dans ces deux pays. La thématique européenne y explique ainsi en partie la prépondérance des enjeux culturels. Toutefois, même en prenant uniquement en compte l'immigration, la spécificité de la Suisse par rapport aux autres pays ressort à nouveau, avec une très forte résonance de ce thème lors de l'élection de 1999, et dans une moindre mesure en 2007. Nous ne saurions donc réduire la spécificité de la Suisse à la seule thématique de l'enjeu européen dans les années 1990 à la suite du refus en 1992 de devenir membre de l'Espace économique européen (EEE).

Pourquoi la Suisse se distingue-t-elle autant des autres pays? Dans une analyse complémentaire, nous regardons quels partis contribuent à la forte saillance de ces enjeux sur l'agenda lors des campagnes électorales. Le rôle de premier plan joué par l'Union démocratique du centre (UDC) lors de plusieurs élections ressort clairement. La forte présence du thème de l'Europe lors de l'élection de 1995 est à attribuer presque entièrement à l'UDC: trois fois sur quatre, les déclarations électorales portant sur l'enjeu européen ont été faites par des élus de ce parti⁶⁴. Un constat similaire peut être tiré pour l'enjeu migratoire. En 1999, plus de 55 % des déclarations relatives à ce sujet ont été prononcées par l'UDC. Une telle proportion est atteinte en 2003, puis redescend quelque peu à moins de 40 % en 2007. L'UDC contribue donc de manière décisive à la mise à l'agenda de ces enjeux dans les années 1990 et 2000, puisqu'elle détient à plusieurs reprises un quasi-monopole sur ces questions⁶⁵.

⁶⁴ Lors de l'élection de 1991, on ne retrouve pas cette configuration de quasi-monopole de l'UDC sur la question européenne. Les partis contribuent à des parts beaucoup plus égales à l'importance de ce thème sur l'agenda.

⁶⁵ Dans le même sens, Borschier (2010 b: 128) montre que l'UDC a réussi à dominer l'agenda politique lors des élections de 1995 et 1999, ce qui lui a permis de promouvoir sa nouvelle position « traditionaliste-communautaire ».

Le cas suisse suggère donc que la configuration de la concurrence est décisive pour la saillance des enjeux : l'existence d'un nouveau concurrent de la droite radicale assure en quelque sorte une forte thématization de ces enjeux. La mise en perspective avec le cas britannique relativise toutefois grandement l'influence de ce facteur. La Grande-Bretagne est le pays qui se rapproche de la Suisse en matière d'intensité des enjeux d'immigration et d'Europe. Pourtant, en raison du mode de scrutin majoritaire, un parti de droite radicale n'a pas pu s'installer dans le système de partis. C'est davantage vers le comportement du parti conservateur qu'il faut se tourner. En 1997, presque 60 % des déclarations électorales portant sur le thème de l'Europe sont à attribuer au parti conservateur. Concernant l'immigration, même si le parti travailliste contribue aussi à la présence de ces thèmes sur l'agenda, notamment lors de l'élection de 1997, c'est à nouveau le rôle du parti conservateur qu'il faut souligner : alors que ses déclarations forment moins de 30 % de toutes les déclarations des partis politiques durant les campagnes électorales de 2001 et 2005, elles constituent presque la moitié des déclarations sur le thème de l'immigration.

En l'absence d'un concurrent de droite radicale, un comportement similaire d'un parti de droite traditionnelle peut être observé dans le cas de la CDU en Allemagne. La CDU contribue de manière décisive à l'importance de l'enjeu de l'immigration : presque 60 % des déclarations électorales sur le thème de l'immigration en 2002 et plus de 70 % en 2005 proviennent de ce parti. Par contraste, si l'on compte tous les enjeux, seules 30-40 % des déclarations électorales sont réalisées par la CDU. Le comportement de la droite traditionnelle s'avère donc décisif dans la politisation de ce nouvel enjeu⁶⁶.

Après avoir observé spécifiquement les enjeux d'immigration et d'Europe, nous pouvons finalement réintégrer dans notre analyse les enjeux d'écologie, de genre et de société. Le graphique A.8.1 en annexe montre ainsi la saillance des trois catégories d'enjeux culturels dans la compétition partisane. Cette analyse ne modifie pas la conclusion que nous avons tirée plus haut : les enjeux culturels sont devenus plus présents sur la scène politique de tous les pays dans les années 1990 et 2000 par rapport à l'élection des années 1970. Néanmoins, ce sont surtout les enjeux liés à l'immigration et à l'Europe qui expliquent une telle augmentation du conflit culturel. Si l'on considère uniquement la catégorie « Écologie, genre et société », c'est une fluctuation sans tendance claire que l'on observe dans tous les pays. Cela provient du fait que les enjeux relatifs à l'écologie, au genre et à la société sont déjà bien présents dans les années 1970 sur l'agenda politique. Cette situation n'est pas surprenante,

⁶⁶ En Autriche et en France, on retrouve un effet conjugué de la droite radicale et de la droite traditionnelle. En Autriche, une bonne part des déclarations touchant l'immigration provient du FPÖ (plus de 40 % en 1999 et 2006). Le parti conservateur (ÖVP) n'est pas non plus en reste, particulièrement à la fin de la période. En 2002, il joue même un rôle plus important que le FPÖ, puisqu'il est à l'origine de presque 60 % des déclarations électorales sur l'immigration. En 2006, 45 % des déclarations électorales sur l'immigration proviennent aussi de l'ÖVP. En France, le Front national apporte une part décisive à la saillance de l'immigration. Alors que seules 10 % environ des déclarations électorales totales sont attribuées au Front national, c'est le cas d'un bon quart des déclarations concernant l'immigration de manière répétée lors des élections de 1988 à 2002, et même d'un bon tiers en 2007. Le Front national est aidé par le RPR qui fournit en 1988, 2002 et 2007 un tiers des déclarations portant sur le thème.

car ces enjeux sont liés à la première vague de mobilisation culturelle qui remonte aux mouvements sociaux de l'après-mai 1968, par opposition à la seconde vague de mobilisation de la droite radicale liée à l'immigration (Bornschiefer, 2010 a).

La Suisse se distingue à nouveau des autres pays quant à l'intensité des enjeux culturels. Tout d'abord, lors de l'élection de 1991, les enjeux d'écologie, de genre et de société atteignent avec 28 % la plus forte intensité, tous pays confondus. Ensuite, si l'on considère l'ensemble des enjeux culturels (écologie, genre et société, immigration, Europe), la Suisse se distingue toujours nettement par la prédominance répétée de ces thèmes dans les années 1990. Ils représentent 53 % de toutes les déclarations des partis politiques en 1991, 44 % en 1995 et 40 % en 1999. Dans les autres pays, la barre des 40 % de déclarations portant sur des thématiques culturelles n'est jamais franchie. Seule la Grande-Bretagne en 2001 atteint elle aussi 40 % des déclarations qui concernent des enjeux culturels.

Cette très forte présence des enjeux culturels en Suisse a aussi pour corollaire une faible résonance des thématiques économiques lors des trois élections des années 1990. En 1991, les enjeux culturels forment 53 % de toutes les déclarations contre 29 % pour les enjeux économiques, en 1995 il s'agit de 44 % contre 36 %, en 1999 de 40 % contre 39 %. Un tel phénomène ne se retrouve que très rarement dans les autres pays. Seules l'élection autrichienne de 1994 (37 % d'enjeux culturels contre 35 % économiques) et l'élection française de 2007 (37 % contre 32 %) indiquent une telle configuration. Cela est un peu plus fréquent en Grande-Bretagne : en 1997 (38 % contre 32 %) et en 2001 (40 % contre 34 %). Le graphique A.8.2 en annexe qui montre le ratio entre enjeux économiques et culturels permet d'illustrer ces propos. Dans tous les pays, on constate une diminution de la saillance des enjeux économiques par rapport aux enjeux culturels. Dans les années 1990 et 2000, c'est en Suisse que les enjeux économiques trouvent lors de toutes les élections une faible résonance relativement aux enjeux culturels (à l'exception de l'élection de 2003).

Bilan de la saillance des enjeux culturels dans la compétition partisane

Au début de ce chapitre, nous avons supposé que l'intensité des enjeux culturels varie en fonction de l'existence de partis des Verts et de la droite radicale. Le cas suisse, qui se caractérise par une forte présence des thématiques culturelles, va dans le sens de notre attente. Ce n'est pas le cas pour les autres pays. En Autriche, la même situation de concurrence partisane n'assure pas une si grande place aux nouveaux enjeux culturels. À l'inverse, la Grande-Bretagne suit de près la Suisse dans l'importance des enjeux culturels depuis la fin des années 1990, alors que le système électoral n'a pas permis l'entrée de ces nouveaux compétiteurs. D'autres facteurs que la seule présence des Verts et de la droite radicale doivent être considérés. Notre analyse sur les enjeux d'immigration et d'Europe a attiré notre attention sur le comportement des partis établis, notamment de la droite traditionnelle. Cela rejoint les constatations faites par d'autres auteurs. Dans le cas britannique, Kriesi et Frey (2008) notaient l'influence du parti conservateur : ils observaient la

forte saillance de l'enjeu européen dans les campagnes du parti conservateur en 1997 et 2001, accompagné par l'immigration en 2001. Ils en concluaient que le parti conservateur était devenu lors de l'élection 2001 «*l'équivalent fonctionnel*» de la droite radicale, en raison de son positionnement eurosceptique et de la grande place accordée à des enjeux de type culturel. Nos observations vont aussi dans le sens de la conclusion de Grande (2008 : 300) qui met en évidence dans les cas britannique et allemand la transformation conséquente de la politique malgré l'absence de compétiteurs de la droite radicale : les partis établis ont réussi à s'adapter et à absorber le nouveau potentiel politique généré par la mondialisation.

La forte saillance des enjeux culturels dans la compétition partisane mise en évidence pour la Suisse fait écho aux résultats de la section précédente sur le profil particulier du parti socialiste suisse. L'accent prononcé mis sur des enjeux culturels par le parti socialiste suisse pourrait constituer une réaction à l'agenda-setting «culturel» de l'UDC. Si le conflit culturel est très important en Suisse – de par la capacité d'agenda-setting de l'UDC –, alors il n'est pas étonnant que le parti socialiste en occupe l'un des pôles. Toutefois, nos analyses suggèrent que le parti socialiste ne réagit pas directement à l'UDC. Les thèmes culturels qu'il met en avant sont ceux de la nouvelle gauche (écologie, genre et société). À l'inverse, les enjeux liés à l'immigration et à l'Europe (qui sont au centre de l'appel de l'UDC) n'occupent qu'une faible part des déclarations politiques du parti socialiste durant les campagnes électorales. Cela suggère que la stratégie du parti socialiste a consisté avant tout à réagir aux thèmes chers aux Verts. Mais en articulant des enjeux culturels, le PSS a inévitablement participé à la saillance du conflit culturel. Les stratégies des deux plus grands partis suisses doivent être pensées en interaction. L'accent mis par le PSS sur des enjeux de la nouvelle gauche liés à la première vague de mobilisation culturelle de l'après-mai 1968 et la contre-mobilisation par l'UDC sur des enjeux relatifs à l'Europe et à l'immigration constituent indéniablement les deux faces d'une même médaille (sur ces vagues de mobilisation, voir Bornschier, 2010 a) : une forte mobilisation des premiers assure une contre-réaction importante des seconds.

7. CONCLUSION : LE RÔLE DE «L'OFFRE» POLITIQUE DANS LES CHANGEMENTS DU VOTE OUVRIER

Nous nous sommes interrogés dans ce chapitre sur les transformations de «l'offre» politique. Si une configuration de relative stabilité est ressortie des analyses concernant le milieu social et les attitudes (chapitres 6 et 7), ce sont davantage des changements qui ont pu être mis en évidence ici.

Différentes hypothèses ont été évaluées dans ce chapitre. Il faut maintenant en tirer le bilan. Tout d'abord, en matière de positionnement économique (H3), une tendance à la convergence des partis socialistes vers leur principal adversaire de droite a été observée en Autriche, en Allemagne et en Grande-Bretagne. Cette configuration a été associée dans ces pays à une baisse du vote ouvrier pour les partis socialistes. Un tel lien a pu être montré clairement en Autriche, pays pour lequel

nous avons étudié en détail l'évolution du vote ouvrier (par rapport à l'Allemagne et la Grande-Bretagne où nous ne disposons que de deux élections). Le déclin du vote ouvrier s'est concentré dans les années 1990, et c'est aussi durant cette décennie que s'est produit le glissement vers le centre du parti social-démocrate. L'hypothèse est donc vérifiée dans trois cas. La Suisse ne va pas dans le sens de notre hypothèse : alors que le déclin du vote ouvrier y a été particulièrement fort, le parti socialiste ne présente pas de signe de convergence en matière de positionnement économique vers la position de son principal concurrent de droite.

En matière de positionnement culturel (H4), nous n'avons pas observé de tendance à une position plus libérale des partis socialistes entre les années 1970 et les années 2000. L'hypothèse 4 peut donc être rejetée : elle ne nous permet pas de comprendre le déclin du vote ouvrier pour les partis socialistes. En revanche, la position sur le plan culturel s'est révélée plus intéressante pour comprendre le vote des spécialistes socio-culturels. Les deux partis socialistes les plus libéraux sur le plan culturel sur toute la période, à savoir le parti socialiste suisse et français, sont aussi ceux qui arrivent à obtenir des voix parmi les spécialistes socio-culturels, et donc à concurrencer sérieusement les Verts auprès de leur électorat principal.

Concernant le déclin de la saillance des enjeux économiques dans les appels des partis socialistes (H5 a), plusieurs cas vont dans le sens de notre hypothèse. En Grande-Bretagne, on a pu observer sur toute la période à la fois un déclin du vote ouvrier et un déclin de l'attention portée aux enjeux économiques. En Autriche, nous avons noté la plus faible présence des enjeux économiques dans les déclarations du parti socialiste dans les années 1990, qui est aussi la période durant laquelle a lieu le déclin du vote ouvrier. Concernant l'augmentation de la saillance des enjeux culturels dans les appels des partis socialistes (H5 b), nous avons observé un lien entre la tendance à l'attention croissante portée aux enjeux culturels et le déclin du vote ouvrier en Suisse, en Autriche et en Grande-Bretagne. Cela va donc dans le sens de notre hypothèse. Auparavant, nous n'avons pas pu vérifier notre hypothèse sur la convergence économique dans le cas suisse. Sur ce point en revanche, la Suisse se distingue des autres pays : les thèmes liés à la nouvelle gauche (écologie, genre et société) se sont imposés le plus nettement dans l'appel électoral du parti socialiste, et c'est en Suisse que le déclin du vote ouvrier pour le parti socialiste a été particulièrement fort.

Concernant la saillance des enjeux économiques dans la compétition partisane (H6 a), l'Autriche et la Grande-Bretagne sont allées dans le sens de notre hypothèse : on peut y observer une relation entre le déclin de l'importance des enjeux économiques et le déclin du vote ouvrier pour le parti socialiste. L'hypothèse portant sur la saillance des enjeux culturels dans la compétition partisane (H6 b) a trouvé confirmation dans tous les pays étudiés. On peut en effet observer un lien entre le déclin du vote ouvrier et une présence croissante des thèmes culturels (immigration et Europe particulièrement) dans les campagnes électorales de tous les pays dans les années 1990 et 2000 par rapport à l'élection des années 1970. À nouveau, la Suisse se distingue par l'intensité et la persistance de ces thèmes lors de toutes les élections des années 1990.

Au bout du compte, seule l'hypothèse sur le positionnement culturel (H4) peut être clairement rejetée. Pour les autres hypothèses, elles se vérifient dans certains cas et dans d'autres pas. Si l'on part du principe que les hypothèses doivent respecter la hiérarchie entre les pays concernant le déclin du vote ouvrier, alors ce sont les hypothèses sur la saillance des enjeux culturels dans l'appel des partis socialistes (H5 b) et dans la compétition partisane (H6 b) qui sont confirmées. Elles permettent en effet de saisir les *différences* entre les pays quant à l'intensité du désalignement ouvrier. C'est en Suisse que les enjeux culturels ont pris la place la plus importante dans les appels électoraux du parti socialiste et dans la compétition partisane, et c'est en Suisse que le déclin du vote ouvrier a été le plus fort. Toutefois, une telle procédure limite notre compréhension globale du déclin du vote ouvrier. Le bilan des hypothèses effectué suggère au contraire que les causes du déclin du vote ouvrier sont à la fois *diverses* et *plurielles*.

Nous souhaitons maintenant identifier pour chaque pays une combinaison de facteurs explicatifs du déclin du vote ouvrier pour les partis socialistes. Il s'agit de mettre davantage l'accent sur les trajectoires spécifiques des partis socialistes et les particularités propres à chaque pays. Le tableau 8.2 présente une synthèse des facteurs explicatifs.

Tableau 8.2 : Synthèse des facteurs explicatifs du déclin du vote ouvrier pour les partis socialistes

	AUTRICHE	GRANDE-BRETAGNE	SUISSE	ALLEMAGNE	(FRANCE)
Position					
Convergence économique	✓	✓	–	✓	–
Position culturelle davantage libérale	–	–	–	–	–
Appel des partis socialistes					
↓ Saillance des enjeux économiques	✓ ('90)	✓	–	–	✓
↑ Saillance des enjeux culturels	✓ ('90)	✓	✓	–	–
Compétition partisane					
↓ Saillance des enjeux économiques	✓	✓	–	–	✓
↑ Saillance des enjeux culturels	✓	✓	✓	✓	✓

L'Autriche et la Grande-Bretagne présentent des facteurs explicatifs très semblables. Dans les deux pays, le parti socialiste (travailleiste) a modéré sa position en matière économique et a convergé vers son principal adversaire de droite. Ce processus de convergence économique s'accompagne d'une transformation des enjeux thématiques par les socialistes. Les enjeux économiques ont occupé moins de place dans l'appel du parti social-démocrate autrichien dans les années 1990 et dans celui du parti travailleiste britannique depuis 1997, alors que les enjeux culturels ont gagné en importance. Ainsi, le parti socialiste occupe dans les deux pays une position économique moins à gauche, mais en même temps il insiste moins sur ce point dans son appel électoral que par le passé. La modification du profil politique

des partis socialistes ne passe donc pas seulement par la modération des enjeux économiques dans le style de la « troisième voie », mais aussi par une diversification de thèmes qui ne font pas partie de la tradition ouvrière de ces partis. En outre, dans les deux pays, c'est aussi une augmentation de l'importance des enjeux culturels et un déclin de la présence des enjeux économiques dans les campagnes électorales généralement qui doivent être notés.

En Allemagne, deux facteurs peuvent être avancés pour expliquer le déclin du vote ouvrier. Comme en Autriche et en Grande-Bretagne, le parti social-démocrate allemand a rejoint son principal concurrent de droite en matière de positionnement économique. Contrairement aux autres pays, nous n'avons pas observé de changement dans les enjeux qu'il a thématés. En revanche, le parti social-démocrate fait généralement face à un contexte moins favorable pour mobiliser les ouvriers sur une base de classe dès les années 1990, en raison de la croissance des enjeux culturels dans la compétition partisane.

En Suisse, le parti socialiste est resté plus à gauche sur les positions économiques que dans les autres pays, mais ce n'est que périodiquement qu'il a mis l'accent sur un tel positionnement lors de ses campagnes électorales. Il a thématé systématiquement plus que la moyenne sa position en matière culturelle, par ailleurs la plus libérale de tous les pays. En outre, si l'on considère la saillance des enjeux économiques dans la compétition partisane, elle a été relativement faible par rapport aux enjeux culturels que l'UDC a réussi à placer au centre de l'agenda politique. La polarisation des partis en matière économique n'a donc pas figuré au cœur du débat public lors des campagnes électorales, ce sont les questions culturelles qui ont dominé la compétition partisane dans les années 1990 et 2000.

Si la forte intensité du conflit culturel en Suisse a été analysée dans d'autres travaux (Kriesi *et al.*, 2006), nous avons pu montrer ici de manière additionnelle le rôle actif joué par le parti socialiste dans ce conflit. En thématant plus que la moyenne les enjeux liés aux préoccupations de la nouvelle gauche, il a activement participé à la saillance des enjeux culturels dans l'agenda politique suisse. Même si les conflits économiques en tant que tels n'ont pas perdu en importance dans ce pays, la croissance des enjeux culturels a tout de même eu comme effet d'affaiblir la saillance *relative* des enjeux économiques⁶⁷. Les différences conséquentes dans les positions économiques des partis, susceptibles d'activer un vote de classe, n'ont donc pas trouvé beaucoup de résonance dans le débat public en Suisse.

⁶⁷ Que ce soit dans les appels électoraux des partis socialistes ou dans la compétition partisane, on constate une stabilité de la présence des enjeux économiques. Les enjeux économiques n'ont donc que *relativement* perdu en importance en Suisse par rapport aux enjeux culturels qui ont connu une forte croissance. Dans les autres pays, on retrouve une symétrie parfaite : au déclin des enjeux économiques correspond une augmentation des enjeux culturels. C'est notamment le cas en Autriche et en Grande-Bretagne : la perte de saillance des enjeux économiques dans les appels des partis socialistes est aussitôt compensée par une augmentation de la saillance des enjeux culturels. La même correspondance se retrouve pour la compétition partisane dans son ensemble. En Suisse, les enjeux culturels ont avant tout gagné en importance au détriment de la cinquième catégorie résiduelle regroupant tous les autres enjeux, catégorie qui n'a pas été montrée dans les analyses. Mais cela ne change rien au déclin *relatif* des enjeux économiques.

Dans le chapitre 5, nous avons montré que les élections de 1987 et 1991 en Suisse apparaissaient décisives pour le début du déclin du vote ouvrier pour le parti socialiste. Les données de «l'offre» utilisées dans ce chapitre ne considèrent pas les années 1980, mais nous avons pu analyser l'élection de 1991 qui s'est distinguée des autres sur de nombreux points. Cette élection a été dominée par les thématiques culturelles : les controverses relatives aux enjeux d'écologie, de genre et de société ont été très présentes. Mais l'immigration et l'Europe n'ont pas été non plus en reste, puisque les partis se sont prononcés une fois sur quatre sur ces thématiques, comme tout au long des années 1990. Pris ensemble, les enjeux culturels ont représenté un peu plus de la moitié des déclarations électorales de tous les partis politiques au détriment des enjeux économiques qui n'ont atteint que 30 %. Le parti socialiste est un acteur important de cette forte présence des enjeux culturels en 1991 : il a abordé nettement plus que la moyenne les enjeux d'écologie, de genre et de société, propres à la nouvelle gauche⁶⁸. La configuration de «l'offre» mise en évidence pour 1991 nous paraît donc particulièrement propice à la reconfiguration du vote ouvrier en Suisse. Les appels électoraux des partis politiques n'ont pas encouragé les ouvriers à prendre leur décision de vote sur des considérations économiques, mais plutôt sur des considérations culturelles. La séquence de désalignement et de réaligement du vote ouvrier apparaît maintenant plus clairement. Dans un premier temps, l'accent conséquent mis sur les enjeux de la nouvelle gauche par le parti socialiste provoque le désalignement de son électorat ouvrier (et favorise le ralliement des spécialistes socio-culturels). Dans un deuxième temps, la forte saillance des enjeux d'immigration et d'Europe dans les campagnes électorales en Suisse dans les années 1990 en raison du puissant agenda-setting de l'UDC incite les ouvriers à effectuer un choix électoral sur des enjeux culturels, et donc à se réaligner progressivement vers la droite radicale.

En conclusion, on peut identifier deux trajectoires différentes des partis socialistes qui mènent au déclin de leur soutien parmi les ouvriers : la trajectoire de convergence économique vers leur principal adversaire de droite (accompagnée ou non par une diversification des thématiques abordées par les partis socialistes) et la trajectoire que l'on pourrait qualifier de «post-matérialiste» dans laquelle les enjeux «possédés» par les Verts ont une grande importance. La saillance des enjeux dans les appels électoraux de tous les partis politiques vient aussi jouer un rôle. Les partis socialistes en sont autant les «spectateurs» – ils y trouvent des conditions plus ou moins favorables pour mobiliser les ouvriers sur des questions de classe – que des acteurs décisifs, étant donné qu'ils participent eux-mêmes à l'importance de certaines catégories d'enjeux dans les campagnes électorales.

⁶⁸ Les données de «l'offre» utilisées dans ce chapitre ne prennent pas en considération les années 1980, mais la littérature secondaire indique aussi des tendances similaires pour l'élection de 1987 : les enjeux écologiques ont occupé une place importante dans la campagne du parti socialiste suisse et il en a résulté des tensions entre son aile syndicale et son aile «post-matérialiste» (Sidjanski, 1988 : 171, Année politique suisse : 2-3).

CONCLUSION GÉNÉRALE

Longtemps, le fait de caractériser les partis socialistes comme des partis *ouvriers* a semblé aller de soi. Créés comme bras politique du mouvement ouvrier à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, les partis socialistes ne se pensent pas sans le soutien des ouvriers lors des grands rendez-vous électoraux de la vie politique des pays européens. Pourtant, que se passe-t-il pour les partis socialistes quand le contexte de forte industrialisation qui leur avait donné naissance change drastiquement et que le déclin du secteur industriel constitue une caractéristique marquante des sociétés européennes ? Ce travail a questionné l'évolution du soutien électoral des ouvriers pour les partis socialistes entre 1970 et 2008 dans cinq pays européens.

En s'attaquant à cette famille de partis et à sa base de classe, cette recherche a abordé un débat important de la science politique contemporaine sur le clivage de classe. En effet, le vote régulier de groupes sociaux clés pour des partis politiques a été vu comme une manifestation de la stabilité des clivages sociaux. En questionnant l'évolution de l'*alignement* entre ouvriers et partis socialistes pour reprendre les termes de la sociologie électorale, nous nous sommes donc insérés dans ce débat. Les discussions ont été vives dans la littérature sur la forme prise par l'évolution du clivage de classe. Certains auteurs ont constaté un important déclin du vote de classe, alors que d'autres ont insisté sur le caractère fluctuant d'une telle évolution. Une partie des chercheurs s'est aussi intéressée au développement de nouvelles alliances entre classes sociales et partis politiques. Malgré l'ampleur des travaux sur le sujet, il est parfois difficile de s'y retrouver dans les conclusions des études, tant les conceptualisations et les mesures diffèrent d'un travail à l'autre. Parfois, le vote de classe est défini comme la différence entre ouvriers et classes supérieures dans leur choix partisan, parfois simplement entre ouvriers et non-ouvriers, d'autres fois ce sont les écarts dans le vote de toutes les classes sociales qui sont retenus.

Il nous a paru novateur dans ce débat de se pencher sur le vote de classe dans une étude portant sur un petit nombre de pays et de prendre en compte non seulement

le côté de l'électorat, mais aussi celui des partis politiques. Il a trop souvent été considéré comme une évidence que si le vote de classe diminue, c'est parce que les classes sociales sont devenues moins distinctes, et que dans une version plus poussée, la classe sociale perd de sa pertinence pour analyser la vie politique et sociale des sociétés contemporaines. Les travaux sont restés dans bien des cas silencieux sur les changements des partis politiques. Pourtant, un clivage nécessite toujours d'avoir des organisations qui articulent et mobilisent des différences dans la société. Sans cela, un clivage est coupé de sa base organisationnelle, et donc aussi de sa raison d'être. Il nous a donc paru important d'étudier non seulement comment les classes sociales changent, tout particulièrement la classe ouvrière, mais aussi comment les partis mobilisent et organisent différentes classes sociales.

Enfin, il nous a semblé nécessaire de recentrer la discussion sur l'alignement du groupe social clé des ouvriers. La volonté de dépasser l'index d'Alford en utilisant des schémas de classe complexes et en étudiant les différences de toutes les classes sociales dans le vote (vote de classe «total») a parfois obscurci le sens théorique des distinctions entre classes. Il est donc nécessaire de recentrer l'analyse sur le vote des classes que l'on considère comme théoriquement importantes et de les penser en opposition avec d'autres groupes. La notion même de clivage perd de son sens si l'on ne définit pas de manière théorique quelles classes sont supposées s'opposer dans leur vote.

Nous avons souhaité confronter une approche sur les changements des classes sociales avec une approche sur les changements des partis politiques. L'objectif a été de localiser la source du changement. La diminution du vote de classe est-elle due principalement à des changements de la classe ouvrière ou à des changements politiques ? Tout d'abord, c'est le changement social qui a été passé au crible. Nous avons demandé si le soutien des ouvriers pour les partis socialistes passe par un environnement social qui favorise un tel vote, et dans quelle mesure des changements de cet environnement affectent ce vote. Ensuite, nous avons analysé les attitudes économiques des ouvriers. Nous avons cherché à comprendre dans quelle mesure l'affaiblissement du lien entre ouvriers et partis socialistes passe par un changement des attitudes économiques des ouvriers, et une opposition moins marquée avec les attitudes de classes antagonistes. Voilà pour les changements sociaux. Nous sommes ensuite passés aux changements politiques. Nous avons étudié les positions des partis socialistes et de leurs concurrents sur les enjeux économiques et aussi sur les enjeux culturels, puis les thématiques qu'ils privilégient durant des campagnes électorales. Nous avons ainsi cherché à montrer en quoi l'attention portée à des enjeux économiques par rapport à des enjeux culturels a des conséquences sur la mobilisation de différents segments de l'électorat en termes de classes sociales.

RETOUR SUR LES PRINCIPAUX RÉSULTATS

En premier lieu, nous avons dû établir l'évolution du vote des ouvriers pour les partis socialistes entre les années 1970 et les années 2000. Ce vote a été évalué au moyen de deux critères : l'évolution par rapport à la moyenne de l'électorat, ainsi que

par rapport à la classe antagoniste des petits indépendants. L'analyse a dégagé des différences entre pays dans cette évolution : c'est en Suisse que le déclin a été le plus prononcé, alors qu'il a été moins fort en Autriche, en Grande-Bretagne et en Allemagne. La France occupe une place à part. Il n'y a eu dans ce pays qu'un faible déclin de l'alignement entre ouvriers et parti socialiste, puisque le niveau de départ était relativement faible en raison du caractère interclassiste de ce parti. C'est le parti communiste en France qui a assuré en bonne partie l'articulation du vote ouvrier à gauche. Ces analyses se sont basées sur deux élections. Pour la Suisse, l'Autriche et la France, l'ensemble de la période entre 1970 et 2008 a pu être couvert, ce qui a permis de confirmer les conclusions.

Comparer la Suisse et la Grande-Bretagne quant à l'évolution d'un tel alignement n'est pas chose aisée. En effet, nous avons retenu uniquement le vote, mais cette variable est fortement dépendante du système de partis. En Grande-Bretagne, le système électoral crée d'importants obstacles à l'établissement de nouveaux partis sur la scène politique. Ces différences entre les pays recourent donc aussi des différences dans le système de partis. Toutefois, la comparaison entre la Suisse et l'Autriche a permis de contrôler quelque peu de telles différences, car les systèmes de partis ont été chamboulés d'une manière similaire ces dernières décennies avec l'émergence des Verts et des partis transformés de la droite radicale. Malgré cela, le déclin du vote ouvrier et la restructuration du vote socialiste sur une base de classe ont été plus importants en Suisse. Il vaut donc la peine de se pencher sur les explications de ce désalignement, au-delà des effets purs du système de partis. Les chapitres suivants se sont consacrés à cette tâche.

Premièrement, nous avons considéré l'environnement social. Son impact sur le vote des ouvriers est resté globalement le même au cours du temps. Le fait d'être syndiqué et de résider dans un milieu urbain continue de favoriser le vote des ouvriers pour les partis socialistes dans les années 2000. Seul l'impact de la taille des entreprises a présenté des variations dans le temps. En Autriche, nous avons pu montrer que le vote pour le parti social-démocrate est devenu moins dépendant de la taille des entreprises. Toutefois, c'est le contraire qui a pu être observé en Suisse. Globalement, ces mécanismes sont donc restés stables : ils incitent autant les ouvriers à voter socialiste dans les années 2000 que dans les années 1970. De ce fait, nous avons rejeté l'*hypothèse 1 a* sur un plus faible impact de l'environnement social sur le vote ouvrier.

En élargissant la perspective à toutes les classes sociales, nous avons pu voir que les différences de classe dans le vote ne sont que faiblement médiatisées par les variables de l'environnement social. Nous avons donc rejeté l'*hypothèse 1 b*. L'alignement des ouvriers sur le parti socialiste (et leur opposition dans le vote aux classes antagonistes) ne peut donc pas être expliqué simplement par leur insertion dans un certain environnement de travail et résidentiel. Les variables de la syndicalisation et du lieu de résidence ne modifient globalement que peu la relation entre classe sociale et vote, mais conservent un effet propre sur le vote socialiste. Être syndiqué et habiter dans un environnement urbain augmentent généralement le soutien pour le parti socialiste. Certains effets spécifiques pour les ouvriers de

production ont pu être détectés : être syndiqué et résider dans un milieu urbain a un effet légèrement plus mobilisateur sur le vote socialiste pour les ouvriers que pour d'autres classes sociales. L'environnement social a donc un certain effet *modérateur* sur le vote des ouvriers.

Deuxièmement, nous avons étudié l'évolution de l'élément normatif du clivage de classe, après en avoir étudié la base socio-structurelle. C'est une image de relative stabilité qui est ressortie de ce chapitre. Les différentes analyses ont montré que les ouvriers de production (avec les travailleurs des services) se positionnent relativement le plus à gauche sur l'axe économique et continuent de s'opposer aux classes moyennes et à la bourgeoisie. L'analyse longitudinale pour trois pays a montré que cette opposition se retrouve de manière récurrente lors des différentes élections sur toute la période. Malgré les difficultés rencontrées pour comparer les attitudes au fil du temps, nous n'avons pas observé de modification majeure de la configuration des classes.

Le changement social ne semble pas avoir remis en question le fait que les préférences économiques sont ancrées dans des positions de classe. Même en contrôlant l'effet d'autres variables, nous avons pu établir la pertinence de la classe sociale dans les différences d'attitudes économiques. Malgré les précautions qu'il faut prendre par rapport à nos résultats, le déclin de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes ne semble pas s'expliquer par un affaiblissement des préférences des ouvriers pour la redistribution des richesses. De même, les préférences entre classes continuent d'être distinctes. Nous avons donc rejeté les *hypothèses 2 a et 2 b* portant sur un changement des attitudes économiques. Ce n'est pas l'élément normatif du clivage de classe qui s'est affaibli.

L'analyse des attitudes en matière culturelle effectuée de manière complémentaire n'a pas pu non plus démêler l'écheveau. Les transformations de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes ne proviennent pas de changements des attitudes des ouvriers sur cette seconde dimension de l'espace politique. La précocité du débat sur l'immigration en Suisse dans les années 1970 en raison des initiatives contre la surpopulation étrangère a permis de montrer que les ouvriers de production (et les travailleurs des services) sont déjà à cette période moins favorables à une politique migratoire ouverte que divers segments des classes moyennes salariées et la bourgeoisie. Ils s'opposent d'ailleurs tout particulièrement aux spécialistes socio-culturels qui leur sont proches sur un plan économique. Cette configuration des classes ne change pas avec le temps.

Troisièmement, nous nous sommes tournés vers les changements de « l'offre » des partis politiques. Dans un premier temps, ce sont les positions des partis qui ont été analysées. La convergence du parti socialiste vers son principal adversaire de droite en matière de positionnement économique a pu être observée en Autriche, en Grande-Bretagne et en Allemagne. Ce changement de positionnement en matière économique a semblé pertinent pour expliquer le déclin du vote ouvrier en faveur de ces partis dans ces trois pays, validant ainsi *l'hypothèse 3* dans ces trois cas. À l'inverse, le cas suisse ne va pas dans le sens de l'hypothèse, étant donné qu'aucune

convergence du parti socialiste n'a pu être observée, malgré un déclin important du vote ouvrier pour le parti socialiste. L'analyse des positions sur le plan culturel n'a pas permis d'expliquer les changements survenus. En effet, le positionnement du parti socialiste dans les différents pays est resté stable. Les partis socialistes qui sont déjà les plus libéraux sur le plan culturel dans les années 1970 le restent dans les années 2000, et ceux qui sont davantage conservateurs maintiennent leur position. Nous avons donc rejeté l'hypothèse 4.

Dans un second temps, c'est la saillance des enjeux qui a été analysée, tout d'abord dans l'appel électoral des partis socialistes, puis dans la compétition partisane. Concernant les déclarations des partis socialistes, nous avons pu identifier dans deux cas (Autriche et Grande-Bretagne) une baisse de l'attention portée aux enjeux économiques qui a pu être associée au déclin du vote ouvrier, allant ainsi dans le sens de notre *hypothèse 5 a*. En matière culturelle, nous avons pu observer un lien entre la tendance à l'importance croissante des enjeux culturels dans les déclarations des partis socialistes et le déclin du vote ouvrier en Suisse, en Autriche et en Grande-Bretagne. Cela va donc dans le sens de notre *hypothèse 5 b*. Enfin, concernant la compétition partisane, nous avons identifié dans deux cas (Autriche et Grande-Bretagne) un rapport entre le déclin de la saillance des enjeux économiques et le déclin du vote ouvrier pour le parti socialiste, validant ainsi notre *hypothèse 6 a*. Nous avons pu montrer dans tous les pays étudiés un lien entre le déclin du vote ouvrier et la présence croissante des thèmes culturels (enjeux de la nouvelle gauche, immigration et Europe) dans les campagnes électorales de tous les pays dans les années 1990 et 2000 par rapport à l'élection des années 1970, confirmant ainsi notre *hypothèse 6 b*.

Le fait que les hypothèses concernant «l'offre» politique ne se voient confirmées que pour certains pays ne doit pas nous conduire à rejeter trop vite les hypothèses. Au contraire, cela suggère l'existence de causes différentes du déclin du vote ouvrier selon les cas. En outre, des hypothèses différentes se voient confirmées dans les mêmes pays, nous indiquant que c'est une combinaison de facteurs expliquant le déclin du vote ouvrier qu'il faut rechercher. Une synthèse des changements de «l'offre» politique par pays s'avère particulièrement éclairante. *L'Autriche et la Grande-Bretagne* présentent une même combinaison de facteurs explicatifs. Dans les deux pays, on constate un processus de modération de la position du parti socialiste (travailliste) en matière économique, de même qu'une place moins grande accordée aux enjeux économiques dans les campagnes du parti socialiste. En outre, celui-ci a fait face généralement à un contexte moins favorable pour la mobilisation de l'identité de classe, étant donné que les enjeux culturels ont gagné en importance dans la compétition partisane au détriment des enjeux économiques.

L'Allemagne se rapproche de ces deux pays. Comme en Autriche et en Grande-Bretagne, le parti social-démocrate a convergé vers son principal concurrent de droite en matière économique. Nous n'avons pas observé de changement dans les enjeux mis en avant par les sociaux-démocrates durant leurs campagnes électorales, mais généralement la situation est moins favorable pour la mobilisation des ouvriers en raison de la croissance des enjeux culturels dans la compétition partisane.

En Suisse, aucun processus de convergence économique du parti socialiste n'a été constaté. En revanche, des appels électoraux spécifiques sont apparus. Le parti socialiste a thématiqué systématiquement plus que la moyenne des enjeux de la nouvelle gauche (écologie, genre et société) et cela de manière croissante. Parmi les cinq pays étudiés, c'est le seul parti socialiste qui place ces enjeux au centre de son agenda avec autant d'insistance. En outre, le parti socialiste fait face à un contexte particulièrement difficile : les enjeux culturels ont nettement dominé la compétition partisane dans les années 1990 et 2000 en raison de la forte capacité de « mise à l'agenda » (« agenda-setting ») de la droite radicale (UDC).

Pour finir, notre recherche suggère que les stratégies de modernisation des partis socialistes face au déclin numérique de leur électorat ouvrier ont été différentes selon les pays. En Suisse, le parti socialiste semble avoir choisi d'attirer de nouveaux segments de l'électorat en intégrant les revendications écologistes, féministes et sociétales de la nouvelle gauche au cœur de son programme. En Autriche, en Grande-Bretagne et en Allemagne, c'est davantage la modération des positions économiques qui a été choisie pour attirer des électeurs dont les positions économiques sont moins à gauche que celle des ouvriers. Au final, il n'y a donc pas qu'une seule voie qui a conduit au déclin du vote des ouvriers pour les partis socialistes : en Suisse la prédominance de l'agenda culturel du parti socialiste a transformé le vote ouvrier. Dans les autres pays, c'est clairement le programme remettant en cause les acquis de l'État-providence qui a été le moteur du désalignement ouvrier. L'analyse fine des cas suisse et autrichien à laquelle nous avons procédé suggère que la situation de concurrence joue un rôle dans le choix des stratégies adoptées. Le parti socialiste en Suisse a ressenti de manière plus menaçante la nouvelle concurrence des Verts et a eu davantage de motifs de se lancer dans une voie de renouvellement de son électorat que l'on pourrait qualifier de « post-matérialiste ». En ce qui concerne la modération des positions économiques des partis socialistes, nous avons vu qu'elle s'est produite dans des situations de concurrence relativement diverses (par rapport à un grand parti conservateur dans le cas britannique, par rapport à des partis plus centristes dans les cas autrichien et allemand), donnant ainsi un avantage à la transformation des paradigmes en matière économique comme piste explicative.

En outre, les partis socialistes font face à des conditions plus ou moins favorables pour la mobilisation de leur électorat ouvrier sur une base de classe. Comme ils ne contrôlent pas à eux seuls l'agenda politique, ils sont directement dépendants des thèmes mis à l'agenda par leurs compétiteurs. La saillance croissante des enjeux liés à l'immigration et à l'Europe dans les campagnes électorales des pays européens – qui est en règle générale le résultat d'efforts de mobilisation de la droite radicale (et de la droite traditionnelle) – représente un défi important pour les partis socialistes dans la préservation de leur base sociale traditionnelle.

Après avoir passé en revue les résultats des différents chapitres, il faut revenir sur le contraste entre changements des classes sociales et des partis politiques pour expliquer le désalignement du vote ouvrier. Nos analyses suggèrent donc que le changement s'est concentré du côté des partis politiques, et non du côté de l'électorat

et des classes sociales. Une approche «top-down» qui met l'accent sur les élites et les partis comme moteurs du changement apparaît donc comme la plus pertinente pour expliquer l'évolution de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes. Une approche «bottom-up» mettant l'accent sur les différences plus floues entre les classes sociales et le changement de la «demande» électorale n'a pas trouvé de confirmation dans ce travail.

Ce résultat rejoint ainsi les conclusions de travaux récents sur le sujet qui ont conclu au rôle déterminant du changement de «l'offre» politique. En Grande-Bretagne, Evans et Tilley (2012) ont observé l'effet déterminant du rapprochement des positions des deux grands partis sur le déclin du vote de classe. Dans une étude comparée, Arndt (2011) montre combien les réformes de l'État social menées par les socialistes au pouvoir en Allemagne, en Grande-Bretagne et au Danemark à la fin des années 1990 ont eu un impact sur la démobilisation de leur électorat ouvrier. En France, Tiberj (2012) constate que le vote pour les deux grands partis (PS et UMP) est toujours plus influencé par des valeurs culturelles et moins par des valeurs socio-économiques. En même temps, il observe que les positions des classes sur ces valeurs sont restées identiques dans la durée. Même s'il n'étudie pas directement «l'offre» politique, l'auteur suggère que c'est la politisation des valeurs par les partis politiques qui a changé au fil du temps, et non les préférences de l'électorat.

Les choix offerts par les partis politiques semblent donc décisifs pour la restructuration du vote ouvrier. Toutefois, en montrant l'importance de la saillance des enjeux (dans les appels électoraux des partis socialistes ou dans la compétition partisane), notre recherche présente de nouvelles pistes explicatives. La littérature qui a essayé de prendre en compte «l'offre» politique dans les changements du vote de classe s'est surtout concentrée jusqu'à présent sur les positions des partis politiques sur le plan économique (Evans *et al.*, 1999; Oskarson, 2005; Elff, 2006, 2009; Evans et Tilley, 2012; Evans et De Graaf, 2013).

Le caractère déterminant de «l'offre» politique pour les changements du vote ouvrier que nous avons mis en évidence dans ce travail ne doit cependant pas balayer complètement l'influence des changements de l'électorat et des classes sociales (soulignée dans une perspective «bottom-up»). À défaut d'avoir une influence directe sur la transformation du vote ouvrier, ces changements jouent souvent un rôle important dans les stratégies des partis politiques eux-mêmes. La forte baisse du poids des ouvriers de production dans l'électorat des pays européens constitue ainsi une puissante incitation à rénover «l'offre» politique des partis socialistes afin de s'assurer un soutien électoral suffisant. Une conclusion proche doit être tirée concernant l'influence des syndicats. Au niveau individuel, nous avons observé que les ouvriers syndiqués continuent de soutenir davantage les partis socialistes, indiquant ainsi une configuration de stabilité (chapitre 6). Toutefois, au niveau agrégé, le déclin de la syndicalisation affaiblit inévitablement les partis socialistes sur le plan électoral. De même, «l'offre» politique des partis socialistes est susceptible d'être moins influencée par les syndicats qui sont affaiblis en termes de membres et qui sont donc moins susceptibles de jouer un rôle que par le passé. Malgré l'image de stabilité révélée par les analyses du chapitre sur l'environnement social, les

changements qui affectent celui-ci ont un poids déterminant. Le déclin du secteur industriel entraîne le net recul d'un certain type d'organisation du milieu ouvrier (grandes fabriques, quartiers ouvriers dans les villes). Un type d'organisation qui avait marqué passablement le mouvement ouvrier. La position de classe à elle seule joue toujours un rôle dans le soutien des ouvriers pour les partis socialistes comme nous l'avons vu dans le chapitre 6, mais les partis socialistes ne disposent plus des raccourcis qui étaient les leurs dans ce milieu. Ils font face à un environnement plus défavorable pour la mobilisation ouvrière : petites entreprises du secteur artisanal, déserts syndicaux dans le secteur tertiaire (pour les conséquences électorales de ces changements structurels pour les partis socialistes, voir Pontusson, 1995).

COMMENT PEUT-ON CARACTÉRISER LA BASE DE CLASSE DES PARTIS SOCIALISTES DANS LES ANNÉES 2000 ?

Au-delà du vote des ouvriers de production, nous avons aussi étudié si de nouvelles alliances entre des classes spécifiques et les partis socialistes se forment, dans l'idée d'un réalignment. Notre étude a donc aussi voulu dégager une radiographie de l'électorat socialiste dans son ensemble. Comment peut-on caractériser la base de classe des partis socialistes dans les années 2000 ? Dans la recension d'un livre (Nicolet et Sciarini, 2010 a) portant sur l'électorat du parti socialiste et des Verts en Suisse, Bornschier (2013 : 108) évoque l'existence de certains « *mythes populaires* » concernant la base sociale des partis de gauche qui seraient des partis ouvriers ou des employés du secteur public. Pour Bornschier, les résultats présentés dans ce livre montrent bien qu'il faut en finir avec de tels « mythes » : en Suisse dans les années 2000, les partis de gauche ne sont plus des partis ouvriers ou des employés du secteur public. Les résultats de notre étude pour la Suisse dans les années 1990 et 2000 vont clairement dans le sens de la conclusion de Bornschier. Nous avons pu montrer que le parti socialiste suisse a perdu sa base ouvrière au fil du temps. Toutefois, notre étude comparée indique aussi que la Suisse apparaît plutôt comme une exception à cet égard. Dans les autres pays, le déclin de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes n'a pas atteint une telle ampleur. Ces « mythes populaires » restent donc fondés dans certains pays.

En Grande-Bretagne, en Autriche et en Allemagne, les ouvriers continuent de soutenir plus que la moyenne les partis socialistes et forment avec les travailleurs des services le gros des troupes de l'électorat du parti socialiste. La spécificité du vote ouvrier s'est certes amoindrie au fil du temps, mais aucun groupe ne remplace les ouvriers dans leur soutien de premier plan aux partis socialistes. Quand l'alignement entre ouvriers et partis socialistes s'affaiblit, les partis socialistes dans ces trois pays ont ainsi tendance à se rapprocher de « partis attrape-tout » (Kirchheimer, 1966), à savoir qu'ils trouvent un soutien moyen dans toutes les classes sociales.

En France et en Suisse, les partis socialistes doivent plutôt être caractérisés comme des partis de segments spécifiques de la classe moyenne salariée. En France, le parti socialiste a peu à peu perdu de son caractère interclassiste pour s'ancrer essentiellement dans des segments spécifiques des classes moyennes salariées. Le parti

socialiste n'est clairement surreprésenté que chez les spécialistes socio-culturels. De plus, ceux-ci contribuent activement au score électoral socialiste. De manière paradoxale, le parti socialiste français semble avoir renforcé son caractère de classe (moyenne salariée) avec le temps.

En Suisse, le parti socialiste s'est éloigné de son caractère ouvrier pour s'implanter essentiellement, comme en France, dans des segments des classes moyennes salariées. Dans les années 1970, le parti socialiste suisse était déjà bien ancré chez les spécialistes socio-culturels. Mais ceux-ci ne formaient qu'une très petite part de l'électorat socialiste (10 %) contre presque 40 % pour les ouvriers de production, si bien qu'il n'est pas exagéré de parler du parti socialiste suisse dans les années 1970 comme d'un parti à dominance ouvrière. Au fil du temps, les spécialistes socio-culturels, en croissance numérique, sont restés fidèles au parti socialiste, mais cela n'a pas été le cas des ouvriers de production, en déclin numérique par ailleurs.

La possibilité pour les partis socialistes de réaliser une coalition entre l'électorat ouvrier et certains segments des classes moyennes salariées, essentiellement les spécialistes socio-culturels, a souvent été discutée. L'analyse des attitudes économiques a confirmé leur relative proximité avec les ouvriers sur ces questions. Cependant, une telle alliance ne semble pas si évidente dans la pratique pour les partis socialistes. C'est seulement en Suisse que nous avons pu observer dans les années 1970 le soutien clair et simultané de ces deux groupes sociaux pour le parti socialiste. Mais une telle coalition n'a pas pu se maintenir. En Autriche, en Grande-Bretagne et en Allemagne, cette partie des classes moyennes salariées ne présente pas un soutien plus important que la moyenne pour les partis socialistes. En France, la défaite du parti socialiste en 2002 a sonné le glas de cette alliance. Il n'est donc pas impossible que de tels rapprochements aient lieu, mais la voie pour y arriver semble relativement étroite. Si les enjeux culturels dominent le débat politique, il est fort probable qu'une telle coalition ne puisse pas se conclure, étant donné que les ouvriers et les spécialistes socio-culturels se situent aux deux pôles de l'espace politique sur cette question.

Les partis socialistes restent dans bien des pays majoritairement des partis *ouvriers*. C'est certainement pour cette raison qu'ils ont souffert électoralement sur le moyen terme quand ils se sont engagés dans une remise en question des acquis sociaux. C'est ce que tend à montrer l'analyse d'Arndt (2011) qui s'est penché sur les conséquences électorales des réformes menées par les partis socialistes dans le sens de la « troisième voie ». Toutefois, il faut garder en tête que les partis sociaux-démocrates et travaillistes qui ont poursuivi une voie réformiste sur le plan économique et social ont aussi connu des succès électoraux notables (trois victoires consécutives pour le Labour en Grande-Bretagne, deux victoires pour le SPD en Allemagne). Il semble donc qu'il existe une certaine tension à moyen terme entre le maintien de l'électorat ouvrier et les buts souvent inhérents aux partis politiques tels que la maximisation du soutien électoral (« *vote-seeking party* ») ou l'accès aux fonctions gouvernementales (« *office-seeking party* ») (sur ces distinctions, voir Strom et Müller, 1999).

RETOUR SUR LE CAS DE LA SUISSE

En Suisse, nous avons mis en évidence des ruptures dans la base de classe du parti socialiste suisse qui doit être caractérisé dans les années 2000 comme un parti de segments spécifiques de la classe moyenne salariée. Il s'agit de ruptures conséquentes, car les spécialistes socio-culturels et techniques occupent une position plus favorable dans la stratification sociale que les ouvriers, ce qui se traduit par de meilleurs salaires et généralement une meilleure protection contre les aléas de la vie. Il y a donc des différences importantes entre « l'ancien » et le « nouvel » électorat du parti socialiste, mais il ne faudrait pas non plus les surestimer.

Des continuités sont aussi à observer entre ces segments de la classe moyenne salariée et la tradition du mouvement ouvrier (Rennwald et Zimmermann, 2013). Les spécialistes socio-culturels et techniques partagent avec les ouvriers le fait d'être des salariés, ce qui n'est pas une caractéristique négligeable du marché du travail. Les spécialistes socio-culturels sont bien organisés sur le plan syndical : ils présentent même un taux de syndicalisation plus élevé que celui des ouvriers qualifiés (Oesch, 2006 : 168). Dans les deux dernières décennies, il y a eu en Suisse davantage de grèves dans les secteurs de la santé, de l'administration publique et de l'enseignement que dans la plupart des branches industrielles et artisanales (Seco, 2008). Étant donné qu'une partie importante des spécialistes socio-culturels peuvent être considérés comme le « personnel de l'État social », leurs conditions de travail sont assez fortement dépendantes de la force du mouvement ouvrier. En ce qui concerne les spécialistes techniques, une analyse plus détaillée pour la Suisse montre que la surreprésentation du parti socialiste se concentre dans le sous-groupe des techniciens (par exemple dans des professions telles que conducteur de locomotive, informaticien de support, technicien d'exploitation, dessinateur technique, etc.) (Rennwald et Zimmermann, 2013). La frontière entre ce groupe et les ouvriers qualifiés est perméable.

Dans le chapitre 4, nous avons vu que le centre de gravité des sociétés européennes s'était déplacé. Les ouvriers n'occupent plus la place centrale dans la structure des classes comme c'était le cas dans les années 1970, alors que les salariés avec des qualifications supérieures gagnent en importance. D'une certaine manière, il est logique que le centre de gravité des partis socialistes évolue quand celui de la société change. Le problème est que l'évolution du parti socialiste ne s'est pas faite avec les salariés du « bas » du schéma des classes, au contraire elle les a laissés au bord du chemin. Cela est d'autant plus problématique que la classe ouvrière comprise dans un sens large forme encore une part non négligeable de l'électorat. Le déclin numérique des ouvriers de production a été compensé en bonne partie par la progression des travailleurs des services. Cette classe ouvrière large forme encore 34 % de la population en droit de voter en Suisse, et 46 % en l'élargissant aux employés de bureau. Cependant, la Suisse constitue le seul pays parmi les cinq étudiés où les classes populaires dans leur ensemble ne dépassent pas 50 % de la population en droit de voter dans les années 2000. Elles constituent 59 % de la population en droit de voter en Autriche, 57 % en Grande-Bretagne, 55 % en Allemagne et 53 % en France.

Comme nous l'avons vu dans la section 4.2 concernant le changement de la structure de classe, ces différences résultent en partie de l'exclusion de la citoyenneté politique de larges parties de la classe ouvrière en Suisse. Dans tous les pays, un biais de classe dans la composition de l'électorat peut être identifié, car les travailleurs étrangers ne disposant pas de la citoyenneté se concentrent en général dans le bas de la hiérarchie des classes (Oesch, 2006 : 180-182). Ce phénomène est encore amplifié en Suisse en raison du fort pourcentage de population étrangère qui s'élève à 21,7 % en 2009 (OCDE, 2011 : 41). Un quart des ouvriers qualifiés et 40 % des ouvriers non qualifiés sont des étrangers et ne possèdent pas le droit de vote au niveau national en Suisse (Oesch, 2006 : 182).

Non seulement le parti socialiste a dû faire face en Suisse, comme dans les autres pays, à une diminution de son électorat traditionnel des ouvriers de production, mais en plus il est confronté à l'exclusion des droits politiques d'une partie non négligeable de la classe ouvrière. Cette situation inédite incite le parti socialiste suisse à se tourner encore davantage vers un électorat des classes moyennes que dans les autres pays. À cela s'ajoute la forte abstention de la classe ouvrière dans ce pays. La classe ouvrière constitue donc un segment électoral plus petit et moins attractif en termes de voix en Suisse. Malgré cela, on peut se poser légitimement la question de savoir si un parti socialiste, en Suisse ou ailleurs, peut se permettre d'ignorer une telle part de l'électorat. Ne s'agit-il pas là de la remise en cause d'une des fonctions sociétales des partis de gauche, à savoir l'intégration de milieux modestes dans le système démocratique ? Sans réponse définitive à ce stade – et tel n'est d'ailleurs pas le but de notre contribution –, la question mérite d'être soulevée.

LIMITES ET PISTES DE RECHERCHE

Dans ce travail, nous avons analysé beaucoup de données différentes, pour pouvoir établir l'évolution du vote ouvrier et évaluer les diverses explications du changement de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes. Nous avons fait face à plusieurs obstacles concernant les données. Il a parfois été difficile de trouver des enquêtes électorales qui permettent de construire le schéma des classes retenu et qui disposent de variables comparables dans le temps et dans l'espace pour les attitudes politiques ou encore pour l'environnement social. De ce fait, nous avons dû parfois limiter l'analyse à deux points éloignés dans le temps, ou à un nombre plus restreint de pays. Pour les attitudes, nous n'avons pas pu examiner précisément leur évolution ; seules des conclusions sur la configuration générale des oppositions entre classes ont pu être tirées. Ces différents éléments représentent donc des limites importantes de notre recherche. Toutefois, on peut aussi y voir d'une certaine manière le prix à payer pour les innovations introduites dans ce travail (étude systématique du côté de l'électorat et de « l'offre » politique, nouveau schéma des classes sociales) et l'optique empirique large qui a été adoptée (cinq pays).

Nous aimerions maintenant revenir sur deux éléments critiques dans l'étude du clivage de classe, et ouvrir ainsi des pistes pour de futures recherches. Le premier porte sur l'un des choix que nous avons faits dans le traitement de celui-ci. Dans

ce travail, nous avons cherché avant toute chose à décrire l'évolution du vote des ouvriers pour les partis socialistes, et à en chercher des pistes explicatives, notamment en interrogeant « l'offre » politique. Toutefois, notre travail est resté silencieux sur un point important quand on s'intéresse aux élections, à savoir les traductions électorales des changements de la base de classe des partis socialistes et de leurs stratégies en matière « d'offre » politique. Notre travail a plutôt répondu à la question *qui* sont les partis socialistes ? qu'à la question de savoir s'ils sont victorieux. Décrire le profil de classe des partis socialistes (parti majoritairement ouvrier, parti de segments spécifiques des classes moyennes salariées) nous fournit des informations essentielles sur la représentation politique des intérêts de classe et la saillance du clivage de classe dans une société donnée. Toutefois, la recherche future devrait aussi s'atteler à analyser les conséquences électorales des transformations de la base de classe, dans la lignée des travaux de Przeworski et Sprague (1986). Au début du XXI^e siècle, les partis socialistes qui conservent une base ouvrière importante obtiennent-ils davantage de succès dans les urnes que les partis qui ont mieux réussi à renouveler leur base électorale avec le nouvel appui des classes moyennes salariées ? Dans quelle mesure le maintien d'une base ouvrière est-il un gage de succès dans les urnes ou au contraire prêterait-il les partis socialistes ? À première vue, la baisse importante du poids des ouvriers de production dans les structures de classe des sociétés européennes (chapitre 4) ne donne en aucun cas un avantage électoral aux partis socialistes restés davantage soutenus par les ouvriers. Néanmoins, nous avons aussi vu que les classes populaires au sens large (ouvriers de production, travailleurs des services et employés de bureau) forment toujours une majorité de l'électorat dans les cinq pays étudiés à l'exception de la Suisse. Le poids croissant des travailleurs des services en raison de la tertiarisation de l'économie a donc compensé en bonne partie le déclin numérique des ouvriers de production. Des recherches futures devraient aussi prendre en compte cette croissance du nouveau « prolétariat des services » dont le comportement de vote est souvent très proche de celui des ouvriers manuels comme nous l'avons vu au fil de nos analyses.

Le second élément porte sur la difficulté d'analyser le groupe social opposé aux ouvriers sur le clivage de classe. La « bourgeoisie traditionnelle » (professions libérales et grands employeurs) n'a pas été retenue pour les analyses empiriques, étant donné sa très petite taille (3 % en moyenne de la population en droit de voter dans les différents pays étudiés). Nous nous sommes ainsi repliés sur le vote des petits indépendants afin de pouvoir le comparer à celui des ouvriers. Cette difficulté n'est en réalité pas propre à notre travail, mais est inhérente à toute la sociologie électorale qui travaille à partir de sondages. Il est donc difficile de saisir les ressources économiques importantes d'un petit nombre de personnes avec ces méthodes, surtout à une période où la concentration des richesses tend à s'accroître de manière fulgurante. C'est une telle critique aux enquêtes électorales qui a été formulée par Hacker et Pierson (2010 : 162) :

« Most opinion data – the sine qua non of behavioral political science – does not reach enough citizens at the top to form a reliable picture of how their views or political

activities differ from those lower on the economic ladder [...] they miss the very top of the distribution.»

De ce fait, les différences de comportements politiques des classes ouvrières et des classes moyennes tendent à être quelque peu surestimées, étant donné qu'il est difficile de prendre en compte le haut de la pyramide. En outre, une étude la plus complète possible du clivage de classe devrait aussi toucher à ce qu'Hacker et Pierson (2010) appellent la «*politique comme combat organisé*». Il s'agirait de mettre davantage en lien les résultats de la sociologie électorale avec des études sur les associations d'intérêts économiques et autres lobbys comme représentants des intérêts de classe.

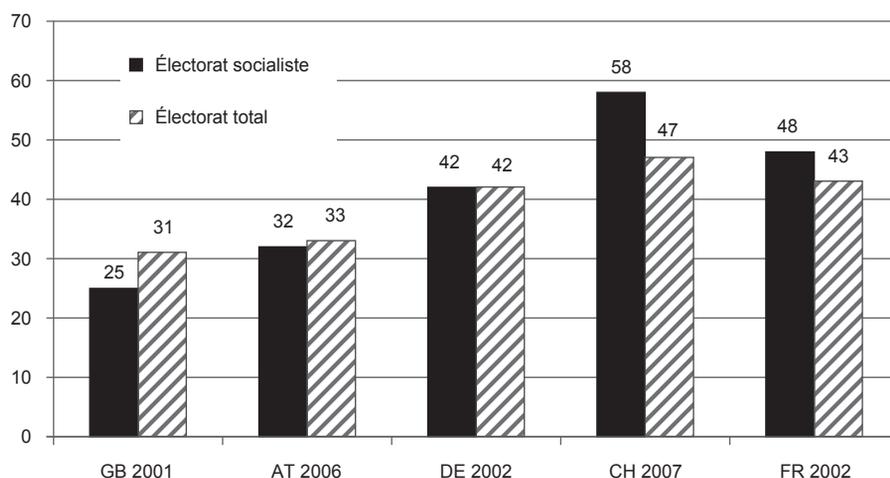
ANNEXE A :
ANNEXE DES CHAPITRES

ANNEXE DU CHAPITRE 5

Tableau A.5.1 : Données utilisées et élection de référence pour la section 5.1 (une vue globale de l'évolution de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes : comparaison entre les années 1970 et les années 2000)

	SUISSE	AUTRICHE	ALLEMAGNE	FRANCE	GRANDE-BRETAGNE
Élections des années 1970					
Données	Attitudes politiques 1975 (Political Action: An Eight Nation Study, 1973-1976)	Political Action: An Eight Nation Study, 1973-1976	Political Action: An Eight Nation Study, 1973-1976	Élections législatives 1978 : enquête post-électorale	Political Action: An Eight Nation Study, 1973-1976
Échantillon	N = 1 392	N = 1 585	N = 2 307	N = 4 507	N = 1 483
Élection	Élection législative 1975	Élection législative 1971	Élection législative 1972	Élection législative 1978	Élection législative 1970
Élections des années 2000					
Données	Swiss electoral studies 2007	European Social Survey Round 3- 2006	Deutsche CSES-Studie zur Bundestagswahlstudie 2002 – Telefonische Nachwahlstudie	Panel électoral français 2002, 2 ^e vague (post-présidentielle)	British Election Study 2001, Post-election survey (wave 2)
Échantillon	N = 4 392	N = 2 405	N = 2 000	N = 4 017	N = 3 035
Élection	Élection législative 2007	Élection législative 2006	Élection législative 2002	Élection présidentielle 2002, 1 ^{er} tour	Élection législative 2001

Graphique A.5.1 : Part de la classe moyenne salariée (%) dans l'électorat socialiste en comparaison avec sa part dans l'électorat total dans les années 2000 en Grande-Bretagne, en Autriche, en Allemagne, en Suisse et en France



Note : Voir le graphique 5.1 pour le nombre de cas.

Tableau A.5.2 : Données utilisées pour la Suisse 1971-2007

ÉLECTIONS	DONNÉES
1971	Henry Kerr, Gerhard Schmidtchen, Dusan Sidjanski : Attitudes et comportements politiques en Suisse – 1972 [Dataset]. Université de Genève ; Universität Zürich. Distribué par FORS, Lausanne, 1997. N = 1 917.
1975	Attitudes politiques 1975 (Political Action : An Eight Nation Study, 1973-1976), conduites par le Département de science politique de l'Université de Genève. N = 1 392.
1979	Gerhard Schmidtchen : Vor- und Nachbefragung zu den Nationalrats und Ständeratswahlen 1979 [Dataset]. Université de Zurich. Distribué par FORS, Lausanne, 1997. N = 1 002.
1987	Swiss national election studies, cumulated file 1971-2007 [Dataset]. Distribué par FORS, Lausanne, 2010. www.selects.ch . Limité à l'élection de 1987. N = 1 001.
1991	Swiss national election studies, cumulated file 1971-2007 [Dataset]. Distribué par FORS, Lausanne, 2010. www.selects.ch . Limité à l'élection de 1991. N = 1 002.
1995	Swiss Electoral Studies (Selects) 1995, Post-Election Survey, conduit par les Départements de science politique des Universités de Berne, Genève et Zurich. N = 7 561.
1999	Selects 1999, Post-Election Survey, conduit par les Départements de science politique des Universités de Berne, Genève et Zurich. N = 3 258.
2003	Selects 2003, Post-Election Survey, conduit par les Départements de science politique des Universités de Berne, Genève, St. Gall et Zurich, DARIS et OVP/USTAT. N = 5 891.
2007	Selects 2007, Post-Election Survey, conduit par les Départements de science politique des Universités de Berne, Genève, Lausanne, St. Gall et Zurich, FORS, OVP/USTAT, FSO et la Chancellerie fédérale. N = 4 392.
Les données sont distribuées par le Centre de compétences suisse en sciences sociales FORS, http://www2.unil.ch/fors	

Note : Pour les données de 1995 à 2007, des suréchantillonnages pour différents cantons ont été effectués (pour dix cantons en 1995, huit en 2003, trois en 1999 et 2007). On pourra se reporter à Lutz (2008 : 49) pour une présentation détaillée. Les données utilisées dans nos analyses incluent ces suréchantillonnages, mais ont été pondérées pour corriger la surreprésentation et sous-représentation cantonale suivant la méthode proposée par Lutz (2008 : 51-52).

Tableau A.5.3 : Données utilisées pour l'Autriche 1971-2008

ÉLECTIONS	DONNÉES
1971	Political Action : An Eight Nation Study, 1973-1976. Distribué par GESIS www.gesis.org , ZA0765. N = 1 585.
1983	Sozialer Survey 1986, Soziologische Institute der Universitäten Wien, Linz und Graz, Wiener Institut für sozialwissenschaftliche Dokumentation und Methodik, http://www.wisdom.at/Datenarchiv N = 2 014.
1990	Sozialer Survey 1993, Soziologische Institute der Universitäten Wien, Linz und Graz, Wiener Institut für sozialwissenschaftliche Dokumentation und Methodik, http://www.wisdom.at/Datenarchiv N = 2 011.
2002	European Social Survey (ESS) Round 1 – 2002, Norwegian Social Science Data Services, Norway – Data Archive and distributor of ESS data, www.europeansocialsurvey.org N = 2 257.
2006	ESS Round 3 – 2006, Norwegian Social Science Data Services, Norway – Data Archive and distributor of ESS data, www.europeansocialsurvey.org N = 2 405.
2008	AUTNES (2009), AUTNES Post-Post Election Survey 2009, August 2011, www.autnes.at N = 1 203.

Tableau A.5.4 : Données utilisées pour la France 1978-2007

ÉLECTIONS	DONNÉES
1978	Enquête post-électorale française, 1978 – (1978) [fichier électronique], CEVIPOF [producteur], Centre de données socio-politiques (CDSP) [diffuseur]. N = 4 507.
1988	Enquête post-électorale française 1988 – (1988) [fichier électronique], CEVIPOF [producteur], Centre de données socio-politiques (CDSP) [diffuseur]. N = 4 032.
1995	Enquête post-électorale française 1995 – (1995) [fichier électronique], CEVIPOF [producteur], Centre de données socio-politiques (CDSP) [diffuseur]. N = 4 078.
2002	Panel électoral français 2002, 2 ^e vague (post-présidentielle) – (2002) [fichier électronique], CEVIPOF [producteur], Centre de données socio-politiques (CDSP) [diffuseur]. N = 4 017.
2007	Enquête post-présidentielle 2007 – (2007) [fichier électronique], CEVIPOF [producteur], Centre de données socio-politiques (CDSP) [diffuseur]. N = 4 006.
Les données sont distribuées par le Centre de données socio-politiques, http://cdsp.sciences-po.fr	

Tableau A.5.5 : Vote pour le parti socialiste en Suisse 1971-2007 (régression logistique binomiale), annexe du graphique 5.4

		BETA	E.S.	
Classe	Spéc socio-culturels	0.716	0.352	*
	Trav services	0.644	0.314	*
	Spéc techniques	-0.454	0.625	
	Ouvriers production	1.343	0.26	***
	Managers	0.12	0.34	
	Employés bureau	0.564	0.312	+
	Prof lib/gds empl	-1.218	0.73	+
	Petits indépendants (référence)	R		
Sexe	Femme	-0.214	0.173	
	Homme (référence)	R		
Âge	18-34 ans	-0.559	0.204	**
	35-64 ans (référence)	R		
	65 ans et plus	0.097	0.216	
Élection	1971 (référence)	R		
	1975	-0.621	0.459	
	1995	-0.277	0.298	
	1999	-0.359	0.338	
	2003	-0.089	0.287	
	2007	-0.082	0.297	
Interactions	Spéc socio-culturels*1975	1.091	0.611	+
	Trav services*1975	0.94	0.616	
	Spéc techniques*1975	1.964	0.794	*
	Ouvriers production*1975	0.566	0.489	
	Managers*1975	0.571	0.575	
	Employés bureau*1975	1.231	0.546	*
	Prof lib/gds empl*1975	1.693	0.969	+
	Spéc socio-culturels*1995	0.624	0.401	
	Trav services*1995	0.204	0.384	
	Spéc techniques*1995	1.34	0.661	*

	BETA	E.S.	
Ouvriers production*1995	-0.659	0.328	*
Managers*1995	0.454	0.392	
Employés bureau*1995	0.213	0.379	
Prof lib/gds empl*1995	1.757	0.775	*
Spéc socio-culturels*1999	0.839	0.44	+
Trav services*1999	-0.097	0.44	
Spéc techniques*1999	1.59	0.692	**
Ouvriers production*1999	-0.724	0.382	+
Managers*1999	0.522	0.429	
Employés bureau*1999	0.321	0.418	
Prof lib/gds empl*1999	1.866	0.803	*
Spéc socio-culturels*2003	0.381	0.392	
Trav services*2003	-0.186	0.37	
Spéc techniques*2003	1.305	0.653	*
Ouvriers production*2003	-0.916	0.32	**
Managers*2003	0.342	0.381	
Employés bureau*2003	-0.001	0.361	
Prof lib/gds empl*2003	1.412	0.768	+
Spéc socio-culturels*2007	0.238	0.402	
Trav services*2007	-0.621	0.39	
Spéc techniques*2007	1.05	0.663	
Ouvriers production*2007	-1.165	0.34	***
Managers*2007	0.062	0.393	
Employés bureau*2007	-0.347	0.384	
Prof lib/gds empl*2007	1.537	0.774	*
Constante	-1.656	0.242	***
Pseudo R2 (Nagelkerke)	.051		
N	12 473		

Note : ***Significatif au niveau 0,001 ; **Significatif au niveau 0,01 ; *Significatif au niveau 0,05 ; + significatif au niveau 0,1. Les termes d'interaction pour le sexe et l'âge ne sont pas présentés.

Tableau A.5.6 : Vote pour le parti socialiste en Suisse 1971-2007 (régression logistique binomiale), avec un schéma réduit à trois classes, annexe du graphique 5.5

		BETA	E.S.	
Classe	Classe ouvrière	1.323	0.24	***
	Employés	0.579	0.252	*
	Indépendants (référence)			
Sexe	Femmes	-0.254	0.161	
Âge	18-34 ans	-0.585	0.202	**
	35-64 ans (référence)			
	65 et plus	0.113	0.214	
Élection	1975	-0.341	0.393	
	1979	-0.285	0.414	
	1987	-0.815	0.514	
	1991	-0.462	0.445	
	1995	0.055	0.264	
	1999	0.073	0.288	
	2003	0.147	0.259	
	2007	0.209	0.265	
Interactions	Classe ouvrière*1975	0.385	0.418	
	Employés*1975	0.652	0.42	
	Classe ouvrière*1979	0.212	0.432	
	Employés*1979	0.366	0.433	
	Classe ouvrière*1987	-0.044	0.589	
	Employés*1987	0.367	0.556	
	Classe ouvrière*1991	-0.489	0.517	
	Employés*1991	0.425	0.497	
	Classe ouvrière*1995	-0.788	0.286	**
	Employés*1995	0.117	0.289	
	Classe ouvrière*1999	-0.997	0.319	**
	Employés*1999	0.175	0.311	
	Classe ouvrière*2003	-0.955	0.28	***
	Employés*2003	0.075	0.282	
	Classe ouvrière*2007	-1.334	0.293	***
	Employés*2007	-0.203	0.289	
	Constante	-1.83	0.227	***
	Pseudo R2 (Nagelkerke)	.036		
	N	13 568		

Note : ***Significatif au niveau 0,001 ; **Significatif au niveau 0,01 ; *Significatif au niveau 0,05 ; + significatif au niveau 0,1. Les termes d'interaction pour le sexe et l'âge ne sont pas présentés.

Tableau A.5.7: Vote pour le parti social-démocrate en Autriche 1971-2008 (régression logistique binomiale), annexe du graphique 5.7

		BETA	E.S.	
Classe	Spéc socio-culturels	1.47	0.327	***
	Trav services	2.667	0.271	***
	Spéc techniques	1.858	0.459	***
	Ouvriers production	2.49	0.22	***
	Managers	1.968	0.265	***
	Employés bureau	1.736	0.255	***
	Prof lib/gds empl	0.258	0.701	
	Petits indépendants (référence)	R		
Sexe	Femme	-0.019	0.14	
	Homme			
Âge	18-34 ans	-0.046	0.148	
	35-64 ans (référence)	R		
	65 ans et plus	0.462	0.222	*
Élection	1971 (référence)	R		
	1983	0.184	0.294	
	1990	-0.308	0.341	
	2002	0.653	0.307	*
	2006	0.37	0.311	
	2008	0.057	0.429	
Interactions	Spéc socio-culturels*1983	-0.479	0.447	
	Trav services*1983	-0.579	0.377	
	Spéc techniques*1983	-0.464	0.592	
	Ouvriers production*1983	-0.156	0.306	
	Managers*1983	-0.104	0.361	
	Employés bureau*1983	-0.059	0.349	
	Prof lib/gds empl*1983	-0.004	0.883	
	Spéc socio-culturels*1990	0.028	0.463	
	Trav services*1990	0.096	0.412	
	Spéc techniques*1990	-0.158	0.577	
	Ouvriers production*1990	-0.348	0.349	
	Managers*1990	0.005	0.392	
	Employés bureau*1990	0.459	0.394	
	Prof lib/gds empl*1990	0.231	0.889	
	Spéc socio-culturels*2002	-1.308	0.427	**
	Trav services*2002	-1.639	0.372	***
	Spéc techniques*2002	-1.082	0.565	+
	Ouvriers production*2002	-1.333	0.335	***
	Managers*2002	-1.444	0.37	***
	Employés bureau*2002	-0.996	0.352	**
	Prof lib/gds empl*2002	-0.192	0.849	
	Spéc socio-culturels*2006	-0.766	0.425	+
	Trav services*2006	-1.577	0.367	***
	Spéc techniques*2006	-1	0.573	+
Ouvriers production*2006	-1.414	0.341	***	
Managers*2006	-0.929	0.374	*	

	BETA	E.S.	
Employés bureau*2006	-0.759	0.364	*
Prof lib/gds empl*2006	-0.884	0.962	
Spéc socio-culturels*2008	-0.608	0.588	
Trav services*2008	-1.721	0.531	***
Spéc techniques*2008	-1.436	0.799	+
Ouvriers production*2008	-1.085	0.525	*
Managers*2008	-0.738	0.561	
Employés bureau*2008	-0.76	0.521	
Prof lib/gds empl*2008	-0.603	1.138	
Constante	-1.873	0.213	***
Pseudo R2 (Nagelkerke)	.158		
N	6 597		

Note : ***Significatif au niveau 0,001 ; **Significatif au niveau 0,01 ; *Significatif au niveau 0,05 ; + significatif au niveau 0,1. Les termes d'interaction pour le sexe et l'âge ne sont pas présentés.

Tableau A.5.8 : Vote pour le parti socialiste en France 1978-2007, sept classes (régression logistique binomiale), annexe du graphique 5.8

		BETA	E.S.	
Classe	Spéc socio-culturels	.605	.164	***
	Trav services	.543	.161	***
	Ouvriers production	.595	.130	***
	Employés bureau	.631	.149	***
	Prof lib/gds empl	-1.378	.487	**
	Petits indépendants (référence)	R		
	Spéc techniques et managers	.481	.146	***
Sexe	Femme	-.212	.085	*
Âge	18-34 ans	.087	.088	
	35-64 ans (référence)	R		
	65 et plus	-.231	.116	*
Élection	1978 (référence)	R		
	1995	-.259	.186	
	2002	-.712	.269	**
	2007	-.198	.205	
Interactions	Spéc socio-culturels*1995	.394	.240	
	Trav services*1995	.067	.253	
	Ouvriers production*1995	.272	.203	
	Employés bureau*1995	-.068	.226	
	Spéc techniques, managers*1995	.210	.217	
	Prof lib/gds empl*1995	1.607	.599	**
	Spéc socio-culturels*2002	.493	.303	

ANNEXE A

	BETA	E.S.	
Trav services*2002	-.049	.323	
Ouvriers production*2002	.022	.285	
Employés bureau*2002	-.039	.303	
Spéc techniques, managers*2002	.045	.289	
Prof lib/gds empl*2002	1.208	.678	+
Spéc socio-culturels*2007	.476	.261	+
Trav services*2007	.110	.255	
Ouvriers production*2007	.080	.219	
Employés bureau*2007	.044	.240	
Spéc techniques, managers*2007	.211	.228	
Prof lib/gds empl*2007	1.345	.624	*
18-34 ans*1995	-.246	.131	+
65 et plus*1995	.417	.160	**
18-34 ans*2002	-.273	.152	+
65 et plus*2002	.592	.169	***
18-34 ans*2007	-.066	.127	
65 et plus*2007	.267	.158	+
Femme*1995	.183	.124	
Femme*2002	.150	.137	
Femme*2007	.258	.123	*
Constante	-1.548	.118	***
Pseudo R2 (Nagelkerke)	.033		
N	13 350		

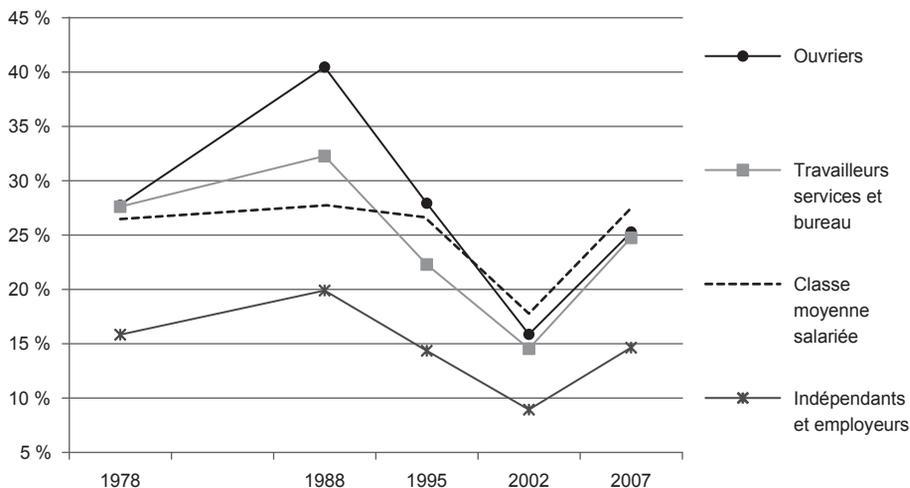
Note: ***Significatif au niveau 0,001 ; **Significatif au niveau 0,01 ; *Significatif au niveau 0,05 ; + significatif au niveau 0,1.

Tableau A.5.9 : Vote pour le parti socialiste et communiste en France 1978-2007, quatre classes (régression logistique binomiale), annexe du graphique 5.9

		BETA	E.S.	
Classe	Ouvriers production	1.731	.112	***
	Trav services et employés bureau	1.151	.115	***
	Classe moyenne salariée	.883	.113	***
	Indépendants et employeurs (référence)	R		
Sexe	Femme	-.357	.074	***
Âge	18-34 ans	.312	.078	***
	35-64 ans (référence)	R		
	65 et plus	-.527	.101	***
Élection	1978 (référence)	R		
	1988	-.068	.147	
	1995	-.397	.159	*
	2002	-.989	.224	***
	2007	-.468	.178	**
Interactions	Ouvriers production*1988	-.403	.164	*
	Services et bureau*1988	-.350	.166	*
	Classe moy salariée*1988	-.349	.165	*
	Ouvriers production*1995	-.502	.177	**
	Services et bureau*1995	-.355	.182	+
	Classe moy salariée*1995	.104	.174	
	Ouvriers production*2002	-.870	.239	***
	Services et bureau*2002	-.567	.243	*
	Classe moy salariée*2002	-.075	.230	
	Ouvriers production*2007	-1.053	.193	***
	Services et bureau*2007	-.518	.197	**
	Classe moy salariée*2007	-.135	.189	
	18-34 ans*1988	-.249	.113	*
	65 et plus*1988	.581	.145	***
	18-34 ans*1995	-.483	.117	***
	65 et plus*1995	.586	.144	***
	18-34 ans*2002	-.559	.139	***
	65 et plus*2002	.821	.154	***
	18-34 ans*2007	-.355	.119	**
	65 et plus*2007	.575	.145	***
Femme*1988	.480	.108	***	
Femme*1995	.267	.110	*	
Femme*2002	.348	.122	**	
Femme*2007	.385	.113	***	
Constante	-1.129	.099	***	
Pseudo R2 (Nagelkerke)	.105			
N	16 575			

Note : ***Significatif au niveau 0,001 ; **Significatif au niveau 0,01 ; *Significatif au niveau 0,05 ; + significatif au niveau 0,1.

Graphique A.5.2 : Probabilité prédite de voter pour le parti socialiste selon la classe sociale en France 1978-2007 (pour un homme d'âge moyen), schéma réduit à quatre classes



Graphique A.5.3 : Probabilité prédite de voter pour le parti socialiste et le parti communiste selon la classe sociale en France 1978-2007, schéma à sept classes

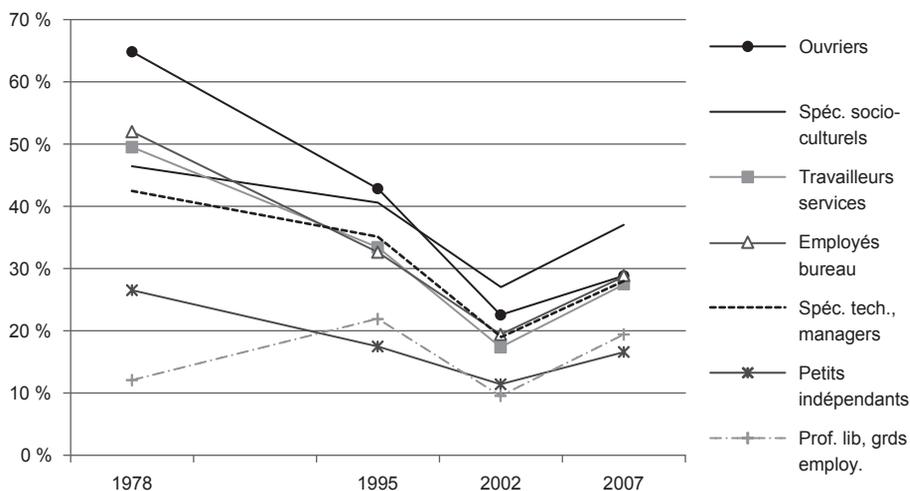


Tableau A.5.10: Vote pour l'UDC en Suisse 1971-2007 (régression logistique bino-
miale), annexe du graphique 5.10

		BETA	E.S.	
Classe	Spéc socio-culturels	-1.396	0.428	***
	Trav services	-1.715	0.385	***
	Spéc techniques	-0.922	0.52	+
	Ouvriers production	-1.637	0.3	***
	Managers	-1.498	0.389	***
	Employés bureau	-2.079	0.438	***
	Prof lib/gds empl	-0.949	0.481	*
	Petits indépendants (référence)			
Sexe	Femme	0.101	0.231	
Âge	18-34 ans	0.265	0.242	
	35-64 ans (référence)			
	65 ans et plus	-0.296	0.329	
Élection	1971 (référence)			
	1975	-0.038	0.365	
	1995	0.026	0.256	
	1999	0.71	0.271	**
	2003	0.69	0.247	**
	2007	0.625	0.253	*
Interactions	Spéc socio-culturels*1975	-1.603	1.136	
	Trav services*1975	-0.276	0.864	
	Spéc techniques*1975	-2.166	1.17	+
	Ouvriers production*1975	-0.051	0.495	
	Managers*1975	-0.107	0.577	
	Employés bureau*1975	-0.199	0.775	
	Prof lib/gds empl*1975	-0.729	0.815	
	Spéc socio-culturels*1995	-0.344	0.49	
	Trav services*1995	1.284	0.437	**
	Spéc techniques*1995	-0.097	0.566	
	Ouvriers production*1995	1.273	0.343	***
	Managers*1995	0.783	0.423	+
	Employés bureau*1995	1.75	0.479	***
	Prof lib/gds empl*1995	-0.313	0.568	
	Spéc socio-culturels*1999	-0.478	0.509	
	Trav services*1999	1.512	0.447	***
	Spéc techniques*1999	-0.429	0.592	
	Ouvriers production*1999	0.991	0.364	**
	Managers*1999	0.691	0.433	

	BETA	E.S.	
Employés bureau*1999	1.39	0.491	**
Prof lib/gds empl*1999	-0.265	0.568	
Spéc socio-culturels*2003	-0.063	0.461	
Trav services*2003	1.479	0.416	***
Spéc techniques*2003	0.031	0.548	
Ouvriers production*2003	1.496	0.333	***
Managers*2003	0.793	0.412	+
Employés bureau*2003	1.6	0.463	***
Prof lib/gds empl*2003	0.525	0.516	
Spéc socio-culturels*2007	-0.226	0.473	
Trav services*2007	1.681	0.422	***
Spéc techniques*2007	-0.19	0.558	
Ouvriers production*2007	1.568	0.341	***
Managers*2007	0.876	0.417	
Employés bureau*2007	1.723	0.472	***
Prof lib/gds empl*2007	0.015	0.532	
Constante	-1.002	0.218	***
Pseudo R2 (Nagelkerke)	.118		
N	12 473		

Note : ***Significatif au niveau 0,001 ; **Significatif au niveau 0,01 ; *Significatif au niveau 0,05 ; + significatif au niveau 0,1. Les termes d'interaction pour le sexe et l'âge ne sont pas présentés.

Tableau A.5.11 : Vote pour le FPÖ en Autriche 1971-2008 (régression logistique bino-miale), annexe du graphique 5.12

		Beta	E.S.	
Classe	Spéc socio-culturels	-.702	.612	
	Trav services	-1.253	.560	*
	Spéc techniques	-.851	.973	
	Ouvriers production	-1.442	.404	***
	Managers (référence)	R		
	Employés bureau	-.180	.403	
	Prof lib/gds empl	-19.109	11938.770	
Sexe	Petits indépendants	-.554	.385	
	Femme	-.062	.271	
	Âge	18-34 ans	-.202	.305
Élection	35-64 ans (référence)	R		
	65 ans et plus	-.371	.491	
	1971 (référence)	R		
	1983	-1.325	.535	*
	1990	.402	.385	
	2002	-.389	.411	

PARTIS SOCIALISTES ET CLASSE OUVRIÈRE

	Beta	E.S.	
	2006	-.174	.414
	2008	1.100	.491 *
Interactions	Spéc socio-culturels*1983	1.485	.848 +
	Trav services*1983	1.260	.839
	Spéc techniques*1983	2.451	1.144 *
	Ouvriers production*1983	1.453	.625 *
	Employés bureau*1983	1.107	.627 +
	Prof lib/gds empl*1983	19.514	11938.770
	Petits indépendants*1983	.803	.641
	Spéc socio-culturels*1990	.592	.711
	Trav services*1990	.973	.654
	Spéc techniques*1990	.615	1.059
	Ouvriers production*1990	1.775	.470 ***
	Employés bureau*1990	-.056	.515
	Prof lib/gds empl*1990	20.421	11938.770
	Petits indépendants*1990	.741	.483
	Spéc socio-culturels*2002	-.630	.851
	Trav services*2002	1.467	.667 *
	Spéc techniques*2002	.636	1.101
	Ouvriers production*2002	2.148	.511 ***
	Employés bureau*2002	.593	.513
	Prof lib/gds empl*2002	18.628	11938.770
	Petits indépendants*2002	.627	.547
	Spéc socio-culturels*2006	.932	.710
	Trav services*2006	2.016	.639 **
	Spéc techniques*2006	1.698	1.045
	Ouvriers production*2006	2.401	.509 ***
	Employés bureau*2006	.260	.532
	Prof lib/gds empl*2006	19.231	11938.770
	Petits indépendants*2006	.722	.531
	Spéc socio-culturels*2008	.035	.803
	Trav services*2008	2.102	.699 **
	Spéc techniques*2008	1.164	1.116
	Ouvriers production*2008	1.416	.632 *
	Employés bureau*2008	.730	.582
	Prof lib/gds empl*2008	17.524	11938.770
	Petits indépendants*2008	.294	.599
	Constante	-1.923	.310 ***
	Pseudo R2 (Nagelkerke)	.143	
	N	6 477	

Note : ***Significatif au niveau 0,001 ; **Significatif au niveau 0,01 ; *Significatif au niveau 0,05 ; + significatif au niveau 0,1. Les termes d'interaction pour le sexe et l'âge ne sont pas présentés.

Tableau A.5.12: Vote pour le Front national en France 1988-2007 (régression logistique binomiale), annexe du graphique 5.14

		BETA	E.S.	
Classe	Ouvriers production	.353	.140	*
	Trav services et employés bureau	.340	.147	*
	Classe moyenne salariée (référence)	R		
	Indépendants/employeurs	.157	.159	
Sexe	Femme	-.512	.110	***
Âge	18-34 ans	.055	.114	
	35-64 ans (référence)	R		
	65 et plus	-.007	.140	
Élection	1988 (référence)	R		
	1995	-.097	.168	
	2002	.131	.159	
	2007	-.274	.174	
Interactions	Ouvriers production*1995	.231	.195	
	Services et bureau*1995	.369	.205	+
	Indép/employeurs*1995	.137	.227	
	Ouvriers production*2002	.293	.190	
	Services et bureau*2002	.396	.196	*
	Indép/employeurs*2002	.533	.235	*
	Ouvriers production*2007	.349	.203	+
	Services et bureau*2007	.405	.224	+
	Indép/employeurs*2007	-.271	.285	
	18-34 ans*1995	.255	.158	
	65 et plus*1995	-.372	.207	+
	18-34 ans*2002	-.234	.164	
	65 et plus*2002	-.235	.192	
	18-34 ans*2007	-.467	.180	**
	65 et plus*2007	-.392	.216	+
	Femme*1995	-.129	.156	
	Femme*2002	-.018	.153	
	Femme*2007	-.273	.175	
	Constante	-1.787	.120	***
	Pseudo R2 (Nagelkerke)	.047		
N	12 871			

Note: ***Significatif au niveau 0,001; **Significatif au niveau 0,01; *Significatif au niveau 0,05; + significatif au niveau 0,1.

Tableau A.5.13 : Participation aux élections fédérales en Suisse 1971-2007 (régression logistique binomiale), annexe du graphique 5.15

		BETA	E.S.	
Classe	Spéc socio-culturels (référence)	R		
	Trav services	-1.018	.240	***
	Spéc techniques	-.659	.379	+
	Ouvriers production	-1.246	.232	***
	Managers	-.519	.275	+
	Employés bureau	-.692	.250	**
	Prof lib/gds empl	-.103	.408	
	Petits indépendants	-.887	.246	***
Sexe	Femme	-1.040	.110	***
Âge	18-34 ans	-.611	.115	***
	35-64 ans (référence)	R		
	65 et plus	-.290	.145	*
Élection	1971 (référence)	R		
	1975	-.520	.353	
	1995	-1.444	.250	***
	1999	-1.273	.269	***
	2003	-1.374	.254	***
	2007	-1.428	.260	***
Interactions	Petits indép*1975	.074	.373	
	Trav services*1975	-.056	.391	
	Spéc techniques*1975	.513	.497	
	Ouvriers production*1975	.331	.348	
	Managers*1975	.571	.400	
	Employés bureau*1975	.447	.382	
	Prof lib/gds empl*1975	.184	.558	
	Petits indép*1995	.285	.268	
	Trav services*1995	.180	.259	
	Spéc techniques*1995	.395	.395	
	Ouvriers production*1995	.325	.250	
	Managers*1995	.126	.289	
	Employés bureau*1995	.021	.268	
	Prof lib/gds empl*1995	.049	.433	
	Petits indép*1999	.140	.294	
	Trav services*1999	.128	.285	
	Spéc techniques*1999	-.013	.419	
	Ouvriers production*1999	.214	.275	
	Managers*1999	.295	.308	

ANNEXE A

	BETA	E.S.	
Employés bureau*1999	.011	.289	
Prof lib/gds empl*1999	.034	.460	
Petits indép*2003	.288	.273	
Trav services*2003	.049	.264	
Spéc techniques*2003	.429	.401	
Ouvriers production*2003	.266	.258	
Managers*2003	.193	.293	
Employés bureau*2003	.088	.272	
Prof lib/gds empl*2003	-.289	.435	
Petits indép*2007	.358	.280	
Trav services*2007	.023	.271	
Spéc techniques*2007	.552	.408	
Ouvriers production*2007	.342	.266	
Managers*2007	.386	.300	
Employés bureau*2007	.358	.283	
Prof lib/gds empl*2007	.124	.446	
Constante	2.005	.236	***
Pseudo R2 (Nagelkerke)	.125		
N	22 373		

Note: ***Significatif au niveau 0,001 ; **Significatif au niveau 0,01 ; *Significatif au niveau 0,05 ; + significatif au niveau 0,1. Les termes d'interaction pour le sexe et l'âge ne sont pas présentés.

Tableau A.5.14 : Participation aux élections en Autriche 1971-2008 (régression logistique binomiale), annexe du graphique 5.17

		BETA	E.S.	
Classe	Spéc socio-culturels (référence)	R		
	Trav services	-1.217	.569	*
	Spéc techniques	-.263	.805	
	Ouvriers production	-.533	.539	
	Managers	-.190	.614	
	Employés bureau	-.655	.569	
	Prof lib/gds empl	-1.275	1.165	
	Petits indépendants	-.183	.599	
Sexe	Femme	.322	.228	
	Homme			
Âge	18-34 ans	-2.344	.246	***
	35-64 ans (référence)	R		
	65 et plus	.003	.531	
Élection	1971 (référence)	R		
	1983	-1.320	.709	+
	1990	-1.693	.638	**
	2002	-1.227	.636	+
	2006	-.975	.638	
	2008	-2.574	.647	***
Interactions	Trav services*1983	1.409	.765	+
	Spéc techniques*1983	-.318	.986	
	Ouvriers production*1983	.262	.682	
	Managers*1983	.086	.776	
	Employés bureau*1983	.786	.739	
	Prof lib/gds empl*1983	.246	1.315	
	Petits indépendants*1983	.137	.757	
	Trav services*1990	.936	.659	
	Spéc techniques*1990	-.126	.885	
	Ouvriers production*1990	.188	.611	
	Managers*1990	-.073	.690	
	Employés bureau*1990	.106	.649	
	Prof lib/gds empl*1990	.798	1.267	
	Petits indépendants*1990	.627	.701	
	Trav services*2002	-.036	.642	
	Spéc techniques*2002	.416	.945	
	Ouvriers production*2002	-.827	.617	
	Managers*2002	-.182	.703	
	Employés bureau*2002	-.249	.641	

	BETA	E.S.	
Prof lib/gds empl*2002	2.169	1.503	
Petits indépendants*2002	-.693	.684	
Trav services*2006	-.315	.638	
Spéc techniques*2006	-.643	.890	
Ouvriers production*2006	-1.157	.617	+
Managers*2006	-.519	.701	
Employés bureau*2006	-.499	.644	
Prof lib/gds empl*2006	.017	1.254	
Petits indépendants*2006	-1.123	.678	+
Trav services*2008	1.137	.655	+
Spéc techniques*2008	.732	.938	
Ouvriers production*2008	.162	.636	
Managers*2006	.352	.716	
Employés bureau*2008	.847	.667	
Prof lib/gds empl*2008	2.230	1.362	
Petits indépendants*2008	1.257	.731	+
Constante	3.897	.570	***
Pseudo R2 (Nagelkerke)	.110		
N	9 357		

Note: ***Significatif au niveau 0,001 ; **Significatif au niveau 0,01 ; *Significatif au niveau 0,05 ; + significatif au niveau 0,1. Les termes d'interaction pour le sexe et l'âge ne sont pas présentés.

Tableau A.5.15 : Participation aux élections législatives et présidentielles (1^{er} tour) en France 1978-2007 (régression logistique binomiale), annexe du graphique 5.18

		BETA	E.S.	
Classe	Ouvriers production	.077	.116	
	Trav services et employés bureau	.019	.117	
	Classe moyenne salariée (référence)	R		
	Indépendants et employeurs	.240	.136	+
Sexe	Femme	-.212	.091	*
Âge	18-34 ans	-.702	.095	***
	35-64 ans (référence)	R		
	65 et plus	-.237	.128	+
Élection	1978 (référence)	R		
	1988	-.088	.155	
	1995	-.613	.139	***
	2002	-.875	.134	***
	2007	-.045	.149	
Interactions	Ouvriers production*1988	-.546	.166	***
	Services et bureau*1988	-.196	.170	
	Indép et employ*1988	-.354	.195	+
	Ouvriers production*1995	-.024	.155	
	Services et bureau*1995	.071	.157	
	Indép et employ*1995	.135	.189	
	Ouvriers production*2002	-.126	.152	
	Services et bureau*2002	-.305	.148	*
	Indép et employ*2002	-.478	.191	*
	Ouvriers production*2007	-.715	.159	***
	Services et bureau*2007	.024	.175	
	Indép et employ*2007	-.203	.220	
	18-34 ans*1988	.196	.132	
	65 et plus*1988	.333	.182	+
	18-34 ans*1995	.207	.128	
	65 et plus*1995	.375	.174	*
	18-34 ans*2002	.315	.125	*
	65 et plus*2002	.492	.163	**
	18-34 ans*2007	.288	.136	*
	65 et plus*2007	.579	.187	**
	Femme*1988	.145	.129	
	Femme*1995	.203	.123	+
	Femme*2002	.173	.119	
Femme*2007	.149	.133		
Constante	2.005	.109	***	
Pseudo R2 (Nagelkerke)	.045			
N	19 471			

Note : ***Significatif au niveau 0,001 ; **Significatif au niveau 0,01 ; *Significatif au niveau 0,05 ; + significatif au niveau 0,1.

ANNEXE DU CHAPITRE 6

Tableau A.6.1 : Vote des ouvriers pour le parti socialiste : comparaison entre 1975 et les années 2000 en Suisse, entre 1986 et les années 2000 en Autriche

	SUISSE			AUTRICHE		
	BETA	E. S		BETA	E. S	
Femme	0.259	0.453		-0.036	0.448	
Qualifié	-0.106	0.389		0.505	0.385	
Non qualifié (Réf.)						
Syndiqué	0.917	0.452	**	0.989	0.368	***
0-24 empl. (Réf.)						
25-99 empl.	-0.134	0.499		0.054	0.416	
100-499 empl.	0.008	0.562		0.306	0.459	
500 et plus	-0.62	0.66		0.939	0.639	
Temps	-1.096	0.622	*	-0.114	0.49	
Femme*temps	-0.064	0.545		0.519	0.495	
Qualifié*temps	-0.017	0.485		-0.649	0.431	
Syndiqué*temps	-0.173	0.542		-0.3	0.429	
25-99 empl.*temps	0.995	0.576	*	0.224	0.477	
100-499 empl.*temps	0.363	0.674		0.079	0.532	
500 et plus*temps	1.632	0.774	**	-0.626	0.718	
Constante	-0.49	0.529		-0.391	0.45	
R2	.097			.117		
N	512			674		

Note : *** Significatif au niveau 0,01 ; ** Significatif au niveau 0,05 ; * Significatif au niveau 0,1
 Les coefficients sont basés sur des régressions logistiques binomiales.

Tableau A.6.2 : Vote pour le parti socialiste en Suisse 2008-2010 (salariés uniquement)

		CLASSE		+ ENVIR. SOCIAL			INTERACTIONS			
		Beta	E.S.	Beta	E.S.	Beta	E.S.			
Sexe	Femme	-0.06	0.16	0.022	0.169	-0.137	0.922			
Classe	Spéc socio-culturels	1.277	0.294	***	1.069	0.322	***	3.199	0.77	***
	Trav services	0.831	0.325	**	0.908	0.338	**	2.156	0.843	*
	Ouvriers production (Réf.)	R			R			R		
	Spéc techniques	0.791	0.322	*	0.739	0.337	*	1.587	0.813	+
	Managers	0.682	0.285	*	0.612	0.3	*	1.364	0.733	+
	Employés bureau	0.819	0.331	*	0.8	0.345	*	1.633	0.878	+
Syndicat	Syndiqué			0.465	0.199	*	1.632	0.654	*	
	Village (Réf.)			R			R			
Lieu de résidence	Petite ville			0.292	0.171	+	1.549	0.65	*	
	Banlieue/faubourg			-0.064	0.262		1.355	1.229		
	Grande ville			0.276	0.25		1.57	1.309		
Secteur	Public			0.247	0.166		-0.862	0.805		
	0-24 empl. (Réf.)			R			R			
Taille entreprise	25-99 empl.			0.405	0.187	*	1.77	0.653	**	
	100 et plus			0.315	0.18	+	-0.238	0.911		
	Syndiqué*socio-culturels						-1.577	0.741	*	
Syndiqué*trav services						-22.367	12824.2			
Syndiqué*spéc techniques						-1.281	0.866			
Syndiqué*managers						-0.858	0.785			
Syndiqué*empl bureau						-0.289	0.91			
Petite ville*socio-culturels						-2.015	0.729	**		
Petite ville*trav services						-1.528	0.793	+		
Petite ville*spéc techniques						-1.038	0.823			
Petite ville*managers						-0.73	0.736			
Petite ville*empl bureau						-0.964	0.852			
Banlieue*socio-culturels						-1.565	1.328			
Banlieue*trav services						-2.5	1.649			
Banlieue*spéc techniques						-1.256	1.454			
Banlieue*managers						-1.271	1.321			
Banlieue*empl bureau						-0.637	1.431			
Grande ville*socio-culturels						-2.043	1.38			
Grande ville*trav services						-0.746	1.529			
Grande ville*spéc techniques						-1.976	1.58			
Grande ville*managers						-0.774	1.391			
Grande ville*empl bureau						-0.655	1.507			
Public*socio-culturels						0.399	0.871			

	CLASSE		+ ENVIR. SOCIAL				INTERACTIONS		
	Beta	E.S.	Beta	E.S.	Beta	E.S.	Beta	E.S.	
Public*trav services							1.546	0.915	+
Public*spéc techniques							1.594	0.936	+
Public*managers							1.166	0.87	
Public*empl bureau							1.461	0.939	
<hr/>									
25-99 empl*socio-culturels							-1.459	0.74	*
25-99 empl*trav services							-1.527	0.862	+
25-99 empl*spéc techniques							-0.494	0.916	
25-99 empl*managers							-1.646	0.764	*
25-99 empl*empl bureau							-2.165	0.898	*
<hr/>									
100 et plus*socio-culturels							0.494	0.976	
100 et plus*trav services							1.019	1.12	
100 et plus*spéc techniques							0.662	1.047	
100 et plus*managers							0.827	0.971	
100 et plus*empl bureau							0.251	1.07	
<hr/>									
Constante	-1.944	0.246	***	-2.393	0.278	***	-3.544	0.648	***
R2 (Nagelkerke)	.032			.062			.135		
N	1 134			1087			1 087		

Note: *** Significatif au niveau 0,001 ; ** Significatif au niveau 0,01 ; * Significatif au niveau 0,05 ; + significatif au niveau 0,1. Les coefficients sont basés sur des régressions logistiques binomiales. Dans le modèle 3, les termes d'interaction pour le sexe et la classe sociale ne sont pas montrés.

Tableau A.6.3 : Vote pour le parti socialiste en Autriche 2008 (salariés uniquement)

		CLASSE		+ENVIR. SOCIAL		INTERACTIONS			
		Beta	E.S.	Beta	E.S.	Beta	E.S.		
Sexe	Femme	0.138	0.148	0.223	0.158	0.184	0.382		
Classe	Spéc socio-culturels	-0.627	0.251	*	-0.737	0.289	*	-0.583	0.659
	Trav services	0.214	0.216		0.141	0.234		0.134	0.494
	Ouvriers production (Réf.)	R			R			R	
	Spéc techniques	0.155	0.287		0.109	0.307		0.096	0.658
	Managers	-0.247	0.225		-0.357	0.241		0.06	0.487
	Employés bureau	-0.144	0.228		-0.207	0.245		-0.225	0.521
	Syndicat	Syndiqué			0.478	0.175	**	-0.006	0.397
Lieu de résidence	Village (Réf.)			R			R		
	Petite ville			-0.05	0.172		0.002	0.37	
	Banlieue/faubourg			0.201	0.294		-0.152	0.784	
	Grande ville			0.179	0.19		0.611	0.469	
Secteur	Public			0.127	0.171		0.291	0.523	
Taille entreprise	0-24 empl. (Réf.)			R			R		
	25-99 empl.			0.049	0.184		0.627	0.425	
	100 et plus			-0.253	0.197		0.15	0.42	
	Syndiqué*socio-culturels						0.074	0.695	
	Syndiqué*trav services						0.281	0.559	
	Syndiqué*spéc techniques						1.983	0.909	*
	Syndiqué*managers						0.867	0.575	
	Syndiqué*empl bureau						0.456	0.582	
	Petite ville*socio-culturels						0.73	0.638	
	Petite ville*trav services						0.04	0.513	
	Petite ville*spéc techniques						0.548	0.833	
	Petite ville*managers						-0.932	0.576	
	Petite ville*empl bureau						-0.125	0.578	
	Banlieue*socio-culturels						0.499	1.121	
	Banlieue*trav services						0.034	1	
	Banlieue*spéc techniques						0.341	1.472	
	Banlieue*managers						0.963	1.119	
	Banlieue*empl bureau						0.765	1.033	
	Grande ville*socio-culturels						0.179	0.768	
	Grande ville*trav services						-0.361	0.598	
	Grande ville*spéc techniques						-1.675	1.047	
	Grande ville*managers						-1.269	0.668	+
	Grande ville*empl bureau						0.086	0.652	
	Public*socio-culturels						-1.042	0.717	
	Public*trav services						0.238	0.638	
	Public*spéc techniques						0.701	0.986	
	Public*managers						-0.154	0.657	
	Public*empl bureau						-0.09	0.651	
	25-99 empl*socio-culturels						-0.435	0.635	
	25-99 empl*trav services						-1.256	0.63	*
	25-99 empl*spéc techniques						0.251	0.947	

	CLASSE		+ENVIR. SOCIAL				INTERACTIONS	
	Beta	E.S.	Beta	E.S.	Beta	E.S.	Beta	E.S.
25-99 empl*managers							-0.377	0.621
25-99 empl*empl bureau							-0.905	0.604
100 et plus*socio-culturels							-0.222	0.743
100 et plus*trav services							-1.413	0.724 +
100 et plus*spéc techniques							-0.86	0.905
100 et plus*managers							0.228	0.618
100 et plus*empl bureau							-0.778	0.649
Constante	-0.375	0.157 *	-0.468	0.194 *	-0.645	0.308 *		
R2 (Nagelkerke)	.025		.043		.121			
N	937		842		842			

Note : *** Significatif au niveau 0,001 ; ** Significatif au niveau 0,01 ; * Significatif au niveau 0,05 ; + significatif au niveau 0,1. Les coefficients sont basés sur des régressions logistiques binomiales. Dans le modèle 3, les termes d'interaction pour le sexe et la classe sociale ne sont pas montrés.

ANNEXE DU CHAPITRE 7

Tableau A.7.1 : Analyse factorielle pour les attitudes économiques et culturelles en 2002

Variables	AUTRICHE		SUISSE		FRANCE		ALLEMAGNE		GRANDE-BRETAGNE	
	Factor 1	Factor 2	Factor 1	Factor 2						
Le gouvernement devrait réduire les différences entre revenus	.805	-.001	.817	-.163	.819	-.042	.797	-.163	.799	-.031
Les employés ont besoin de syndicats forts pour protéger leurs conditions de travail et leurs salaires	.798	.091	.773	.232	.771	.155	.786	.177	.779	.117
Les immigrants font du pays une meilleure place pour vivre	-.098	.807	-.041	.736	.033	.774	-.070	.766	-.100	.802
Les homosexuels devraient être libres de vivre leur vie comme ils le souhaitent	.195	.727	.089	.730	.069	.762	.080	.753	.190	.727
Eigenvalue (valeur propre initiale)	1.413	1.108	1.316	1.115	1.404	1.073	1.270	1.207	1.373	1.103
Proportion de la variance expliquée par le facteur	0.35	0.28	0.33	0.28	0.35	0.27	0.32	0.30	0.34	0.28

Note : Ce tableau indique les poids des variables sur chaque facteur (après rotation).

Nombre de cas : Autriche : 1935 ; Suisse : 1881 ; France : 1444 ; Allemagne : 2743 ; Grande-Bretagne : 1981.

Présentation des variables retenues pour les analyses de la section 7.2 «Un changement des attitudes des classes au fil du temps ?»

Variables sur la redistribution des richesses :

- En **Suisse**, dans les enquêtes de 1971 et 1975, on demande aux personnes interrogées leur opinion sur la répartition des revenus: «Si vous comparez ce que vous gagnez avec ce que gagnent les autres couches de la population dans notre pays, pensez-vous que la répartition des revenus en Suisse est équitable ou inéquitable?» Dans les sondages Selects de 1995 à 2007, la question qui concerne de manière la plus proche la redistribution des richesses porte sur la taxation des hauts revenus: «Êtes-vous pour une augmentation de la taxation sur les hauts revenus, ou pour une diminution de la taxation sur les hauts revenus?» (échelle ordinale, cinq catégories).
- En **Autriche**, les questions portent toutes sur la responsabilité de l'État par rapport aux différences de revenus: l'État est-il responsable de (ou devrait-il prendre des mesures pour) réduire les différences entre revenus? L'échelle de mesure des données est ordinale, en quatre catégories dans les enquêtes de 1971, 1983, 1990⁶⁹, et en cinq catégories dans les enquêtes de 2002 et 2006.
- En **France**, les questions en lien avec la redistribution des richesses que nous avons sélectionnées varient davantage entre les enquêtes. En 1978, on demande aux personnes interrogées s'il faut supprimer les avantages d'un bon nombre de Français pour réduire les inégalités sociales entre les gens (échelle ordinale, quatre catégories). En 1988, la question porte sur le rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes (échelle ordinale, quatre catégories). En 1995, à défaut d'une question abordant plus étroitement la redistribution des richesses, il s'agit de prendre position sur l'intervention de l'État sur une échelle ordinale (sept catégories): «Certains pensent que l'État intervient trop dans la vie sociale et économique, d'autres pensent que l'État n'intervient pas assez. Comment vous situez-vous par rapport à ces deux opinions?» En 2007, l'opinion du répondant sur l'augmentation des impôts pour ceux qui gagnent plus de 4 000 euros par mois (échelle ordinale, quatre catégories) est demandée.

Variables sur l'immigration :

- En **Suisse**, nous allons utiliser pour le début de la période des questions concernant les initiatives contre la surpopulation étrangère. Elles sont liées à un comportement, et non à une attitude au sens strict. En 1971 et 1975, les enquêtes demandent aux électeurs s'ils ont voté pour ou contre les initiatives contre la surpopulation étrangère: initiative de Schwarzenbach de juin 1970 (dans l'enquête de 1971) et initiative contre la surpopulation étrangère

⁶⁹ La gradation des réponses est différente en 1971 par rapport à 1983 et 1990. En 1971, il y a seulement une réponse possible pour les personnes qui pensent que l'État n'est pas responsable, contre deux réponses possibles par la suite («en aucun cas responsable» et «pas responsable»).

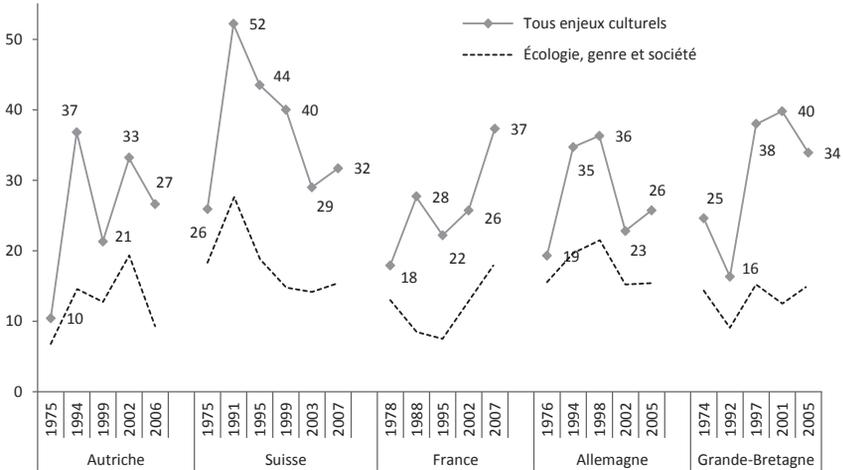
d'octobre 1974 (dans l'enquête de 1975). Dans les enquêtes Selects de 1995 et 2007, nous avons retenu la question suivante qui est la plus liée à la thématique de l'immigration: «Êtes-vous pour une Suisse où les étrangers ont les mêmes chances que les Suisses ou pour une Suisse où les Suisses ont des meilleures chances?» (échelle ordinale, cinq catégories).

- En **Autriche**, les enquêtes contiennent aussi des questions relatives aux «*Gastarbeiter*». Les enquêtes de 1971 et 1983 portent plus précisément sur les droits des travailleurs étrangers, alors que celle de 1990 contient une question sur les autorisations de séjour («*Aufenthaltsbewilligung*»). En 1971, les personnes interrogées doivent dire dans quelle mesure ils trouvent que l'attribution des droits égaux pour les travailleurs étrangers est un problème important ou pas (échelle ordinale, quatre catégories)⁷⁰. En 1983, il s'agit de dire si les travailleurs étrangers ont trop peu de droits, des droits adéquats ou trop de droits. En 1990, il s'agit de savoir si l'Autriche devrait donner des autorisations de séjour à davantage d'étrangers, à moins d'étrangers ou au même nombre d'étrangers que maintenant. En 2006, nous avons sélectionné une question sur l'impact de l'immigration sur l'économie: «Est-ce qu'il est généralement mauvais ou bien pour l'économie de l'Autriche que des gens d'autres pays viennent vivre ici»? Il faut se placer ensuite sur une échelle de 0 à 10.
- En **France**, dès 1988, nous disposons dans chaque enquête électorale d'une question sur l'immigration. On demande aux personnes interrogées de se positionner par rapport à l'affirmation suivante: «Il y a trop d'immigrés en France». Il faut se placer sur une échelle ordinale en quatre catégories qui va de «tout à fait d'accord» à «pas d'accord du tout».

⁷⁰ La question de 1971 porte moins sur un positionnement strict que sur l'importance du problème en tant que tel.

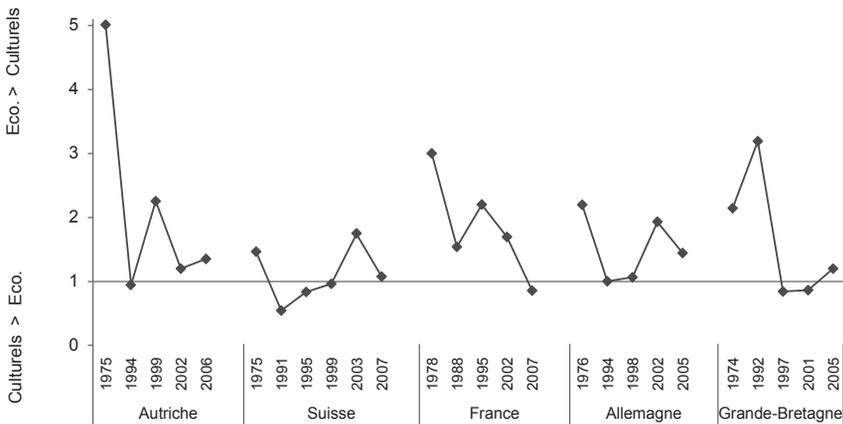
ANNEXE DU CHAPITRE 8

Graphique A.8.1 : Saillance de tous les enjeux culturels dans la compétition partisane (en %)



Nombre de cas : Autriche 1975 = 818 ; 1994 = 928 ; 1999 = 1 228 ; 2002 = 1 744 ; 2006 = 1 466. Suisse 1975 = 684 ; 1991 = 1 861 ; 1995 = 1 715 ; 1999 = 1 396 ; 2003 = 1 208 ; 2007 = 2 933. France N 1978 = 1 559 ; 1988 = 2 037 ; 1995 = 1 815 ; 2002 = 1 599 ; 2007 = 1 160. Allemagne N 1976 = 851 ; 1994 = 1 086 ; 1998 = 1 286 ; 2002 = 1 596 ; 2005 = 1 767. Grande-Bretagne N 1974 = 565 ; 1992 = 687 ; 1997 = 1 313 ; 2001 = 671 ; 2005 = 1 184.

Graphique A.8.2 : Ratio entre enjeux économiques et enjeux culturels dans la compétition partisane



Note : Un ratio de 1 signifie que les enjeux culturels sont autant saillants que les enjeux économiques dans la compétition partisane. Un ratio supérieur (inférieur) à 1 signifie que les enjeux économiques sont plus (moins) présents que les enjeux culturels.

ANNEXE B :
OPÉRATIONNALISATION DU SCHÉMA
DES CLASSES SOCIALES DE DANIEL OESCH
POUR LES DIFFÉRENTES ÉLECTIONS

Tableau B.1 : Attribution des codes ISCO-88 pour chaque classe
Utilisation : Suisse 1995-2007 / Autriche 2002-2006 / Allemagne 2002 / European social survey

LOGIQUE DE TRAVAIL DES SERVICES INTERPERSONNELS	LOGIQUE DE TRAVAIL TECHNIQUE	LOGIQUE DE TRAVAIL D'ORGANISATION	LOGIQUE DE TRAVAIL INDÉPENDANTE
Spécialistes socio-culturels 2220-2320, 2350-2359, 2440, 2442-2443, 2445, 2451, 2460	Spécialistes techniques 2100-2213 3000-3213, 3434, 8310-8311	Managers 1000-1239, 2410-2429, 2441, 2470 1300-1319, 3400-3433, 3439, 3440-3450, 5162	Grands employeurs IND et 1000-1239 Petits indépendants IND et 1300-1319, 3000-9333
Travailleurs des services 3221, 3225, 3227-3228, 3473-3475, 5000-5152, 5200-5230, 9100-9153	Travailleurs de production 6000-6210, 7000-7442, 8000-8290, 8300, 8312-8340, 9160-9333	Employés de bureau 4000-4290, 5160, 5161, 5163, 5169 +100, 110	

Tableau B.2 : Attribution des codes ISCO-68 pour chaque classe
Utilisation : Suisse 1975 / Autriche 1971, 1983, 1990 / Allemagne 1972 / Grande-Bretagne 1970

LOGIQUE DE TRAVAIL DES SERVICES INTERPERSONNELS	LOGIQUE DE TRAVAIL TECHNIQUE	LOGIQUE DE TRAVAIL D'ORGANISATION	LOGIQUE DE TRAVAIL INDÉPENDANTE
Spécialistes socio-culturels 60, 61, 63, 65, 67, 71, 73, 130-132, 139, 150-159, 192	Spécialistes techniques 10-13, 20-31, 50-53, 80-84 14, 32-43, 54, 77, 163, 342, 861-862, 983	Managers 90-129, 174, 194, 200-219, 300, 350-352, 400, 500, 600 199, 310, 410, 421-443, 510, 582, 700	Grands employeurs IND + 200-219, 300, 400, 500, 600 Petits indépendants IND + 310-399, 410-490, 510-599, 610-649, 700-999
Travailleurs des services 62, 64, 66, 68, 175, 180, 360, 450-490, 520-570, 590-599	Travailleurs de production 610-649, 710-859, 871-982, 984-999	Employés de bureau 320-341, 359, 370-399, 581, 589	

Tableau B.3 : Correspondance des CSP 1982 avec le schéma d'Oesch
Utilisation : France 1988-2007

LOGIQUE DE TRAVAIL DES SERVICES INTERPERSONNELS	LOGIQUE DE TRAVAIL TECHNIQUE	LOGIQUE DE TRAVAIL D'ORGANISATION	LOGIQUE DE TRAVAIL INDÉPENDANTE
Spécialistes socio-culturels	Spécialistes techniques	Managers	Grands employeurs
7 Professeurs, professions scientifiques	Cadres, ingénieurs	11 Professions intermédiaires administratives et commerciales	4 Chefs d'entreprise (10 salariés et plus)
8 Professions de l'information, de l'art et des spectacles			5 Professions libérales
9 Instituteurs	13 Techniciens	12 Contremaîtres, agents de maîtrise	
10 Professions intermédiaires de la santé et du travail social		18 Policiers, militaires	
14 Clergé		Employés de bureau	Petits indépendants
Travailleurs des services	Travailleurs de production	16 Employés d'administration et d'entreprise	1 Agriculteurs exploitants
15 Employés de commerce	19 Ouvriers qualifiés		2 Artisans (moins de 10 salariés)
17 Personnels des services directs aux particuliers	20 Ouvriers non qualifiés		3 Commerçants (moins de 10 salariés)
	21 Ouvriers agricoles		

Tableau B.4 : Correspondance des CSP 1954 avec le schéma d'Oesch
Utilisation : FR 1978

LOGIQUE DE TRAVAIL DES SERVICES INTERPERSONNELS	LOGIQUE DE TRAVAIL TECHNIQUE	LOGIQUE DE TRAVAIL D'ORGANISATION	LOGIQUE DE TRAVAIL INDÉPENDANTE
Spécialistes socio-culturels	Spécialistes techniques	Managers	Grands employeurs
32 Prof. scientifiques	33 Ingénieurs	34 Cadres supérieurs	21 Industriels
41 Instituteurs	43 Techniciens	44 Cadres moyens	26 Gros commerçants
42 Serv. médicaux et sociaux		60 Contremaîtres	
80 Artistes		82 Armée et police	
81 Clergé		Employés de bureau	Petits indépendants
Travailleurs des services	Travailleurs de production	51 Employés de bureau	0 Agriculteurs exploitants
53 Employés de commerce	10 Salariés agricoles		22 Artisans
72 Personnels de service	61 Ouvriers qualifiés		23 Patrons pêcheurs
70 Gens de maison	63 Ouvriers spécialisés		27 Petits commerçants
71 Femmes de ménage	65 Mineurs		
	66 Marins et pêcheurs		
	67 Apprentis ouvriers		
	68 Maneuvres		
	69 Ouvriers		

Tableau B.5 : Correspondance de la « Standard Occupational Classification 2000 » (SOC2000) avec le schéma d'Oesch
Utilisation : Grande-Bretagne 2001

LOGIQUE DE TRAVAIL DES SERVICES INTERPERSONNELS	LOGIQUE DE TRAVAIL TECHNIQUE	LOGIQUE DE TRAVAIL D'ORGANISATION	LOGIQUE DE TRAVAIL INDÉPENDANTE
Spécialistes socio-culturels 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2311, 2312, 2313, 2314, 2317, 2319, 2322, 2329, 2444, 3412, 3431	Spécialistes techniques 2111, 2112, 2113, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2131, 2132, 2321, 2431, 2432, 2433, 2434	Managers 1111, 1112, 1113, 1114, 1121, 1122, 1123, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1137, 1141, 1142, 1151, 1152, 1161, 1162, 1163, 1172, 1173, 1174, 1181, 1182, 1183, 1184, 1185, 1211, 1212, 1219, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1231, 1232, 1233, 1234, 1235, 1239, 2411, 2419, 2421, 2422, 2423, 2441, 3312, 3433, 3520, 3531, 3532, 3533, 3534, 3535, 3536, 3537, 3539, 3541, 3542, 3543, 3544, 3561, 3562, 3564, 7129	Grands employeurs IND + 1111-1239 + 25 employés et plus Professions libérales IND + 2111, 2112, 2113, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2131, 2132, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2319, 2321, 2322, 2329, 2411, 2419, 2421, 2422, 2423, 2431, 2432, 2433, 2434, 2441, 2442, 2443, 2444, 2451, 2452, 3411, 3412, 3416, 3431, 3562, 3564
Travailleurs des services 3213, 3217, 3414, 3415, 3441, 3442, 3443, 3449, 5434, 6111, 6112, 6113, 6114, 6115, 6121, 6122, 6123, 6124, 6131, 6139, 6211, 6213, 6214, 6215, 6219, 6221, 6222, 6231, 6232, 6291, 7111, 7112, 7113, 7121, 7122, 7123, 7124, 9132, 9211, 9219, 9221, 9222, 9223, 9224, 9225, 9226, 9229, 9231, 9233, 9234, 9241, 9243, 9244, 9245, 9249, 9251, 9259	Travailleurs de production 5112, 5113, 5111, 5119, 5319, 5312, 5315, 8141, 5313, 5322, 5321, 5316, 5216, 5314, 5241, 5234, 5323, 6292, 5212, 5215, 5213, 5232, 5214, 5311, 5211, 5222, 5221, 5223, 5231, 8135, 5233, 5244, 5245, 5249, 5242, 5243, 5224, 5494, 5495, 5491, 5499, 5421, 5422, 5423, 5424, 5431, 5433, 5432, 5492, 5493, 5419, 5411, 5414, 5412, 5413, 8119, 8122, 8123, 8117, 8112, 8121, 8114, 8124, 8126, 8125, 8118, 8115, 8116, 8113, 8137, 8136, 8111, 8132, 8131, 8129, 8133, 8134, 8138, 8139, 8216, 8212, 8214, 8213, 8211, 8229, 8223, 8221, 8222, 8217, 9235, 9232, 9239, 9119, 9111, 9112, 8142, 8143, 9129, 8149, 9121, 9131, 9133, 9134, 9139, 8218, 8219, 9141, 9149	Employés de bureau 3313, 3314, 3319, 4111, 4112, 4113, 4114, 4121, 4122, 4123, 4131, 4132, 4133, 4134, 4135, 4136, 4137, 4141, 4142, 4150, 4211, 4212, 4213, 4214, 4215, 4216, 4217, 6212, 7211, 7212, 9242 1171, 3311	Petits indépendants -IND + 1111-1239 + moins de 25 employés -IND + 3111-9259

BIBLIOGRAPHIE

- ADAMS James, SOMER-TOPCU Zeynep, 2009. «Policy Adjustment by Parties in Response to Rival Parties' Policy Shifts: Spatial Theory and the Dynamic of Party Competition», in *Twenty-Five Post-War Democracies*. British Journal of Political Science 39(4), p. 825-846.
- AFONSO Alexandre, MACH André, 2011. «Coming Together but Staying Apart: Continuity and Change in the Swiss and Austrian Varieties of Capitalism», in BECKER Uwe (Ed.), *The Changing Political Economies of Small West European Countries*. Amsterdam University Press, Amsterdam, p. 99-124.
- AGRIKOLIANSKY Eric, 2000. *Les partis politiques en France au xx^e siècle*. A. Colin. Paris.
- ALFORD Robert, 1967. «Class Voting in the Anglo-American Political Systems», in LIPSET Seymour M., ROKKAN Stein (Eds.), *Party systems and voter alignments : cross national perspectives*. The Free Press, New York, p. 67-93.
- ALFORD Robert, 1962. *A Suggested Index of the Association of Social Class and Voting*. Public Opinion Quarterly 26, p. 417-425.
- AMSTUTZ Mélanie, 2012. *Le clivage culturel entre la nouvelle gauche et la droite populiste : quelle place pour la structure sociale ? Une analyse pour la Norvège, les Pays-Bas et la Suisse*. Mémoire de Maîtrise en Science politique, Université de Genève.
- Année politique suisse. Dossier Parteien: Sozialdemokratische Partei (SP) [online]. Institut für Politikwissenschaft, Bern. <http://www.anneepolitique.ch/de/partis.php> (consulté le 21 avril 2012).
- ARLETTAZ Gérald, ARLETTAZ Silvia, 2004. *La Suisse et les étrangers. Immigration et formation nationale (1848-1933)*. Antipodes, Lausanne.
- ARNDT Christoph, 2014. *Social Democracy's Mobilization of New Constituencies : The Role of Electoral Systems*. Party Politics 20(5), p. 778-790.
- ARNDT Christoph, 2011. *The Electoral Consequences of Third Way Welfare State Reforms. Social Democracy's Transformation and Its Political Costs*. PhD Dissertation, Department of Political Science, Aarhus University.
- ARZHEIMER Kai, 2013. «Working-class parties 2.0? Competition between Centre-Left and Extreme Right Parties», in RYDGREN Jens (Ed.), *Class Politics and the Radical Right*. Routledge, London ; New York, p. 75-90.

- BARON Reuben M., KENNY David A., 1986. «The Moderator-Mediator Variable Distinction», in *Social Psychological Research: Conceptual, Strategic, and Statistical Considerations*. Journal of Personality and Social Psychology 51(6), p. 1173-1182.
- BARRETT Rowena, RAINNIE Al, 2002. *What's So Special About Small firms?: Developing an Integrated Approach to Analysing Small Firm Industrial Relations*. Work Employment Society 16(3), p. 415-431.
- BARTOLINI Stefano, 2000. *The Political Mobilization of the European Left, 1860-1980: The Class Cleavage*. Cambridge University Press, Cambridge.
- BARTOLINI Stefano, MAIR Peter, 1990. *Identity, Competition, and Electoral Availability. The Stabilisation of European Electorates, 1885-1985*. Cambridge University Press, Cambridge.
- BEAUD Stéphane, PIALOUX Michel, 1999. *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*. Fayard, Paris.
- BECK Ulrich, BECK-GERNSHEIM Elisabeth, 1994. «Individualisierung in modernen Gesellschaften – Perspektiven und Kontroversen einer subjektorientierten Soziologie», in BECK Ulrich, BECK-GERNSHEIM Elisabeth (Eds.), *Riskante Freiheiten*. Suhrkamp, Frankfurt am Main, p. 10-39.
- BERGIER Jean-François, 1974. *Naissance et croissance de la Suisse industrielle*. Francke, Berne.
- BERGOUNIOUX Alain, MANIN Bernard, 1989. *Le régime social-démocrate*. Presses universitaires de France, Paris.
- BEST Robin E., 2011. *The Declining Electoral Relevance of Traditional Cleavage Groups*. European Political Science Review 3(2), p. 279-300.
- BISCHOF Günter, PELINKA Anton, KARLHOFFER Ferdinand, 1999. *The Vranitzky Era in Austria*. Transaction, New Brunswick, N.J.; London.
- BISCHOF Günter, PLASSER Fritz, 2008. *The Changing Austrian Voter*. Transaction Pub., New Brunswick, N.J.
- BLAIS André, 2007. «Turnout in Elections», in KLINGEMANN Hans-Dieter, DALTON Russell J. (Eds.), *The Oxford Handbook of Political Behavior*. Oxford University Press Oxford, p. 621-635.
- BLOMQVIST Paula, GREEN-PEDERSEN Christoffer, 2004. *Defeat at Home? Issue-Ownership and Social Democratic Support in Scandinavia*. Government and Opposition 39(4), p. 587-613.
- BLUM Roger, 1986. *Wandel und Konstanten bei den Progressiven Organisationen (POCH) 1971-1986*. Annuaire suisse de science politique 26, p. 119-150.
- BOCHSLER Daniel, SCIARINI Pascal, 2010. *So Close But So Far: Voting Propensity and Party Choice for Left-Wing Parties*. Swiss Political Science Review 16(3), p. 373-402.
- BODMER Walter, 1960. *Die Entwicklung der schweizerischen Textilwirtschaft im Rahmen der übrigen Industrien und Wirtschaftszweige*. Verl. Berichthaus, Zürich.
- BORNSCHIER Simon, 2013. Recension «Le destin électoral de la gauche. Le vote socialiste et vert en Suisse», in NICOLET Sarah, SCIARINI Pascal, Chêne-Bourg: Georg Éditeur, 2010. Swiss Political Science Review 19(1), p. 108-110.
- BORNSCHIER Simon, 2010 a. *Cleavage Politics and the Populist Right: the New Cultural Conflict in Western Europe*. Temple University Press, Philadelphia.
- BORNSCHIER Simon, 2010 b. «Integrating the Defense of Traditional Communities into the Libertarian-Authoritarian Divide: The Role of the Swiss People's Party in the Redefinition

- of Cultural Conflicts», in HUG Simon, KRIESI Hanspeter (Eds.), *Value Change in Switzerland*. Lexington, Lenham, p. 121-141.
- BORNSCHIER Simon, KRIESI Hanspeter, 2013. «The Populist Right, the Working Class, and the Changing Face of Class Politics», in RYDGREN Jens (Ed.), *Class Politics and the Radical Right*. Routledge, London, p. 10-29.
- BOSC Serge, 2008. *Sociologie des classes moyennes*. La Découverte, Paris.
- BOURDIEU Pierre, 1979. *La distinction : critique sociale du jugement*. Éditions de minuit, Paris.
- BOY Daniel, MAYER Nonna, 1993. «The Changing French Voter», in BOY Daniel, MAYER Nonna (Eds.), *The French Voter Decides*. University of Michigan Press, Ann Arbor, p. 167-184.
- BRACONNIER Cécile, DORMAGEN Jean-Yves, 2007. *La démocratie de l'abstention*. Gallimard, Paris.
- BROOKS Clem, NIEUWBEERTA Paul, MANZA Jeff, 2006. *Cleavage-Based Voting Behavior in Cross-National Perspective: Evidence from Six Postwar Democracies*. Social Science Research 35, p. 88-128.
- BRUNNER Matthias, SCIARINI Pascal, 2002. «L'opposition ouverture-traditions», in HUG S., SCIARINI P. (Eds.), *Changements de valeurs et nouveaux clivages politiques en Suisse*. L'Harmattan, Paris, p. 29-94
- BUDGE Ian, FARLIE Dennis J., 1983. «Party Competition: Selective Emphasis or Direct Confrontation? An Alternative View with Data», in DAALDER Hans, MAIR Peter (Eds.), *West European Party Systems: Continuity and Change*. Sage, London.
- BUTLER David, STOKES Donald E., 1974. *Political Change in Britain: The Evolution of Electoral choice*, 2nd ed. Pgrave Macmillan, London.
- BUTLER David, STOKES Daniel E., 1969. *Political Change in Britain: Forces Shaping Electoral Choice*. Macmillan; St Martin's Press, London; New York.
- CAMUS Jean-Yves, 1997. *Le Front National: histoire et analyses*, 2^e éd. augmentée éd. O. Laurens, Paris.
- CASTELNUOVO-FRIGESSI Delia, 1978. *La condition immigrée: les ouvriers italiens en Suisse, La parole au peuple*. Éd. d'En bas, Lausanne, 387 p.
- CAUTRÈS Bruno, 2004. «“Old Wine in New Bottles? New Wine in Old Bottles? Class, Religion and Vote in the French Electorate” – The 2002 Elections in Time Perspective», in LEWIS-BECK Michael S. (Ed.), *The French Voter: Before and after the 2002 Elections*. Palgrave Macmillan, Basingstoke, p. 74-92.
- CAUTRÈS Bruno, HEATH Anthony, 1996. *Déclin du «vote de classe»? : une analyse comparative en France et en Grande-Bretagne*. Revue internationale de politique comparée 3(3), p. 541-568.
- CAUTRÈS Bruno, MAYER Nonna, 2010. «Analyse multidimensionnelle de la classe sociale et de ses effets politiques», in BOY Daniel, CAUTRÈS Bruno, SAUGER Nicolas (Éd.), *Les Français, des Européens comme les autres? Presses de Sciences Po, Paris, p. 153-179.*
- CAUTRÈS Bruno, MAYER Nonna, 2004. «Les métamorphoses du “vote de classe”», in CAUTRÈS Bruno, MAYER Nonna (Éd.), *Le nouveau désordre électoral: les leçons du 21 avril 2002*. Presses de Sciences Po, Paris, p. 145-159.
- CHAUVEL Louis, 2006. «Are Social Classes Really Dead? A French Paradox in Class Dynamics», in THERBORN Göran (Ed.), *Inequalities of the World*. Verso, Londres, p. 295-317.

- CHAUVEL Louis, CHENU Alain, 2002. *Enjeux et usages des catégories socioprofessionnelles : traditions nationales, comparaisons internationales et standardisation européenne* (Débat entre Louis Chauvel et Alain Chenu, animé par Marco Oberti et Edmond Preteceille). *Sociétés contemporaines* 45-46, p. 157-185.
- CLARK Terry N., LIPSET Seymour M., 1991. *Are Social Classes Dying?* *International Sociology* 6(4), p. 397-410.
- CREWE IVOR, DENVER David, 1985. *Electoral Change in Western Democracies : Patterns and Sources of Electoral Volatility*. Croom Helm, London ; Sydney.
- CRONIN James E., 1980. *Labor Insurgency and Class Formation : Comparative Perspectives on the Crisis of 1917-1920 in Europe*. *Social Science History* 4(1), p. 125-152.
- DACHS Herbert, 1997. «Grünalternative Parteien», in DACHS Herbert, GEHRlich Peter, GOTTWEIS Herbert (Ed.), *Handbuch des politischen Systems Österreichs : die zweite Republik*. Manzsche Verlags- und Universitätsbuchhandlung, Wien, p. 304-314.
- DALTON Russell J., 1988. *Citizen Politics in Western Democracies : Public Opinion and Political Parties in the United States, Great Britain, West Germany, and France*. Chatham House Publishers, Chatham.
- DEGEN Bernard, 2012. *Sozialdemokratische Partei (SP)*, Historisches Lexikon der Schweiz/ Dictionnaire historique de la Suisse <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/d/D17393.php> (version du 20 mars 2012).
- DERVILLE Jacques, 2005. «Du RPF au RPR et à l'UMP : la banalisation d'un parti de droite», in BRÉCHON Pierre (Éd.), *Les partis politiques français*. La Documentation française, Paris.
- DOLEZAL Martin, 2010. *Exploring the Stabilization of a Political Force : The Social and Attitudinal Basis of Green Parties in the Age of Globalization*. *West European Politics* 33(3), p. 534-552.
- DOLEZAL Martin, 2009. «Pas un cas particulier. Les Verts suisses en comparaison européenne», in BAER Matthias, SEITZ Werner (Eds.), *Les Verts en Suisse : leur politique, leur histoire, leur base*. Rüegger, Zurich, p. 143-157.
- DOLEZAL Martin, 2008 a. «The Design of the Study – The Distinguishing Characteristics of Our Approach», in KRIESI Hanspeter, GRANDE Edgar, LACHAT Romain, DOLEZAL Martin, BORNSCHIER Simon, FREY Timotheos (Eds.), *West European Politics in the Age of Globalization*. Cambridge University Press, Cambridge, p. 53-70.
- DOLEZAL Martin, 2008 b. «Austria: Transformation Driven by an Established Party», in KRIESI Hanspeter, GRANDE Edgar, LACHAT Romain, DOLEZAL Martin, BORNSCHIER Simon, FREY Timotheos (Eds.), *West European Politics in the Age of Globalization*. Cambridge University Press, Cambridge, p. 105-129.
- DOLEZAL Martin, 2005. *Globalisierung und die Transformation des Parteienwettbewerbs in Österreich. Eine Analyse der Angebotsseite*. *Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft* 34(2), p. 163-176.
- DUMÉNIL Gérard, LÉVY Dominique, 2005. «The Neoliberal (Counter-) Revolution», in SAAD FILHO Alfredo, JOHNSTON Deborah (Eds.), *Neo-liberalism : A Critical Reader*. Pluto Press, London, p. 9-19.
- DUNLEAVY Patrick, HUSBANDS Christopher, 1985. *British Democracy at the Crossroads*. Allen et Unwin, Londres.
- DURIEZ Bruno, ION Jacques, PINÇON Michel, PINÇOT-CHARLOT Monique, 1991. *Institutions statistiques et nomenclatures socio-professionnelles*. Essai comparatif : Royaume-Uni, Espagne, France. 32(1), p. 29-59.

- DUVERGER Maurice, 1976. *Les partis politiques*. Librairie Armand Colin, 10^e édition, Paris.
- EBBINGHAUS Bernhard, VISSER Jelle, 2000. *Trade Unions in Western Europe since 1945*. Grove's dictionaries; Macmillan, New York, Basingstoke.
- ELFF Martin, 2010. *Disenchanted Workers, Selective Abstention and the Electoral Defeat of Social Democracy in Germany*. Paper prepared for delivery at the 106th Annual Meeting of the American Political Science Association, Septembre 2-5, 2010, Washington, D.C.
- ELFF Martin, 2009. *Social Divisions, Party Positions, and Electoral Behaviour*. *Electoral Studies* 28, p. 297-308.
- ELFF Martin, 2006. *Politische Ideologien, soziale Konflikte und Wahlverhalten*. Nomos, Baden-Baden.
- ELFF Martin, ROSSTEUTSCHER Sigrid, 2011. *Stability or Decline? Class, Religion and the Vote in Germany*. *German Politics* 20(1), p. 107-127.
- ERIKSON Robert, GOLDTHORPE John H., 1992. *The Constant Flux: A Study of Class Mobility in Industrial Societies*. Clarendon Press, Oxford.
- ERIKSON Robert, GOLDTHORPE John H., PORTOCARERO Lucienne, 1979. *Intergenerational Class Mobility in three Western European Societies: England, France and Sweden*. *British Journal of Sociology* 30, p. 415-441.
- EVANS Geoffrey, 2000. *The Continued Significance of Class Voting*. *Annual Review of Political Science* 3(1), p. 401-417.
- EVANS Geoffrey, 1999 a. *The End of Class Politics?* Oxford University Press, Oxford.
- EVANS Geoffrey, 1999 b. «Class Voting: From Premature Obituary to Reasoned Appraisal», in EVANS Geoffrey (Ed.), *The End of Class Politics? Class Voting in Comparative Context*. Oxford University Press, Oxford, p. 1-20.
- EVANS Geoffrey, DE GRAAF Nan Dirk, 2013. «Explaining Cleavage Strength: The Role of Party Positions», in EVANS Geoffrey, DE GRAAF Nan Dirk (Eds.), *Political Choice Matters. Explaining the Strength of Class and Religious Cleavages in Cross-National Perspective*. Oxford University Press, Oxford.
- EVANS Geoffrey, HEATH Anthony, PAYNE Clive, 1999. «Class: Labour as a Catch-All Party?», in EVANS Geoffrey, NORRIS Pippa (Eds.), *Critical Elections: British Parties and Voters in Long-term Perspective*. Sage, London, p. 87-101.
- EVANS Geoffrey, HEATH Anthony, PAYNE Clive, 1996. *Class and Party Revisited: A New Model for Estimating Changes in Levels of Class Voting*. *Journal of Elections, Public Opinion & Parties* 6, p. 157-174.
- EVANS Geoffrey, HEATH Anthony, PAYNE Clive, 1991. *Modelling Trends in the Class/Party Relationship 1964-1987*. *Electoral studies* 10(2), p. 99-117.
- EVANS Geoffrey, Tilley James, 2012. *How Parties Shape Class Politics: Explaining the Decline of the Class Basis of Party Support*. *British Journal of Political Science* 42(01), p. 137-161.
- FAGERHOLM Andreas, 2013. *Towards a Lighter Shade of Red? Social Democratic Parties and the Rise of Neo-Liberalism in Western Europe, 1970-1999*. *Perspectives on European Politics and Society* 14(4), p. 538-561.
- FINGER Matthias, REY Jean-Noël, 1987. *Le parti socialiste suisse face aux nouvelles valeurs et aux nouveaux enjeux politiques de la société industrielle avancée*. *Annuaire suisse de science politique* 27, p. 257-272.
- FINGER Matthias, SCIARINI Pascal, 1991. *Integrating "New Politics" Into "Old Politics": The Swiss Party Elite*. *West European Politics* 14(1), p. 98-112.

- FRANKLIN Mark N., 1985. *The Decline of Class Voting in Britain: Changes in the Basis of Electoral Choice, 1964-1983*. Clarendon Press, Oxford.
- FRANKLIN Mark N., MACKIE Tom, VALEN Henry, 1992. *Electoral Change: Responses to Evolving Social and Attitudinal Structures in Western Countries*. Cambridge University Press, Cambridge; New York.
- FREITAG Markus, 1996. *Wahlbeteiligung in westlichen Demokratien. Eine Analyse zur Erklärung von Niveauunterschieden*. Swiss Political Science Review 2(4), p. 1-34.
- FROGNIER André-Paul, 2007. *Application du modèle de Lipset et Rokkan à la Belgique*. Revue internationale de politique comparée 14(2), p. 281-302.
- GALLIE Duncan, PENN Roger, ROSE Michael, 1996. *Trade Unions in Recession*. Oxford University Press, Oxford.
- GANGUILLET Gilbert, KRIESI Hanspeter, 1983. *Der heimatlose Bürger im Leistungsstaat*. Annuaire suisse de science politique 23, p. 141-160.
- GEISSLER Reiner, 2006. *Die Sozialstruktur Deutschlands. Zur gesellschaftlichen Entwicklung mit einer Bilanz zur Vereinigung*. VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden.
- GIUGNI Marco, 1995. *Entre stratégie et opportunité: les nouveaux mouvements sociaux en Suisse*. Seismo, Zurich.
- GIUGNI Marco, PASSY Florence, 1997. *Histoires de mobilisation politique en Suisse: de la contestation à l'intégration*. L'Harmattan, Paris, Montréal.
- GIUGNI Marco, SCIARINI Pascal, 2008. «Polarisation et politisation en Suisse», in SUTER Christian, PERRENOUD Silvia, LÉVY René, KUHN Ursina, JOYE Dominique, GAZARETH Pascal (Éd.), *Rapport social 2008*. Seismo, Zurich, p. 222-243.
- GLASS Ruth, 1964. *London: Aspects of Change*. Centre for Urban Studies, University of London, MacGibbon & Kee, London.
- GOLDTHORPE John H., 1999 a. «Modelling the Pattern of Class Voting in British Elections 1964-1992», in EVANS Geoffrey (Ed.), *The End of Class Politics?* Oxford University Press, Oxford, p. 59-82.
- GOLDTHORPE John H., (with Peter Mair, Seymour Martin Lipset, Michael Hout), 1999 b. «Critical Commentary: Four Perspectives on the End of Class Politics», in EVANS Geoffrey (Ed.), *The End of Class Politics? Class Voting in Comparative Context*. Oxford University Press, Oxford, p. 308-322.
- GOLDTHORPE John H., 1997. «The "Goldthorpe Class" Schema: Some Observations on Conceptual and Operational Issues in Relation to the ESRC Review of Governmental Social Classifications», in ROSE David, O'REILLY Karen (Eds.), *Constructing Classes: Towards a New Social Classification for the UK*. Office for National Statistics, London, p. 40-48.
- GOLDTHORPE John H., LOCKWOOD David, BECHHOFFER Frank, PLATT Jennifer, 1968. *The Affluent Worker: Political Attitudes and Behaviour*. Cambridge University Press, Cambridge.
- GOODWIN Matthew J., 2010. «In Search of the Winning Formula. Nick Griffin and the "Modernization" of the British National Party», in EATWELL Roger, GOODWIN Matthew (Eds.), *The New Extremism in 21st Century Britain*. Routledge, London; New York, p. 169-190.
- GOTTRAUX Philippe, PÉCHU Cécile, 2011. *Militants de l'UDC. La diversité sociale et politique des engagés*. Éditions Antipodes, Lausanne.
- GOTTWEIS Herbert, 1991. «Neue soziale Bewegungen in Österreich», in DACHS Herbert, GERLICH Peter, GOTTWEIS Herbert, HORNER Franz, KRAMER Helmut, LAUBER Volkmar,

- MÜLLER Wolfgang C., TALOS Emmerich (Eds.), *Handbuch des politischen Systems Österreichs*. Manzsche Verlags- und Universitätsbuchhandlung, Wien, p. 309-324.
- GOUGOU Florent, 2012. «La droitisation du vote des ouvriers en France : Désalignement, réalignement et renouvellement des générations», in DE WAELE Jean-Michel, VIERA Mathieu (Éd.), *Une droitisation de la classe ouvrière en Europe?* Economica, Paris.
- GOUGOU Florent, MAYER Nonna, 2013. «The Class Basis of Extreme Right Voting in France. Generational Replacement and the Rise of New Cultural Issues (1984-2007)», in RYDGREN Jens (Ed.), *Class Politics and the Radical Right*. Routledge, Londres et New York, p. 156-172.
- GOUX Dominique, MAURIN Éric, 2012. *Les nouvelles classes moyennes*. Éditions du Seuil et la République des idées, Paris.
- GRANDE Edgar, 2008. «Globalizing West European Politics: the Change of Cleavage Structures, Parties and Party Systems in Comparative Perspective», in KRIESI Hanspeter, GRANDE Edgar, LACHAT Romain, DOLEZAL Martin, BORNSCHIER Simon, FREY Timotheos (Eds), *West European Politics in the Age of Globalization*. Cambridge University Press, Cambridge.
- GRAY Mark, CAUL Miki, 2000. *Declining Voter Turnout in Advanced Industrial Democracies, 1950 to 1997: The Effects of Declining Group Mobilization*. Comparative Political Studies 33(9), p. 1091-1122.
- GREEN-PEDERSEN Christoffer, 2007. *The Growing Importance of Issue Competition: The Changing Nature of Party Competition in Western Europe*. Political Studies 55(3), p. 607-628.
- GREEN-PEDERSEN Christoffer, MORTENSEN Peter B., 2010. *Who Sets the Agenda and Who Responds to it in the Danish Parliament? A New Model of Issue Competition and Agenda-Setting*. European Journal of Political Research 49(2), p. 257-281.
- GRUNER Erich, 1988. *Arbeiterschaft und Wirtschaft in der Schweiz 1880-1914*. Demographische, wirtschaftliche und soziale Basis und Arbeitsbedingungen (vol. 1). Chronos, Zürich.
- GUILLY Christophe, 2011. «Les classes populaires au coeur d'une nouvelle géographie sociale», in BAUMEL Laurent, KALFON François (Éd.), *Plaidoyer pour une gauche populaire. La gauche face à ses électeurs*. Le bord de l'eau, Lormont, p. 47-56.
- GUILLY Christophe, 2010. *Fractures françaises*. François Bourin éditeur, Paris.
- GÜVELI Ayse, 2006. *New Social Classes within the Service Class in the Netherlands and Britain: Adjusting the EGP Class Schema for the Technocrats and the Social and Cultural Specialists*. ICS-dissertation, Radboud University Nijmegen, Nijmegen.
- GÜVELI Ayse, NEED Ariana, DE GRAAF Nan Dirk, 2007. *The Rise of "New" Social Classes within the Service Class in The Netherlands. Political Orientation of Social and Cultural Specialists and Technocrats between 1970 and 2003*. Acta Sociologica 50(2), p. 129-146.
- HACKER Jakob S., PIERSON Paul, 2010. *Winner-Take-All Politics: Public Policy, Political Organization, and the Precipitous Rise of Top Incomes in the United States Politics & Society*, 38(2), p. 152-204.
- HAERPFER Christian, 1997. «Wahlverhalten», in DACHS Herbert, GEHRICH Peter, GOTTWEIS Herbert (Ed.), *Handbuch des politischen Systems Österreichs: die zweite Republik, erw. und völlig neu bearb.* Aufl. ed. Manzsche Verlags- und Universitätsbuchhandlung, Wien, p. 526-538.

- HALL Peter A., LAMONT Michèle, 2013. *Social Resilience in the Neoliberal Era*. Cambridge University Press, Cambridge.
- HARVEY David, 2005. *A Brief History of Neoliberalism*. Oxford University Press, Oxford.
- HÄUSERMANN Silja, KRIESI Hanspeter, 2011. *What Do Voters Want? Dimensions and Configurations in Individual-Level Preferences and Party Choice*, Paper prepared for the conference “The Future of Democratic Capitalism”, June 16-18th, 2011, Zurich, Switzerland.
- HEATH Anthony, EVANS Geoffrey, PAYNE Clive, 1995. *Modelling the Class-Party Relationship in Britain, 1964-1992*. *Journal of the Royal Statistical Society* 158(3), p. 563-574.
- HEATH Anthony, JOWELL Roger, CURTICE John, 2001. *The Rise of New Labour. Party Policies and Voter Choices*. Oxford University Press, Oxford.
- HEATH Anthony, JOWELL Roger, CURTICE John, 1985. *How Britain Votes*. Pergamon Press, Oxford.
- HEATH Anthony, JOWELL Roger, CURTICE John, EVANS Geoffrey, FIELD Julia, WITHERSPOON Sharon, 1991. *Understanding Political Change: the British voter, 1964-1987*. Pergamon, Oxford.
- HEIMBERG Charles, 1997. «La question de l’immigration», in STUDER Brigitte, VALLOTTON François (Éd.), *Histoire sociale et mouvement ouvrier: un bilan historiographique, 1848-1998*. Éd. d’en Bas, Chronos, Lausanne, Zurich, p. 155-161.
- HELBLING Marc, TRESCH Anke, 2011. *Measuring Party Positions and Issue Salience from Media Coverage: Discussing and Cross-Validating New Indicators*. *Electoral Studies* 30(1), p. 174-183.
- HOBSBAWN Éric, 1999. *L’âge des extrêmes. Histoire du court xx^e siècle, 1914-1991*. Le Monde diplomatique, Paris.
- HOFFMANN-NOWOTNY Hans-Joachim, 1973. *Soziologie des Fremdarbeiterproblems*. Eine theoretische und empirische Analyse am Beispiel der Schweiz. F. Enke, Stuttgart.
- HOLZ Jean-Marc, HOUSSEL Jean-Pierre, MANTEAU Julien, 2002. *L’industrie dans la nouvelle économie mondiale*. Presses universitaires de France, Paris.
- HOUT Michael, BROOKS Clem, MANZA Jeff, 1995. *The Democratic Class Struggle in the United States, 1948-1992*. *American Sociological Review* 60(6), p. 805-828.
- HRADIL Stefan, 2006. *Die Sozialstruktur Deutschlands im internationalen Vergleich*, 2. Aufl. ed. VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden.
- HUBER Henri, KAESTLI Tobias, LINDER Wolf, SOMMARUGA Simonetta, 2001. *Gurten Manifest für eine neue und fortschrittliche SP-Politik*.
- HUG Simon, TRECHSEL Alexandre H., 2002. «Clivages et identification partisane», in HUG Simon, SCIARINI Pascal (Éd.), *Changements de valeurs et nouveaux clivages politiques en Suisse*. L’Harmattan, Paris, p. 207-235.
- IGNAZI Piero, 1996. *The Crisis of Parties and the Rise of New Political Parties*. *Party Politics* 2(4), p. 549-566.
- IGNAZI Piero, 1992. *The Silent Counter-Revolution: Hypotheses on the Emergence of Extreme Right Parties in Europe*. *European Journal of Political Research* 22(1), p. 3-34.
- INGLEHART Ronald, 1984. «The Changing Structure of Political Cleavages in Western Society», in DALTON Russell J., FLANAGAN Scott C., BECK Paul A. (Eds.), *Electoral Change in Advanced Industrial Democracies*. Princeton University Press, Princeton.
- INGLEHART Ronald, 1977. *The Silent Revolution: Changing Values and Political Style among Western Publics*. Princeton University Press, Princeton.

- IVALDI Gilles, 2005. «Les formations d'extrême droite : Front national et Mouvement national républicain», in BRÉCHON Pierre (Éd.), *Les partis politiques français*. La Documentation française, Paris, p. 15-43.
- IVARSFLATEN Elisabeth, 2005. *The Vulnerable Populist Right Parties: No Economic Realignment Fuelling their Electoral Success*. European Journal of Political Research 44(3), p. 465-492.
- JANSEN Guido, EVANS Geoffrey, DE GRAAF Nan Dirk, 2012. *Class Voting and Left-Right Party Positions: A Comparative Study of 15 Western Democracies, 1960-2005*. Social Science Research 42(2), p. 376-400.
- Journal de Genève*, 1975. *Énergie nucléaire : les adversaires manifestent à Berne*. 28 avril 1975, p. 7.
- KAELBLE Hartmut, 2008. «Europäisches Selbstverständnis und gesellschaftliche Entwicklungen im 20. Jahrhundert», in KAELBLE Hartmut, KIRSCH Martin (Eds.), *Selbstverständnis und Gesellschaft der Europäer : Aspekte der sozialen und kulturellen Europäisierung im späten 19. und 20. Jahrhundert*. Peter Lang, Frankfurt am Main, p. 421-447.
- KAELBLE Hartmut, 2007. *Sozialgeschichte Europas : 1945 bis zur Gegenwart*. Verlag C.H. Beck, München.
- KAELBLE Hartmut, 1997. *Der Wandel der Erwerbsstruktur in Europa im 19. und 20. Jahrhundert*. Historical Social Research 22(2), p. 5-28.
- KAM Cindy D., FRANZESE Robert J., 2007. *Modeling and Interpreting Interactive Hypotheses in Regression Analysis*. University of Michigan Press, Ann Arbor.
- KATZENSTEIN Peter J., 1984. *Corporatism and Change : Austria, Switzerland, and the Politics of Industry*. Cornell University Press, Ithaca ; London.
- KELLER Stefan, 2001. *Die Zeit der Fabriken. Von Arbeitern und einer roten Stadt*. Rotpunktverlag, Zürich.
- KERBO Harold R., GONZALEZ Juan J., 2003. *Class and Non-Voting in Comparative Perspective : Possible Causes and Consequences in the United States*. Research in Political Sociology 12, p. 175-195.
- KIRCHHEIMER Otto, 1966. «The Transformation of the Western European Party Systems», in LAPALOMBARA Joseph, WEINER Myron (Eds.), *Political Parties and Political Development*. Princeton University Press, Princeton, p. 177-200.
- KITSCHOLT Herbert, 2013. «Social Class and the Radical Right. Conceptualizing Political Preference Formation and Partisan Choice», in RYDGREN Jens (Ed.), *Class Politics and the Radical Right*. Routledge, Londres et New York, p. 224-251.
- KITSCHOLT Herbert, 2012. *Occupations as a Site of Political Preference Formation*. Manuscript non publié.
- KITSCHOLT Herbert, 2010. *The Comparative Analysis of Electoral and Partisan Politics : A Comment on a Special Issue of West European Politics*. West European Politics 33(3), p. 659-672.
- KITSCHOLT Herbert, 2001. «Partisan Competition and Welfare State Retrenchment. When do Politicians Choose Unpopular Policies?», in PIERSON Paul (Ed.), *The New Politics of the Welfare State*. Oxford University Press, Oxford, p. 265-302.
- KITSCHOLT Herbert, 1994 a. *The Transformation of European Social Democracy*. Cambridge University Press, Cambridge ; New York.
- KITSCHOLT Herbert, 1994 b. *Austrian and Swedish Social Democrats in Crisis : Party Strategy and Organization in Corporatist Regimes*. Comparative Political Studies 27(3), p. 3-39.

- KITSCHOLT Herbert, MCGANN Anthony J., 1995. *The Radical Right in Western Europe: A Comparative Analysis*. University of Michigan, Ann Arbor.
- KITSCHOLT Herbert, REHM Philipp, 2005. *Who Supports the Left in the 21st Century? Patterns of Party Competition and Electoral Coalitions*. Proto-Paper prepared for the Conference "Social Justice and the Future of European Democracy", 18-19 March, Minda de Gunzburg Center for European Studies, Cambridge (MA).
- KNUTSEN Oddbjørn, 2005. *The Impact of Sector Employment on Party Choice: A Comparative Study of Eight West European countries*. *European Journal of Political Research* 44(4), p. 593-621.
- KNUTSEN Oddbjørn, 2004. *Social Structure and Party Choice in Western Europe: a Comparative Longitudinal Study*. Palgrave, Basingstoke, Hants.
- KNUTSEN Oddbjørn, 2001. *Social Class, Sector Employment, and Gender as Party Cleavages in the Scandinavian Countries: A Comparative Longitudinal Study, 1970-1995*. *Scandinavian Political Studies* 24(4), p. 311-350.
- KNUTSEN Oddbjørn, SCARBROUGH Elinor, 1995. «Cleavage Politics», in VAN DETH Jan W., SCARBROUGH Elinor (Eds.), *The Impact of Values*. Oxford University Press, Oxford, p. 492-523.
- KOCKA Jürgen, 1980. *The Study of Social Mobility and the Formation of the Working Class in the 19th Century*. *Le Mouvement social* 111, p. 97-117.
- KOLLER Christophe, 2008. *Fabrique*, Dictionnaire historique de la Suisse (DHS), <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F13824.php> (version du 23.10.2006).
- KOOPMANS Ruud, 1992. *Democracy from Below. New Social Movements and the Political System in West Germany*, PhD Thesis. University of Amsterdam.
- KORPI Walter, 1983. *The Democratic Class Struggle*. Routledge & Kegan Paul, London.
- KRIESI Hanspeter, 2003. «The Transformation of the National Political Space in a Globalizing World», in IBARRA Pedro (Ed.), *Social Movements and Democracy*. Palgrave Macmillan, New York, p. 195-210.
- KRIESI Hanspeter, 1999. «Movements of the Left. Movements of the Right: Putting the Mobilization of Two New Types of Social Movements into Political Context», in KITSCHOLT Herbert, LANGE Peter, MARKS Gary, STEPHENS John D. (Eds.), *Continuity and Change in Contemporary Capitalism*. Cambridge, p. 398-423.
- KRIESI Hanspeter, 1998 a. *The Transformation of Cleavage Politics. The 1997 Stein Rokkan Lecture*. *European Journal of Political Research* 33(2), p. 165-185.
- KRIESI Hanspeter, 1998 b. *Le système politique suisse*, 2^e éd., Economica, Paris.
- KRIESI Hanspeter, 1993. *Political Mobilization and Social Change: The Dutch Case in Comparative Perspective*. Avebury, Aldershot; Brookfield.
- KRIESI Hanspeter, 1989. *New Social Movements and the New Class in the Netherlands*. *American Journal of Sociology* 94(5), p. 1078-1116.
- KRIESI Hanspeter, 1986. *Pespektiven neuer Politik: Parteien und neue soziale Bewegungen*. *Annuaire suisse de science politique* 26, p. 330-350.
- KRIESI Hanspeter, FREY Timotheos, 2008. «The United Kingdom: Moving Parties in a Stable Configuration», in KRIESI Hanspeter, GRANDE Edgar, LACHAT Romain, DOLEZAL Martin, BORNSCHIER Simon, FREY Timotheos (Eds.), *West European politics in the Age of Globalization*. Cambridge University Press, Cambridge, p. 183-207.

- KRIESI Hanspeter, GRANDE Edgar, DOLEZAL Martin, HELBLING Marc, HÖGLINGER Dominic, HUTTER Swen, WÜEST Bruno, 2012. *Political Conflict in Western Europe*. Cambridge University Press, Cambridge.
- KRIESI Hanspeter, GRANDE Edgar, LACHAT Romain, DOLEZAL Martin, BORNSCHIER Simon, FREY Timotheos, 2008. *West European Politics in the Age of Globalization*. Cambridge University Press, Cambridge.
- KRIESI Hanspeter, GRANDE Edgar, LACHAT Romain, DOLEZAL Martin, BORNSCHIER Simon, FREY Timotheos, 2006. *Globalization and the Transformation of the National Political Space : Six European Countries Compared*. European Journal of Political Research 45(6), p. 921-956.
- KRIESI Hanspeter, KOOPMANS Ruud, DYVENDAK Jan W., GIUGNI Marco, 1995. *New Social Movements in Western Europe : A Comparative Analysis*. University of Minnesota Press, Minneapolis.
- KRIESI Hanspeter, KOOPMANS Ruud, DUYVENDAK Jan W., GIUGNI Marco, 1992. *New Social Movements and Political Opportunities in Western Europe*. European Journal of Political Research 22, p. 219-244.
- KRIESI Hanspeter, LACHAT Romain, SELB Peter, BORNSCHIER Simon, HELBLING Marc, 2005. *Der Aufstieg der SVP : acht Kantone im Vergleich*. NZZ-Verlag, Zürich.
- KUMLIN Staffan, SVALLFORS Stefan, 2007. «Social Stratification and Political Articulation: Why Attitudinal Class Differences Vary Across Countries», in MAU Steffen, VEGHTE Benjamin (Eds.), *Social Justice, Legitimacy and the Welfare State*. Ashgate, Aldershot.
- LACHAT Romain, 2008. «Switzerland: Another Case of Transformation Driven by an Established Party», in KRIESI H., GRANDE E., LACHAT R., DOLEZAL M., BORNSCHIER S., FREY T. (Eds.), *West European Politics in the Age of Globalization*. Cambridge University Press, Cambridge, p. 130-153.
- LACHAT Romain, 2007. *A Heterogeneous Electorate : Political Sophistication, Predisposition Strength, and the Voting Decision Process*. Nomos Verlag, Baden-Baden.
- LAZARSFELD Paul F., BERELSON Bernard, GAUDET Hazel, 1944. *The People's Choice : How the Voter Makes Up his Mind in a Presidential Campaign*. Columbia University Press, New York.
- LEFEBVRE Rémi, SAWICKI Frédéric, 2006. *La société des socialistes : le PS aujourd'hui*. Éd. du Croquant, Bellecombe-en-Bauges.
- LEIGHLEY Jan E., NAGLER Johnathan, 1992. *Socioeconomic Class Bias in Turnout, 1964-1988 : The Voters Remain the Same*. The American Political Science Review 86(3), p. 725-736.
- LEVY René, 2009. *Die schweizerische Sozialstruktur*. Rüegger, Zürich ; Chur.
- LEVY René, JOYE Dominique, GUYE Olivier, KAUFMANN Vincent, 1997. *Tous égaux ? De la stratification aux représentations*. Éd. Seismo, Zurich.
- LIPHART Arend, 1979. *Religious vs. Linguistic vs. Class Voting : The Crucial Experiment of Comparing Belgium, Canada, South Africa, and Switzerland*. American Political Science Review 73(2), p. 442-458.
- LIPSET Seymour M., 1981. *Political Man : The Social Bases of Politics*. Johns Hopkins University Press, Baltimore.
- LIPSET Seymour M., 1963. *L'homme et la politique*. Éd. du Seuil, Paris.
- LIPSET Seymour M., ROKKAN Stein, [1967] 1990. «Cleavage Structures, Party Systems, and Voter Alignments», in MAIR Peter (Ed.), *The West European Party System*. Oxford University Press, Oxford, p. 91-138.

- LIPSET Seymour M., ROKKAN Stein, 1967. «Cleavage Structures, Party Systems, and Voter Alignments: An Introduction», in LIPSET Seymour M., ROKKAN, Stein (Eds.), *Party Systems and Voter Alignments: Cross-National Perspectives*. The Free Press, New York, p. 1-64.
- LOVEMAN Gary, SENGENBERGER Werner, 1990. «Introduction: Economic and Social Reorganisation in the Small and Medium-Sized Enterprise Sector», in SENGENBERGER Werner, LOVEMAN Gary, PIRE Michael J. (Eds.), *The Re-Emergence of Small Enterprises: Industrial Restructuring in Industrialised Countries*. International Institute for Labour Studies, Geneva, p. 1-61.
- LUTZ Georg, 2008. *Élections fédérales 2007. Participation et choix électoral*. Selects – FORS, Lausanne.
- MACDONALD Kenneth I., 2011. *Family Investments in Children: What the Interactions and the Data Do Not Say*. European Sociological Review 27(2), p. 281-286.
- MALLET Serge, 1963. *La nouvelle classe ouvrière*. Seuil, Paris.
- MANZA Jeff, BROOKS Clem, 1999. *Social Cleavages and Political Change: Voter Alignments and U.S. Party Coalitions*. Oxford University Press, Oxford.
- MANZA Jeff, HOUT Michael, BROOKS Clem, 1995. *Class Voting in Capitalist Democracies since World War II: Dealignment, Realignment, or Trendless Fluctuation*. Annual Review of Sociology 21, p. 137-162.
- MARTIN Pierre, 2007. *Comment analyser les changements dans les systèmes partisans d'Europe occidentale depuis 1945?* Revue internationale de politique comparée 14(2), p. 263-280.
- MARTIN Pierre, 2000. *Comprendre les évolutions électorales. La théorie des réalignements revisitée*. Presses de Sciences Po, Paris.
- MARX Karl, [1894] 1977. «Das Kapital. Kritik der politischen Ökonomie, volume 3», in *Marx Engels Werke 25*. Dietz Verlag, Berlin.
- MARX Karl, [1852] 1973. «Der achtzehnte Brumaire des Louis Bonaparte», in *Marx Engels Werke 8*. Dietz Verlag, Berlin.
- MAYER Nonna, 2010. *Sociologie des comportements politiques*. A. Colin, Paris.
- MAYER Nonna, 2007. «Que reste-t-il du vote de classe?», in PERRINEAU Pascal, ROUBAN Luc (Eds.), *La politique en France et en Europe*. Presses de Sciences Po, Paris, p. 287-310.
- MAYER Nonna, 2006. *La science politique est-elle une science?* Nouvelles fondations 2(2), p. 42-48.
- MAYER Nonna, 2003. *Que reste-t-il du vote de classe? Le cas français*. Lien social et Politiques 49, p. 101-111.
- MAZZOLENI Oscar, MASULIN Maurizio, PÉCHU Cécile, 2005. *Dimensions socio-professionnelles et explication du vote en faveur de l'Union démocratique du centre en Suisse*. Revue française de science politique 55(4), p. 663-689.
- MCGANN Anthony J., KITSCHOLT Herbert, 2005. *The Radical Right in The Alps: Evolution of Support for the Swiss SVP and Austrian FPÖ*. Party Politics 11(2), p. 147-171.
- MEGUID Bonnie M., 2005. *Competition between Unequals: The Role of Mainstream Party Strategy in Niche Party Success*. American Political Science Review 99(3), p. 347-359.
- MERET Susi, 2009. *The Danish People's Party, the Italian Northern League and the Austrian Freedom Party in a Comparative Perspective: Party Ideology and Electoral Support*. Institut for Historie, Internationale Studier og Samfundsforhold, Aalborg Universitet, Aalborg.

- MERKEL Wolfgang, EGLE Christoph, HENKES Christian, OSTHEIM Tobias, PETRING Alexander, 2006. *Die Reformfähigkeit der Sozialdemokratie*. VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden.
- MICHELAT Guy, SIMON Michel, 2004. *Les ouvriers et la politique: permanence, ruptures, réalignements 1962-2002*. Presses de Sciences Po, Paris.
- MICHELAT Guy, SIMON Michel, 1977. *Classe, religion et comportement politique*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Éd. sociales, Paris.
- MOSCHONAS Gerassimos, 1994. *La social-démocratie, de 1945 à nos jours*. Montchrestien, Paris.
- MÜLLER Walter, 1999. «Class Cleavages in Party Preferences in Germany – Old and New», in EVANS G. (Ed.), *The End of Class Politics?* Oxford University Press, Oxford, p. 137-180.
- MÜLLER Walter, 1997. *Sozialstruktur und Wahlverhalten. Eine Widerrede gegen die Individualisierungsthese*. Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie 49, p. 747-760.
- MÜLLER Wolfgang C., 1997. «Die Österreichische Volkspartei», in DACHS Herbert, GERLICH Peter, GOTTWEIS Herbert (Eds.), *Handbuch des politischen Systems Österreichs: die zweite Republik*. Manzsche Verlags- und Universitätsbuchhandlung, Wien, p. 265-285.
- MÜLLER Wolfgang C., 1993. *After the "Golden Age": Research into Austrian Political Parties since the 1980s*. European Journal of Political Research 23(4), p. 439-463.
- MÜLLER Wolfgang C., STROM Kaare, 1999. «Political Parties and Hard Choices», in MÜLLER Wolfgang C., STROM Kaare (Eds.), *Policy, Office, or Votes?: How Political Parties in Western Europe Make Hard Decisions*. Cambridge University Press, Cambridge, p. 1-35.
- MÜLLER Wolfgang C., ULRAM Peter A., 1995. *The Social and Demographic Structure of Austrian Parties*. Party Politics 1(1), p. 145-160.
- NACHTWEY Oliver, SPIER Tim, 2007. *Political Opportunity Structures and the Success of the German Left Party in 2005*. Debatte 15(2), p. 123-154.
- NADEAU Richard, BÉLANGER Éric, LEWIS-BECK Michael S., CAUTRÈS Bruno, FOUCAULT Martial, 2012. *Le vote des Français de Mitterrand à Sarkozy 1988-1995-2002-2007*. Presses de Science po, Paris.
- NICOLET Sarah, SCIARINI Pascal, 2010 a. *Le destin électoral de la gauche. Le vote socialiste et vert en Suisse*. Georg éditeur, Genève.
- NICOLET Sarah, SCIARINI Pascal, 2010 b. «Introduction», in NICOLET Sarah, SCIARINI Pascal (Eds.), *Le destin électoral de la gauche. Le vote socialiste et vert en Suisse*. Georg, Genève, p. 9-44.
- NICOLET Sarah, TRESCH Anke, 2010. «Changing Religiosity, Changing Politics? The Influence of Traditional and Post-traditional Forms of Religiosity on Political Attitudes», in HUG Simon, KRIESI Hanspeter (Eds.), *Value Change in Switzerland*. Lexington Books, Lanham, Boulder, New York, Toronto, Plymouth, UK, p. 23-43.
- NIEUWBEERTA Paul, 1996. *The Democratic Class Struggle in Postwar Societies: Class Voting in Twenty Countries*. Acta Sociologica 39, p. 345-384.
- NIEUWBEERTA Paul, DE GRAAF N.D., 1999. «Traditional Class Voting in Twenty Postwar Societies», in EVANS Geoffrey (Ed.), *The End of Class Politics?* Oxford University Press, Oxford, p. 23-26.
- NIEUWBEERTA Paul, GANZEBOOM Harry B., 1996. *International Social Mobility and Politics File. Steinmetz Archive Dataset P1145*. Steinmetz Archive, Amsterdam.

- NIEUWBEERTA Paul, ULTEE Wout, 1999. *Class Voting in Western Industrialized Countries, 1945-1990: Systematizing and Testing Explanations*. European Journal of Political Research 35(1), p. 123-160.
- NORDLINGER Eric A., 1967. *The Working-Class Tories: Authority, Deference and Stable Democracy*. MacGibbon & Kee, London.
- NORRIS Pippa, 2005. *Radical Right: Voters and Parties in the Electoral Market*. Cambridge University Press, Cambridge.
- OCDE, 2011. «Immigrant Population», in *OECD Factbook 2011-2012: Economic, Environmental and Social Statistics*. OECD Publishing. <http://dx.doi.org/10.1787/factbook-2011-13-en>.
- OESCH Daniel, 2013. «The Class Basis of the Cleavage between the New Left and the Radical Right. An Analysis for Austria, Denmark, Norway and Switzerland», in RYDGREN Jens (Ed.), *Class Politics and the Radical Right*. Routledge, London et New York.
- OESCH Daniel, 2008 a. *The Changing Shape of Class Voting: An Individual-Level Analysis of Party Support in Britain, Germany and Switzerland*. European Societies 10(3), p. 329-355.
- OESCH Daniel, 2008 b. *Explaining Workers' Support for Right-Wing Populist Parties in Western Europe: Evidence from Austria, Belgium, France, Norway and Switzerland*. International Political Science Review 29(3), p. 349-373.
- OESCH Daniel, 2006. *Redrawing the Class Map. Stratification and Institutions in Britain, Germany, Sweden and Switzerland*. Palgrave Macmillan, London.
- OESCH Daniel, RENNWALD Line, 2010 a. *The Class Basis of Switzerland's Cleavage between the New Left and the Populist Right*. Swiss Political Science Review 16(3), p. 343-372.
- OESCH Daniel, RENNWALD Line, 2010 b. «La disparition du vote ouvrier? Le vote de classe et les partis de gauche en Suisse», in NICOLET Sarah, SCIARINI Pascal (Éd.), *Le destin électoral de la gauche. Le vote socialiste et vert en Suisse*. Georg éditeur, Genève, p. 219-256.
- OESCH Daniel, RENNWALD Line, 2010 c. «Un électorat divisé? Les préférences politiques des classes sociales et le vote de gauche en Suisse 2007», in NICOLET Sarah, SCIARINI Pascal (Éd.), *Le destin électoral de la gauche. Le vote socialiste et vert en Suisse*. Georg éditeur, Genève, p. 257-291.
- Office for National Statistics. 2005. *The National Statistics Socio-economic Classification. User Manual*. Palgrave Macmillan, Basingstoke.
- OSKARSON Maria, 2005. «Social Structure and Party Choice», in THOMASSEN Jacques (Ed.), *The European Voter. A Comparative Study of Modern Democracies*. Oxford University Press, Oxford, p. 84-105.
- PACEK Alexander, RADCLIFF Benjamin, 1995. *Turnout and the Vote for Left-of-Centre Parties: A Cross-National Analysis*. British Journal of Political Science 25(01), p. 137-143.
- PALLEY Thomas I., 2004. «From Keynesianism to Neo-liberalism: Shifting Paradigms in Economics», in SAAD FILHO Alfredo, JOHNSTON Deborah (Eds.), *Neo-liberalism: A Critical Reader*. Pluto Press, London, p. 20-29.
- PAN KÉ SHON Jean-Louis, 2004. *Déterminants de la non-inscription électorale et quartiers sensibles en France*. Population 59 (1), p. 147-160.
- PAPPI FRANZ U., 2002. «Die politisierte Sozialstruktur heute: Historische Reminiszenz oder aktuelles Erklärungspotential?», in BRETTSCHEIDER Frank, VAN DETH Jan W., ROLLER Edeltraud (Eds.), *Das Ende der politisierten Sozialstruktur? Leske und Budrich, Opladen*, p. 25-46.

- PAPPI Franz U., 1990. «Klassenstruktur und Wahlverhalten im sozialen Wandel», in KAASE Max, KLINGEMANN Hans-Dieter (Eds.), *Wahlen und Wähler. Analysen aus Anlass der Bundestagswahl 1987*. Westdeutscher Verlag, Opladen, p. 15-30.
- PELINKA Anton, 2005. *Vom Glanz und Elend der Parteien : Struktur- und Funktionswandel des österreichischen Parteiensystems*. StudienVerlag, Innsbruck.
- PELINKA Anton, 1983. *The Nuclear Power Referendum in Austria*. Electoral Studies 2(3), p. 253-261.
- PETROCIK John R., 1996. *Issue-Ownership in Presidential Elections with a 1980 Case Study*. American Journal of Political Science 40(3), p. 825-850.
- PFEUFFER Andreas, SCHULTHEIS Franz, 2002. *Quelques particularités allemandes dans la représentation statistique du monde social*. Sociétés contemporaines 45-46, p. 17-42.
- PIORE Michael J., SABEL Charles F., 1984. *The Second Industrial Divide: Possibilities for Prosperity*. Basic Books, New York.
- PLASSER Fritz, ULRAM Peter A., 2008. «Electoral Change in Austria», in BISCHOF Günter, PLASSER Fritz (Eds.), *The Changing Austrian voter*. Transaction Pub., New Brunswick, N.J., p. 54-78.
- PLASSER Fritz, ULRAM Peter A., 2000. «Rechtspopulistische Resonanzen: Die Wählerschaft der FPÖ», in PLASSER Fritz, ULRAM Peter A. (Eds.), *Das österreichische Wahlverhalten*. Signum, Wien, p. 225-241.
- PONTUSSON J., 2013. *Unionization, Inequality and Redistribution*. British Journal of Industrial Relations 51(4), p. 797-825.
- PONTUSSON Jonas, 1995. *Explaining the Decline of European Social Democracy: The Role of Structural Economic Change*. World Politics 47(4), p. 495-533.
- PONTUSSON Jonas, RUEDA David, 2010. *The Politics of Inequality: Voter Mobilization and Left Parties in Advanced Industrial States*. Comparative Political Studies 43(6), p. 675-705.
- POULANTZAS Nicos, 1974. *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*. Seuil, Paris.
- PRZEWORSKI Adam, SPRAGUE John, 1986. *Paper Stones: A History of Electoral Socialism*. University of Chicago Press, Chicago; London.
- RADCLIFF Benjamin, DAVIS Patricia, 2000. *Labor Organization and Electoral Participation in Industrial Democracies*. American Journal of Political Science 44(1), p. 132-141.
- RAINNIE Al, 1989. *Industrial Relations in Small Firms: Small Isn't Beautiful*. Routledge, London.
- RENNWALD Line, 2006. *L'évolution de l'impact des clivages sur le choix partisan en Suisse entre 1995 et 2003: Clivage de classe et vote pour le PS et l'UDC*. Mémoire de DEA en science politique, Université de Genève.
- RENNWALD Line, 2005. *Le vote ouvrier pour les partis nationaux-populistes: le cas de l'UDC en Suisse et dans le canton de Neuchâtel*. Éd. Communication jurassienne et européenne (CJE), Courrendlin.
- RENNWALD Line, ZIMMERMANN Adrian, 2013. «Die SP als Arbeiterpartei», in REDBOX (Ed.), *Einig – aber nicht einheitlich. 125 Jahre Sozialdemokratische Partei der Schweiz*. Limmat-Verlag, Zürich.
- REY Henri, 2004. *La gauche et les classes populaires: histoire et actualité d'une mésentente*. La Découverte, Paris.
- REYNARD Mathias, 2013. *Les débuts du parti socialiste valaisan (1900-1929)*. Parti socialiste du Valais romand, Sion.

- RIHOUX Benoît, 2001. *Les partis politiques : organisations en changement : le test des écologistes*. L'Harmattan, Paris.
- ROBERTSON David, 1984. *Class and the British Electorate*. Basil Blackwell, Oxford.
- ROSE Richard, McALLISTER Ian, 1986. *Voters Begin to Choose : From Closed-Class to Open Elections in Britain*. Sage, London ; Beverly Hills.
- SARTORI Giovanni, [1976] 1990. « A Typology of Party Systems », in MAIR Peter (Ed.), *The West European Party System*. Oxford : Oxford University Press, p. 316-349.
- SARTORI Giovanni, 1969. « From the Sociology of Politics to Political Sociology », in LIPSET Seymour M. (Ed.), *Politics and the Social Sciences*. Oxford University Press, New York ; London, p. 65-100.
- SASSOON Donald, 1996. *One Hundred Years of Socialism : the West European Left in the Twentieth Century*. Tauris, London.
- SCHNEIDER Madeleine, 2009. « Les Verts en chiffres. Analyse des résultats électoraux de 1975 à 2007 », in BAER Matthias, SEITZ Werner (Eds.), *Les Verts en Suisse : leur politique, leur histoire, leur base*. Rügger, Zurich, p. 159-171.
- SCHNELL Rainer, KOHLER Ulrich, 1995. *Empirische Untersuchung einer Individualisierungshypothese am Beispiel der Parteipräferenz von 1953-1992*. Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie 47(4), p. 65-94.
- SCHUMACHER Gijs, 2012. « "Marx" or the Market? Intra-Party Power and Social Democratic Welfare State Retrenchment. *West European Politics* 35(5), p. 1024-1043.
- SCHUMACHER Gijs, 2011. « "Modernize or Die"? *Social Democrats, Welfare State Retrenchment and the Choice between Office and Policy*. PhD Dissertation, Department of Political Science, VU University Amsterdam.
- SCHUMACHER Gijs, DE VRIES Catherine E., VIS Barbara, 2013. *Why Do Parties Change Position? Party Organization and Environmental Incentives*. *Journal of Politics* 75(2), p. 464-477.
- SCIARINI Pascal, 2011. *La politique suisse au fil du temps*. Georg, Genève.
- SCIARINI Pascal, 2010. « Le potentiel électoral des partis de gauche », in SCIARINI Pascal, NICOLET Sarah (Ed.), *Le destin électoral de la gauche : le vote socialiste et vert en Suisse*. Georg, Chêne-Bourg, p. 87-129.
- SCIARINI Pascal, FINGER Matthias, 1991. *Les dimensions de l'espace politique suisse et l'intégration de la « nouvelle politique écologique »*. *Revue Française de Science Politique* 41(4), p. 537-559.
- SCIARINI Pascal, GOLDBERG Andreas, TAWFIK Amal, 2012. *Voter Overrepresentation and Vote Overreporting : New Insights into Turnout Bias in Surveys*. Working paper.
- SEELEIB-KAISER Martin, VAN DYK Silke, ROGGENKAMP Martin, 2008. *Party Politics and Social Welfare : Comparing Christian and Social Democracy in Austria, Germany, and the Netherlands*. E. Elgar, Cheltenham.
- SEILER Daniel-Louis, 2012. « Les tendances de droite au sein de la classe ouvrière. Réflexions sur les thèses de Seymour Martin Lipset », in DE WAELE Jean-Michel, VIERA Mathieu (Eds.). *Une droitisation de la classe ouvrière en Europe?* *Economica*, Paris, p. 7-26.
- SEILER Daniel-Louis, 1996. *Les partis politiques en Europe*, 3^e éd. refondue éd. Presses universitaires de France, Paris.
- SEITZ Werner, 2009. « Concombres et pastèques. L'histoire des Verts en Suisse », in BAER Matthias, SEITZ Werner (Éd.), *Les Verts en Suisse : leur politique, leur histoire, leur base*. Rügger, Zurich, p. 19-41.

- SELB Peter, LACHAT Romain, 2004. *Wahlen 2003. Die Entwicklung des Wahlverhaltens*. Institut für Politikwissenschaft, Zürich.
- SIDJANSKI Dusan, 1988. *The Swiss Elections of 1987*. Electoral Studies 7(2), p. 167-173.
- SIDJANSKI Dusan, ROIG Charles, KERR Henry, INGLEHART Ronald, NICOLA Jacques, 1975. *Les Suisses et la politique: enquête sur les attitudes d'électeurs suisses (1972)*. H. Lang; P. Lang, Berne, Francfort/M.
- SKENDEROVIC Damir, 2009. *The Radical Right in Switzerland: Continuity and Change, 1945-2000*. Berghahn Books, New York, N.Y.; Oxford.
- SPIER Tim, 2010. *Modernisierungsverlierer? Die Wählerschaft rechtspopulistischer Parteien in Westeuropa*. VS Verl. für Sozialwiss., Wiesbaden.
- SPOON Jae-Jae, HOBOLT Sarah B., DE VRIES Catherine E. (2014). *Going Green: Explaining Issue Competition on the Environment*. European Journal of Political Research, 53(2), p. 363-380.
- Staatssekretariat für Wirtschaft SECO, 2008. *Kollektive Arbeitsstreitigkeiten 1998-2007* (online). <http://www.seco.admin.ch/themen/00385/00420/00421/index.html?lang=de>.
- STÖSS R., 2005. *Rechtsextremismus im Wandel*. Friedrich-Ebert-Stiftung, Berlin.
- SVALLFORS Stefan, 2004. *Class, Attitudes and the Welfare State: Sweden in Comparative Perspective*. Social policy and administration 38(2), p. 119-138.
- TEPE Markus, 2011. *The Public/Private Sector Cleavage Revisited: the Impact of Government Employment on Political Attitudes and Behavior in 11 West European Countries*. Public Administration 90(1), p. 230-261.
- THERBORN Göran, 1995. *European Modernity and Beyond: The Trajectory of European Societies, 1945-2000*. Sage Publ., London.
- THOMPSON Edward P., 1979. *The Making of the English Working Class*. Penguin Books, Harmondsworth.
- TIBERJ Vincent, 2012. *La politique des deux axes. Variables sociologiques, valeurs et votes en France (1988-2007)*. Revue française de science politique 62(1), p. 71-108.
- TOWERS Brian, 1989. *Running the Gauntlet: British Trade Unions under Thatcher, 1979-1988*. Industrial and Labor Relations Review 42(2), p. 163-188.
- TRECHSEL Alexandre H., 1995. *Clivages en Suisse. Analyse des impacts relatifs des clivages sur l'électorat suisse lors des élections fédérales*. Département de science politique, Université de Genève, Études et recherches, n° 31.
- UCAKAR Karl, 1991. «Die Sozialdemokratische Partei Österreichs», in DACHS Herbert, GERLICH Peter, GOTTWEIS Herbert, HORNER FRANZ, KRAMER Helmut, LAUBER Volkmar, MÜLLER Wolfgang C., TALOS Emmerich (Eds.), *Handbuch des politischen Systems Österreichs*. Manzsche Verlags- und Universitätsbuchhandlung, Wien, p. 210-226.
- VAN DER WAAL Jeroen, ACHTERBERG Peter, HOUTMAN Dick, 2007. *Class Is Not Dead – It Has Been Buried Alive. Class Voting and Cultural Voting in Postwar Western Societies (1956-1990)*. Politics & Society 35(3), p. 403-426.
- VERBA Sidney, NIE Norman H., KIM Jae-on, 1978. *Participation and Political Equality: A Seven-Nation Comparison*. Cambridge University Press, Cambridge.
- VERRIER Benoît, 2007. «Inscription, non inscription, mal inscription. État des lieux et pistes pour une réforme de l'inscription sur les listes électorales», in Centre d'analyse stratégique (Éd.), *Non inscrits, mal inscrits et abstentionnistes*. La documentation française, «Rapports et documents», n° 11, Paris, p. 64-82.

- VESTER Michael, 2009. *Die Kräfte eines wirtschaftlichen Pfadwechsels. Neue Arbeitsteilung, Kompetenzrevolution, Emanzipation*. Widerspruch 57(9), p. 123-136.
- VEYRASSAT Béatrice, 2005. *Industrialisation*, Dictionnaire historique de la Suisse (DHS), <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F13824.php> (version du 27.05.2008).
- VILLALBA Bruno, 2005. «Les écologistes à l'heure du pragmatisme», in BRÉCHON P. (Éd.), *Les partis politiques français*. La Documentation française, Paris, p. 153-178.
- VISSER Jelle, 2002. *Why Fewers Workers Join Unions in Europe : A Social Custom Explanation of Memberships Trends*. British Journal of Industrial Relations 40(3), p. 403-430.
- WATTENBERG Martin P., 2000. «The Decline of Party Mobilization», in DALTON Russell J., WATTENBERG Martin P. (Eds.), *Parties without partisans: political change in advanced industrial democracies*. Oxford University Press, Oxford, p. 64-76.
- WEAKLIEM David L., HEATH Anthony F., 1999. «The Secret Life of Class Voting: Britain, France, and the United States since the 1930s», in EVANS G. (Ed.), *The End of Class Politics ?*, p. 97-133.
- WEBER Max, [1922] 1995. *Économie et société, 1. Les catégories de la sociologie*. Pocket, Paris.
- WRIGHT Erik Olin, 2009. *Understanding Class. Towards an Integrated Analytical Approach*. New Left Review 60, p. 101-116.
- ZIEGLER Maya, 2002. *Marginalisierung peripherer Arbeiterquartiere. Schleichender soziostruktureller Wandel in städtischen Aussenquartieren und seine Auswirkungen auf die Weltanschauung aufgezeigt am Beispiel Zürich, Bern und Winterthur*. Diplomarbeit am Geographischen Institut der Universität Zürich.
- ZIMMERMANN Adrian, 2007. *Von der Klassen- zur Volkspartei?: Anmerkungen zum ideologischen Selbstverständnis und zur gesellschaftlichen Basis der SPS im "kurzen 20. Jahrhundert"*. Traverse: Zeitschrift für Geschichte 1, p. 95-113.

LISTES

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 2.1: Représentation schématique du cadre d'analyse	38
Graphique 5.1: Vote pour les partis socialistes selon la classe sociale dans les années 1970 et 2000 en Grande-Bretagne, en Autriche (SPÖ), en Allemagne (SPD), en Suisse (PSS) et en France (PS français et PC), présenté en termes de différence par rapport à la moyenne	80
Graphique 5.2: Part des ouvriers de production (%) dans l'électorat socialiste en comparaison avec leur part dans l'électorat dans les années 1970 et 2000 en Grande-Bretagne, en Autriche, en Allemagne, en Suisse et en France	86
Graphique 5.3: Composition de classe de l'électorat socialiste dans les années 1970 et 2000 en Grande-Bretagne, en Autriche, en Allemagne, en France et en Suisse – quatre classes	87
Graphique 5.4: Probabilités prédites de voter socialiste selon la classe sociale en Suisse 1971-2007 (pour un homme d'âge moyen)	97
Graphique 5.5: Probabilités prédites de voter pour le parti socialiste selon la classe sociale en Suisse 1971-2007 (pour un homme d'âge moyen), version réduite à trois classes	98
Graphique 5.6: Probabilités prédites de voter pour le parti socialiste selon la classe sociale dans les deux plus grandes régions linguistiques en Suisse 1971-2007 (pour un homme d'âge moyen)	99
Graphique 5.7: Probabilités prédites de voter pour le parti socialiste selon la classe sociale en Autriche 1971-2008 (pour un homme d'âge moyen)	101
Graphique 5.8: Probabilités prédites de voter pour le parti socialiste selon la classe sociale en France 1978-2007 (pour un homme d'âge moyen), schéma à sept classes	102

Graphique 5.9: Probabilités prédites de voter pour le parti socialiste et le parti communiste selon la classe sociale en France 1978-2007 (pour un homme d'âge moyen), schéma réduit à quatre classes.	104
Graphique 5.10: Probabilités prédites de voter pour l'UDC selon la classe sociale en Suisse 1971-2007 (pour un homme d'âge moyen).	107
Graphique 5.11: Évolution du soutien pour l'Union démocratique du centre (UDC) et le parti socialiste (PS) selon la classe, comparaison entre 1971/1975 et 2003/2007, montrée par un facteur de multiplication.	108
Graphique 5.12: Probabilités prédites de voter pour le FPÖ/BZÖ selon la classe sociale en Autriche 1971-2008 (pour un homme d'âge moyen).	109
Graphique 5.13: Évolution du soutien pour le parti de la liberté autrichien (FPÖ) et le parti socialiste autrichien (SPÖ) selon la classe, comparaison entre 1971/1983 et 2002/2006, montrée par un facteur de multiplication.	110
Graphique 5.14: Probabilités prédites de voter pour le Front national selon la classe sociale en France 1988-2007 (pour un homme d'âge moyen)	111
Graphique 5.15: Probabilités prédites de voter selon la classe sociale en Suisse 1971-2007 (pour un homme d'âge moyen).	115
Graphique 5.16: Probabilités prédites de voter selon la classe sociale en Suisse 1971-2007 (pour une femme d'âge moyen)	116
Graphique 5.17: Probabilités prédites de voter selon la classe sociale en Autriche 1971-2008 (pour un homme d'âge moyen).	118
Graphique 5.18: Probabilités prédites de voter selon la classe sociale en France 1978-2007 (pour un homme d'âge moyen).	119
Graphique 6.1: Vote des ouvriers selon l'appartenance syndicale (%) en Suisse et Autriche dans les années 1970-1980 et les années 2000.	129
Graphique 6.2: Vote des ouvriers selon la taille de l'entreprise (%) en Suisse et Autriche dans les années 1970-1980 et les années 2000.	131
Graphique 6.3: Vote des ouvriers selon le lieu de résidence (%) en Suisse et Autriche dans les années 1970-1980 et les années 2000.	133
Graphique 7.1: Position des classes dans un espace à deux dimensions en 2002 (Sondage social européen).	154
Graphique 7.2: Position moyenne des classes sur la redistribution des richesses et l'immigration en Suisse (représentées par rapport à la moyenne de l'échantillon)	170
Graphique 7.3: Position moyenne des classes sur la redistribution des richesses et l'immigration en Autriche (représentées par rapport à la moyenne de l'échantillon)	171
Graphique 7.4: Position moyenne des classes sur la redistribution des richesses et l'immigration en France (représentées par rapport à la moyenne de l'échantillon)	172

Graphique 8.1: Positions économiques des partis en Autriche	201
Graphique 8.2: Positions économiques des partis en Suisse	202
Graphique 8.3: Positions économiques des partis en France	204
Graphique 8.4: Positions économiques des partis en Allemagne	205
Graphique 8.5: Positions économiques des partis en Grande-Bretagne	206
Graphique 8.6: Positions culturelles des partis en Autriche	208
Graphique 8.7: Positions culturelles des partis en Suisse	209
Graphique 8.8: Positions culturelles des partis en France	210
Graphique 8.9: Positions culturelles des partis en Allemagne	211
Graphique 8.10: Positions culturelles des partis en Grande-Bretagne	211
Graphique 8.11: Proportion des différentes catégories d'enjeux (en %) dans les appels électoraux des partis socialistes	217
Graphique 8.12: Saillance des enjeux économiques dans la compétition partisane (en %)	227
Graphique 8.13: Saillance des enjeux d'immigration et d'Europe dans la compétition partisane (en %)	228

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 3.1: Configuration de la concurrence pour les partis socialistes	54
Tableau 3.2: Schéma des classes de Daniel Oesch, huit classes	59
Tableau 3.3: Classifications des professions disponibles dans les sondages électoraux aux deux périodes étudiées	63
Tableau 3.4: Part de la position de classe qui est déterminée à partir du répondant, du partenaire et du chef de ménage aux deux périodes étudiées	65
Tableau 4.1: Période industrielle (relative prépondérance de l'emploi industriel sur l'emploi agricole et tertiaire)	68
Tableau 4.2: Le déclin industriel	70
Tableau 4.3: L'évolution du poids des différentes classes sociales entre les années 1970 et les années 2000	71
Tableau 5.1: Vote pour le parti socialiste en Suisse, en Autriche, en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne : comparaison entre les années 1970 et les années 2000	90
Tableau 5.2: Bilan de l'évolution de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes	94
Tableau 6.1: Vote des ouvriers pour le parti socialiste en Suisse en 1975	134

Tableau 6.2: Vote des ouvriers pour le parti socialiste en Suisse 2002-2008	134
Tableau 6.3: Vote des ouvriers pour le parti socialiste en Autriche en 1983	136
Tableau 6.4: Vote des ouvriers pour le parti socialiste en Autriche 2002-2006 . . .	136
Tableau 6.5: Vote pour le parti socialiste en Suisse en 1975	139
Tableau 6.6: Vote pour le parti socialiste en Suisse 2002-2008	140
Tableau 6.7: Vote pour le parti socialiste en Autriche en 1983	141
Tableau 6.8: Vote pour le parti socialiste en Autriche 2002-2006	142
Tableau 7.1: Impact de la classe et autres variables sur les préférences économiques en Autriche et en Suisse (2002)	159
Tableau 7.2: Impact de la classe et autres variables sur les préférences économiques en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne (2002)	160
Tableau 7.3: Impact de la classe et autres variables sur les préférences culturelles en Autriche et en Suisse (2002)	163
Tableau 7.4: Impact de la classe et autres variables sur les préférences culturelles en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne (2002)	164
Tableau 7.5: Impact des deux dimensions sur le vote socialiste en 2002	178
Tableau 7.6: Changement dans les probabilités prédites de voter pour le parti socialiste quand on passe d'une valeur minimale à maximale sur la dimension économique (ou la dimension culturelle)	180
Tableau 7.7: Impact des attitudes sur le vote pour le parti socialiste en Suisse en 1971	182
Tableau 7.8: Impact des attitudes sur le vote pour le parti socialiste en Autriche en 1971	183
Tableau 8.1: Appels électoraux des partis socialistes présentés en termes de différences (en points de pourcentage) par rapport aux appels électoraux de tous les partis confondus (saillance relative)	218
Tableau 8.2: Synthèse des facteurs explicatifs du déclin du vote ouvrier pour les partis socialistes	234

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	7
INTRODUCTION	11
CHAPITRE 1 – LA CLASSE SOCIALE COMME DÉTERMINANT DU VOTE: DE L’ABANDON AU RENOUVEAU	17
1. Avant-propos: la classe sociale en sociologie électorale: une utilisation pragmatique	17
2. Controverse sur le vote de classe: un déclin, une stabilité ou une trans- formation du vote de classe?	19
3. La montée de la classe moyenne <i>salarisée</i> et la prise en compte ou non de son hétérogénéité.	24
4. Vers un développement de la recherche comparée	26
5. Le retour des partis politiques dans l’évolution du vote de classe	32
CHAPITRE 2 – UN CADRE D’ANALYSE POUR ÉTUDIER L’ÉVOLUTION DE L’ALIGNEMENT ENTRE OUVRIERS ET PARTIS SOCIALISTES	35
1. Identifier la source des transformations du vote ouvrier	35
2. Des changements de l’environnement social et des attitudes? Hypothèses « bottom-up »	38
3. Quel est le contenu exact du changement de « l’offre » des partis socia- listes? Hypothèses « top-down »	44
CHAPITRE 3 – LE DESSIN DE LA RECHERCHE	51
1. Stratégie d’analyse et choix des données	51
2. Choix des pays	53
3. Un schéma des classes approprié pour étudier l’évolution du vote ouvrier	58
4. Opérationnalisation du schéma des classes de Daniel Oesch	61

CHAPITRE 4 – LE DÉCLIN DU SECTEUR INDUSTRIEL ET LA PERTE DE CENTRALITÉ DES OUVRIERS	67
1. L'évolution des secteurs d'emploi en Europe	67
2. Le changement de la structure des classes	70
CHAPITRE 5 – L'ÉVOLUTION DE L'ALIGNEMENT ENTRE OUVRIERS ET PARTIS SOCIALISTES	77
1. Une vue globale de l'évolution de l'alignement entre ouvriers et partis socialistes : comparaison entre les années 1970 et les années 2000.....	79
2. Quelles ruptures ? Une vue détaillée des divisions de classes dans le vote socialiste	95
3. Un réalignement des ouvriers vers la droite radicale ?	106
4. Des différences de classe plus marquées dans l'abstention ?	112
5. Conclusion	120
CHAPITRE 6 – CHANGEMENTS DE L'ENVIRONNEMENT SOCIAL	125
1. Des changements de l'impact de l'environnement social ?	128
2. Un rôle médiateur de l'environnement social ?	138
3. Conclusion	147
CHAPITRE 7 – CHANGEMENTS DES ATTITUDES	151
1. Classes et attitudes : un bilan en fin de période.....	153
2. Un changement des attitudes des classes au fil du temps ?.....	166
3. Des attitudes au vote : impact des attitudes sur le vote socialiste	178
4. Conclusion	184
CHAPITRE 8 – CHANGEMENTS DE « L'OFFRE » POLITIQUE	187
1. Qu'est-ce qui influence « l'offre » politique des partis socialistes ? Une brève revue des facteurs explicatifs	188
2. Des données issues de la couverture médiatique des campagnes électorales	197
3. Positions économiques des partis socialistes.....	200
4. Positions culturelles des partis socialistes	207
5. Appels électoraux économiques et culturels des partis socialistes	214
6. Saillance des enjeux dans la compétition partisane	226
7. Conclusion : le rôle de « l'offre » politique dans les changements du vote ouvrier	232
CONCLUSION GÉNÉRALE	237

ANNEXE A : ANNEXE DES CHAPITRES	251
Annexe du chapitre 5	252
Annexe du chapitre 6	271
Annexe du chapitre 7	275
Annexe du chapitre 8	278
ANNEXE B : OPÉRATIONNALISATION DU SCHÉMA DES CLASSES SOCIALES DE DANIEL OESCH POUR LES DIFFÉRENTES ÉLECTIONS	279
BIBLIOGRAPHIE	283
LISTES	301

Achévé d'imprimer
en mai 2015
aux Éditions Alphil-Presses universitaires suisses

Responsable de production : Sandra Lena

Depuis quelques années, la question des liens entre les partis socialistes et leur électorat ouvrier attire beaucoup l'attention. S'appuyant sur de nombreuses données d'enquêtes électorales, cet ouvrage apporte une réponse fouillée à cette problématique.

Adoptant une perspective empirique large, il retrace dans une première partie l'évolution du vote ouvrier et de la composition de classe des partis socialistes dans cinq pays européens. Si un déclin du soutien électoral des travailleurs manuels et des travailleurs des services peut être constaté, il n'en demeure pas moins que l'opposition entre ouvriers et possédants continue de structurer le vote socialiste. Dans une deuxième partie, le livre propose un tour d'horizon des différentes explications de la baisse du vote ouvrier socialiste. Il démontre que c'est du côté du positionnement et de l'appel des partis politiques qu'il faut chercher la clé de ces mutations.

L'ouvrage fournit des résultats importants pour la sociologie électorale et apporte un éclairage nouveau sur les dynamiques du clivage de classe. Il constitue un outil précieux pour les chercheurs et citoyens intéressés à mieux comprendre les bases sociales de la politique, à une période marquée par un accroissement des inégalités.



Line Rennwald est docteure en science politique de l'Université de Genève. Au bénéfice d'une bourse du Fonds national suisse de la recherche scientifique, elle effectue actuellement un séjour de recherche à l'Université d'Amsterdam. Elle est également collaboratrice externe au Département de science politique et relations internationales de l'Université de Genève, où elle a enseigné durant plusieurs années.

